
JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
VOL. XXXIII

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DU 12 JANVIER AU 10 MARS 1899
CES DEUX JOURS INCLUS

Dans la soixante et deuxième année du règne de Notre Souveraine Dame
LA REINE VICTORIA

ÉTANT LA DEUXIÈME SESSION DU NEUVIÈME PARLEMENT DE LA
LÉGISLATURE DE QUÉBEC

SESSION 1899

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

QUÉBEC:
IMPRIMÉ PAR LA "CIE D'IMPRIMERIE DE QUÉBEC"

1899



PROCLAMATIONS.

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers législatifs de la province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de FÉVRIER dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de FÉVRIER mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et, par ces présentes, vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le CINQUIÈME jour du mois d'AVRIL prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec. TÉMOIN : Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS-AMABLE JETTÉ, lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce SEIZIÈME jour de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne, la soixante et unième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers législatifs de la province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le CINQUIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le CINQUIÈME jour du mois d'AVRIL mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en notre Cité de *Québec*, SAMEDI, le QUATORZIÈME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*. TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS-AMABLE JETTÉ, lieutenant-gouverneur de la province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-HUITIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne, la soixante et unième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers législatifs de la province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le QUATORZIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le QUATORZIÈME jour du mois de MAI, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre Cité de *Québec* :

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et, par ces présentes, vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, JEUDI, le VINGT-TROISIÈME jour du mois de JUIN, prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*. TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS-AMABLE JETTÉ, lieutenant-gouverneur de la province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DEUXIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne, la soixante et unième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande. Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers législatifs de la province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-TROISIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de *Québec* se trouve convoquée pour le VINGT-TROISIÈME jour du mois de JUIN mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets. Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et, par ces présentes, vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*. MARDI, le DEUXIÈME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*. TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Almé l'honorable LOUIS-AMABLE JETTÉ, lieutenant-gouverneur de la province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce ONZIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et unième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers législatifs de la province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le DEUXIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le DEUXIÈME jour du mois d'AOUT mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec*;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et, par ces présentes, vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, SAMEDI, le DIXIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*. TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS-AMABLE JETTÉ, lieutenant-gouverneur de la province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne, la soixante et deuxième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ,

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers législatifs de la province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le DIXIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le DIXIÈME jour du mois de SEPTEMBRE mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et, par ces présentes, vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, JEUDI, le VINGTIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*. TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS-AMABLE JETTÉ, lieutenant-gouverneur de la province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-NEUVIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne, la soixante et deuxième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L.-A JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers législatifs de la province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le VINGTIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et à chacun de vous--

SALUT:

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le VINGTIÈME jour du mois d'OCTOBRE, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec*.

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable. par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et, par ces présentes, vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, MARDI, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*. TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS-AMABLE JETTÉ, lieutenant-gouverneur de la province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DIXIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne, la soixante et deuxième.

Par ordre

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers législatifs de la province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée législative de Notre dite Province, somnés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE, mil huit cent quatre-vingt-dix huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et, par ces présentes, vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous, trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, SAMEDI, le SEPTIÈME jour du mois de JANVIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*. TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS-AMABLE JETTÉ, lieutenant-gouverneur de la province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, ce DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne, la soixante et deuxième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers législatifs de la province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le SEPTIÈME jour du mois de JANVIER, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve prorogée au SEPTIÈME jour du mois de JANVIER prochain :

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau au DOUZIÈME jour du mois de JANVIER prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ni obligés de paraître en notre cité de *Québec*, le dit SEPTIÈME jour de JANVIER prochain, et Nous voulons, en conséquence, que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de *Québec*, JEUDI, le DOUZIÈME jour du mois de JANVIER prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la province de *Québec*, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*. TÉMOIN : Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS-AMABLE JETTÉ, lieutenant-gouverneur de la province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans
Notre dite Province de *Québec*, ce PREMIER jour de DÉCEM-
BRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-
vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LEGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC

SESSION 1899.

Jeudi, 12 Janvier 1899.

La Législature étant, ce jour, convoquée par proclamation (ci-annexée), pour la dépêche des affaires, et les membres de la Chambre étant assemblés;

Le message suivant est apporté par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme-huissier de la Verge Noire :—

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, à la salle des séances du Conseil législatif;

Et étant de retour :

M. l'Orateur informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu des honorables juges de la Cour supérieure, choisis pour la décision des pétitions d'élections, conformément à "l'Acte des élections contestées de Québec, 1875," les rapports et les jugements suivants relatifs aux élections contestées :

Pour le district électoral de Missisquoi.

Pour le district électoral de Montmorency.

Et pour le district électoral de Verchères

Lesquels rapports et jugements sont lus, et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de la Chambre, comme suit :

ÉLECTION CONTESTÉE DE MISSISQUOI.

PALAIS DE JUSTICE

Montréal, 12 février 1898.

CHAMBRE DES JUGES.

A l'honorable JULES TESSIER,

Orateur de l'Assemblée législative,

Province de Québec.

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous transmettre ci-inclus une copie officielle du jugement rendu par nous, le dixième jour de février courant, dans la cause de l'élection contestée du district électoral de Missisquoi.

Et, en même temps, nous faisons rapport qu'il n'a pas été prouvé qu'aucune manœuvre frauduleuse ait été pratiquée, à la dite élection.

Nous avons l'honneur d'être.

Monsieur l'Orateur,

Vos obéissants serviteurs,

(Signé)

M. M. TAIT, J. C. S.

CHARLES GILL, J. C. S.

W.-W. LYNCH, J. C. S.

Province de Québec, }
District de Montréal, }
No 13.

COUR SUPÉRIEURE EN RÉVISION

ACTE DES ELECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC ET SES AMENDEMENTS

Election d'un député à l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de Missisquoi, dans le district judiciaire de Bedford, tenue les quatrième et onzième jours de mai 1897, ces jours étant respectivement les jours de nomination et de votation pour la dite élection.

Le dixième jour de février 1898.

PRÉSENTS : L'honorable sir Melbourne M. TAIT, juge en chef suppléant,

“ GILL “

“ LYNCH “

THOMAS-G. CAMPBELL, de la paroisse de Saint-Armand-Est, dans le district électoral de Missisquoi, dans le district judiciaire de Bedford, cultivateur,

Pétitionnaire.

vs

JOHN-CHARLES-JAMES SARSFIELD McCORKILL, du village de Cowansville, dans le dit district électoral, avocat,

Intimé.

La Cour, ayant entendu les parties par leurs procureurs respectifs sur le mérite de la pétition d'élection, en cette cause ;

Considérant qu'il a été admis par le procureur du pétitionnaire, lors de l'audition de cette cause, et qu'il appert, par les procédures de record dans la dite cause, que le pétitionnaire n'a pas prouvé les allégations de sa dite pétition d'élection ;

Déclare le dit Intimé dûment élu, lors de la dite élection, comme membre de l'Assemblée législative de la province de Québec, pour représenter le district électoral de Missisquoi, et renvoie la dite pétition d'élection, avec dépens.

(Vraie copie)

(Signé)

L.-H. COLLARD,

Député-protonotaire C. S.

ELECTION CONTESTÉE DE MONTMORENCY

Québec, 3 juin 1898.

L'honorable JULES TESSIER

Président de l'Assemblée Législative,

In-re No 52

Loi des élections contestées de Québec

ADOLPHE MERCIER,

Pétitionnaire ;

vs

EDOUARD BOUFFARD, de la cité de Québec, avocat,

Intimé.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre, conformément à la loi, une copie du jugement rendu par la Cour supérieure, siégeant en révision, en la cité de Québec, le trente unième jour de mai dernier.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

P. MALOUIN.

P. C. S.

Canada,	}	DANS LA COUR SUPÉRIEURE
Province de Québec,		
District de Québec.		
No. 52.		
		Siégeant en révision en la cité de Québec.

Le trente et unième jour de mai, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

PRÉSENTS :—L'honorable juge ROUTHIER,

" L'honorable juge CARON,

" L'honorable juge ANDREWS.

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC.

Election d'un député pour le district électoral de Montmorency à l'Assemblée législative de Québec, tenue le 4 mai, pour la présentation des candidats et le 11 mai pour la votation, en l'année 1897.

ADOLPHE MERCIER, de la paroisse de Sainte-Anne de Beaurpré, dans le comté de Montmorency, maître-forgeron,

Pétitionnaire ;

vs

EDOUARD BOUFFARD, de la cité de Québec, écuyer, avocat,

Intimé.

La Cour, après avoir entendu les parties par leurs avocats, examiné le dossier de la procédure et sur le tout mûrement délibéré ;—

Considérant que le pétitionnaire n'a pas prouvé les allégations essentielles de sa pétition d'élection en cette cause ;—

La dite pétition d'élection est renvoyée avec dépens.

De par la Cour,

P.-B. CASGRAIN,

Greffier C. R.

ELECTION CONTESTÉE DE VERCHÈRES.

PALAIS DE JUSTICE.

Montréal, 12 novembre 1898.

A l'honorable JULES TESSIER,

Orateur,

Assemblée législative,

Québec.

Monsieur,

Nous vous transmettons, ci-jointe, une copie officielle du jugement rendu par nous, le onzième jour de novembre courant, à Montréal, dans la cause No 5, Evariste Carrière, pétitionnaire, *vs* Etienne Blanchard, défendeur, (Election contestée de Verchères.)

Nous faisons, de plus, rapport, conformément à l'article 551 des Statuts refondus de la province de Québec, tel qu'amendé par l'Acte 59 Victoria, chapitre 10 :—

1. Qu'il n'a pas été prouvé que des manœuvres électorales, prohibées par la loi électorale de Québec, 1895, aient été pratiquées par aucun candidat à la dite élection, ou à sa connaissance et de son consentement.

2. Que la commission d'aucune manœuvre électorale, prohibée par la dite loi, n'a été établie, à l'encontre d'aucune personne dûment mise en cause sur la pétition d'élection ou sur la contestation ;

3. Qu'il appert de l'admission de faits, signée par le défendeur, que des manœuvres électorales, prohibées par la dite loi, ont été pratiquées, lors de l'élection dont il s'agit, par les agents du dit défendeur, mais hors la

connaissance et sans le consentement du dit défendeur, et qu'il n'y a pas raison de croire que ces manœuvres aient été pratiquées dans une large mesure.

Nous avons l'honneur d'être,
Monsieur l'Orateur,
Vos dévoués serviteurs,

(Signé) HENRI-T. TASCHEREAU, J. C. S.
CHARLES GILL, J. C. S.
J.-ALPH. OUMET, J. C. S.

Province de Québec,	}	COUR SUPÉRIEURE.
District de Montréal.		
		(EN RÉVISION)

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC ET AMENDEMENTS

In re.—Election d'un député à l'Assemblée législative de Québec pour le district électoral de Verchères, dans le district judiciaire de Richelieu tenue les quatrième et onzième jours de mai 1897, étant respectivement, les jours de nomination et de votation.

Le onzième jour de novembre, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

PRÉSENTS :—L'honorable Juge TASCHEREAU,
" L'honorable Juge GILL,
" L'honorable Juge OUMET.

EVARISTE CARRIÈRE, journalier, navigateur, de la paroisse de Saint-Antoine, dans le district électoral de Verchères, dans le district judiciaire de Richelieu,

Pétitionnaire ;

vs.

ETIENNE BLANCHARD, cultivateur, de la paroisse de Saint-Marc, député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Verchères.

Défendeur.

La Cour, ayant entendu les parties par leurs avocats respectifs sur le mérite de la pétition d'élection produite en cette cause, demandant l'annulation de l'élection du défendeur comme député de l'Assemblée législative de la province de Québec, pour représenter le district électoral de Verchères (laquelle élection a eu lieu les quatrième et onzième jours de mai 1897, étant respectivement les jours de nomination et de votation), et concluant aussi, contre le défendeur, aux pénalités de la déqualification ; ayant de plus examiné la procédure, la preuve, les divers jugements rendus au cours de l'instruction, et généralement toutes les pièces du dossier, et sur le tout délibéré :—

Considérant qu'il n'y a pas erreur dans les dits jugements rendus au cours de l'instruction et qu'il n'y a pas lieu de les réviser, modifier ou réformer aucunement ;

Considérant la preuve faite par le témoin Aimé Langlois, et l'admission signée par le défendeur et produite le 24 février 1898, après l'examen de ce témoin, à l'effet que des manœuvres électorales, suffisantes pour faire annuler l'élection du défendeur, ont été commises par ses agents, hors sa connaissance et sans son consentement, lors de l'élection susdite ;

Considérant qu'après la production de la dite admission, le pétitionnaire a persisté à continuer son enquête et à examiner un grand nombre de témoins pour tenter de prouver la commission de manœuvres électorales tant par le défendeur lui-même, ou par d'autres à sa connaissance ou de son consentement, que par les agents du dit défendeur ;

Considérant que le dit pétitionnaire n'a pas établi la commission d'aucune manœuvre électorale par le défendeur, ou par d'autres personnes à sa connaissance et de son consentement, et qu'après la dite admission de faits du défendeur, il était inutile pour le pétitionnaire de prouver la commission de manœuvres électorales par les agents du défendeur hors la connaissance et sans le consentement du dit défendeur, la dite admission étant suffisante à cet égard, et qu'il est juste que tous les frais d'enquête ainsi faits par le pétitionnaire, après la production de la dite admission, soient à sa charge et non à celle du défendeur ;

Considérant que le défendeur n'ayant fait entendre que les témoins nécessairement requis pour repousser les accusations personnelles au défendeur et tendant à sa déqualification, et ces accusations étant maintenant rejetées par la Cour, il est juste que les frais de cette enquête du défendeur soient mis à la charge du pétitionnaire ;

Maintient la pétition d'élection quant à la demande d'annulation de l'élection susdite, annule, en conséquence, la dite élection du défendeur et condamne ce dernier aux dépens encourus sur la dite pétition d'élection et sur sa contestation, y compris ceux réservés, mais sauf ceux déjà adjugés durant l'instance, jusqu'à la production de la dite admission de faits ; comprenant aussi les honoraires des avocats du pétitionnaire sur l'audition au mérite devant cette Cour, avec de plus les frais d'assignation, de taxe et de sténographie encourus à raison des deux dépositions du témoin Aimé Langlois et des deux premières dépositions du défendeur lui-même, le surplus des frais d'enquête du pétitionnaire restant à sa charge, rejette la partie des conclusions du pétitionnaire demandant la déqualification personnelle du défendeur, et condamne le pétitionnaire à tous les frais encourus par le défendeur subséquemment à la production de la dite admission de faits comprenant tous les frais de l'enquête du défendeur ;

Et la Cour accorde à M^{tres} Bisailon et Cie, avocats des pétitionnaires, et à M^{tres} Geoffrion et Cie, avocats du défendeur, distraction respective des frais et dépens, tels que ci-haut adjugés.

(Vraie copie.)

(Signé)

L.-H. COLLARD,
Député-protonotaire, C. S.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre qu'il a adressé son mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer un nouveau bref d'élection pour le district électoral de Verchères.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre, que, durant la vacance, il a reçu les notifications suivantes des vacances survenues dans la représentation des districts électoraux de Beauharnois, Lévis, Matane et Missisquoi.

Province de Québec } ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

A L'honorable Orateur de

l'Assemblée législative

de la province de Québec.

Nous, soussignés, vous donnons, par les présentes, avis qu'une vacance a eu lieu dans la représentation, dans l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de Beauharnois, par l'acceptation d'une charge de la Couronne par E.-H. Bisson.

Donné sous notre seing et sceau, à Québec, ce dix-septième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit

(Signé) L.-F. PINAULT,

Député pour le district électoral de Matane.

(Signé) RODOLPHE ROY,

Député pour le district électoral de Kamouraska.

Province de Québec, } ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

A l'honorable Orateur

de l'Assemblée législative

de la province de Québec.

Nous, les soussignés, vous donnons, par les présentes, avis qu'une vacance a eu lieu dans la représentation dans l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de Lévis, par le décès de de N.-N. Ollivier.

Donné sous notre seing et sceau, à Québec, ce dix-septième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

(Signé) L.-F. PINAULT,

Député pour le district électoral de Matane.

(Signé) RODOLPHE ROY,

Député pour le district électoral de Kamouraska.

Québec, 21 décembre 1898.

L'honorable JULES TESSIER,
Orateur de l'Assemblée législative,
Québec

Monsieur,

Nous vous donnons avis que le siège pour le district électoral de Matane, à l'Assemblée législative, est devenu vacant par suite de l'acceptation par M. Louis-Félix Pinault, député pour le dit district électoral, d'une position salariée par la Couronne.

(Signé), AMÉDÉE ROBITAILLE,
Député de Québec-Centre,
“ RODOLPHE ROY,
Député de Kamouraska.

Montréal, 23 novembre 1898.

A l'honorable JULES TESSIER,
Orateur,
Assemblée législative,
Québec.

Monsieur,

Je déclare, par les présentes, que je donne ma démission comme membre de l'Assemblée législative de Québec, pour la division électorale de Missisquoi.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,
Votre obéissant serviteur,

(Signé) JOHN-CHARLES-JAMES SANSFIELD McCORKILL,

Témoins } R BICKERDIKE,
 } RODOLPHE LEMIEUX.

L'honorable JULES TESSIER

Orateur de l'Assemblée législative

de la province de Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, députés à l'Assemblée législative, vous donnons avis que le siège de M. John-Charles-James Sarsfield McCorkill, député à l'Assemblée législative pour le district électoral de Missisquoi, est devenu vacant par suite de sa démission.

Montréal, 23 nov. 1898.

(Signé)

W.-A. WEIR

Député d'Argenteuil.

"

A.-G. BOURBONNAIS.

Député de Soulanges.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre qu'il a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie les certificats suivants pour les districts électoraux de Beauharnois, Lévis, Missisquoi et Verchères.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, il a adressé ses mandats au Greffier de la Couronne en Chancellerie lui enjoignant de préparer des brefs d'élection pour l'élection de nouveaux députés, à l'effet de représenter les divisions électORALES de Beauharnois, Lévis, Matane et Missisquoi, dans la présente Législature.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, 4 janvier 1899.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-troisième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt dix-huit, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à Louis Marchand, écuyer, officier-rapporteur pour le district électoral de Beauharnois, dans la province de Québec, pour l'élection d'un député pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de E.-H. Bisson, écuyer, nommé à un emploi salarié par la Couronne, Arthur Plante, écuyer, avocat, de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

A l'honorable

Orateur de l'Assemblée législative

de la province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.**QUÉBEC, 29 décembre 1898.**

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-troisième jour de novembre, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à L.-N. Carrier, écuyer, officier-rapporteur pour le district électoral de Lévis, dans la province de Québec, pour l'élection d'un député pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de Nazaire-Nicolas Ollivier, décédé, l'honorable Charles Langelier, avocat, de la cité de Québec, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable Orateur

de l'Assemblée législative

de la province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.**Québec, 10 janvier 1899.**

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-cinquième jour de novembre, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à Edwin-F. Currie, écuyer, officier-rapporteur pour le district électoral de Missisquoi, dans la province de Québec, pour l'élection d'un député pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de J.-C.-J.-S. McCorkill, écuyer, démissionnaire, Cederic Lemoine-Cotton, écuyer-médecin, du village de Cowansville, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable Orateur

de l'Assemblée législative

de la province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 29 décembre 1898.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-troisième jour de novembre, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à Joseph Geoffrion, écuyer, officier-rapporteur, pour le district électoral de Verchères, dans la province de Québec, pour l'élection d'un député pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de Etienne Blanchard, écuyer, dont l'élection a été annulée par la Cour Supérieure, Etienne Blanchard, écuyer, cultivateur, de la paroisse de St-Marc, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable Orateur

de l'Assemblée législative

de la province de Québec.

L'honorable Charles Langelier, député pour le district électoral de Lévis ; Arthur Plante, député pour le district électoral de Beauharnois ; et Cederic Lemoine-Cotton, député pour le district électoral de Missisquoi, ayant préalablement prêté le serment requis par la loi et signé, devant les commissaires, le rôle qui le contient, prennent leurs sièges en Chambre.

Ordonné Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un Bill concernant la prestation des serments d'office.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale ; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie, dont il donne lecture à la Chambre, comme suit :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous venez reprendre, après une année d'interruption, vos travaux législatifs.

Bien des événements ont marqué cette courte période, et il me semble convenable de rappeler brièvement ceux qui ont particulièrement affecté notre Province.

Le départ de lord Aberdeen est encore présent à toutes les mémoires.

C'est avec regret que nous avons vu ce gouverneur populaire s'éloigner de nous ; la comtesse Aberdeen et lui ont laissé dans le cœur des habitants de ce pays un souvenir durable.

Lord Minto, notre nouveau gouverneur-général, déjà si favorablement connu ici par un séjour de quelques années, saura, nous en sommes convaincus, se faire une place honorable dans la succession des hommes éminents qui ont été appelés au poste de gouverneur de ce pays.

Lady Minto est assurée d'avance de l'affection sincère de tous les canadiens.

Lorsqu'au mois de janvier dernier, mon regretté prédécesseur vous faisait ses adieux, à l'expiration de son terme d'office, il aurait été très difficile de prévoir qu'à peine cinq mois après, il serait brusquement enlevé à l'affection de ses concitoyens et au service de son pays. Doué de qualités transcendantes, il s'était, avant l'âge auquel le succès arrive pour les autres, placé au premier rang parmi les hommes politiques. Aussi, bien que jeune encore, lorsque la mort l'a frappé, avait-il déjà fourni une longue et remarquable carrière. Il a laissé dans la mémoire de tous, le souvenir d'un orateur puissant, d'un homme d'Etat distingué, et, en même temps, celui d'une personnalité éminemment sympathique.

Appelé, après un long éloignement de tout service politique ou parlementaire, à remplacer cet homme d'Etat rompu aux luttes des partis et au fonctionnement de nos institutions, je ne saurais me dissimuler les difficultés de la tâche qui m'imcombe. J'aurai donc davantage à faire appel à votre bienveillance ; mais je suis convaincu qu'en apportant à l'accomplissement de mes devoirs publics toute la bonne volonté dont je suis capable et un ardent désir de ne rien faire qui ne tourne au bien et à la prospérité de la Province, à la sauvegarde et au maintien de ses institutions, vous ne me refuserez pas un appui que j'ai tout lieu d'attendre de votre patriotisme et de votre dévouement aux intérêts du pays.

L'Eglise catholique du Canada, pendant cette même période, a vu disparaître avec regret, son pasteur le plus illustre, Son Eminence le cardinal Taschereau, remarquable par le calme inaltérable d'une raison supérieure et par une sagesse que l'imprévu des événements ne mettait jamais en défaut.

Parmi les événements de l'année qui vient de finir, je ne saurais passer sous silence la réunion, dans cette capitale, au mois d'août dernier, de la conférence internationale, chargée d'harmoniser les rapports si nombreux

qui existent entre la population des Etats-Unis et la nôtre. La présence au milieu de nous, des hommes considérables à qui étaient confiées ces négociations si graves et si délicates, a été un sujet de satisfaction et même d'orgueil pour tous les citoyens de cette ville, en même temps qu'un hommage rendu à la plus ancienne des provinces confédérées. Je suis heureux de constater que l'accueil fait à nos hôtes distingués a démontré, une fois de plus, que l'antique réputation d'urbanité de la population de Québec est pleinement méritée.

C'est, pendant que cette Commission siégeait ici, qu'eût lieu, en septembre dernier, l'inauguration de la statue que la ville de Québec a élevée à Champlain. Jamais spectacle plus solennel et plus grandiose n'a été donné à la population de cette cité. Les deux grands pays qui ont concouru au peuplement de cette Province ont tenu à honneur d'y être représentés : l'Angleterre, par le gouverneur-général, lord Aberdeen ; la France, par le représentant autorisé de la République française, M. le consul général Kleczkowski. Les membres de la conférence internationale, l'amiral commandant l'escadre de l'Amérique du Nord, le commandant général des forces, les officiers et les marins des frégates anglaises et américaines ont aussi voulu, par leur présence, rendre hommage à la mémoire du fondateur de Québec.

Des projets de loi d'une grande importance vous seront soumis durant la présente session. Ils ont pour but d'améliorer l'administration de plusieurs branches du service public.

Au nombre de ces projets de loi, je signale à votre attention toute particulière, celui qui a trait à l'instruction publique.

Sans affecter aucunement les principes qui font la base de notre système scolaire, cette législation contribuera sensiblement à la diffusion et au perfectionnement de l'enseignement primaire.

La décision rendue récemment par le comité judiciaire du Conseil Privé au sujet des droits respectifs du gouvernement du Canada et des gouvernements provinciaux sur les pêcheries de ce pays a nécessité une législation sur cette importante matière.

Les amendements nombreux faits presque à chaque session de cette Législature aux lois de la chasse, ont décidé mon gouvernement à vous en proposer une refonte complète.

L'agrandissement du territoire de cette Province, résultant de la législation concurrente de cette Législature et du Parlement du Canada, lors de leurs dernières sessions, donne lieu à l'organisation civile et judiciaire du territoire nouvellement acquis.

Vous serez en même temps appelés à définir, de nouveau, les limites nord, nord-est et nord-ouest des comtés qui avoisinent ce territoire.

La bonne administration des terres publiques rend indispensable des amendements importants aux lois qui les régissent.

Des projets de loi pour ces différents objets seront soumis à votre considération.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Les comptes publics pour la dernière année financière et le budget pour l'exercice de 1899-1900 vous seront soumis sans délai.

En présence de la situation financière à laquelle il avait à faire face, lors de son avènement au pouvoir, le gouvernement actuel s'est trouvé dans l'obligation de réduire, autant que possible, la dépense publique et d'activer la perception du revenu, afin d'arriver à l'équilibre indispensable entre les recettes et les dépenses annuelles. Cette tâche était d'autant plus difficile que le gouvernement précédent, après avoir diminué la recette ordinaire par l'extinction de plusieurs sources de revenu et augmenté la dépense par des dispositions statutaires dépassant de beaucoup ce qu'il avait prévu par son budget, avait détruit les bases sur lesquelles il s'était appuyé dans les calculs de son dernier exposé financier.

Malgré toutes ces difficultés, mon gouvernement est parvenu, sinon à effacer complètement, dans son premier exercice annuel, le déficit de l'année précédente, au moins à le diminuer dans des proportions considérables, comme vous aurez occasion de le constater par l'examen des comptes publics. Ce premier résultat est une source d'encouragement qui nous donne à espérer qu'en continuant à pratiquer la stricte économie qu'il a exercée jusqu'ici, mon gouvernement arrivera, dans un avenir très prochain, à cet équilibre désiré.

*Honorables Messieurs du Conseil législatif,**Messieurs de l'Assemblée législative.*

Mon gouvernement s'est occupé tout spécialement des moyens les plus efficaces de favoriser le progrès agricole, et, à cette fin, il lui a paru urgent d'encourager, autant que ses revenus annuels le lui permettaient, l'amélioration des chemins municipaux. C'est ce qu'il a fait par une contribution libérale à l'achat de machines à concasser la pierre et à réparer les chemins. L'efficacité de cette politique est démontrée par le fait que, dans le cours des derniers quinze mois, au-delà de 100 conseils municipaux se sont pourvus de ces machines, au moyen desquelles plus de 1200 milles de bons chemins ont été parachevés.

L'excellente réputation acquise par nos fruits sur le marché européen, où l'exportation n'en a été dirigée, jusqu'ici, qu'à titre d'essai, a décidé mon gouvernement d'accorder à cette branche importante de notre production agricole, une attention toute spéciale. Cinq stations expérimentales d'arboriculture fruitière ont été établies, dans le cours de l'année, sur différents points de la Province.

Nous avons lieu d'être satisfaits des travaux accomplis. Leur continuation devra donner à notre culture fruitière une orientation plus sûre, et établir d'une manière méthodique et raisonnée les principes généraux qui doivent la diriger.

La colonisation a été aussi l'objet de l'attention toute particulière de mon gouvernement. Des chemins nouveaux ont donné accès à des

régions naguère inhabitées, qui se remplissent aujourd'hui rapidement d'une population de colons industriels. A côté de ces groupes agricoles, d'immenses établissements industriels ont fait surgir au milieu de la forêt des centres de population ouvrière, qui comptent déjà des milliers d'habitants, auxquels ces établissements fournissent de l'emploi en utilisant, par la fabrication de la pulpe et du papier, nos ressources forestières. Tous ces progrès ont donné au domaine public un accroissement de valeur, qui produira, dans un avenir prochain, une augmentation de notre revenu.

Ces industries ne sont sans doute qu'à leur début, mais nous avons la satisfaction de constater que nos immenses et nombreux pouvoirs d'eau jusqu'ici inexploités, ainsi que nos forêts illimitées et inépuisables, en assureront l'extension pendant plusieurs générations à venir.

Je fais des vœux pour que la divine Providence éclaire vos délibérations sur toutes les questions qui vous seront soumises et qu'elle répande ses bienfaits sur vous et sur vos familles.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Ordonné, Que le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, prononcé devant les deux Chambres de la Législature provinciale, soit pris en considération, demain.

Résolu, Que des Comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir : 1.—Privi-lèges et élections ; 2.—Ordres permanents ; 3.—Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manu-facturières ; 4.—Bills privés ; 5.—Législation et lois expirantes ; 6.—Comptes publics ; 7.—Agriculture, immigration et colonisation ; 8.—Dif-férentes branches d'industrie en cette province ; lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'honorable M. Marchand, trésorier de la Province, dépose, sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—les Comptes publics de la province de Québec pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1898.—(*Document de la session No. 2*),

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le rapport du Secrétaire et Régistrare de la Province de Québec, pour l'exercice du 1er juillet 1897 au 30 juin 1898.—(*Document de la session No. 6*).

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—le 28e rapport des Inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics de la province de Québec, pour l'année 1897.—(*Document de la session No. 4*).

Aussi,—Extraits des rapports et statistiques judiciaires pour 1897. (*Document de la session No 10*).

Et aussi,—Statistiques municipales ou Rapports municipaux pour l'année expirée le 31 décembre 1897.—(*Document de la session No 9*).

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, transmet à M. l'Orateur, trois messages de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, signés par Son Honneur.

Et les dits messages sont lus par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts), et ils sont comme suit :

L.-A. JETTÉ.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province, le rapport de l'Imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués ; les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués ; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts.—(*Document de la session No. 12*).

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, 12 janvier 1899.

L.-A. JETTÉ.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie d'un rapport de l'honorable Conseil exécutif, concernant certaines nominations dans le service civil.—(*Document de la session No. 13*.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, 12 janvier 1899.

L.-A. JETTÉ.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, concernant la distribution de la *Gazette Officielle*.—(*Document de la session No. 14.*)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, 12 janvier 1899.

L'honorable M. Parent dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le rapport du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1898.—(*Document de la session No. 8.*)

L'honorable M. Duffy dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le rapport général du Commissaire des Travaux publics de la province de Québec, pour 1898.—(*Document de la session No. 7.*)

L'honorable M. Dechêne dépose sur le bureau de la Chambre par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le rapport du Commissaire de l'Agriculture de la province de Québec, pour 1898.—(*Document de la session No. 3.*)

L'honorable M. Turgeon dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le rapport du Commissaire de la Colonisation et des Mines de la province de Québec, pour 1898.—(*Document de la session No. 21.*)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 13 janvier 1899.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Guérin,—la pétition du Révérend Gregory O'Bryan et autres.

Par M. Rainville,—la pétition de Alfred Brunet, et autres,—et la pétition de la corporation de la cité de Montréal.

Par M. Robitaille,—la pétition de la corporation de la cité de Québec,—et la pétition de Prosper-Cyprien Beaumier.

Par M. Gouin,—la pétition des commissaires de la municipalité scolaire de Saint-Henri, comté d'Hochelaga.

Par M. Gillies,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer Québec-Central.

Par l'honorable M. Atwater,—la pétition de la corporation de la cité de Montréal,—et de la Compagnie du chemin de fer "Le Grand-Tronc."

Par M. Major,—la pétition de la corporation du comté de Labelle,—et la pétition de Henri Bourassa, de Papineauville, étudiant en loi.

Par M. Rocheleau,—la pétition du conseil de ville de la ville de Longueuil.

Par M. Cardin,—la pétition de la corporation de la cité de Sorel,—et la pétition de Dame Susannah Foy, de Sorel.

Par M. Chénévert,—la pétition de Henri Laurier, d'Arthabaskaville.

L'ordre du jour pour prendre en considération le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, prononcé devant les deux Chambres de la Législature provinciale, étant lu :

La Chambre procède, en conséquence, à prendre ce discours en considération.

Sur motion de M. Robitaille, secondé par M. Cotton,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, comme suit :

A Son Honneur

L'honorable LOUIS-AMABLE JETTÉ,

lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en Législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il a plu à Votre Honneur de nous adresser à l'ouverture de la présente session.

Ordonné,—Que la dite adresse soit grossoyée.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn.

Résolu,—Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu,—Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour considérer les voies et moyens à prendre pour prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

L'honorable M. Marchand, trésorier de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—l'état des Rapports du Conseil et des Mandats spéciaux, en vertu de l'article 785 des Statuts révisés de la province de Québec, préparé par l'Auditeur de la Province, tel que requis, (émis entre la clôture de la session, le 15 janvier 1898, jusqu'à l'ouverture de la session suivante, 12 janvier 1899,) lequel est lu comme suit :

ÉTAT des Rapports du Conseil et des Mandats spéciaux en vertu de l'article 785 des Statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'Auditeur de la province de Québec. (Emis durant la vacance, entre la clôture de la session, le 15 janvier 1898, et l'ouverture de la session suivante, le 12 janvier 1899.)

Nos. des mandats spéciaux.	SERVICE.	Rapports du Conseil.			Montants des mandats spéciaux.	Montants dépensés.	Balance non dépensée.
		Nos.	Dates.	Montants.			
2	Législation : Montant requis d'urgence non inscrit aux prévisions budgétaires pour couvrir les dépenses de la législature pour papeterie, impression, reliure, etc., savoir : Assemblée législative : Traitements et frais casuels, etc. \$ 4,989 30 Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., art. 158. 10,015 00	133	12 mars 1898.	15,004 30	15,004 30	14,984 42	19 88
3	Inspection des bureaux publics : Montant requis d'urgence, pour couvrir les dépenses à encourir pour l'inspection des bureaux publics pour le reste de l'exercice en cours, le crédit voté étant insuffisant.	312	3 juin 1898.	1,219 80	1,219 80	1,219 80	
4	Administration de la Justice : Montant requis d'urgence, pour couvrir les dépenses à encourir pour l'administration de la Justice, pour le reste de l'exercice en cours, pour lesquelles le crédit voté s'est trouvé insuffisant.	313	3 juin 1898.	30,000 00	30,000 00	30,000 00	
5	Services divers : Traitements des registrateurs et frais casuels : Montant requis d'urgence, pour défrayer les dépenses à encourir pour le service des registrateurs pour le						

	reste de l'exercice en cours, le crédit voté s'étant trouvé insuffisant.....	314 3 juin 1898.....	3,655 86	3,655 86	3,655 86
6	<i>Gouvernement civil:</i>				
	Frais casuels:				
	Montant requis d'urgence, pour défrayer les dépenses à encourir pour les frais casuels des départements, pour le reste de l'exercice en cours, pour lesquels le crédit voté s'est trouvé insuffisant.....	323 7 juin 1898.....	6,000 00	6,000 00	6,000 00
7	<i>Services divers:</i>				
	Protection des forêts:				
	Montant requis d'urgence, pour couvrir les dépenses à encourir pour le service de la protection des forêts pour le reste de l'exercice en cours, pour lequel le crédit voté s'est trouvé insuffisant.....	324 7 juin 1898.....	4,000 00	4,000 00	3,457 18 542 82
8	<i>Travaux et Edifices publics:</i> (Ordinaires.)				
	Assurances des palais de justice et prisons:				
	Montant requis d'urgence pour compléter le paiement des primes sur les polices d'assurance des palais de justice et prisons de la Province, renouvelées pour trois années, pour lequel le crédit voté s'est trouvé insuffisant.....	351 3 juin 1898.....	484 61	484 61	4 4 61
1	<i>Colonisation et Mines:</i>				
	Arpentages:				
	Montant requis d'urgence pour payer les obligations résultant de contrats pour arpentage en partie adjugé par les administrations précédentes, et entraînant une dépense pour laquelle le crédit réduit de moitié cette année, s'est trouvé insuffisant.....	523 8 octobre 1898.....	17,743 00	17,743 00	17 71 0

ÉTAT des rapports du Conseil et des mandats spéciaux émis au cours de la vacance écoulée depuis la session close le 15 janvier 1898 et l'ouverture de la session suivante, le 12 janvier 1899. Statuts refondus de la province de Québec, art. 785.—*Suite.*

Nos	SERVICE.	Rapports du Conseil.		Montants des mandats spéciaux.		Montants dépensés.	Balance non dépensée.
		Nos	Dates.	Montants.			
				\$	cts.	\$	cts.
2	Agriculture:						
	Exposition agricole:						
	Montant requis pour contribuer à la tenue d'expositions agricoles en vue d'encouragement à donner à la classe agricole, le budget de l'exercice en cours ne contenant aucun crédit pour faire honneur à des engagements auxquels il faut pourvoir d'urgence.....	553	19 octobre 1898.....	15,400	00	15 000	00
				93,137	57	92,574	87
							562 70

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,

Bureau de l'Auditeur,

Québec, 13 janvier 1899.

A.-H. VERRET,

Auditeur de la Province.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu,—Qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents spéciaux ordonnés par cette Chambre.

Ordonné,—Que l'honorable M. Robidoux, l'honorable M. Dechêne, l'honorable M. Duffy, l'honorable M. Flynn, l'honorable M. Pelletier, l'honorable M. Hackett, l'honorable M. Nantel, l'honorable M. Langelier, M. Robitaille, M. Watts et M. Tessier (Rimouski) composent le dit comité.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 16 janvier 1899.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table :

Par M. De Grosbois,—la pétition de *The Stadacona Water Light and Power Company*,—et la pétition de Joseph Marcotte et autres ;

Par M. Major,—la pétition de la corporation du comté de Labelle ;

Par M. Smith,—la pétition de Octave Gaudet, de Ham-Nord ;

Par M. Décarie,—la pétition de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de St-Jean-Baptiste, de Montréal,—la pétition de S.-S. Bain et autres,—la pétition de la corporation de la cité de St-Henri,—et la pétition de Edouard Beaudry et autres ;

Par M. Panneton,—la pétition de J.-D.-O. Godin et autres, de St-Elie d'Orford,—la pétition du Révérend J.-A.-R. Plamondon et autres,—et la pétition de la corporation de la cité de Sherbrooke ;

Par M. Gouin,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord,—la pétition de la Société des Artisans canadiens français de la cité de Montréal,—la pétition de la Fraternité du Tiers-Ordre de St-François d'Assise, de Montréal,—la pétition des Syndics Apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance, de Montréal,—et la pétition de Alexandre R. Mitchell et autres, de Montréal ;

Par M. Béland,—la pétition de la Compagnie de pulpe du Lac-Mégantic,—et la pétition de W.-H.-B. Chaussegros de Léry et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du révérend Gregory O'Bryan et autres demandant une loi d'incorporation sous le nom de *Loyola College* ;

De la corporation de la cité de Montréal, demandant une loi à l'effet de reviser et de refondre la charte de la dite cité ;

De la corporation de la cité de Québec,—de la corporation de la cité de Sorel,—et de la corporation de la ville de Longueuil, demandant, respectivement, des amendements à leurs chartes ;

De la corporation de la cité de Montréal,—et de la Compagnie du chemin de fer “Grand-Tronc,” demandant, respectivement, une loi autorisant la vente d'un terrain par la ville à cette compagnie, pour y construire des bureaux ;

Des Commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-Henri, comté d'Hochelaga, demandant une loi à l'effet de dissiper les doutes relatifs aux droits d'imposer une taxe spéciale sur les corporations et compagnies légalement constituées et pour autres fins ;

De Dame Susannah Foy, épouse de sieur Albert Gundlack, de la cité de Sorel, demandant une loi l'autorisant à vendre certaines actions de la banque Molson ;

De Alfred Brunet et autres, héritiers fiduciaires de feu Alexis Brunet, demandant une loi pour mieux déterminer les pouvoirs accordés aux héritiers fiduciaires et pour autres fins ;

Du conseil du comté de Labelle, demandant une loi transférant le bureau d'enregistrement du comté de Labelle, de Buckingham à Papineauville ;

De Prosper-Cyprien Beaumier, demandant une loi l'autorisant à exercer la profession de chirurgien-dentiste, dans la province de Québec après examen ;

De Henri Bourassa, de Papineauville, demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres ;

De Henri Laurier, d'Arthabaskaville, demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

De la compagnie du chemin de fer “Quebec-Central”, demandant des amendements à sa charte.

M. l'Orateur communique à la Chambre le rapport du bibliothécaire de la Législature de la province de Québec, lequel est lu comme suit :

Le bibliothécaire de la Législature a l'honneur de soumettre son rapport pour la vacance de 1898 :

Depuis l'ouverture de la session de 1897, la bibliothèque s'est accrue de 1811 volumes et de 610 brochures, au moyen d'achats, d'échanges et de dons.

Aujourd'hui la bibliothèque renferme 55,000 volumes et environ 12,600 brochures, dont 10,000 sont reliées par séries de 15 à 20, formant chacune un volume séparé dont un catalogue spécial rend la consultation plus facile.

Le bibliothécaire a fait ajouter deux rangées de tablettes dans chacune des alcôves, de manière à permettre l'installation de cinq à six milles volumes de plus. Ce moyen lui a paru le meilleur, comme le moins dispendieux, pour attendre le jour où la Province construira un édifice spécial, ou donnera plus d'extension à la bibliothèque actuelle.

Comme le bibliothécaire en a déjà fait plusieurs fois la remarque dans ses rapports antérieurs, le local mis à sa disposition pour le groupement

général des livres est devenu insuffisant. Pour obvier aux inconvénients nombreux qui en résultent, il a dû reléguer quelques 23,000 volumes dans des quartiers à part plus ou moins accessibles, d'où il suit que le service est plus lent et plus pénible.

Depuis le dernier exercice la bibliothèque a vu surtout augmenter les sections de droit et de législation.

Le bibliothécaire a souscrit à la grande collection des Relations des Jésuites, publiée en anglais et en français par la maison Borrows, de Cleveland, ainsi qu'à une édition nouvelle des ouvrages de l'historien Parkman, également éditée par une maison américaine.

Le département de l'histoire du Canada s'enrichit tous les jours d'ouvrages publiés en France et aux États-Unis où notre histoire compte beaucoup d'admirateurs.

Respectueusement soumis.

N.-E. DIONNE,

bibliothécaire de la Législature de la province de Québec.

Québec, le 13 janvier 1899.

Ordonné,—Que l'honorable M. Parent ait la permission de présenter un Bill concernant les limites nord-est, nord et nord-ouest de certains comtés de la Province ;

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Parent ait la permission de présenter un Bill concernant le territoire d'Abitibi, de Mistassini et d'Ashuanipi ;

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Parent ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les terres publiques ;

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Parent ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant la protection des forêts contre les incendies ;

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un Bill—Loi de l'Instruction publique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Stephens ait la permission de présenter un Bill refondant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Stephens ait la permission de présenter un Bill assurant une plus efficace protection des abeilles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre.—lequel est reçu, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Stephens ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 874 du code de procédure civile, concernant le cautionnement des curateurs aux cessions de biens.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Chicoyne ait la permission de présenter un Bill concernant la conciliation.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie des documents relatifs aux dépenses du Conseil d'hygiène de la province de Québec.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, signé par Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts), et il est comme suit :

L.-A JETTÉ.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 25 juin 1897, et approuvé par lui le 26 juin 1897, concernant la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, 12 janvier 1899.

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 25 juin 1897, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 26 juin 1897.

No. 485

Sur la nomination des membres de la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative.

L'honorable Joseph Shehyn, dans un mémoire en date du vingt-cinq juin courant (1897), recommande que l'honorable F.-G. Marchand, trésorier de la Province, l'honorable Adélard Turgeon, commissaire de la Colonisation et des Mines, et l'honorable T.-H. Duffy, commissaire des Travaux publics, tous trois membres de l'Assemblée législative, soient nommés membres de la Commission de l'économie intérieure de l'Assemblée législative de cette Province, et ce, sous l'autorité de l'article 114 des S. R. P. Q.

Certifié,

GUSTAVE GRENIER,
greffier du Conseil Exécutif

L'honorable M. Robidoux, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités spéciaux permanents ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le comité a préparé les listes des membres, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu l'honorable M. Robidoux pour son président.

Votre comité a aussi l'honneur de rapporter la liste suivante des membres des comités permanents de cette Chambre :

Ordres permanents :—L'honorable M. Hackett, et MM. Bourbonnais, Chicoyne, Champagne, Laliberté, Lalonde, Lislois Marion, Panneton, Robitaille, Smith, et Weir.

Bills privés :—Les honorables MM. Atwater, Dechêne, Duffy, Flynn, Guerin, Hackett, Langelier, LeBlanc, Nantel, Parent, Pelletier, Robidoux, Stephens, Turgeon, et MM. Allard, Ball, Bickerdike, Bédard, Bouffard, Bissonnette, Cardin, Caron, Champagne, Chauret, Chênevert, Chicoyne, Dufresne, D'Auteuil, Delaney, DeGrosbois, Dessaulles, Dufresne, Duplessis, Gouin, Garneau, Lacombe, Marion, Major, McDonald, Normand, Panneton, Plante, Rainville, Roy, Tessier (Rimouski), Tellier, Watts et Weir.

Comptes publics :—Les honorables MM. Atwater, Dechêne, Duffy, Flynn, Guerin, Hackett, LeBlanc, Marchand, Nantel, Parent, Pelletier, Shehyn, et Stephens, et MM. Allard, Ball, Bickerdike, Bourbonnais, Cardin, Carbray, Chauret, Chicoyne, Cotton, Dessaulles, Duplessis, Garneau, Gillies, Gouin, Plante, Rainville, Rocheleau, Roy, Tellier, Watts et Weir.

Agriculture et immigration :—Les honorables MM. Dechêne, Langelier, et Nantel, et MM. Allard, Ball, Bédard, Béland, Bissonnette, Blanchard, Bouffard, Caron, Chauret, Champagne, Cherrier, Chicoyne, Cotton, Décarie, Delaney, Doris, Dufresne, Garneau, Gillies, Girard, Gosselin, Grenier, Hunt, McDonald, Major, Marion, Normand, Petit, Plante, Rocheleau et Talbot.

Industries :—Les honorables MM. Atwater, Dechêne, Duffy, Hackett, Shehyn et Turgeon, et MM. Ball, Bédard, Bickerdike, Carbray, Delaney, Dessaulles, Doris, Dufresne, Garneau, Gosselin, Girouard, Normand, Petit, et Smith.

Privilèges et élections :—Les honorables MM. Dechêne, Duffy, Flynn, Langelier, Pelletier et Robidoux, et MM. Champagae, Tellier et Tessier (Rimouski).

Chemins de fer et canaux :—Les honorables MM. Duffy, Flynn, Hackett, LeBlanc, Nantel, Parent, Shehyn, Stephens et Turgeon, et MM. Ball, Bédard, Bissonnette, Blanchard, Bourbonnais, Carbray, Chênevert, Cherrier, Chicoyne, Cotton, D'Auteuil, Décarie, DeGrosbois, Dufresne, Girard, Garneau, Gouin, Gosselin, Gillies, Gremer, Hunt, Lacombe, Lalonde, Laliberté, Lislois, McDonald, Major, Marion, Normand, Petit, Robitaille, Roy, Smith et Watts.

Législation et lois expirantes :—Les honorables MM. Duffy, Hackett, Langelier, Marchand, Pelletier, Robidoux, Stephens et Turgeon, et MM. Bouffard, Champagne, Chênevert, D'Auteuil, Duplessis, Gouin, Panneton, Plante, Rainville, Roy, Tellier, Watts et Weir.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 17 janvier 1899.

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires, pour l'année 1897, des institutions suivantes, savoir :

- De la Salle d'Asile Saint-Joseph, Montréal ;
- De l'Hôpital pour les aliénés protestants, Montréal ;
- De *The Church Home*, Montréal ;
- De l'Œuvre du Patronage de Québec, Québec ;
- Et de l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi.
- Et pour l'année 1898 :
- De l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ;
- Et de l'Asile des orphelines de l'Eglise d'Angleterre, de la cité de Québec ;
- De l'Hospice de la Maternité des Enfants abandonnés, de Montréal, sous la direction des Sœurs de la Miséricorde ;
- Des Sœurs de la Providence, Montréal ;
- De *The Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal ;
- De l'Orphelinat catholique romain, Montréal ;
- De l'Asile des orphelins protestants, Montréal ;
- De l'Asile Saint-Vincent de Paul, Montréal ;
- De la Salle d'Asile Saint-Joseph, Montréal ;
- De la communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital-Général (Sœurs Grises), Montréal ;

De l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal ;
 De l'Hôpital Général, Montréal ;
 De l'Asile Sainte-Marguerite pour les incurables, Montréal ;
 De l'Hôpital Notre-Dame, Montréal ;
 De *The Ladies Hebrew Benevolent Society* ;
 De l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ;
 De l'Hospice de Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis ;
 De l'Hospice Saint-Jérôme, Saint-Jérôme ;
 De l'Hôtel-Dieu de Nicolet, Nicolet ;
 De l'Hospice Sainte-Anne, Baie-Saint-Paul ;
 De l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe ;
 De l'Hôpital Saint-Jean, Saint-Jean d'Iberville ;
 De la Salle d'Asile, Saint-Jean d'Iberville ;
 De l'Hôpital Général de Sorel, Sorel ;
 De l'Hôtel-Dieu de Saint-Joseph, d'Arthabaskaville ;
 De l'Hôpital protestant de Sherbrooke, Sherbrooke ;
 De l'Hospice du Sacré-Cœur, Sherbrooke ;
 De l'Hôpital de Fraserville, Fraserville ;
 Et de l'Orphelinat et Hôpital de Valleyfield.

Aussi, le rapport annuel pour 1898 de la Société numismatique et d'archéologie de Montréal.—(*Documents de la Session No 17*).

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table :

Par M. Gouin,—la pétition de la corporation du village de Verdun,—la pétition de l'Association de Saint-Jean-Baptiste de Montréal,—et la pétition de Chs.-G.-A. Prévost, ci-devant de Montréal, et maintenant de Beauport.

Par M. Décarie,—du révérend Geo.-Marie LePailleur et autres, de la paroisse du Saint-Enfant-Jésus, en la ville de Saint-Louis.

Par M. Bickerdike,—la pétition de la compagnie de l'Hôtel Windsor.

Par M. Cotton,—la pétition de la corporation de la ville de Farnham.

Par M. Lacombe,—la pétition de Léopold Guérin, de la cité de Montréal, étudiant en droit.

Par M. Rainville,—la pétition de la compagnie des tramways de Montréal.

Par M. Robitaille,—la pétition de Jean-Alfred-Simon Lapointe, de la cité de Québec, étudiant en droit,—et la pétition de Antoine-Philippe-Eugène Panet, de la cité de Windsor, Essex, (Ontario).

Par M. Bédard,—la pétition de P.-S.-G. Mackenzie, avocat, de Richmond, et autres.

Par M. Marion,—la pétition de la corporation de la ville de Magog.

M. Laliberté, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi Ed.-H. Laliberté, pour son président, et recommande à votre honorable Chambre que le *quorum* du dit comité soit réduit à cinq membres.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. l'Orateur fait rapport à la Chambre qu'il a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie le certificat suivant :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 17 janvier 1899.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt-unième jour du mois de décembre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à J.-B. Saucier, officier-rapporteur pour le district électoral de Matane, dans la province de Québec, pour l'élection d'un député devant représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de L.-F. Pinault, nommé à un emploi salarié sous la Couronne, Donat Caron, cultivateur, de la paroisse de Saint-Octave de Métis, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

(Signé), L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable Orateur de l'Assemblée législative
de la province de Québec.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, lus séparément une deuxième fois, et remis à demain pour être considérés en comité général, savoir :

Bill concernant les limites nord-est, nord et nord-ouest de certains comtés de la Province.

Et Bill concernant le territoire d'Abittibi, de Mistassini et d'Ashuanipi.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant la loi concernant les terres publiques étant lu :

Et la question étant mise aux voix,—que le bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour être pris en considération demain.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 18 janvier 1899.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Bickerdike,—la pétition de *The Merchants' Cotton Company*, de la cité de Saint-Henri près Montréal.

Par l'honorable M. Hackett,—la pétition de Léon Trudeau, de Coaticook, étudiant en loi.

Par M. Plante,—la pétition du conseil de ville de la ville de Valleyfield.

Par M. Chauret,— la pétition du conseil de ville de Summerlea.

Par M. Petit,—la pétition du Révérendissime Evêque de Chicoutimi, et autres.

Par M. Carbray,—la pétition de l'honorable Pierre Garneau, et autres, de la cité de Québec.

Donat Caron, député du district électoral de Matane, ayant préalablement prêté le serment requis par la loi, et signé devant les Commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Jos.-H. Marçotte et autres, demandant l'incorporation de " Windsorville."

Du révérend T.-A.-R. Plamondon et autres, demandant l'incorporation de la ville de " East Angus."

De Edouard Beaudry et autres, demandant l'incorporation de " Viauville."

De Alexandre-R. Mitchell et autres, de Montréal, demandant une loi d'incorporation sous le nom de " L'Union des mouleurs de Montréal."

De *The Stadacona Water, Light and Power Company*,—de la compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord,—de la corporation de la cité de Sherbrooke,—et de la corporation de la cité de Saint-Henri, demandant respectivement des amendements à leurs chartes.

De la Société des Artisans Canadiens français de la cité de Montréal, demandant une loi amendant et refondant sa charte.

De la Fraternité du Tiers-Ordre de Saint-François d'Assise,—des Syndics apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance, tous de la cité de Montréal,—et de la compagnie de pulpe du Lac-Mégantic, demandant respectivement des amendements à leurs actes d'incorporation.

De la corporation du comté de Labelle, demandant une loi transférant le bureau d'enregistrement du comté de Labelle, de Buckingham à Papineauville.

De Octave Gaudet, de Ham-Nord, demandant une loi transférant de Saint Joseph de Ham-Sud au village de Beaulac de Saint-Olivier de Garthby, le chef-lien du comté de Wolfe.

De l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Montréal, demandant une loi à l'effet de faciliter la reconstruction de l'église Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

De S.-S. Bain et autres, demandant une loi à l'effet de détacher une partie du terrain compris dans les limites du village de Verdun, pour l'annexer à la municipalité de la Côte Saint-Paul.

De J.-D.-O. Godin et autres, de Saint-Elie d'Orford, demandant une loi érigeant en municipalité séparée la paroisse de Saint-Elie d'Orford, dans le comté de Sherbrooke.

De W.-H.-B. Chaussegros de Lery et autres, demandant une loi autorisant l'honorable M. Sharples, ès-qualité, à vendre certains droits de mines, sans les formalités d'usage.

M. Laliberté, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis requis ont été publiés dans chaque cas ;

De la corporation de la cité de Québec demandant des amendements à sa charte ;

De la corporation de la cité de Sorel demandant des amendements à sa charte ;

Du conseil de ville de la ville de Longueuil demandant des amendements à sa charte ;

De la Compagnie de chemin de fer " Québec-Central " demandant des amendements à sa charte ;

Des Commissaires d'écoles de la municipalité de St-Henri, dans le comté d'Hochelaga, demandant une loi à l'effet de dissiper les doutes relatifs aux droits d'imposer une taxe spéciale sur les corporations et les compagnies légalement constituées et pour d'autres fins ;

Du conseil de comté du comté de Labelle demandant une loi transférant le bureau d'enregistrement du comté de Labelle, de Buckingham à Papineauville ;

De Prosper-Cyprien Beaumier demandant une loi l'autorisant à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;

De Henri Bourassa, de Papineauville, demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

De Henri Laurier, d'Arthabaskaville, demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

M. Dessaulles, du comité spécial permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a élu Auguste Tessier, écuyer, pour son président, et il a été convenu de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'honorable M. Dechêne, du comité spécial permanent des Privilèges et Elections, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi l'honorable F.-G.-M. Dechêne pour son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Cotton, du comité spécial permanent d'Agriculture, d'immigration et de colonisation, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi N. Garneau, écuyer, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Weir, du comité spécial permanent des diverses Industries en cette province, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi R. Bickerdike, écuyer, pour son président, et recommande que le quorum du dit comité soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. de Grosbois, du comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel se lit comme suit :

Votre comité a choisi T. B. de Grosbois, écuyer, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Résolu, que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Gouin, du comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes, présente aussi à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi l'honorable J.-E. Robidoux pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Gouin, du comité spécial permanent des Comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi W.-J. Watts, écuyer, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Résolu, que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Laurier au nombre de ses membres, après examen.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill amendant la loi autorisant les commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, à émettre des obligations imposant une taxe sur certains biens.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, que M. Major ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Bourassa au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, que M. Major ait la permission de présenter un Bill concernant la division d'enregistrement du comté de Labelle.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Smith ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Québec-Central.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill autorisant Prosper-Cyprien Beaumier à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, après examen.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Bourbonnais ait la permission de présenter un Bill concernant les asiles d'aliénés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre—un état des recettes et paiements, de toutes sources, de la province de Québec, depuis le 1^{er} juillet dernier jusqu'à cette date.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre.—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 26 novembre 1897. demandant copie de tous ordres en conseil, correspondances, plaintes, papiers et documents quelconques, concernant et en rapport avec, 1. la destitution de Philias Laberge, comme député-régistrateur de Québec ; 2. la nomination de Joseph-P. Roy, comme son successeur.—(*Document de la Session, No 15.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant les limites nord-est, nord et nord-ouest de certains comtés de la Province ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant le territoire d'Abittibi, de Mistassini et d'Ashuanipi ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi concernant les terres publiques ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois,—la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du Bill—Loi de l'Instruction publique—,

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Marchand,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et un débat s'en suivant ;
Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier,
Ordonné,—Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 19 Janvier 1899.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Duplessis,—la pétition de *The Shawinigan Water and Power Company*.

Par l'honorable M. Atwater,—la pétition de *The Montreal Protestant House of Industry and Refuge*.

Par M. Décarie,—la pétition des Commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de Westmount.

Par l'honorable M. Langelier,—la pétition de la compagnie du chemin de fer de la Vallée de la Chaudière.

Par M. Watts,—la pétition du conseil de ville de la ville de Victoriaville.

Par M. Robitaille,—la pétition de Dame Marie-Salomée Labbé, de Québec,—et la pétition des syndics des chemins à barrières de la rive nord, à Québec

Par M. Bickerdike,—la petition de Alexander Bremner et autres, de Montréal.

Par l'honorable M. LeBlanc,—la pétition de Jacques Cartier et Virginie Cartier, de la paroisse de St-Antoine, comté de Richelieu.

Par M. Bourbonnais,—la pétition de M. Guerin et autres, de Montréal.

Par M. Gouin,—la pétition de Hector Leduc et autres, exécuteurs testamentaires de la succession de feu Joël Leduc.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues, savoir :

De P. S.-G. Mackenzie et autres, de Richmond, demandant une loi d'incorporation sous le nom de "*Civic Investment Co.*"

De la corporation de la ville de Farnham, demandant une loi pour refondre et amender son acte d'incorporation.

De la compagnie des Tramways de Montréal,—de la compagnie de l'hôtel Windsor de Montréal,—de l'Association St-Jean-Baptiste de Montréal,—et de la corporation du village de Verdun, demandant respectivement des amendements à leurs chartes.

De Chs.-G.-A. Prévost, ci-devant de Montréal et maintenant de Beaufort, demandant des amendements à l'acte 60 Victoria, chapitre 95.

Du Révérend Geo.-Marie LePailleur et autres, de la paroisse du Saint-Enfant-Jésus, demandant une répartition sur les francs tenanciers catholiques de la dite paroisse.

De la corporation de la ville de Magog, demandant une loi ratifiant le règlement No. 60, passé par la dite corporation.

De Antoine-Philippe-Eugène Panet, de la cité de Windsor, Essex, (Ontario), demandant une loi déclarant définitive la possession par le dit pétitionnaire, des immeubles légués à J.-F.-L.-Panet par feu F. Lussier et Angélique Deschamps.

De Jean-Alfred-Simon Lapointe, de la cité de Québec, étudiant en droit, demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

Et de Léopold Guerin, de la cité de Montréal, étudiant en droit, demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

M. Laliberté, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit, savoir :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis requis ont été publiés dans chaque cas :

De J.-H. Marcotte, *et al.*, demandant une loi constituant en corporation la ville de Windsorville.

De Edouard Beaudry, *et al.*, demandant une loi constituant en corporation la ville de Viauville.

De Alexandre-R. Mitchell, *et al.*, de Montréal, demandant une loi constituant en corporation l'Union des mouleurs de Montréal.

De la *Stadacona Water, Light and Power Company*,—de la corporation de la cité de Sherbrooke,—et de la corporation de la cité de St-Henri, demandant respectivement des amendements à leurs chartes.

Et de la fabrique de St-Jean-Baptiste de Montréal, demandant une loi pour faciliter la reconstruction de l'église de St-Jean-Baptiste de Montréal.

Ordonné,—Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation l'Union des mouleurs de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte de la ville de St-Henri.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la ville de Windsorville.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la *Stadcona Water, Light and Power Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte de la cité de Sherbrooke, 55-56 Vict., chap. 51.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 51 du Code de procédure civile, relativement à la juridiction de la Cour des commissaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné —Que M. Cotton ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill amendant la loi de pharmacie de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Panneton.—1. Est-ce l'intention du gouvernement de construire un nouveau palais de justice à Sherbrooke ?

2. Dans l'affirmative, vers quelle époque les travaux de construction doivent-ils commencer ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :

La question est maintenant à l'étude.

Le Bill concernant les limites nord-est, nord et nord-ouest de certains comtés de la Province, est, en conformité de l'ordre, lu une troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant la protection des forêts contre les incendies—,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Sur motion de l'honorable M. Dechêne, secondé par l'honorable M. Turgeon,

Ordonné,—Que M. Caron, (Matane), soit ajouté aux membres du comité spécial permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation.

Ordonné,—Que MM. Grenier et Caron (Matane) soient ajoutés aux membres du comité spécial permanent des ordres permanents.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur la question proposée hier, le 18 janvier courant,—Que le Bill—Loi de l'Instruction publique— soit maintenant lu la seconde fois ;

Et le débat se continuant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée, mercredi, le 18 janvier courant,—Que le Bill—Loi de l'Instruction publique, —soit maintenant lu la seconde fois.

Et le débat se continuant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin.

Vendredi, 20 janvier 1899.

Sur motion de l'honorable M. Hackett, secondé par l'honorable M. Flynn.

Ordonné,—Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 20 janvier 1899.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. Duffy,—la pétition de William Cooper et autres, de la ville de Longueuil.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Révérendissime Evêque de Chicoutimi et autres demandant une loi d'incorporation sous le nom de : “ La Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Cœur de Jésus, de Chicoutimi ” ;

De l'honorable Pierre Garneau et autres, de la cité de Québec, demandant une loi d'incorporation sous le nom de : “ *The Provincial Trust and Agency Company* ” ;

Du conseil de ville de la ville de Summerlea, demandant des amendements à son acte d'incorporation ;

De *The Merchants' Cotton Company*, de la cité de St-Henri près Montréal, demandant une loi autorisant l'émission de débentures par la dite compagnie ;

Du conseil de ville de la ville de Valleyfield demandant une loi autorisant et ratifiant le règlement No 136 des règlements de la ville de Saleberry-de-Valleyfield, accordant une commutation de taxes à la compagnie dite : “ *The Montreal Cotton Company* ” ;

Et de Léon Trudeau, de Coaticook, étudiant en loi, demandant une loi autorisant la chambre des notaires de la province de Québec à l'admettre à la pratique du notariat, après examen.

M. Laliberté, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De la corporation de la ville de Farnham,—de la compagnie du chemin de fer urbain de Montréal,—de la compagnie de l'hôtel Windsor, de Montréal,—de la corporation du village de Verdun, demandant respectivement des amendements à leurs chartes ;

De Jean-Alfred-Simon Lapointe, de la cité de Québec,—et de Léopold Guérin, de la cité de Montréal, demandant respectivement une loi autorisant le barreau de la province de Québec à les admettre au nombre de ses membres ;

Et de Antoine-Philippe-Eugène Panet, de la cité de Windsor, Ontario, demandant une loi déclarant définitive la possession par le dit Antoine-Philippe-Eugène Panet, des immeubles légués à Joseph-Félix Lussier-Panet, par feu Félix Lussier et Angélique Deschamps.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la ville de Viauville.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que M. Bickerdike ait la permission de présenter un Bill refondant les lois relatives à la compagnie de l'hôtel Windsor, de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que M. Rainville ait la permission de présenter un bill amendant les lois relatives à la compagnie du chemin de fer urbain de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill concernant le village de Verdun.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que M. Rocheleau ait la permission de présenter un Bill amendant les lois concernant la ville de Longueuil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill autorisant le barreau de la province de Québec, à admettre Léopold Guérin au nombre de ses membres, après examen.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général afin d'examiner le Bill amendant la loi concernant la protection des forêts contre les incendies ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Marion :—1. L'honorable M. Marchand, premier ministre, a-t-il, par lettre ou supplique adressée à Son Eminence le Cardinal Rampella, le Secrétaire d'Etat du Pape, demandé la nomination d'un délégué apostolique pour le Canada, et a-t-il spécialement indiqué le nom de Monseigneur Merry Del Val, ci-devant délégué apostolique ?

2. Dans l'affirmative, a-t-il reçu une réponse ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—Je n'ai eu avec le dignitaire ecclésiastique mentionné dans cette interpellation aucune communication dont l'honorable député de l'Assomption puisse me demander compte devant cette Chambre.

Par M. Tellier :—1. Le gouvernement a-t-il fait la distribution, pour l'année courante (1898-99), de la somme de \$50,000, votée par l'Acte 60 Victoria, chapitre 3, pour les fins d'éducation élémentaire ?

2. Dans l'affirmative, cette somme a-t-elle été entièrement dépensée ?

3. Dans la négative, quel montant a été ainsi dépensé ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. Non. 2. Non. 3. Aucun montant.

Par M. Chicoyne :—Le gouvernement a-t-il l'intention de proposer, durant cette session, un bill concernant les sociétés de secours mutuels ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Oui.

Sur motion de M. Carbray, secondé par l'honorable M. Atwater,
Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil, rapports et toutes correspondances, depuis la dernière session, au sujet de la conversion de la dette de la Province.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil, tous rapports, d'ingénieurs et autres, et toute correspondance, depuis la dernière session, au sujet du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, et en particulier du contrat intervenu entre le gouvernement et cette compagnie, au mois de mai 1897.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil, pétitions et correspondance depuis la dernière session, en rapport avec l'octroi de subsides aux chemins de fer et au paiement des subsides actuellement votés.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé de la somme de \$53,000, mentionnée dans les comptes publics pour 1898, comme ayant été dépensée en vertu de l'acte 60 Vict., ch. 3. pour écoles élémentaires.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du Bill amendant les lois concernant la Corporation de la cité de Québec,

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des divers bills privés.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant la charte de la *Stadacona Water, Light and Power Company*, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné, jeudi le 19 janvier courant, sur la question proposée, mercredi le 18 janvier courant,—Que le bill de l'Instruction publique soit maintenant lu la seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour lundi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 23 janvier 1899.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires des institutions suivantes, pour 1898, savoir :

De l'Asile Sainte-Brigitte, de la cité de Québec,—de l'Hospice de la Miséricorde,—de *The Women's Christian Association, Quebec*,—et du Monastère de Charité du Bon-Pasteur. (*Documents de la session, No 17*).

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues, savoir :

De Alexander Bremner et autres, de Montréal, demandant une loi d'incorporation sous le nom de : "*The Builders' Exchange*."

De *The Shawinigan Water and Power Company*,—de *The Montreal Protestant Home of Refuge and Industry*,—de la compagnie du chemin de fer

de la Vallée de la Chaudière,—et de la corporation de la ville de Victoria-ville, demandant respectivement des amendements à leurs chartes ;

Des syndics des chemins à barrières de la Rive nord, à Québec, demandant une loi les autorisant à renouveler leurs débentures et pour autres fins ;

De Dame Marie-Salomée Labbé, de Québec, demandant une loi pour venir en aide aux héritiers de la succession de Jean Guillet dit Tourangeau ;

De Jacques Cartier et Virginie Cartier, de la paroisse de St-Antoine, comté de Richelieu, demandant une loi concernant les rentes constituées dépendant de la succession de feu Charles Lamothe ;

De Hector Leduc et autres, exécuteurs testamentaires de la succession de Joël Leduc, demandant une loi pour mieux définir leurs pouvoirs et pour autres fins ;

Des commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de Westmount, dans le comté d'Hochelaga, demandant un nouveau mode de prélever la taxe scolaire dans cette municipalité et pour autres fins ;

De Michael Guerin et autres, de la cité de Montréal, demandant une loi relative à l'expropriation de la rue St-Antoine de la dite cité ;

De Wm Cooper et autres, propriétaires, de la ville de Longueuil, demandant que certaine partie du bill demandé par la corporation de la ville de Longueuil ne devienne pas loi.

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill autorisant le barreau de la province de Québec, à admettre Jean-Alfred-Simon Lapointe, au nombre de ses membres, après examen.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill déclarant définitive la possession par Antoine-Philippe-Eugène Panet des immeubles légués à Joseph-Félix Lussier-Panet par feu Félix Lussier et Angélique Deschamps.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Chicoyne ait la permission de présenter un Bill relatif aux subventions accordées aux manufactures par les corporations municipales.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Marchand, trésorier de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—un état des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 7 décembre 1897 jusqu'au 20 janvier 1899, inclusivement, tel que requis par l'article 633 S. R. Q. (*Document de la session, No 11.*)

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Qu'un comité spécial composé des honorables MM. Robidoux, Turgeon, Pelletier, Parent, Stephens, LeBlanc et Atwater, MM. Marion, Tessier (Rimouski), Normand, Béland, Roy, Ball, Weir, Laliberté et Allard, soit nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné,—Que le Greffier porte le dit message au Conseil législatif.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature, et informant Leurs Honneurs que les honorables MM. Marchand, Flynn, Nantel, Dechêne, Duffy et MM. Robitaille, McDonald, Garneau, Rainville, Bouffard et Cotton agiront, de la part de cette Chambre, comme membres du dit comité conjoint des impressions.

Ordonné,—Que le Greffier porte le dit message au Conseil législatif.

Sur motion de l'honorable M. Dechêne, secondé par l'honorable M. Turgeon,

Ordonné,—Que MM. Clapperton et Grenier soient ajoutés aux membres du comité spécial permanent des compes publics.

Ordonné,—Que MM. Clapperton et D'Auteuil soient ajoutés au comité spécial permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation.

Ordonné,—Que MM. Clapperton et Bouffard soient ajoutés aux membres du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du Bill autorisant Prosper-Cyprien Beaumier, à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, après examen, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des divers bills privés.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. LeBlanc :—Le gouvernement a-t-il remboursé l'emprunt temporaire de \$700,000 fait à la banque de Montréal, en vertu de l'ordre en conseil passé le 30 juin 1897 ?

Réponse par l'honorable M. Marchand : Non.

Par l'honorable M. LeBlanc :—Le gouvernement a-t-il contracté l'emprunt de \$1,500,000 autorisé par la loi de la dernière session ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—Non.

Par l'honorable M. LeBlanc :—Le gouvernement a-t-il remboursé quelques emprunts temporaires depuis le 1^{er} juillet 1898 ?

S'il en est ainsi,—1. Quel est le montant et la date de ces remboursements ; 2. A même quelles parties du revenu de la province ces remboursements ont-ils été faits ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—Non. Le gouvernement n'a remboursé aucun emprunt temporaire depuis le 1^{er} juillet 1898.

Par l'honorable M. LeBlanc :—Le gouvernement a-t-il contracté des emprunts temporaires depuis le 1^{er} janvier courant (1899) ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—Non.

Par l'honorable M. Pelletier :—Le gouvernement a-t-il passé un ordre en conseil fixant un minimum quant aux salaires des instituteurs ?

Dans l'affirmative, cet ordre en conseil a-t-il ensuite été révoqué ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. Oui, un arrêté en conseil a été passé le 13 septembre 1897, pour approuver la résolution suivante, adoptée par le comité catholique du conseil de l'instruction publique, à sa séance du 20 mai 1897 :

“ Que ce comité fixe un minimum de traitement pour les instituteurs et institutrices, et que la subvention scolaire soit retranchée à toute municipalité qui ne se conformera pas au règlement adopté à cet effet. Et que ce minimum soit fixé à cent piastres en sus de toutes charges ou avantages attachés à l'école.”

2. Cet arrêté en conseil a été révoqué le 20 janvier 1898.

Par M. Grenier :—1. L'ingénieur Vallée a-t-il été chargé par le gouvernement, ou aucun des départements, de faire l'inspection du pont de péage de M. Jean Bussière, à St-Henri, dans le comté de Lévis ?

2. Dans l'affirmative, a-t-il fait son rapport ?

3. Le gouvernement, ou aucun des départements, a-t-il promis ou accordé de l'aide pour ce pont ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—1. Oui. 2. Oui. 3. Non.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil adoptés depuis le 1er juin 1897, au sujet du salaire des instituteurs et institutrices et de tous documents, papiers et correspondance à ce sujet.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la liste de paie, du 28 mai au 7 août 1897, des ouvriers employés à l'entretien du chemin maritime, rive sud, Gaspé, au montant de \$1,452 50, mentionnée à la page 282 des comptes publics de 1898.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill assurant une plus efficace protection des abeilles—,

Ordonné,—Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que le bill soit renvoyé au comité spécial permanent d'Agriculture, d'immigration et de colonisation.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du Bill amendant l'article 874 du Code de procédure civile, concernant le cautionnement des curateurs aux cessions de biens,—étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour examiner le Bill—Loi de l'Instruction publique ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—la réponse à un ordre de cette Chambre du 12 janvier 1898, pour copie de tous documents relatifs à aucune remise faite à MM. A. Fraser & Co., pour droits de coupe, rentes foncières, etc., en rapport avec leurs limites dans le district du Lac-Saint-Jean.—(*Document de la session*, No 16.)

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 13 janvier 1898, pour copie de tous les documents relatifs à aucune remise de droits de coupe à MM. Ross, Beemer et Scott, sur leurs limites dans la division du Lac-Saint-Jean.—(*Document de la session*, No 18.)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 24 janvier 1899.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Chauret,—la pétition de la corporation de la ville de Lachine.

Par M. Décarie,—la pétition de Henry Hogan et autres, de la cité de Montréal.

M. Laliberté, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De la cité de Montréal,—de la ville de Victoriaville,—et de la société des Artisans Canadiens français de Montréal, demandant respectivement des amendements à leurs chartes ;

De la cité de Montréal et de la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc, demandant une loi autorisant et sanctionnant la vente faite par la dite cité à la dite compagnie d'un terrain pour la construction de ses bureaux ;

De Léon Trudeau, de Coaticook, demandant une loi autorisant la chambre des notaires à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

De "*The Builders' Exchange*"—et de "*The Provincial Trust and Agency Company*", demandant respectivement d'être constitués en corporations ;

Des commissaires d'écoles de la ville de Westmount demandant une loi relative aux taxes scolaires dans la dite ville ;

De J.-D.-O. Godin *et al* demandant une loi érigeant en municipalité distincte et séparée la paroisse de Saint-Elie d'Orford, dans le comté de Sherbrooke.

Du conseil de ville de la ville de Salaberry demandant une loi autorisant et ratifiant le règlement No 136 des règlements de la dite ville accordant une commutation de taxes à la compagnie dite *Montreal Cotton Company* ;

Et de Octave Gaudet, de Ham-Nord demandant une loi transférant le chef-lieu du comté de Wolfe, de Saint-Joseph de Ham-Sud au village de Beaulac de Saint-Olivier de Garthby.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de Westmount et les taxes scolaires dans la dite ville.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Bickerdike ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la "*Builders' Exchange*", Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain

Ordonné,—Que M. Panneton ait la permission de présenter un bill. érigeant la paroisse de Saint-Elie-d'Orford, dans le comté de Sherbrooke, en une municipalité distincte et séparée.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Carbray ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la *Provincial Trust and Agency Company*

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Hackett ait la permission de présenter un bill autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Léon Trudeau à la pratique du notariat, après examen

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Chênevert ait la permission de présenter un Bill amendant la loi des corporations de ville.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Gouin ait la permission de présenter un bill amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Gouin ait la permission de présenter un bill amendant la loi des dentistes de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour se forme de nouveau en comité général pour examiner le bill—Loi de l'Instruction publique; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill autorisant le barreau de la province de Québec, à admettre Jean-Alfred-Simon Lapointe au nombre de ses membres, après examen.

Le dit bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des bills privés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 25 Janvier 1899.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Asile des dames protestantes, Québec, pour 1898. (*Documents de la session*, No. 17.)

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposés sur la table :

Par l'honorable M. Guerin,—la pétition du révérend John Quinlivan et autres, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Nantel,—la pétition de Raymond Préfontaine et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Bickerdike,—la pétition de *The Montreal Loan and Investment Company*.

Par M. Gouin,—la pétition de Olivier Deguise et autres, de Viauville.

M. Lalonde, l'un des membres du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De la compagnie du chemin de fer Châteauguay & Nord,—de la compagnie de pulpe du Lac-Mégantic,—de l'Association St-Jean-Baptiste de Montréal,—et de la compagnie du chemin de fer de la Vallée de la Chaudière, demandant respectivement des amendements à leur charte ;

De Dame Suzannah Foy, demandant une loi lui permettant de vendre certaines actions de la Banque Molson ;

De la ville de "East-Angus," demandant une loi la constituant en corporation ;

De Dame Marie-Salomé Labbé, demandant une loi pour venir en aide aux héritiers de la succession de Jean Guillet dit Tourangeau ;

De Hector Leduc et autres, exécuteurs testamentaires de la succession de Joël Leduc, demandant une loi pour mieux définir leurs pouvoirs et pour d'autres fins.

Ordonné,—Que M. Cardin ait la permission de présenter un bill concernant la succession de Dame Anne Kelly.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Gouin ait la permission de présenter un bill amendant la loi 58 Vic., ch. 64, constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Châteauguay et Nord.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un bill concernant la succession de Jean Guillet dit Tourangeau.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un bill amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de la Vallée de la Chaudière.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Rainville ait la permission de présenter un bill revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Atwater ait la permission de présenter un bill concernant la cité de Montréal et la compagnie du chemin de fer le Grand-Tronc du Canada.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Pelletier.—Est-ce l'intention du gouvernement de permettre au shérif de chaque district de faire annoncer les ventes judiciaires dans les journaux indiqués par les parties intéressées?

Réponse par l'honorable M. Robidoux.—Le gouvernement entend que le shérif de chaque district suive les dispositions de la loi à cet égard.

Par M. Tellier.—1. M. Joseph Morin, ci-devant député du comté de Charlevoix, occupe-t-il aucune position dans le gouvernement?

2. Si tel est le cas, quelle est cette position et quel est son traitement?

Réponse par l'honorable M. Marchand.—1. Oui. 2. Percepteur du revenu pour le district du revenu de Charlevoix; et, de plus, il a été nommé greffier de la cour de circuit pour le comté de Charlevoix, à la Baie-Saint-Paul, conjointement avec M. Joseph Gariépy, par arrêté en conseil No. 4, du 5 janvier 1899, aux lieu et place de M. Joseph Perron, décédé.

3. Dans l'un et l'autre cas, il est payé par honoraires.

Par M. Ball.—M. Aimé Talbot a-t-il résigné comme employé au greffe de la paix, à Québec ?

Si tel est le cas, quand a-t-il résigné et par qui a-t-il été remplacé ?

M. Talbot a-t-il obtenu un congé et quand ?

Pendant combien de temps et quel montant, en tout, M. Talbot a-t-il retiré comme salaire, tout en étant absent de son bureau ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux.—Non. Oui. Un congé de quatre mois à compter du 1er mai 1898, et qui a été continué, à diverses reprises, à la demande de M. Talbot, jusqu'au premier février 1899.

\$916.68, du premier mai au 31 décembre 1898, soit \$91.66 par mois.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Atwater,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une liste des journaux dans lesquels ont été publiées, depuis la dernière session, les annonces judiciaires dans les différents districts de la Province, et copie des instructions qui ont pu être données aux shérifs des différents districts, à ce sujet.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill concernant la conciliation,—

Le bill est lu la seconde fois.

Sur motion de M. Chicoyne, secondé par M. Carbray,

Ordonné,—Que le bill soit renvoyé à un comité spécial composé des honorables MM. Stephens, Duffy et LeBlanc et de MM. Chauret, Caron, (Maskinongé), D'Auteuil, Laliberté, Marion, Chicoyne et Robitaille, avec instructions de l'examiner et d'en faire rapport.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 janvier 1899, demandant copie de tous arrêtés en conseil, tous rapports, d'ingénieurs et autres, et toute correspondance, depuis la dernière session, au sujet du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, et en particulier du contrat intervenu entre le gouvernement et cette compagnie, au mois de mai 1897. (*Document de la session, No 19.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 20 janvier 1899, pour un état détaillé de la somme de \$53,000 mentionnée dans les comptes publics pour 1898, comme ayant été dépensée en vertu de l'acte 60 Victoria, chapitre 3, pour les écoles élémentaires. (*Document de la session, No 20.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 janvier 1899, demandant copie de tous arrêtés en conseil, rapports et toute correspondance, depuis la dernière session, au sujet de la conversion de la dette de la Province. (*Document de la session, No 22.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité général pour examiner le bill—Loi de l'Instruction publique ;

Et la Chambre, ayant continué de siéger en comité jusqu'à six heures P. M., M. l'Orateur reprend le fauteuil, et le quitte pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre du jour appelle les bills privés en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Les bills ci après mentionnés sont lus séparément une deuxième fois et renvoyés au comité spécial permanent des bills privés, savoir :

Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Henri Laurier au nombre de ses membres, après examen.

Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Henri Bourassa au nombre de ses membres.

Bill refondant les lois relatives à la *Windsor Hotel Company of Montreal*.

Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Leopold Guerin au nombre de ses membres, après examen.

Bill constituant en corporation le *Builders' Exchange*.

Et bill érigeant en municipalité séparée et distincte la paroisse de Saint-Elie-d'Orford, dans le comté de Sherbrooke.

L'honorable M. Duffy dépose sur le bureau de la Chambre, —les Etats, rapports et statistiques, pour l'année 1897- 8, de quelques compagnies de chemins de fer, conformément aux articles 5176 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec —(*Document de la session, No. 23.*)

La considération, en comité de toute la Chambre, du bill—Loi de l'Instruction publique est alors reprise ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et, M. Garneau fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 26 janvier 1899.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'asile Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'année 1898.—(*Documents de la session, No. 17.*)

Aussi,—l'état des affaires, pour 1898, de la compagnie des chemins à barrières de l'Île-Jésus.—(*Document de la session, No. 24.*)

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. Langelier,—la pétition de Joseph-Télesphore Fontaine et autres, de Montréal et autres lieux.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la corporation de la ville de Lachine demandant un acte amendant les lois concernant la dite ville de Lachine.

Et de Henry Hogan et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte concernant l'expropriation de la rue Notre-Dame, Montréal.

M. Garneau, président du comité spécial permanent d'agriculture d'immigration et de colonisation, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a adopté la motion suivante :—Que le deuxième alinéa de l'article 1668 de la loi et des règlements du Conseil d'Agriculture soit retranché et remplacé par les mots suivants :

"Pour être directeur de sociétés de villes et cités il faudra être propriétaire d'au moins vingt-cinq arpents de terre dans la division où se trouve telle société."

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Gouin présente le deuxième rapport du comité spécial permanent des bills privés, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre.

M. Lacombe présente le septième rapport du comité spécial permanent des ordres permanents, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

De W.-H.-B. Chaussegros de Léry, *et al.*, demandant une loi autorisant l'honorable M. Sharples, tuteur, à vendre certains droits de mine appartenant aux enfants mineurs Alleyn ;

De *The Montreal Protestant House of Industry and Refuge* demandant des amendements à sa charte ;

De Jacques Cartier et Virginie Cartier demandant une loi concernant les rentes constituées appartenant à la succession de feu Charles Lamothe.

Ordonné,—Que M. Béland ait la permission de présenter un bill concernant la vente de certains droits de mine appartenant aux enfants mineurs Alleyn.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Atwater ait la permission de présenter un bill amendant la loi constituant en corporation la *Montreal Protestant House of Industry and Refuge*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Panneton ait la permission de présenter un bill amendant l'article 249 du Code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Tellier :—1. Le gouvernement a-t-il pourvu, depuis le 30 juin 1898, à la réparation et à l'entretien du chemin de colonisation appelé "Chemin Brassard," au nord des comtés de Joliette et de Berthier ?

2. Dans l'affirmative, quelle est la personne qu'il a chargée de cet entretien et qu'elle est sa rémunération ?

3. Est-ce l'intention du gouvernement de pourvoir, à l'avenir, à la réparation et à l'entretien de ce chemin ?

4. Le gouvernement a-t-il l'intention de faire compléter les travaux commencés sur ce chemin en 1896, en vue de détourner la côte appelée "la côte pontée" ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :

1. Le gouvernement a pourvu à l'entretien du chemin durant le présent hiver.

2. Pour la partie située dans le comté de Berthier, Olivier Sirois, de St-Zénon, \$60.00, et pour la partie située dans le comté de Joliette, J.-B. Robitaille, de Ste-Emilie-de-l'Energie, \$70.00.

3. Aucune décision n'a été prise pour l'avenir.

4. Aucune décision n'a également été prise relativement à la "côte pontée."

Par M. Tellier.—1. Est-ce l'intention du gouvernement de faire compléter à même les deniers votés ou à être votés pour les chemins de colonisation, les travaux commencés en 1896, pour ouvrir une nouvelle route longeant la rivière Leprohon, dans le premier rang du canton Joliette, dans la paroisse de de Ste-Emilie-de-l'Energie, comté de Joliette ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :

Après inspection des travaux faits, le département avisera.

Par M. Dufresne.—Le ministre de la Colonisation et des Mines a-t-il fait, au congrès de la colonisation tenu à Montréal, la déclaration que le gouvernement distribuerait, à l'avenir, les argents de colonisation en se basant sur l'intérêt public seulement et sans tenir compte du fait que tel ou tel comté était représenté par un ami ou par un adversaire politique du gouvernement, ou toute autre déclaration ayant à peu près ce caractère ou cette portée ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :

Le commissaire de la Colonisation et des Mines a déclaré en substance au congrès de la colonisation tenu à Montréal, que le gouvernement ne se laisserait guider dans la distribution des octrois de colonisation que par l'intérêt public.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé les honorables MM Chapais, de Boucherville, Girouard, Lanctôt, Ouimet, Rolland, McCorkill et Ward, membres du comité pour aider l'honorable Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts du Conseil législatif y sont concernés, et pour agir, au nom du Conseil législatif, comme membres du comité collectif des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque.

Sur motion de M. Tellier, secondé par M. McDonald,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance et de tous rapports, papiers et documents se rapportant à la concession ou vente de l'arrière rue qui existe entre les 8e et 9e rangs du canton Kildare, dans le comté de Joliette.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état complet du montant dépensé, dans chaque comté de la Province, depuis le 31 juin 1898, jusqu'à ce jour, à même l'argent voté pour les chemins de colonisation, ou affectés à cette fin, pour l'année commençant le 1er juillet 1898.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill amendant la loi de pharmacie de Québec,

M. Gouin, propose, secondé par M. Rainville,
Que le bill soit maintenant lu la seconde fois; et la question étant posée,—la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

L'honorable M. Langelier propose, secondé par l'honorable M. Dechêne,
Que ce bill soit renvoyé à un comité spécial avec instructions de l'examiner et d'en faire rapport à cette Chambre.

Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre parce qu'avis n'en a pas été donné, et que, conséquemment, elle ne peut être proposée que du consentement unanime de la Chambre.

Cette motion est alors retirée, du consentement unanime de la Chambre.

M. Gouin propose, secondé par M. Rainville—Que le bill soit renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'honorable M. Pelletier soulève le point que la motion n'est pas dans l'ordre, parceque, d'après les règles de cette Chambre, un bill ne peut subir qu'une phase par jour.

M. l'Orateur réserve sa décision.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité pour examiner le bill—Loi de l'Instruction publique;

Et la Chambre, ayant continué de siéger en comité jusqu'à six heures p.m., M. l'Orateur reprend le fauteuil.

M. l'Orateur rend sa décision sur la question d'ordre soulevée aujourd'hui—que la motion pour renvoyer au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes le bill amendant la loi de pharmacie de Québec n'est pas dans l'ordre, parce qu'un bill ne peut subir plus d'une phase par jour, sans le consentement unanime de la Chambre —, et cette décision est comme suit :

1. La référence d'un bill à un comité permanent de la Chambre ne constitue pas une phase de la procédure à suivre pour tout bill, au sens de la règle 43. En la décrétant, la Chambre ne fait que décider qu'à un jour ultérieur le bill sera considéré par le comité, qui devra lui faire rapport du résultat de ses délibérations. C'est la pratique de tous les jours.

Donc je renvoie la question d'ordre

2. Dans le cas de la motion de l'honorable député de Montréal No 2, l'avis préalable de deux jours n'est pas requis, parce qu'il s'agit, là, de référer le bill à un comité permanent régulièrement constitué, dès le début de la session, précisément pour l'étude des projets de loi que la Chambre croira devoir lui référer.

Bien différent était le cas de la motion de l'honorable député de Lévis, parce qu'alors, il s'agissait pour la Chambre de décider si elle devait ordonner la formation d'un comité spécial qui n'existait pas encore, et, consé-

quemment, d'en fixer la composition, et d'en définir les devoirs et les pouvoirs. Il est évident que, dans ce cas, pour éviter toute possibilité de surprise, la règle si sage de la Chambre sur la nécessité de l'avis préalable s'appliquait.

Je conclus et décide que la motion de l'honorable député de Montréal No 2 est dans l'ordre. Il faut que la procédure sur le bill se continue, la Chambre ayant voté la seconde lecture. Sinon, le bill disparaîtrait du feuillet des ordres, et il faudrait un nouvel avis et une nouvelle motion pour l'y ré-inscrire.

Et alors, M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P.M.

Sept heures et demie P.M.

L'ordre du jour appelle les Bills privés, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Les bills suivants sont séparément lus la deuxième fois et renvoyés au comité spécial permanent des bills privés, savoir :

Bill amendant la loi autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, à émettre des obligations ;

Bill concernant la succession de Dame Anne Kelly ;

Bill concernant la succession de Jean Guillet dit Tourangeau ;

Et bill concernant la cité de Montréal et la compagnie du chemin de fer Le Grand-Tronc du Canada.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre du jour, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières :

Bill amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Québec-Central ;

Bill amendant la loi 58 Victoria, chapitre 64, constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord ;

Et bill constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de la Vallée de la Chaudière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : Loi concernant les territoires d'Abittibi, de Mistassini et d'Ashuanipi.

Et bill intitulé : Loi amendant la loi concernant les terres publiques.

La délibération sur le bill—Loi de l'instruction publique est alors reprise ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Béland fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, — Que le comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

Et la question partant—Que le bill amendant la loi de pharmacie de Québec, soit renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes—étant de nouveau posée,

Et une discussion s'ensuivant.

Sur motion de M. Gouin, secondé par M. Robitaille,

Ordonné,—Que la discussion soit ajournée.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 27 Janvier 1899.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Révérend John Quinlivan et autres, de la cité de Montréal, demandant l'incorporation du *High School Catholic* de Montréal ;

De M. Raymond Préfontaine et autres, de la cité de Montréal, demandant une loi incorporant la compagnie d'aqueduc et de force motrice des Laurentides ;

De *The Montreal Loan and Investment Co.* demandant des amendements à sa charte ;

De M. Olivier DeGuise et autres, demandant que le bill érigeant légalement la ville de Viauville soit adopté.

M. Garneau, président du comité spécial permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation, présente le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a entendu, ce matin, plusieurs personnes s'intéressant à l'établissement, dans la province de Québec, d'abattoirs et réfrigérateurs, et qu'il en est arrivé à la conclusion de recommander fortement cette entreprise nationale à l'attention de votre honorable Chambre.

M. Laliberté, président du comité spécial permanent des ordres permanents, présente le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité après avoir examiné la pétition de H. Hogan *et al.*, demandant une loi amendant la charte de la cité de Montréal, au sujet de l'élargissement de la rue Notre-Dame-Est, a trouvé que les avis requis ont été donnés.

M. Bickerdike, présente le troisième rapport du comité spécial permanent des bills privés, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill autorisant Prosper-Cyprien Beaumier à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, après examen, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu comme suit par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts).

L.-A. JETTÉ,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je reçois avec grand plaisir, l'adresse que vous avez votée en réponse au discours du Trône, et vous en remercie bien sincèrement.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 27 janvier 1899

Ordonné,—Que M. Gouin ait la permission de présenter un bill amendant et refondant la charte de la société des Artisans Canadiens-français de la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que M. Gouin ait la permission de présenter un bill amendant la charte de l'association St-Jean-Baptiste de Montréal ;

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que M. Plante ait la permission de présenter un bill autorisant et ratifiant le règlement No 136 des règlements de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, accordant une commutation de taxes à la compagnie dite *The Montreal Cotton Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre.—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un bill amendant la charte de la cité de Montréal, en particulier, la loi 59 Victoria, chapitre 49.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un bill concernant la reconstruction de l'église St-Jean-Baptiste de Montréal et le paiement de la dite reconstruction.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que M. Smith ait la permission de présenter un bill transportant de St-Joseph de Ham-Sud au village de Beaulac de St-Olivier de Garthby, le chef lieu du comté de Wolfe.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que M. Gillies ait la permission de présenter un bill divisant le comté de Pontiac en deux divisions, pour les fins municipales et d'enregistrement.

Il présente, en conséquence le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Turgeon ait la permission de présenter un bill concernant les enfants immigrants.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill concernant le secrétaire du registraire de la Province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un bill validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que M. Marion ait la permission de présenter un bill détachant la paroisse de Lavaltrie du comté de Berthier et l'annexant au comté de l'Assomption.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Parent ait la permission de présenter un bill amendant la loi de la chasse de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : “ Loi concernant les limites nord-est, nord et nord-ouest de certains comtés de la Province.”

Et bill intitulé : “ Loi amendant la loi concernant la protection des forêts contre les incendies.”

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill revisant et refondant la charte de la cité de Montréal,—

Ce bill est lu la seconde fois.

Sur motion de M. Rainville, secondé par M. Bickerdike,

Ordonné,—Que le dit bill soit renvoyé à un comité spécial composé des honorables MM. Atwater, Guerin, LeBlanc, Nantel et Stephens et de MM. Bickerdike, Chauret, Champagne, Cherrier, Décarie, de Grosbois, Gouin, Lacombe, Rainville et Telfier, avec instructions de l'examiner et d'en faire rapport.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre du jour, respectivement lus une seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des bills privés.

Bill constituant en corporation l'Union des mouleurs de Montréal;

Bill modifiant la charte de la cité de Saint-Henri;

Bill modifiant la charte de la cité de Sherbrooke, 55-56 Vict., chap. 51;

Bill constituant en corporation la ville de Viauville;

Bill concernant la vente de certains droits de mine appartenant aux enfants mineurs Alleyne;

Bill amendant la loi constituant en corporation la *Montreal Protestant House of Industry and Refuge*;

Et bill concernant le village de Verdun.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Plante,— Le premier ministre a-t-il reçu une lettre de l'honorable Charles Langelier, au sujet de l'attitude du gouvernement à l'égard des candidats qui ont brigué les suffrages des électeurs du comté de Lévis, lors de la dernière élection partielle qui a eu lieu dans ce comté ?

Dans l'affirmative, cette lettre était-elle marquée "privée" ou "confidentielle" ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—Les correspondances que j'ai pu avoir avec l'honorable M. Charles Langelier n'intéressent pas cette Chambre.

Sur motion de M. Delaney, secondé par M. Gosselin,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, lettres, télégrammes, échangés entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et toutes autres personnes dans les Iles-de-la-Madeleine, depuis le 1er décembre 1897, concernant la dépense des argents de la colonisation dans cette partie de la Province.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant les noms des personnes à qui ont été délivrées les vivres envoyées par le gouvernement aux Iles-de-la-Madeleine, dans l'automne de 1897; aussi les dates de telles livraisons, dans chaque cas.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité général pour examiner le bill—Loi de l'instruction publique; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau lundi prochain

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 3 décembre 1897, pour la production d'un état indiquant l'emploi des deniers de colonisation votés par cette Chambre pour 1897-98, employés à quel qu'objet que ce soit et non distribués par ordre en conseil.

(Document de la session, No. 25.)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 29 décembre 1897, demandant copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance au sujet de l'emploi et de la dépense de l'item 74, aide pour travaux à d'autres ponts, \$5,000.00, du budget pour l'année 1897-98, 60 Victoria, chap 1.—(Document de la session, No. 26.)

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 janvier 1899, pour copie de la liste de paie, du 28 mai au 7 août 1897, des ouvriers employés à l'entretien du chemin maritime, rive sud, Gaspé, au montant de \$1,452.50, mentionnée à la page 282 des comptes publics de 1898.— (*Document de la session No 27.*)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 30 janvier 1899.

M. l'Orateur met devant la Chambre, l'état des affaires des institutions suivantes, pour 1898, savoir :

De l'asile du Bon Pasteur de Québec,—de l'orphelinat des Sœurs de la Charité de Québec,—de l'hospice des Sœurs de Charité de St-Thomas de Montmagny,—de l'hospice des Sœurs de la Charité de Ste-Anne-de-la-Pocatière,—de l'asile de St-Ferdinand d'Halifax et de l'hospice des Sœurs de la Charité de Rimouski. (*Documents de la Session, No. 17.*)

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Rocheleau,—la pétition du conseil municipal de la paroisse de St-Antoine de Longueuil et de Montréal-Sud.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De Téléphore Fontaine et autres, demandant un acte incorporant "l'Association des barbiers de la province de Québec".

Ordonné,—Que M. Gouin ait la permission de présenter un bill concernant la succession de Zoël Leduc.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Bouffard ait la permission de présenter un bill amendant l'article 1618 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Cotton ait la permission de présenter un bill amendant le code municipal, afin de permettre l'imposition des hypothèques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un bill amendant le paragraphe 2, de l'article 480 du code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill autorisant l'rosper-Cyprien Beaumier à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, après examen ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre du jour, séparément lus la deuxième fois et renvoyés au comité spécial permanent des bills privés, savoir :

Bill déclarant définitive la possession par Antoine-Philippe-Eugène Panet, des immeubles légués à Joseph-Félix Lussier-Panet par feu Félix Lussier et Angélique Deschamps.

Bill amendant la loi concernant les commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de Westmount et les taxes scolaires dans la dite ville.

Et bill concernant la construction de l'église Saint-Jean-Baptiste de Montréal et le paiement de la dite reconstruction.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Bissonnette:—Est-ce l'intention du gouvernement de venir en aide aux municipalités rurales dans la construction des ponts en fer ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—Le gouvernement regrette que, vu l'état financier de la Province, il est impossible, pour le moment, d'accorder aucune aide quelconque.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné,—qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant le nombre de causes entendues devant la Cour de Circuit du comté de Bellechasse depuis 1895.

Ordonné,—qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des instructions envoyées aux protonotaires des districts de Montréal et de Québec, au

sujet de la nomination et du choix des sténographes devant être employés à la cour d'enquêtes et mérite depuis la dernière session

Sur motion de l'honorable M. Stephens, secondé par l'honorable M. Robidoux,

Ordonné,—Qu'un comité spécial composé des honorables MM. Duffy, Hackett, LeBlanc, Stephens, et de MM. Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cherrier, Chicoyne, Clapperton, d'Auteuil, Décarie, de Grosbois, Delaney, Dessaulles, Duplessis, Laliberté, Lalonde, McDonald, Marion, Pammeton, Rocheleau, Roy, Smith, Talbot, Tellier et Watts, soit nommé, pour étudier les divers projets de loi proposés pour amender le code municipal, et que ce comité fasse rapport à cette Chambre.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre du jour, lus séparément une deuxième fois et renvoyés au comité spécial du Code municipal, savoir :

Bill (No 82)—Loi amendant le Code municipal.

Et bill (No 84)—Loi amendant le Code municipal.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill relatif aux subventions accordées aux manufactures par les corporations municipales,—

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des industries.

• L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill concernant le secrétaire du registraire de la Province,—

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Langelier fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau,

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements,—

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Caron (Maskinongé), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité général pour examiner le bill—Loi de l'instruction publique; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 31 Janvier 1899

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Robitaille,—la pétition de Gaspard LeMoine et autres, de Québec.

Par l'honorable M. Hackett,—la pétition de l'Union de tempérance des femmes chrétiennes de la province de Québec.

Par l'honorable M. Langelier,—la pétition de L. Catellier et autres, de Québec.

Par M. Gouin,—la pétition de Pierre Ferland et autres, de Lévis et autres lieux.

L'honorable M. Langelier présente le quatrième rapport du comité spécial permanent des Bills privés, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendements :

Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Henri Bourassa au nombre de ses membres ;

Bill amendant la loi autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, à émettre des obligations ;

Aussi, les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre ;

Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Henri Laurier au nombre de ses membres, après examen ;

Et bill consolidant les lois relatives à la *Windsor Hotel Company of Montreal*.

M. de Grosbois, président du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de la Vallée de la Chaudière ;

Et bill amendant, à nouveau, la charte du chemin de fer Québec-Central.

M. Lalonde présente le neuvième rapport du comité spécial permanent des ordres permanents, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De la Fraternité du Tiers-Ordre de Saint-François d'Assise de Montréal ; des Syndics Apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance ; de la corporation de la ville de Lachine ; de *The Montreal Loan and Investment Company*, demandant respectivement des amendements à leurs chartes ;

De *The Laurentian Water and Power Company* ; de *The Civic Investment Company* et de l'Association des barbiers de la province de Québec, demandant respectivement d'être constitués en corporation ;

De la ville de Magog demandant une loi ratifiant le règlement No 60 adopté par la corporation de la dite ville ;

De M. Guerin et autres, de la cité de Montréal, demandant une loi relative à l'expropriation de la rue Saint-Antoine de la dite cité ;

De *The Merchants' Cotton Company* demandant une loi concernant l'émission d'obligations par la dite compagnie ;

Du Rév. Geo. Marie LePailleur et autres, demandant une répartition sur les francs tenanciers catholiques de la paroisse du Saint-Enfant-Jésus

Et de S. S. Bain et autres demandant une loi détachant une certaine portion de la municipalité de la corporation du village de Verdun, pour l'annexer à la municipalité de la paroisse de la Côte-Saint-Paul.

M. Robitaille présente le premier rapport du comité spécial du bill concernant la conciliation, lequel est lu comme suit :

Votre comité a élu M. Robitaille pour son président.

Votre comité a examiné le bill concernant la conciliation et a adopté ce bill avec plusieurs amendements.

Ordonné,—Que M. Gouin ait la permission de présenter un bill amendant la loi constituant en corporation les syndics apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Gouin ait la permission de présenter un bill refondant la loi constituant en corporation la Fraternité du Tiers-Ordre de St-François d'Assise de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Cardin ait la permission de présenter un bill relatif à la succession de feu Charles Lamothe.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Panneton ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la ville de East-Angus, et pourvoyant à une meilleure administration de l'éducation dans ses limites.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Bédard ait la permission de présenter un bill constituant en corporation *The Civic Investment Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un bill concernant la paroisse du Saint-Enfant-Jésus, de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un bill détachant certaine partie de la municipalité de la corporation du village de Verdun, pour l'annexer à la municipalité de la paroisse de la Côte-St-Paul.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Bickerdike ait la permission de présenter un bill concernant l'émission d'obligations par la *Merchants' Cotton Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Bickerdike ait la permission de présenter un bill définissant et amplifiant les pouvoirs de la *Montreal Loan and Investment Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Bourbonnais ait la permission de présenter un bill amendant la charte de la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Hackett ait la permission de présenter un bill ratifiant et confirmant un certain règlement de la ville de Magog.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Nantel ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la *Laurentian Water and Power Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un bill amendant les lois concernant la ville de Lachine.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Cardin ait la permission de présenter un bill amendant le code civil, relativement aux privilèges des architectes, constructeurs, journaliers, ouvriers et fournisseurs de matériaux.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. LeBlanc ait la permission de présenter un bill amendant l'article 599 du code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. LeBlanc ait la permission de présenter un bill validant les donations faites par un futur époux à une future épouse, par leur contrat de mariage, des meubles qui garniraient leur domicile commun.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 26 janvier 1899, pour un état complet du montant dépensé, dans chaque comté de la Province, depuis le 31 juin 1898, jusqu'à ce jour, à même l'argent voté pour les chemins de colonisation, ou affecté à cette fin, pour l'année commençant le 1er juillet 1898. (*Document de la session No 28.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill amendant la loi concernant le

secrétaire du registraire de la Province ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chênevert ait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre du jour, séparément lus la deuxième fois et renvoyés à un comité de toute la Chambre pour demain :

Bill concernant les enfants immigrants ;

Et bill de la chasse de Québec.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité général sur le bill—Loi de l'instruction publique ; et la Chambre, ayant continué de siéger en comité jusqu'à six heures p. m.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à sept heures et demie p. m.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre du jour appelle les bills privés, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Les bills suivants sont, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des bills privés :

Bill concernant la division d'enregistrement du comté de Labelle.

Bill constituant en corporation la *Provincial Trust and Agency Company*.

Bill amendant et refondant la charte de la société des Artisans Canadiens-français de la cité de Montréal.

Et bill concernant la succession de Joël Leduc.

La Chambre reprend la considération du bill—Loi de l'instruction publique ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de cette Chambre.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre du jour, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes :

Bill amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec.

Et bill amendant l'article 249 du Code civil.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 1^{er} février 1899.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires, pour l'année 1898, de la Compagnie des chemins à barrières de Terrebonne.—(*Document de la session No 24.*)

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Rocheleau,—la pétition de la Révérende Sœur Bonneau et autres, de la ville de Longueuil,—la pétition de M. Viger et autres,—la pétition de l'honorable Jean Girouard et autres,—et la pétition de L.-E. Morin et autres, tous de la ville de Longueuil.

Par M. de Grosbois,—la pétition de F.-X. Craig et autres propriétaires, de la rue Saint-Antoine, Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

Du conseil municipal et des contribuables de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil et de Montréal-Sud, demandant que le bill amendant la charte de la ville de Longueuil ne devienne pas loi.

M. Major présente le cinquième rapport du comité spécial permanent des Bills privés, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Léopold Guérin au nombre de ses membres, après examen, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Aussi, les bills suivants auxquels il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Bill érigeant en municipalité séparée la paroisse de Saint-Elie-d'Orford, dans le comté de Sherbrooke ;

Et bill constituant en corporation l'Union des mouleurs de Montréal.

M. Chauret présente le premier rapport du comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal, lequel est lu comme suit :

Votre comité a élu M. Chauret, pour son président, et recommande à votre honorable Chambre que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans le dit rapport

M. Rainville, membre du comité spécial nommé pour examiner le bill revisant et refondant la charte de la cité de Montréal, présente le premier rapport de ce comité comme suit :

Votre comité a élu M. Rainville pour son président, et recommande que le *quorum* de ce comité soit réduit à sept membres.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné,—Que M. Cotton ait la permission de présenter un bill refondant les lois organiques de la corporation de la ville de Farnham.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Béland ait la permission de présenter un bill amendant la loi 56 Victoria, chapitre 78, constituant en corporation la *Lake Megantic Pulp Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Cardin ait la permission de présenter un bill amendant la loi constituant en corporation la cité de Sorel.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Watts ait la permission de présenter un bill amendant la loi constituant en corporation la ville de Victoriaville.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un bill amendant les articles 1352 et 1361 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. d'Auteuil ait la permission de présenter un bill amendant les articles 2230 et 2265 du Code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. d'Auteuil ait la permission de présenter un bill abrogeant l'article 744 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRES ET RÉPONSES.

Par M. Bédard.—Est-ce l'intention du gouvernement de présenter, à cette session, un projet de loi pour abroger l'acte imposant une taxe sur les corporations commerciales ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :

L'impôt sur les corporations commerciales est une ancienne taxe imposée par le gouvernement conservateur en 1882, par l'acte 45 Vict.,

ch. 22, dans le but, comme le dit le préambule de cette loi, " de pourvoir aux exigences du service public ". Depuis l'époque éloignée où cette taxe a été jugée, par nos devanciers, essentielle au service public, notre condition financière, au lieu de s'améliorer, s'est aggravée, puisqu'en 1882-83, la dépense ordinaire était de \$3,096,943.27, tandis qu'en 1896-97, à la chute du dernier gouvernement conservateur, elle s'était accrue jusqu'au chiffre de \$4,677,095.20.

Cette taxe a été régulièrement perçue par nos prédécesseurs, depuis sa création, et, malgré le surcroît de revenu qu'elle a produit, annuellement, la dépense ordinaire de cette Province, s'est accrue de \$1,580,151.93 depuis l'époque où nos prédécesseurs l'imposaient comme nécessité publique.

Pour l'honneur et le crédit de la Province, nous devons travailler à éteindre, sous le plus court délai possible, les déficits annuels. Afin d'atteindre ce résultat, qui s'impose, il faut bien, tout en réduisant par l'économie les dépenses annuelles, autant que la bonne administration du service public la permettra, utiliser les revenus existants.

Si l'honorable député connaît un autre moyen d'équilibrer nos finances, il se fera sans doute un devoir, en l'exposant à cette Chambre, en temps utile, d'en faire profiter ses contemporains.

Objection est faite, par l'honorable M. Pelletier, que la réponse de l'honorable premier ministre n'est pas dans l'ordre, parce qu'il n'a pas le droit, dans cette réponse, de critiquer la politique de ses prédécesseurs, de justifier la sienne, ni de faire des commentaires qui ne sont pas une réponse à la question.

M. l'Orateur décide la question d'ordre comme suit : " Il est admis par les autorités parlementaires qu'une plus grande latitude doit être accordée aux ministres de la couronne dans leurs réponses aux interpellations.

Aux pages 384 et 385, Bourinot dit :

" The answer to a question should be brief and distinct and limited to such explanations as are absolutely necessary to make the reply intelligible, but some latitude is allowed to ministers of the crown whenever they may find it necessary to extend their remarks with the view of clearly explaining the matter in question."

La question posée par l'honorable député de Richmond étant dans l'ordre et conforme aux règlements, il reste à décider dans quelles limites, l'honorable premier ministre doit restreindre sa réponse.

Les précédents de la Chambre des Communes, en Angleterre, sont des guides sur lesquels je puis sûrement m'appuyer. Je n'en donnerai qu'un que je cite de Blackmore qui a compilé les décisions des orateurs Denison et Brand, en Angleterre.

Cet auteur dit d'abord ce qui suit, page 274 :

" In reply to a question, more latitude is given to a minister than to a private member."

Il ajoute, page 275 :

"Considerable indulgence is allowed to a minister in replying to a question relative to his department."

Et encore, à la même page :

"Great latitude is allowed to a minister in answering a question with a view to making his answer complete."

Voici maintenant le précédent dont j'ai parlé, page 275 :

"Mr. Layard was replying at some length to a question by M. Laird when Lord Robert Cecil rose to order."

L'Orateur décida comme suit :

"The usual course is to permit a minister in reply to a question of this description to enter more into detail than would be deemed right in the case of a private member. At the same time, it is a matter for the exercise of discretion in the minister. He should avoid expressions which may call forth observations from other members and excite debate."

S'appuyant sur la décision de l'orateur, le ministre donna des explications qui couvrent deux colonnes du volume 169 du Hansard de la Chambre des Communes anglaises.

Je décide que l'importance de la question posée par l'honorable député de Richmond justifie la latitude dans laquelle l'honorable premier ministre exerce son droit de réponse."

Appel étant fait de la décision de M. l'Orateur, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR :

Messieurs

<i>Bickerdike,</i>	<i>Cotton.</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin.</i>	<i>de Grosbois,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Champagne.</i>	<i>Doris,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Chauvet,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—43.</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Rainville,</i>	

CONTRE LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Chioyne,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>
<i>Ball,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier et</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Duplessis.</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Tel'ier.—16.</i>

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Par M. Dufresne :—Est-ce l'intention du gouvernement de présenter, à cette session, un projet de loi pour abroger l'acte imposant une taxe sur les successions ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :

Cette taxe a été imposée en 1892 par le gouvernement conservateur de l'époque, comme essentielle au crédit de la Province, dans le but de mettre fin aux déficits, en équilibrant nos dépenses et nos recettes annuelles. Ce problème, malgré l'imposition de cette taxe, n'a pas été résolu par nos prédécesseurs, puisqu'à l'époque de leur chute, en 1897, les comptes publics accusent encore un déficit.

L'honneur et le crédit de la Province exigent que nous nous efforcions, avant tout, de faire disparaître, sous le plus court délai possible, les déficits annuels, et afin d'arriver à ce résultat, il faut bien, tout en économisant, utiliser les revenus existants.

Et objection étant faite, par l'honorable M. Flynn, que la réponse de l'honorable premier ministre n'est pas dans l'ordre, parce qu'il ne peut, dans cette réponse, critiquer la politique de ses prédécesseurs,—

M. l'Orateur renvoie la question d'ordre, pour les mêmes raisons qu'il a renvoyé la précédente.

Et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR :

Messieurs

<i>Bikerdike,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robitoux,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dérarie,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>de Grosbois,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Shchyn,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Chaufet,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir —43.</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Rainville,</i>	

CONTRE LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>
<i>Ball,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier et</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Tellier.—16.</i>

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Par M. Weir.—Y a-t-il eu des subventions de payées par la Province pour la construction d'un chemin de fer allant de Lachute à Saint-André? Et s'il y en a eu, à qui ont-elles été payées?

Y a-t-il eu un contrat de signé, contenant les conditions auxquelles ces subventions ont été accordées? Et s'il y en a eu un, est-ce que toutes les conditions y stipulées ont été remplies?

Le gouvernement sait-il que, depuis plusieurs années, le dit chemin de fer est resté hors de service?

Le gouvernement a-t-il l'intention de mettre ce chemin sous séquestre, ou d'adopter d'autres mesures pour assurer l'accomplissement des conditions auxquelles ces subventions ont été faites ou pour protéger les intérêts de la population de la partie de la Province traversée par le dit chemin de fer?

Réponse par l'honorable M. Duffy :

1. Oui, aux personnes mentionnées dans la liste ci-annexée.
 2. Aucun contrat n'a été signé.
 3. Le gouvernement n'a reçu aucun renseignement officiel à cet effet.
 4. Aucune information officielle n'a été mise devant le gouvernement pour lui permettre d'arriver à une conclusion quelconque en cette affaire.
- Etat indiquant les sommes payées par le gouvernement pour la construction du chemin de fer du Grand-Nord (actuellement Vallée de l'Ottawa), de Lachute à Saint-André.

Subvention en terres 1ers 35 cents, \$23,590.00 comme suit :

1891			
14 février,	payé à la compagnie.....	\$	525 00
1892			
6 février,	“ Union Bank.....		7,800 00
“	“ Arch. Campbell.....		12,765 00
28 juin,	“ A. Hinton.....	\$	25 00
“	“ C. Ladouceur.....		363 67
“	“ Mackay.....		35 49
“	“ J. Roy.....		73 00
“	“ A. McLennan.....		92 35
			589 51
2 août,	“ W. J. Todd.....		591 79
8 sept.	“ Alex. Dewar.....		829 48
“	“ Wales & Johnston.....		154 37
19 “	“ Macfarlane & Hooper.....		81 40
21 “	“ W. J. Simpson.....		212 81
“	“ Alex. Dewar.....		40 64
			<hr/>
			\$23,590 00

2nd 35 cents réduits à 17½ cts.

67,400 acres, 17½ cts., \$11,795.00.

1897		
Payé à Arch. Campbell.....	\$	1,935 00
" Hon. W. Owens.....		4,817 75
" la Union Bank.....		3,654 65
" Henry Lalonde.....		13 64
" Joseph Delorme.....		9 05
" S. Larocque.....		6 50
" John Charron.....		2 90
" Joseph Pilon.....		3 50
" David Larocque.....		6 50
" Lucien Larocque.....		2 20
" Peter Larocque.....		2 38
" Cyrille Malette.....		0 80
" W. Ball.....		1 30
" John Guilbault.....		36 05
" John Guilbault pour Israël et Z. Guilbault.....		6 28
" Pierre Giboe.....		1 00
" Gabriel Larocque.....		3 00
" St-Lukes Larocque.....		20 66
" Oscar Decasse, Ovide et Geo.....		4 60
" Joseph Rochon.....		22 26
" Joseph Ladouceur.....		10 15
" T. Lamb.....		5 27
" David Rogers.....		11 65
" A. Daoust.....		2 75
" Joseph Pressau.....		1 40
" J. H. Lafond.....		3 38
" Z. Pressau.....		1 20
" Geo. et Alf. Larocque.....		9 40
" H. Laliberté.....		2 60
" T. Meunier.....		2 50
" M. D. Simpson.....		5 64
" Hugh Walsh.....		100 00
" H. McArthur.....		2 30
" C. E. Ladouceur.....		6 60
" Israël Sauvé.....		85 10
" Louis-A. Vallée, dépenses en remboursement de ses réclamations.....		22 90
Total.....	\$	10,822 86
Balance pour payer les taxes et réclamations.....		972 14
	\$	11,795 00

Sur motion de M. Chênevert, secondé par M. Rocheleau,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre, — un état de la votation dans les différents districts électoraux de la Province où des élections ont été tenues depuis le premier octobre 1897.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes instructions, en 1897, adressées à Ambroise Chouinard, de l'Anse-à-Griffon, pour faire faire des travaux à la route des Trois-Ruisseaux, ainsi que copie de tous rapports, rôle de paie et toute correspondance concernant ces travaux et toute réclamation à ce sujet.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil et toute correspondance, depuis le 27 novembre 1897, au sujet de la construction de ponts sur la rivière Petit-Pabos et sur celle du Cap-Chat.

Sur motion de M. Bédard, secondé par M. D'Auteuil,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1. Un état détaillé et toute correspondance se rattachant à la somme de \$921.11 mentionnée à la page 211 des comptes publics pour 1898, (version anglaise), comme ayant été payée à Monseigneur Charles Guay, pour services antérieurs au 30 juin 1892, et pour intérêt du 1^{er} juillet 1892 au 30 novembre 1897.

2. Copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance au sujet de cette réclamation et de ce paiement.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport de l'analyse faite par le Dr Vallée et de l'enquête du coroner et du verdict au sujet de la mort de l'enfant Félix-Emile Marois, dans le mois de décembre dernier, à Québec, et de tous les documents s'y rapportant.

Sur motion de M. Dufresne, secondé par M. Ball,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:—1. Un état détaillé de la somme de \$1,150 mentionnée à la page 213 des comptes publics pour 1898 (version anglaise), comme ayant été payée à M. Paul de Cazes pour sa réclamation en rapport avec la codification des lois scolaires;

2. Copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance au sujet de ce paiement.

Ordonné.—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'honorable M. Langeher, secondé par M. Robitaille,

- Ordonné*.—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indignant :
1. Combien de licences ont été émanées pendant la dernière année fiscale :
 - (a) Pour vente, à l'assiette, de boissons enivrantes, dans les auberges, tavernes et restaurants ;
 - (b) Pour vente, à l'assiette, de vins et bières ;
 - (c) Pour tenir maison de pension ;
 - (d) Pour buvette de bateau à vapeur ;
 - (e) Pour buffet de chemin de fer ;
 - (f) Pour tavernes dans les mines ;
 - (g) Pour magasin de liqueurs ;
 - (h) Pour vente de cidre ou vin manufacturé par vendeurs ;
 - (i) Pour vendre des liqueurs sur échantillon ;
 - (j) Pour embouteilleur ;
 - (k) Pour droguiste ;
 - (l) Pour commerce de gros ;
 - (m) Pour club.

Le tout dans chaque district du revenu.

2. Le nombre de licences émanées en vertu de l'article 357a des Statuts refondus de Québec, pour chaque district ;

3. Le montant rapporté au revenu par chaque espèce des dites licences dans chaque dit district, durant la même période ;

4. Le produit brut des dites licences pendant la dite année, et le revenu net ;

5. Pendant les trois dernières années fiscales, le nombre de poursuites intentées par la Couronne, pour vente illégale de boissons enivrantes ; le nombre de ces poursuites réglées avant contestation et le nombre de celles qui ont été suivies de condamnation ; le nombre de celles qui ont été renvoyées ; le nombre de condamnations obtenues et exécutées par paiement ; le nombre de celles qui ont été purgées par emprisonnement et le nombre de celles qui n'ont été ni exécutées ni payées ;

6. Les frais encourus par la Couronne à l'occasion de ces poursuites, et dont elle n'a pas été remboursée ; enfin le montant des pénalités recouvrées par les dites poursuites.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité pour examiner le bill concernant la conciliation ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robitaille fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill amendant l'article 59 du Code de procédure civile, relativement à la juridiction de la Cour des commissaires,—

M. de Grosbois propose, secondé par M. Bissonnette,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill amendant la loi des corporations de ville,—

Le bill est lu une seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, reprend la discussion ajournée sur la question proposée, jeudi, le 26 janvier courant,—Que le bill amendant la loi de pharmacie de Québec soit renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

Et la question étant de nouveau posée,—

M. Robitaille propose, comme amendement, secondé par M. Tessier (Rimouski),— Que tous les mots après “renvoyé” soit retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots “à un comité général de la Chambre”.

L'honorable M. Langelier propose, comme sous-amendement, secondé par M. Chênevert,—Que les mots “à un comité général de la Chambre” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots, “à un comité spécial composé des honorables MM. Flynn, Pelletier et Langelier et de MM. Béland, Cardin, Chauret, Chênevert, Chicoyne, Cotton, deGrosbois, Delaney, Lalonde, Marion, Normand, Panneton, avec pouvoirs d'envoyer quérir personnes et papiers et de faire rapport à cette Chambre.

Du consentement unanime de la Chambre, le sous-amendement et l'amendement sont retirés.

Et la proposition étant de nouveau faite,—Que le Bill amendant la loi de pharmacie de Québec, soit renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'honorable M. Flynn propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Atwater,—Que les mots “avec pouvoirs d'envoyer quérir personnes, papiers et records, et de faire rapport de temps à autre” soient ajoutés à la fin de la question.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors, la question principale, ainsi amendée étant proposée, savoir :— Que le bill soit renvoyé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes, avec pouvoirs d'envoyer quérir personnes, papiers et records et de faire rapport de temps à autre,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité pour examiner le bill concernant les enfants immigrants; et, après avoir ainsi siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Langelier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité général pour étudier le Bill—Loi de l'instruction publique; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 18 janvier 1899, pour un état des recettes et paiements de toutes sources de la province de Québec, depuis le 1er juillet dernier jusqu'à cette date. (*Document de la session No 29.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 27 janvier 1899, pour un état indiquant les noms des personnes à qui ont été délivrées les vivres envoyées par le gouvernement, aux Iles-de-la-Madeleine, dans l'automne 1897, aussi les dates de telles livraisons, dans chaque cas. (*Document de la session No. 30.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de la Vallée de la Chaudière; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill amendant de nouveau la charte du chemin de fer Québec-Central; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill amendant la loi autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, à émettre des obligations; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill consolidant les lois relatives à la *Windsor Hotel Company of Montreal*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Watts fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre du jour, séparément lus la deuxième fois et renvoyés au comité spécial permanent des bills privés, savoir:

Bill constituant en corporation la ville de Windsorville;

Bill amendant la loi constituant en corporation les syndics apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance;

Bill transportant de St-Joseph de Ham-Sud au village de Beaulac de St-Olivier-de-Garthby, le chef-lieu du comté de Wolfe;

Bill refondant la loi constituant en corporation la Fraternité du Tiers-Ordre de St-François d'Assise de Montréal;

Bill constituant en corporation *The Civic Investment Company*;

Bill concernant la paroisse du Saint-Enfant Jésus de Montréal;

Bill détachant une certaine partie de la municipalité de la corporation du village de Verdun, pour l'annexer à la municipalité de la paroisse de la Côte-St-Paul;

Bill concernant l'émission d'obligations par la *Merchants' Cotton Company*;

Bill définissant et amplifiant les pouvoirs de la *Montreal Loan and Investment Company*;

Et bill ratifiant et confirmant un certain règlement de la ville de Magog.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 2 février 1899.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Gaspard LeMoine et autres, de la cité de Québec, porteurs des débentures de la commission des chemins à barrières de la rive nord, à Québec, demandant que le bill concernant la dite commission devienne loi ;

De L. Catellier et autres médecins et chirurgiens de la province de Québec, demandant que le bill amendant l'acte de pharmacie ne devienne pas loi ;

De l'Union de tempérance des femmes chrétiennes de la province de Québec demandant des amendements aux lois de l'éducation ;

Et de Pierre Ferland et autres, de la ville de Lévis et autres lieux, tous membres de la société des Artisans Canadiens-Français de la cité de Montréal, demandant que le bill pour refondre la charte de la dite société devienne loi.

M. Laliberté, président du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité après avoir examiné les pétitions suivantes, a trouvé que les avis sont suffisants dans chaque cas :

Du révérend Gregory O'Bryan et autres, de la cité de Montréal, demandant une loi constituant en corporation le *Loyola College* ;

D'Alfred Brunet et autres, héritiers fiduciaires de feu Alexis Brunet, demandant une loi pour mieux déterminer les pouvoirs accordés aux héritiers fiduciaires et pour d'autres fins ;

De Chs. G.-A. Prévost demandant une loi amendant la loi 60 Victoria, chapitre 95 ;

De la ville de Summerlea demandant des amendements à sa charte ;

De la *Shawinigan Water and Power Company* demandant des amendements à sa charte ;

De *The Catholic High School of Montreal* demandant une charte.

Quant à la pétition de la Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Cœur de Jésus, de Chicoutimi, demandant une loi la constituant en corporation, votre comité trouve qu'elle n'est pas de nature à exiger la publication d'aucun avis.

Votre comité a aussi examiné la pétition des syndics des chemins à barrières de la rive nord demandant une loi les autorisant à renouveler leurs débentures et pour d'autres fins, et trouve que les avis n'ont été publiés que le 21 janvier dernier, dans la *Gazette Officielle*, et le 15 du dit mois dans les journaux ; mais attendu que les parties intéressées sont bien informées de la demande, et attendu que le mois d'avis sera à peu près expiré avant que le comité des bills privés s'occupe du dit bill, votre comité recommande, pour ces raisons, la suspension de la 51e règle de cette Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. de Grosbois, président du comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill amendant la charte de la *Stadacona Water, Light and Power Company*, et l'a adopté avec plusieurs amendements.

Ordonné,—Que l'honorable M. Guerin ait la permission de présenter un bill constituant en corporation le *Loyola College*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Guerin ait la permission de présenter un bill constituant en corporation le *Catholic High School of Montreal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Petit ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Cœur de Jésus, dans le diocèse de Chicoutimi.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un bill autorisant les syndics de *The North Shore Turnpike Trust Company*, à émettre des obligations pour renouveler certaines autres débetures actuelles, et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Roy ait la permission de présenter un bill constituant en corporation l'Association des barbiers de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill amendant la loi constituant en corporation la *Shawinigan Water and Power Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un bill amendant la loi constituant en corporation la ville de Summerlea.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Rainville ait la permission de présenter un bill pour mieux déterminer les pouvoirs donnés aux héritiers fiduciaires par le testament de feu Alexis Brunet, et pour pourvoir à leur rémunération.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Gouin ait la permission de présenter un bill amendant la loi 60 Victoria, chapitre 95, concernant la succession de feu Amable Prévost.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Tellier ait la permission de présenter un bill amendant certains articles du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Cardin ait la permission de présenter un bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Dechêne ait la permission de présenter un bill amendant la loi électorale de Québec, 1895.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Gouin ait la permission de présenter un bill amendant les articles 1688, 1696 et 2257 du Code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Marion ait la permission de présenter un bill amendant la loi électorale de Québec, 1895.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un bill amendant le Code civil, relativement aux degrés de substitution.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un bill amendant l'article 1651 des Statuts refondus de la province de Québec

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un bill modifiant la loi concernant les corporations de ville.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un bill amendant les articles 5043 et 5103 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné;—Que M. Cherrier ait la permission de présenter un bill amendant l'article 807 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

— — —

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—la réponse à un ordre de cette Chambre du 12 janvier 1898, pour copie de tous documents se rapportant à aucune remise à MM. Gagnon & Frère, pour droit de coupe, rentes foncières, etc., relativement à leurs limites, dans la division du Saguenay. (*Document de la session No 31.*)

L'honorable M. Marchand, trésorier de la Province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur ;

Et le dit message est lu comme suit par M. l'Orateur (tous les membres de la Chambre étant découverts :)

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1899, et le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1900, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ces budgets à la considération de la Chambre. (*Document de la session No 1.*)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 31 janvier 1899.

Ordonné,—Que le dit message, ainsi que les estimations qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

— — —

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill concernant les asiles d'aliénés,—

Le bill est lu une seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill amendant l'article 1618 des Statuts refondus de la province de Québec,—

Le bill est lu une seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill—Loi de la chasse ; et, après avoir ainsi siégé pendant quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Henri Laurier au nombre de ses membres, après examen ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Et la question,—Que le dit bill soit maintenant lu la troisième fois,—étant posée, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le dit bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill consolidant les lois relatives à la *Windsor Hotel Company of Montreal* ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le dit bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill constituant en corporation l'Union des mouleurs de Montréal ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend

le fauteuil, et M. Rainville fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Léopold Guérin au nombre de ses membres, après examen; et, après avoir ainsi siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Du consentement unanime de la Chambre, le nom de M. Chauret est substitué à celui de M. Béland comme promoteur du bill amendant la loi 56 Victoria, chapitre 78, constituant en corporation la *Lake Megantic Pulp Company*.

Les bills ci-après mentionnés sont, en conformité de l'ordre du jour, lus séparément une deuxième fois et renvoyés au comité spécial permanent des bills privés, savoir :

Bill modifiant les lois relatives à la *Montreal Street Railway Company* ;

Bill amendant les lois concernant la ville de Longueuil ;

Bill autorisant et ratifiant le règlement No 136 des règlements de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, accordant une commutation de taxes à la compagnie dite *The Montreal Cotton Company* ;

Bill amendant la charte de la cité de Montréal ;

Et bill amendant la loi constituant en corporation la cité de Sorel.

Le bill amendant la loi 56 Victoria, chapitre 78, constituant en corporation la *Lake Megantic Pulp Company*, est, en conformité de l'ordre du jour, lu la deuxième fois et renvoyé au comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Le bill amendant la charte de la cité de Montréal et en particulier la loi 59 Victoria, chapitre 49, est, en conformité de l'ordre du jour, lu une deuxième fois, et renvoyé au comité spécial de la charte de la cité de Montréal.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé les bills suivants sans amendement, savoir :

Bill validant certains actes de transport d'immeubles sujets aux droits imposés par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements ;

Et Bill concernant le secrétaire du Régistiaire de la Province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 3 février 1899.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue :

De M. Viger et autres,—de l'honorable Jean Girouard et autres,—et de L.-E. Morin et autres, tous de la ville de Longueuil, demandant que le bill amendant la charte de la dite ville ne devienne pas loi.

Ordonné,—Que M. Cherrier ait la permission de présenter un bill amendant l'article 1061 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un bill amendant l'article 1301 du Code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : "Loi concernant la police provinciale," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : Loi légalisant certains enregistrements faits dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement d'Argenteuil ;

Bill intitulé : Loi amendant l'article 599 du Code de procédure civile ;

Bill intitulé : Loi modifiant de nouveau la loi concernant la Cour de circuit du district de Montréal ;

Et bill intitulé : Loi amendant la loi relative aux sociétés de prêts et placements.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Stephens,

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif, intitulé : “Loi concernant la police provinciale,” soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de M. Weir, secondé par M. Bickerdike,

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif, intitulé : “Loi légalisant certains enregistrements faits dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement d'Argenteuil,” soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de M. Robitaille, secondé par M. Garneau,

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif, intitulé : “Loi amendant l'article 599 du Code de procédure civile,” soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif, intitulé : “Loi modifiant de nouveau la loi concernant la Cour de circuit du district de Montréal,” soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif, intitulé : “Loi amendant la loi relative aux sociétés de prêts et placements,” soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'élection ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Women's Protective Immigration Society*, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Résolutions à rapporter

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que ce comité a passé deux résolutions et que de plus, il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

Résolu,—Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike, président du comité des subsides, rapporte alors les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'élection ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à *The Women's Protective Immigration Society*, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Ordonné,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois.

Les dites résolutions, sont en conséquence, lues la seconde fois et le concours est remis à lundi prochain.

Un bill amendant la loi de chasse de Québec est, en conformité de l'ordre du jour, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill amendant les articles 2250 et 2265 du Code civil,—

Le bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par l'honorable M. Atwater.—1. Quel montant de la dette consolidée de la Province a été converti, jusqu'à ce jour, en vertu de l'acte 60 Vict., ch. 2 ?

2. Quel montant de chaque émission des bons de la Province a été ainsi converti ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :

No. 1	\$6,943,343.98
No 2, Emprunt de 1874.....	\$ 857,993.33
“ 1876	874,540.00
“ 1878.....	297,000.00
“ 1880.....	709,657.33
“ 1882 Londres	602,493.33
“ 1882 Québec	286,000.00
“ 1888.....	248,200.00
“ 1894.....	342,126.66
“ 1896.....	2,725,333.33
	<hr/> \$6,943,343.98

Sur motion de M. Chênevert, secondé par M. de Grosbois,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant les limites à bois vendues, ou sous licence, dans la province de Québec, les noms des acquéreurs primitifs et des possesseurs actuels, la date de leur acquisition et le prix d'achat.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et M. P.-A. Têtu, au sujet d'un nouveau modèle de botte de scrutin, pour les élections provinciales.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance entre le gouvernement de la Province et celui de la Puissance du Canada, ou aucun des départements du gouvernement de la Province et de celui de la Puissance, au sujet de l'application et de l'exécution du jugement des Lords du comité judiciaire du Conseil privé, rendu le 26 mai 1898, relativement aux droits de pêche dans les eaux fluviales et autres.

Sur motion de M. Ball, secondé par M. Bouffard,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette

Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil, contrats et rapports, et de toute sentence arbitrale, sous l'opération de l'acte 61 Victoria, chapitre 4, concernant la Compagnie d'exposition de Montréal.

Aussi, copie de toute correspondance se rattachant à ces matières.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill modifiant la charte de la *Stadacona Water, Light and Power Company*,—

Ordonné,—Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que le bill soit retiré.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre du jour, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des Bills privés :

Bill amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal ;

Bill relatif à la succession de feu Charles Lamoignon ;

Bill constituant en corporation la ville de East-Angus, et pourvoyant à une meilleure administration de l'éducation dans ses limites ;

Bill amendant les lois concernant la ville de Lachine ;

Bill refondant les lois organiques de la corporation de la ville de Farnham ;

Bill amendant la loi constituant en corporation la ville de Victoria-ville ;

Bill constituant en corporation le *Loyola College* ;

Bill constituant en corporation la Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Cœur de Jésus, dans le diocèse du Chicoutimi ;

Bill autorisant les syndics de la *Quebec North Shore Turnpike Trust* à émettre des obligations pour renouveler certaines autres débetures actuelles et pour autres fins.

Bill amendant la loi constituant en corporation la ville de Summerlea ;

Bill pour mieux déterminer les pouvoirs donnés aux héritiers fiduciaires par le testament de feu Alexis Brunet et pourvoir à leur rémunération ;

Et bill amendant la loi 60 Victoria, chapitre 95, concernant la succession de feu Amable Prévost.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre du jour, séparément lus une seconde fois, et renvoyés au comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières ;

Bill amendant la loi constituant en corporation la *Shawinigan Water and Power Company* ;

Et bill constituant en corporation la *Laurentian Water and Power Company*.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 6 février 1899

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Stephens —la pétition de A. S. Compain et autres propriétaires, du sud-ouest de la ville de Longueuil.

Par l'honorable M. Langelier,—la pétition du Dr J.-H. Mignault et autres médecins de la province de Québec.

Ordonné,—Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un bill amendant le Code de procédure civile, relativement aux procès par jury en matière de diffamation écrite.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un bill à l'effet d'assurer une meilleure assistance aux écoles publiques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. Major présente le sixième rapport du comité spécial permanent des divers bills privés, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill modifiant la charte de la cité de Saint-Henri ;

Bill amendant la charte de la cité de Sherbrooke, 55-56 Victoria, chapitre 51 ;

Bill déclarant définitive la possession par Antoine-Philippe Panet, des immeubles légués à Joseph-Félix Lussier-Panet par feux Félix Lussier et Angélique Deschamps.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill concernant la cité de Montréal et la compagnie du chemin de fer "Le Grand-Tronc du Canada" ;

Bill amendant la loi constituant en corporation la *Montreal Protestant House of Industry and Refuge*.

Bill concernant la vente de certains droits de mine appartenant aux enfants mineurs Alleyne.

Le promoteur du bill constituant en corporation la ville de Viauville, ayant déclaré qu'il désirait ne pas procéder avec ce bill, votre comité recommande, en conséquence, à votre honorable Chambre, que permission lui soit accordée de retirer le dit bill ;

Au sujet du bill concernant la cité de Montréal et la compagnie du chemin de fer "Le Grand-Tronc du Canada", votre comité désire appeler l'attention de votre honorable Chambre sur le fait que le consentement de la Couronne est requis avant l'adoption finale du bill, parcequ'elle

paraît être intéressée dans la propriété dont il est question dans ce projet de loi.

Votre comité croit devoir informer votre honorable Chambre des faits suivants relatifs à la procédure suivie pour le bill modifiant la charte de la cité de Saint-Henri :

La clause 9 du dit bill ayant été adoptée par la majorité des membres du comité, après le vote régulièrement pris, le président a alors mis ses initiales à la marge vis-à-vis la dite clause. Il a été proposé ensuite que la clause 9 soit reconsidérée. La question d'ordre ayant été soulevée que le comité n'a pas le droit de reconsidérer, le président décide que le point d'ordre est bien pris. Appel est fait au comité de cette décision. Le comité renverse la décision de son président et procède à reconsidérer la dite clause 9, et il est décidé de la rejeter, et en conséquence elle est rayée.

L'honorable M. LeBlanc propose, secondé par l'honorable M. Pelletier, —Que le bill amendant la charte de la cité de Saint-Henri soit renvoyé de nouveau au comité des bills privés, avec instruction par cette Chambre de le reconsidérer et de faire rapport.

Et objection étant faite par M. Duplessis que la motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle ne peut pas être proposée avant que le président, ou l'un des membres du comité, ait fait motion pour l'adoption du rapport du comité.

Et M. l'Orateur ayant déclaré à la Chambre qu'il remet sa décision à une date ultérieure ;

Sur motion de l'honorable M. LeBlanc, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné,—Que la discussion soit ajournée.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 30 janvier 1899, pour copie des instructions envoyées aux protonotaires des districts de Montréal et de Québec, au sujet de la nomination et du choix des sténographes devant être employés à la cour d'enquêtes et mérite, depuis la dernière session. (*Document de la session, No 32.*)

Et aussi, la réponse à un ordre de cette Chambre, du 27 janvier 1899, pour copie de toute correspondance, lettres, télégrammes, échangés entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et toutes personnes dans les Iles-de-la-Madeleine, depuis le premier décembre 1897, concernant la dépense des argents de la colonisation dans cette partie de la Province. (*Document de la session, No. 33.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : "Loi amendant le Code civil, relativement au remplacement des registres de l'état civil perdus ou détruits," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Stephens,

Ordonné,—Que le Bill, du Conseil législatif, intitulé : “ Loi amendant le Code civil, relativement au remplacement des registres de l'état civil perdus ou détruits, ” soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill érigeant en municipalité séparée la paroisse de Saint-Elie d'Orford, dans le comté de Sherbrooke; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Plante fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Henri Bourassa au nombre de ses membres; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chênevert fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait, la permission de siéger de nouveau, demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Chauret.—Les syndics des chemins à barrières de Montréal, font-ils un rapport annuel de leurs opérations au gouvernement provincial ? Dans l'affirmative, ont-ils fait rapport pour 1898 ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Non.

Par M. Chauret.—La Compagnie du chemin de Saint-Michel a-t-elle fait rapport au gouvernement de ses opérations financières ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Oui.

Par M. Smith.—Combien de billets de location la Couronne a-t-elle accordés aux colons du canton de Thetford, depuis le 1er juin 1897 ?

Combien de lots la Couronne a-t-elle annulés, dans le dit canton depuis le 1er juin 1897 ?

Si elle en a annulés, à la demande de qui l'a-t-elle fait ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Trois. 2. Un.

3. La dite cancellation a été faite à la demande de M. G.-R. Smith, député de Mégantie.

Par M. Grenier.—1. M. Théophile Trépanier, de la paroisse de Saint-Tite, comté de Champlain, est-il à l'emploi du gouvernement ?

2. Dans l'affirmative, quelle est la nature de cet emploi ?

3. Depuis quand a-t-il été nommé ?

4. Combien lui a-t-il été payé du 1er juillet 1897 au 31 décembre 1898 ?

5. Combien lui était-il dû à cette date du 31 décembre 1898 ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Oui. 2. Garde forestier. 3. 20 août 1897.

4. Il lui a été payé, depuis sa nomination jusqu'au 31 décembre 1898, \$215.63.

5. Rien, d'après le surintendant des gardes forestiers.

Par M. Bouffard.—1. Quels contrats d'arpentages ont été donnés depuis le 1er juillet 1898 jusqu'à ce jour ?

2. Quels sont les contrats qui ont été exécutés ?

3. Quels sont ceux qui ne l'ont pas été ?

4. Quel montant a été payé pour l'exécution de ces contrats ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—Aucun contrat d'arpentage n'a été donné, depuis le 1er juillet 1898. Une exploration du territoire situé entre la rivière aux Outardes et les rivières Peribonca et Manouan et pour laquelle nous avons actuellement payé \$700.00, a seule été faite depuis cette date.

Par M. Weir :—Le gouvernement a-t-il l'intention d'obtenir un rapport officiel relativement à l'exploitation du chemin de fer de Lachute et Sainte-André, et relativement aux droits que pourrait avoir la Province contre la compagnie, au cas de non-exploitation du dit chemin de fer, après réception de la subvention provinciale ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—Le gouvernement fera faire enquête sur la question.

Sur motion de M. Delaney, secondé par M. Gosselin,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes plaintes déposées devant le gouvernement contre le député-shérif des Iles-de-la-Madeleine, depuis le premier jour de novembre 1897 ;

Copie de l'enquête faite par l'inspecteur Chèvrefils, au sujet d'une partie des dites plaintes, ainsi que du rapport d'icelle ;

Aussi, copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses membres et le député-shérif ou autre, touchant la question de destitution ou poursuite du dit député-shérif.

Sur motion de M. Dufresne, secondé par M. Ball,

Ordonné.—Qu'il soit mis devant la Chambre,—copie de toutes requêtes demandant de l'aide en faveur de l'hôpital de Marienville, dans le comté de Rouville.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre du jour, respectivement lus une deuxième fois et renvoyés au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes, savoir :

Bill détachant la paroisse de Lavaltrie du comté de Berthier et l'annexant au comté de l'Assomption.

Et bill abrogeant l'article 744 du Code de procédure civile.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill amendant l'article 599 du Code de procédure civile,—

L'honorable M. LeBlanc propose, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill validant les donations faites par un futur époux à une future épouse, par leur contrat de mariage, des meubles qui garniraient leur domicile commun,—

L'honorable M. LeBlanc propose, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois ; et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi légalisant certains enregistrements faits dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement d'Argenteuil,"—

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant l'article 599 du Code de procédure civile,"—

M. Robitaille propose, secondé par M. Tessier (Rimouski),

Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

Sur motion de l'honorable M. Parent, secondé par l'honorable M. Duffy,

Résolu.—Que, demain, la Chambre se formera en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant la pêche et les pêcheries.

Et étant 6 h. P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à 7½ h. P. M.

Sept heures et demie P. M.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure des résolutions rapportées. du comité des subsides, vendredi, le 3 de février courant, lesquelles sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'élections; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à *The Women's Protective Immigration Society*, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Et la question étant posée,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans les dites résolutions,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles de réforme et d'industrie; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la construction du High School Catholique romain de Montréal, sous la direction du Rév. J. Quinlivan; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille neuf cent quatre piastres et quarante-deux centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'ameublement du Palais de justice de Montréal: montant adjugé par arbitrage, y compris frais, etc. Crédit renouvelé pour partie de l'item No. 17 de la 61 Vic., ch. 1, cédule A; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la Ferme modèle de Compton: prix d'achat en vertu du contrat du 23 avril 1896. (Crédit renouvelé); pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu aujour d'hui.

Résolu,—Que demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Garneau rapporte alors, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu* —Qu'une somme n'excédant pas cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles de réforme et d'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la construction du High School Catholique romain de Montréal, sous la direction du Rév. J. Quinlivan ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille neuf cent quatre piastres et quarante-deux centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'ameublement du Palais de justice de Montréal : montant adjugé par arbitrage, y compris frais, etc. Crédit renouvelé pour partie de l'item No. 17 de la 61 Vic., ch. 1, cédule A ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la Ferme modèle de Compton : prix d'achat en vertu du contrat du 23 avril 1896. (Crédit renouvelé) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Ordonné,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et le concours en est remis à demain.

Sur motion de l'honorable M. LeBlanc, secondé par l'honorable M. Pelletier, et du consentement unanime de la Chambre,—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—le dossier complet dans la cause de Charles-L. Champagne vs. La Reine.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du Bill amendant la loi électorale de Québec, 1895,—

L'honorable M. Dechêne propose, secondé par l'honorable M. Marchand,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi modifiant de nouveau la loi concernant la Cour de Circuit de Montréal ",—

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. Langelier fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié, en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant la loi relative aux sociétés de prêts et placements ",—

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Langelier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 7 février 1899

M. de Grosbois président du comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté sans amendement :

Bill amendant la loi constituant en corporation la *Shawinigan Water and Power Company*.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec plusieurs amendements :

Bill amendant la loi 58 Victoria, chapitre 64, constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Chateauguay et Nord.

M. Tessier (Rimouski), président du comité spécial permanent des bills privés, présente le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill concernant la division d'enregistrement du comté de Labelle.

Bill concernant l'émission d'obligations par la *Merchants' Cotton Company* ;

Aussi, les bills suivants, auxquels il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation la *Builders' Exchange*.

Bill définissant et amplifiant les pouvoirs de la *Montreal Loan and Investment Company* ;

Bill refondant la loi constituant en corporation la Fraternité du Tiers-Ordre de St-François-d'Assise de Montréal ;

Bill amendant la loi constituant en corporation les syndics apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance ;

Bill amendant la charte de l'Association St-Jean-Baptiste de Montréal ;

Et bill amendant la loi constituant en corporation la ville de Summerlea.

Ordonné.—Que M. Chauret ait la permission de présenter un bill amendant l'ordonnance 3 Vict. ch. 31, intitulé : " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal, et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet," et les divers actes et ordonnances qui l'amendent.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour appelant la Chambre en comité général pour examiner le Bill constituant en corporation la ville de Viauville,—

Ordonné.—Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné.—Que le bill soit retiré.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 1er février 1899, demandant : 1. Un état détaillé de la somme de \$1.150, mentionnée à la page 213 des comptes publics, pour 1898, (version anglaise), comme ayant été payée à M. Paul de Cazes, pour sa réclamation relative à la codification des lois scolaires ;

2. Copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance au sujet de ce paiement. (*Document de la session No 34*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 1er février 1899, demandant copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance, depuis le 27 novembre 1897, au sujet de la construction de ponts sur la rivière du Petit-Pabos et sur celle du Cap-Chat. (*Document de la session No 35.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 30 janvier 1899, pour un état indiquant le nombre de causes entendues devant la cour de circuit du comté de Bellechasse, depuis 1895. (*Document de la session No 36.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 12 janvier 1898, pour copies de tous documents relatifs à aucune remise faite à M. Joseph Vermette, jr., de Québec, représentant les créanciers de T.-J. Lamontagne, pour droits de coupe, rentes foncières, etc., pour certaines limites dans la division du Saguenay. (*Document de la session No 37.*)

Un bill du Conseil législatif, intitulé : “Loi amendant la loi relative aux sociétés de prêts et placements,” est, en conformité de l'ordre du jour, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, lundi, le 6 février courant, du comité des subsides, qui avaient alors été ajournées, et les dites résolutions sont lues de nouveau comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles de réforme et d'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la construction du High School Catholique romain de Montréal, sous la direction du Rév. J. Quinlivan ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille neuf cent quatre piastres et quarante-deux centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'ameublement du Palais de justice de Montréal ; montant adjugé par arbitrage, y compris frais, etc. Crédit renouvelé pour partie de l'item No. 17, de la 61^e Vic., ch. 1. cédule A ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la Ferme modèle de Compton ; prix d'achat en vertu du contrat du 23 avril 1896. (Crédit renouvelé) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Robidoux.

Résolu,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans les dites résolutions.

L'ordre du jour appelant la Chambre à se former, de nouveau, en comité des subsides,—

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Shehyn, —Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

Et un débat s'ensuivant ;

Sur motion de l'honorable M. Atwater, secondé par l'honorable M. Flynn ;

Ordonné,—Que le débat soit ajourné.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill du Conseil législatif, intitulé : "Loi légalisant certains enrégistrement faits dans le bureau d'enrégistrement de la division d'enrégistrement d'Argenteuil"; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Weir fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Le Bill du Conseil législatif intitulé : "Loi amendant le Code civil relativement au remplacement des registres de l'état civil, perdus ou détruits," est, en conformité de l'ordre du jour, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill amendant la loi des dentistes de la province de Québec,—

M. Gouin propose, secondé par M. Champagne,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois; et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill amendant les articles 1352 et 1361 du Code de procédure civile,—

M. Chauret propose, secondé par M. Décarie,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois; et, la question étant posée, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre du jour, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent du Code municipal :

Bill (No 94) amendant le Code municipal;

et bill (No 109) amendant le Code municipal.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill amendant les articles 1688, 1996 2257 du Code civil,—

L'honorable M. Guerin propose, secondé par M. Bickerdike,—Que le bill soit maintenant lu une seconde fois; et, la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

Sept heures et demie P.M.

L'ordre du jour appelle les Bills privés, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité général pour examiner le bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Henri Bourassa au nombre de ses membres ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gouin fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill déclarant définitive la possession par Antoine-Philippe-Eugène Panet, des immeubles légués à Joseph-Félix Lussier Panet par feu Félix Lussier et Angélique Deschamps ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gouin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe et que le titre soit : “ Loi déclarant définitive, mais sujette à certaines substitutions et aux articles 101 et 102 du Code civil, la possession, par Antoine-Philippe-Eugène Panet, des immeubles légués à Joseph-Félix Lussier-Panet par feu Félix Lussier et Angélique Deschamps ”

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 8 février 1899.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De A.-S. Compain et autres propriétaires, du sud-ouest de la ville de Longueuil, demandant que certaine partie du bill concernant la ville de Longueuil ne devienne pas loi.

De J.-H. Mignault et autres, tous médecins de la province de Québec, demandant que le bill — “ Loi amendant la loi de pharmacie de Québec, ” ne devienne pas loi.

L'honorable M. LeBlanc propose, secondé par M. Duplessis,—Que l'ordre de cette Chambre, du 2 février courant, renvoyant au comité spécial permanent des bills privés le bill amendant les lois concernant la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal, soit rescindé et que le dit bill soit référé au comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par l'honorable M. Pelletier ;

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

M. l'Orateur rend la décision suivante sur le point d'ordre soulevé par M. Duplessis, à la séance du 6 février courant :

“ La question a été soulevée que la motion de l'honorable député de Laval, pour la référence, de nouveau, du Bill amendant la charte de la ville de Saint-Henri, au comité des bills privés, n'était pas dans l'ordre, parce qu'elle ne pouvait pas être faite préalablement à la motion pour adoption du rapport du comité des bills privés.”

“ Le rapport du comité des bills privés se limitant au récit des faits relatifs à la procédure suivie dans le comité au sujet du dit bill, une motion pour l'adoption du rapport ne doit pas être faite.

A la page 518, de la deuxième édition, Bourinot dit :

“ But when the report does not contain any resolution or other propositions for the consideration of the House, it does not appear that any further proceedings with reference to it, as a report, are necessary.”

(Mais quand le rapport ne contient aucune résolution ni d'autres propositions à soumettre à l'étude de la Chambre, il n'appert point qu'il soit nécessaire d'adopter d'autres procédures à l'égard de ce document, considéré comme rapport.)

A la page 519, Bourinot ajoute : *“ The reports of the committees relative to private bills are not concurred in, as they are regulated by special standing orders.”*

(Les rapports des comités relatifs aux bills privés ne reçoivent pas le concours de la Chambre, attendu qu'ils sont régis par des ordres permanents spéciaux.)

La seule partie du rapport qui aurait pu faire l'objet d'une motion d'adoption est celle relative au retrait du bill constituant en corporation la ville de Viauville, mais le promoteur du bill ayant obtenu, du consentement unanime de la Chambre, la permission de le retirer, une motion d'adoption n'aurait plus sa raison d'être.

La Chambre ayant le droit de référer, de nouveau, tout bill privé au comité des bills privés, l'honorable député de Laval avait le droit de faire sa motion, aussitôt après présentation et lecture du rapport du comité, un avis n'étant pas requis pour la référence d'un bill à un comité permanent de la Chambre

May dit, page 374—dixième édition : “ *No notice is required of a motion to commit a bill to a standing committee, and this motion can be made though the bill is under consideration by a committee of the whole House.* ”

(Il n'est requis aucun avis de motion pour soumettre un bill à un comité permanent, et la motion peut être faite même alors que le bill est soumis à l'examen du comité général de la Chambre.)

C'est à la Chambre de décider si la référence doit de nouveau avoir lieu.

Quant aux questions de procédure dans les comités, soulevées à l'occasion de la motion de l'honorable député de Laval, comme elles sont très importantes, et qu'il serait très utile de bien définir ces règles de procédure pour l'avenir, je les étudierai avec soin, et communiquerai prochainement mes conclusions à la Chambre.”

M. deGrosbois, président du comité spécial permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente le cinquième rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant, et a l'honneur de le rapporter sans amendement :

Bill constituant en corporation la *Laurentian Water and Power Company*.

Votre comité a aussi examiné le bill amendant la loi 56 Vict., chap. 78 constituant en corporation la *Lake Megantic Pulp Company*, et l'a adopté avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Sheehy,

Résolu,—Que la séance de cette Chambre soit suspendue jusqu'à sept heures et demie P. M., pour permettre au comité spécial du bill revisant et refondant la charte de la cité de Montréal, de siéger.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre du jour appelle les bills privés en vertu de la 19e règle de cette Chambre.

La Chambre se forme, alors, en comité général pour examiner le bill concernant la cité de Montréal et la compagnie du chemin de fer Grand-Tronc du Canada, et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill amendant la loi constituant en corporation la *Montreal Protestant House of Industry and Refuge* ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le dit bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill refondant la loi constituant en corporation la Fraternité du Tiers-Ordre de Saint-François d'Assise, de Montréal ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill amendant la loi constituant en corporation les Syndics Apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chicoyne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill amendant la loi 58 Victoria, chapitre 64, constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi amendé, en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence lu, la troisième fois.

Résolu,— Que le bill passe.

Ordonné,— Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill concernant l'émission d'obligations par la *Merchants' Cotton Company* ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,— Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,— Que le bill passe.

Ordonné,— Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill constituant en corporation le *Builders' Exchange*, et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,— Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,— Que le bill passe.

Ordonné,— Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill définissant et amplifiant les pouvoirs de la "*Montreal Loan & Investment Company*," et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,— Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence lu, la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe

Ordonné,— Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill amendant la charte de l'Association St-Jean-Baptiste de Montréal, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,— Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné,— Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill amendant la loi constituant en corporation la ville de Summerlea; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, reprend le débat ajourné, sur la question proposée, lundi, le 6 février courant, —Que le bill amendant la charte de la cité de St-Henri, soit référé de nouveau au comité des bills privés, avec autorisation donnée par cette Chambre de le reconsidérer et de faire rapport à cette Chambre.

Et la question étant de nouveau posée, la Chambre se divise; et les noms étant appelés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bickerdike,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Panneton.</i> —11.
<i>D'auveuil,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>McDonald,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Langelier,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Listois,</i>
<i>Dechéne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Major,</i>
<i>Marchand,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Robidoux,</i>	<i>Shehyn,</i>	<i>Stephens,</i>	<i>Turgeon.</i> —20.

Ainsi, la proposition est résolue négativement

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre du jour, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers bills privés, savoir :

Bill autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Léon Trudeau à la pratique du notariat, après examen.

Bill constituant en corporation l'Association des barbiers de la province de Québec.

Et bill constituant en corporation la *Catholic High School of Montreal*.

M. Tessier (Rimouski), président du comité spécial permanent des bills privés, présente le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill concernant la reconstruction de l'église Saint-Jean-Baptiste de Montréal, et le paiement de la dite reconstruction, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Aussi, les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill concernant la succession de Joël Leduc ;

Et bill amendant et refondant la charte de la Société des Artisans canadiens-français de la cité de Montréal.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le bill amendant la charte de la cité de Montréal soit renvoyé au comité spécial nommé pour examiner le bill de la charte de la cité de Montréal.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 25 janvier 1899, pour une liste des journaux dans lesquels ont été publiées, depuis la dernière session, les annonces judiciaires dans les différents districts de la province, et copie des instructions qui ont pu être données aux shérifs des différents districts à ce sujet. (*Document de la session, No 38*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 7 janvier 1898, demandant copie de tous arrêtés en conseil, de toute correspondance et de toutes décisions du Commissaire des Terres, depuis le 21 décembre 1891, à venir au 25 mai dernier relativement à aucune remise de droits de coupe, de rentes foncières, etc., en faveur de MM. King Bros, pour leurs limites, dans le district de Gaspé. (*Document de la session, No 39.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 7 janvier 1898, demandant copie de tous arrêtés en conseil, de toute correspondance et de toutes décisions du Commissaire des Terres relativement à aucune remise de droits de coupe, rentes foncières, etc., en faveur de MM. King, Bros, pour leurs limites dans le district de Gaspé, depuis janvier 1887, au 21 décembre 1891. (*Document de la session No 40.*)

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Gouin,

Ordonné,—Que le Bill amendant la charte de la cité de Montréal, soit renvoyé au comité spécial nommé pour examiner le bill revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour reprend la discussion ajournée sur la question proposée hier.—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ;

Et la question étant de nouveau posée,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cent cinquante et une piastres et trente-quatre centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les frais d'administration de la dette publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900

2. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat de livres pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Résolu.—Que le rapport soit reçu aujourd'hui

Résolu.—Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike rapporte alors, du comité des subsides, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille cent cinquante et une piastres et trente-quatre centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les frais d'administration de la dette publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat de livres pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Ordonné.—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois.

Les dites résolutions, sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Grenier.—M. Aimé Talbot, du greffe de la paix, à Québec, est-il remplacé pendant le congé que le gouvernement lui a accordé ?

Dans l'affirmative, quel est le nom de son remplaçant et quel salaire reçoit-il ?

Le remplaçant est-il payé à même le salaire de M. Talbot, ou si le gouvernement paie deux salaires pendant le congé en question ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Le congé de M. Talbot est expiré le premier février, et il est retourné à son bureau, à cette date.

Pendant son congé, il a été remplacé par M. Marcel Chabot, à \$75.00 par mois.

M. Chabot n'était pas payé à même le salaire de M. Talbot qui a reçu son salaire pendant son congé.

Par M. Cardin.—1. Quelles sont les personnes qui ont travaillé à la refonte du Code de procédure civile ?

2. Quelles sommes ont été payées à chacune d'elles pour ce travail ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Ces renseignements ont été donnés à la Chambre, à la dernière session, sur ordre de l'Assemblée législative, Nos 25 et 58. Voir *Documents de la session*, item 33 et 34 de l'index des Journaux de l'Assemblée législative, Vol. XXXII, 1897-98, index, page LX.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill, du Conseil législatif, intitulé : "Loi amendement le Code civil, relativement au remplacement des registres de l'état civil perdus ou détruits ;" et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant la pêche et les pêcheries,—

L'honorable M. Parent informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre ;

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité, et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Major fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 9 février 1899.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Gouin.—la pétition de Louis Cantin et autres, tous marchands épiciers de la cité de Québec.

M. Garneau, président du comité spécial permanent d'Agriculture, d'immigration et de colonisation présente le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement ;
loi amendant l'article 1618 des Statuts refondus de la province de Québec.

L'honorable M. Robidoux, président du comité spécial permanent de Législation, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de recommander que, vu l'importance de la preuve faite devant lui, au sujet du bill amendant la loi de pharmacie de Québec, conformément à l'ordre de référence, la dite preuve soit imprimée au jour le jour, pour permettre aux membres de votre comité de mieux remplir les instructions de votre honorable Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Stephens,

Résolu,—Que, conformément à la recommandation du deuxième rapport du comité de Législation, la preuve faite devant ce comité, au sujet du bill pour amender la loi de pharmacie de Québec, soit imprimé au jour le jour, pour l'usage des membres du comité et de cette Chambre.

M. Laliberté, président du comité spécial permanent des ordres permanents, présente le onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour recevoir les rapports sur les bills privés, qui expire aujourd'hui, soit prolongé jusqu'à jeudi, le 23 courant inclusivement.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Sur motion de M. Rainville, secondé par M. Gouin,

Ordonné,—Que MM. Blanchard, Rocheleau, Smith, Normand et Lalonde soient ajoutés au comité spécial nommé pour examiner le bill revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

M. Tessier (Rimouski), président du comité spécial permanent des Bills privés, présente le neuvième rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill constituant en corporation la ville de Windsorville, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre ;

Aussi le Bill ratifiant et confirmant un certain règlement de la ville de Magog, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour recevoir les rapports sur les bills privés, qui expire aujourd'hui, soit prolongé jusqu'à jeudi, le 23 courant, inclusivement.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné,—Que l'honorable M. Déchêne ait la permission de présenter un bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Dechêne ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un bill amendant la loi concernant les corporations de ville.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Chauret :—1. L'attention du gouvernement n'a-t-elle jamais été appelée sur l'importance ou le grand avantage que procurerait à la classe agricole, la création de sociétés de crédits agricoles ?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention de présenter, à la session actuelle, une mesure créant des sociétés de crédits agricoles ?

Réponse par l'honorable M. Dechêne :—1. Oui. 2. Sous considération.

Sur motion de l'honorable M. Langelier, secondé par M. Garneau

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et la maison Campbell Shærer & Cie., de Londres, au sujet d'un octroi en argent, ou d'une garantie d'intérêt, pour l'établissement, dans cette Province, d'abattoirs et de réfrigérateurs, etc., etc.

Sur motion de M. Dufresne, secondé par M. Bali.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des sommes payées par le gouvernement en rapport avec l'arrestation, l'enquête préliminaire et le procès de Jean-Baptiste Guillemain, condamné à la peine capitale, par la cour criminelle du district de Saint-Hyacinthe, le 11 juillet dernier, pour le meurtre de Jean-Baptiste Laplante

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité général pour examiner le bill concernant la conciliation ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, mardi prochain.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 22 décembre 1897, pour copie des pétitions de la part des habitants de la paroisse de Saint-Hilaire, comté de Rouville, demandant des secours au gouvernement, à l'occasion des dommages causés à la moisson et aux constructions par la grêle, dans le cours de l'été passé, et aussi copie de la réponse faite par le gouvernement. (*Document de la session No. 41.*)

L'ordre du jour appelant la Chambre, de nouveau, en comité des subsides.—

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Shehyn, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

L'honorable M. Atwater propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que tous les mots après “Que,” jusqu'à fin de motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “cette chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais désire constater : 1. qu'ainsi qu'il appert à la page 305 des Journaux de cette Chambre, pour la dernière session, une motion a été soumise par l'honorable député des Trois-Rivières, exprimant le regret que le gouvernement eût jugé à propos, dans le court espace de temps qui s'est écoulé depuis le 25 mai jusqu'au 30 juin dernier (1897), et à la veille même de l'expiration de l'année fiscale 1896-97, d'émettre des mandats spéciaux pour un montant de \$281,628 00, sans l'urgence voulue, et de manière à charger cette année fiscale de dépenses qui eussent pu être, plus utilement pour le trésor et sans inconvénient, portées à l'année ou aux années suivantes.

2. Qu'à cette même session, sur la motion pour l'item \$29,000 pour dépenses d'arpentages, une proposition fut faite par l'honorable député de Joliette (p. 336 et 337 des Journaux de cette Chambre pour 1897-98) à l'effet suivant :—“cette Chambre tout en concourant dans cette résolution, “constate qu'elle n'est que pour \$20,000, au lieu de \$40,000 pour l'année “courante, et que par l'état des recettes et des dépenses produit devant “cette Chambre, cette somme de \$40,000 était déjà complètement dépensée, “au 8 décembre dernier, et que par un état des travaux autorisés et des “engagements pris (voir *Document de la session No. 47*) le montant mentionné en cette résolution se trouve plus qu'absorbé ; et, en conséquence, “cette Chambre proteste d'avance contre toute dépense que le gouvernement pourra juger à propos de faire par mandat spécial, après la présente “session, pour cause d'insuffisance de ce crédit.”

3. Qu'à la même session, le présent moteur, sur la proposition pour concours sur l'item de \$12,000 pour protection des forêts, soumit la motion suivante (p. 331 des Journaux de cette Chambre pour 1897-98) “cette

“ Chambre constate que le crédit de \$12,000 voté pour l'année courante, (1897-98), était complètement dépensé, le 8 décembre dernier, et que le gouvernement n'a fait aucune provision pour les dépenses de ce service, jusqu'au 30 juin prochain.

“ En conséquence, cette Chambre proteste contre toute dépense par mandat spécial et contre tout engagement en l'absence d'un vote régulier de cette Chambre.”

4. Que, par l'état des mandats spéciaux soumis à cette Chambre, à la date du 13 janvier dernier (voir p. 13, 14 et 15 des Procès-verbaux de cette Chambre) il appert que le gouvernement a émis des mandats spéciaux au montant de \$93,137.57 depuis la date du 12 mars 1898 jusqu'à celle du 19 octobre 1898, les deux inclusivement et que dans ce montant se trouve compris un mandat spécial, à la date du 7 juin 1898 pour \$4,000 pour le service de la protection des forêts “ pour le reste de l'exercice en cours ” et aussi un autre mandat spécial, à la date du 8 octobre 1898, pour le service des arpentages au montant de \$17,743.09.

Qu'il s'en suit que le gouvernement, dans un espace de 16 mois ou à peu près, a émis des mandats spéciaux pour une somme de \$374,765.57.

Qu'en vue de ces faits, cette Chambre désire réaffirmer sa protestation la plus énergique contre le système de mandats spéciaux inauguré et continué par le gouvernement, et cela, malgré les avertissements mentionnés dans les motions ci-dessus, et en dépit des promesses faites et des engagements solennels pris par les membres du présent gouvernement, lorsqu'ils étaient dans l'opposition.”

Et une discussion s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Shehyn, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné,—Que la discussion soit ajournée.

La Chambre en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill concernant la vente de certains droits de mine appartenant aux enfants mineurs Alleyn ; et, après avoir ainsi siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné,—Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant le paragraphe 2 de l'article 480 du Code municipal ;

M. deGrosbois propose, secondé par M. Petit,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant posée, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial du Code municipal.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill amendant l'article 807 du Code municipal,—

M. Cherrier propose, secondé par M. Doris,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant posée, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial du Code municipal.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill amendant l'article 1061 du Code municipal,—

M. Cherrier propose, secondé par M. Doris.—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial du Code municipal.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill amendant l'article 1301 du Code civil,—

Le bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité de législation et des lois expirantes.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 10 février 1898

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Hôpital protestant pour les aliénés, Montréal, pour l'année 1898.—(*Documents de la session, No 17.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir :

Bill intitulé : Loi de la chasse de Québec.

Bill intitulé : Loi amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec.

Et bill intitulé : Loi autorisant Prosper-Cyprien Beaumier à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, après examens.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi de la chasse de Québec," lesquels sont lus une première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, lundi prochain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : “ Loi amendant la loi concernant la corporation de la cité de Québec,” lesquels sont lus une première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, lundi prochain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : “ Loi autorisant Prosper-Cyprien Beaumier à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, après examens,” et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour se forme en comité général pour considérer le bill amendant la loi électorale de Québec, 1895 ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération

Et les amendements étant lus la première fois ;

Ordonné,—Que la seconde lecture en soit remise à la prochaine séance de la Chambre, lundi prochain.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill amendant le Code municipal,—

Le bill est lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carneau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture,—

Le bill est lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps. M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi modifiant de nouveau la loi concernant la cour de circuit du district de Montréal ;

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Duffy,

Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois ; et la question étant posée, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi concernant la police provinciale ;

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Smith fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Loi consolidant les lois relatives à la *Windsor Hotel Company of Montreal*".

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi consolidant les lois relatives à la *Windsor Hotel Company of Montreal*", lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant l'article 1618 des Statuts refondus; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sur motion de M. Bouffard, secondé par M. Carbray,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance entre le Commissaire des Terres ou tout autre ministre et toute compagnie, ou individu, au sujet de l'établissement d'une manufacture de pulpe de long de la Grande ou de la Petite-Décharge du lac St-Jean, l'achat de pouvoirs d'eau dans les différentes rivières se déchargeant dans le lac St-Jean, le don gratuit de certaines limites, la réduction des taux de coupe de bois et copie de tous rapports par M. Chrysostome Langelier ou autres, relativement à la valeur des limites à bois et des pouvoirs d'eau du Lac-St-Jean, le tout depuis 1897.

Sur motion de M. Girard, secondé par M. Lislois,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé indiquant le montant d'argent de colonisation dépensé depuis le 1er juillet dernier, dans le comté du Lac-St-Jean; ainsi que copie des listes de paye du conducteur des travaux, Et. Coulombe, et des instructions à lui données.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par M. Carbray,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance au sujet des intérêts sur les fonds en fidéi-commis retenus par le gouvernement du Canada et auxquels a fait allusion l'honorable Trésorier dans son exposé budgétaire.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill concernant la division d'enregistrement du comté de Labelle; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ord. uné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité général pour examiner le bill constituant en corporation la ville de Windsorville; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Major fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre, procède en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe et que le titre soit : "Loi constituant en corporation la ville de Windsor Mills."

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill concernant la cité de Montréal et la Compagnie du chemin de fer Grand-Tronc du Canada;

L'honorable M. Marchand informe, alors, la Chambre que la Couronne a consenti à la passation de ce bill, en autant que ses intérêts y sont concernées.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil, papiers, documents et correspondance, depuis le 1er septembre 1897, au sujet des réviseurs pour les listes électorales, dans la cité de Montréal.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill ratifiant et confirmant un certain règlement de la ville de Magog; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelant la Chambre, de nouveau, en comité général pour considérer les résolutions concernant la pêche et les pêcheries,—

L'honorable M. Parent propose, secondé par l'honorable M. Duffy,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,—et la question étant posée,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—1. Que le commissaire des terres, forêts et pêcheries pourra, lorsque le droit exclusif de pêche n'existera pas déjà, consentir des baux autorisant la pêche dans les lacs et rivières non navigables de la Province, ou émettre des permis autorisant l'exploitation des pêcheries dans toutes les eaux navigables et non navigables de la Province pour un terme n'excédant pas neuf années, mais que les baux ou permis d'une durée plus longue, mais n'excédant pas quinze ans, ne seront consentis ou émis que par autorisation du Lieutenant-Gouverneur en conseil ;

Résolu,—2. Qu'à l'avenir, le commissaire des terres, forêts et pêcheries pourra chaque fois qu'il s'agira de la vente d'îles ou de terrains de peu d'étendue ou qu'il le considérera dans l'intérêt public, réduire la réserve de trois chaînes en profondeur des terres bordant les rivières et les lacs non navigables de la Province qui doit exister en faveur de la Couronne pour des fins de pêche, ou y renoncer ;

Résolu,—3. Que l'honoraire sur l'acceptation, par le commissaire des terres, forêts et pêcheries ou son représentant, d'une cession faite à un tiers par un locataire, des privilèges à lui accordés par son bail de pêche, sera au moins de dix piastres ;

Résolu,—4. Que le commissaire des terres, forêts et pêcheries pourra accorder des permis pour un nombre quelconque d'années à toute personne désirant établir ou former des huîtrières dans les eaux de la Province, et que le porteur de ce permis aura seul droit aux huîtres produites ou trouvées dans ces huîtrières ;

Résolu,—5. Que l'émission des permis concernant les pêcheries de testacés sera sujette aux dispositions qui régissent l'émission des permis autorisant l'exploitation des autres pêcheries ;

Résolu,—6. Que le commissaire des terres, forêts et pêcheries pourra autoriser la réserve ou l'affermage des rivières ou autres eaux pour la production naturelle ou artificielle du poisson ;

Résolu,—7. Que quiconque aura le droit de faire la pêche pourra faire usage des terrains publics vacants, dont l'usage, en vertu de la loi, est commun et inhérent au droit public de pêche, pour y débarquer, saler, préparer et faire sécher le poisson, et pour y couper du bois pour ces objets ; et que personne autre ne pourra s'installer au même poste ou endroit que lorsqu'il aura été abandonné par le premier occupant durant douze mois consécutifs ; et, qu'à l'expiration de ce temps, tout nouvel

occupant devra payer la valeur des vignots, chafauds et autres appareils dont il prendra possession, ou que les constructions et améliorations pourront être enlevées par leur propriétaire ;

Résolu,—8. Que le commissaire des terres, forêts et pêcheries pourra, s'il le juge à propos, pour mieux protéger la pêche, diviser la Province en circonscriptions de pêche et nommer, pour chacune d'elles, des gardes-pêche dont les devoirs et les attributions seront ceux définis par la loi à être basée sur ces résolutions, les règlements faits sous son empire et les instructions du commissaire ; et que la rémunération de ces gardes-pêche et de toutes les autres personnes employées spécialement pour accomplir un devoir quelconque, imposé par la dite loi ou par des règlements faits conformément à ses dispositions, devra, s'il y a lieu, être fixée par le commissaire, par commission ou autrement, et dans l'un ou l'autre cas, payée à même les revenus provenant de l'exécution de la dite loi.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Langelier fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

L'honorable M. Langelier rapporte les dites résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu,—1. Que le commissaire des terres, forêts et pêcheries pourra, lorsque le droit exclusif de pêche n'existera pas déjà, concéder des baux autorisant la pêche dans les lacs et rivières non navigables de la Province, ou émettre des permis autorisant l'exploitation des pêcheries dans toutes les eaux navigables et non navigables de la Province pour un terme n'excédant pas neuf années, mais que les baux ou permis d'une durée plus longue, mais n'excédant pas quinze ans, ne seront consentis ou émis que par autorisation du Lieutenant-Gouverneur en conseil ;

Résolu,—2. Qu'à l'avenir le commissaire des terres, forêts et pêcheries pourra, chaque fois qu'il s'agira de la vente d'îles ou de terrains de peu d'étendue ou qu'il le considérera dans l'intérêt public, réduire la réserve de trois chaînes en profondeur des terres bordant les rivières et les lacs non navigables de la Province qui doit exister en faveur de la Couronne pour des fins de pêche, ou y renoncer ;

Résolu,—3. Que l'honoraire sur l'acceptation, par le commissaire des terres, forêts et pêcheries ou son représentant, d'une cession faite à un tiers par un locataire, des privilèges à lui accordés par son bail de pêche, sera au moins de dix piastres ;

Résolu,—4. Que le commissaire des terres, forêts et pêcheries pourra accorder des permis pour un nombre quelconque d'années à toute personne désirant établir ou former des huîtrières dans les eaux de la Province, et que le porteur de ce permis aura seul droit aux huîtres produites ou trouvées dans ces huîtrières ;

Résolu,—5. Que l'émission des permis concernant les pêcheries de testacés sera sujette aux dispositions qui régissent l'émission des permis autorisant l'exploitation des autres pêcheries ;

Résolu,—6. Que le commissaire des terres, forêts et pêcheries pourra autoriser la réserve ou l'affermage des rivières ou autres eaux pour la production naturelle ou artificielle du poisson ;

Résolu,—7. Que quiconque aura le droit de faire la pêche pourra faire usage des terrains publics vacants, dont l'usage, en vertu de la loi, est commun et inhérent au droit public de pêche, pour y débarquer, saler, préparer et faire sécher le poisson, et pour y couper du bois pour ces objets ; et que personne autre ne pourra s'installer au même poste ou endroit que lorsqu'il aura été abandonné par le premier occupant durant douze mois consécutifs ; et, qu'à l'expiration de ce temps, tout nouvel occupant devra payer la valeur des vignots, chafauds et autres appareils, dont il prendra possession, ou que les constructions et améliorations pourront être enlevées par leur propriétaire ;

Résolu,—8. Que le commissaire des terres, forêts et pêcheries pourra, s'il le juge à propos, pour mieux protéger la pêche, diviser la Province en circonscriptions de pêche et nommer, pour chacune d'elles, des gardes-pêche dont les devoirs et les attributions seront ceux définis par la loi à être basée sur ces résolutions, les règlements faits sous son empire et les instructions du commissaire ; et que la rémunération de ces gardes-pêche et de toutes les autres personnes employées spécialement pour accomplir un devoir quelconque, imposé par la dite loi ou par des règlements faits conformément à ses dispositions, devra, s'il y a lieu, être fixée par le commissaire, par commission ou autrement, et dans l'un ou l'autre cas, payée à même les revenus provenant de l'exécution de la dite loi.

Ordonné,—Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, lundi prochain.

L'honorable M. Robidoux, président du comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes, présente le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté avec amendement, savoir :

Loi amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 1er février 1899, pour copie du rapport de l'analyse faite par le Dr Vallée, de l'enquête du coroner et du verdict au sujet de la mort de l'enfant Félix-Émile Marois, dans le mois de décembre dernier, à Québec, et de tous les documents s'y rapportant. (*Document de la session No. 42*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 6 février 1899, pour la production du dossier complet dans la cause de Chs. L. Champagne contre la Reine. (*Document de la session No. 43*).

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 1er février 1899, demandant: 1. Un état détaillé et toute correspondance se rattachant à la somme de \$921.11 mentionnée à la page 211 des comptes publics pour 1898, (version anglaise), comme ayant été payée à monseigneur Charles Guay, pour services antérieurs au 30 juin 1892, et pour l'intérêt du 1er juillet 1892 au 30 novembre 1897.

2. Copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance au sujet de cette réclamation et de ce paiement. (*Document de la session No. 44*).

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 23 janvier 1899, demandant copie de tous arrêtés en conseil adoptés depuis le premier juin 1897, au sujet du salaire des instituteurs et des institutrices et de tous documents papiers et correspondance à ce sujet. (*Document de la session No. 45*).

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: " Loi amendant la loi autorisant les commissaires d'école pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, à émettre des obligations ", sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre ;

Bill intitulé: " Loi concernant certains enfants immigrants " ;

Et bill intitulé: " Loi amendant, de nouveau, la charte du chemin de fer Québec-Central ".

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au Bill intitulé: " Loi concernant certains enfants immigrants ", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé: " Loi amendant, de nouveau, la charte du chemin de fer Québec-Central ", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 13 Février 1899

Ordonné,—Que M. Ball ait la permission de présenter un bill amendant la loi concernant les corporations de ville.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill—amendant la loi 56 Victoria, chapitre 78, constituant en corporation la *Lake Megantic Pulp Company*; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois,

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme, de nouveau, en comité général pour examiner le bill—amendant et refondant la charte de la Société des artisans canadiens-français de la cité de Montréal; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : “Loi amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec”; et les dits amendements sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : “Loi autorisant Prosper-Cyprien Beaumier à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, après examens”; et les dits amendements sont lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Langelier.—1. Le gouvernement est-il informé, qu'en 1898, M. J.-E. Bédard, avocat, C. R., a publié une édition du Code municipal contenant le texte français et le texte anglais en regard, une refonte des Statuts relatifs aux licences, aux élections provinciales, et aux procès par jury, et une table analytique et alphabétique très complète; que l'auteur s'est engagé à publier, de temps à autre, des suppléments qui tiendront son ouvrage au courant de la législation et de la jurisprudence?

2. En vue de mettre à la portée des conseils municipaux la loi municipale actuelle et la jurisprudence qui s'y rattache, est-ce l'intention du gouvernement de fournir aux dits conseils municipaux quelques copies de cet ouvrage que la profession légale recommande, sans lequel il semble bien difficile aux conseils municipaux de connaître et de remplir leurs importantes fonctions?

Réponse par l'honorable M. Robidoux.—1. Oui. 2. Sous considération.

Par M. Lislois.—1. L'attention du gouvernement n'a-t-elle jamais été appelée sur l'importance et le grand avantage que procurerait à la classe agricole et aux personnes qui se livrent à l'industrie laitière, l'établissement, en bas de Québec, d'une station expérimentale de laiterie?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention de présenter, à la session actuelle, une mesure créant tel établissement?

Réponse par l'honorable M. Dechêne:—1. Oui. 2. Sous considération.

Sur motion de M. de Grosbois, secondé par M. Bissonnette,

Ordonné,—Que l'honoraire déposé pour le bill amendant la charte de la *Stadacona Water, Light and Power Company*, soit remis moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Sur motion de M. Weir, secondé par M. Hunt,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre, — copie de toute correspondance et de tous documents relatifs à un octroi d'argent pour la construction de bâtisses permanentes, pour expositions, dans le comté d'Argenteuil.

Sur motion de M. Gosselin, secondé par M. Delaney,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre, — copie de toute correspondance, lettres, enquête et tous documents se rapportant à la destitution de l'ex-régi-strateur, M. E. Poulain, du comté de Rouville.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill séparant le comté de Pontiac en deux divisions, pour les fins municipales et d'enregistrement, —

Ordonné, — Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, — Que le bill soit renvoyé au comité spécial permanent de Législation.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill—amendant la loi électorale de Québec, 1895, —

Le bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill—amendant la loi concernant les corporations de ville, —

Le bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill—amendant le code civil, relativement aux degrés de substitution, —

M. Chauret propose, secondé par M. Cherrier, — Que le bill soit maintenant lu la seconde fois; et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill—modifiant la loi concernant les corporations de ville, —

M. Chauret propose, secondé par M. Cherrier, — Que le bill soit maintenant lu la seconde fois; et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill—amendant les articles 5043 et 5103 des Statuts refondus de la province de Québec, —

M. Chauret propose, secondé par M. Cherrier, — Que le bill soit maintenant lu la seconde fois; et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill—amendant le Code de procédure civile, relativement aux procès par jury en matière de diffamation écrite ;

L'honorable M. Langelier propose, secondé par l'honorable M. Parent, — Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

M. Panneton propose comme amendement à la motion, secondé par M. Tellier, — Que le mot " maintenant," soit retranché et que les mots sui-

vants soient ajoutés à la fin de la proposition, "dans six mois, à dater d'aujourd'hui."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bull,</i>	<i>Carbray,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier et</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier.—10.</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Grenier,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Aillard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—27.</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Robidoux,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant posée, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente, renversée.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand,

Résolu,—Que, demain, cette Chambre se formera en comité pour considérer certaine résolution relative au fonds de pension et de retraite des fonctionnaires de l'enseignement primaire.

Résolu,—Que, demain, cette Chambre se formera en comité pour considérer certaines résolutions concernant l'hôpital protestant pour les aliénés.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des résolutions, rapportées du comité général, vendredi, le 10 février courant, concernant la pêche et les pêcheries ;

L'honorable M. Parent propose, secondé par l'honorable M. Duffy,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois.

L'honorable M. Flynn propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "renvoyées de nouveau au comité de la Chambre avec instruction de les amender de manière à restreindre le pouvoir du commissaire en ce qui regarde les baux et permis de pêche, afin de mieux protéger les intérêts des pêcheurs et du public."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bédard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier et</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn.</i>	<i>Panneton.</i>	<i>Tellier.—10.</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Grenier,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Hunt.</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Langelier.</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Marchand.</i>	<i>Turgeon.</i>
<i>Cardin</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Parent.</i>	<i>Watts et</i>
<i>Caron. (Maskin.),</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Petit.</i>	<i>Weir.—27.</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Robidoux.</i>	

Ainsi il est résolu négativement.

Alors la question principale étant posée, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente, renversée

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné.—Que l'honorable M. Parent ait la permission de présenter un bill concernant la pêche et les pêcheries.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture des amendements faits en comité général au bill amendant la loi électorale de Québec, 1895,—

Les dits amendements sont lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné.—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: Loi de la chasse de Québec;

Les dits amendements sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre de jour, se forme en comité général pour examiner le bill,—Loi de l'instruction publique; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour examiner le Bill amendant la charte de la cité de Sherbrooke, 55 56 Victoria, chapitre 51;

Ordonné,—Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que le bill soit renvoyé, de nouveau, au comité spécial permanent des bills privés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 14 février 1899.

M. Garneau, président du comité spécial permanent d'Agriculture, d'immigration et de colonisation présente le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant, et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec amendement :

Bill à l'effet d'assurer une protection plus efficace des abeilles

L'honorable M. Robidoux, président du comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés avec plusieurs amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Bill amendant les articles 2250 et 2265 du Code civil.

Bill (E) du Conseil législatif, intitulé : Loi amendant l'article 599 du Code de procédure civile.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a rejetés :

Bill amendant l'article 59 du Code de procédure civile, relativement à la juridiction de la cour des commissaires ;

Bill amendant l'article 599 du Code de procédure civile ;

Bill abrogeant l'article 774 du Code de procédure civile.

M. Tessier (Rimouski), président du comité spécial permanent des Bills privés, présente le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill concernant le village de Verdun ;

Bill amendant la loi constituant en corporation la ville de Victoria-ville.

Aussi, les bills suivants qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement :

Bill constituant en corporation la *Provincial Trust & Agency Company* ;

Bill constituant en corporation la Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Cœur de Jésus, dans le diocèse de Chicoutimi ;

Bill constituant en corporation *The Civic Investment Company*.

Bill concernant la paroisse du Saint-Enfant Jésus, de Montréal ;

Et Bill amendant la loi 60 Victoria, chapitre 95, concernant la succession de feu Amable Prévost.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 10 février 1899, demandant copie de tous ordres en conseil, papiers, documents et correspondance, depuis le 1^{er} septembre 1897, au sujet des reviseurs pour les listes électorales dans la cité de Montréal. (*Document de la session No 46.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 3 février 1899, pour un état indiquant les limites à bois vendues, ou sous licence dans la province de Québec, les noms des acquéreurs primitifs et des possesseurs actuels, la date de leur acquisition et le prix d'achat. (*Document de la session, No 47*)

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, reprend la discussion ajournée sur l'amendement proposé, jeudi, le 9 février courant, à la question,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.)

Et la discussion se continuant.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre du jour appelle les bills privés en vertu de la 13^e règle de cette Chambre.

La Chambre se forme, alors, en comité général pour examiner le bill amendant la charte de la cité de St-Henri; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Allard fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill amendant la loi constituant en corporation la *Shawinigan Water and Power Company*; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. LeBlanc fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill concernant la succession de Joël Leduc; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant posée.—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement. Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Allard, fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre reprend la discussion sur l'amendement proposé, jeudi, le 9 février courant, à la question, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme, de nouveau, en comité des subsides.)

Et la discussion se continuant ;
Sur motion de l'honorable M. Shehyn, secondé par l'honorable M. Déchêne,
Ordonné.—Que la discussion soit ajournée.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 15 février 1899.

Du consentement unanime de la Chambre, la séance est suspendue et permission de siéger est donnée au comité spécial chargé de considérer le bill revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

En conséquence, M. l'Orateur déclare qu'il est six heures et quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Robidoux.

Résolu.—Que permission de siéger, durant le cours de cette séance, soit donnée au comité spécial nommé pour étudier le bill revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn, et du consentement unanime de la Chambre,—

Résolu.—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—la balance du dossier dans la cause No. 2637, de la Cour supérieure de Montréal (année 1897), dans la cause de *Beaupré vs Desnoyers et al*, dont quelques pièces sont déjà produites dans le *Document No. 46* de la présente session, ainsi que de tous les jugements interlocutoires et finals rendus dans la dite cause ; et aussi, le nom de la personne à laquelle était adressée la lettre de L.-O. David, en date du 28 décembre 1898, et qui se trouve aussi sans adresse dans le dit document No. 46.

Ordonné.—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'honorable M. Robidoux, président du comité spécial permanent de législation et des lois expirantes, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, conformément à l'ordre de votre honorable Chambre, à lui transmis le premier février courant, en rapport avec le bill—amen-

dant la loi de pharmacie de Québec, a tenu une enquête sur les mérites du dit projet de loi. Après avoir entendu plusieurs témoins et reçu certains documents, votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre qu'il lui soumet le dit projet de loi et la preuve faite à la dite enquête, laissant à votre honorable Chambre de décider du mérite du dit projet de loi.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter avec divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill—amendant l'article 240 du Code civil ;

Et bill—amendant la loi relative aux dentistes.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a rejetés :

Bill—amendant la loi concernant les asiles d'aliénés ;

Et bill—détachant la paroisse de Lavaltrie du comté de Berthier et l'annexant au comté de L'Assomption."

M. Tessier (Rimouski), président du comité spécial permanent des bills privés, présente le onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de le rapporter sans amendement :

Bill—autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Léon Trudeau à la pratique du notariat, après examen.

Aussi, les bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill—concernant la succession de Dame Anne Kelly ;

Et bill—amendant les lois concernant la ville de Lachine.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un bill—amendant l'acte 61 Victoria, chapitre 39.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un bill—amendant l'article 5375c des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, reprend la discussion ajournée hier, sur l'amendement proposé, jeudi, le neuf de février courant, à la question,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) et lequel amendement comporte que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants: " cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais désire constater: 1. qu'ainsi qu'il

appert à la page 305 des Journaux de cette Chambre, pour la dernière session, une motion a été soumise par l'honorable député des Trois-Rivières, M. Normand, exprimant le regret que le gouvernement eût jugé à propos, dans le court espace de temps qui s'est écoulé depuis le 25 mai jusqu'au 30 juin dernier (1897), et à la veille même de l'expiration de l'année fiscale 1896-97, d'émettre des mandats spéciaux pour un montant de \$281,628.00, sans l'urgence voulue, et de manière à charger cette année fiscale de dépenses qui eussent pu être, plus utilement pour le trésor et sans inconvénient, portées à l'année ou aux années suivantes."

2. Qu'à cette même session, sur la motion se rapportant à l'item \$20,000 pour dépenses d'arpentages, une proposition fut faite par l'honorable député de Joliette (M. Tellier) (p. 336 et 337 des Journaux de cette Chambre pour 1898) à l'effet suivant: "cette Chambre tout en concourant dans cette "résolution, constate qu'il n'est que pour \$20,000, au lieu de \$40,000 pour "l'année courante, et que par l'état des recettes et des dépenses produit "devant cette Chambre, cette somme de \$40 000 était déjà complètement "dépensée au 8 décembre dernier, et que par un état de travaux autorisés et des engagements pris (voir *Document No 47*) le montant mentionné en cette résolution se trouve plus qu'absorbé; et, en conséquence, "cette Chambre proteste d'avance contre toute dépense que le gouvernement pourra juger à propos de faire par mandat spécial, après la présente session pour cause d'insuffisance de ce crédit."

3. Qu'à la même session, le présent moteur, sur la proposition pour concours dans l'item de \$12,000, pour protection des forêts, soumit la motion suivante (p. 331 des Journaux de cette Chambre pour 1898) "cette Chambre "constate que le crédit de \$12,000 voté pour l'année courante, (1897-98), "était complètement dépensé au 8 décembre dernier, et que le gouvernement n'a fait aucune provision, pour les dépenses de ce service, jusqu'au "30 juin prochain"

"En conséquence cette Chambre proteste contre toute dépense par "mandat spécial et contre tout engagement, en l'absence d'un vote régulier de cette Chambre."

4. Que, par l'état des mandats spéciaux soumis à cette Chambre, à la date du 13 janvier dernier (voir p. 13, 14 et 15 des Procès-verbaux de cette Chambre) il appert que le gouvernement a émis des mandats spéciaux au montant de \$93,137.57 depuis la date du 12 mars 1898 jusqu'à celle du 19 octobre 1898, les deux inclusivement et que dans ce montant, se trouve compris un mandat spécial, à la date du 7 juin 1898 pour \$4,000 pour le service de la protection des forêts "pour le reste de l'exercice en cours" et aussi un autre mandat spécial, à la date du 8 octobre 1898, pour le service des arpentages au montant de \$17,743.00.

Qu'il s'en suit que le gouvernement, dans un espace de 16 mois ou à peu près, a émis des mandats spéciaux pour une somme de \$374,765.57.

Qu'en vue de ces faits, cette Chambre désire réaffirmer sa protestation la plus énergique contre le système de mandats spéciaux inauguré et continué par le gouvernement, et cela, malgré les avertissements mentionnés dans les motions ci-dessus, et en dépit des promesses faites et des

engagements solennels pris par les membres du présent gouvernement, lorsqu'ils étaient dans l'opposition."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Ball,</i>	<i>Bédard,</i>	<i>Carbray,</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Grenier,</i>
<i>LeBlanc,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Normand,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tellier.</i> —16.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Bickerdike,</i>	<i>Bissonnette,</i>	<i>Blanchard,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Champagne,</i>	<i>Chauret,</i>	<i>Chênevert,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Déchêne,</i>
<i>de Grosbois,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Gosselin,</i>
<i>Gouin,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Laliberté,</i>
<i>Lalonde,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Major,</i>	<i>Marchand,</i>
<i>Rainville,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Robitaille,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Shehyn,</i>	<i>Smith,</i>	<i>Stephens,</i>	<i>Tessier, (Rim.)</i> —35.
<i>Turgeon,</i>	<i>Watts,</i>	<i>Weir,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné.—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ).

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'impression et de reliure pour les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., Art. 158 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour les dépenses d'élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les dépenses d'impression, reliure et distribution des Statuts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

Résolu,—Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike rapporte, alors, du comité des subsides, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'impression et de reliure encourues par les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., art. 158 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les dépenses d'impression, reliure et distribution des Statuts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Ordonné,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité général pour examiner le bill amendant et consolidant la charte de la Société des artisans canadiens-français de la cité de Montréal; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau, fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill amendant la charte de la ville de Victoria-ville; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. d'Auteuil fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill constituant en corporation la *Provincial Trust and Agency Company*; et, après avoir ainsi siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. d'Auteuil fait rapport que le comité a fait quelques progrès et recommande que ce bill soit renvoyé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

Sur motion de M. Carbray, secondé par M. Ball,

Ordonné,—Que le bill constituant en corporation *The Provincial Trust and Agency Company* soit renvoyé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill constituant en corporation la Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Cœur de Jésus, dans le diocèse de Chicoutimi; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill constituant en corporation *The Civic Investment Company*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et, l'honorable M. Pelletier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill amendant la loi constituant en corporation l'association des architectes de la province de Québec; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill du Conseil législatif, intitulé: "Loi amendant l'article 599 du Code de procédure civile"; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le dit bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant l'article 1651 des Statuts refondus de la province de Québec;—

M. Chauret propose, secondé par M. Bickerdike,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois, et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant la loi concernant les corporations de ville;—

M. Ball propose, secondé par M. d'Auteuil,—Que le bill soit lu maintenant une seconde fois; Et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (No 55), amendant le Code municipal,—

L'honorable M. Langelier propose, secondé par M. Robitaille, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois, et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois, et renvoyé au comité spécial du Code municipal.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité général, afin de considérer une certaine résolution relative au fonds de pension et de retraite des fonctionnaires de l'enseignement primaire,—

L'honorable M. Robidoux informe, alors, la Chambre que Son Honneur le Lieutenant Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder au fonds de pension de retraite des fonctionnaires de l'enseignement primaire, une allocation n'excédant pas cinq mille piastres par année.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Langelier fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit maintenant reçu.

L'honorable M. Langelier fait, en conséquence, rapport de la dite résolution laquelle est lue comme suit :

Résolu,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder au fonds de pension de retraite des fonctionnaires de l'enseignement primaire, une allocation n'excédant pas cinq mille piastres par année.

Et la dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné,—Que la résolution relative au fonds de pension et de retraite des fonctionnaires de l'enseignement primaire, rapportée du comité général et adoptée par cette Chambre, aujourd'hui, soit renvoyée au comité général, ordonné pour considérer le Bill " Loi de l'Instruction publique," pour être insérée comme une des clauses du dit bill.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 16 février 1899.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Langelier,

Ordonné,—Que permission de siéger, tous les jours de cette semaine, pendant les séances de cette Chambre, soit donnée au comité spécial nommé pour considérer le Bill révisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

M. Tessier (Rimouski), président du comité spécial permanent des bills privés, présente le douzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill transférant de Saint-Joseph de Ham-Sud au village de Beaulac de Saint-Olivier de Garthby, le chef-lieu du comté de Wolfe ;

Bill amendant les lois concernant la ville de Longueuil.

Votre comité a aussi examiné le bill pour mieux déterminer les pouvoirs donnés aux héritiers fiduciaires par le testament de feu Alexis Brunet, et pour pourvoir à leur rémunération, et trouve que le préambule n'a pas été prouvé.

L'honorable M. Robidoux, président du comité spécial permanent de législation et des lois expirantes, présente le sixième rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés avec divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill concernant la division du comté de Pontiac pour les fins municipales et d'enregistrement ;

Bill amendant l'article 1301 du Code civil ;

Et bill (No 150) modifiant la loi concernant les corporations de ville.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'ils les a rejetés :

Bill (No 89) amendant la loi concernant les corporations de villes ;

Bill amendant les articles 1352 et 1361 du Code de procédure civile ;

Bill validant les donations faites par un futur époux à sa future épouse, par leur contrat de mariage, des meubles qui garniraient leur domicile commun ;

Et bill amendant le code Civil relativement aux degrés dans les substitutions.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Dufresne.—1. Outre le salaire de \$1000.00 que reçoit le sténographe de la Cour de police, à Québec, le gouvernement a-t-il payé d'autres montants pour services sténographiques, devant cette cour ?

2. Dans l'affirmative, quels montants et pour quelle raison ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :

1 ^o Oui.	2 ^o (a) Tardif vs. McClennan, frais de sténographie...	\$14 16
	(b) La Reine vs. Poulin,	... 6 00
	(c) do vs. Goulet,	... 23 08

3^o Absence de M. Légaré de son bureau, dans les cas (a) et (b) en vacance ordinaire, et (c) par maladie.

Par M. Bédard.—1. M. Joseph Boutin, de Buckland, est-il encore garde-forestier ?

2. M. Boutin était-il garde-forestier pendant l'année 1897-1898 ?

3. Quel salaire a-il touché ?

4. Ses comptes ont-ils été acceptés et approuvés ?

5. Une enquête a-t-elle eu lieu au sujet de ses rapports ?

6. Quels commissaires enquêteurs ont été nommés ?

7. Quelles ont été les personnes employées ?

8. Quel montant a été payé pour cette enquête ?

9. M. Boutin a-t-il actuellement quelque emploi ?

10. Dans l'affirmative, quel est son salaire ?

Réponse par l'honorable M. Parent :

1. Non. 2. Oui. 3. Il a reçu en tout \$268.50 pour son salaire et ses dépenses de voyage, lui laissant environ \$166.50 comme salaire. 4. Tous ses comptes ont été acceptés et approuvés, moins une réduction de la somme de \$33.00. 5. Non. 6. Aucun. 7. Aucune. 8. Rien. 9. Non. 10. Aucun salaire.

Sur motion de M. Grenier, secondé par M. Ball,

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant combien d'arbres fruitiers, pommiers, pruniers, arbres d'ornement, etc., M. Auguste Dupuis, de St-Roch-des-Aulnaies, a fournis au département de l'agriculture pour distribution, et à quel prix il les a fournis et combien il a reçu d'argent.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, en 1897, au sujet des travaux de colonisation à faire, à la Petite-Rivière-Est, dans le comté de Gaspé, sous la direction de M. Nazaire Lelièvre.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance entre le gouvernement, ou aucun des départements, et des tiers, au sujet du droit de propriété et de l'exploitation de "l'herbe à Bernache," (Zostère), que l'on trouve à proximité de certains rivages dans cette Province.

Sur motion de M. Tellier, secondé par M. Normand,
Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, de toutes instructions et de tous rapports au sujet de l'envoi de la police provinciale à l'île d'Anticosti, durant l'année 1898.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie du dossier imprimé (*printed case*), produit à la Cour Suprême du Canada, dans la cause en appel de Ernest Pacaud *vs* Sa Majesté ;

2. Copie de l'ordonnance, ou jugement interlocutoire, autorisant les parties à produire, comme faisant partie du dossier devant la Cour Suprême, le volume contenant la preuve et les rapports de la commission composée des honorables juges Jetté, Baby et Davidson, sur l'affaire du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs.

3. Copie des instructions données par le procureur-général, ou le gouvernement de la province de Québec, ou aucun membre du dit gouvernement, à MM. Hutchison & Oughtred, avocats, au sujet du dit appel à la Cour Suprême, et de la dite cause.

L'honorable M. LeBlanc propose, secondé par l'honorable M. Pelletier,—Que le bill amendant l'article 599 du Code de procédure civile, soit remis sur les ordres du jour pour comité général ; et la question étant posée, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme, de nouveau, en comité général pour examiner le bill concernant la conciliation ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Caron (Maskinongé), fait rapport que le comité a fait quelques progrès et recommande de renvoyer, de nouveau, le bill au comité spécial nommé pour l'examiner et en faire rapport.

Sur motion de M. Chicoyne, secondé par M. Carbray,

Ordonné.—Que le Bill concernant la conciliation soit renvoyé, de nouveau, au comité spécial nommé pour examiner le dit bill, avec instructions de le reconsidérer et de faire rapport.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant l'article 249 du Code civil ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné.—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le Bill modifiant la loi relative aux dentistes; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné.—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. LeBlanc,

Ordonné.—Que les noms de MM. Tellier et Champagne soient ajoutés à ceux des membres du comité spécial nommé pour reconsidérer le Bill concernant la conciliation et faire rapport sur icelui.

Sur motion de M. deGrosbois, secondé par M. Bissonnette,

Ordonné.—Que le Bill pour mieux déterminer les pouvoirs donnés aux héritiers fiduciaires par les testament de feu Alexis Brunet et pour pourvoir à leur rémunération, soit de nouveau référé au comité des bills privés, avec instructions d'en reconsidérer le préambule, de l'examiner généralement et de faire rapport à cette Chambre.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 6 février 1899, pour copie de toutes plaintes déposées devant le gouvernement contre le député-shérif des Iles-de-la-Madeleine, depuis le premier jour de novembre 1897;

Copie de l'enquête faite par l'inspecteur Chèvrefils, au sujet d'une partie des dites plaintes, ainsi que du rapport d'icelle;

Aussi, copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses membres et le député-shérif ou autre, touchant la question de destitution ou poursuite du dit député-shérif. (*Document de la session, No 48.*)

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour examiner le bill amendant la loi de pharmacie de Québec;—

M. Gouin propose, secondé par M. Robitaille,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil; et la question étant posée, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence se forme en le dit comité; et après avoir ainsi siégé en comité jusqu'à six heures, M. l'Orateur prend le fauteuil, et le quitte pour le reprendre à sept heures et demie p. m.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre du jour appelle les bills privés en vertu de la règle 19 de cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi amendant le Code du notariat ", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Dechène

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant le Code du notariat " soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

La Chambre en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill amendant la loi constituant en corporation la *Shawinigan Water and Power Company* : et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Major fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill,

Ordonné,—Que le bill soit lu, la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill modifiant la charte de la ville de Saint-Henri ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gouin fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill concernant la succession de feu Dame Anne Kelly ; et, M. Lalonde fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill concernant la paroisse du Saint-Enfant-Jésus, de Montréal ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné.—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné.—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelant la Chambre en comité général pour examiner le bill concernant la reconstruction de l'église Saint-Jean-Baptiste de Montréal et le paiement de la dite reconstruction,—

M. Décarie propose, secondé par M. Gouin—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'honorable M. LeBlanc propose, secondé par l'honorable M. Pelletier,—Que le comité reçoive instruction d'insérer, après la clause 2, la suivante :

“ 3. Pendant six mois, à dater de la sanction de la présente loi, il sera loisible à tous les propriétaires dont les immeubles sont affectés par cette répartition, de se libérer entièrement, en payant, en une seule fois la somme totale qu'ils auraient à payer en cinquante ans, si la répartition suivait son cours régulier et uniforme de quinze centins par cent piastres moins les intérêts à cinq pour cent.”

Et le dit amendement étant proposé, la Chambre se divise, et il est résolu négativement.

Et alors la question principale étant de nouveau proposée ;

Ordonné.—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gouin fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné.—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, à la prochaine séance.

La Chambre en conformité de l'ordre du jour se forme en comité général pour examiner le bill concernant le village de Verdun ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité général pour examiner le bill amendant la loi de pharmacie de Québec.

Et la Chambre ayant continué de siéger en comité jusqu'après minuit, vendredi matin,

Vendredi, 17 février 1899.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné.—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, à la prochaine séance de la Chambre.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à 3 h. P. M. aujourd'hui.

Vendredi, 17 février 1899

M. Garneau, président du comité spécial permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation, présente le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill amendant l'article 1651 des Statuts refondus concernant les sociétés d'agriculture, et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

M. Chauret, président du comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal, présente le deuxième rapport de ce comité, ainsi qu'il suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés avec plusieurs amendements :

Bill (No. 84) pour amender le Code municipal ;

Et bill amendant l'article 480 du Code municipal.

M. Tessier (Limouski), président du comité spécial permanent des bills privés, présente le treizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill amendant la loi constituant en corporation la cité de Sorel ;

Bill refondant les lois organiques de la corporation de la ville de Farnham ;

Bill amendant la loi concernant les commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de Westmount et les taxes scolaires de la dite ville;

Bill constituant en corporation la *Catholic High School of Montreal*.

Quant au bill détachant une certaine partie de la municipalité de la corporation du village de Verdun pour l'annexer à la municipalité de la paroisse de la Côte-St-Paul, et au bill incorporant l'Association des barbiers de la province de Québec, votre comité trouve, que dans chaque cas, le préambule n'est pas prouvé.

L'honorable M. Robidoux, président du comité spécial permanent de législation, et des lois expirantes, présente le septième rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill (I du Conseil législatif) intitulé : " Loi amendant le Code du notariat," et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Dechêne,

Résolu,—Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui le 17 février, elle soit ajournée à onze heures A. M., samedi le 18 février courant, et que tous les samedis, jusqu'à la prorogation, il y ait séance de la Chambre, de onze heures A. M. à une heure P. M.

La Chambre en conformité de l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées mercredi, le 15 février courant, du comité des subsides, et qui avaient alors été ajournées, et les dites résolutions sont lues, de nouveau, comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., du Conseil législatif; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'impression et de reliure encourues par les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., art. 158; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'élections; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les dépenses d'impression, reliure et distribution des Statuts; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Résolu,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans les dites résolutions.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill concernant la pêche et les pêcheries,—

Le bill est lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Major fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonne,—Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill et les amendements étant lus la première et la seconde fois;

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général, pour considérer certaine résolution concernant l'hôpital protestant pour les aliénés;

L'honorable M. Robidoux informe, alors, la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu,—Que les contrats reproduits aux cédules A et B de la présente résolution et passés entre le gouvernement de la Province et l'Hôpital protestant pour les aliénés, le vingt-septième jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, sont approuvés et ratifiés.

CÉDULE A

Le vingt-septième jour du mois de janvier de l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

Devant moi, G.-R. LIDTHALL, soussigné, notaire public pour la province de Québec, domicilié et exerçant en la cité de Montréal, en la dite Province.

ONT COMPARU PERSONNELLEMENT

L'honorable JOSEPH-E. ROBIDOUX, domicilié en la cité de Québec, agissant aux présentes ès-qualité de secrétaire de la Province dans le gou-

vernement de la dite province de Québec, et agissant aux présentes pour le dit gouvernement de la dite Province, et de la part de celui-ci, en vertu d'un arrêté du conseil portant la date du trente et unième jour d'août dernier, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, dûment approuvé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec, le premier jour de septembre dernier, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, duquel dit arrêté en conseil copie dûment authentiquée est annexée aux présentes, signée et paraphée *ne varietur* par les parties à icelles et le dit notaire.

De première part ;

Et l'HÔPITAL PROTESTANT POUR LES ALIÉNÉS, corps politique dûment constitué en corporation par voie législative, et représenté aux présentes par WOLFERSTAN THOMAS et ROBERT REID, tous deux de la cité de Montréal, écuiers, agissant aux présentes en qualité de président et de secrétaire honoraire actuels du dit hôpital, et dûment autorisés aux fins des présentes par une résolution du bureau des gouverneurs du dit Hôpital protestant pour les aliénés, adoptée à Montréal le vingt-neuvième jour de décembre dernier, copie authentiquée de laquelle est annexée aux présentes, signée et paraphée *ne varietur* par les parties à icelles et le dit notaire,

De seconde part.

Lesquelles parties ont déclaré au dit notaire être convenues de ce qui suit, savoir :

Qu'attendu que, par un arrêté du conseil portant le numéro 448 et la date du trente août mil huit cent quatre-vingt-douze, le dit gouvernement de la dite province de Québec a garanti le capital et l'intérêt des obligations émises par le dit hôpital protestant pour les aliénés jusqu'à concurrence de cent cinquante mille piastres, et l'intérêt au taux de quatre et demi pour cent par an ;

Que, par mémoire envoyé sous forme de lettre datée le quatrième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-quinze, les directeurs ou gouverneurs du dit hôpital ont prié le dit gouvernement de se charger du paiement de l'intérêt de leurs obligations s'élevant à trente-cinq mille piastres ;

Que le dit gouvernement, par arrêté en conseil portant la date du quatorze juin mil huit cent quatre-vingt-quinze, a informé le dit Hôpital protestant pour les aliénés qu'il se chargerait, pour trois ans, à dater du premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze, du paiement de l'intérêt sur la dette alors échue de cent cinquante mille piastres, à un taux ne dépassant pas quatre et demi pour cent par an, et aussi du paiement de l'intérêt sur les obligations additionnelles de trente-cinq mille piastres que les dits directeurs se proposaient d'émettre, et qu'il se portait garant pour le plein montant de cent quatre-vingt-cinq-mille piastres, de

l'intérêt sur les obligations, aux conditions et avec les obligations déjà existantes, savoir :

Une nouvelle hypothèque et des polices additionnelles semblables à celles consenties et données pour les cent cinquante mille piastres, et que cette garantie serait pour une période de vingt années, et les trois années plus haut mentionnées, savoir : du premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze au premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-huit inclusivement ;

Que, par un contrat passé entre le dit gouvernement et le dit Hôpital protestant pour les aliénés, devant E.-G. Simard, notaire public, de Montréal, daté le dix-septième jour d'avril mil huit cent quatre-vingt-seize, et fait conformément à la loi 59 Victoria, chapitre 5, section 2, le gouvernement *de facto* s'est chargé du paiement de l'intérêt, pour une période de trois années, sur les cent quatre-vingt-cinq mille piastres d'obligations émises par les directeurs ou gouverneurs du dit hôpital, et que dans le même document, il est aussi déclaré qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder la même garantie pour une période n'excédant pas dix-sept années ;

Qu'un nouvel arrangement ou contrat, relatif à l'entretien des patients, a été fait entre le dit gouvernement et le dit Hôpital protestant pour les aliénés, et que le gouvernement convient de donner aux gouverneurs du dit hôpital, pendant toute la durée du dit contrat, savoir : dix années, les avantages qu'ils avaient en vertu du contrat provisoire qui a pris fin le premier jour de juillet dernier, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit :

A ces causes, le dit gouvernement se charge, pour la dite période de dix années, à compter du premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, du paiement du dit intérêt sur la dite somme de cent quatre-vingt-cinq mille piastres d'obligations émises par les directeurs ou gouverneurs du dit Hôpital protestant pour les aliénés, à un taux n'excédant pas quatre et demi pour cent, à compter du dit premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et, comme garantie et sécurité offerte au dit gouvernement de la dite Province touchant le paiement du capital des dites obligations et du dit intérêt, le dit Hôpital protestant pour les aliénés, représenté comme susdit, engage, hypothèque et affecte spécialement par les présentes, en faveur du dit gouvernement de la dite province de Québec, ce acceptant comme susdit :

Cette terre ou étendue de terre sise et située en la municipalité de Verdun, dans le comté d'Hochelaga, dans la dite province de Québec, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la ci-devant paroisse de Montréal, comme étant le lot portant le numéro officiel quatre mille six cent quatre-vingt-cinq (4685) avec les constructions et les machines qui se trouvent dans les constructions y érigées.

Tel est l'arrangement et telles sont les conventions intervenus entre les dites parties aux présentes qui, pour l'exécution qui en doit être faite, ont élu domicile en leurs bureaux, à Montréal susdit.

DONT ACTE FAIT ET PASSÉ en la cité de Montréal, les jour, mois et an en premier lieu mentionnés, sous le numéro trois mille cinq cent quatre-vingt-quatre des actes originaux de record en l'étude du notaire soussigné, et, après lecture dûment faite d'icelles, les dites parties aux présentes ont signé avec le dit notaire soussigné et en sa présence.

(Signé) J.-E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province de Québec.
“ F. WOLFERSTAN THOMAS, *Président.*
“ ROBERT REID, *Sec. hon.*
“ GEO.-R. LIGHTHALL, N. P.

VRAIE COPIE de l'original des présentes demeuré de record en mon étude.

G.-R. LIGHTHALL, N. P.

CÉDULE B

Ce vingt-septième jour du mois de janvier, en l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

Devant moi, GEORGE-R. LIGHTHALL, soussigné, notaire public pour la province de Québec, domicilié et exerçant en la cité de Montréal, dans la dite province.

ONT COMPARU PERSONNELLEMENT :

“ L'HÔPITAL PROTESTANT POUR LES ALIÉNÉS,” corps politique et constitué en corporation par la loi 44-45 Victoria, chapitre 50, Statuts de Québec, représenté aux présentes par F. WOLFERSTON THOMAS, écuier, de la cité de Montréal, es qualité de président, pour le temps présent, du dit HÔPITAL PROTESTANT POUR LES ALIÉNÉS, dûment autorisé aux fins des présentes par une résolution du bureau des gouverneurs du dit HÔPITAL PROTESTANT POUR LES ALIÉNÉS, adoptée à Montréal le vingt-neuvième jour de novembre 1898, et de laquelle une copie authentiquée est annexée aux présentes, signée par les parties à icelles et par moi dit notaire pour être reconnue,

D'une part ;

Et l'honorable JOSEPH-E. ROBIDOUX, de la cité de Québec, secrétaire de la Province, dans le gouvernement de la dite province de Québec, dûment autorisé à l'effet des présentes par un arrêté en conseil daté le vingt-huitième jour de juin dernier (1898), et portant le numéro 376, dont copie authentiquée est ci-annexée et signée par les parties aux présentes et par moi dit notaire, pour être reconnue.

De l'autre part.

Lesquelles dites parties ont fait ensemble la convention et l'arrangement suivants :

Attendu que, par une résolution adoptée par l'Assemblée législative de la province de Québec le 20 décembre 1890, la dite Assemblée législative de la dite province de Québec donna pouvoir au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Secrétaire de la Province, agissant pour cette dernière, de faire un arrangement avec le dit Hôpital protestant pour les aliénés, touchant l'entretien et le traitement des aliénés protestants à certaines conditions et pour une certaine période de temps y mentionnées ;

En conséquence de quoi le dit Hôpital protestant pour les aliénés, représenté comme susdit, est convenu avec le dit gouvernement de la dite province de Québec, par contrat daté le 2 février 1891, passé devant F.-X. Gosselin, notaire public, de Québec, à la dite date en dernier lieu mentionnée, de fournir, à ses frais et dépens, durant une période commençant le 3 juillet 1893, un logis convenable pour les aliénés et les idiots protestants qui leur seraient envoyés par ordre du gouvernement de la Province, et de leur donner une bonne, saine et suffisante nourriture, le vêtement, les hardes et l'assistance convenables, et tout ce qui peut être nécessaire au soin à prendre d'eux, à leur entretien, habillement, diète et traitement, tant en état de santé qu'en état de maladie, le tout tel que plus soigneusement exposé au dit contrat et arrangement ci-haut mentionnés, et conformément à la cédule y annexée, par lequel il était spécialement entendu que la dite cédule ne mentionnait que le minimum de ce qu'il y aurait à fournir aux conditions y stipulées, savoir :

1. Que la province de Québec retient et prend l'absolu contrôle des services médicaux, c'est-à-dire que les gardiens des aliénés malades doivent être sous le contrôle du fonctionnaire ou surintendant médical qui peut les destituer s'il les trouve incompetents et impropres à ce service ;

Qu'ils sont tous exclusivement employés au soin des patients et ne doivent s'absenter de leur travail qu'avec la permission du dit surintendant médical ;

Qu'ils ne doivent pas avoir moins de vingt et un ans ni plus de soixante et cinq ans ;

Que les patients doivent être placés sous la direction du surintendant médical et spécialement quant à ce qui regarde leur exercice physique et leur travail ;

Que le surintendant médical doit réglementer la nature et la durée des occupations de chacun des dits patients, savoir : s'ils doivent ou non recevoir des visiteurs. Les autorités du dit hôpital doivent être obligées, d'après les instructions du surintendant médical, d'employer les patients à travailler à diverses occupations ou à la terre, ainsi que de créer, suivant les nécessités du moment, des industries faciles, de façon à leur donner de l'ouvrage, et créer un mode de traitement ;

Que les vêtements et les hardes des patients doivent être de nature à convenir aux différentes saisons, de manière à leur permettre, autant que possible, de sortir tous les jours ;

2. Que le caractère protestant de l'institution, assuré par la loi la constituant en corporation, ainsi que les pouvoirs, droits et privilèges conférés au dit hôpital et à son bureau de gouverneurs par la dite loi la constituant en corporation, ne doivent être ni affaiblis ni affectés d'aucune manière par le dit contrat; et le dit contrat ne devra, non plus, être invoqué par personne à l'effet de suspendre la dite charte ou loi constitutive ou de s'immiscer à son opération d'une manière quelconque;

3. Que le nombre des gardiens à être employés par le dit Hôpital protestant pour les aliénés et que le nombre de patients à être assignés à chacun d'eux doivent être réglés par le Secrétaire de la Province, sur l'avis du surintendant médical;

4. Que tout supplément d'assistance médicale qui pourrait être accordé aux patients sur l'ordre du surintendant médical, et non mentionné dans la cédula précitée, doit être considéré comme faisant partie du traitement médical et être fourni au nom et aux frais de la Province;

5. Qu'un comptable sera nommé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil pour tenir les livres que le Secrétaire de la Province pourra ou pourrait donner instruction de tenir relativement au dit hôpital, et que le dit hôpital devra loger et nourrir le dit comptable, dont toutefois le traitement devra être payé par la dite Province;

6. Que le dit contrat doit être sujet aux lois régissant les asiles publics pour aliénés, ainsi qu'aux règlements faits en vertu d'icelles, et que le dit hôpital et ses autorités s'engagent à y être soumis en tout temps;

7. Que le dit Hôpital protestant pour les aliénés fera ou fera faire aux édifices actuellement affectés au logement des dits patients toutes les altérations et modifications qui pourront être requises par le fonctionnaire ou surintendant médical, ou les inspecteurs des asiles et prisons, soit en vue d'améliorer la ventilation du dit établissement, soit pour offrir plus de sécurité pour les patients, soit à cause de leur nécessité pour le classement et le traitement des patients reçus dans le dit hôpital, pourvu toutefois que les dites altérations et modifications soient d'absolue nécessité et ne soient pas trop onéreuses, et au cas de contestation à ce sujet, elle devra être soumise au magistrat de police pour le district de Montréal, dont la décision devra être finale et sans appel, le dit juge n'étant pas tenu de suivre les procédures ordinaires;

8. Que le dit hôpital devra être tenu de se conformer à toutes les recommandations, conseils et prescriptions donnés ou faits par le fonctionnaire médical ou les fonctionnaires médicaux nommés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil ou le Secrétaire de la Province;

9. Que la Province pourra ou pourrait, tant que durera le dit contrat, acheter les édifices de l'hôpital pour une somme à être fixée par des arbitres qui devront être nommés de la manière suivante: Un par le Lieutenant-Gouverneur, un par les autorités du dit hôpital, et le tiers-arbitre par les deux premiers;

10. Que la violation de toutes les dispositions du dit contrat ou de l'une quelconque d'icelles par le dit hôpital et ses autorités sera considérée comme cause ou raison suffisante d'annulation du dit contrat.

Et le dit gouvernement de la dite province de Québec était tenu de payer au dit Hôpital protestant pour les aliénés, pour chaque aliéné ou idiot ainsi interné, durant toute la durée du contrat, la somme de cent seize piastres par année, sans autre charge additionnelle quelconque, sauf en ce qui est ci-dessus mentionné touchant le supplément de soins médicaux. Telle considération à être payée par le gouvernement au dit hôpital, tous les trois mois, sur production par icelui d'un état détaillé préparé suivant la formule approuvée par le gouvernement ;

Que le ou les fonctionnaires ou surintendants médicaux ou le comptable doit ou doivent être payés par le gouvernement tant qu'il remplira ou qu'ils rempliront le dit emploi ou les dits emplois ;

Il fut, de plus, stipulé et convenu que le dit hôpital aurait le droit de demander et de recevoir trois piastres du gouvernement pour chaque patient qui décéderait et serait enterré par les autorités du dit hôpital, pendant la durée du dit contrat ;

Il fut encore stipulé et convenu que l'Hôpital protestant des aliénés aurait droit d'être payé au taux stipulé pour tout patient reçu par lui, depuis la date de son admission, sur production d'un état, comme plus haut mentionné ;

Et finalement, que le dit contrat ne soit obligatoire pour le dit Hôpital protestant pour les aliénés que lorsqu'il aura été ratifié et approuvé par le bureau des gouverneurs du dit hôpital dûment convoqué.

Le susdit contrat ainsi passé devant le dit F.-X. Gosselin, notaire public, à la date du deuxième jour de février mil huit cent quatre-vingt-onze, ayant été fait pour la période de temps commençant à la date du dit contrat pour aller jusqu'au premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze et expirer à la dite date en dernier lieu mentionnée ;

Et attendu que le gouvernement de la dite province de Québec, représenté comme susdit et autorisé de même, est convenu avec le dit Hôpital protestant pour les aliénés de prolonger et étendre le dit contrat, aux termes, conditions, obligations et stipulations y mentionnés, pour une autre période de treize années, qui comprenait un contrat pour trois ans passé entre le dit gouvernement de la dite province de Québec et le dit Hôpital protestant pour les aliénés, à compter du premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze ;

En conséquence donc, les présentes font foi que les dites parties à icelles conviennent et stipulent, en vertu du susdit arrêté en conseil numéro 376, daté le 29 juin 1898, que le gouvernement de la province devra payer, durant la période et l'espace de dix années, à compter du premier jour de juillet dernier, la somme de \$116.00 par année, pour chaque aliéné gardé aux frais du public par le dit Hôpital protestant pour les aliénés, tant que la population du dit hôpital n'aura pas atteint le chiffre de mille, et, quand le nombre des patients entretenus aux frais du public sera de mille, le prix à payer pour la nourriture et la garde d'iceux sera de \$100 par année pour chacun, aux dits termes, conditions, réserves et stipulations mentionnés et énoncés au dit contrat, fait et passé devant le dit F.-X. Gosselin, notaire public, à la date du deuxième jour de février, 1891.

DONT ACTE FAIT et passé, en la dite cité de Montréal, en l'étude de GEORGE-R. LIDTHALL, le dit notaire soussigné, les jour, mois et au susdits, sous le numéro trois mille cinq cent quatre-vingt-cinq des actes originaux demeurés de record en l'étude du notaire soussigné, et, après due lecture d'icelui, les dites parties aux présentes ont signé avec le dit notaire et en sa présence.

(Signé) J.-E. ROBIDOUX, *Secrétaire de la Province.*

" F. WOLFERSTAN THOMAS, *Président.*

" ROBERT REID, *Sec. hon.*

" GEO. R. LIDTHALL, *N. P.*

VRAIE copie de l'original demeuré de record en mon étude.

GEO.-R. LIDTHALL, *N. P.*

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Rimouski) fait rapport que ce comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Tessier (Rimouski) fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu,—Que les contrats reproduits aux cédules A et B de la présente résolution et passés entre le gouvernement de la Province et l'hôpital protestant pour les aliénés le vingt-septième jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-dix neuf sont approuvés et ratifiés.

CÉDULE A

Le vingt-septième jour du mois de janvier de l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

Devant moi, G.-R. LIDTHALL, soussigné, notaire pour la province de Québec, domicilié et exerçant en la cité de Montréal, en la dite Province.

ONT COMPARU PERSONNELLEMENT :

L'honorable JOSEPH-E. ROBIDOUX, domicilié en la cité de Québec, agissant aux présentes es-qualité de Secrétaire de la Province dans le

gouvernement de la dite province de Québec, et agissant aux présentes pour le dit gouvernement de la dite Province, et de la part de celui-ci, en vertu d'un arrêté en conseil portant la date du trente et unième jour d'août dernier, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, dûment approuvé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la dite province de Québec, le premier jour de septembre dernier, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, duquel dit arrêté en conseil copie dûment authentiquée est annexée aux présentes, signée et paraphée *ne varietur* par les parties à icelles et le dit notaire,

De première part ;

Et l'HÔPITAL PROTESTANT POUR LES ALIÉNÉS, corps politique dûment constitué en corporation par voie législative, et représenté aux présentes par Wolferstan Thomas et Robert Reid, tous deux de la cité de Montréal, écuiers, agissant aux présentes es qualité de président et de secrétaire honoraire actuels du dit hôpital, et dûment autorisés aux fins des présentes par une résolution du bureau des gouverneurs du dit Hôpital protestant pour les aliénés, adoptée à Montréal, le vingt-neuvième jour de décembre dernier, copie authentiquée de laquelle est annexée aux présentes, signée et paraphée *ne varietur* par les parties à icelles et le dit notaire,

De seconde part.

Lesquelles parties ont déclaré au dit notaire être convenues de ce qui suit, savoir :

Qu'attendu que, par un arrêté en conseil portant le numéro 448 et la date du trente août mil huit cent quatre-vingt-douze, le dit gouvernement de la dite province de Québec a garanti le capital et l'intérêt des obligations émises par le dit Hôpital protestant pour les aliénés jusqu'à concurrence de cent cinquante mille piastres, et l'intérêt au taux de quatre et demi pour cent par an ;

Que, par mémoire envoyé sous forme de lettre datée le quatrième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-quinze, les directeurs ou gouverneurs du dit hôpital ont prié le dit gouvernement de se charger du paiement de l'intérêt de leurs obligations, s'élevant à trente-cinq mille piastres ;

Que le dit gouvernement, par arrêté en conseil portant la date du quatorze juin mil huit cent quatre-vingt-quinze, a informé le dit Hôpital protestant pour les aliénés qu'il se chargerait, pour trois ans, à dater du premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze, du paiement de l'intérêt sur la dette alors échue de cent cinquante mille piastres, à un taux ne dépassant pas quatre et demi pour cent par an, et aussi du paiement de l'intérêt sur les obligations additionnelles de trente-cinq mille piastres que les dits directeurs se proposaient d'émettre, et qu'il se portait garant, pour le plein montant de cent quatre-vingt-cinq mille piastres, de

l'intérêt sur les obligations, aux conditions et avec les obligations déjà existantes, savoir :

Une nouvelle hypothèque et des polices additionnelles semblables à celles consenties et données pour les cent cinquante mille piastres, et que cette garantie serait pour une période de vingt années, et les trois années plus haut mentionnées, savoir : du premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze au premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, inclusivement ;

Que, par un contrat passé entre le dit gouvernement et le dit Hôpital protestant pour les aliénés, devant E.-G. Simard, notaire, de Montréal, daté le dix-septième jour d'avril mil huit cent quatre-vingt-seize, et fait conformément à la loi 59 Victoria, chapitre 5, section 2, le gouvernement *de facto* s'est chargé du paiement de l'intérêt, pour une période de trois années, sur les cent quatre-vingt-cinq mille piastres d'obligations émises par les directeurs ou gouverneurs du dit hôpital, et que, dans le même document, il est aussi déclaré qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder la même garantie pour une période n'excédant pas dix-sept années ;

Qu'un nouvel arrangement ou contrat, relatif à l'entretien des patients, a été fait entre le dit gouvernement et le dit Hôpital protestant pour les aliénés, et que le gouvernement convient de donner aux gouverneurs du dit hôpital, pendant toute la durée du dit contrat, savoir : dix années, les avantages qu'ils avaient en vertu du contrat provisoire qui a pris fin le premier jour de juillet dernier, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit ;

A ces causes, le dit gouvernement se charge, pour la dite période de dix années, à compter du premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, du paiement du dit intérêt sur la dite somme de cent quatre-vingt-cinq mille piastres d'obligations émises par les directeurs ou gouverneurs du dit Hôpital protestant pour les aliénés, à un taux n'excédant pas quatre et demi pour cent, à compter du dit premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et, comme garantie offerte au dit gouvernement de la dite province touchant le paiement du capital des dites obligations et du dit intérêt, le dit Hôpital protestant pour les aliénés, représenté comme susdit, engage, hypothèque et affecte spécialement par les présentes, en faveur du dit gouvernement de la dite province de Québec, ce acceptant comme susdit :

Cette terre ou étendue de terre sise et située en la municipalité de Verdun, dans le comté d'Hochelaga, dans la dite province de Québec, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la ci-devant paroisse de Montréal, comme étant le lot portant le numéro officiel quatre mille six cent quatre-vingt-cinq (4685), avec les constructions et les machines qui se trouvent dans les constructions y érigées.

Tel est l'arrangement et telles sont les conventions intervenus entre les dites parties aux présentes qui, pour l'exécution qui en doit être faite, ont élu domicile en leurs bureaux, à Montréal susdit.

DONT ACTE FAIT ET PASSÉ en la cité de Montréal. les jour, mois et an en premier lieu mentionnés, sous le numéro trois mille cinq cent quatre-vingt-quatre des actes originaux de record en l'étude du notaire soussigné, et, après lecture dûment faite d'icelles, les dites parties aux présentes ont signé avec le dit notaire soussigné et en sa présence.

(Signé) J.-E. ROBIDOUX,

Secrétaire de la province de Québec.

“ F. WOLFERSTAN THOMAS, *Président.*

“ ROBERT REID, *Sec. hon.*

“ GEO.-R. LIGHTHALL, N. P.

VRAIE COPIE de l'original des présentes demeuré de record en mon étude.

G.-R. LIGHTHALL, N. P.

CÉDULE B

Ce vingt-septième jour du mois de janvier en l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

Devant moi, GEORGE-R. LIGHTHALL, soussigné, notaire pour la province de Québec, domicilié et exerçant en la cité de Montréal, dans la dite Province.

ONT COMPARU PERSONNELLEMENT :

L'HÔPITAL PROTESTANT POUR LES ALIÉNÉS, corps politique et constitué en corporation par la loi 44-45 Victoria, chapitre 50, statuts de Québec, représenté aux présentes par F. WOLFERSTAN THOMAS, écuyer, de la cité de Montréal, en qualité de président, pour le temps présent, du dit HÔPITAL PROTESTANT POUR LES ALIÉNÉS, dûment autorisé aux fins des présentes par une résolution du bureau des gouverneurs du dit HÔPITAL PROTESTANT POUR LES ALIÉNÉS, adoptée à Montréal le vingt-neuvième jour de novembre 1898, et de laquelle une copie authentiquée est annexée aux présentes, signée par les parties à icelles et par moi dit notaire pour être reconnue,

D'une part ;

Et l'honorable JOSEPH-E. ROBIDOUX, de la cité de Québec, secrétaire de la Province dans le gouvernement de la dite province de Québec, dûment autorisé à l'effet des présentes par un arrêté en conseil daté

le vingt-huitième jour de juin dernier (1898), et portant le numéro 376, dont copie authentiquée est ci-annexée et signée par les parties aux présentes et par moi dit notaire, pour être reconnue,

De l'autre part.

Lesquelles dites parties ont fait ensemble la convention et l'arrangement suivants :

Attendu que, par une résolution adoptée par l'Assemblée législative de la province de Québec, le 20 décembre 1890, la dite Assemblée législative de la dite province de Québec donna pouvoir au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Secrétaire de la Province, agissant pour cette dernière, de faire un arrangement avec le dit Hôpital protestant pour les aliénés, touchant l'entretien et le traitement des aliénés protestants à certaines conditions et pour une certaine période de temps y mentionnées.

En conséquence de quoi le dit Hôpital protestant pour les aliénés, représenté comme susdit, est convenu avec le dit gouvernement de la dite province de Québec, par contrat daté le 2 février 1891, passé devant F.-X. Gosselin, notaire public, de Québec, à la dite date en dernier lieu mentionnée, de fournir, à ses frais et dépens, durant une période commençant le 3 juillet 1893, un logis convenable pour les aliénés et les idiots protestants qui leur seraient envoyés par ordre du gouvernement de la Province, et de leur donner une bonne, saine et suffisante nourriture, le vêtement, les hardes et l'assistance convenables, et tout ce qui peut être nécessaire au soin à prendre d'eux, à leur entretien, habillement, diète et traitement, tant en état de santé qu'en état de maladie, le tout tel que plus soigneusement exposé au dit contrat et arrangement ci-haut mentionnés, et conformément à la cédule y annexée, par lesquels il était spécialement entendu que la dite cédule ne mentionnait que le minimum de ce qu'il y aurait à fournir aux conditions y stipulées, savoir :

1. Que la province de Québec retient et prend l'absolu contrôle des services médicaux, c'est-à-dire que les gardiens des aliénés malades doivent être sous le contrôle du fonctionnaire ou surintendant médical qui peut les destituer s'il les trouve incompetents et impropres à ce service ;

Qu'ils sont tous exclusivement employés au soin des patients et ne doivent s'absenter de leur travail qu'avec la permission du dit surintendant médical ;

Qu'ils ne doivent pas avoir moins de vingt et un ans ni plus de soixante et cinq ans ;

Que les patients doivent être placés sous la direction du surintendant médical et spécialement quant à ce qui regarde leur exercice physique et leur travail ;

Que le surintendant médical doit réglementer la nature et la durée des occupations de chacun des dits patients, savoir : s'ils doivent ou non recevoir des visiteurs. Les autorités du dit hôpital doivent être obligées, d'après les instructions du surintendant médical, d'employer les patients à travailler à diverses occupations ou à la terre, ainsi que de créer, suivant

les nécessités du moment, des industries faciles, de façon à leur donner de l'ouvrage, et créer un mode de traitement ;

Que les vêtements et les hardes des patients doivent être de nature à convenir aux différentes saisons, de manière à leur permettre, autant que possible, de sortir tous les jours ;

2. Que le caractère protestant de l'institution, assuré par la loi la constituant en corporation, ainsi que les pouvoirs, droits et privilèges conférés au dit hôpital et à son bureau de gouverneurs par la dite loi la constituant en corporation, ne doivent être ni affaiblis ni affectés d'aucune manière par le dit contrat ; et le dit contrat ne devra, non plus, être invoqué par personne à l'effet de suspendre la dite charte ou loi constitutive ou de s'immiscer à son opération d'une manière quelconque ;

3. Que le nombre des gardiens à être employés par le dit Hôpital protestant pour les aliénés, et que le nombre de patients à être assignés à chacun d'eux doivent être réglés par le Secrétaire de la Province, sur l'avis du surintendant médical ;

4. Que tout supplément d'assistance médicale qui pourrait être accordé aux patients sur l'ordre du surintendant médical, et non mentionné dans la cédula précitée, doit être considéré comme faisant partie du traitement médical et être fourni de la part et aux frais de la Province ;

5. Qu'un comptable sera nommé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil pour tenir les livres que le Secrétaire de la Province pourra ou pourrait donner instruction de tenir relativement au dit hôpital, et que le dit hôpital devra loger et nourrir le dit comptable, dont toutefois le traitement devra être payé par la dite Province ;

6. Que le dit contrat doit être sujet aux lois régissant les asiles publics pour les aliénés, ainsi qu'aux règlements faits en vertu d'icelles, et que le dit hôpital et ses autorités s'engagent à y être soumis en tout temps ;

7. Que le dit Hôpital protestant pour les aliénés fera ou fera faire aux édifices actuellement affectés au logement des dits patients tous les changements et modifications qui pourront être requis par le fonctionnaire ou surintendant médical, ou les inspecteurs des asiles et prisons, soit en vue d'améliorer la ventilation du dit établissement, soit pour offrir plus de sécurité pour les patients, soit à cause de leur nécessité pour le classement et le traitement des patients reçus dans le dit hôpital, pourvu toutefois que les dits changements et modifications soient d'absolue nécessité et ne soient pas trop onéreux, et, au cas de contestation à ce sujet, elle devra être soumise à un des magistrats de police pour le district de Montréal, dont la décision devra être finale et sans appel, le dit juge n'étant pas tenu de suivre les procédures ordinaires ;

8. Que le dit hôpital devra être tenu de se conformer à toutes les recommandations, conseils et prescriptions donnés ou faits par le fonctionnaire médical ou les fonctionnaires médicaux nommés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil ou le Secrétaire de la Province ;

9. Que la Province pourra ou pourrait, tant que durera le dit contrat, acheter les édifices de l'hôpital pour une somme à être fixée par des arbitres qui devront être nommés de la manière suivante : un par le Lieu-

tenant-Gouverneur, un par les autorités du dit hôpital, et le tiers arbitre par les deux premiers ;

10. Que la violation de toutes les dispositions du dit contrat ou de l'une d'icelles par le dit hôpital et ses autorités sera considérée comme cause ou raison suffisante d'annulation du dit contrat.

Et le dit gouvernement de la dite province de Québec était tenu de payer au dit Hôpital protestant pour les aliénés, pour chaque aliéné ou idiot ainsi interné, durant toute la durée du contrat, la somme de cent seize piastres par année sans autre charge additionnelle quelconque, sauf pour ce qui est ci-dessus mentionné touchant le supplément de soins médicaux, telle considération à être payée par le gouvernement au dit hôpital, tous les trois mois, sur production par icelui d'un état détaillé préparé suivant la formule approuvée par le gouvernement ;

Que le ou les fonctionnaires ou surintendants médicaux ou comptable doit ou doivent être payés par le gouvernement tant qu'il remplira ou qu'ils rempliront le dit emploi ou les dits emplois ;

Il fut, de plus, stipulé et convenu que le dit hôpital aurait le droit de demander et de recevoir trois piastres du gouvernement pour chaque patient qui décéderait et serait enterré par les autorités du dit hôpital, pendant la durée du dit contrat ;

Il fut encore stipulé et convenu que l'Hôpital protestant des aliénés aurait droit d'être payé, au taux stipulé, pour tout patient reçu par lui, depuis la date de son admission, sur production d'un état, comme plus haut mentionné ;

Et, finalement, que le dit contrat ne soit obligatoire pour le dit Hôpital protestant pour les aliénés que lorsqu'il aurait été ratifié et approuvé par le bureau des gouverneurs du dit hôpital dûment convoqué ;

Le susdit contrat ainsi passé devant le dit F.-X. Gosselin, notaire public, à la date du deuxième jour de février mil huit cent quatre-vingt-onze, ayant été fait pour la période de temps commençant à la date du dit contrat pour aller jusqu'au premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze et expirer à la dite date en dernier lieu mentionnée ;

Et attendu que le gouvernement de la dite province de Québec, représenté comme susdit et autorisé de même, est convenu avec le dit Hôpital protestant pour les aliénés de prolonger et étendre le dit contrat, aux termes, conditions, obligations et stipulations y mentionnés, pour une autre période de treize années, qui comprenait un contrat pour trois ans passé entre le dit gouvernement de la dite province de Québec et le dit Hôpital protestant pour les aliénés, à compter du premier jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-quinze ;

En conséquence donc, les présentes font foi que les dites parties à icelles conviennent et stipulent, en vertu du susdit arrêté en conseil numéro 376, daté le 29 juin 1898, que le gouvernement de la Province devra payer, durant la période et l'espace de dix années, à compter du premier jour de juillet dernier, la somme de \$116.00 par année, pour chaque aliéné gardé aux frais du public par le dit Hôpital protestant pour les aliénés, tant que la population du dit hôpital n'aura pas atteint le chiffre de

mille, et, quand le nombre des patients entretenus aux frais du public sera de mille, le prix à payer pour la nourriture et la garde d'iceux sera de \$100 par année pour chacun, aux dits termes, conditions, réserves et stipulations mentionnés et énoncés au dit contrat, fait et passé devant le dit F.-X. Gosselin, notaire, à la date du deuxième jour de février, 1891.

DONT ACTE FAIT ET PASSÉ, en la dite cité de Montréal, en l'étude de GEORGE-R. LIGHTHALL, le dit notaire soussigné, les jour, mois et an susdits, sous le numéro trois mille cinq cent quatre-vingt-cinq des actes originaux demeurés de record en l'étude du notaire soussigné, et, après due lecture des présentes, les dites parties à icelles ont signé avec le dit notaire et en sa présence.

Signé J.-E. ROBIDOUX, Secrétaire de la Province.

“ F. WOLFERSTAN THOMAS, *Président*.

“ ROBERT REID, *Sec. hon.*

“ GEO.-R. LIGHTHALL, *N. P.*

VRAIE COPIE de l'original demeuré de record en mon étude.

(Signé) GEO.-R. LIGHTHALL, *N. P.*

Et la dite résolution étant lu la seconde fois, est adoptée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un—Bill concernant l'hôpital protestant pour les aliénés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu une première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité général pour examiner le bill—Loi de l'instruction publique; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit bill en considération.

Et les amendements étant lus la première et la seconde fois.

Ordonné.—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance de la Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendements, savoir :

Bill intitulé : Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Laurier au nombre de ses membres, après examen ;

Bill intitulé : Loi déclarant définitive, mais sujette à certaines substitutions et aux articles 101 et 102 du Code civil, la possession par Antoine-Philippe-Eugène Panet des immeubles légués à Joseph-Félix Lussier-Panet par feux Félix Lussier et Angélique Deschamps ;

Et bill intitulé : Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Bourassa au nombre de ses membres.

Aussi, le Conseil législatif, a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir :

Bill intitulé : " Loi érigeant en municipalité distincte et séparée la paroisse de St. Elie d'Orford, dans le comté de Sherbrooke."

Et bill intitulé : " Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Léopold Guérin au nombre de ses membres," après examen.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé, " Loi érigeant en municipalité distincte et séparée la paroisse de St. Elie d'Orford, dans le comté de Sherbrooke" ; lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné.—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au Bill intitulé : " Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Léopold Guérin au nombre de ses membres," après examen" ; lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné.—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le Bill concernant les corporations de ville ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné.—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le dit bill passe.

Ordonné.—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant le Code municipal, afin de permettre l'imposition des hypothèques ;—

M. Cotton propose, secondé par M. Clapperton,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

M. Panneton propose comme amendement, secondé par M. Tellier, — Que le mot “ maintenant ” soit retranché et qu'il soit remplacé par les mots suivants : “ dans six mois, à dater d'aujourd'hui.”

Et un débat s'ensuivant ;

Sur motion de M. Weir, secondé par M. Bickerdike,

Ordonné, — Que le débat soit ajourné.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Lalonde.—M. Auger, registrateur de la division Montréal-Est, a-t-il payé, en tout ou en partie, le montant qu'il doit au gouvernement, en vertu d'un jugement prononcé contre lui le 9 janvier 1892 ?

Dans l'affirmative, quel montant a-t-il payé ?

Dans la négative, quel montant a-t-il encore à payer ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—1. En partie ; 2. \$2,500.00 ; 3. \$2,414.96.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné, — Qu'il soit mis devant cette Chambre, — copie des affidavits produits au soutien de la demande faite pour la destitution de Cyrille Gagné, messenger de l'Orateur de cette Chambre, et de tous les papiers, documents et correspondance en rapport avec la dite destitution.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Ordonné, — Qu'il soit mis devant cette Chambre, — un état indiquant les locations du domaine public, en vertu de baux de pêche, consenties par le Commissaire des Terres ou par le Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, ou par toute personne, par l'un d'eux autorisée, de même que de tous les autres actes faits par ces fonctionnaires relativement aux pêcheries, qui sont en fait compris dans la section 3 du bill “ concernant la pêche et les pêcheries ” soumis à cette Chambre ; le dit état devant indiquer le nom des lacs ou des rivières, la date, la durée de la location ou autre acte, le prix y stipulé, le nom des locataires ou des personnes en faveur de qui ces locations ou actes ont été consenties ; avec, de plus, une seule copie ou un exemplaire pour chaque catégorie, ou espèce de locations, ou actes, que cette clause déclare valides, afin d'en faire connaître la teneur générale et les conditions.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant la chambre des notaires de la province de Québec à admettre Léon Trudeau à la pratique du notariat,

après examen ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois,

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi concernant la ville de Longueuil ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill amendant la loi concernant la ville de Lachine ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robitaille fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements des registrateurs et les frais casuels ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de l'éducation supérieure : cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi

les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles, dans la Province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être appliqué par le Secrétaire de la Province, à des concours et récompenses, et à l'achat des meilleurs ouvrages publiés dans cette Province, et particulièrement ceux destinés à l'enseignement des écoles élémentaires, et \$10,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, en vertu de la loi 57 Vict., chap. 23, art 17. — Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200 seront employées à venir en aide à l'Association provinciale des instituteurs, et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900 ;

5. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Ecole polytechnique de Montréal ; pour couvrir un montant retenu sur son crédit pour 1897-98, à cause d'une erreur dans la traduction du texte anglais ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

6. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools* de Québec et de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

7. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques, pour l'allocation aux *High Schools*, dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, Montréal, et \$2,000 pour l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

8. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles publiques ; cinq pour cent de la part des catholiques, dans cette somme, sera retenue, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

9. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

10. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

11. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

12. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs mis à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

13. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat de livres à être donnés en prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles de sourds-muets ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile-End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les dépenses d'impression du rapport du Surintendant de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal, 4^e paiement sur 7 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le Collège de Saint-Romuald d'Étchemin : aide à sa reconstruction, premier paiement sur 3 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École de Navigation, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil des Arts et Manufactures, y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses d'inspections, explorations, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas seize mille huit cent soixante-et-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de réparations aux palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

26. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille neuf cent vingt-six piastres et soixante-seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de loyers des palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

27. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses d'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

28. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses occasionnées par l'Acte des établissements industriels de Québec (57 Victoria, chapitre 30) ci-devant appelé "Acte de Québec" ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

29. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la reconstruction du pont des Joachims sur la rivière Ottawa, pourvu que les gouvernements fédéral et ontarien fournissent le reste de ce qu'il faut pour son parachèvement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

30. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de construction du nouveau palais de justice, Sherbrooke, 1er paiement sur 4 paiements ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

31. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

32. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

33. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

34. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

35. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

36. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital protestant d'industrie et de refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

37. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

38. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

39. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

40. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, (Bon-Pasteur), Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

41. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

42. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

43. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

44. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

45. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

46. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

47. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants pauvres abandonnés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

48. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole des aveugles, Asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

49. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

50. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

51. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société bienveillante des Dames, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

52. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

53. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Asile pour les enfants protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

54. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Church Home*, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

55. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

56. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

57. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

58. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de bienfaisance des Dames Israélites, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

59. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde des enfants trouvés, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

60. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coin des rues Sainte-Catherine et Fullam, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

61. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

62. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de refuge, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

63. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

64. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés, Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'Asile Sainte-Marguerite); pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

65. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

66. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites-Sœurs des Pauvres; Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

67. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Sœurs de Sainte-Marguerite, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

68. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Western Hospital*, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

69. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Hervey, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

70. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

71. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des veuves charitables de l'Orphelinat catholique et de l'Asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

72. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

73. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon-Pasteur, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

74. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames protestantes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

75. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

76. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

77. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelines protestantes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

78. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

79. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

80. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

81. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les infirmes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

82. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

83. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

84. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour les enfants trouvés, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

85. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour les épileptiques; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

86. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Chrétiennes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

87. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la maternité, sous les soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

88. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

89. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

90. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

91. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

92. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hôpital de la Maternité, Trois-Rivières; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

93. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

94. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

95. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

96. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité de Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

97. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Orphelinat de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

98. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

99. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

100. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Saint-Valier, Chicoutimi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

101. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

102. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Anne de la Baie-Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

103. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

104. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital pour les orphelins, les vieillards et les malades, Valleyfield ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

105. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jérôme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

106. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Antoine pour les orphelins et les malades, Longueuil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

107. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, Saint-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

108. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

Résolu,—Que, à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike rapporte alors, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements des registrateurs et les frais casuels ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de l'éducation supérieure : cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles, dans la Province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être appliqué par le Secrétaire de la Province, à des concours et récompenses, et à l'achat des meilleurs ouvrages publiés dans cette Province, et particulièrement ceux destinés à l'enseignement des écoles élémentaires, et \$10,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, en vertu de la loi 57 Vict., chap. 23, art. 17. —Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200 seront employés à venir en aide à l'Association provinciale des instituteurs, et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Ecole polytechnique de Montréal ; pour couvrir un montant retenu sur son crédit pour 1897-98, à cause d'une erreur dans la traduction du texte anglais ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools* de Québec et de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques, pour l'allocation aux *High Schools*, dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, Montréal, et \$2,000 pour l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

8. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques, dans cette somme, sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

9. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

10. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

11. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

12. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs mis à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

13. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat de livres à être donnés en prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

14. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles de sourds-muets ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

15. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourds-muets, Mile-End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

16. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

17. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

18. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

19. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les dépenses d'impression du rapport du Surintendant de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

20. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal, 4^e paiement sur 7 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

21. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le Collège de Saint-Romuald

d'Etchemin : aide à sa reconstruction, premier paiement sur 3 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

22. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École de Navigation, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

23. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil des Arts et Manufactures, y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

24. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses d'inspections, explorations, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

25. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas seize mille huit cent soixante-et-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de réparations aux palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

26. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille neuf cent vingt-six piastres et soixante-seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de loyers des palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

27. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses d'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

28. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses occasionnées par l'Acte des établissements industriels de Québec (57 Victoria, chapitre 30) ci-devant appelé "Acte de Québec" ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

29. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du pont des Joachims sur la rivière Ottawa, pourvu que les gouvernements fédéral et ontarien fournissent le reste de ce qu'il faut pour son parachèvement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

30. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de construction du nouveau palais de justice, Sherbrooke, 1er paiement sur 4 paiements ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

31. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

32. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

33. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Latrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

34. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

35. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

36. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital protestant d'industrie et de refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

37. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

38. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

39. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

40. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, (Bon Pasteur), Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

41. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques-romains, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

42. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

43. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

44. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

45. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

46. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

47. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants pauvres abandonnés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

48. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole des aveugles, Asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

49. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

50. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

51. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société bienveillante des Dames, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

52. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

53. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Asile pour les enfants protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

54. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Church Home*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

55. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Bethléem, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

56. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

57. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

58. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de bienfaisance des Dames Israélites, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

59. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde des enfants trouvés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

60. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coin des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

61. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide

à la *Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

62. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la maison de refuge, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

63. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

64. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, (ci devant connu sous le nom d'Asile Sainte-Marguerite); pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

65. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

66. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites-Sœurs des Pauvres, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

67. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Sœurs de Sainte-Marguerite, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

68. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Western Hospital*, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

69. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Hervey, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

70. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

71. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des veuves charitables de l'Orphelinat catholique et de l'Asile Nazareth, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

72. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

73. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon-Pasteur, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

74. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames protestantes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

75. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

76. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

77. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines protestantes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

78. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

79. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

80. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trent-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

81. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les infirmes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

82. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

83. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

84. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour les enfants trouvés. Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

85. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour les épileptiques ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

86. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Chrétiennes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

87. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, sous les soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

88. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines, sous les soins des Sœurs de la Charité. Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

89. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

90. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

91. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

92. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hôpital de la Maternité, Trois-Rivières; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

93. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

94. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

95. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

96. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité de Rimouski; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

97. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Orphelinat de Sherbrooke; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

98. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant de Sherbrooke; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

99. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

100. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Saint-Valier, Chicoutimi; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

101. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

102. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

103. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville ; pour l'année financière, finissant le 30 juin 1900.

104. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital pour les orphelins, les vieillards et les malades, Valleyfield ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

105. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jérôme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

106. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Antoine pour les orphelins et les malades, Longueuil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

107. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, Saint-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

108. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Et les dites résolutions étant lues la seconde fois.

Ordonné.—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de l'honorable Marchand, appuyé par l'honorable M. Flynn.

Résolu.—Que cette Chambre s'ajourne, et qu'en s'ajournant elle exprime ses profondes sympathies pour la France dans le deuil national qui l'a frappée par le décès soudain, ce jour, du Président de la République, Monsieur Félix Faure.

Et, en conséquence, cette Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Samedi, 18 février 1899.

Onze heures A. M.

L'honorable M. Marchand donne lecture des dépêches télégraphiques que, conformément aux sympathies de la Chambre pour la France, exprimées dans la motion d'ajournement de la séance, hier, il a adressées à Madame Faure, au Président du Sénat français et à M. le Consul français, à Montréal, ainsi que la réponse reçue de ce dernier.

Résolu, nemine contradicente.—Que ces documents soient entrés dans les Procès-verbaux et les Journaux de cette Chambre.

Et les dites dépêches et réponses sont comme suit :

Québec, 17 février 1899.

Madame Félix Faure,
Palais de l'Elisée, Paris.

L'Assemblée législative de la province de Québec me charge de vous offrir ses condoléances à l'occasion du deuil qui vous frappe.

F.-G. MARCHAND,
Premier ministre de la province de Québec.

Québec, 17 février 1899.

Monsieur le Président du Sénat,
Paris, France.

L'Assemblée législative de la province de Québec s'est ajournée, aujourd'hui, par respect pour la mémoire de M. Félix Faure, et me charge d'offrir à la France ses condoléances, à l'occasion du deuil qui la frappe.

F.-G. MARCHAND,
Premier ministre de la province de Québec.

Québec, 17 février 1899.

A M. le Consul de France,
Montréal.

L'Assemblée législative, par un vote unanime proposé par moi et appuyé par le chef de l'opposition, s'est ajournée aujourd'hui par respect pour la mémoire du Président de la République Française. J'en ai aussitôt fait part au Président du sénat français et à Mme Faure. Je me fais un devoir de vous en informer officiellement.

F.-G. MARCHAND,
Premier ministre.

Montréal, 18 février 1899.

L'hon. M. Marchand,
Premier Ministre, Québec.

Très touché de votre communication. Je vous remercie et je remercie l'Assemblée législative de Québec pour ce précieux témoignage de sympathie.

(Signé), KLECZKOWSKI.

L'ordre du jour appelle la considération ultérieure des amendements faits en comité général au bill concernant la pêche et les pêcheries ;—

Et les dits amendements sont adoptés

Ordonné,—Que le dit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions, rapportées, vendredi, le 17 février courant, du comité des subsides, laquelle considération avait été ajournée; et les dites résolutions étant de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements des registrateurs et les frais casuels ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

4. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de l'éducation supérieure : cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles, dans la Province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être appliqué par le Secrétaire de la Province, à des concours et récompenses, et à l'achat des meilleurs ouvrages publiés dans cette Province, et particulièrement ceux destinés à l'enseignement des écoles élémentaires, et \$10,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, en vertu de la loi 57 Viet., chap. 23, art 17. —Sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200 seront employées à venir en aide à l'Association provinciale des instituteurs, et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900 ;

5. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'École polytechnique de Montréal ; pour couvrir un montant retenu sur son crédit pour 1897-98, à cause d'une erreur dans la traduction du texte anglais ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

6. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools* de Québec et de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

7 *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques, pour l'allocation aux *High Schools*, dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, Montréal, et \$2,000 pour l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

8. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques, dans cette somme, sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

9. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

10. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

11. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

12. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs mis à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

13. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat de livres à être donnés en prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

14. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles de sourds-muets ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

15. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Milé-End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

16. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

17. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

18. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

19. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les dépenses d'impression du rapport du Surintendant de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

20. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal. 4^e paiement sur 7 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

21. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le Collège de Saint-Romuald d'Etchemin : aide à sa reconstruction, premier paiement sur 3 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

22. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de Navigation, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

23. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil des Arts et Manufactures, y compris l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

24. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses d'inspections, explorations, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

25. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas seize mille huit cent soixante-et-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de réparations aux palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

26. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille neuf cent vingt-six piastres et soixante-seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de loyers des palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

27. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses d'inspections des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

28. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses occasionnées par l'Acte des établissements industriels de Québec (57 Victoria, chapitre 30) ci-devant appelé "Acte de Québec" ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

29. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la reconstruction du pont des Joachims sur la rivière Ottawa, pourvu que les gouvernements fédéral et ontarien fournissent le reste de ce qu'il faut pour son parachèvement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

30. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de construction du nouveau palais de justice, Sherbrooke, 1^{er} paiement sur 4 paiements ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

31. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

32. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

33. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

34. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

35. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

36. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital protestant d'industrie et de refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

37. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

38. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

39. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

40. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, (Bon-Pasteur), Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

41. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques-romains, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

42. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

43. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

44. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

45. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

46. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

47. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants pauvres abandonnés, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

48. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole des aveugles, Asile Nazareth, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

49. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

50. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

51. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société bienveillante des Dames, Montréal; pour l'année financière finissant le 20 juin 1900.

52. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

53. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Asile pour les enfants protestants, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

54. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Church Home*, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

55. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

56. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

57. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

58. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de bienfaisance des Dames Israélites, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

59. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la

Miséricorde pour la garde des enfants trouvés, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

60. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coin des rucs Sainte-Catherine et Fullum, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

61. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

62. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de refuge, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

63. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

64. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés, Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'Asile Sainte-Marguerite); pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

65. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

66. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites-Sœurs des Pauvres; Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

67. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Sœurs de Sainte-Marguerite, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

68. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Western Hospital*, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

69. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Hervey, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

70. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

71. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des veuves charitables de l'Orphelinat catholique et de l'Asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

72. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

73. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon-Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

74. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames protestantes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

75. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

76. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

77. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelines protestantes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

78. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

79. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

80. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

81. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les infirmes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

82. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

83. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

84. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour les enfants trouvés, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

85. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour les épileptiques ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

86. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Chrétiennes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

87. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la maternité, sous les soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

88. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

89. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

90. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

91. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Malades indigents, Asile de la Providence, Trois-Rivières; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

92. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hôpital de la Maternité, Trois-Rivières; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

93. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

94. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

95. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

96. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

97. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et à l'Orphelinat de Sherbrooke; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

98. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant de Sherbrooke; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

99. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

100. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu-Saint-Valier, Chicoutimi; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

101. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

102. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Anne de la Baie-Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

103. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

104. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital pour les orphelins, les vieillards et les malades, Valleyfield; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

105. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jérôme; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

106. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Antoine pour les orphelins et les malades, Longueuil; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

107. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, Saint-Jean; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

108. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Résolu,—Que cette Chambre concoure, avec le dit comité, dans les dites résolutions.

La Chambre en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill du Conseil législatif intitulé: "Loi amendant le code du notariat"; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill concernant l'hôpital protestant pour les aliénés,—

Le bill est lu la seconde fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant l'article 1301 du Code civil ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. Girard, secondé par M. Plante,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le docteur Plourde, ex-coroner du Lac-St-Jean, et le gouvernement, au sujet d'une remise d'honoraire à lui être faite, vû sa destitution.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toute correspondance, requêtes, affidavits, etc., par le maire ou aucune personne de la paroisse de St-Jérôme du Lac-St-Jean, avec tous, ou aucun des ministres, au sujet de difficultés survenues dans l'établissement des limites du village de St-Jérôme, depuis mai 1898.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre, copie de toutes lettres et de toute correspondance adressées au secrétaire de la Province, ou à tout autre ministre, au sujet de la destitution des juges de paix du Lac-St-Jean, et de la nomination de leurs successeurs, notamment celle d'Etienne Coulombe, et celle des juges de paix de St-Joseph d'Alma.

Sur motion de l'honorable M. LeBlanc, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre copie des rapports des enquêtes faites sur l'administration de la prison de Montréal, depuis le 30 juin 1897.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. Pelletier.—Combien de poursuites ont été intentées à la cour de circuit du comté de Bellechasse, pendant chacune des années 1894, 1895, 1896, 1897 et 1898.

Réponse par l'honorable M. Robidoux : 1894, 1 ; 1895 ; 4 ; 1896, 1 ; 1897, aucune ; 1898, aucune ?

Par l'honorable M. Pelletier. —1. Quel est, d'après le dernier rapport, le nombre des malades actuellement internés dans les différents asiles de la Province, comme suit :

- (1). Combien à la Longue Pointe ?
- (2). Combien à Verdun ?
- (3). Combien à Beauport ?
- (4). Combien à St-Ferdinand d'Halifax ?
- (5). Combien à la Baie-St-Paul ?

2. Combien y avait-il de malades dans chacune de ces institutions le 1er janvier 1895 ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :

	Institutions.	Au 8 février 1899	Au 1er janvier 1895
(1)	Longue Pointe.....	1435 malades.	1309 malades.
(2)	Verdun.....	266 "	186 "
(3)	Beauport.....	1021 "	981 "
(4)	St-Ferdinand-d'Halifax	119 "	105 "
(5)	Baie-St-Paul.....	48 "	14 "

Par M. Girard. —Le docteur Constantin, coroner du Lac-St-Jean, a-t-il payé au gouvernement les honoraires sur sa commission ?

Dans l'affirmative, quel montant a-t-il payé et à quelle date ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Non.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant l'article 5375c des Statuts refondus de la province de Québec,—

M. Weir propose secondé par M. Delaney.—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant l'acte 61 Victoria, chapitre 39,—

M. Weir propos, secondé par M. Delaney,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

Ordonné,—Que M. Caron (Maskinongé) ait la permission de présenter un bill amendant l'article 4404 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill amendant l'article 1651 des Statuts refondus de la province de Québec; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bourbonnais fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour examiner le bill amendant les articles 2250 et 2235 du Code civil,—

Ordonné,—Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que le bill soit renvoyé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill constituant en corporation le "Loyola College"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gosselin fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 20 février 1899.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant la constitution de la cour supérieure," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif, intitulé : "Loi amendant la loi concernant la constitution de la cour supérieure", soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Roy, secondé par M. Garneau,

Ordonné,—Que le bill incorporant l'Association des barbiers de la province de Québec, soit de nouveau référé au comité des bills privés, avec instructions de reconsidérer le préambule, de l'examiner généralement et de faire rapport à cette Chambre.

Ordonné,—Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un bill amendant l'article 4762 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Panneton ait la permission de présenter un—Bill amendant l'article 599 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un— ill amendant l'article 599 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill amendant la loi constituant en corporation la *Shawinigan Water and Power Company*,—

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. Teller,

Ordonné,—Que le dit ordre soit rescindé et que ce bill soit renvoyé de nouveau au comité général de la Chambre avec instruction :

1. De reconsidérer la section première du dit bill ;

2. Que le paragraphe 2, de la section 2, de la loi constituant en corporation *The Shawinigan Water and Power Company*, soit retranché ;

3. Que le premier paragraphe de la section 32 de la dite loi soit modifié de manière à se lire comme suit :

“ 32. L'expropriation, ainsi que les procédures relatives à la mise en possession immédiate des terrains à être expropriés, devront être faites conformément aux dispositions des Statuts refondus de Québec relatives aux chemins de fer.”

Résolu.—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné.—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné.—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la réception du rapport du comité général, concernant le bill relatif à la reconstruction de l'église Saint-Jean-Baptiste de Montréal et le paiement de la dite construction,—

Ordonné.—Que le rapport soit maintenant reçu.

Ordonné.—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill amendant les lois concernant la ville de Lachine ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gouin fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné.—Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné.—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour examiner le Bill amendant la loi 60 Victoria, chapitre 95, concernant la succession de feu Amable Prévost,—

M. Gouin propose, secondé par M. Weir,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'honorable M. Langelier propose, comme amendement, secondé par M. Tessier (Rimouski) :

Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " ce bill soit de nouveau référé au comité spécial permanent des bills privés avec instruction de le reconsidérer."

Et l'amendement étant proposé,—il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant posée.

Ordonné,—Que le bill soit de nouveau renvoyé au comité spécial permanent des divers bills privés avec instruction de le reconsidérer.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le Bill transférant de St-Joseph de Ham-Sud au village de Baulac de Saint-Olivier de Garthby, le chef-lieu du comté de Wolfe ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Allard fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant les actes incorporant la cité de Sorel ; et, après avoir ainsi siégé pendant quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Major fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,— Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi concernant les commissaires des écoles de la municipalité de la ville de Westmount et les taxes scolaires de la dite ville ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Major fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe et que le titre soit : " Loi à l'effet d'amender la loi concernant les commissaires des écoles de la municipalité de la ville de Westmount et d'édicter certaines dispositions relatives aux taxes scolaires de la dite ville."

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par l'honorable M. LeBlanc.—M. Ovide Lamothe, de St-Bonaventure d'Upton, comté d'Yamaska, est-il à l'emploi du gouvernement ?

Dans l'affirmative, depuis quand ?

Quel salaire retire-t-il ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—Non.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée qu'il a passé le bill intitulé : "Loi amendant l'article 1618 des Statuts refondus de la province de Québec," sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé l'amendement fait par la Chambre au bill du Conseil législatif, intitulé : "Loi modifiant de nouveau la loi concernant la cour de circuit du district de Montréal."

L'ordre du jour appelle la réception du rapport du comité général sur le Bill amendant la loi de pharmacie de Québec,—

M. Gouin propose, secondé par M. Weir,—Que le rapport soit maintenant reçu ;

L'honorable M. Langelier propose, comme amendement, secondé par M. Dessaulles,

Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le dit bill soit de nouveau renvoyé au comité général, avec instruction de l'amender en substituant à la clause 4043, la suivante :

"Les différentes substances nommées ou décrites dans la cédule A, sont des poisons d'après la signification donnée par la présente loi, et le Conseil peut, de temps à autre, par règlement, avec le concours et l'approbation du bureau des gouverneurs du collège des médecins et chirurgiens de la Province ou du bureau provincial d'hygiène, déclarer qu'une substance spécifiée dans ce règlement, est un poison d'après la signification donnée à ce mot par cette loi, et cette substance est alors ajoutée à la cédule A, pour en former partie.

Cette addition doit être annoncée dans la "Gazette Officielle de Québec."

Et en remplaçant la clause 2 du dit bill par la suivante :

"4039. Rien dans la présente loi ne doit avoir l'effet d'empêcher les personnes non inscrites, en vertu de la présente loi, de vendre le vert de Paris ou la pourpre de Londres, si ces substances sont dans des paquets sûrs et distinctement étiquetés du nom de la substance, du nom et de l'adresse du vendeur et marqués du mot "poison".

Non plus Alun,
 Bi-carbonate de soude,
 Borax,
 Carbonate de chaux,
 Crème de tartre,
 Essences pour usage culinaire.
 Huile de ricin,
 Cochenille,
 Gingembre,
 Gomme arabique.
 Houblon,
 Graine et farine de lin,
 Camomille,
 Glycerine,
 Huile de fœie de morue,
 Sel d'epsom,
 Séné,
 Souffre

et toutes épices employées pour l'usage culinaire.

Rien non plus dans la présente loi ne doit avoir l'effet d'empêcher les personnes non inscrites en vertu de la présente loi, de vendre dans les municipalités où il ne se trouve pas de pharmacie, les préparations brevetées ne contenant aucune des substances mentionnées dans la cédule A de l'acte de Pharmacie de Québec."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :
 Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>D^r Grosbois,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Turgeon, et</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Watts—17</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Dessaultes,</i>	<i>Marchand,</i>	
<i>Chauret,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Panneton,</i>	
<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Pelletier,</i>	

CONTRE :
 Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Dechêne,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Cardin</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Listois,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Caron, (Maskin.),</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith.</i>
<i>Caron, (Matane),</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Talbot.</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Hun',</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Weir.—37.</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>	
<i>Décarie,</i>	<i>Laliberté,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question principale étant de nouveau proposée,—Que le rapport soit maintenant reçu ;

L'honorable M. Pelletier soulève la question d'ordre que l'amendement qui apparait dans le bill comme la clause 2 n'a pas été textuellement proposé ni adopté par le comité général.

M. l'Orateur décide que l'amendement de l'honorable M. Flynn a été régulièrement adopté par le comité général et fait partie du bill qui porte les initiales et la signature du Président du comité.

Et la question principale étant de nouveau proposée, elle est résolue affirmativement.

Ordonné,—Que le rapport soit maintenant reçu.

Et l'amendement fait en comité général au dit bill étant lu la première fois ;

Et la question étant proposée,—Que le dit amendement soit maintenant lu la seconde fois ;

L'honorable M. Pelletier s'y oppose et soulève le point d'ordre que cet amendement ne peut être lu une seconde fois, aujourd'hui, que du consentement unanime de la Chambre.

M. l'Orateur déclare qu'il donnera sa décision, plus tard.

Ordonné,—Que la considération du dit amendement soit remise à demain.

La Chambre en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le Bill à l'effet d'amender le paragraphe 2 de l'article 480 du Code municipal ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gouin, président du dit comité fait rapport que ce comité a fait quelque progrès et recommande de référer de nouveau ce bill au comité spécial nommé pour examiner tous les amendements relatifs au code municipal.

Ordonné,—Que le Bill amendant le paragraphe 2 de l'article 480 du Code municipal soit renvoyé de nouveau au comité spécial nommé pour examiner tous les amendements relatifs au Code municipal.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 20 janvier 1899, demandant copie de tous ordres en conseil, pétitions et correspondance depuis la dernière session, en rapport avec l'octroi de subsides aux chemins de fer et au paiement des subsides actuellement votés. (*Document de la session No 49*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 18 février 1899, pour copie de toutes lettres et de toute correspondance adressés au Secrétaire de la Province, ou à tout autre ministre, au sujet de la destitution des juges de paix du Lac-St-Jean, et de la nomination de leurs successeurs, notamment celle d'Etienne Coulombe, et celle des juges de paix de St-Joseph d'Alma. (*Document de la session No 50*).

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 9 décembre 1897, demandant.—1. Copie de tous arrêtés en conseil et de tous

contrats, depuis un an, au sujet de la publication et de l'impression du "Journal d'Agriculture", ou du "Journal of Agriculture;"

2. Copie de toutes correspondances, et de toutes demandes ou pétitions au sujet de telle publication, ou impression, ou au sujet de tels arrêtés en conseil, ou contrats. (*Document de la session No. 51.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 16 février 1899, pour un état indiquant combien d'arbres fruitiers, pommiers, pruniers, arbres d'ornements, etc., M. Auguste Dupuis, de St-Roch-des-Aulnaies, a fournis au département de l'agriculture pour distribution, et à quel prix il les a fournis, et combien il a reçu d'argent. (*Document de la session No. 52.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 10 février 1899, pour copie de toute correspondance entre le Commissaire des Terres ou de tout autre ministre et toute compagnie ou individu au sujet de l'établissement d'une manufacture de pulpe le long de la Grande ou de la Petite-Décharge du Lac-St-Jean, l'achat des pouvoirs d'eau dans les différentes rivières se déchargeant dans le lac St-Jean, le don gratuit de certaines limites, la réduction des taux de coupe de bois et copie de tous rapports par M. Chrysostôme Langelier, ou autres relativement à la valeur des limites à bois et des pouvoirs d'eau du Lac-St-Jean, le tout depuis 1897. (*Document de la session No. 53.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 13 février 1899, pour copie de toute correspondance, lettres, enquête et tous documents se rapportant à la destitution de l'ex-régent, M. E. Poulin, du comté de Rouville. (*Document de la session No. 54.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 18 février 1899, pour copie de toute correspondance entre le docteur Plourde, ex-coroner du Lac-St-Jean, et le gouvernement, au sujet d'une remise d'honoraire à lui être faite, vu sa destitution. (*Document de la session No. 56.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 16 février 1899, pour copie de toute correspondance, de toutes instructions et de tous rapports au sujet de l'envoi de la police provinciale à l'Île d'Anticosti, durant l'année 1898. (*Document de la session No. 55.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 5 janvier 1899, pour copie de toutes requêtes et toute correspondance entre le Commissaire de la Colonisation et des Mines, ou aucun autre membre du gouvernement, ainsi que de toutes instructions, depuis le 25 mai dernier, le tout relativement à des travaux d'arpentage et de cadastre dans le comté de Gaspé. (*Document de la session No. 57.*)

Sept heures et demie P. M.

L'ordre du jour appelle la Chambre à concourir dans les amendements faits en comité général, vendredi, le 17 février courant, au bill : Loi de l'Instruction publique,—

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Marchand,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans les dits amendements.

M. Gouin propose, comme amendement, secondé par M. Talbot,—Que tous les mots après “ Que,” jusqu’à la fin de la question, soient retranchés et qu’ils soient remplacés par les mots suivants : “ le bill soit de nouveau référé au comité général de cette Chambre, avec instruction de l’amender de la manière suivante, savoir : en ajoutant, après l’article 235 de ce bill, les clauses qui suivent :

235*a*. Toute corporation scolaire peut également, avec l’autorisation du Lieutenant-Gouverneur, sur la recommandation du Surintendant de l’instruction publique, emprunter des deniers et, à cette fin, émettre des débentures, mais seulement en vertu et sous l’empire d’une résolution indiquant :

1. Les fins pour lesquelles l’emprunt doit être contracté ;
2. Le montant total de l’émission ;
3. Le terme de l’emprunt ;
4. Le taux de l’intérêt ;
5. Tous les autres détails se rattachant à l’émission et à l’emprunt.

235*b*. Toute émission de débentures en obligations faite avant ce jour et qui peut se trouver conforme aux dispositions énoncées dans l’article précédent 235, est, par les présentes, déclarée bonne et valide.

Les causes pendantes ne seront pas affectées par cet amendement.

L’honorable M. LeBlanc propose comme sous-amendement, secondé par l’honorable M. Pelletier,—Que les mots suivants soient ajoutés au dit amendement : “ mais cette clause ne pourra pas être interprétée, comme validant des emprunts faits et dont la légalité est mise en question par l’une ou l’autre des parties intéressées.”

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier, et</i>
<i>Chwoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Tellier.—13.</i>
<i>Dufresne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	
<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>D’Auteuil,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rochelcau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron, (Maskin.),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron, (Matane),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier, (Rimouski),</i>
<i>Chaurel,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Targeon,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robitoux,</i>	<i>Watts, et</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>	<i>Weir.—40</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la motion principale étant de nouveau proposé ;

L'honorable M. Pelletier propose comme sous amendement, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que les mots suivants soient ajoutés : “ pourvu toutefois que les argents ainsi empruntés aient en totalité été employés et dépensés dans l'intérêt des contribuables et qu'aucune partie du montant emprunté n'ait servi à d'autres fins qu'à celles auxquelles il était destiné.”

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Caron (Maskinon),</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>et Tellier.—15.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Monon,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Lacombe.</i>	<i>Lalonde.</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Déchéne,</i>	<i>Major.</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Marchand.</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dessauvies,</i>	<i>Parent.</i>	<i>Tessier (Rimouski).</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Petit.</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Robidoux.</i>	<i>Watts</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Robitaille.</i>	<i>et Weir —38.</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Rocheleau.</i>	
<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Roy.</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement étant de nouveau proposé, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente prise inversement

Alors la question principale, ainsi amendée, étant proposée,

*Ordonné,—*Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

*Ordonné,—*Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

Les dits amendements sont lus la première et la seconde fois.

Et la question étant proposée : Que cette Chambre concoure, avec le comité dans les dits amendements.

M. Tellier propose comme amendement, secondé par M. Duplessis : Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : " le bill soit de nouveau renvoyé au comité général de cette Chambre, avec instruction de l'amender, de manière à ce que les nominations et les révocations des inspecteurs d'écoles ne soient faites sur la recommandation de l'un ou de l'autre des deux comités du Conseil de l'Instruction publique, tel que décrété par la loi en vigueur."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Tellier.—14.</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Marion,</i>	
<i>Dufresne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy.</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major.</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron (Maskinon.),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>	<i>Weir.—39.</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question principale étant de nouveau proposée,

M. Panneton propose comme amendement, secondé par M. McDonald,

Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots "ce bill soit de nouveau renvoyé au comité général de la Chambre avec instructions de l'amender :

1. En retranchant de la section 482 le paragraphe 6 ;
2. En rayant de la section 483 les mots " également recours à la cour de circuit du district ou du comté " et les remplaçant par les suivants : " appel au Surintendant de l'Instruction publique, et cet appel est porté en la manière indiquée par la section 493."

3. En ajoutant dans l'article 484 après le mot "l'appel," les suivants : "à la Cour de Circuit" et en retranchant du dit article les mots "ou recours."

4. En ajoutant après l'article 492 les articles suivants :

" 493. L'appel au Surintendant se fait par requête sommaire.

" Avant d'adresser cette requête au Surintendant, les contribuables intéressés doivent demander aux Commissaires ou syndics d'écoles, par requête signée par au moins cinq d'entre eux, de réviser leur décision ou d'exercer le ou les devoirs qu'ils ont refusé ou négligé d'exercer.

Dans les trente jours qui suivent la réception de cette requête, les commissaires ou syndics doivent signifier par écrit, par l'entremise de leur secrétaire-trésorier ou par un huissier, leur décision à l'un des deux premiers signataires de la requête.

Dans les quinze jours qui suivent la signification de cette décision, ou, en l'absence de telle signification, dans les quinze jours qui suivent l'expiration du temps pendant lequel telle signification eût pu être faite, une requête en appel peut être adressée au surintendant,—qui doit alors exiger des requérants en appel la garantie que les frais de procédure de la dite requête en appel seront payés, et désigner la ou les personnes qui supporteront ces frais, dont il fixe le montant.

Dans sa sentence, qui est finale, le surintendant peut ordonner que les commissaires ou les syndics fassent ce qui leur a été demandé ou ce qu'il ordonne de faire, ou s'abstiennent de le faire, ou ne le fassent qu'en tout ou en partie et aux conditions exigées par la sentence.

494. Le surintendant peut changer, révoquer ou modifier toute décision par lui rendue sur appel de la décision des commissaires ou des syndics en vertu de la loi et à la demande des commissaires ou syndics d'écoles ou des contribuables intéressés.

5. En retranchant de l'article 489 les mots suivants : "rendre telle" "décision que les commissaires ou syndics d'écoles auraient du rendre" "originellement ou leur ordonner d'exercer les attributions qui font l'objet" "du recours."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Ball,
Bédard,
Chicoyne,
D'Auteuil,

Dufresne,
Duplessis,
Flynn,
Grenier,

Hackett,
LeBlanc,
McDonald,
Marion,

Panneton,
Pelletier, et
Tellier.—15.

CENTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Majr,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaultes,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron, (Maskino),</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier, (Rimouski)</i>
<i>Caron, (Matane),</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>	<i>Weir.—37.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>	
<i>Décarie,</i>	<i>Laliberté,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant de nouveau proposée,

Ordonné,—Que cette Chambre concoure, avec le comité général, dans les dits amendements

Et la question étant posée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 21 février 1899.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Robidoux,

Ordonné,—Que permission de siéger, aujourd'hui, pendant la séance, soit donnée au comité spécial chargé de considérer le bill revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

L'honorable M. Robidoux, président du comité spécial permanent de législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter avec des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (No 156) amendant la loi concernant les corporations de ville ;

Et bill (No 146) amendant la loi régissant les corporations de ville.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, et a l'honneur de faire rapport qu'il les a rejetés, savoir :

Bill (No 106) amendant la loi électorale de Québec, 1895 ;

Bill amendant l'article 874 du Code de procédure civile, concernant le cautionnement fourni par les curateurs aux cessions de biens ;

Bill amendant la loi 61 Victoria, chapitre 39 ;

Et bill amendant l'article 5375c des Statuts refondus.

M. Tessier (Rimouski), président du comité spécial permanent des bills privés, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre Jean-Alfred-Simon Lapointe au nombre de ses membres, après examen, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité, conformément à l'ordre de référence de votre honorable Chambre, a examiné de nouveau, le préambule du bill incorporant l'Association des barbiers de la province de Québec ; et, après avoir entendu les parties intéressées, votre comité a déclaré le préambule prouvé, et a fait un amendement au dit bill qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Ordonné,—Que M. Bourbonnais ait la permission de présenter un bill amendant le Code civil, relativement au privilège sur les immeubles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant la loi concernant la constitution de la Cour Supérieure,—

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Marchand,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 9 février 1899, pour un état détaillé des sommes payées par le gouvernement, en rapport avec l'arrestation, l'enquête préliminaire et le procès de Jean-Baptiste Guillemain, condamné à la peine capitale, par la cour criminelle du district de Saint-Hyacinthe, le 11 juillet dernier, pour le meurtre de Jean-Baptiste Laplante. (*Document de la session No 58*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 18 février 1899, pour copie de toute correspondance, requête, affidavit, etc., par le maire ou aucune personne de la paroisse de St-Jérôme du Lac-St-Jean, avec tous ou aucun des ministres, au sujet de difficultés survenues dans l'établisse-

ment des limites du village de St-Jérôme, depuis mai 1898. (*Document de la session No 59*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 16 février 1899, pour copie de toute correspondance, en 1897, au sujet des travaux de colonisation à faire à la Petite-Rivière-Est, dans le comté de Gaspé, sous la direction de M. Nazaire Lelièvre. (*Document de la session No 60*).

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du premier février 1899, pour un état de la votation dans les différents districts électoraux de la Province où des élections ont été tenues, depuis le premier octobre 1897. (*Document de la session No 61*).

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits en comité général au bill amendant la loi de pharmacie de Québec.

Les dits amendements sont lus la seconde fois.

Ordonné.—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour examiner le Bill (No 84), amendant le Code municipal.

Ordonné.—Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné.—Que le bill soit renvoyé au comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill concernant la division du comté de Pontiac, pour les fins municipales et d'enregistrement,—

Sur motion de M. Gillies, secondé par M. Watts,

Résolu, nemine contradicente.—Que les règles de cette Chambre relativement aux bills privés soient suspendues, en autant qu'elles s'appliquent au bill concernant la division du comté de Pontiac pour les fins municipales et d'enregistrement, et que ce bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu.—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné.—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill refondant les lois organiques de la corpora-

tion de la ville de Farnham; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Watts fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant l'article 599 du Code de procédure civile,—

M. Champagne propose, secondé par M. Chenevert.—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois; et la question étant posée la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

Sept heures et demie, P. M.

L'ordre du jour appelle les bills privés en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité général pour examiner le bill transférant de Saint-Joseph de Ham-Sud au village de Beaulac de Saint-Olivier de Garthby, le chef-lieu du comté de Wolfe; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et le président du comité général fait rapport: qu'une modification ayant été proposée au préambule de ce bill, objection a été faite que la motion en amendement n'était pas dans l'ordre, parce qu'avis n'avait pas été donné; et que lui, le Président, avait décidé que l'amendement n'était pas suffisamment important pour exiger un avis dans le sens de l'article 68, et qu'appel a été fait de sa décision à la Chambre.

En conséquence, M. l'Orateur pose la question: "La décision de M. le président du comité sera-t-elle la décision de la Chambre?"

Objection étant faite que l'appel a été adressé à M. l'Orateur lui-même, M. l'Orateur dit que l'appel de la décision du président d'un comité général se fait directement à la Chambre, en vertu de la règle 76, rédigée dans les termes suivants:

"Les questions d'ordre qui s'élèvent en comité général sont décidées "par le président, sauf appel à la Chambre".

A la page 375, dixième édition, May dit: "*Following the principle which governs procedure in committees of the whole house, no appeal can be made to the Speaker, regarding the decisions and rulings of a chairman of a standing committee*".

(Suivant le principe qui régit la procédure dans les comités généraux, aucun appel ne peut être fait à l'Orateur au sujet des décisions d'un Président d'un comité permanent).

Et la question étant posée, par M. l'Orateur,—Que la décision du président du comité soit la décision de la Chambre; la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chénevert,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron (Maskinon),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Listois,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Weir.—43.</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Parent,</i>	

CONTRE :

Personne.

Ainsi, la décision du président du comité est maintenue.

La Chambre reprend la considération de ce bill; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Weir fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill constituant en corporation la *Laurentian Water and Power Company*; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

R. solu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre, de nouveau, en comité des subsides,—

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil;

L'honorable M. LeBlanc propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Pelletier,—Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots

suivants : “ cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais désire constater qu’en dépit de la politique préconisée pendant plusieurs années par les chefs du parti libéral, à l’effet que le nombre des ministres devait être réduit même jusqu’à 5, et en dépit des déclarations de l’honorable M. Marchaud devant cette Chambre, le 11 décembre 1895, au sujet des réformes à introduire dans le personnel administratif, le gouvernement actuel est composé non-seulement de 7 ministres avec portefeuilles, ce qui représente une somme de \$29,000 pour traitements annuels, mais, de plus, de 3 ministres sans portefeuilles pour les dépenses desquels cette Chambre est appelée à voter une somme de \$3,000. (Voir budget pour l’année finissant le 30 juin 1900—état détaillé, page 42) ministres sans portefeuilles, 3 à \$1,000 chacun, \$3,000.”

Et un débat s’en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu’à près minuit, mercredi matin.

Mercredi, 22 février 1899.

Et l’amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—19.</i>
<i>D’Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dechêne,</i>	<i>Latiberté,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Major,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Charet,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Watts.</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Weir.—44.</i>

Ainsi, l’amendement est résolu négativement.

Alors, la question principale étant proposée ;

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme, de nouveau, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société d'horticulture, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encouragement à la culture des arbres fruitiers ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du laboratoire officiel de la province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à sa Majesté comme une aide à la *Poultry Association*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

Résolu,—Que, à la prochaine séance, cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike rapporte, alors, du comité des subsides, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société d'Horticulture, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour encouragement à la culture des arbres fruitiers ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du laboratoire officiel de la province de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la *Poultry Association*, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois

Ordonné, — Que la considération ultérieure de ces résolutions soient remise à la prochaine séance de la Chambre.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à 3 h. P. M., aujourd'hui.

Mercredi, 22 février 1899.

Du consentement unanime de la Chambre, la séance est suspendue, et permission de siéger est donnée au comité spécial chargé de considérer le bill revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

En conséquence, M. l'Orateur déclare qu'il est six heures, et quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie p. m

Sept heures et demie P. M.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose, sur le bureau de la Chambre,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 15 février 1899, demandant la production de la balance du dossier dans la cause No. 2637, de la Cour Supérieure de Montréal (année 1897), dans la cause de *Beaupré vs Desnoyers et al.*, dont quelques pièces sont déjà produites dans le *Document No 46* de la présente session, ainsi que de tous les jugements interlocutoires et finals rendus dans la dite cause; et aussi le nom de la personne à laquelle était adressée la lettre de L.-O. David, en date du 28 décembre 1898, et qui se trouve aussi, sans adresse, dans le dit document No. 46.—(*Document de la Session No 62.*)

M. Tessier (Rimouski), du comité spécial permanent des bills privés, présente le quinzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill autorisant et ratifiant le règlement No. 136 des règlements de la ville de Salaberry de Valleyfield, accordant une commutation de taxes à compagnie dite *The Montreal Cotton Company*.

Bill concernant la succession de Jean Guillet dit Tonrangeau.

Votre comité a ré-examiné le bill amendant la charte de la cité de Sherbrooke, 55-56 Victoria, chapitre 61, renvoyé de nouveau à votre comité,

et il y a fait de nouveaux amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Aussi, le bill amendant la loi 60 Victoria, chapitre 95, concernant la succession de feu Amable Prévost, et trouve que le préambule n'est pas prouvé, vu que les raisons données à l'appui de la mesure n'ont pas été jugées suffisantes par la majorité de votre comité.

L'auteur du bill constituant en corporation la ville de East-Angus et pourvoyant à l'amélioration de son système d'éducation, ayant déclaré qu'il désirait ne pas procéder avec ce bill, votre comité recommande, en conséquence, à votre honorable Chambre que permission lui soit accordée de retirer le dit projet de loi.

M. Gouin propose, secondé par l'honorable M. Turgeon,—Que le bill amendant la loi 60 Victoria, chapitre 95, concernant la succession de feu Amable Prévost, soit de nouveau renvoyé au comité des bills privés, pour en reconsidérer le préambule, l'examiner généralement et faire rapport à la Chambre ;

Et cette motion étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Dorris,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron (Maskin),</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Rainville,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>	<i>Weir.—25.</i>
<i>Chénevert,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Stéphens et</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Tessier (Rim.)—28.</i>

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

M. Gouin propose, secondé par M. Rainville,—Que le Bill amendant la loi 60 Victoria, chapitre 95, concernant la succession de feu Amable

Prévost, rapporté ce jour du comité spécial permanent des Bills privés, comme ayant son préambule non prouvé, soit entré sur les ordres du jour d'aujourd'hui pour être considéré en comité général lorsque l'ordre du jour appellera les bills privés ;

Et la proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duptessis,</i>	<i>Major,</i>	<i>Smith.</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Wat's et</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Rainville,</i>	<i>Weir.—31.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>LeBlanc,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Petit.</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Stephens et</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Langelier.</i>	<i>Tessier (Rim.)—25.</i>
<i>Bourbonnais,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

L'honorable M. Robidoux, du comité spécial permanent de législation, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre Chambre :

Bill constituant en corporation la *Provincial Trust and Agency Company* :

Et bill amendant le Code de procédure civile relativement aux procès par jury en matière de diffamation écrite.

Ordonné,—Que M. d'Auteuil ait la permission de présenter un bill amendant l'article 760 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un bill abrogeant et remplaçant l'article 4444 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. Gouin, secondé par M. Rainville,

Ordonné,—Que l'honoraire payé sur le bill amendant la loi constituant en corporation les Syndics apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a rapport à une institution religieuse et de charité.

Ordonné,—Que l'honoraire payé sur le bill refondant la loi constituant en corporation la Fraternité du Tiers-Ordre de Saint-François d'Assise de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a rapport à une institution religieuse et de charité.

Sur motion de M. Décarie, secondé par M. Bickerdike,

Ordonné,—Que l'honoraire payé sur le bill constituant en corporation la ville de Viauville, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par M. Caron (Maskinongé),

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une liste de tous les employés permanents et surnuméraires payés par le gouvernement de la province de Québec, à titre de salaire ou autrement, pendant l'exercice financier 1897-98.

Sur motion de M. Weir, secondé par M. Bickerdike,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous documents, de toute correspondance, toutes dépositions, tous mandats et jugements, survenus en une cause de la Reine contre Mussen, récemment instruite devant la cour criminelle d'enquête préliminaire, dans la cité de Montréal.

M. Laliberté, du comité spécial nommé pour examiner le bill—Loi concernant la conciliation,—et faire rapport, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill concernant la conciliation, et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

L'ordre du jour appelle la considération ultérieure des amendements faits en comité général au Bill amendant la loi de pharmacie de Québec,

M. Gouin propose, secondé par M. Weir,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dits amendements ;

L'honorable M. Langelier propose, comme amendement, secondé par M. deGrosbois,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la ques-

tion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le dit bill soit renvoyé de nouveau au comité général de cette Chambre, avec instructions de l'amender en substituant à la clause 4039, la suivante :

4039. Rien dans la présente loi ne doit avoir l'effet d'empêcher les personnes non inscrites, en vertu de la présente loi, de vendre le vert de Paris ou la pourpre de Londres, si ces substances sont dans des piquets sûrs et distinctement étiquetés du nom de la substance, du nom et de l'adresse du vendeur et marqués du mot " poison," non plus :

Alun,
Bi-carbonate de soude,
Borax,
Carbonate de chaux,
Crème de tartre,
Essences pour usage culinaire,
Huile de ricin,
Cochenille,
Gingembre,
Gomme arabique,
Houblon,
Graine et farine de lin,
Camomille,
Glycerine,
Huile de foie de morue,
Sel d'epsom,
Séné,
Souffre,
Bois de campêche,
Extrait de vitriol bleu.
Couperose,
Esprit de sel,

et toutes épices employées pour l'usage culinaire.

Rien, non plus, dans la présente loi, ne doit avoir l'effet d'empêcher les personnes non inscrites en vertu de la présente loi, de vendre, dans les municipalités où il ne se trouve pas de pharmacie, les préparations brevetées ne contenant aucune des substances mentionnées dans la cédule A de l'acte de la Pharmacie de Québec, les sirops calmants pour enfants, les préparations contre le rhume, les vins toniques et les pilules d'Estille."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Allard,
Bédard,
Béland,
Bourbonnais,
Chauret,

Chênevert,
Chicoyne,
Cotton,
de Grosbois,
Delaney,

Dessaulles,
Duplessis,
Gucrin,
Lalonde,
Langelier.

Marchand,
Normand,
Panneton,
Pelletier et
Watts. — 20.

CONTRE :

Messieurs

<i>Bal',</i>	<i>d'Auteuil,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Tessier (Rim) et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Plan'e,</i>	<i>Weir—34.</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Gosselin,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant posée, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente prise inversement.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans les dits amendements.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Loi concernant la pêche et les pêcheries " ;

Bill intitulé : " Loi amendant l'article 1651 des Statuts refondus concernant les sociétés d'agriculture " ;

Bill intitulé : " Loi concernant l'Hôpital protestant pour les aliénés " ;

Bill intitulé : " Loi concernant l'émission d'obligations par la *Merchants' Cotton Company* " ;

Bill intitulé : " Loi ratifiant et confirmant un certain règlement de la ville de Magog " ;

Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture " ;

Bill intitulé : " Loi amendant le Code municipal " ;

Et bill intitulé : " Loi amendant la loi constituant en corporation les syndics apostoliques des Pères franciscains de l'Observance. "

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements, pour lesquels il demande son concours, savoir :

Bill intitulé : " Loi amendant la loi constituant en corporation la *Montreal Protestant House of Industry and Refuge* " ;

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation le *Builders' Exchange* " ;

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation l'Union des mouleurs de Montréal " ;

Bill intitulé : " Loi concernant la vente de certains droits de mine appartenant aux enfants mineurs Alleyn " ;

Bill intitulé : " Loi refondant la loi constituant en corporation la Fraternité du tiers ordre de St-François d'Assise de Montréal " ;

Et bill intitulé : " Loi concernant la division d'enregistrement du comté de Labelle " .

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi constituant en corporation l'Union des mouleurs de Montréal , " lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi refondant la loi constituant en corporation la Fraternité du Tiers-Ordre de Saint-François d'Assise de Montréal ; " lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi concernant la division d'enregistrement du comté de Labelle , " et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi concernant la vente de certains droits de mine appartenant aux enfants mineurs Alleyn : " et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant la loi constituant en corporation la *Montreal Protestant House of Industry and Refuge* ; " et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi constituant en corporation le *Bullders' Exchange* ; " et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill (No 156) amendant la loi concernant les corporations de ville ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gouin fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill (No 146) amendant la loi régissant les corporations de ville ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant l'ordonnance 3 Viet., ch. 31, intitulé : “ Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant et pour établir un fonds pour cet objet, et les divers actes et ordonnances qui l'amendent ”

M. Chauret propose, secondé par l'honorable M. Décarie,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Weir propose comme amendement à la motion, secondé par M. Bickerdike,—Que le mot “ maintenant ” soit retranché et que les mots “ dans six mois, à dater d'aujourd'hui ”, soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et un débat s'en suivant.

Du consentement unanime de la Chambre l'amendement est retiré.

Et la question étant posée,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant le Code civil relativement aux privilèges sur les immeubles ;

M. Bourbonnais propose, secondé par M. Panneton,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant posée, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois en renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité pour examiner le bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean-Alfred-Simon Lapointe au nombre de ses membres, après examen ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et, M. Bourbonnais fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill constituant en corporation l'Association des barbiers de la province de Québec ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bourbonnais fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la réception du rapport du comité général chargé de considérer le bill : "Loi transférant de Saint-Joseph de Ham-Sud au village de Beaulac de Saint-Olivier de Garthby le chef-lieu du comté de Wolfe."

Le rapport est reçu.

Et les amendements faits par le comité général au dit bill étant lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 23 février 1899.

M. Tessier (Rimouski), du comité spécial permanent des divers bills privés, présente le seizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, en conformité de l'ordre de référence de votre honorable Chambre, en date du 16 courant, concernant le bill pour mieux déterminer les pouvoirs donnés aux héritiers fiduciaires par le testament de feu Alexis Brunet, et pour pourvoir à leur rémunération, a examiné ce bill, de nouveau, et a l'honneur de faire rapport qu'aucune nouvelle preuve apportée à l'appui de cette mesure n'a paru suffisante à votre comité pour l'engager à rescinder son premier rapport relativement à ce bill, et que, conséquemment, le préambule est déclaré, de nouveau, non prouvé.

Votre comité a aussi examiné le Bill autorisant les syndics de la commission des chemins à barrières de la rive nord de Québec à émettre de nouvelles obligations en renouvellement de certaines de leurs obligations actuelles, et pour d'autres fins," et il y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour recevoir les rapports du comité des bills privés, qui expire aujourd'hui, soit prolongé jusqu'à samedi, le 25 courant, inclusivement.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport, en autant que la recommandation du délai pour la réception des rapports sur les bills privés est concernée.

L'honorable M. Robidoux, du comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes, présente le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés avec certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre ;

Bill amendant les articles 2250 et 2265 du code civil ;

Et bill amendant l'article 559 du code de procédure civile.

M. Weir, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente le douzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour recevoir les rapports du comité des bills privés qui expire aujourd'hui soit prolongé jusqu'à samedi, le 25 courant inclusivement.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Rainville, du comité spécial chargé de considérer le Bill revisant et refondant la charte de la cité de Montréal, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés avec plusieurs amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

1. Bill revisant et refondant la charte de la cité de Montréal ;
2. Bill amendant la charte de la cité de Montréal et en particulier la loi 59 Victoria, chapitre 49 ;
3. Et bill amendant la charte de la cité de Montréal.

Ordonné,—Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un bill amendant la loi concernant les compagnies d'assurance.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Ordonné,—Que M. Smith ait la permission de présenter un bill amendant la loi concernant les ingénieurs civils.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Ordonné,—Que M. Allard ait la permission de présenter un bill amendant le Code civil, concernant les privilèges des *voyageurs*, bûcherons et autres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Ordonné,—Que l'honorable M. Robidoux, ait la permission de présenter un bill amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Girard.—Le docteur Plourde, coroner destitué au Lac-Saint-Jean, avait-il payé des honoraires au gouvernement pour sa commission ?

Dans l'affirmative, quel était ce montant ?

Pendant quel laps de temps le docteur Plourde a-t-il été employé comme coroner ?

Quel montant a-t-il été payé au docteur Plourde, comme coroner, pendant l'exercice de ses fonctions ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. Oui ; 2. \$20.00 ; 3. Du 20 février 1896 au 21 octobre 1897 ; 4. \$28.40.

Par M. Girard.—MM. Joseph Audet, Johnny Tremblay et Thomas Gauthier, de Saint-Gédéon, ont-ils écrit dans le cours de l'été 1897, au

Secrétaire de la Province, ou à tout autre ministre, concernant la nomination de M. Etienne Coulombe, du même endroit, comme juge de paix ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux : Non.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée, et de tout rapport fait, depuis le mois de décembre 1897 relativement à la continuation et à l'achèvement des travaux exécutés au pont jeté sur la rivière Saint-Jean, à Douglastown, Gaspé.

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par l'honorable M. LeBlanc,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état donnant la liste des conférenciers agricoles employés par le gouvernement actuel depuis le premier juin 1897 ; leur domicile, leur état et profession, et la somme payée annuellement à chacun d'eux.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous documents, correspondance se rapportant à la démission du Dr W. Grignon, de Sainte-Adèle, comme conférencier agricole.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute communication, requête, rapports et projets de loi suggérés se rapportant au dernier congrès de colonisation tenu à Montréal.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Robidoux,

Résolu.—Qu'à partir de jeudi, le 23 de février courant, inclusivement, cette Chambre ait deux séances distinctes, par jour : la première, depuis 8 heures jusqu'à 6 heures P. M., et la seconde, depuis 7½ heures P. M. jusqu'à l'ajournement.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Robidoux,

Résolu,—Que mardi prochain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les licences.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill amendant la loi de pharmacie de Québec,—

M. Gouin propose, secondé par M. Rainville,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. Pelletier propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Nantel,—Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le bill ne soit lu la troisième fois que dans six mois afin de permettre au parlement fédéral de passer la législation demandée par le

collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, qui est maintenant à l'étude à Ottawa."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>de Grosbois,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton et</i>
<i>Béland,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Pelletier.—15.</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Langelier,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Doris,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Caron, (Matane),</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier, (Rimouski),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Rainville,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Watts, et</i>
<i>Cotton,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Robitaille,</i>	<i>Weir.—39</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Rocheleau,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant de nouveau proposée ;

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité général pour examiner le bill concernant la conciliation ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tellier fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill amendant le Code de procédure civile relativement aux procès par jury en matière de diffamation écrite; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lalonde fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant posée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill à l'effet d'assurer une meilleure assistance aux écoles publiques;—

M. de Grosbois propose, secondé par M. Bourbonnais,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

L'honorable M. Pelletier propose comme amendement à la motion, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la proposition, "dans six mois, à dater d'aujourd'hui."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chénevert,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Cardin</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Caron, (Maskin.),</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Caron, (Matane),</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand.</i>	<i>Turgeon, et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Watts—49</i>
<i>Chauret,</i>			

CONTRE :

Messieurs

*Atwater,
Bickerdike,
Bourbonnais,
Cotton,*

*De Grosbois,
Delaney,
Dessaulles,
Gosselin,*

*Lalonde,
Langelier,
Lislois,
Rainville,*

*Smith,
Stephens,
Weir.—15.*

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant proposée,

Ordonné,—Que le Bill soit lu la seconde fois dans six mois, à dater d'aujourd'hui.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill à l'effet d'assurer une protection plus efficace des abeilles ;—

L'honorable M. Stephens propose, secondé par l'honorable M. Robidoux,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant posée, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois, et renvoyé au comité de toute la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Rocheleau, fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant posée,—Que le rapport soit maintenant reçu ;

M. Girard propose comme amendement à la question, secondé par l'honorable M. Nantel,—Que le mot “ maintenant ” soit retranché, et que les mots “ dans six mois, à dater d'aujourd'hui,” soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bickerdike,
Blanchard,
Bourbonnais,
Cardin,
Chauret,
Décarie,*

*Doris,
Dufresne,
Duplessis,
Flynn,
Girard,
Gouin,*

*Hackett,
Lalonde,
McDonald,
Marion,
Nantel,*

*Panneton,
Pelletier,
Petit,
Talbot et
Tellier.—22.*

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron (Maskinon.),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Robitaille,</i>	<i>Weir.—34.</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Garneau,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant de nouveau proposée,
Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

Et étant six heures P. M., l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

Ordonné,—Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné,—Que M. Panneton ait la permission de présenter un bill amendant l'article 39 du code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand :

Résolu,—Que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'inspection des Sociétés de secours mutuels.

Résolu,—Que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'Asile de la Longue-Pointe.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi concernant la vente de certains droits de mine appartenant aux enfants mineurs Alleyn,—

Les dits amendements sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi amendant la loi constituant en corporation la *Montreal Protestant House of Industry and Refuge* ;—

Les dits amendements sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi constituant en corporation le *Buider's Exchange*,—

Les dits amendements sont, alors, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité général pour examiner le bill concernant le village de Verdun ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les dits amendements étant lus la première fois :

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill constituant en corporation le *Catholic High School of Montreal* ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné,—Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre, procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill constituant en corporation *The Provincial Trust and Agency Co.*; et, après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bouffard fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu, la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le Bill autorisant et ratifiant le règlement No 136 des règlements de la ville de Salaberry de Valleyfield, accordant une commutation de taxes à la compagnie dite "*The Montreal Cotton Company*"; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McDonald fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu pour la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill concernant la succession de Jean Guillet dit Tourangeau; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill amendant la charte de la cité de Sherbrooke, 55-56 Victoria, chapitre 51; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Carbray fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits par le comité général au bill transférant de Saint-Joseph de Ham-Sud au village de Beaulac de Saint-Olivier de Garthby, le chef-lieu du comté de Wolfe.

Les dits amendements sont, alors, lus la seconde fois et adoptés.

Et la question étant proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Bouffard propose, comme amendement, secondé par M. Grenier,—Que tous les mots après “ maintenant ” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instructions de l'amender en y ajoutant les mots suivants à la fin de la section 2 :

“ Toutefois, la présente loi ne deviendra en force qu'au premier janvier 1901 et le dit changement de chef-lieu ne sera pas effectué si, avant la date susdite, le chemin de fer actuellement projeté entre Dudswell et Victoriaville et passant par Ham-Sud, est dans un état de construction suffisamment avancé, dans l'opinion du Lieutenant-Gouverneur en conseil ; ”

Et en ajoutant à la fin de la section 3, les mots suivants : “ les dites bâtisses et la dite voûte devant être faites selon les plans et devis approuvés par le conseil municipal du dit comté et par l'architecte du gouvernement.”

Et l'amendement étant proposé, la Chambre se divise et il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant proposée :

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin :

Vendredi, 24 février 1899.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : “ Loi constituant en corporation la Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Cœur de Jésus, dans le diocèse de Chicoutimi.”

Bill intitulé : “ Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Léon Trudeau à la pratique du notariat, après examen.”

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation le "Loyola College."

Et bill intitulé : " Loi amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec."

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec plusieurs amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Loi définissant et amplifiant les pouvoirs de la *Montreal Loan and Investment Company* ".

Bill intitulé : " Loi amendant la loi 58 Victoria, chapitre 64, constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord ".

Bill intitulé : " Loi amendant la loi relative aux dentistes."

Bill intitulé : " Loi amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de la Vallée de la Chaudière."

Bill intitulé : " Loi amendant la loi constituant en corporation la ville de Summerlea."

Bill intitulé : " Loi amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal."

Et Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la ville de Windsor Mills."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi constituant en corporation la ville de Windsor Mills," et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et adoptés.

Ordonné.—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi définissant et amplifiant les pouvoirs de la *Montreal Loan and Investment Company* " ; lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné.—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi amendant la loi 58 Victoria, chapitre 64, constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord " ; et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné.—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi amendant la loi relative aux dentistes " ; et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné.—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi amendant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Vallée de la Chaudière " ; lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au Bill intitulé : " Loi amendant la loi constituant en corporation la ville de Summerlea " ; lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal " ; et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill (No 139) amendant l'article 559 du code de procédure civile ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Plante fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill amendant les articles 2250 et 2265 du code civil ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bouffard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe et que le titre soit : " Loi amendant l'article 2250 du Code civil."

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant certains articles du code de procédure civile ;—

M. Tellier propose, secondé par M. Bouffard,—Que le bill soit maintenant lu une seconde fois ; et la question étant posée, la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirants.

Sur motion de M. Petit, secondé par M. Lislois,

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill constituant en corporation la Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Cœur de Jésus, dans le diocèse de Chicoutimi, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été présenté dans un but de charité.

Sur motion de M. Bickerdike, secondé par M. Weir,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, etc., en rapport avec la prison des femmes protestantes de Montréal.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—la réponse à un ordre de cette Chambre du 16 février 1899, pour : 1. Copie du dossier imprimé (*printed case*), produit à la Cour Suprême du Canada, dans la cause en appel de Ernest Pacaud vs Sa Majesté ;

2. Copie de l'ordonnance, ou jugement interlocutoire, autorisant les parties à produire comme faisant partie du dossier devant la Cour Suprême, le volume contenant la preuve et les rapports de la commission composée des honorables juges Jetté, Baby et Davidson, sur l'affaire du chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs.

3. Copie des instructions données par le Procureur-général, ou le gouvernement de la province de Québec, ou aucun membre du dit gouvernement, à MM. Hutchison & Oughtred, avocats, au sujet du dit appel à la Cour Suprême et de la dite cause. (*Document de la session No 63*).

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre du 18 février 1899, pour production des rapports des enquêtes faites sur l'administration de la prison de Montréal, depuis le 30 juin 1897. (*Document de la session No 64*).

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à 3 heures P. M., aujourd'hui.

Vendredi, 24 février 1899

Trois heures P. M.

M. Bickerdike, du comité spécial permanent des diverses industries de la Province, présente le deuxième rapport de ce comité,—lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill concernant les bonus donnés aux manufacturiers par les corporations

municipales, et qu'il l'a adopté avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

L'honorable M. Robidoux, du comité de Législation et des lois expirantes présente le onzième rapport de ce comité,—lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill amendant les articles 1688, 1696 et 2259 du Code Civil, et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. Chauret, du comité spécial pour examiner tous les amendements proposes au Code municipal, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité,—lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill (No 99) amendant l'article 480 du Code municipal.

Votre comité a aussi examiné les divers projets de lois et les suggestions à lui soumis et a l'honneur de faire rapport qu'il les recommande pour étude, pendant la vacance, et pour être intercalés dans un projet de refonte générale du Code municipal.

Votre comité recommande aussi que le projet de refonte du Code Municipal (No 18) soumis à la considération de votre honorable Chambre soit traduit et imprimé en français.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—l'Etat Tabulaire, conformément à l'article 4619 des statuts refondus de la Province, des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des corporations municipales au secrétaire de la Province en vertu de l'article 4618, S. R. P. Q.—(*Document de la session No 65.*)

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général, pour considérer certaine résolution concernant l'Asile de la Longue-Pointe.

L'honorable M. Robidoux informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que la communauté des Sœurs de Charité de la Providence a commencé à construire des édifices considérables pour le soin des aliénés, en leur établissement de Saint-Jean-de-Dieu, près de Montréal ;

Attendu que, par requête portant la date du 16 janvier 1899, adressée au Lieutenant-Gouverneur en conseil, la dite communauté a représenté que les dépenses encourues pour la construction de ces édifices s'élèvent maintenant à \$610,000, et que la somme de \$500,000 qu'elle a empruntée

avec la garantie du gouvernement de cette Province, autorisée par la loi 60 Victoria, chapitre 6, section 2, a été complètement appliquée à ces constructions ;

Attendu que, malgré cette dépense considérable, il reste encore à construire une partie importante des édifices nécessaires, et que, pour la terminer, il leur faut emprunter une somme d'au moins \$500,000 ;

Attendu que les dites sœurs ne peuvent, sans la garantie de la province de Québec, emprunter cette somme, vu que la Province a pris la première hypothèque sur leur établissement et sur toutes les fermes qui en dépendent pour les \$500,000 déjà empruntées, et qu'elle s'est fait transporter les polices d'assurance contre le feu au montant de \$400,000 ;

Attendu que, par contrat passé à Montréal, le 13 mars 1897, devant Me Jas Lonergan, entre le gouvernement de cette Province et les dites sœurs, le gouvernement a confié aux dites sœurs, pour une période de vingt cinq ans à compter du premier janvier 1897, la garde et le soin des aliénés et que la bonne exécution de ce contrat requiert le parachèvement des dits édifices ;

Qu'il soit, en conséquence :

1. *Résolu*,—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à garantir, pour un nombre d'années qui ne devra pas dépasser le terme du contrat actuel, le payment du capital et de l'intérêt, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par an, d'un nouvel emprunt de \$500,000 qui sera fait par la communauté des Sœurs de Charité de la Providence, lequel emprunt devra être employé à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil pour les fins des dites constructions, pourvu—

(a) Que toute somme que le gouvernement pourra être appelé à payer par suite de cette garantie soit déduite du montant annuellement dû aux dites sœurs en vertu du dit contrat du 13 mars 1897 ;

(b) Que les dites sœurs consentent en faveur du gouvernement, pour assurer le remboursement de toute somme qu'il payera en vertu de cette garantie, une hypothèque, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur les dites constructions nouvelles et sur les constructions actuelles, ainsi que sur le terrain où elles s'élèvent et s'élèveront ; et

(c) Que les dites sœurs assurent les dites constructions pour au moins les trois quarts de leur valeur, et transportent les polices constatant cette assurance au gouvernement.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Garneau fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

(EN COMITÉ.)

Attendu que la communauté des Sœurs de Charité de la Providence a commencé à construire des édifices considérables pour le soin des aliénés, en leur établissement de Saint-Jean-de-Dieu, près de Montréal ;

Attendu que, par requête portant la date du 16 janvier 1899, adressée au Lieutenant-Gouverneur en conseil, la dite communauté a représenté que les dépenses encourues pour la construction de ces édifices s'élèvent maintenant à \$610,000, et que la somme de \$500,000 qu'elle a empruntée avec la garantie du gouvernement de cette Province, autorisée par la loi 60 Victoria, chapitre 6, section 2, a été complètement appliquée à ces constructions ;

Attendu que, malgré cette dépense considérable, il reste encore à construire une partie importante des édifices nécessaires, et que, pour la terminer, il leur faut emprunter une somme d'au moins \$500,000 ;

Attendu que les dites sœurs ne peuvent, sans la garantie de la province de Québec, emprunter cette somme, vu que la Province a pris la première hypothèque sur leur établissement et sur toutes les fermes qui en dépendent pour les \$500,000 déjà empruntées, et qu'elle s'est fait transporter les polices d'assurance contre le feu au montant de \$400,000 ;

Attendu que, par contrat passé à Montréal, le 13 mars 1897, devant Me Jas Lonergan, entre le gouvernement de cette Province et les dites sœurs, le gouvernement a confié aux dites sœurs, pour une période de vingt-cinq ans à compter du premier janvier 1897, la garde et le soin des aliénés et que la bonne exécution de ce contrat requiert le parachèvement des dits édifices ;

Qu'il soit, en conséquence :

1. *Résolu*.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à garantir, pour un nombre d'années qui ne devra pas dépasser le terme du contrat actuel, le payment du capital et de l'intérêt, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par an, d'un nouvel emprunt de \$500,000 qui sera fait par la communauté des Sœurs de Charité de la Providence, lequel emprunt devra être employé à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil pour les fins des dites constructions, pourvu—

(a) Que toute somme que le gouvernement pourra être appelé à payer par suite de cette garantie, soit déduite du montant annuellement dû aux dites sœurs en vertu du dit contrat du 13 mars 1897 ;

(b) Que les dites sœurs consentent en faveur du gouvernement, pour assurer le remboursement de toute somme qu'il payera en vertu de cette garantie, une hypothèque, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur les dites constructions nouvelles et sur les constructions actuelles, ainsi que sur le terrain où elles s'élèvent et s'élèveront ; et

(c) Que les dites sœurs assurent les dites constructions pour au moins les trois quarts de leur valeur, et transportent les polices constatant cette assurance au gouvernement.

Ordonné.—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois. La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill concernant l'Asile de la Longue-Pointe.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant l'inspection des sociétés de secours mutuels.

L'honorable M. Robidoux informe, alors, la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, alors, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra nommer un officier appelé " Inspecteur des sociétés de secours mutuels," avec un traitement n'excédant pas \$1,500 par année, pour faire l'inspection des sociétés de secours mutuels et des sociétés charitables ;

2. *Résolu*,—Que, pour défrayer le traitement du dit inspecteur, ses dépenses de voyage et les dépenses de son bureau, une somme n'excédant pas \$2,500 sera payée au trésorier de la Province, chaque année, le ou avant le premier juillet, par les sociétés de secours mutuels sujettes à l'inspection, et que cette somme sera prélevée sur ces sociétés proportionnellement au nombre des membres de chaque société pour l'année précédente ;

3. *Résolu*,—Que la somme nécessaire pour défrayer ces dépenses qui seront encourues jusqu'au trente juin prochain, sera prélevée sur les sociétés de secours mutuels sujettes à l'inspection, en la manière indiquée dans la résolution précédente.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a passé trois résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Garneau fait rapport, en conséquence, des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra nommer un officier appelé " Inspecteur des sociétés de secours mutuels," avec un traitement n'excédant pas \$1,500 par année, pour faire l'inspection des sociétés de secours mutuels et des sociétés charitables ;

2. *Résolu*,—Que, pour défrayer le traitement du dit inspecteur, ses dépenses de voyage et les dépenses de son bureau, une somme n'excédant pas \$2,500 sera payée au trésorier de la Province, chaque année, le ou avant le premier de juillet, par les sociétés de secours mutuels sujettes à l'inspection, et que cette somme sera prélevée sur ces sociétés proportionnellement au nombre des membres de chaque société pour l'année précédente;

3. *Résolu*,—Que la somme nécessaire pour défrayer ces dépenses qui seront encourues jusqu'au trente juin prochain, sera prélevée sur les sociétés de secours mutuels sujettes à l'inspection, en la manière indiquée dans la résolution précédente.

Ordonné,—Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour les cercles agricoles, l'encouragement à l'agriculture, en général, et l'amélioration des chemins ruraux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles d'agriculture; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas treize mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec, et pour l'inspection des syndicats de beurreries et de fromageries, S. R. Q., art. 1753a et 1753e. 54 Vict., chap. 20, en vertu d'O. C. No 75, du 24 janvier 1891; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour encourager l'industrie laitière, l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Mérite agricole; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de la Fête des arbres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association agricole des Cantons de l'Est, 60 Vict., ch. 9, étant le 3e de cinq paiements égaux à être faits après la tenue de son exposition, (exposition de Sherbrooke); pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Métairie St-Joseph, St-Hyacinthe : pour aider à la reconstruction de ses édifices détruits par incendie, le premier de trois paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'amélioration des chemins ruraux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

Résolu,—Que, à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike rapporte, alors, du comité des subsides, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour les cercles agricoles, l'encouragement à l'agriculture, en général, et l'amélioration des chemins ruraux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec, et pour l'inspection des syndicats de beurreries et de fromageries, S. R. Q., art. 1753a et 1753e, 54 Vict., chap. 20, en vertu d'O. C. No 75, du 24 janvier 1891 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour encourager l'industrie laitière, l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Mérite agricole ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de la Fête des arbres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association agricole des Cantons de l'Est, 60 Vict., ch. 9, étant le 3e de cinq paiements égaux à être

faits après la tenue de son exposition. (exposition de Sherbrooke) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Métairie St-Joseph, St-Hyacinthe : pour aider à la reconstruction de ses édifices détruits par incendie, le premier de trois paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'amélioration des chemins ruraux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Ordonné,—Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, à la prochaine séance de cette Chambre.

M. Tessier (Rimouski), du comité spécial permanent des bills privés, présente le dix-septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant les lois concernant la compagnie du chemin de fer urbain de Montréal, et y a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le dit bill soit ré-imprimé pour l'usage des membres.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans le dit rapport en ce qui concerne la ré-impression du Bill amendant les lois concernant la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits, en comité général, au Bill concernant le village de Verdun : —

Les dits amendements sont lus la seconde fois et adoptés.

Sur motion de M. Gouin, secondé par M. Garneau,

Ordonné,—Que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instructions de l'amender.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, lundi prochain.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général, pour examiner le bill amendant la loi 60 Victoria, chapitre 95 concernant la succession de feu Amable Prévost ;—

M. Gouin propose, secondé par M. Lacombe,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

L'honorable M. Langelier propose comme amendement, secondé par M. Roy,—Que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ le bill soit renvoyé à un comité général de cette Chambre, dans six mois, à dater d'aujourd'hui ”.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bédard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechêne,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Murion,</i>	<i>Tessier (Rimous.) et</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Weir.—33.</i>
<i>Clapperton,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Lalonde,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Major et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Turgeon.—13.</i>
<i>Chauret,</i>			

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant proposée.

Ordonné,—Que le bill soit renvoyé à un comité général de cette Chambre, dans six mois, à dater d'aujourd'hui.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendements, savoir :

Bill intitulé : " Loi concernant la division du comté de Pontiac pour les fins municipales et d'enregistrement " ;

Et bill intitulé : " Loi concernant la cité de Montréal et la Compagnie du chemin de fer le Grand-Tronc du Canada " .

Aussi, le Conseil législatif, informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill C, intitulé : " Loi amendant l'article 79*a* des Statuts refondus, " pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill intitulé : " Loi amendant et refondant la charte de la société des Artisans canadiens-français de la cité de Montréal. " .

Bill intitulé : " Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Henri. " .

Et bill intitulé : " Loi amendant la loi 56 Victoria, chapitre 78, constituant en corporation la *Lake Megantic Pulp Company*. " .

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant l'article 79*a* des Statuts révisés. " soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant et refondant la charte de la Société des Artisans canadiens-français de la cité de Montréal " ; lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné.—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi amendant la loi 56 Victoria, chapitre 78, constituant en corporation la *Lake Megantic Pulp Company* " ; lesquels sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Henri " ; lesquels sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et treize mille six cent onze piastres et trois centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les loyers, assurances et réparations etc., des édifices publics, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin, 1900.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour travaux faits à certains ponts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et dépenses contingentes de la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante et un mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de la publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les sociétés de colonisation, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des bureaux d'immigration de Québec et de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la *Women's Protective Immigration Society, Montreal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la *Women's Protective Immigration Society, Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du service d'enregistrement (cadastre) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses concernant les mines ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de la publication de cartes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses pour compte courant du départe-

ment de la colonisation et des mines ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, aujourd'hui.

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike rapporte, alors, du comité des subsides, les dites résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et treize mille six cent onze piastres et trois centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les loyers, assurances et réparations, etc., des édifices publics, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour travaux faits à certains ponts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et dépenses contingentes de la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante et un mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de la publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les sociétés de colonisation, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des bureaux d'immigration de Québec et de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la *Women's Protective Immigration Society, Montreal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la *Women's Protective Immigration Society, Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du service d'enregistrement (cadastre), de Québec et de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses concernant les mines; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de la publication de cartes; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses pour compte courant du département de la colonisation et des mines; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Ordonné,—Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant l'article 4404 des Statuts refondus de Québec,—

Et la question étant posée;

M. Caron (Maskinongé) propose, secondé par M. Lislois,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant l'article 4762 des Statuts refondus de la province de Québec;—

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bouffard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant l'article 599 du Code de procédure civile;—

M. Panneton propose, secondé par M. McDonald,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois; et, la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant l'article 760 du Code de procédure civile;—

M. d'Auteuil propose, secondé par M. Bédard,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois, et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant la loi concernant les ingénieurs civils;—

M. Smith propose, secondé par l'honorable M. Dechêne,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois; et, la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant le Code civil concernant les privilèges des voyageurs, bucheurs et autres;—

M. Allard propose, secondé par M. Blanchard,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois; et, la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Bourbonnais.—1. Le gouvernement a-t-il donné, au Palais législatif, une réception aux membres de la conférence internationale, lors de leur présence à Québec, l'automne dernier?

2. Dans l'affirmative, quel a été le coût de cette réception?

3. Le trésor provincial a-t-il été appelé à contribuer à cette réception, et, dans l'affirmative, pour quel montant?

Réponse par l'honorable M. Robidoux.—Oui. 2 et 3. Les membres du gouvernement et les orateurs en ont soldé le coût.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, met devant la Chambre par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1897-98.—(*Document de la session No 66*)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Samedi, 25 février 1899.

Onze heures A. M.

M. Tessier (Rimouski), du comité spécial permanent des bills privés, présente le dix-huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité désire recommander à Votre Honorable Chambre que le délai pour recevoir les rapports du comité des bills privés, qui expire aujourd'hui, soit prolongé jusqu'à mardi, le 23 courant, inclusivement.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Weir, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente le douzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité désire recommander à Votre Honorable Chambre que le délai pour recevoir les rapports du comité des bills privés, qui expire aujourd'hui, soit prolongé jusqu'à mardi, le 28 courant, inclusivement.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill amendant la loi concernant l'inspection des compagnies d'assurance et autres compagnies.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un bill amendant l'article 548 du code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill du Conseil législatif, intitulé : "Loi amendant la loi concernant la constitution de la Cour Supérieure" ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des résolutions rapportées, du comité général, hier, vendredi, le 24 courant, concernant l'inspection des sociétés de secours mutuels.

Les dites résolutions sont lues la seconde fois et sont adoptées.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant la loi concernant la société de secours mutuels et les sociétés charitables ; —

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Marchand ; — Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant posée, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill concernant l'Asile de la Longue-Pointe, —

Le bill est lu la seconde fois.

Ordonné, — Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le dit bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, — Que le bill passe.

Ordonné, — Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions, rapportées du comité des subsides, mardi, le 21 février courant ; lesquelles résolutions furent alors ajournées, et elles sont de nouveau lues comme suit :

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société d'Horticulture, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les Ecoles vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

4. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encouragement à la culture des arbres fruitiers ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

5. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du laboratoire officiel de la province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

6. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la *Poultry Association*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Résolu, — Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans les dites résolutions.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des résolutions suivantes rapportées, vendredi, le 24 de février courant, du comité des subsides ; et les dites résolutions sont lues la seconde fois comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements et dépenses contingentes de la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante et un mille cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de la publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et treize mille six cent onze piastres et trois centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les loyers, assurances et réparations etc., des édifices publics, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour travaux faits à certains ponts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour les cercles agricoles, l'encouragement à l'agriculture, en général, et l'amélioration des chemins ruraux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec, et pour l'inspection des syndicats de beurrieres et de fromageries, S. R. Q., art. 1753a et 1753e, 54 Vict., chap. 20, en vertu d'O. C. No. 75, du 24 janvier 1891 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1906.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour encourager l'industrie laitière, l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Mérite agricole ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de la Fête des arbres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association agricole des Cantons de l'Est, 60 Vict., chap. 9, étant le 3e de cinq paiements égaux à être faits après la tenue de son exposition, (exposition de Sherbrooke) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Métairie St-Joseph, St-Hyacinthe : pour aider à la reconstruction de ses édifices détruits par incendie, étant le premier de trois paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'amélioration des chemins ruraux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les sociétés de colonisation, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des bureaux d'immigration de Québec et de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la *Women's Protective Immigration Society, Montreal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la *Women's Protective Immigration Society, Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du service d'enregistrement (cadastre) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses concernant les mines ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de la publication de cartes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses pour compte courant du département de la colonisation et des mines ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Résolu,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans les dites résolutions.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill suivant, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Loi amendant la loi électorale de Québec, 1895."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Loi amendant la loi électorale de Québec, 1895"; lesquels sont lus la première fois.

Ordonné.—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu des honorables Juges de la Cour supérieure (siégeant en révision), conformément à l' "Acte des élections contestées de Québec, 1875," le rapport et le jugement suivants relatifs à l'élection contestée du district électoral des Iles-de-la-Madeleine.

Lesquels rapport et jugement sont lus,—et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de la Chambre comme suit :

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, } <i>District de Québec.</i>	COUR DE REVISION.
--	-------------------

No 981.

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC ET SES AMENDEMENTS.

Edouard Dupreuil, ferblantier, et William-Andrew Reid, forgeron, tous
de Amherst, dans les Iles-de-la-Madeleine, Pétitionnaires ;

vs.

Patrick-Peter Delaney, du Havre-aux-Maisons, Isles-de-la-Madeleine,
médecin, Défendeur.

Les soussignés, juges de la Cour Supérieure, auxquels a été soumis le mérite de la pétition d'élection, ont l'honneur de faire rapport qu'aucune manœuvre électorale ou manœuvre frauduleuse ne paraît avoir été pratiquée, à la dite élection.

Québec, 24 février 1899.

L.-N. CASALT, J. C. S.

H.-C. PELLETIER, J. C. S.

LS.-A. DE BILLY, J. C. S.

A monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative,
Québec.

CANADA,
 PROVINCE DE QUÉBEC, } DANS LA COUR SUPÉRIEURE
 District de Québec.
 No. 60—981.

Siégeant en révision en la cité de Québec.

Loi des élections contestées de Québec.

Le vingt-quatrième jour de février. mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

PRÉSENTS :—L'honorable Juge en Chef SIR LOUIS-NAPOLÉON CASAULT,

L'honorable Juge H.-C. PELLETIER,

L'honorable Juge Ls-A. de BILLY.

Edouard Duprenil, ferblantier. et William-Andrew Reid, forgeron, tous
 deux de Amherst, dans les Isles-de-la-Madeleine,

Pétitionnaires ;

vs.

Patrick-Peter Delaney, du Havre-aux-Maisons, Isles-de-la-Madeleine,
 Médecin,

Défendeur.

La Cour, après avoir entendu les parties par leurs avocats sur le mérite de cette cause, en conséquence de l'inscription en révision faite de la part des pétitionnaires pour audition finale au mérite en date du vingt octobre, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, examiné le dossier de la procédure et sur le tout mûrement délibéré :

Considérant que les allégations de la pétition n'ont pas été établies par la preuve, la pétition est renvoyée sans frais, et le membre siégeant Patrick-Peter Delaney est déclaré avoir été dûment élu.

(Signé)

ED. BURROUGHS,

Assistant-Greffier C. R.

M. l'Orateur met devant la Chambre, l'état des affaires de la Société bienveillante des Dames de Montréal, pour l'année 1898.—(*Documents de la session No 17.*)

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des sommes payées à M. Stenson, député de Richmond et Wolfe, pour conférences

agricoles, avec les dates, le nombre de conférences et les endroits où elles ont été données.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : Loi amendant la loi 56 Victoria, chapitre 78 constituant en corporation la *Lake Megantic Pulp Company*,—

Et les dits amendements sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Un message est reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par l'entremise de Samuel Staunton-Hatt, écuyer, gentilhomme-huissier de la Verge Noire, qui s'exprime comme suit :

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec désire que les membres de cette honorable Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil législatif ;

Et étant de retour ;

M. l'Orateur fait rapport que, conformément aux ordres de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, la Chambre s'est rendue auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil législatif où il a plu à Son Honneur de donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants :

Loi amendant la loi relative aux sociétés de prêts et placements ;

Loi concernant les limites nord-est, nord et nord-ouest de certains comtés de la Province ;

Loi concernant les territoires d'Abittibi, de Mistassini et d'Ashuanipi ;

Loi concernant la pêche et les pêcheries ;

Loi amendant la loi concernant la protection des forêts contre les incendies ;

Loi amendant la loi concernant les terres publiques ;

Loi de la chasse de Québec ;

Loi amendant et refondant la charte de la Société des Artisans canadiens-français de la cité de Montréal ;

Loi concernant la cité de Montréal et la Compagnie du chemin de fer le Grand-Tronc du Canada.

Sur motion de l'honorable M. Dechêne, secondé par l'honorable M. Robidoux,

Résolu,—Que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à une heure moins vingt P. M., s'ajourne.

Lundi, 27 février 1899.

Ordonné,—Que M. Lalonde ait la permission de présenter un bill amendant le Code municipal, concernant les élections municipales.

Il présente, en conséquence le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un bill amendant l'article 694 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Ordonné,—Que M. Cardin ait la permission de présenter un bill amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture.

Il présente, en conséquence le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill revisant et refondant la charte de la cité de Montréal; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. Langelier fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

Sur motion de l'honorable M. Duffy, secondé par l'honorable M. Guérin,

Résolu—Que, demain, à la prochaine séance, cette Chambre se formera en comité pour considérer certaines résolutions concernant le délai dans lequel les travaux sur certains chemins de fer doivent être complétés, et concernant certains subsides de chemins de fer.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill intitulé : " Loi amendant l'article 26 des Statuts révisés," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de M. Robitaille, secondé par M. Garneau,
Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif intitulé : “ Loi amendant l'article 26 des Statuts révisés,” soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité général pour examiner le bill revisant, et refondant la charte de la cité de Montréal; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Langelier fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 28 février 1899.

3 heures P. M.

M. Cardin, du comité spécial permanent des divers Bills privés, présente le dix-neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill concernant la succession de feu Charles Lamothe, et trouve que le préambule n'est pas prouvé, vu que les raisons données à l'appui de la mesure n'ont pas été jugées suffisantes.

Votre comité recommande respectueusement qu'à l'avenir les officiers en loi soient requis, en même temps qu'ils feront rapport si les bills soumis à cette Chambre et à ses comités rencontrent les conditions voulues, de faire rapport sur le mérite de chaque bill

Votre comité désire aussi recommander que le paragraphe 3 de l'article 58 des règles de cette Chambre soit amendé, en remplaçant les mots “ huit jours ” dans la deuxième ligne, par les mots “ vingt jours,” de telle sorte qu'un exemplaire du bill soit déposé entre les mains du greffier vingt jours avant l'ouverture de la session, au lieu de huit jours, comme la règle l'exige maintenant.

Sur motion de M. Cardin, secondé par M. Blanchard,

Ordonné,—Que le Bill concernant la succession de feu Charles Lamothe soit de nouveau renvoyé au comité spécial permanent des divers Bills privés, avec instruction d'en reconsidérer le préambule, de l'examiner généralement et de faire rapport.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill revisant et refondant la charte de la cité de Montréal; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend

le fauteuil, et l'honorable M. Laugelier fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que le comité ait la permission de siéger, de nouveau, lors de la prochaine séance de la Chambre.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 10 février 1899, pour un état détaillé indiquant le montant d'argent de colonisation dépensé depuis le 1er juillet dernier, dans le comté du Lac-Saint-Jean ; ainsi que copie des listes de paye du conducteur de travaux, Et. Coulombe, et des instructions à lui données.—(*Document de la session, No 67*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 février 1899, pour copie de toute correspondance échangée, et de tout rapport fait, depuis le mois de décembre 1897, relativement à la continuation et à l'achèvement des travaux exécutés au pont jeté sur la rivière Saint-Jean, à Douglastown, Gaspé.—(*Document de la session, No 68*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 février 1899, pour copie de toute communication, requête, rapports et projets de loi suggérés, se rapportant au dernier congrès de colonisation tenu à Montréal.—(*Document de la session, No 69*).

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre du 21 février 1899, pour copie de tous documents, de toute correspondance, toutes dépositions, tous mandats et jugements, survenus en une cause de la Reine contre Mussen, récemment instruite devant la cour criminelle d'enquête préliminaire, dans la cité de Montréal.—(*Document de la session, No 70*).

L'honorable M. Robidoux du comité spécial permanent de législation et des lois expirantes, présente le douzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de faire rapport qu'il les a adoptés sans amendements.

Bill amendant la loi concernant les ingénieurs civils ;
Bill amendant l'article 599 du Code de procédure civile ;
Bill amendant l'article 760 du Code de procédure civile ;
Et bill amendant l'article 4404 des Statuts refondus.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Robidoux :

Ordonné.—Qu'à partir de mercredi, demain, le 1er mars prochain, inclusivement, il y ait trois séances distinctes, par jour : la première de 11 heures a. m., à 1 heure p. m. ; la deuxième de 3 heures p. m., à 6 heures p. m. ; et la troisième depuis 7.30 heures p. m. jusqu'à l'ajournement de la Chambre ; et que les mesures du gouvernement aient la préséance, à chacune de ces séances.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill revisant et refondant la charte de la cité de Montréal; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Langelier fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : "Loi amendant la loi constituant en corporation la ville de Victoriaville," avec divers amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Loi amendant la loi constituant en corporation la ville de Victoriaville," et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et, alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 1er mars 1899.

Onze heures A. M.

Ordonné, Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un bill validant certains transports de biens des successions sujettes aux droits imposés par l'article 1191b des Statuts refondus.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité général pour examiner le bill revisant et refondant la charte de la cité de Montréal; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Langelier rapporte que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

M. Rainville propose, secondé par M. Gouin,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Lacombe propose comme amendement, secondé par M. Lalonde,—Que tous les mots après “maintenant” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et remplacés par les mots suivants: “renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant tous les mots après “que” dans la cinquième ligne de la 29e clause jusqu'à la fin de la dite clause et les remplaçant par les suivants: “Il ne soit légalement inscrit sur la liste des électeurs.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit:

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chénevert,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Major,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Weir.—14.</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delanéry,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Plante</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc.</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Turgeon.—28.</i>

Ainsi il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée.—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. LeBlanc, propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Nantel,—Que tous les mots après “ maintenant, ” jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en insérant dans le deuxième paragraphe, à la cinquième ligne de la clause 361, après le mot “ rails,” le mot “ chars.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Girard,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Weir.—19.</i>
<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Plante,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Turgeon.—24.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée.—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. LeBlanc propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Nantel,—Que tous les mots après “ maintenant ” jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants : “ renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction d'amender la clause 451a, en retranchant dans le deuxième paragraphe les mots suivants : “ Ils devront l'évaluer au prix moyen auquel la propriété a été cotisée durant les trois années précédant leur évaluation de la ligne en question.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. LeBlanc, propose comme amendement secondé par M. McDonald,— Que tous les mots après “ maintenant,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ soit renvoyé de nouveau au dit comité général avec instruction de l'amender en retranchant dans la 2ème ligne de la 36e clause, après le mot échevin, les mots : “ s'il sait lire et écrire.”

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>D'Auteuil,</i>	<i>Girard,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Tellier.—7</i>
<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Panneton,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Athwater,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Ball,</i>	<i>de Grosbois,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Major,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Weir—34.</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Guerin,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. LeBlanc propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Nantel,—Que tous les mots après “ maintenant,” jusqu'à la fin de motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ référé au comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender en ajoutant comme sous-section U dans la clause 364, ce qui suit : “ Une taxe de $\frac{1}{2}$ d'un pour cent, sur toute vente d'actions ou de stocks faits et enregistrée à la bourse de Montréal, payable par le courtier faisant telle vente.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Girard.</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Weir.—16.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon.—25</i>
<i>Chênevert,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. LeBlanc propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Nantel,...Que tous les mots après " maintenant," soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant le paragraphe suivant à la clause 461 : " Lors de telle expropriation, il ne sera pas tenu compte de la valeur de la franchise obtenue de la cité, et cette dernière ne sera tenue en aucun cas d'indemniser le concessionnaire de cette franchise à raison de telle valeur, lorsqu'une expropriation aura lieu en vertu de la présente section."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Atwater,
Bickerdike,
Bourbonnais,
Dufresne,

Girouard,
Hunt,
Lacombe,
LeBlanc,

Marchand,
Nantel,
Panneton,

Plante,
Watts et
Weir.—14.

CONTRE :

Messieurs

Allard,
Ball,
Bissonnette,
Blanchard,
Cardin,
Champagne,
Chênevert,

Clapperton,
D'Auteuil,
Décarie,
Dechêne,
DeGrosbois,
Delaney,
Dessaulles,

Duffy,
Garneau,
Gouin,
Guerin,
Hackett,
Lalonde,
Langelier,

Parent,
Rainville,
Robitaille,
Roy,
Tellier et
Turgeon.—27.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. Hackett, propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Atwater,—Que tous les mots après " maintenant," jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant à la clause 547 les mots suivants : " Néanmoins la cité aura le droit de renouveler les privilèges présentement accordés à la compagnie du chemin de fer incliné du Parc Mont-Royal. La cité aura cependant le droit de l'exproprier en la manière ci-après pourvue en pareille matière."

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant proposée la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Langelier fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à prendre ce bill en considération.

Et la question étant proposée.—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Chauret propose comme amendement, secondé par M. Gouin,—Que tous les mots après “ maintenant ” soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en y ajoutant la clause suivante :

“ La ville pourra aider au prolongement des rues ou voies publiques dans la municipalité environnante.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu négativement

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois :

M. Plante propose, comme amendement, secondé par M. Weir,—Que tous les mots après “ maintenant ” jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants : “ renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en réduisant dans la section (h), la taxe de \$50.00 sur les étaux de bouchers à \$25.00.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Alors, la question principale étant de nouveau proposée :

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Trois heures P. M.

L'honorable M. Robidoux, Secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—Extraits des rapports statistiques judiciaires pour 1898, préparés en vertu de l'article 2775 S. R. P. Q. (*Document de la session No. 71*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 16 février 1899, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement, ou aucun des départements et des tiers, au sujet du droit de propriété et de l'exploitation de “ l'herbe à Bernache,” (*Zostère*) que l'on trouve à proximité de certains rivages, dans cette province. (*Document de la session, No. 72*).

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 25 février 1899, pour un état des sommes payées à M. Stenson, député de Richmond et

Wolfe, pour conférences agricoles, avec les dates, le nombre de conférences et les endroits où elles ont été données. (*Document de la session, No. 73*).

L'honorable M. Langelier, du comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes, présente le treizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill amendant certains articles du Code de procédure civile, et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill amendant le Code civil, relativement aux privilèges des *voyageurs*, bucherons et autres, et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté avec un amendement qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre.

M. Cardin, du comité spécial permanent des Bills privés, présente le vingtième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, conformément à l'ordre de référence de votre Honorable Chambre, en date du 28 février dernier, a examiné de nouveau le bill concernant la succession de feu Charles Lamothe ; et, après avoir entendu les parties intéressées, votre comité a déclaré le préambule prouvé, puis il a fait certains amendements au dit bill qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill concernant le village de Verdun,—

M. Gouin propose, secondé par M. Rainville.—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Weir, propose, sous forme d'amendement, secondé par M. Hunt,—Que tous les mots après “ maintenant,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant le paragraphe suivant, à la section 3 :

“ Que l'appendice A devra être interprété comme conférant le privilège d'exploiter un chemin de fer électrique, dans le village de Verdun, pour une période de dix années.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Ball,
Bédard,
Bissonnette,
Carbray,

Cotton,
D'Auteuil,
Dufresne,
Grenier,

Hunt,
LeBlanc,
Lislois,

Nantel,
Panneton et
Weir.—14

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chénevert,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>McDonald,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Marion,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Caron, (Matane),</i>	<i>Doris,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Turgeon.—34.</i>
<i>Caron (Mask),</i>	<i>Garneau,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

L'honorable M. LeBlanc, propose, comme amendement, secondé par M. Panneton,—Que tous les mots après “ maintenant,” jusqu’à la fin de la question, soient retranchés, et qu’ils soient remplacés par les mots suivants : “ de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction d’amender la clause 3 en y ajoutant les mots suivants : “ Cependant la dite compagnie ne sera pas exempte de taxe, et rien dans le dit arrangement ne sera interprété comme empêchant toute autre compagnie, y ayant droit en vertu de sa charte, d’établir toutes lignes de tramway ou chemin de fer dans les limites du village de Verdun.”

Et l’amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Caron, (Maskin.),</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Stephens et</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Weir—20.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Marion,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy et</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Turgeon—28.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. LeBlanc propose, comme amendement, secondé par M. Panneton,—Que tous les mots après “maintenant,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “le dit bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en en retranchant la clause troisième.”

Et l'amendement étant proposé la Chambre se divise, et il est résolu **négativement**.

Et la question étant de nouveau proposée.—Que le Bill soit maintenant la troisième fois

L'honorable M. LeBlanc propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Nantel,—Que tous les mots après “Qus,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'il soient remplacés par les suivants : “le dit bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en substituant à la clause 3, la clause suivante :

“ 3. La Compagnie des chars urbains de Montréal n'est autorisée à construire et étendre son réseau de tramway électrique jusqu'aux limites ouest de la municipalité du village de Verdun, que sous l'empire du Code municipal de cette Province, nonobstant tout arrangement à ce contraire.”

Et l'amendement étant proposé, la Chambre se divise, et il est résolu **négativement**.

Alors la question principale étant de nouveau proposée.—

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif. et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill amendant la charte de la cité de Montréal et en particulier la loi 59 Victoria, chapitre 49 ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chênevert fait rapport que le préambule du bill a été rejeté.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la charte de la cité de Montréal ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité général, afin de considérer certaines résolutions concernant le délai dans lequel les travaux sur certains chemins de fer doivent être complétés et concernant certains subsides de chemins de fer,—

L'honorable M. Duffy informe, alors, la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ).

1. *Résolu*,—Que le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacific sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1900.

2. *Résolu*,—Que le délai accordé pour l'exécution complète des travaux sur le chemin de fer du Grand-Nord sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1900.

3. *Résolu*,—Qu'attendu que, d'après les dispositions de la loi 60 Victoria, chapitre 4, section 7, le Lieutenant-Gouverneur en conseil a été autorisé à payer à la compagnie du chemin de fer du Grand-Nord la balance de la subvention à elle transférée par la compagnie du chemin de fer des Basses-Laurentides, par transport du 20 septembre 1893, et qu'il a été déclaré que cette balance était de \$87,750 pour 13 milles de chemin, soit \$65,000 pour la balance de la subvention en argent, et \$22,750 pour celle de la subvention en terres, en estimant la concession en terres de 5,000 acres par mille à 35 centins l'acre, laissant hors de compte la somme dont le paiement a été autorisé en vertu des dispositions de la section 12 de la dite loi pour le second versement de la subvention en terres fixé à 17½ centins l'acre, soit la somme de \$11,375 ; et attendu que la compagnie a, depuis, reçu la somme de \$8,750, à compte du dit second versement de la subvention en terres,—ce qui laisse la somme de \$2,625 payable à la compagnie,—le Lieutenant-Gouverneur en conseil sera autorisé à payer à la dite compagnie du chemin de fer du Grand-Nord la dite somme de \$2,625, balance due sur le second et dernier versement de la subvention en terres pour les 13 milles.

4. *Résolu*,—Que le délai accordé pour l'exécution complète des travaux sur le chemin de fer de la montagne d'Orford sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1902 ; que les subventions accordées jusqu'ici et faites payables à la compagnie devront, durant cette prolongation de

délai, si elles sont gagnées par la compagnie, être payées à celle-ci, et que ces subventions s'appliqueront à toute extension ou à tout embranchement construit par le dit chemin de fer, conformément à sa charte, pourvu que l'ensemble des obligations de la Province envers la compagnie ne soit augmenté d'aucune façon.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Langelier fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit maintenant reçu.

L'honorable M. Langelier fait, en conséquence, rapport des dites résolutions lesquelles sont lues comme suit :

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Que le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacific sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1900.

2. *Résolu*,—Que le délai accordé pour l'exécution complète des travaux sur le chemin de fer du Grand-Nord sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1900.

3. *Résolu*,—Qu'attendu que, d'après les dispositions de la loi 60 Victoria, chapitre 4, section 8, le Lieutenant-Gouverneur en conseil a été autorisé à payer à la compagnie du chemin de fer du Grand-Nord la balance de la subvention à elle transférée par la compagnie du chemin de fer des Basses-Laurentides, par transport du 20 septembre 1893, et qu'il a été déclaré que cette balance était de \$87,750 pour 13 milles de chemin, soit \$65,000 pour la balance de la subvention en argent, et \$22,750 pour celle de la subvention en terres, en estimant la concession en terres de 5,000 acres par mille à 35 centins l'acre, laissant hors de compte la somme dont le paiement a été autorisé en vertu des dispositions de la section 12 de la dite loi pour le second versement de la subdivision en terres fixé à 17½ centins l'acre, soit la somme de \$11,375 ; et attendu que la compagnie a, depuis, reçu la somme de \$8,750, à compte du dit second versement de la subvention en terres,—ce qui laisse la somme de \$2,625 payable à la compagnie,—le Lieutenant-Gouverneur en conseil sera autorisé à payer à la dite compagnie du chemin de fer du Grand-Nord la dite somme de \$2,625, balance due sur le second et dernier versement de la subvention en terres pour les 13 milles.

4. *Résolu*,—Que le délai accordé pour l'exécution complète des travaux sur le chemin de fer de la montagne d'Orford sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1902 ; que les subventions accordées jusqu'ici et faites payables à la compagnie devront, durant cette prolongation de délai, si elles sont gagnées par la compagnie, être payées à celle-ci, et que ces subventions s'appliqueront à toute extension ou à tout embranchement

construit par le dit chemin de fer, conformément à sa charte, pourvu que l'ensemble des obligations de la Province envers la compagnie ne soit augmenté d'aucune façon.

Ordonné,—Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité général pour examiner le Bill amendant la charte de la cité de Montréal ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, — Que le rapport soit reçu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill autorisant les syndics de la commission des chemins à barrières de la rive nord de Québec à émettre de nouvelles obligations, en renouvellement de certaines de leurs obligations actuelles, et pour d'autres fins,—

Ordonné,—Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que le dit bill soit retiré.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général, pour examiner le Bill amendant les lois concernant la compagnie du chemin de fer urbain de Montréal ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger, de nouveau, lors de la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par l'honorable M. LeBlanc,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute communication, requête et correspondance se rapportant à l'octroi d'un subside pour l'extension du chemin de fer " Montréal et Ouest ", de son terminus actuel au Nomingue et à la Lièvre.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin.

Jeudi, 2 mars 1899.

Sur motion de M. Girard, secondé par M. Petit,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance adressée au premier ministre ou à ses collègues, au sujet du renouvellement de la garantie des intérêts, par le gouvernement, sur les bons de la compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean, depuis le 23 février courant.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Major.—1. Des accusations ont-elles été portées en 1894, 1895, 1896, 1897, contre M. T.-A. Christin, agent des Terres, à Saint-Jovite ?

2. Dans l'affirmative, le département des Terres, Forêts et Pêcheries, a-t-il jamais pris les moyens de s'enquérir si ces accusations étaient fondées ou non, soit par enquête, ou autrement ?

3. Si une ou des enquêtes ont été tenues ; rapports en ont-ils été faits ?

4. Si des rapports ont été faits, exonèrent-ils, ou inculpent-ils M. T.-A. Christin ?

5. Si ces rapports inculpent M. T.-A. Christin, ce dernier sera-t-il maintenu dans sa position ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. Oui ; 2. Oui. Une enquête a été faite dans le mois de mai dernier ;

3. Oui. Le rapport a été soumis au Commissaire des terres, forêts et pêcheries, dans le mois de février courant ;

4. Le rapport du Commissaire enquêteur conclut que M. Christin s'est rendu coupable de favoritisme, de négligence dans sa charge et d'ingérence dans la politique ;

5. Cette question est maintenant à l'étude.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général, pour examiner le Bill amendant l'article 599 du Code de procédure civile ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Nantel fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe,

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre jour, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant l'article 760 du Code de procédure civile ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Petit fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant certains articles du Code de procédure civile ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur

reprend le fauteuil, et l'honorable M. Hackett fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant le Code civil, relativement aux privilèges des *voyageurs*, bucherons et autres ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Lange-lier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Henri."

Et ces amendements, sont lus la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Loi concernant l'Asile de la Longue-Pointe " ;

Bill intitulé : " Loi à l'effet d'amender la loi concernant les commissaires d'école de la municipalité de la ville de Westmount, et d'édicter certaines dispositions relatives aux taxes scolaires de la dite ville " ;

Bill intitulé : " Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean-Siméon-Alfred Lapointe au nombre de ses membres, après examen " ;

Et bill intitulé : " Loi amendant la loi de Pharmacie de Québec."

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill concernant la reconstruction de l'église de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Montréal et le paiement de la dite reconstruction ;

Bill amendant les lois concernant la ville de Lachine ;

Bill concernant la paroisse de Saint-Enfant-Jésus de Montréal ;

Et Bill constituant en corporation *The Civic Investment Company*.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi concernant la reconstruction de l'église de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Montréal et le paiement de la dite reconstruction ; " et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : Loi amendant les lois concernant la ville de Lachine ; et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi concernant la paroisse du Saint-Enfant-Jésus de Montréal " ; et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi constituant en corporation *The Civic Investment Company* " ; et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures A. M., aujourd'hui.

Jeudi. 2 mars 1899.

Onze heures A. M.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture de l'amendement fait par le Conseil législatif au Bill amendant la loi électorale de Québec, 1895,—

Sur motion de l'honorable M. Dechêne, secondé par l'honorable M. Turgeon,

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant leurs Honneurs que cette Chambre ne peut concourir dans l'amendement fait par leurs Honneurs au Bill intitulé : " Loi amendant la loi électorale de Québec, 1895."

Ordonné,—Que le Greffier porte le dit message au Conseil législatif.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill du Conseil législatif intitulé : "Loi amendant la loi concernant la constitution de la Cour Supérieure."—

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Stephens,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; et la question étant posée, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés,—

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Duffy,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Latiberté,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Caron (Maskinon.),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Turgeon, et</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Weir.—39.</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante et</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—16.</i>

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné.—Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant la loi concernant l'inspection des compagnies d'assurance et autres compagnies.

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Stephens,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chénevert,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dechêne,</i>	<i>Latiberté,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron, (Maskin.),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron, (Matane),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Major,</i>	<i>Weir.—42.</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Duffy,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante et</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—16.</i>

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

Ordonné,—Que M. Watts ait la permission de présenter un Bill divisant le district judiciaire d'Arthabaska.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Ordonné,—Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill amendant la loi électorale de 1895.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Ordonné,—Que M. Roy ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 972 du Code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Plante.—Le gouvernement a-t-il promis d'établir une école des arts et métiers à Valleyfield ?

Dans l'affirmative, quand le gouvernement en établira-t-il une ?

Réponse de l'honorable M. Dechêne :—Ces écoles sont établies par le conseil des arts et manufactures.

Par M. Girard.—Dans le montant de \$28.40, indiqué à la page 283 des procès-verbaux de l'Assemblée législative, comme ayant été payé au docteur Plourde, combien il y en avait-il pour ses honoraires et combien pour ses dépenses et ses aides ?

Réponse de l'honorable M. Robidoux :—Dans le montant des \$28.40, indiqué à la page 283 des procès-verbaux de l'Assemblée législative, comme ayant été payé au docteur Plourde, il y a \$12.00 d'honoraires et la balance est pour des déboursés.

Par M. d'Auteuil.—1. Le gouvernement a-t-il l'intention de construire un pont sur la rivière Noire, dans le deuxième rang du canton Callières, à St-Siméon, comté de Charlevoix ?

2. Dans la négative, quel emploi veut-il faire du bois coupé à cette fin, vers le mois de juin 1897 ?

Réponse de l'honorable M. Turgeon :—La question est encore à l'étude.

Par l'honorable M. Pelletier.—Existe-t-il une école du soir à Cacouna, comté de Témiscouata ?

2. Dans l'affirmative, cette école a-t-elle été ouverte à la demande et avec l'assentiment de la commission scolaire de l'endroit ? Est-elle sous la direction de cette commission scolaire ?

3. Combien y a-t-il de professeurs pour cette école, quels salaires reçoivent-ils, quels sont leurs noms, qui les a nommés, qui les paie ?

4. L'un de ces professeurs est-il commis-voyageur, et se fait-il remplacer par un jeune homme qui n'est pas instituteur diplômé.

Réponse de l'honorable M. Robidoux : 1. Oui.—2. A la demande de 4 commissaires sur 5 ; Non, elle est sous la direction de M. Gagnon, instituteur diplômé.—3. Deux, \$1.00 par jour, MM J.-S. Gagnon et A. Martin. M. Gagnon a été proposé par le député du comté et accepté par le secrétaire de la Province. M. Gagnon a choisi M. Martin pour son assistant, le nombre d'élèves qui fréquentent l'école étant trop grand pour qu'un seul professeur puisse suffire à l'enseignement. Le département du Trésor les paie ; 4. Pas à la connaissance du secrétaire de la Province.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Le gouvernement a-t-il aidé, ou a-t-il promis d'aider à la construction d'un pont en fer sur la rivière Chaudière, à Saint-François (Beauce) ?

2. Dans l'affirmative, pour quel montant ?

3. Quel est le montant payé jusqu'à présent, quels montants restent payables à l'avenir ?

4. Sur quel item du budget ces montants ont-ils été ou seront-ils pris ?

Réponse de l'honorable M. Duffy : 1. Oui, le gouvernement a accordé de l'aide ; 2. \$3,100.00 ; 3. \$3,100.00 ont été payés ;

4. La somme de \$1,000.00 a été payée par le département des Travaux publics à même l'item 72 de la cédule B du budget, 60 Victoria, chapitre 1, suivant la distribution de cet item faite par l'honorable M. Flynn, alors ministre des Travaux publics, le 9 mars 1897. La somme de \$1000 a été payée par le département de l'Agriculture à même l'item 42, cédule B, 61 Victoria. "Club agricole,—encouragement à l'agriculture, en général et à l'amélioration des chemins ruraux". En sus, la somme de \$1,000 a été payée par le département de la Colonisation et des Mines à même l'item 63, cédule B, 61 Victoria, chapitre 1, "Chemins de colonisation."

Ce pont, au 9 mars 1897 et jusqu'au 7 septembre 1897, était un pont de péage, mais, à cette dernière date, le pont est devenu la propriété de la corporation municipale de la paroisse de Saint-François, comté de Beauce.

Les sommes ci-dessus ont été payées au secrétaire-trésorier de la dite municipalité, et le pont est maintenant un pont libre.

Par M. Plante.—Quelle somme a été dépensée, depuis la date du 18 janvier 1899, à même le crédit de \$300.00 voté à la dernière session, pour la représentation de la province de Québec à l'exposition de Paris, en 1900 ?

Réponse par l'honorable M. Dechêne :—\$715.05.

Par M. Béland.—1. Le gouvernement de 1892 à 1897 a-t-il aidé à la reconstruction d'un pont sur la rivière Chaudière, à Saint-François, Beauce ?

2. Dans l'affirmative, pour quel montant ?

3. S'agissait-il d'un pont libre, ou d'un pont de péage ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—1. Oui. 2. \$1100. 3. Un pont de péage.

Par M. Béland.—Le gouvernement actuel a-t-il aidé à la reconstruction d'un pont, sur la rivière Chaudière, à Saint-François, Beauce ?

2. Dans l'affirmative, pour quel montant ?

3. S'agissait-il d'un pont libre, ou d'un pont de péage ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—1. Oui. 2. \$3,100. Un pont libre.

M, l'Orateur donne lecture d'un mémoire sur la question des meilleures règles de procédure soulevée par le 6ième rapport du comité spécial permanent des divers bills privés.

Ordonné,—Que ce mémoire soit publié dans les Procès-Verbaux de la séance de lundi prochain, et comme appendice A dans les Journaux de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Robidoux,

Ordonné,—Qu'un comité spécial, composé de M. l'Orateur et des honorables MM. Flynn, Dechêne, LeBlanc et Marchand, soit nommé, avec instruction d'étudier la question des meilleures règles de procédure à suivre par les comités permanents et spéciaux, et de faire rapport à cette Chambre.

Ordonné,—Que le mémoire de l'honorable Orateur de la Chambre, sur cette question de procédure dans les comités permanents et spéciaux, soit renvoyé à ce comité spécial.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Bickerdike.—La pétition de *The Hochelaga County Women's Christian Temperance Union*.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Trois heures P. M.

Ordonné,—Que l'honorable M. Parent ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les terres publiques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés,—

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Duffy,

Ordonné,—Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables,—

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Duffy,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois; et la question étant posée la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill amendant la loi concernant l'inspection des compagnies d'assurance et autres compagnies,—

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Duffy,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois; et la question étant posée la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture de certaines résolutions, rapportées, mercredi, le 1er mars courant, du comité général, concernant le délai dans lequel les travaux sur certains chemins de fer doivent être complétés, et concernant certains subsides de chemins de fer.

L'honorable M. Duffy propose, secondé par l'honorable M. Parent,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois;

L'honorable M. Flynn propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Pelletier,—Que tous les mots après “ Que ” dans la motion soient retranchés et remplacés par les suivants : “ cette Chambre, tout en consentant à la seconde lecture de ces résolutions, désire constater la déviation manifeste dans la politique du gouvernement qu'elles comportent, et l'omission d'autres chemins de fer dont l'importance ne saurait être mise en doute.”

M. Robitaille propose comme sous-amendement, secondé par M. Tessier (Rimouski),—Que les mots “ cette Chambre tout en consentant à la seconde lecture de ces résolutions, désire constater la déviation manifeste dans la politique du gouvernement qu'elles comportent et l'omission d'autres chemins de fer dont l'importance ne saurait être mise en doute,” soient retranchés et que les mots suivants leur soient substitués : “ cette Chambre en votant la seconde lecture de ces résolutions approuve la politique du gouvernement qui, tout en aidant les entreprises utiles à terminer leurs travaux, suspend, pour le moment, l'octroi de nouveaux subsides.”

Et une discussion s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par M. Panneton,
Ordonné,—Que la discussion soit ajournée.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de cette Chambre du 23 février 1899, pour copie de toute correspondance etc., en rapport avec la prison des femmes protestantes de Montréal.—(*Document de la Session, No. 74.*)

Et aussi,—réponse à un ordre de cette Chambre, du 3 décembre 1897, pour la production d'une liste de toutes les demandes de secours, octrois, subventions, pour aider à la colonisation dans cette Province, pour les années 1896-1897 et pour l'année courante ; que ces demandes aient été faites par lettres, pétitions, requêtes, rapports d'officiers publics ou autres résolutions de conseils municipaux, sociétés de colonisation, etc., la dite liste devant indiquer ;

1. Le ou les signataires, qu'il ou qu'ils soient du Canada ou de l'étranger, et que ce soit un ou des particuliers, un conseil municipal, une société de colonisation légalement constituée ou non, etc.

2. Le montant et l'objet de cette demande, que ce soit pour chemins, routes et ponts ou pour l'établissement de services de bateaux ou de diligences pour le transport des colons établis ou à établir, de leur bagage, instruments agricoles, etc., pour construction d'écoles, de moulins, pour creusement de rivières ou de cours d'eau, et dessèchement de marais.

3. L'endroit pour lequel ces secours ont été demandés, c'est-à-dire où les travaux devaient ou doivent être faits et où les colons devaient s'établir ou être aidés à s'y établir.—(*Document de la Session, No 75.*)

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre du jour appelle la réception du rapport du comité général sur le bill amendant la charte de la cité de Montréal,—

Ordonné,—Que le rapport soit maintenant reçu.

Ordonné,—Que les amendements faits en comité général au dit bill soient lus la première fois, à la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Girard, secondé par M. d'Auteuil :

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes lettres, requêtes et documents se rapportant au prolongement du chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean de Chicoutimi à Saint-Alphonse, et du ou des rapports établissant le coût probable de tel prolongement.

Sur motion de M. d'Auteuil, secondé par M. Girard :

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes lettres, requêtes, demandant l'octroi de subsides pour le chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, ainsi que de tous mémoires se rapportant à telles demandes.

Copie du ou des rapports établissant le coût probable et détaillé du dit chemin.

Sur motion de l'honorable M. Atwater, secondé par l'honorable M. Hackett,

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill amendant les actes constituant en corporation, *The Montreal Protestant House of Refuge and Industry* soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a rapport à une société de bienfaisance.

Sur motion de M. Rainville, secondé par M. Gouin,

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill à l'effet de mieux déterminer les pouvoirs donnés aux héritiers fiduciaires par le testament de feu Alexis Brunet, et pour pourvoir à leur rémunération, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Sur motion de M. Gouin, secondé par M. Rainville,

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill amendant la loi 69 Victoria, chapitre 95, concernant la succession de feu Amable Prévost, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill amendant la charte de l'Association St-Jean-Baptiste de Montréal, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu qu'il s'agit d'une société de bienfaisance.

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill amendant et refondant la charte de la Société des Artisans canadiens-français de la cité de Montréal,—soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill est demandé par une société de bienfaisance.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour se forme en comité général pour examiner le Bill amendant les actes concernant la compagnie du chemin de fer urbain de Montréal; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, à la prochaine séance de la Chambre.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 3 mars 1899.

Onze heures, A. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur son amendement au Bill intitulé: "Loi amendant la loi électorale de Québec, 1895," et qu'il a retiré le dit amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendements, savoir :

Bill intitulé: "Loi constituant en corporation la *Catholic High School of Montreal*."

Et Bill intitulé: "Loi amendant l'article 4762 des Statuts refondus de la province de Québec."

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé l'amendement fait par la Chambre au Bill J, intitulé: "Loi amendant la loi concernant la constitution de la Cour Supérieure."

Et aussi,—le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande son concours :

Bill intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la cité de Sorel."

Bill intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la '*Shawinigan Water and Power Company*.'"

Et Bill intitulé: "Loi amendant les lois concernant la ville de Longueuil."

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé: "Loi amendant la loi constituant en corporation la cité de Sorel"; et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le Bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : "Loi amendant la loi constituant en corporation la *Shawinigan Water and Power Company*"; et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : "Loi amendant les lois concernant la ville de Longueuil"; et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue :
De l'Union de tempérance des femmes chrétiennes du comté d'Hoche-
laga, demandant certains amendements au bill revisant et refondant la
charte de la cité de Montréal.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill à l'effet d'assurer une protection plus efficace des abeilles,—

L'honorable M. Stephens propose, secondé par l'honorable M. Guerin, —Que le bill soit maintenant lu la troisième fois; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Listois,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Caron (Maskinon),</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Rainville,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Cotton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robitaille,</i>	<i>Watts—30</i>
<i>Dechêne,</i>	<i>Guerin,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Champagne,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bélard,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Plante et</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Tellier.—29.</i>
<i>Cardin,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Duffy, du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, présente le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu l'honorable M. Duffy comme son président, et recommande que le quorum soit fixé à trois membres.

Votre comité recommande, de plus, l'impression des documents suivants :

No. 19—Le chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur ;

No. 22—La conversion de la dette provinciale ;

No. 28—Chemins de colonisation, état des montants dépensés dans chaque comté, en dehors des montants votés ;

No. 46—Les réviseurs des listes électorales de Montréal ;

No. 49—Subsides accordés aux chemins de fer ;

No. 61—Etat de la votation dans les districts électoraux où ont eu lieu des élections depuis le 1er octobre 1877 ;

Et No. 62—Cause No. 2637 (1897), *Beaupré vs Desnoyers et al.*, balance du dossier.

Résolu.—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Cotton, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente le deuxième rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande l'impression du document sessionnel suivant :

No. 47—Limites à bois vendues ou sous license dans la province de Québec

Résolu.—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, reprend le débat ajourné, jeudi, le 2 mars courant, sur le sous-amendement proposé à l'amendement à la motion portant,—Que les résolutions rapportées du comité général, mercredi, le 1er mars courant, (concernant le délai dans lequel les travaux sur certains chemins de fer doivent être complétés, et concernant certains subsides de chemins de fer,) soient maintenant lues la seconde fois ; lequel sous-amendement comporte que les mots : “ cette Chambre, tout en consentant à la seconde lecture de ces résolutions, désire constater la déviation manifeste dans la politique du gouvernement qu'elles comportent et l'omission d'autres chemins de fer dont l'importance ne saurait être mise en doute ”—du dit amendement—soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ cette Chambre, en votant la seconde lecture de ces résolutions, approuve la politique du gouvernement qui, tout en aidant les entreprises utiles à terminer leurs travaux, suspend, pour le moment, l'octroi de nouveaux subsides.”

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>de Grosbois,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tessier, (Rimouski)</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts, et</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—43.</i>
<i>Cotton,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Rainville,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>d'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton.</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Plante et</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Tellier.—20.</i>

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, il sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>d'Auteuil,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Béland,</i>	<i>de Grosbois,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robiloux,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Doris,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Weir—63.</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	

CONTRE :—Personne

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence lues la seconde fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance de la Chambre.

Et la Chambre, ayant continué de siéger jusqu'à une heure et vingt minutes P. M., est ajournée par M. l'Orateur jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Trois heures P. M.

L'ordre du jour appelle la Chambre à concourir avec le comité dans certaines résolutions, rapportées, mercredi, le 1er mars courant, du comité général concernant le délai dans lequel les travaux sur certains chemins de fer doivent être complétés, et concernant certains subsides de chemins de fer,—

Résolu,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans les dites résolutions.

Ordonné,—Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un bill relatif au délai prescrit pour compléter les travaux sur certains chemins de fer ainsi qu'à certaines subventions aux chemins de fer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour examiner le bill amendant les articles 1688, 1696 et 2259 du Code civil.—

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Shehyn, —Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; et la question étant posée, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil ; et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant posée—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés.

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Marchand,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois

L'honorable M. Pelletier propose comme amendement à la motion, secondé par l'honorable M. Flynn — Que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ Attendu qu'il appert par les Journaux de l'Assemblée législative, 1892, p. 352, 353 et 354 qu'une motion a été proposée par l'honorable M. Marchand, maintenant Premier Ministre de cette Province, dont les principaux considérants se lisaient comme suit :

“ Attendu que le gouvernement Chapeau a imposé aux municipalités l'obligation de contribuer aux frais de l'entretien des aliénés dans les asiles, laquelle obligation a été de nouveau insérée dans des statuts subséquents ;

“ Attendu que ce mode de contribution n'a pas rapporté au trésor public ce que ses auteurs en attendaient ;

“ Attendu qu'il a été démontré que cette taxe indirecte repose sur une base injuste et vexatoire, et que, pour ces raisons, elle a été abolie par cette Législature en 1890 ;

“ Attendu que, par le présent bill, le gouvernement actuel propose d'imposer le même système d'impôts sur les contribuables de cette Province ;

“ Attendu que, par une réglementation sévère du mode d'admission aux asiles d'aliénés, il est impossible de mettre fin à tous les abus qui en causent l'encombrement, sans avoir recours à l'imposition aux municipalités, d'une charge onéreuse qui, dans bien des cas, aurait pour résultat de priver des bienfaits du traitement suivi dans ces institutions, les personnes trop pauvres pour pourvoir à leur propre maintien ” ;

Attendu que la dite motion de l'honorable Marchand concluait à ce que ce bill imposant la présente taxe pour l'entretien des aliénés dans les asiles ne fut pas lu une deuxième fois, mais renvoyé à six mois ;

Attendu que le projet de loi maintenant soumis est en contradiction directe avec les principes et les déclarations contenus dans la dite motion et avec les promesses faites à l'électorat, à ce sujet ;

Cette Chambre constate qu'après avoir violemment attaqué les conservateurs en les traitant de “ taxeurs,” le gouvernement actuel réaffirme le principe des taxes, au lieu de les abolir ;

Que cette conduite mérite la censure de cette Chambre.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont comme suit :

POUR :

Messieurs

Ball,
Bédard,
Bouffard,
Chicoyne,
D'Auteuil,

Dufresne,
Duplessis,
Flynn,
Grenier,

Hickett,
LeBlanc,
McDonald,
Marion,

Nantel,
Normand,
Panneton et
Pelletier.—17.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Caron, (Maskin.),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Major,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Weir.— 39</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question originale, étant mise aux voix, la Chambre se divise : et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Dorris,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Weir.— 39.</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Parent,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier, et</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Plante —18.</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre, de nouveau, en comité des subsides,

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Shehyn,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Ball propose comme amendement, secondé par M. Dufresne,—Que tous les mots après “Que,” jusqu'à la fin de la motion soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : “cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette que le gouvernement actuel n'ait pas donné suite à la politique de l'administration qui l'a précédé, touchant la construction du chemin de fer de la rive Sud, ainsi que de celui de la Baie-des-Chaleurs jusqu'au Bassin de Gaspé, cette politique ayant été déterminée par arrêté en conseil et par un contrat régulièrement fait, ainsi que la Cour d'Appel l'a reconnu le 7 avril 1898, par ses réponses aux questions qui lui avaient été soumises par le gouvernement.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Bal',</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hacke't,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier et</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Plante.—19.</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion.</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechène,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron (Mask),</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier, (Rimouski),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Rainville,</i>	<i>Weir.—41.</i>
<i>Cotton,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant de nouveau proposée ;
Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil
La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille deux cent soixante piastres, soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du service des juges des sessions de la Paix, Québec : magistrats de police, Montréal ; leurs traitements, ceux de leurs employés et dépenses contingentes y compris le traitement du grand connétable et de son député, etc., Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Resolution à rapporter.

M, l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike rapporte alors, du comité des subsides, la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille deux cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du service des juges des sessions de la Paix, Québec ; magistrats de police, Montréal ; leurs traitements, ceux de leurs employés et dépenses contingentes y compris le traitement du grand connétable et de son député, etc., Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

La dite résolution, étant lue la seconde fois,—

Ordonné,—Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à la prochaine séance.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix,

Sept heures et demie P. M.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure de la résolution suivante rapportée du comité des subsides, aujourd'hui, laquelle avait été ajournée ; et elle est de nouveau lue comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille deux cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du service des juges des sessions de la Paix, Québec : magistrats de police, Montréal ; leurs traitements, ceux de leurs employés et dépenses contin-

gentes y compris le traitement du grand connétable et de son député, etc., Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Résolu,—Que cette Chambre concoure, avec le comté, dans la dite résolution.

La Chambre en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant le paragraphe 2 de l'article 480 du Code municipal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bourbonnais fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi relative aux subventions accordées aux manufacturiers par les corporations municipales ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la loi concernant les ingénieurs civils ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant l'article 4404 des Statuts refondus ; et, après avoir ainsi siégé pendant quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bissonnette fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant l'article 26 des Statuts refondus " ;

Le bill est lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Watts fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la Chambre, de nouveau, en comité des subsides ;

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

L'honorable M. Pelletier propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la motion soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les deniers nécessaires pour le service public, mais désire constater que, par la loi de cette Province, 60 Vict., chap. 21, il a été pourvu au mode de confection des listes des électeurs provinciaux pour les cités de Québec, Montréal et Trois-Rivières ;

Que, par la section 8 de ce statut, il a été décrété qu'il y aurait un bureau de révision pour chacune des dites cités, lequel serait composé de trois personnes dont deux devraient être nommées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil et resteraient en fonction comme telles durant bonne conduite ;

Que, en conformité de la dite loi, Mathias-Charles Desnoyers, juge des sessions de la paix et James Crankshaw, avocat, tous deux de la cité de Montréal, furent dûment nommés pour former partie du dit bureau des réviseurs de la cité de Montréal, et ce, par ordre en conseil No. 73, en date du 3 février 1897, et qu'ils acceptèrent cette charge et agirent comme tels ;

Que, par ordre en conseil No. 678 du 28 décembre 1898 et approuvé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le 29 décembre dernier, le gouvernement de cette province a prétendu destituer les dits Mathias-Charles Desnoyers et James Crankshaw comme tels réviseurs ;

Qu'il appert par le numéro 46 des documents de la présente session, que les prétendues raisons pour lesquelles les dits Mathias-Charles Desnoyers et James Crankshaw auraient été destitués sont : Que le 6

mars 1897, pendant qu'ils agissaient comme "le bureau des réviseurs de la cité de Montréal", un bref de prohibition leur aurait été signifié dans une cause de la Cour Supérieure de Montréal sous le No. 2637 de ses dossiers, et dans laquelle Louis Beaupré était requérant et les dits Desnoyers et Crankshaw, intimés; que, par l'ordonnance écrite au bas de la requête pour bref de prohibition, il était ordonné aux dits Desnoyers et Crankshaw de discontinuer les procédures et l'examen et la confection des listes électorales pour la cité de Montréal; que les dits Desnoyers et Crankshaw auraient refusé d'obéir à la dite ordonnance; que leur utilité avait cessé, en conséquence, et que F. X. Choquette, juge des Sessions de la Paix et W. F. Ritchie, avocat, ont été nommés pour les remplacer.

Qu'il appert, par le dit document No. 46 de la présente session, que la seule preuve à l'appui des allégués du dit ordre en conseil était une lettre et déclaration solennelle signée par O.-J. Monday et des copies de la requête pour bref de prohibition et de l'ordonnance mentionnée dans le dit ordre en conseil ainsi que du retour de l'huissier qui aurait signifié les procédures susdites :

Qu'après le dépôt devant cette Chambre du dit document No. 46, il fut constaté que le dit document ne contenait pas toutes les pièces demandées; qu'une motion additionnelle fut faite pour faire compléter le dossier et que le 23 février courant, un document additionnel (No 62) contenant d'autres informations importantes a été déposé devant cette Chambre;

Qu'il appert, par le dit document No. 62, que les dits Mathias-Charles Desnoyers et James Crankshaw étaient justifiables de ne pas obéir à la dite ordonnance alléguée dans le dit ordre en conseil qui leur enjoignait de cesser leur travaux, et qu'ils ont bien fait d'en agir ainsi;

Que les dits Desnoyers et Crankshaw n'ayant pas obéi à la dite ordonnance, une règle *Nisi* émana contre eux, que cette règle fut contestée et que le 15 mars 1897 cette règle *Nisi* fut cassée, annulée et mise à néant avec dépens contre le requérant.

Qu'après le renvoi de la dite règle *Nisi*, les intimés plaiderent au mérite à l'encontre de la requête pour bref de prohibition, et que la dite requête et le dit bref furent renvoyés sur une défense en droit;

Que le gouvernement de cette Province par ordre en conseil No. 5, du 4 janvier 1899 rescinda le premier ordre en conseil du 29 décembre 1898, et procéda à démettre de nouveau le dit James Crankshaw pour les mêmes raisons que celles alléguées dans le premier ordre en conseil;

Que les dits deux ordres en conseil étaient basés sur une preuve incomplète, *ex parte*, sur une partie seulement du dossier de la cour supérieure, et que pour justifier sa conduite, le gouvernement ne produisit que cette preuve incomplète et cette partie du dossier devant la Chambre, comme document No 46;

Que, par la production subséquente du document No. 62, il est démontré qu'aucune faute quelconque n'était imputable aux dits Crankshaw et Desnoyers;

Que les réviseurs nommés en vertu de la dite loi 60 Vict., c. 21, constituant un tribunal, et que les membres de ce tribunal se trouvant nommés durant bonne conduite d'après la loi, le gouvernement ne pouvait pas procéder à les démettre comme il l'a fait ;

Qu'en agissant ainsi, et vu tout ce que ci-haut, la conduite du gouvernement dans toute cette affaire a été regrettable, qu'elle constitue un précédent dangereux et arbitraire qui mérite à tous égards la censure de cette Chambre."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Plante et</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Tellier.—19</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Caron (Maskin),</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Rainville,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Weir.—33.</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>		

Ainsi, l'amendement est résolu négativement.

Alors, la question principale étant de nouveau proposée ;

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Fonds des municipalités, Stat. Ref. P. Q., article 2744; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour timbres et licences; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la pension annuelle de Mme Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Barreau de la province de Québec, pour la publication des rapports judiciaires; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'association de tir de la province de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Impérial, Londres: contribution de la province de Québec à son entretien; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

Résolu,—Que, à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike rapporte alors, du comité des subsides, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Fonds des municipalités, Stat. Ref. P. Q., article 2744; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour timbres et licences; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la pension annuelle de Mme Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Barreau de la province de Québec, pour la publication des rapports judiciaires; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'association de tir de la province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Impérial, Londres : contribution de la province de Québec à son entretien ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois,

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

L'ordre du jour appelle la première lecture des amendements faits, en comité général, au bill amendant la charte de la cité de Montréal ;

Et les dits amendements sont lus, la première fois ;

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la première lecture des amendements faits, en comité général, au bill amendant les lois concernant la compagnie du chemin de fer urbain de Montréal ;

M. Rainville propose, secondé par M. Bickerdike,—Que les dits amendements soient maintenant lus la première fois ;

L'honorable M. LeBlanc, propose en d'amendement, secondé par M. Dufresne ; que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le dit bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant la première clause."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Weir.</i> —16.

CENTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Caron (Maskinon.),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rimous.) et</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turgeon.</i> —30.
<i>Chicoyne,</i>	<i>Girard,</i>		

Aussi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant proposée.

Ordonné,—Que les dits amendements soient maintenant lus la première fois.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill constituant en corporation la succession de feu Charles Lamothe ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lalonde fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les amendements étant lus la première fois :

Ordonné,—Que la seconde lecture de ces amendements soit renvoyée à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi concernant la reconstruction de l'église Saint-Jean-Baptiste, de Montréal, et le paiement de la dite reconstruction."

Et les dits amendements sont lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill concernant les terres publiques :

Le bill est lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'hon. M. LeBlanc fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. Langelier, secondé par M. Chicoyne.

Ordonné,—Qu'un comité spécial, composé des honorables MM. Marchand, Flynn, Hackett, Atwater et Langelier et de MM. Chicoyne, Chênevert, Robitaille, Roy, DeGrosbois, Smith, Bouffard et Delaney soit nommé, avec instruction d'étudier la question de la publication des

“ *Débats* ” de cette Chambre et de faire rapport d'un mode à la fois efficace et économique de publier ces “ *Débats*.”

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par M. Caron (Maskinongé).

Ordonné,—Que le bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés, soit remis sur l'ordre du jour pour être considéré en comité général.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par M. Caron (Maskinongé).

Ordonné—Qu'il soit produit dans les deux premières semaines de chaque session de la Législature de cette Province, une liste de tous les employés permanents et de tous les employés surnuméraires dont les fonctions sont d'une nature permanente, payés par le gouvernement de la province de Québec, à titre de salaire ou autrement, pour l'année financière terminée le 30 juin précédent, et indiquant les noms, emploi actuel, date de nomination, appointements, date de naissance et date de la première nomination de chacun de ces fonctionnaires.

Sur motion de M. Gouin, secondé par M. Rainville,

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill constituant en corporation l'Union des mouleurs de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que l'Union des mouleurs de Montréal est une société de secours mutuels et de charité.

Sur motion de M. Panneton, secondé par l'honorable M. LeBlanc,

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill constituant en corporation la ville de East-Angus, et pourvoyant à l'amélioration de son système d'éducation, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Sur motion de M. Roy, secondé par M. Robitaille,

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill de la dernière session, intitulé : “ Loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre L. O. Gauthier, au nombre de ses membres,” lui soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que la remise a été faite pour tous les bills de même nature, et que c'est par erreur que la présente motion n'a pas été faite, l'année dernière.

Sur motion de M. Robitaille, secondé par M. Tessier (Rimouski),

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant les syndicats de la commission des chemins à barrières de la rive nord de Québec à émettre de nouvelles obligations en renouvellement de certains de leurs obligations actuelles, et pour d'autres fins,—soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Sur motion de l'honorable M. Langelier, secondé par M. Tessier (Rimouski),

Ordonné,—Que le Bill amendant la charte de la cité de Montréal et en particulier la loi 59 Vict., chap. 49, soit de nouveau inscrit sur l'ordre du jour pour être considéré en comité général.

Sur motion de M. Weir, secondé par M. Bickerdike,
Ordonné.—Que le Bill amendant l'article 694 du Code de procédure civile soit remis sur les ordres du jour pour seconde lecture.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Major.—1. Des accusations ont-elles été portées contre M. T.-A. Christin, agent des terres à Saint-Jovite et qui agissait comme payeur pour les travaux de la colonisation dans la vallée Labelle et de la rivière du Lièvre ?

2. Dans l'affirmative, le département de la colonisation s'est-il enquis si ces accusations étaient fondées ou non ?

3. Une enquête a-t-elle été tenue ?

4. Dans l'affirmative, quel en est le rapport ?

5. M. T.-A. Christin agit-il encore comme commis-payeur ?

Réponse de l'honorable M. Turgeon :—1. Une plainte a été reçue au département.

2. Oui.

3. Oui.

4. Le rapport est défavorable à M. Christin.

5. Non. Ses fonctions ont cessé le 30 juin 1897.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendements, savoir :

Bill intitulé : " Loi autorisant et ratifiant le règlement No 136 des règlements de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, accordant une commutation de taxes à la compagnie dite *The Montreal Cotton Company*."

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la *Provincial Trust and Agency Company*."

Et bill intitulé : " Loi de l'Instruction Publique."

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir :

Bill intitulé : " Loi amendant la charte de la cité de de Sherbrooke, 55-56 Victoria, chapitre 51."

Bill intitulé : " Loi concernant la succession de Jean Guillet dit Tourangeau."

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la "*Laurentian Water and Power Company*."

Et bill intitulé : " Loi incorporant l'Association des barbiers de la province de Québec."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke, 55-56 Victoria, chapitre 51", lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le Bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé; "Loi concernant la succession de Jean Guillet dit Tourangeau", lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le Bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé: "Loi constituant en corporation la *Laurentian Water and Power Company*", lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le Bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé, "Loi incorporant l'Association des barbiers de la province de Québec", lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le Bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Bickerdike,—la pétition de *The Quebec Provincial Women and Christian Temperance Union*.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Stephens.

Résolu,—Que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle le soit jusqu'à dix heures A. M., demain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Samedi, 4 mars 1899.

10 heures A. M.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits, en comité général, au bill amendant les lois concernant la compagnie du chemin de fer urbain de Montréal.

Et les dits amendements sont lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits, en comité général, au bill amendant la charte de la cité de Montréal.

Et les dits amendements sont lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture de l'amendement fait, en comité général, au Bill concernant la succession de feu Charles Lamothe ;

Le dit amendement est lu la seconde fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de cet amendement soit remise à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le Bill amendant la charte de la cité de Montréal, et en particulier la loi 59 Victoria, chapitre 49 ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gouin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Pourbonnais, secondé par M. Petit,

Ordonné,—Que l'entrée dans les Journaux de cette Chambre, de ce jour, à l'effet que le bill amendant la charte de la cité de Montréal, soit lu la troisième fois à la prochaine séance de la Chambre, soit rescindée.

Ordonné,—Que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gouin fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour examiner le bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés ;

M. Bourbonnais propose, secondé par M. Blanchard,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; et, la question étant posée, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant l'article 548 du Code municipal ;

M. Robitaille propose, secondé par M. Watts,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant l'article 972 du Code civil ;

M. Roy propose, secondé par M. Robitaille,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bourbonnais fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill divisant le district judiciaire d'Arthabaska,—

M. Watts propose, secondé par M. Gillies,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et objection est faite par l'honorable M. Pelletier, que ce bill est un bill privé et ne peut être considéré comme bill public.

M. l'Orateur déclare à la Chambre qu'il donnera sa décision, à une date ultérieure.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture,—

M. Cardin propose, secondé par M. Allard,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et objection est faite par l'honorable M. Dechêne que ce bill n'est pas dans l'ordre, parce qu'il décréterait une dépense publique, telle législation ne pouvant être proposée que de l'initiative des ministres de la

Couronne et par des résolutions approuvées et recommandées par Son Honneur le Lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur maintient l'objection, et déclare le bill hors d'ordre.

Sur motion de M. Robitaille, secondé par M. Roy.

Ordonné,—Que l'entrée dans les Journaux de cette Chambre, de ce jour, à l'effet que le bill amendant l'article, 548 du Code municipal, soit renvoyé à un comité général pour la prochaine séance, soit rescindé.

Ordonné,—Que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant l'article 694 du Code de procédure civile;

W. Weir propose, secondé par M. Hunt,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois; et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill validant certains transports de biens des successions sujettes aux droits imposés par l'article 1191b des Statuts refondus.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant la loi concernant les Compagnies d'assurance;

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill relatif au délai prescrit pour compléter les travaux sur certains chemins de fer, et relatif à certaines subventions aux chemins de fer.

Et ce bill est lu la seconde fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sur motion de M. Chicoyne, secondé par M. Bouffard :

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. La liste des écoles d'agriculture, stations ou fermes expérimentales et autres institutions d'enseignement agricole actuellement subventionnées par le gouvernement de la Province ;

2. Le texte de tous contrats, arrangements ou ordonnances ministérielles, en vertu desquelles telles subventions sont ainsi payées ;

3. Copie de tous mémoires, lettres ou correspondances quelconques, transmis au gouvernement depuis deux ans, dans le but d'obtenir de l'aide pécuniaire en faveur de la création de nouvelles institutions d'enseignement agricole, et aussi copie des réponses officielles, dans chaque cas ;

4. Copie de tous mémoires, requête, etc., demandant la réduction du nombre des écoles d'agriculture, et suggérant des réformes dans ce but.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions, rapportées, vendredi, le 3 mars courant, du comité des subsides, et qui avaient été ajournées, et elles sont de nouveau lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Fonds des municipalités Stat. Ref. P. Q., article 2744; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour timbres et licences ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la pension annuelle de Mme Gaspard Drolet, conformément à la résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Barreau de la province de Québec, pour la publication des rapports judiciaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'association de tir de la province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Impérial, Londres : contribution de la province de Québec à son entretien ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Résolu,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans les dites résolutions.

Etant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures P. M.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue :

De *The Quebec Provincial Women's Christian Temperance Union*, demandant des amendements à l'acte des manufactures,

Ordonné,—Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un bill modifiant la loi concernant les chemins de fer, relativement au paiement de certaines dettes de construction et à la vente de ces chemins, en certains cas.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill amendant la loi concernant les compagnies d'assurances ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a passé le bill intitulé : " Loi amendant la loi relative à l'amélioration des cours d'eau par les propriétaires riverains ", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Langelier, secondé par M. Roy,

Ordonné,—Que le Bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant la loi relative à l'amélioration des cours d'eau par les propriétaires riverains ", soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant la loi électorale de 1895.

Ce bill est lu une seconde fois et renvoyé au comité général de toute la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en le dit comité,

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bourbonnais fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill amendant les lois concernant la compagnie du chemin de fer urbain de Montréal,—

M. Rainville propose, secondé par l'honorable M. Turgeon,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Weir propose comme amendement, secondé par M. Watts,—Que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ le bill soit renvoyé, de nouveau, à un comité de toute la Chambre, avec pouvoir de l'amender en ajoutant à la clause 3 du bill, la section suivante :

“ Il sera, en n'importe quel temps, loisible au comité des chemins de fer du conseil privé de la Province, d'accorder à toute autre compagnie de chemin de fer électrique, les pouvoirs de circulation nécessaires pour atteindre le centre de la cité de Montréal, sujet aux termes et conditions à être fixés et déterminés par le dit comité des chemins de fer.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bourbonnais,
Duffy,

Lacombe,
LeBlanc,

Marchand,
Robitoux,

Watts.—7

CONTRE :

Messieurs

Cardin,
Chênevert,
D'Auteuil,
Dechêne,

DeGrosbois,
Garneau,
Gillies,

Lalonde,
Langelier,
Petit,

Robitaille,
Rocheleau,
Turgeon.—13

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Weir propose, comme amendement, secondé par M. Watts,—Que tous les mots après “ maintenant ” jusqu’à la fin de la question, soient retranchés et qu’ils soient remplacés par les suivants : “ renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre, avec instruction de l’amender en ajoutant dans le paragraphe (e) de la clause 3, les mots suivants : “ qui sont par les présentes autorisés à contracter avec la dite compagnie.”

Et l’amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bourbonnais,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Watts.—7</i>
<i>Duffy,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Robidoux,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Cardin,</i>	<i>de Grosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>d’Auteuil,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Turgeon.—13.</i>
<i>Dechéne,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Weir propose sous forme d’amendement, secondé par M. Watts, que tous les mots après “ Que,” jusqu’à la fin de la question, soit retranchés, et qu’ils soient remplacés par les mots suivants : “ le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de retrancher le 1er paragraphe de la sous-section (b) de la clause 3.”

Et l’amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bourbonnais,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Watts.—7</i>
<i>Duffy,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Marchand,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Cardin,</i>	<i>de Grosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>d'Auteuil,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Turgeon.—13.</i>
<i>Déchêne,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Weir propose sous forme d'amendement, secondé par M. Watts, que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant à la section 1 du dit bill :

" Dans toute émission de stock faite en vertu de la présente section, la cité de Montréal aura le privilège d'en souscrire le total ou une partie et de l'acquérir en le pavant au pair."

" Ce pouvoir sera sujet au consentement du Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur requête, dont avis d'un mois devra être donné dans la " Gazette Officielle de Québec," ainsi que dans un journal français et anglais de la cité de Montréal."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bourbonnais,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Watts—7</i>
<i>Duffy,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Robidoux et</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Cardin,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rocheleau et</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Turgeon—13</i>
<i>Dechéne,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Weir propose sous forme d'amendement, secondé par M. Watts, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés. et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction d'ajouter la clause suivante au bill, comme section 5 :

" 5. Toute loi ultérieurement passée à l'effet de contrôler les compagnies constituées en corporations, ou relevant de la législation quant à l'émission de stocks ou de bons ainsi que quant aux taux ou péages et à la réglementation d'iceux, aux pouvoirs de circulation sur la voie ferrée et aux droits s'y rattachant exercés par toute autre compagnie, et à l'exercice des pouvoirs conférés aux compagnies de chemin de fer, s'appliqueront à la compagnie à partir de la mise en vigueur de ces lois ; mais la présente section ne devra pas être interprétée comme impliquant que cette loi ne s'appliquerait pas à la compagnie si la présente section n'était pas édictée."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bourbonnais,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Watts—7</i>
<i>Duffy,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Robiloux et</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Cardin</i>	<i>D'Grosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille.</i>
<i>Chénévart,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rocheleau et</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Turgeon—13</i>
<i>Dechéne,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Weir. propose sous forme d'amendement, secondé par M. Watts,—Que tous les mots après "Que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en y insérant la clause suivante : "La compagnie sera assujettie aux dispositions de l'acte des chemins de fer."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bourbonnais,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Watts—7</i>
<i>Duffy,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Robidoux et</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Cardin,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rocheleau et</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Turgeon—13</i>
<i>Dechéne,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Lacombe, propose sous forme d'amendement, secondé par M. Bourbonnais,—Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction d'y ajouter la clause suivante :

" La Compagnie sera tenue d'avoir des billets spéciaux qui pourront être employés sur les chars de 5 heures à 9 heures du matin, et de 5 heures à 8 heures du soir, et la Compagnie devra donner douze de ces billets, pour vingt-cinq centins."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bourbonnais,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rocheleau et</i>
<i>Duffy,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Watts—9</i>
<i>Gouin,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Cardin,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille et</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Turgeon—12</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Lacombe propose sous forme d'amendement, secondé par M. Bourbonnais,—Que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction d'y ajouter la clause suivante :

“ La Compagnie devra tenir à la disposition du public des billets spéciaux qui pourront être employés sur les chars de la dite compagnie, le matin de cinq heures à neuf heures et le soir de cinq heures à huit heures, et elle sera tenue de donner dix de ces billets pour vingt-cinq centins.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bouffard,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Le Blanc,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Watts.—11</i>
<i>Duffy,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robidoux.</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>deGrosbois,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Plante,</i>	<i>Turgeon.—17.</i>
<i>Clapperton,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. LeBlanc propose sous forme d'amendement, secondé par M. Lacombe,—Que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender, en retranchant le mot “ cinq ” dans la cinquième ligne de la première clause, et en le remplaçant par le mot “ deux ”.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Bourbonnais,
Duffy,
Lacombe,

Le Blanc,
Marchand

Robidoux,
Rocheleau,

Shehyn et
Watts—9

CONTRE :

Messieurs

Atwater,
Carbray,
Cardin,
Chênevert,
Clapperton,

Dechéne,
DeGrosbois,
Garneau,
Gillies,

Girard,
Gouin,
Lalonde,
Langelier,

Petit,
Plante,
Roy et
Turgeon—17

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la question principale étant de nouveau proposée.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Robidoux, Secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 2 mars courant, pour copie de toute communication, requête et correspondance se rapportant à l'octroi d'un subside pour l'extention du chemin de fer "Montréal et Ouest," de son terminus actuel du Nomingue à La Lièvre.—(*Document de la session, No 76*).

L'ordre du jour appelle la Chambre à concourir dans les amendements faits, en comité général, au bill concernant la succession de feu Charles Lamothe ;

Résolu,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans les dits amendements.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill du Conseil législatif, intitulé : "Loi amendant l'article 79a des Statuts réfundus" ;

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la prochaine séance.

Sur motion de l'honorable M. Hackett, secondé par l'honorable M. Atwater,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en Conseil, correspondance, documents, etc., relatifs à la destitution de M. Harrey Beatty, ex-régistrateur du comté de Missisquoi, et à la nomination de son successeur.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif, a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi amendant le Code de procédure civile ", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Langelier, secondé par l'honorable M. Robidoux.

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif intitulé : " Loi amendant le Code de procédure civile," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné,—Que le bill soit lu une seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a passé le bill intitulé : " Loi amendant l'article 122^a du Code civil " pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a passé le bill intitulé : " Loi concernant l'assistant-Greffier du Conseil législatif," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand.

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant l'article 122^a du Code civil," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand.

Ordonné, —Que le bill du Conseil législatif, intitulé : “ Loi concernant l'assistant-Greffier du Conseil législatif, ” soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, — Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, se forme en conséquence, en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill, sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Robidoux.

Résolu,—Que, lorsque la Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à lundi prochain, à trois heures P. M.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 6 mars 1899.

Trois heures P. M.

M. l'Orateur,—sur le point d'ordre soulevé par l'honorable député de Dorchester, à la première séance de samedi, 4 mars courant, que le Bill divisant le district judiciaire d'Arthabaska est un bill privé et ne peut être considéré comme bill public—donne sa décision comme suit :

On a soulevé la question d'ordre que le bill—No 128—à l'effet de diviser le district judiciaire d'Arthabaska est un bill privé, en se fondant sur ce qu'il déplace le chef-lieu d'Arthabaskaville.

A l'appui du point d'ordre ont été citées, de la règle 51, les lignes suivantes :

“ La division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, le changement du chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté.”

Ces lignes ne font pas mention de la division des districts judiciaires, qui constitue manifestement une cause de législation publique, chaque fois qu'on le juge d'intérêt public.

On a prétendu, à l'appui de la question d'ordre soulevée, que le déplacement du chef-lieu d'un comté peut seulement être matière de bill privé. J'ai lu très attentivement le bill en son entier, et il ne contient aucune disposition impliquant déplacement du chef-lieu du district judiciaire d'Arthabaska. Il crée un nouveau chef-lieu, mais n'en déplace aucun. J'en conclus, conséquemment, que la règle 51 ne s'applique point au présent bill.

Ce serait différent s'il s'agissait d'un bill comportant déplacement du bureau d'enregistrement d'un comté. Alors la règle 51 aurait son application, bien que ce puisse être une question de savoir si un tel déplacement ne devrait pas, de préférence, être traité comme question d'intérêt public et faire, comme conséquence, la matière d'un bill public.

Le bill 128 pourvoit à la meilleure administration de la justice, chose qui concerne l'intérêt général et le bon gouvernement de la Province. La Cour supérieure n'est pas la Cour supérieure du district, mais bien celle de la Province.

Bourinot (page 664, 2ème édition) dit : “ Les bills privés se distinguent des bills publics en ce qu'ils s'occupent directement des affaires d'individus particuliers, ou de corporations, et non d'affaires publiques ou concernant la communauté, en général.”

Je me permets de renvoyer au précédent que voici :

Page 98, Journaux de la Chambre pour 1880 (16 juin)—version française. L'honorable M. Church, qui alors n'était pas membre du gouvernement, présenta un bill à l'effet d'opérer la division du district judiciaire d'Ottawa, et le bill passa en deuxième lecture, (page 243, 15 juillet) pour être immédiatement renvoyé au comité général de la Chambre, subir sa troisième lecture et être adopté.

Le bill 128 de la présente session et celui dont il vient d'être fait mention, se ressemblent beaucoup.

En me reportant à la 60 Victoria, ch. XXIX, 1897, je vois qu'une partie seulement du comté de Berthier fut détachée du district de Richelieu et annexée au district de Joliette pour les fins judiciaires seulement. Ce bill fut présenté, considéré et adopté par cette Chambre comme bill public. Par le même bill, le comté de Verchères fut détaché du district de Montréal et annexé au district de Richelieu.

Par la 36 Vic, 1872, chap. XXXV, la paroisse de Beaumont fut détachée du district de Montmagny et annexée au district de Québec, et cela par un bill public, comme on peut facilement s'en assurer en se reportant aux Journaux de la Chambre pour 1872.

Je renvoie la question d'ordre.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill amendant la loi électorale de Québec, 1895 ;

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Marchand,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois ;

L'honorable M. Atwater propose comme amendement, secondé par l'honorable M. LeBlanc,—Que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ le dit bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de le reconsidérer généralement”,

Et l'amendement étant proposé, la Chambre se divise et il est résolu négativement,—

Alors la question principale étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill modifiant la loi concernant les chemins de fer, relativement au paiement de certaines dettes de construction et à la vente de ces chemins, en certains cas ;

L'honorable M. Duffy propose, secondé par l'honorable M. Guérin,—Que le bill soit maintenant lu une seconde fois ; et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour la prochaine séance, aujourd'hui.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill divisant le district judiciaire d'Arthabaska ;

M. Watts propose, secondé par M. Weir,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill, est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général, afin d'examiner le bill du Conseil législatif intitulé “ Loi amendant l'article 79a des Statuts refondus ;

L'honorable M. Langelier propose, secondé par M. Robitaille,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de cette Chambre du 2 mars 1896, pour copie de toutes lettres, requêtes et documents se rapportant au prolongement du chemin de fer de Québec et du Lac-St-Jean, de Chicoutimi à St-Alphonse, et du ou des rapports établissant le coût probable de tel prolongement.—(*Document de la session, No 77*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre du 2 mars 1899, pour copie de toutes lettres, requêtes, demandant l'octroi de subsides pour le chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, ainsi que de tous mémoires se rapportant à telles demandes.

Copie du ou des rapports établissant le coût probable et détaillé du dit chemin.—(*Document de la session, No 78*).

Et aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 13 février 1899, pour copie de toute correspondance et de tous documents relatifs à un octroi d'argent pour la construction de bâtisses permanentes, pour expositions, dans le comté d'Argenteuil.—(*Document de la session, No 79*).

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill amendant la charte de la cité de Montréal.

M. Bourbonnais propose, secondé par M. Caron (Maskinongé),—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Bickerdike propose comme amendement à la motion, secondé par M. Weir,—Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans six mois, à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et un débat s'ensuivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a passé le bill intitulé : " Loi amendant l'article 2250 du Code civil ", sans amendement.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill amendant la charte de la cité de Montréal et en particulier la loi 59 Vict., ch. 49.

L'honorable M. Langelier propose, secondé par l'honorable M. Guerin, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Bickerdike propose comme amendement à la motion, secondé par M. Weir,—Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots : " dans six mois, à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Robitaille,</i>	<i>Stephens et</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Shehyn,</i>	<i>Weir.—10</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Garneau,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Chénevert,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Major,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Marion,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Caron, (Maskino),</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Talbot et</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Watts.—30</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gillies,</i>		

Aussi, il est résolu négativement.

Alors la question principale,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois, étant posée ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill du Conseil législatif intitulé : " Loi amendant le Code de procédure civile ".

L'honorable M. Langelier propose, secondé par M. Robitaille,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant posée, —la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour la prochaine séance, aujourd'hui.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. Pelletier.—1 William Gamache, de Montmagny, tient-il un hôtel licencié, depuis le mois de mai dernier ?

2. Dans l'affirmative, a-t-il payé ce qui est exigé par la loi pour une licence, et quand ?

Réponse de l'honorable M. Marchand : 1. Oui. 2. Oui; il a payé \$50.00 à compte de sa license, le 24 juin dernier, et la balance à différentes époques, depuis.

Par M. Plante.—Le gouvernement a-t-il récemment établi une Cour de magistrat à Trois-Pistoles ?

Dans l'affirmative, à la demande de quelles personnes ?

Réponse de l'honorable M. Robidoux : Oui. 2. A la demande du préfet du comté de Témiscouata et d'autres intéressés des Trois-Pistoles, et sur la recommandation du député du comté

Par l'honorable M. LeBlanc.—M. Ovide Lamothe, cultivateur, de Saint-Bonaventure d'Upton, est-il à l'emploi du gouvernement comme surnuméraire ou autrement ?

Dans l'affirmative, depuis quand ; quelles sont ses fonctions ?

Quel salaire retire-t-il ?

Réponse de l'honorable M. Robidoux : Non.

Par l'honorable M. Langelier.—1. Le gouvernement de la Province a-t-il acheté, au cours de l'année 1899, trois cents exemplaires d'un livre intitulé : Louisiane, Mexique, Canada ?

2. Le dit ouvrage a-t-il été distribué ?

Dans la négative, pourquoi ?

Réponse de l'honorable M. Robidoux :—1. Oui. 2. Plus que la moitié a été distribuée.

Sur motion de M. Plante, secondé par M. Girard,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance avec le gouvernement, au sujet de l'établissement d'un système de crédit agricole dans la Province.

Sur motion de l'honorable M. Nantel, secondé par M. Marion,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous documents et correspondance se rapportant à la licence d'hôtel de Charles Lallier, de Ste-Agathe-des-Monts, ainsi que copie de jugement rendu, à Ste-Scholastique, par l'honorable juge H. Taschereau, renvoyant le bref de *mandamus* émis pour forcer le conseil du village de Ste-Agathe-des-Monts à accorder au dit Lallier une licence pour la vente de liqueurs spiritueuses.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour examiner le Bill divisant le district judiciaire d'Arthabaska ;

L'honorable M. Marchand informe, alors, la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a donné son assentiment à la présentation de ce bill.

M. Watts propose, secondé par M. Bickerdike,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme en comité pour examiner le dit bill), la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps. M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant posée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général, afin de considérer certaines résolutions concernant les licences ;

L'honorable M. Marchand informe, alors, la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Que, sur l'honoraire de cinq piastres payable par tout requérant pour licence d'hôtel, taverne, hôtel de tempérance, restaurant, magasin de liqueurs en gros ou en détail, trois piastres appartiendront à la couronne et deux piastres seront retenues par le percepteur du revenu de la Province émettant la licence.

2. *Résolu*, —Qu'en sus de l'honoraire payable préalablement à l'obtention de toute licence, il devra être payé :

1. Sur toute licence pour la vente de liqueurs fermentées, embouteillées par le porteur de licence, s'il n'est pas brasseur, pour trois municipalités autres que les cités de Montréal et Québec, indiquées dans la licence, cent cinquante piastres, et pour chaque municipalité, en sus de trois, quarante piastres.

2. Sur toute licence pour vente de vin du pays produit par le vendeur :

(a) Dans la cité de Montréal, quatre-vingts piastres ;

(b) Dans la cité de Québec, soixante piastres ;

(c) Dans toute autre cité, quarante piastres ;

(d) Dans toute ville constituée en corporation, vingt-cinq piastres ;

(e) Dans tout village, quinze piastres ;

(f) Dans toute autre partie de la Province, dix piastres.

3. Sur toute licence pour une table de billard, de bagatelle, de trou-madame ou de mississipi, vingt-cinq piastres.

3. *Résolu*,—Que, dans toute poursuite intentée en vertu de la loi des licences de Québec, s'il est demandé une suspension de procédure ou une remise de l'instruction ou audition, par la défense, cette suspension ou remise ne sera accordée que si les frais du jour ont été préalablement payés par la défense, lesquels frais devront comprendre un honoraire de trois piastres à l'avocat de la poursuite.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. de Grosbois rapporte, du comité, les dites résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Que, sur l'honoraire de cinq piastres payable par tout requérant pour licence d'hôtel, taverne, hôtel de tempérance, restaurant, magasin de liqueurs en gros ou en détail, trois piastres appartiendront à la couronne et deux piastres seront retenues par le percepteur du revenu de la Province émettant la licence.

2. *Résolu*,—Qu'en sus de l'honoraire payable préalablement à l'obtention de toute licence, il devra être payé :

1. Sur toute licence pour la vente de liqueurs fermentées, en bouteillées par le porteur de licence, s'il n'est pas brasseur, pour trois municipalités autres que les cités de Montréal et Québec, indiquées dans la licence, cent cinquante piastres, et pour chaque municipalité, en sus de trois, quarante piastres.

2. Sur toute licence pour vente de vin du pays produit par le vendeur :

(a) Dans la cité de Montréal, quatre-vingts piastres ;

(b) Dans la cité de Québec, soixante piastres ;

(c) Dans toute autre cité, quarante piastres ;

(d) Dans toute ville constituée en corporation, vingt-cinq piastres ;

(e) Dans tout village, quinze piastres ;

(f) Dans toute autre partie de la Province, dix piastres.

3. Sur toute licence pour une table de billard, de bagatelle, de trou-madame ou de mississippi, vingt-cinq piastres.

Résolu,—Que, dans toute poursuite intentée en vertu de la loi des licences de Québec, s'il est demandé une suspension de procédure ou une remise de l'instruction ou audition, par la défense, cette suspension ou remise ne sera accordée que si les frais du jour ont été préalablement payés par la défense, lesquels frais devront comprendre un honoraire de trois piastres à l'avocat de la poursuite.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné,—Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un bill concernant les licences.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,— lequel est reçu et lu une première fois.

Ordonné,—Que le bill soit lu la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill modifiant la loi concernant les chemins de fer, relativement au paiement de certaines dettes de construction et à la vente de ces chemins, en certains cas ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le dit bill, et y a fait un amendement.

Ordonné,—Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre, procède en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant posée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolu affirmativement

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec plusieurs amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir :

Bill intitulé : " Loi modifiant la loi concernant les corporations de ville."

Et bill intitulé : " Loi concernant la conciliation."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé ; " Loi modifiant la loi concernant les corporations de ville ;" et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et le concours en est remis à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Loi concernant la conciliation ;" et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et le concours en est remis à la prochaine séance de la Chambre.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 7 mars 1899.

Onze heures A. M.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par M. Lacombe,
Ordonné,—Que le Bill amendant la charte de la cité de Montréal soit inscrit de nouveau sur l'ordre du jour pour troisième lecture.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi concernant la conciliation ", et les dits amendements sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill amendant l'article 972 du Code civil ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Weir fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme, de nouveau, en comité général pour examiner le bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant le Code de procédure civile ; " et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bourbonnais fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, reprend le débat ajourné, vendredi, le 17 février dernier, sur l'amendement proposé à la motion portant,—Que le bill amendant le Code municipal, afin de permettre l'imposition des hypothèques, soit maintenant lu la seconde fois ; et lequel amendement comporte,—que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans six mois, à dater d'aujourd'hui, " soient ajoutés à la fin de la question.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lac mbe,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron, (Matane),</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Chaufet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Major,</i>	<i>Watts--47</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marion,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bickerdike,</i>	<i>de Grosbois,</i>	<i>Stephens et</i>	<i>Weir.—6.</i>
<i>Cotton,</i>	<i>Duffy,</i>		

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant posée ;

Ordonné,—Que le bill soit lu la seconde fois, dans six mois, à dater d'aujourd'hui.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant la loi relative à l'amélioration des cours d'eau par les propriétaires riverains " ;

L'honorable M. Langelier propose, secondé par M. Dessaulles,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Major propose, comme amendement, secondé par M. Laliberté,—Que le mot " maintenant " soit retranché, et que les mots " dans six mois, à dater d'aujourd'hui ", soient ajoutés à la fin de la question

Et l'amendement étant proposé, la Chambre se divise et il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant proposée ;

Ordonné,—Que le bill soit lu, la seconde fois, dans six mois, à dater d'aujourd'hui.

La Chambre en conformité de l'ordre du jour procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au bill

intitulé: "Loi modifiant la loi concernant les corporations de ville", et les dits amendements sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Champagne.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'obliger tous les propriétaires de moulins ayant des digues ou chaussées traversant le bras nord de la rivière Ottawa, à faire des passes migratoires dans ces digues ou chaussées?

Réponse de l'honorable M. Parent:—La question est maintenant à l'étude.

Sur motion de M. d'Auteuil, secondé par M. Bédard,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des rapports de MM. Castonguay et Gauvreau en 1895 et 1896, concernant les travaux de colonisation, dans le comté de Charlevoix, ainsi que copie de toutes correspondances, requêtes, mémoires sur le même sujet, en 1897-98.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant la loi des licences de Québec.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

Le bill concernant la succession de feu Charles Lamothe est, en conformité de l'ordre du jour, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. Guerin, secondé par l'honorable M. Duffy.

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill constituant en corporation le *Catholic High School of Montreal*—soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill constituant en corporation le *Loyola College*—soit remis, moins les frais de traduction et impression.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn.

Résolu,—Que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Et la Chambre, ayant continué de siéger jusqu'à une heure et cinq minutes P. M., s'ajourne jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui.

Trois heures P. M.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par M. Caron, (Maskinongé).

Ordonné,—Que, vu les nombreuses absences causées par la maladie de certains députés, on n'en tiennne pas compte, et que l'indemnité entière soit payée à chacun des députés.

L'honorable M. Langelier, du comité spécial nommé pour étudier la question de la publication des "Débats" de cette Chambre, présente le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi l'honorable M. Langelier pour son pré-ident ;

Votre comité, conformément à l'ordre de référence de votre honorable Chambre, a ensuite étudié la question qui lui a été soumise, et a l'honneur de recommander :

Qu'il soit considéré dans l'intérêt public, pour le présent et pour l'avenir, de publier officiellement les "Débats" de l'Assemblée législative ;

Que cette publication devrait s'étendre seulement à la discussion de toutes les questions d'intérêt public, classifiées comme suit :

1. Au débat sur l'adresse en réponse au discours du trône, à l'ouverture de chaque session ;

2. Au débat du budget, en séance de la Chambre.

Le rapport des délibérations du comité des subsides devra être résumé.

3. Aux discussions de toutes les mesures d'initiative ministérielle, en séance de la Chambre. Le rapport des discussions de ces mesures en comité général devant être résumé, afin d'aider à l'intelligence de la discussion générale, en séance de la Chambre.

4. Aux discussions de tous les bills publics d'initiative personnelle des députés, en séance de la Chambre.

5. Aux discussions relatives aux avis de motions pour adresses et ordres de la Chambre, ainsi qu'aux résolutions proposées, exprimant telles et telles vues sur telle et telle question de l'ordre politique et d'intérêt public.

Que, pour assurer la publication de ces "Débats," une nouvelle branche du service de l'Assemblée législative devrait être organisée comme suit:

M, le Greffier de l'Assemblée législative serait nommé l'officier responsable de la publication des "Débats," sous le titre de "Directeur de la publication des Débats" de l'Assemblée législative."

Deux sténographes français et un sténographe anglais, suffisamment compétents, seraient aux ordres de M. le directeur des "Débats," pour le rapport des discussions des questions précédemment énumérées.

Les discours seraient publiés dans la langue dans laquelle ils seraient prononcés.

Un nouveau comité spécial permanent serait nommé au commencement de chaque session, sous le titre de "Comité des Débats."

Le "Comité des Débats" déterminerait, au commencement de la prochaine session, les détails de l'organisation de cette nouvelle branche du service officiel de la Chambre, et fixerait les taux et le mode de rémunération de monsieur le "Directeur des Débats," et des sténographes à ses ordres.

Après l'étude qu'il en a faite, votre comité considère que les discussions d'une session, dans les limites fixées ci-haut, seraient facilement rapportées dans un volume de 900 à 1200 pages, soit une moyenne annuelle d'environ 1050.

Dans ces conditions, votre comité considère que la publication des "Débats" pourrait se faire au coût d'une somme relativement très modique, —soit \$2,500 en chiffres ronds,—s'il est comparé avec l'importance présente et historique de l'œuvre, pour le progrès de notre population dans l'ordre politique et dans l'exercice de ses libertés publiques."

L'honorable M. Langelier propose, secondé par l'honorable M. Atwater,
—Que cette Chambre concoure dans le dit rapport,

Et une discussion s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Ordonné,—Que la discussion soit ajournée.

L'ordre du jour appelle la Chambre, de nouveau, en comité des subsides,—

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Shehyn,
—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Dufresne, propose comme amendement, secondé par M. Ball,—Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "cette Chambre regrette d'avoir à constater que le gouvernement, malgré les protestations des membres qui le composent et celles de ses amis politiques, contre les taxes, ait conservé et sanctionné toutes celles qui existaient lors de son avènement au pouvoir, y compris les taxes sur les corporations commerciales, les successions et les contributions pour l'entretien des aliénés dans les asiles."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marion,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Le Blanc,</i>	<i>Pelletier et</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Plante—16</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chénervet,</i>	<i>Gillis,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>de Grosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron. (Maskin.),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Listois,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Doris,</i>	<i>Major,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Weir.—12.</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Garneau,</i>		

Ainsi, l'amendement est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant proposée ;

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les frais généraux du département des Terres, Forêts et Pêcheries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de pêche et de chasse par le département des Terres, Forêts et Pêcheries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le compte courant du département des Terres, Forêts et Pêcheries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du département des Terres, Forêts et Pêcheries en rapport avec la protection des forêts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la publication de cartes régionales, par le département des Terres, Forêts et Pêcheries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'arpentages ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses occasionnelles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

Résolu,—Qu'aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike, du comité des subsides, rapporte alors les dites résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les frais généraux du département des Terres, Forêts et Pêcheries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de pêche et de chasse par le département des Terres, Forêts et Pêcheries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le compte courant du département des Terres, Forêts et Pêcheries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du département des Terres, Forêts et Pêcheries en rapport avec la protection des forêts; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la publication de cartes régionales, par le département des Terres, Forêts et Pêcheries; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les chemins de colonisation; pour l'année financière finissant le juin 1900.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'arpentages; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses occasionnelles; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les conférences sur l'agriculture; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Les dites résolutions étant lues la seconde fois, sont adoptées.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill amendant la charte de la cité de Montréal,—

M. Bourbonnais propose, secondé par M. Lalonde,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Bickerdike propose comme amendement à la motion, secondé par M. Weir.—Que les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots "renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre, avec instruction de l'amender comme suit :

1. En substituant le mot "pourra" aux mots "sera tenu de" dans la 2^{ième} ligne du paragraphe (a) de la clause 1.

2. En remplaçant la sous-section (c) de la section 1, par la suivante : "1/3 par les propriétaires expropriés, 1/3 par la compagnie du chemin de fer urbain de Montréal et la balance ou 1/3, par la cité de Montréal, et devra être collectée de la même manière que les taxes générales."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Atwater,
Bickerdike,
Chicoyne,
Dechéne,

Dessaulles,
Doris,
Garneau,
Gillies,

Grenier,
Hunt,
Pelletier,
Ruynville,

Robitaille,
Watts et
Weir—15.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cardin,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Langelier,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Caron (Maskinon.),</i>	<i>Girard,</i>	<i>Lislois,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Caron (Matane),</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Major,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Chénevert,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy et</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Turgeon—26.</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Bickerdike propose sous forme d'amendement, secondé par M. Weir,—Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de faire l'amendement suivant :

Clause 1, dans la seconde ligne, du paragraphe *a*, le mot " may " soit substitué au mot " shall ", dans la version anglaise.

Et l'amendement étant proposé, la Chambre se divise, et il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Bickerdike propose comme amendement à la motion, secondé par M. Weir, que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots : " dans six mois, à dater d'aujourd'hui ", soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms tant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Rainville,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Cotton,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Robitaille,</i>	<i>Weir—18.</i>
<i>Dechéne,</i>	<i>Hunt,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Carbray,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Langelier,</i>
<i>Bull,</i>	<i>Cardin,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Lislois,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Caron (Maskinon.),</i>	<i>Girard,</i>	<i>Major,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Caron (Matane),</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Chénevert,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Petit et</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie.</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Turgeon—25.</i>
<i>Bourbonnais,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant proposée.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Un bill amendant la loi des licences de Québec est, en conformité de l'ordre du jour, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre, de nouveau, en comité des subsides,—

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Shehyn,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. McDonald propose, comme amendement, secondé par M. Duplessis,—Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Le 26 janvier 1893, l'honorable M. Marchand, alors chef de l'opposition et maintenant premier-ministre, exprimait l'opinion par motion, qu'il était nécessaire d'opérer, sous le plus court délai possible, les réformes et les retranchements suivants, dans notre système administratif :

1. " Abolition du Conseil législatif ;

2. " Abandon de Spencer Wood, comme résidence officielle du Lieutenant-Gouverneur ;

3. " Diminution du nombre des ministres au plus bas chiffre qui soit compatible avec le bon fonctionnement du gouvernement de cette Province ;

4. " Suppression de tous les subsides de chemins de fer actuellement périmés, à cause du non-accomplissement des conditions, ou de l'expiration des délais sous lesquels ils ont été octroyés ;

5. " Réorganisation du service public dans tous les départements, et réduction du nombre des employés au chiffre strictement requis pour la conduite effective de ces services sur un pied d'affaire ;

6. " Suppression, d'ici à ce que le rétablissement de notre condition financière le permette, de tous les octrois législatifs, sauf ceux qui sont essentiels à l'instruction publique, aux institutions de charité d'utilité reconnue et au progrès réel de l'agriculture et des industries dans notre Province."

Et cependant, cette Chambre constate qu'en dépit de l'opinion solennellement exprimée par celui qui est maintenant le premier-ministre, rien n'a été fait par le gouvernement pour racheter les engagements que comporte cette motion, tous les articles de ce programme ayant été méconnus et foulés aux pieds."

Et l'amendement étant mis au voix,—la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion</i>
<i>Bull,</i>	<i>d'Auteuil,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier et</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Plante—16.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Caron (Maskinon.),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Major,</i>	<i>Watts, et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Weir.—41.</i>
<i>Chênevert,</i>			

Ainsi l'amendement est résolu négativement.

Alors la motion principale étant, de nouveau, proposée :

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres frais casuels ; pour couvrir l'augmentation accordée d'après le taux stipulé au contrat de l'asile Saint-Jean-de-Dieu ainsi que l'augmentation du nombre des patients dans les asiles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et dix-huit mille quatre cent cinquante-cinq piastres et vingt centins soit accordée à Sa Majesté pour l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante et un mille sept cent dix-huit piastres et vingt centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-huit mille neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles industrielles et de réforme, y compris les dépenses casuelles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de la *Gazette Officielle de Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles du soir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du bureau provincial d'hygiène, S. R. Q., titre 7, chap. 3, sect. 1 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses en rapport avec le vaccin, y compris l'inspection ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile Belmont, Institut McKay, subvention ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au monument national, Montréal, sous le contrôle de l'association Saint-Jean-Baptiste de cette ville, (constituée en corporation en vertu de la 51-52 Vic., ch. 65, tel qu'amendée par 55-56 Vic., ch. 85—3ième de 5 paiements égaux, sujet aux conditions de l'O. en C. No 187, du 29 mai 1896 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

Résolu,—Qu'aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Bickerdike, du comité des subsides rapporte alors les dites résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres frais casuels ; pour couvrir l'augmentation accordée d'après le taux stipulé au contrat de l'asile Saint-Jean-de-Dieu ainsi que l'augmentation du nombre de patients dans les asiles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1899.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et dix-huit mille quatre cent cinquante-cinq piastres et vingt centins soit accordée à Sa Majesté pour l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante et un mille sept cent dix-huit piastres et vingt centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-huit mille neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles industrielles et de réforme, y compris les dépenses casuelles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de la *Gazette Officielle de Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles du soir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du bureau provincial d'hygiène, S. R. Q., titre 7, chap. 3, sect. 1 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses en rapport avec le vaccin, y compris l'inspection ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile Belmont, Institut McKay, subvention ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au monument national, Montréal, sous le contrôle de l'association Saint-Jean-Baptiste de cette ville, (constituée en corporation en vertu de la 51-52 Vic., ch. 65, tel qu'amendée par 55-56 Vic., ch. 85—3ième de 5 paiements égaux, sujet aux conditions de l'O. en C. No 187, du 29 mai 1896 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Girard :—1. Le docteur Constantin, de Roberval, n'ayant pas payé d'honoraires sur sa commission de coroner, tel que constaté par la réponse de l'honorable M. Dechêne, enregistrée aux procès-verbaux de la Chambre, à la page 245, l'a-t-il reçue quand même ?

2. Le gouvernement a-t-il aboli les honoraires sur commission de coroner, ou a-t-il fait un cas particulier pour le docteur Constantin ?

3. Le docteur Constantin a-t-il agi comme coroner ?

4. Le gouvernement lui a-t-il payé quelque somme comme tel ?

Réponse de l'honorable M. Dechêne :—1. Non ; 2. Non ; 2. Oui ; 4. Non.

Par M. Cardin.—Quel montant d'argent l'association agricole du district des Trois-Rivières, a-t-elle reçu du gouvernement provincial, depuis sa fondation ?

Réponse de l'honorable M. Dechêne :

26 janvier 1897 (année 1896-97).....	\$ 5,000 00
29 septembre 1897 (année 1897-98).....	5,000 00
Octroi additionnel 10 février 1898 (do do).....	3,000 00
Total	\$ 13,000 00

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill intitulé : " Loi concernant le village de Verdun ", avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi concernant le village de Verdun ", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondée par l'honorable M. Shehyn,

Resolu,—Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle le soit jusqu'à demain, à onze heures A. M.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 8 mars 1899.

Onze heures A. M.

Sur motion de M. Gouin, secondé par M. Rainville,

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill amendant la loi autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de St-Henri, dans le comté d'Hochelaga, à émettre des obligations, soit remis moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill est devenu nécessaire par suite d'un amendement fait par cette Chambre, à un même bill, à la dernière session, lequel amendement rendait la loi demandée inapplicable et aussi parce que ce bill est demandé pour une institution scolaire.

Sur motion de M. Plante, secondé par M. Duplessis,

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie des arrêtés en conseil et de la correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec et celui du Canada, au sujet de la représentation de la Province à l'exposition de Paris en 1900, de l'étendue du terrain réservé à la Province, à la dite exposition, et un état des mesures adoptées pour que la Province puisse participer à cette exposition, de manière à lui faire honneur et à favoriser sa prospérité.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

Sur motion de l'honorable M. Langelier, secondé par M. Robitaille,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport de J.-C. Langelier, au sujet de la réduction des rentes de certains censitaires, dans la seigneurie de Lauzon.

Sur motion de l'honorable M. Stephens, secondé par l'honorable M. Marchand,

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill détachant une certaine partie de la municipalité de la corporation du village de Verdun pour l'annexer à la municipalité de la paroisse de la Côte-Saint-Paul, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Loi relative au délai accordé pour compléter les travaux sur certains chemins de fer et concernant certains subsides aux chemins de fer " ;

Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant les asiles d'aliénés " ;

Bill intitulé : " Loi amendant la loi électorale de Québec, 1895 " ;

Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant les chemins de fer, relativement au paiement de certaines dettes de construction et à la vente de ces chemins, en certains cas " ;

Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant les terres publiques ; "

Bill intitulé : " Loi concernant la succession Joël Leduc " ;

Bill intitulé : " Loi amendant l'article 548 du Code municipal " ;

Bill intitulé : " Loi amendant le Code civil, relativement au privilège des *voyageurs*, *buchérons* et autres " ;

Et bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant les ingénieurs civils ".

Et aussi le Cons il législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant l'inspection des compagnies d'assurances et autres compagnies.

Bill intitulé : " Loi validant certains transports de biens des successions sujettes aux droits imposés par l'article 1191b des Statuts refondus."

Et bill : " Loi refondant les lois organiques de la corporation de la ville de Farnham."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant l'inspection des compagnies d'assurance et autres compagnies ; " et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi validant certains transports de biens des successions sujettes aux droits imposés par l'article 1191b des Statuts refondus ; " et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi refondant les lois organiques de la corporation de la ville de Farnham ; " lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Marchand, du comité spécial nommé pour étudier la question des meilleures règles de procédure à suivre par les comités permanents et spéciaux, présente le premier rapport de ce comité, lequel est lu, comme suit :

Votre comité a choisi l'honorable Orateur de l'Assemblée législative pour son président.

Votre comité a aussi l'honneur de recommander que, vu la fin prochaine de la session et le travail considérable qu'il aurait à faire pour se conformer à l'ordre de référence, il soit autorisé à étendre son étude à la révision générale des règles et des usages de la procédure de votre honorable Chambre, à siéger pendant la vacance, et à faire rapport, à la prochaine session.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné,—Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un bill concernant le département du Trésor.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn.

Résolu,—Que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à midi et quart, s'ajourne jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui.

Trois heures P. M.

L'honorable M. Robidoux, du comité spécial permanent de législation et des lois expirantes, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant l'article 694 du Code de procédure civile, et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a rejeté.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 2 mars

1899, pour copie de toute correspondance adressée au premier ministre ou à ses collègues, au sujet du renouvellement de la garantie des intérêts, par le gouvernement, sur les bons de la compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac-St-Jean, depuis le 23 février dernier. (*Document de la session, No. 81.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 23 février 1899, pour un état donnant la liste des conférenciers agricoles employés par le gouvernement actuel, depuis le premier juin 1897, leur domicile, leur état et profession, et la somme payée annuellement à chacun d'eux (*Document de la session, No. 80.*)

M. Cotton, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de recommander l'impression du rapport supplémentaire de l'inspecteur des mines.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Plante,—1. Le gouvernement sait-il qu'il y a des prisonniers qui attendent leur procès depuis longtemps dans la prison du district de Bedford ?

2. Combien y a-t-il de ces prisonniers ?

3. Depuis quand attendent-ils leur procès ?

4. Depuis quand y a-t-il eu un terme ?

5. Quand le gouvernement se propose-t-il d'en tenir un ?

Réponse de l'honorable M. Robidoux,

1. Non. Il n'y a pas de prisonniers attendant leur procès dans la prison du district de Bedford.

4. Mars 1897.

5. Le premier lundi d'octobre, tel que fixé par proclamation publiée dans la *Gazette Officielle* du 16 avril 1898, pour lequel terme les jurés seront assignés, si la chose est jugée nécessaire, d'après la loi.

Sur motion de M. Gouin, secondé par M. Weir,

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Laurier au nombre de ses membres, après examen, soit remis moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne un étudiant.

Sur motion de M. Robitaille, secondé par M. Garneau,

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant Prosper-Cyprien Beaumier, à exercer la profession de chirurgien-dentiste, dans la

province de Québec, après examen, soit remis moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Jean-Alfred-Simon Lapointe au nombre de ses membres, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Lacombe, secondé par M. Lalonde,

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Léopold Guérin au nombre de ses membres, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'honorable M. Langelier, secondé par M. Garneau,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance qui a pu être échangée entre le gouvernement et toutes personnes, concernant l'aide à être accordée pour l'établissement d'abattoirs, dans cette Province, depuis le 5 janvier dernier jusqu'à cette date.

Sur motion de M. Roy, secondé par M. Robitaille,

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous documents se rapportant à la cause de Louis Angers, contre les commissaires d'écoles de St-Ubalde, et, entre autres, tous les jugements rendus par le surintendant, en cette affaire; aussi, copie d'un certain arrangement signé par les parties et approuvé par le surintendant, et la correspondance à propos de la modification du dit arrangement.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent soixante et quinze piastres et vingt-huit centins soit accordée à Sa Majesté pour payer montant du jugement pour traitement du Juge C.-L. Champagne, comme magistrat de district, depuis le 1er juillet au 16 novembre 1893, *in re* Chs. L. Champagne, requérant, *vs.* la Reine :

Capital.....	\$1,125 00
Intérêt, à 6 p. c. par an, du 11 décembre 1897, au 1er mars 1899.....	82 29
Frais, mémoire taxé.....	157 99
Intérêt, à 6 p. c. par an, du 7 février 1898, au 1er mars 1899....	10 00

\$ 1,375 28

pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze cent sept piastres et vingt-neuf centins soit accordée à Sa Majesté pour payer montant du jugement en faveur des héritiers du juge Barry, comme conséquence du jugement ci-dessus :

Capital	\$ 1,125 00
Intérêt, à 6 p. c. par an, du 11 décembre 1897, au 1er mars 1899...	82 29

\$ 1,207 29

pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer diverses dépenses en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'un agent en France, traitement et allocation pour loyer de bureau, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses se rapportant à la perception des licences, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'un officier spécial, côte Nord du Saint-Laurent : Traitement et frais de voyage. (O. C. No. 51, 31 janvier 1896) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Weir fait rapport que le comité a passé diverses résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

Résolu,—Que, demain, cette Chambre, se formera, de nouveau, en le dit comité.

M. Weir rapporte, alors, du comité des subsides, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent soixante et quinze piastres et vingt-huit centins soit accordée à Sa Majesté pour payer montant du jugement pour traitement du Juge C.-L. Champagne, comme magistrat de district, depuis le 1er juillet au 16 novembre 1893, *in re* Chs-L. Champagne, requérant, *vs.* la Reine :

Capital	\$1,125 00
Intérêt, à 6 p. c. par an, du 11 décembre 1897, au 1er mars 1899.	82 29
Frais, mémoire taxé.....	157 99
Intérêt, à 6 p. c. par an, du 7 février 1898, au 1er mars 1899.....	10 00

\$1,375 28

pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze cent sept piastres et vingt-neuf centins soit accordée à Sa Majesté pour payer montant du jugement en faveur des héritiers du juge Barry, comme conséquence du jugement ci-dessus :

Capital.....	\$ 1,125 00
Intérêt, à 6 p. c. par an, du 11 décembre 1897, au 1er mars 1899.	82 29

\$ 1,207 29

pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer diverses dépenses en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'un agent en France, traitement et allocation pour loyer de bureau, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses se rapportant à la perception des licences, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'un officier spécial, côte Nord du Saint-Laurent : Traitement et frais de voyage. (O. C. No 51, 31 janvier 1896) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité des Voies et Moyens.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$67,136.99, pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

2. *Résolu*,—Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$1,967,684 78, pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil neuf cent, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lalonde fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Lalonde fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$67,136.99, pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

2. *Résolu*,—Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$1,967,684.78, pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil neuf cent, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné,—Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1899 et le 30 juin 1900 et pour d'autres fins du service public.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 10 février 1899, demandant copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance au sujet des intérêts sur les fonds en fidéi-commis retenus par le gouvernement du Canada et auxquels a fait allusion l'honorable Trésorier, dans son exposé budgétaire.—(*Document de la session, No. 82.*)

Aussi,—La réponse à un ordre de cette Chambre, du 2⁹ décembre 1897, pour : 1. Copie des rôles de paie des conducteurs de travaux de routes et de ponts de colonisation dans les municipalités de l'Anse-du-Cap de la Malbaie No 1 et de la Malbaie No. 2, dans le comté de Gaspé, depuis le vingt-cinq de mai dernier (1898).

2. Copie de toute correspondance avec le Commissaire de la Colonisation, le Commissaire des Travaux publics ou aucun autre membre du gouvernement, depuis le 25 mai dernier, au sujet des travaux de routes et de ponts dans le comté de Gaspé.—(*Document de la session, No. 83.*)

La Chambre reprend la discussion ajournée sur la motion proposée,—Que cette Chambre concoure dans le premier rapport du comité spécial nommé pour étudier la question de la publication des "Débats" de cette Chambre.

Et la discussion se continuant ;

Sur motion de l'honorable M. Langelier, secondé par M. Robitaille :

Résolu,—Que permission soient donnée à l'honorable M. Langelier de retirer la motion faite pour l'adoption du rapport du dit comité, et de lui substituer la suivante : "Que le premier rapport du comité spécial nommé pour étudier la question de la publication des "Débats," reste déposé sur le bureau de cette Chambre pour considération ultérieure."

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn :

Résolu,—Que cette Chambre s'ajourne, maintenant.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à cinq heures P. M., aujourd'hui, s'ajourne jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui.

Sept heures et demie P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant les Compagnies d'assurance."

Et bill intitulé : " Loi amendant la loi des licences de Québec."

Aussi,—le Conseil législatif, informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables," avec certain amendement, pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé : " loi amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables "; lequel est lu la première et la seconde fois et est adopté.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Sur motion de M. Smith, secondé par M. Watts :

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill transférant de Saint-Joseph de Ham-Sud au village de Beaulac de Saint-Olivier de Garthby, le chef-lieu du comté de Wolfe, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté par le Conseil législatif.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 9 mars 1899.

Onze heures A. M.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, présente, — la réponse à un ordre de cette Chambre, du 7 mars 1899, pour copie des rapports de MM. Castonguay & Gauvreau en 1895 et 1896, concernant les travaux de colonisation, dans le comté de Charlevoix, ainsi que de toutes correspondances, requêtes, mémoires sur le même sujet, en 1897-1898. (*Document de la session, No 84*).

Sur motion de M. Chauret, secondé par l'honorable M. Langelier,
Résolu, — Que cette Chambre concoure dans les recommandations du troisième rapport du comité spécial du Code municipal, au sujet de l'étude, pendant la vacance, des divers projets de lois et des suggestions à lui soumises et de la traduction et de l'impression en français du bill No. 18, pour la refonte du Code municipal.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendements, savoir :

Bill intitulé : "Loi amendant l'article 4404 des Statuts refondus."

Et Bill intitulé : "Loi amendant la loi concernant le département du Trésor."

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Plante :—1. Le gouvernement sait-il qu'il y a des prisonniers qui attendent leur procès dans la prison de Beauharnois ?

2. Depuis quand chacun de ces prisonniers attend-il son procès ?

3. Depuis quand y a-t-il eu un terme criminel ?

4. Quand le gouvernement se propose-t-il d'en tenir un ?

Réponse de l'honorable M. Robidoux :—1. Oui. 2. 22 novembre 1898. 3. 1er octobre 1895. 4. 8 mars 1900, s'il y a suffisamment de causes à être inscrites pour justifier l'assignation des jurés.

Sur motion de M. Major, secondé par M. Delaney ;

Ordonné, — Que l'honoraire payé pour le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Bourassa au nombre de ses membres, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression,

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill concernant la division d'enregistrement du comté de Labelle soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Robidoux :

Résolu,—Que cette Chambre s'ajourne, maintenant.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à une heure et dix minutes après-midi, s'ajourne jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui.

Trois heures P. M.

M. l'Orateur met devant la Chambre, le 65ième rapport annuel de l'institution appelée : " The Montreal Ladies Benevolent Society," pour l'année 1898.—*Document de la session, No. 17*).

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill intitulé : " Loi amendant les lois concernant la compagnie du chemin de fer urbain de Montréal," avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant les lois concernant la compagnie du chemin de fer urbain de Montréal ; " et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de cette Chambre.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. Hackett,—la pétition de *The Quebec Provincial Women's Christian Temperance Union*.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi amendant les lois concernant la Compagnie du chemin de fer urbain de Montréal."

Et les dits amendements sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par M. de Grosbois :

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill amendant la charte de la cité de Montréal soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'honorable M. Langelier, secondé par M. Décarie :

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill amendant la charte de la cité de Montréal et en particulier la loi 59 Vict., ch. 49, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill intitulé : " Loi relative aux subventions accordées aux manufacturiers par les corporations municipales," sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Loi concernant la succession de Dame Anne Kelley."

Et bill intitulé : " Loi concernant la succession de feu Charles Lamothe."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi concernant la succession de Dame Anne Kelly," et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi concernant la succession de feu Charles Lamothe," et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les

années fiscales expirant le 30 juin 1899 et le 30 juin 1900 et pour d'autres fins du service public ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné. — Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu. — Que le bill passe.

Ordonné. — Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande le son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill intitulé : " Loi révisant et refondant la charte de la cité de Montréal," avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal," et les dits amendements sont lus la première fois.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin :

Vendredi, 10 mars 1899.

Ordonné. — Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Dechêne,

Résolu. — Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, à cette séance, elle le soit jusqu'à dix heures a. m., aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à 10 h. A. M., aujourd'hui.

Vendredi, 10 mars 1899.

Dix heures A. M.

Sur motion de l'honorable M. Hackett, secondé par l'honorable M. Flynn :

Ordonné.—Que l'honoraire payé pour le bill autorisant la chambre des notaires de la province de Québec à admettre Léon Trudeau à la pratique du notariat, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill à rapport à un étudiant.

Sur motion de M. Cardin, secondé par M. Blanchard :

Ordonné.—Que l'honoraire payé pour le bill concernant la succession de Dame Anne Kelly soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu l'état de pauvreté des mineurs seuls intéressés dans ce bill.

Pour démontrer que ce cas est exceptionnel, et pour qu'il ne puisse servir de précédent, voici la valeur de la succession établissant le motif de la susdite motion :

61 parts ou actions de \$50.00 dans la banque Molson...	\$3,050 00
Valeur d'un immeuble.....	1,500 00
	<hr/>
	4,550 00
Montant des dettes passives.....	1,900 00
	<hr/>

Pour faire vivre cinq personnes dont deux sont encore au Collège.

Balance.....\$2.650 00

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : "Loi revisant et consolidant la charte de la cité de Montréal."

Les dits amendements sont lus la seconde fois.

M. Rainville propose, secondé par M. Gouin,—Que cette Chambre concoure dans les dits amendements, à l'exception de celui retranchant et remplaçant certains mots dans la clause 361 du dit bill ; aussi, à l'exception de celui amendant la sous-section "S" de la clause 364, et que cet amendement du Conseil législatif soit amendé en y ajoutant les mots suivants :

"Ni aux compagnies ou corporations dont les tuyaux, poteaux, fils conducteurs, rails, tunnels, et autres constructions et appareils de quelque nature que ce soit, employés pour produire ou distribuer la force motrice, la lumière, la chaleur, l'eau, l'électricité, ou pour fins de traction, construits ou placés sur les, ou au-dessus ou au-dessous des propriétés, rues, voies publiques ou ailleurs, dans les limites de la cité, seront soumis à la taxe ou contribution foncière mentionnée en la section 361."

M. McDonald propose, comme amendement, secondé par M. d'Auteuil, —Que les mots suivants soient ajoutés à la motion : “ aussi à l'exception des deux premiers paragraphes ajoutés par les dits amendements à la fin de la clause 363.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>de Grosbois,</i>	<i>Le Blanc,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Weir—23.</i>
<i>d'Auteuil,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Petit,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Alwater,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Rainville et</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Robidoux—10.</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gouin,</i>		

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et la question principale, ainsi amendée, étant de nouveau proposée, M. de Grosbois propose, comme amendement, secondé par M. Lislois, — Que les mots suivants soient ajoutés à la motion :

“ Aussi à l'exception de la partie de l'amendement du Conseil législatif qui remplace le paragraphe Q de la clause 364, par certains mots, cette Chambre concourant dans la partie du dit amendement retranchant la sous-section Q de la dite clause 364.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechéne,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>de Grosbois.</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Turgeon—25.</i>
<i>Clapperton.</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Pelletier,</i>	
<i>d'Auteuil,</i>	<i>Gouin.</i>	<i>Petit,</i>	
<i>Décarie,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Plante,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Champagne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Weir—7.</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Girard,</i>	<i>LeBlanc et</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et la question principale, ainsi amendée, étant de nouveau proposée, M. Lalonde propose, comme amendement, secondé par M. Lacombe, —Que les mots suivants soient ajoutés à la motion : " Aussi a l'exception de l'amendement du Conseil législatif, retranchant la sous-section 2 de la clause 358."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Lislois,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Major,</i>
<i>Champagne.</i>	<i>Girard,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Parent et</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Robidoux.—16.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Clapperton.</i>	<i>Fiackett,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—16.</i>

Et les votes étant également divisés, M. l'Orateur donne sa voix prépondérante dans la négative.

Et la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Blanchard.</i>	<i>Dechêne,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Carbray.</i>	<i>Girard,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Major,</i>	<i>Turgeon.—27.</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier,</i>	

CONTRE :

Messieurs

Bickerdike,
Chênevert,

Décarie,
DeGrosbois,

Duffy,
Langelier et

Weir.—7.

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

Les amendements faits par le Conseil législatif ainsi amendés, sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné.—Que le Greffier reporte ce bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs, que cette Chambre a adopté leurs amendements avec certains amendements pour lesquels elle demande leur concours.

Sur motion de l'honorable M. Shehyn, secondé par l'honorable M. Dechêne,

Résolu.—Que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à midi moins cinq minutes, s'ajourne.

Trois heures P. M.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue.

De *The Quebec Provincial Women's Temperance Union*, demandant que certains amendements proposés au bill revisant et refondant la charte de la cité de Montréal ne deviennent pas loi.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 4 mars 1899, demandant copies de tous ordres en conseil, correspondance, documents, relatifs à la destitution de M. Harry Beattie, ex-régi-strateur du comté de Missisquoi, et à la nomination de son successeur.—(*Document de la session, No. 85.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur son amendement à la clause 361 du bill intitulé : "Loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal," et qu'il a agréé les amendements faits par l'Assemblée législative aux amendements à la clause 363 et à la clause 364, sous-section Q. et S.

Aussi, le Conseil législatif, informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1899 et le 30 juin 1900, et pour d'autres fins du service public, sans amendement.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Gouin :

Le gouvernement a-t-il donné son attention à la réforme du Sénat annoncée par le Premier Ministre de la Puissance, au mois de janvier dernier ?

Approuve-t-il cette réforme ?

Est-il d'opinion que l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord devrait être amendé et que les intérêts de la province de Québec seraient mieux sauvegardés, si cette réforme était adoptée ?

Et objection étant faite par l'honorable M. LeBlanc—Que cette interpellation ne saurait être permise : 1. Parcequ'en vertu de la 29^e règle de cette Chambre, une interpellation ne peut pas être faite aux ministres, comme celle-ci, sur un objet public qui ne fait pas partie des affaires de la Chambre.

2. Parce que l'avis régulier de 2 jours n'a pas été donné suivant la règle 31 de cette Chambre, l'honorable député de Montréal No. 2 venant, à l'instant, de déclarer qu'il n'a remis l'avis de son interpellation qu'après la première séance de la Chambre, aujourd'hui

M. l'Orateur décide que cette interpellation ne peut-être faite, vu que l'avis de cette interpellation n'a pas été régulièrement donné. Les avis d'interpellations et de motions ne sont pas exigés seulement pour l'information des ministres de la couronne, mais également pour celle de tous les honorables membres de cette Chambre.

M. Gouin propose, secondé par M. Champagne,—Que cette Chambre s'ajourne maintenant ;

Et un débat s'en suivant ;

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Sept heures et demie p. m.

L'honorable M. Dechêne met devant la Chambre, un état des travaux de la présente session, lequel est lu comme suit :

ÉTAT DES TRAVAUX DE CETTE SESSION, ÉTANT LA DEUXIÈME DE LA
NEUVIÈME LÉGISLATURE.

L'ouverture de cette session a eu lieu le 12 janvier 1899.

La prorogation aura lieu, aujourd'hui, 10 mars 1899.

Nombre de jours de session à cette date.....	58 jours
Nombre de jours de séances.....	45 "
La Chambre a voté.....	50 fois
Pétitions présentées.....	86
Pétitions lues et reçues.....	81
Adresses et ordres de la Chambre ordonnés.....	84
Documents mis devant la Chambre, en réponse aux adresses et ordres de la Chambre.....	67
Documents ordonnés à la dernière session.....	14
Bills présentés à l'Assemblée législative.....	158
Par le gouvernement.....	28
Bills publics.....	60
Bills reçus du Conseil législatif.....	14

AVIS DE MOTIONS.

Avis de motions ayant rapport aux interpellations.....	72
Avis de motions se rapportant aux bills.....	80
Avis de motions relatifs aux adresses et ordres.....	71
Avis de motions ayant rapport aux comités.....	7
Avis de motions se rapportant à des résolutions.....	7
Avis de motions concernant divers autres sujets.....	167
Total des avis de motions.....	404

La Chambre s'est formée en comité général pour examiner des résolutions.....	9 fois
La Chambre s'est formée en comité général en rapport avec les subsides.....	17 "
La Chambre s'est formée en comité général pour considérer les divers projets de loi.....	195 "

Total..... 221 fois

 RAPPORTS FAITS PAR DES COMITÉS PERMANENTS :

Comité spécial chargé de préparer la liste des comités permanents...	1
Bills privés.....	20
Chemins de fer.....	5
Ordres permanents.....	13
Législation et lois expirantes.....	14
Comptes publics.....	1
Impressions	3
Privilèges et élections.....	1
Agriculture, immigration et colonisation.....	6
Industries.....	2
Total.....	66

COMITÉS SPÉCIAUX POUR CONSIDÉRER LES BILLS SUIVANTS :

Bill de Montréal.....	2
Bill de conciliation.....	1
Bill de pharmacie.....	1
La question des " Débats ".....	1
Le Code municipal.....	3
Les règles de procédures de la Chambre.....	1
Total.....	9

Québec, 10 mars 1899.

Ordonné,—Que le dit état soit inséré dans les Journaux de la Chambre comme Appendice C.

Un mes-age est reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par l'entremise de Samuel Staunton-Hatt, écuyer, gentilhomme-huissier de la Verge Noire qui s'exprime comme suit :

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre, que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne, alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

Loi concernant la police provinciale.

Loi légalisant certains enregistrements faits dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement d'Argenteuil.

-
- Loi amendant l'article 599 du Code de procédure civile.
- Loi modifiant de nouveau la loi concernant la Cour de circuit du district de Montréal.
- Loi amendant le Code civil, relativement au remplacement des registres de l'état civil perdus ou détruits.
- Loi amendant le Code du notariat.
- Loi amendant la loi concernant la constitution de la Cour supérieure.
- Loi amendant le Code de procédure civile.
- Loi amendant l'article 26 des Statuts refondus.
- Loi amendant l'article 1220 du Code civil.
- Loi amendant la loi concernant l'assistant-greffier du Conseil législatif.
- Loi concernant certains enfants immigrants.
- Loi de l'Instruction publique.
- Loi amendant la loi concernant l'inspection des compagnies d'assurance et autres compagnies.
- Loi amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables.
- Loi validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements.
- Loi concernant le secrétaire du registraire.
- Loi relative au délai accordé pour compléter les travaux sur certains chemins de fer, et relative à certaines subventions aux chemins de fer.
- Loi amendant la loi électorale de Québec, 1895.
- Loi concernant l'Hôpital protestant pour les aliénés.
- Loi amendant la loi concernant les compagnies d'assurance.
- Loi amendant le Code municipal.
- Loi amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture.
- Loi amendant la loi concernant les asiles d'aliénés.
- Loi amendant la loi des licences de Québec.
- Loi concernant l'asile de la Longue-Pointe.
- Loi amendant la loi électorale de Québec, 1895.
- Loi amendant la loi concernant les chemins de fer, relativement au paiement de certaines dettes de construction et à la vente de ces chemins, en certain cas.
- Loi validant certains transports de biens des successions sujettes aux droits imposés par l'article 1191b des Statuts refondus.
- Loi amendant la loi concernant les terres publiques.
- Loi constituant en corporation la société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Cœur de Jésus, dans le diocèse de Chicoutimi.
- Loi érigeant en municipalité distincte et séparée la paroisse de Saint-Elie d'Orford, dans le comté de Sherbrooke.

-
- Loi amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec.
- Loi constituant en corporation l'Union des mouleurs de Montréal.
- Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Henri.
- Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke, 55-56 Victoria, chapitre 51.
- Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Henri Laurier au nombre de ses membres, après examen.
- Loi autorisant et ratifiant le règlement No. 136 des règlements de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, accordant une commutation de taxes à la compagnie dite *The Montreal Cotton Company*.
- Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec, à admettre Léon Trudeau à la pratique du notariat, après examen.
- Loi concernant la reconstruction de l'église de la paroisse Saint-Jean-Baptiste, de Montréal, et le paiement de la dite reconstruction.
- Loi définissant et amplifiant les pouvoirs de la *Montreal Loan and Investment Company*.
- Loi déclarant définitive, mais sujette à certaines substitutions et aux articles 101 et 102 du Code civil, la possession par Antoine-Philippe-Eugène Panet, des immeubles légués à Joseph-Félix Lussier-Panet par feu Félix Lussier et Angélique Deschamps.
- Loi constituant en corporation la ville de Windsor Mills.
- Loi concernant la vente de certains droits de mine appartenant aux enfants mineurs Alleya.
- Loi amendant la loi 56 Victoria, chapitre 78, constituant en corporation la *Lake Megantic Pulp Company*.
- Loi amendant la loi constituant en corporation la ville de Victoriaville.
- Loi concernant le village de Verdun.
- Loi autorisant Prosper-Cyprien Beaumier à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, après examen.
- Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Léopold Guérin au nombre de ses membres, après examen.
- Loi refondant la loi constituant en corporation la Fraternité du Tiers-Ordre de Saint-François d'Assise de Montréal.
- Loi amendant la loi constituant en corporation les syndics apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance.
- Loi amendant la loi concernant les commissaires des écoles de la municipalité de la ville de Westmount et les taxes scolaires de la dite ville.
- Loi amendant la loi autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, à émettre des obligations.
- Loi amendant la loi 58 Victoria, chapitre 64, constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord.
- Loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

-
- Loi constituant en corporation le *Loyola College*.
- Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Jean-Alfred-Simon Lapointe au nombre de ses membres, après examen.
- Loi constituant en corporation la *Provincial Trust and Agency Company*.
- Loi refondant les lois organiques de la corporation de la ville de Farnham.
- Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Henri Bourassa au nombre de ses membres.
- Loi concernant la division d'enregistrement du comté de Labelle.
- Loi concernant l'émission d'obligations par la *Merchants' Cotton Company*.
- Loi amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal.
- Loi concernant la succession Joël Leduc.
- Loi amendant les lois concernant la compagnie du chemin de fer urbain de Montréal.
- Loi consolidant les lois relatives à la *Windsor Hotel Company of Montreal*.
- Loi amendant la loi constituant en corporation la *Montreal Protestant House of Industry and Refuge*.
- Loi amendant les lois concernant la ville de Lachine.
- Loi constituant en corporation le *Builders' Exchange*.
- Loi concernant la succession de Dame Anne Kelley.
- Loi ratifiant et confirmant un certain règlement de la ville de Magog.
- Loi concernant la succession de Jean Guillet dit Tourangeau.
- Loi amendant la loi de pharmacie de Québec.
- Loi amendant la loi relative aux dentistes.
- Loi relative aux subventions accordées aux manufacturiers par les corporations municipales.
- Loi amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec.
- Loi concernant la division du comté de Pontiac pour les fins municipales et d'enregistrement.
- Loi amendant l'article 1618 des Statuts refondus de la province de Québec.
- Loi amendant l'article 2250 du Code civil.
- Loi amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de la Vallée de la Chaudière.
- Loi amendant de nouveau la charte du chemin de fer Québec-Central.
- Loi concernant la paroisse du Saint-Enfant-Jésus de Montréal.
- Loi amendant la loi constituant en corporation la cité de Sorel.
- Loi amendant la loi constituant en corporation la *Shawinigan Water and Power Company*.
- Loi constituant en corporation la *Laurentian Water and Power Company*.
- Loi constituant en corporation *The Civic Investment Company*.

Loi amendant les lois concernant la ville de Longueuil.
Loi amendant la loi constituant en corporation la ville de Summerlea.
Loi concernant la succession de feu Charles Lamothe.
Loi incorporant l'Association des barbiers de la province de Québec.
Loi constituant en corporation la *Catholic High School of Montreal*.
Loi amendant l'article 548 du Code municipal.
Loi amendant le Code civil, relativement au privilège des voyageurs, bûcherons et autres.
Loi amendant la loi concernant les ingénieurs civils.
Loi amendant l'article 4762 des Statuts refondus de la province de Québec.
Loi amendant l'article 4404 des Statuts refondus.
Loi concernant la conciliation.
Loi amendant l'article 1651 des Statuts refondus concernant les sociétés d'agriculture.
Loi modifiant la loi concernant les corporations de ville.
Loi amendant la loi concernant le département du Trésor.

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée législative a adressé la parole à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, comme suit :

" Qu'il plaise à Votre Honneur,

" Au nom de l'Assemblée législative de la province de Québec, je présente un bill intitulé : " Acte pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1899 et le 30 juin 1900 et pour d'autres fins du service public," lequel je prie humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner.

A ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

" Au nom de Sa Majesté, le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill."

Après quoi, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de clore la deuxième session du neuvième parlement de la Législature de Québec par le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

J'éprouve une satisfaction réelle à vous témoigner ma haute appréciation des importants travaux législatifs que vous venez de terminer. La diligente application que vous avez apportée à l'accomplissement de vos devoirs publics est une garantie de l'efficacité des lois que vous venez de soumettre à ma sanction.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous offre mes plus sincères remerciements pour la générosité avec laquelle vous avez bien voulu voter à Sa Majesté les subsides nécessaires au service public durant la prochaine année financière.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative.

Je me fais un devoir, au moment de clore cette session, de vous offrir mes vœux les plus sincères pour le bonheur et la prospérité de vos familles, et je prie le Tout-Puissant de continuer à vous inspirer les sentiments généreux et patriotiques dont vous avez fait preuve jusqu'ici, afin que vous puissiez faire bénéficier la population de cette province de tous les avantages d'une sage législation.

Alors, l'honorable Orateur du Conseil s'exprime ainsi :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative.

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que cette Législature soit prorogée jusqu'à vendredi, le vingt-unième jour d'avril prochain, pour être ici tenue.

Cette Législature est, en conséquence, prorogée à vendredi, le vingt-unième jour d'avril prochain.

APPENDICES

LISTE DES APPENDICES

- A.—Mémoire de M. l'Orateur sur les questions de procédures, dans les comités permanents et spéciaux, soulevées par le sixième rapport du comité des bills privés.
 - B.—Preuve faite devant le comité permanent de Législation au sujet du bill amendant la loi de pharmacie. (*Deuxième rapport du comité de législation, page 115.*)
 - C.—Etat comparatif des travaux de chaque session depuis la Confédération.
-

APPENDICE A

MEMOIRE DE M. L'ORATEUR

SUR LES

QUESTIONS DE PROCÉDURE, DANS LES COMITÉS PERMANENTS ET SPÉCIAUX, SOULEVÉES PAR LE SIXIÈME RAP- PORT DU COMITÉ DES BILLS PRIVÉS

Pour me rendre au désir de la Chambre, et dans le but de contribuer à la régularité de la procédure de ses comités, je me suis fait un devoir d'étudier les questions d'ordre soulevées dans le récit, contenu dans le 6ième rapport du Comité des Bills privés, des faits relatifs à la procédure sur le Bill (No. 36) intitulé : " Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Henri." Je demande à cette honorable Chambre la permission de lui communiquer le résultat de mon étude de ces questions, et les conclusions auxquelles j'en suis arrivé.

Les deux questions de procédure se posent comme suit :

1. Ayant adopté, amendé ou rayé une clause d'un bill, et cette décision étant constatée ou authentiquée par l'apposition des initiales du président, le Comité peut-il, subséquemment, au cours de ses délibérations sur le bill, revenir sur sa première décision, rayer ou rétablir la clause ou l'amender de nouveau ?

2. L'appel de la décision du Président d'un comité sur une question d'ordre, doit-il se faire au comité lui-même, ou à l'Orateur de l'Assemblée législative ?

Sur le premier point, on a soutenu l'opinion devant cette Chambre qu'un comité n'a pas le droit de reconsidérer une clause d'un bill qu'il a, soit amendée, adoptée ou rejetée, laquelle décision première du comité a été dûment authentiquée par l'apposition des initiales du Président du comité. A l'appui de cette opinion, on a cité les lignes suivantes de Bourinot, page 520 :

" A report may be referred back to a committee for further consideration, or with instructions to amend the same in any respect. In this way a committee may regularly reconsider and even reverse a decision it had previously arrived at. As the rules of the House

" govern the procedure of committees generally, a committee cannot
 " renew a question on which its judgment has been already expressed.
 " For instance, we recognize the operation of this rule, in the fact
 " that in committee on a bill, a new clause or amendment will not be
 " allowed, in contravention of a previous decision. It has been ruled
 " in the English House, that when a select committee has resolved that
 " the preamble of a private bill has not been proved, and ordered the
 " chairman to report, it is not competent for the committee to recon-
 " sider and reverse its decision, but that the bill should be recom-
 " mitted for that purpose. Consequently the correct procedure in all
 " analogous cases, is for the House to give the committee instructions
 " which will enable it to consider the whole question again."

Je ne puis donner cette interprétation à ces lignes. En premier lieu, cet extrait fait partie des commentaires de Bourinot sur la procédure que la Chambre doit suivre lorsqu'il s'agit pour elle de concourir dans le rapport d'un comité.

De l'ensemble des pages 518, 519 et 520, je conclus que l'extrait particulièrement cité veut dire qu'un comité qui a obéi à l'ordre de référence qu'il a reçu, et a fait rapport de sa décision à la Chambre sous la signature de son président, ne peut pas faire un nouveau rapport contraire au premier, sans avoir reçu un nouvel ordre de la Chambre de reconsidérer la question. C'est évident, et ce n'est pas là le point en question.

On s'est appuyé sur l'extrait cité au bas de la page 520 de Bourinot, qui se lit comme suit :

" Every question by voice in committee bindeth, and cannot be altered by themselves, but by the House it may be "

Pour saisir le sens exact de cette décision, il faut référer au précédent qui en a provoqué l'expression, et remonter bien haut dans l'histoire parlementaire anglaise, parce qu'il date de 1607.

La Chambre des Communes anglaise était saisie du rapport d'un comité sur l'importante question de l'Union de l'Ecosse et de l'Angleterre.

La Chambre me permettra de citer le texte même du journal de la séance du 4 juin 1607, de la Chambre des Communes anglaise :

" The Committee came into the House, and SIR FRANCIS BACON
 " reporteth their Proceeding touching the Bill committed, and former
 " intituled, B. For the continuance and preservation of the Blessed
 " Union, &c., now altered to this title, B, for the utter abolition of all
 " Memory of Hostility, &c.

" He said, there were many alterations; yet (he conceived) this
 " being a matter of such weight and consequence, it might well enough
 " stand with order, the whole Bill to be read first, as it is, and the
 " alterations by themselves.

" Two questions (he said) arising in the committee, they referred to
 " the House, as not willing to interpose opinion in it:

" 1.—Touching the words "the Union already begun": Some would "have it, "begun, and grounded"; others, the words "vested"; others, "planted", "settled", "inherent". &c.

" 2.—Whether criminal persons were to be admitted for witnesses in FAVOREM VITAE :—Affirmed, that there was the like favour in SCOTLAND.

" Upon this, a message was delivered in Committee, from His Majesty: That his Highness took knowledge of the clauses moved: That his gracious opinion was, that no man would take upon him PATROCINIUM LATROCINII; and that there was no law in Scotland to admit such witnesses: With this further intimation from the messenger, that his Majesty thought that clause would do more hurt, than all the rest good.

" Moved, upon this report by one, that the clause might be inserted, before the bill were read; saying, that it were agreed upon question, in Committee, no question to be made after.

ANS.—Every question by voice in Committee bindeth, and cannot be altered by themselves; but by the house it may be.

" Moved by another, that the matter of penalty, for remanding, was omitted in the report; and desireth to know, whether it standeth with order to omit anything.

" ANS.—Every thing agreed, and directed by the Committee, ought to be reported "but not every thing spoken."

Il s'agissait donc là d'une modification à faire au rapport d'un comité dont la Chambre était saisie. L'Orateur intervint dans les termes déjà cités; c'est-à-dire que le comité était lié par sa décision et ne pouvait pas la changer; ce que, de son côté, la Chambre avait le droit de faire, n'étant pas obligée d'adopter, en tout ou en partie, les conclusions de son comité sur le sujet qu'elle l'avait chargé d'étudier pour lui faire rapport.

L'autre précédent mentionné au bas de la page 520 de Bourinot est le suivant :

En 1867-68, la Chambre des Communes du Canada avait donné instruction au comité conjoint des impressions d'étudier la question de la publication officielle des débats parlementaires. Dans son troisième rapport, le comité avait dit qu'après avoir examiné la question, suivant l'ordre de référence, il avait décidé, sur division, d'en ajourner l'étude à plus tard. Quelques jours après, il présenta un quatrième rapport. A la question de concourir dans ce quatrième rapport du comité, il fut proposé de référer de nouveau le sujet au comité, avec instruction de faire formellement rapport d'un plan jugé praticable pour la publication des débats. Une majorité vota la nouvelle motion de référence. Le comité, conformément à l'ordre, étudia la question, et soumit à la Chambre un mode de publication des "Débats" dans son cinquième rapport.

Ces deux précédents, à deux cent soixante ans de distance, ont donc été créés dans les mêmes conditions, c'est-à-dire à l'occasion du concours par la Chambre dans le rapport d'un comité.

Je suis d'opinion que c'est à la lumière de ces précédents que l'on doit fixer l'interprétation de l'extrait déjà cité de Bourinot, page 520, et conclure que ces lignes n'ont rapport qu'à l'usage parlementaire établi qu'un comité ne peut modifier un rapport dont il a régulièrement saisi la Chambre, que sur de nouvelles instructions de la Chambre elle-même sur le sujet.

Pour conclure que le comité des bills privés était lié par sa première décision, et ne pouvait reconsidérer la clause amendée d'un bill sur lequel il délibérait, on s'est surtout appuyé sur ces mots de l'extrait de Bourinot, déjà cité :

“ It has been ruled in the English House, that when a select committee has resolved that the preamble of a private bill has not been proved, and ordered the chairman to report, it is not competent for the committee to reconsider and reserve its decision, but that the bill should be re-committed for that purpose.”

Je suis formellement d'opinion que ces mots autoriseraient la conclusion contraire. En effet, il est évident, et les mots le disent expressément, qu'il s'agit là d'un bill dont le préambule n'étant pas prouvé, le comité a ordonné au président de faire rapport de cette décision—*and ordered the chairman to report*—lequel rapport a été fait et régulièrement soumis à la Chambre. Il va de soi que la Chambre étant saisie du rapport, le comité ne peut pas prendre l'initiative d'un nouveau rapport contraire au premier, et déclarant, cette fois, que le préambule est prouvé. Il ne le pourrait qu'après un nouvel ordre de la Chambre de reconsidérer.

On est donc conduit à conclure qu'au fond, et en réalité, la décision d'un comité dont la Chambre a à tenir compte, est celle que le comité donne sur l'ensemble du bill qui lui a été référé. De ce fait, je ne vois aucune raison de déduire qu'il soit nécessaire dans l'intérêt public, et pour le bon fonctionnement du système parlementaire, d'adopter l'usage rigoureux qu'une clause d'un bill, une fois admise par un comité, ne saurait être, pour aucune raison, quelque bonne qu'elle soit, sujette à reconsidération par le comité lui-même, avant de faire rapport à la Chambre.

On s'est beaucoup appuyé sur la 75ième règle de cette Chambre pour prétendre que la procédure des comités doit être, d'une manière absolue, la même que celle de la Chambre. Je ne saurais aller aussi loin, bien que j'admette que les comités agissent sûrement en suivant, autant que possible, la procédure de la Chambre. En effet, voici les termes même de la 75ième règle :

“ On suit dans le comité général les mêmes règles que dans la Chambre, en autant qu'elles y sont applicables, excepté celles qui limitent le nombre de fois qu'un membre peut parler, et celles qui exigent que les motions soient secondées.”

Il est donc évident qu'il y a une limite à l'absolutisme de la règle, et bien qu'elle dise que les comités doivent se conformer autant que

possible aux règles observées dans la Chambre, elle admet la restriction par les mots "*en autant qu'elles y sont applicables*". C'est reconnaître qu'il peut se présenter des cas où les règles de la Chambre ne pourraient pas raisonnablement être appliquées, et que le devoir d'un comité serait d'y déroger.

Si j'ai bien saisi la question, il s'agirait de savoir si, incidemment, au cours de ses délibérations, un comité a le droit de décider, sur motion régulièrement proposée, de reconsidérer une clause qu'il a adoptée, avec ou sans amendement, ou rejeter.

On m'a communiqué la réponse télégraphique de sir John Bourinot, consulté à ce sujet. Elle se lit comme suit :

" A clause once passed in a committee of whole or of private bills cannot again be taken up or considered in the same committee unless it is again referred back for further consideration by House. Sometimes a committee, by unanimous consent, reconsiders a clause, but even that is contrary to sound practice. In any case one person objecting can prevent it. I never knew of it being done in such an extreme case as you state.

(Signed), SIR JOHN BOURINOT."

Tout en reconnaissant la valeur et l'autorité de l'opinion de M. le Greffier de la Chambre des Communes du Canada, j'ai cru que, dans les circonstances, et vu l'importance de la question, je devais pousser plus loin mes recherches. Je dois dire, en premier lieu, qu'il n'existe aucune règle de pratique positive de notre Chambre sur ce point. L'usage seul reste donc pour guide dans la procédure à suivre. Mais, dans mon humble opinion, l'autorité d'un usage, quelle que soit son importance traditionnelle, ou sa valeur d'après l'expérience de ceux qui croient devoir s'y conformer, ne saurait être admise comme absolue. C'est tellement le cas que, sur le même sujet, la Chambre des Lords et la Chambre des Communes, en Angleterre, suivent des règles de procédure différentes. Il en est de même pour le Sénat et la Chambre des Communes du parlement canadien. Il est bien vrai qu'il est admis ici, qu'en l'absence de règles positives et d'usages établis par nous, la Chambre doit, autant que possible, se conformer aux usages suivis par la Chambre des Communes anglaise et par la Chambre des Communes du Canada. Mais il ne saurait s'en suivre rigoureusement que si la Chambre le juge à propos et utile à l'intérêt public, elle n'ait pas le droit d'établir et de suivre des usages différents, ce qui, bien entendu, ne devrait se faire qu'après mûres considérations et pour de sérieuses raisons.

Quoiqu'il en soit, il est certain que, pour une raison ou pour une autre, on a, en comité général de la Chambre, et dans les comités permanents et spéciaux, souvent dérogé à l'usage qu'on affirme être suivi par la Chambre des Communes, à Ottawa, et créé, conséquemment, un usage différent dans la procédure des comités de cette Chambre. Les questions qui se posent donc, et sur lesquelles je ne puis pas être appelé à décider comme questions d'ordre, mais tout au plus à donner mon opinion, sont celles-ci :

1. La procédure doit-elle, à l'avenir, reconnaître, ou non, aux comités le droit de reconsidérer une clause d'un bill précédemment adoptée, amendée ou rejetée ?

2. Si l'usage de la reconsidération doit être admis, dans quelles conditions, et avec quelles garanties, cette reconsidération devra-t-elle se faire ?

C'est à ce double point de vue que j'ai étudié la question. Je puis dire, en premier lieu, qu'il me paraît extrêmement difficile de prétendre qu'après l'apposition des initiales du président d'un comité à une clause d'un bill adoptée, amendée ou rejetée, il soit d'une impossibilité absolue pour le comité de reconsidérer sa première décision, soit pour la maintenir, soit pour la modifier. Il me semble évident que cette règle absolue, appliquée d'une manière inviolable, pourrait avoir des inconvénients très sérieux, et compliquer inutilement la marche des affaires parlementaires. Je me suis demandé quelles raisons pouvaient justifier un usage aussi absolu,

En effet, on ne peut trouver une réponse satisfaisante à cette question que dans un examen d'ensemble des diverses phases de la procédure sur tous les bills soumis à la considération de la Chambre. Comme on le sait, c'est à la phase de la seconde lecture d'un bill que la Chambre exprime formellement son opinion sur le principe de législation affirmé par le projet de loi. Je conçois que la Chambre soit liée par la décision qu'elle croit devoir prendre à cette phase au sujet d'un bill, mais on admettra qu'il y a une différence considérable dans les attributions d'un comité auquel la Chambre réfère un bill après en avoir adopté le principe, en ordonnant sa seconde lecture. Il ne faut pas perdre de vue que les comités ne sont que des subdivisions de la Chambre elle-même, en différents groupes de députés auxquels elle délègue, pour l'occasion, une partie de ses pouvoirs, et auxquels elle donne des instructions à suivre sur tel et tel sujet. La Chambre réfère un bill à un comité, permanent ou spécial, pour qu'il en fasse l'étude de détails, qu'il en examine la rédaction afin de la perfectionner, et, dans ce but, elle a le soin de composer les comités de ses membres les plus compétents en la matière pour obtenir ce résultat.

L'œuvre du comité ne consiste donc pas spécialement à exprimer une opinion d'ensemble sur le principe d'un bill, ce que la Chambre s'est réservé le droit de faire elle-même lors de la délibération pour la seconde lecture du projet de loi. La tâche du comité étant d'étudier le bill dans tous ses détails, clause par clause, ligne par ligne, il me semble que ce ne serait pas travailler au perfectionnement de la législation et de la rédaction des lois, que de poser en règle absolue, qu'après avoir adopté, amendé ou rejeté une clause d'un bill, un comité ne peut, dans aucun cas, ni pour aucune raison, reconsidérer cette clause. On dira bien, peut-être, que la Chambre, après réception du rapport du comité sur ce bill, aura toujours le droit de le référer de nouveau au comité avec instruction formelle de le reconsidérer. Mais alors pourquoi ne pas simplifier ce rouage, et reconnaître tout de suite au comité le droit de reconsidération, lorsque de sérieuses raisons le justifieraient de l'exercer.

Le comité des Bills privés et celui des Chemins de fer ont, tous les ans, à étudier de nombreux projets de loi contenant bien des clauses, et affectant de grands intérêts. Je suppose, par exemple le cas du Bill de refonte de la charte de la cité de Montréal, tel que présenté à cette Chambre et adopté en deuxième lecture. Il contenait 567 clauses. Pour des raisons connues de cette Chambre, il a été référé à un comité spécial. Je suppose que rendu à la considération de la 200ième clause du Bill, un des membres du comité appelle l'attention du président et du comité lui-même sur une erreur importante de rédaction dans une des clauses préalablement adoptées. Serait-il raisonnable qu'on lui réponde que cette clause ainsi adoptée, malgré l'erreur évidente qu'elle contient, est chose sacrée et inviolable, et que personne, dans le comité, n'a le droit même de proposer de la reconsidérer. Quant à moi, je ne puis admettre cette prétention. Les règles du bon sens doivent avoir leur autorité dans la procédure parlementaire comme partout ailleurs.

On sait qu'il est de pratique parlementaire qu'un bill ou une question sur laquelle la Chambre a exprimé son jugement ou son opinion formelle, ne peut pas être soumise une seconde fois à la considération de la Chambre au cours de la même session. Mais cette règle générale, ou cet usage parlementaire, n'est même pas sans exception. Ainsi on lit, à la page 281 de la 10ième édition de May, ce qui suit :—

“ A resolution may, however, be rescinded, and an Order of the House discharged, notwithstanding a rule urged (2nd April, 1604), “ That a question being once made, and carried in the affirmative or negative, cannot be questioned again, but must stand as a judgment of the House.” Technically, indeed, the rescinding of a vote is the matter of a new question; the form being to read the resolution of the House, and to move that it be rescinded; and thus the same question which had been resolved in the affirmative is not again offered, although its effect is annulled.”

L'extrait suivant de la page 291 de la même édition de May me paraît concluant, et jette beaucoup de lumière sur la question sur laquelle l'attention de la Chambre a été spécialement attirée :

“ In passing bills, a greater freedom is admitted in proposing questions, as the object of different stages is to afford the opportunity of reconsideration; and an entire bill may be regarded as one question, which is not decided until it has passed. Upon this principle, it is laid down by Hatsell, and is constantly exemplified, ‘ that in every stage of a bill, every part of the bill is open to amendment either for insertion or omission, whether the same amendment has been, in a former stage, accepted or rejected.’ The same clauses or amendments may be decided in one manner by the committee, in a second reading by the House on the report, and, formerly, might have been dealt with again on the third reading; and yet this inconsistency of the several decisions will not be manifest when the bill has passed.”

Je crois donc devoir prendre la liberté d'exprimer l'opinion que l'usage de la procédure devrait permettre la reconsidération d'une clause d'un bill par un comité.

Le droit de reconsidérer étant reconnu, il resterait à déterminer dans quelles conditions, et avec quelles garanties il devrait être exercé. Je conçois qu'il serait dangereux de ne pas entourer l'exercice de ce droit d'une protection suffisante contre l'entraînement passager d'un moment, ou l'intrigue au service d'intérêts privés.

Il me paraît facile de parer à cet inconvénient. Sir John Bourinot, dans sa réponse télégraphique, admet que dans les comités de la Chambre des Communes, à Ottawa, on tolère quelque fois la reconsidération d'une clause d'un bill, mais à la condition du consentement unanime du comité. C'est déjà un point obtenu, mais je ne puis m'empêcher de dire que la condition du consentement unanime me paraît trop rigoureuse. Pour moi, je ne puis admettre qu'il soit convenable que 20 membres d'un comité étant présents, 19 de ses membres soient convaincus que, pour de fortes raisons, ils doivent reconsidérer une clause déjà adoptée, et que le 20ième membre puisse seul avoir le droit de les en empêcher en exprimant son dissentiment.

Il y a dans la procédure parlementaire cette autre nuance dont l'importance n'est peut-être pas suffisamment comprise. Je veux dire ce que l'on appelle en anglais : "the general assent of the House," et que je traduirai par les mots bien précis : "assentiment général de la Chambre."

Dans les séances régulières de la Chambre, il se présente fréquemment des occasions où l'usage consacré autorise l'Orateur à poser une question, ou à déclarer la décision formelle de la Chambre sur constatation de l'assentiment général—"general assent"—des membres présents. L'assentiment général consiste donc dans la manifestation quasi-unanime de l'opinion de la Chambre, bien qu'il n'y ait pas, à strictement parler, consentement unanime, parce que ce dernier signifie qu'une proposition est acceptée sans contradiction aucune—*nemine contradicente*. En séance de la Chambre, il reste toujours à la minorité dissidente de l'assentiment général, la ressource de demander que la question soit régulièrement mise aux voix par le fait de cinq députés se levant pour affirmer leur droit d'exiger l'enregistrement des votes.

Je crois donc devoir recommander l'opportunité d'assimiler la procédure des comités, sur le point en question, à celle de l'assentiment général en séance de la Chambre. Dans ce cas, une proposition de reconsidération étant faite en comité, le président commencerait, à défaut de consentement unanime, par constater l'assentiment général. Mais comme cette constatation pourrait souvent être difficile à préciser, je crois que la règle de procédure à être adoptée devrait fournir le moyen de la rendre évidente, par l'enregistrement des votes des membres présents, à la séance du comité.

Il me semble qu'une règle qui décréterait que la reconsidération d'une clause n'aurait lieu que : 1. du consentement unanime du

comité ; 2. de l'assentiment général du comité ; 3. Que par le vote favorable des 2/3 des membres présents, serait suffisante pour assurer que la reconsidération n'aurait lieu que pour de sérieuses raisons. Je suppose, en effet, et pour exemple, que 20 membres du comité des bills privés étant réunis en séance, l'un des membres, pour les raisons qu'il explique, propose la reconsidération d'une clause d'un bill actuellement à l'étude, sa motion ne pourrait être déclarée adoptée que si quatorze des membres sur vingt votent en faveur de la reconsidération proposée. Il me semble qu'il y aurait là toute la garantie suffisante que la reconsidération ne serait pas autorisée pour de frivoles raisons, car il ne serait pas à supposer que quatorze députés l'ordonneraient sans cause raisonnable.

Telle est la conclusion à laquelle j'en suis arrivé, et que j'ai l'honneur de soumettre humblement à la considération de cette honorable Chambre.

Je passe maintenant au second point, soulevé par le rapport du comité des bills privés sur le bill No. 36, à savoir s'il y a appel de la décision du président d'un comité sur une question d'ordre, au comité lui-même, ou à l'Orateur de l'Assemblée législative. Je dois d'abord faire remarquer que cette seconde question devrait être posée en d'autres termes. Il faudrait la lire comme suit : " L'appel de la décision du président d'un comité, sur une question d'ordre, doit-elle se faire à la Chambre, ou au comité lui-même ? " Je dis à la Chambre, au lieu de à l'Orateur, parce que j'ai constaté que l'on est généralement sous une fausse impression au sujet de l'appel d'une décision de la part du président d'un comité général de la Chambre. On semble croire que l'appel se fait du président à l'Orateur. Je dois dire qu'on est dans l'erreur. L'appel de la décision du président d'un comité général, sur une question d'ordre, se fait à la Chambre elle-même. Je lis ce qui suit, dans Bourinot, 2ième édition, pages 482-483 :

" The chairman (who occupies the clerk's chair) will propose and " put every question in the same manner as the Speaker is accustomed to " do in the House itself. The members should address themselves to " the " chairman." If a question of order arise, he will decide it himself, unless " it be deemed more advisable to refer the matter to the Speaker in the " house itself."

Rule 76 provides :

" Questions of order arising in Committee of the whole House shall " be decided by the chairman, subject to an appeal to the House, receiving " a report thereof."

" If it be found expedient in either House to refer a point of order " to the speaker, a member will move that the chairman report pro- " gress and ask leave to sit again that day. When the speaker has resumed " the chair, the chairman will report that the Committee wishes to be " instructed as to the point in question. The House will then proceed " to take the matter into consideration, and the speaker having been " requested to give his opinion will decide the matter in dispute; then " unless there is an appeal to the house against the speaker's decision, " the committee will resume its proceedings."

Dans mon opinion, il y a là deux questions bien distinctes. Il est évident par le texte positif de la règle 76 de la Chambre des communes du Canada, que les questions d'ordre en comité général doivent être décidées par le président, sauf l'appel à la Chambre elle-même. Il est clair aussi que le contexte de l'extrait cité de Bourinot dit la même chose. C'est là l'une des questions que je distingue. L'autre point, le voici :

"If a question of order arises — dit Bourinot, page 482—he will decide it himself, unless it be deemed more advisable to refer the matter to the Speaker in the House itself"

"Je traduis comme suit : "S'il s'élève une question d'ordre, il la décidera lui-même, à moins que l'on ne considère plus judicieux de la référer à l'Orateur dans la Chambre elle-même."

Dans ce second cas, le président du comité général ne décide pas la question d'ordre, parce que le comité est d'opinion que, dans la circonstance, il vaut mieux prendre l'avis de l'Orateur. L'usage suivi pour arriver à ce résultat, est qu'un membre du comité propose que le président rapporte progrès, et demande à la Chambre la permission pour le comité général de siéger de nouveau au cours de la même séance. L'Orateur reprend alors le fauteuil, et le président lui fait rapport que le comité désire obtenir son avis sur le point d'ordre en question.

La Chambre étant saisie par le rapport du président du comité général de la question d'ordre soulevée au comité, peut alors la prendre en considération et la discuter. Le débat, s'il a lieu, étant terminé, et demande étant faite à l'Orateur de donner son opinion, ce dernier décide le point d'ordre. Il peut y avoir appel de cette décision de l'Orateur à la Chambre qui a le droit de la maintenir ou de la renverser. Dans l'un ou l'autre cas, le point étant réglé, l'Orateur laisse le fauteuil, et le comité général se reforme pour continuer ses travaux.

La 76ième règle de cette Chambre est d'ailleurs la même que celle de la Chambre des Communes du Canada. Elle se lit comme suit :

"Les questions d'ordre, qui s'élèvent en comité général, sont décidées " par le président, sauf appel à la Chambre ; mais le désordre commis " dans un comité ne peut être censuré que par la Chambre, lors de la " réception du rapport qui en fait mention."

Ce point de la question est donc réglé par la règle positive de cette Chambre, qui décrète que l'appel de la décision d'un président de comité doit se faire à la Chambre, et non à l'Orateur.

J'ai poussé plus loin mes recherches sur ce point, et je crois devoir en donner le résultat à la Chambre. J'ai constaté, d'après l'usage rigoureusement suivi à la Chambre des Communes, en Angleterre, que non seulement il n'y a pas appel à l'Orateur de la décision d'un président de comité, mais qu'il est aussi contraire à l'ordre de faire une question à l'Orateur sur une question d'ordre qui s'est élevée en comité. À ce sujet, je lis, à la page 103 de "Blackmore's Speaker's decision," ce qui suit :

“ It is not strictly in order for a member of the House to put a question to Mr. Speaker, on a question of order arising in Committee.”

Le 24 février 1860, une interpellation fut faite à la Chambre des Communes anglaises, au sujet du traité de commerce de l'Angleterre avec la France. Un des membres de la Chambre, M. Ayrton, interpella l'Orateur sur un point d'ordre relatif à la procédure en comité de Voies et Moyens, et l'Orateur répondit ce qui suit :

“ I reminded the House, the other evening, that the chairman of the Committee of Ways and Means is the judge of questions of order which may arise in Committee. I cannot say that a reference to myself of this kind is strictly in order. I would hardly, perhaps, with propriety answer the question, unless it was the wish of the House that I should do so, and then only in general terms.”

A la même page 103, Blackmore, ajoute :

“ Order in Committee is settled by the chairman at once, and cannot be raised subsequently.”

Le 29 novembre 1867, l'Orateur de la Chambre des Communes, en Angleterre, étant interpellé au sujet d'un incident au cours de la séance d'un comité, répondit :

“ The matter in question occurred in Committee ; I was not present myself, and am not cognizant of what took place. A point of order such as that to which the honorable member refers should be addressed at once to the chairman, and cannot be questioned on a subsequent occasion.”

Le 7 mai 1868, interpellé au sujet d'une affaire qui s'était passée en comité général, l'Orateur répondait :

“ The chairman of Committee was the proper judge of those matters which came under his notice while in Committee. He could not interfere with the decision of the chairman at the suggestion of an individual member. To authorize him to do so, the question must be brought before him by direction of the House.”

Le 17 février 1881, l'Orateur répondait encore sur le même point ce qui suit :

“ I have some hesitation in answering the Question of the Hon. member, because the rule to which he refers, applies to proceedings in Committee ; and, as the House knows, questions of order in Committee are settled by the chairman. At the same time, I apprehend that there can be no doubt that the construction put on the rule by the honorable member is quite correct.”

Le 21 février 1881 :

“ The right honorable Baronet puts a question which would be more properly put to the chairman of Committees, because it is a

“ question which will arise when the House is in Committee. If the chairman of Committees should consider the amendment not in order, no doubt he would so state to the House ”.

A la page 104, Blackmore dit aussi :

“ Mr. Speaker has no authority to interfere in a matter which has occurred in Committee, and which the committee has settled for itself ”.

Le premier août 1883, l'un des membres de la Chambre des Communes anglaises, monsieur Healy, a demandé s'il était dans l'ordre de poser une question en comité, après l'heure réglementaire de six heures moins un quart.

Monsieur l'Orateur :—

“ Said, he understood the honorable member to refer to a matter that had occurred in Committee. The committee had settled that for itself, and he had no authority to interfere ”.

Le 20 février 1883, monsieur Raikes interpellait l'Orateur de la Chambre des Communes, en Angleterre, comme suit :—

“ *Mr. Raikes* :—I beg leave to put a question to the Speaker on the subject. I wish to know whether, Sir, you can advise the House whether it would be competent for the Standing Committees to frame regulations for their own procedure, seeing that they might in some respect conflict with each other, and might also be contrary to the general practice of the House ”.

Mr. Speaker. —“ If the right honorable Gentleman will refer to the Standing Order No. 223, he will see it is there stated that—

“ The procedure in such Committees—that is Standing Committees—shall be the same as in Select Committees, unless the House shall otherwise order.”

Sur ce point de l'appel de la décision d'un président de comité sur une question d'ordre, je ne trouve rien dans les autorités parlementaires qui autorise la conclusion que l'on doit assimiler la procédure dans un comité permanent, ou spécial, à celle du comité général de la Chambre, où l'on appelle de la décision du président à la Chambre elle-même, c'est-à-dire qu'il doit y avoir appel de la décision du président d'un comité à la Chambre.

La différence des situations est facile à saisir, et les inconvénients qui en découleraient évidents, si l'on devait adopter le même usage pour les comités spéciaux et permanents que celui suivi par le comité général. Le comité général n'est possible qu'avec la Chambre régulièrement en séance. C'est un mode de formation pour en faciliter les travaux. L'Orateur n'est pas au fauteuil, il est vrai, mais il est au poste, à la disposition du comité, et sujet à être rappelé à la présidence d'un moment à l'autre. De là, la facilité de l'appel, sans nuire beaucoup au progrès des travaux du comité général.

Mais les comités permanents et spéciaux sont nombreux. Ils siègent en dehors des heures de la séance régulière de la Chambre. L'Orateur n'est pas tenu de se tenir prêt, à tout instant, à recevoir les appels des décisions des présidents sur des questions d'irrégularité dans la procédure, pour les communiquer à la Chambre à sa prochaine séance. Le progrès des travaux des comités pourrait à tout moment être enrayé par des appels. Les usages de la procédure des comités, comme de la Chambre, n'ayant, en définitive, pour but que de favoriser la plus grande efficacité de ces corps délibérants dans l'exercice de leurs fonctions, je suis d'opinion que l'appel de la décision d'un président, sur une question d'ordre, au comité lui-même, est préférable pour l'expédition des travaux des comités. Conséquemment, il vaut mieux assimiler cette procédure des comités à celle qui veut que les appels des décisions de l'Orateur se fassent à la Chambre directement.

S'il restait un doute sur ce point, je suggérerais respectueusement de mettre fin à toute incertitude, en adoptant une nouvelle règle pour fixer définitivement ce mode de procédure.

J'ai cru devoir faire cette étude des deux questions soulevées par le sixième rapport du comité des Bills privés, afin de définir la procédure à suivre par tous les comités, permanents et spéciaux, de manière à les aider dans l'accomplissement de leurs travaux. J'ai l'honneur de la soumettre à la considération de cette honorable Chambre.

APPENDICE B

COMITE PERMANENT DE LEGISLATION ET DES LOIS EXPIRANTES

Enquête tenue devant le Comité de Législation, sur le bill intitulé :
“ Loi amendant la loi de Pharmacie de Québec ”

PREMIÈRE SÉANCE

Québec, 8 février 1899

SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX

PREUVE DE LA PART DES ADVERSAIRES AU BILL

NORBERT FAFARD, de la cité de Montréal, médecin et professeur de chimie et de toxicologie, à l'Université Laval, Montréal, étant dûment assermenté dépose et dit :

Q. (Par M. Brosseau).—Vous pratiquez la médecine depuis plusieurs années ?

R. Depuis vingt-cinq à vingt-six ans.

Q. Vous êtes professeur à l'Université Laval depuis plusieurs années ?

R. Depuis sa fondation.

Q. Vous avez fait des études sur la préparation des remèdes en général ?

R. Comme professeur de chimie et de toxicologie ça comprend tout cela.

Q. Voulez-vous dire, d'après votre expérience, qu'est-ce qu'on comprend par remèdes patentés, ce qu'on appelle remèdes patentés, et voulez-vous nous dire, en même temps, par qui, dans votre opinion, ces remèdes devraient être vendus, et veuillez donner aussi toutes vos raisons à l'appui de votre opinion ?

R. J'ai eu en différentes occasions l'opportunité de faire l'analyse de ces remèdes qu'on appelle remèdes patentés, brevetés et dans tous ces remèdes j'ai toujours trouvé un principe toxique, poison. Ces remèdes, je vois qu'il s'en vend à peu près partout maintenant, dans les pharmacies, chez les épiciers, et même jusque dans les magasins de nouveautés. Depuis que je suis dans la pratique j'ai toujours lutté contre l'usage et l'abus de ces remèdes et des substances qu'ils contiennent, et la plupart, un grand nombre de mes confrères font la même chose que moi. Nous constatons, non-seulement quelquefois mais souvent, cette mauvaise habitude d'élever les enfants avec des remèdes pour calmer leurs souffrances, tel que le sirop Coderre ou autres calmants ; on prétend qu'on ne donne qu'une dose, le soir, à l'enfant, afin de le calmer et de laisser reposer la mère, mais on en fait un abus, et cet abus est désastreux pour la population. L'estomac devient paresseux, ensuite il y a dyspepsie, et, après, l'enfant devient hébété. Si nous voulons que notre population fasse figure dans le monde, on ne doit pas traiter l'enfant comme cela. Tous les médecins luttent contre cet abus mais les gens usent de ces remèdes dits patentés avec d'autant plus d'aisance qu'ils s'imaginent que ce n'est pas dangereux. Dans mon opinion non seulement il faudrait restreindre la vente de ces remèdes, empêcher les épiciers, d'en vendre, mais il faudrait que même les pharmaciens n'auraient pas le droit d'en vendre sans l'autorisation du médecin, sans une prescription du médecin. Il y a devant le bureau des médecins une loi, qui doit être présentée à Ottawa, demandant qu'on empêche la vente des remèdes secrets, c'est-à-dire de ceux dont on ne connaît pas la formule, on veut que la formule soit sur la bouteille et de cette manière on pourrait constater quelle est la substance que les gens prennent. J'ai fait l'analyse d'un certain nombre de ces remèdes patentés et j'ai trouvé de la morphine partout ; parce que si on ne peut pas guérir on veut soulager. On prend de ces remèdes et il est constaté qu'on contracte une habitude qui est pire que l'ivrognerie, c'est une plaie sociale que l'abus de ces remèdes. Je voudrais non-seulement empêcher les épiciers, les marchands de nouveautés de vendre ces remèdes, mais je voudrais une loi qui empêche les pharmaciens de les vendre sans autorisation du médecin.

Q. Vous dites que le collège des médecins est à prendre les moyens de restreindre cette vente ?

R. Oui.

Q. Il y a un projet de loi et de réglementation qui doit restreindre cette vente de remèdes patentés ?

R. Oui, et on veut en connaître la formule, on veut la même chose qu'en Allemagne, en France, en Angleterre. Les remèdes patentés inondent le marché, il y a toujours dans ces remèdes patentés un principe toxique et du moment qu'ils sont secrets on a droit de les vendre dans les épiceries et il se trouve que presque tous les remèdes qu'on emploie pour guérir les malades se trouvent des remèdes patentés. Il y a des remèdes patentés dont on connaît la formule comme le Warner, le Pain

killer Davis, où ils incorporent de la morphine, étant patentés, tout le monde peut en vendre. Il est évident qu'un remède comme celui-là peut être excellent, je le prescrirais, comme le remède de Warner dans lequel il y a de l'atropine, parce que c'est bien préparé. C'est un remède que je prescrirais chez le pharmacien, je le prescrirais chez l'épiciier parce qu'il aurait droit de le vendre si cette loi dit que l'épiciier serait aussi compétent que le pharmacien pour le vendre.

Q. Est-ce que ce ne serait pas alors, en travaillant à faire passer cette loi, travailler contre le collège des médecins ?

R. Oui.

Q. Vis-à-vis du public quelle idée cela donnerait-il de ces remèdes si tout le monde pouvait en vendre ?

R. L'abus de ces remèdes dépend surtout de la facilité que les gens ont de se les procurer. Qu'on se procure le remède du docteur Coderre, si on en prend trop il devient dangereux et les gens ne soupçonnent pas cela ; si le public comprenait que ces remèdes sont dangereux, qu'on ne peut les employer que pendant un certain temps ce serait différent ; quand un enfant est malade si on comprenait qu'on ne peut pas employer longtemps ce remède qu'au risque de voir son enfant dépérir on ne l'emploierait pas. Je suis convaincu qu'une mère ne donne pas le trésor des nourrices à son enfant dans le but de l'empoisonner, mais on en use et on en abuse et ce, avec d'autant plus de facilité que ça fait du bien, l'enfant s'endort et fait un bon somme et si vous en donnez beaucoup à l'enfant vous en faites un imbécile.

Q. Si cette vente était faite par le pharmacien le commerce en serait restreint ?

R. Oui, c'est déjà un but obtenu, mais je désirerais que même le pharmacien ne pourrait pas en vendre sans l'autorisation du médecin. Je donne le sirop du docteur Coderre pour deux ou trois jours, mais j'arrête, j'envoie une prescription pour un certain temps, je dis je ne donnerai pas au-delà parce que je ne veux pas que l'enfant soit malade par le prolongement du remède et cela arrive souvent. Ce sont des restrictions qu'on devrait imposer aux pharmaciens parce que le malade a une prescription pour une première fois et il y retourne une seconde et une troisième fois, il ne faudrait pas qu'il aurait cette faculté

Q. Dans ce bill, dans l'acte qu'on veut faire passer, on demande que les marchands en général aient le droit de vendre les drogues autres que les poisons mentionnés dans la cédule A, quel serait l'effet de cette loi vis-à-vis du public en général et des pharmaciens ?

R. Je ne comprends pas parfaitement bien. Je veux qu'il soit bien entendu que je ne parle ni pour les pharmaciens, ni pour les épiciers. Je n'ai aucune objection que les marchands de nouveautés ou les épiciers vendent des choses qui ne sont pas dangereuses ; du moment qu'un remède n'est pas préjudiciable au malade, je n'ai aucune objection, mais,

remarquez que dans tous les remèdes que j'ai analysés, il y avait des toxiques.

Q. Il y a bien d'autres drogues que les remèdes patentés et si les commerçants ont le droit de vendre toutes les drogues à l'exception des poisons mentionnés dans la cédule A, quel en serait l'effet pour l'existence de la pharmacie ?

R. Ça n'aurait pas de bon sens. Ils auraient droit de vendre le jalap et les purgatifs. Il y a même une chose qu'un épicier peut vendre, c'est l'huile de castor et l'huile de foie de morue, mais supposons que j'aie un petit enfant malade, la plupart du temps quand j'ai un petit enfant malade, je lui fais donner de l'huile de castor, mais je lui fais donner cette huile pure, clarifiée et je dis : allez la chercher chez le pharmacien ! chez l'épicier ! il y a peut-être deux ans qu'elle est sur la tablette, elle est rance, gâtée. Si vous permettez à l'épicier de boulangier tous ces remèdes, ce n'est pas là que je prescrirai d'aller les prendre.

Q. Toutes ces drogues secondaires ne sont-elles pas préjudiciables aux malades ?

R. Sans doute ; ainsi la glycérine que vous achetez chez le pharmacien, c'est de la glycérine très pure, celle qui s'emploie dans cette industrie, il n'y a aucun danger de la vendre, mais si elle contient un principe dangereux, si le pharmacien donne la mauvaise glycérine il ne remplit pas ma prescription, c'est le pharmacien honnête qui doit connaître cela.

Q. Il y a de la glycérine ainsi que d'autres remèdes de même nature qui diffèrent en qualité ?

R. Evidemment.

Q. Est-ce que les prix diffèrent ?

R. De cent pour cent, des fois.

Q. Vous pouvez en trouver à bon marché, mais ce ne serait pas de la bonne glycérine ?

R. Empêcher un épicier de vendre de la glycérine ce serait ridicule, parce que cela s'emploie dans toutes sortes de choses, mais si je l'emploie comme médecine ce n'est pas chez l'épicier qu'on doit aller la chercher parce que pour se soigner c'est chez le pharmacien qu'on doit aller. S'il s'agit d'autres choses c'est différent : mais c'est le pharmacien qui doit garder les choses médicamenteuses dont on a besoin pour se soigner.

Q. De sorte que si je comprends bien votre opinion, les drogues devraient être laissés aux pharmaciens et cela en vue de l'intérêt et de la santé publique ?

R. Cela ne souffre pas de contradictions.

Q. Et si on leur ôte les drogues, pensez-vous que la pharmacie pourra subsister ?

R. On prendra la pharmacie ailleurs ; s'il n'y a que la morphine et la strychnine que les pharmaciens puissent vendre il n'y a pas de doute qu'ils ne peuvent pas subsister.

Q. Vous savez que le pharmacien est obligé de faire des études considérables ?

R. Oui.

Q. Quel est le nombre d'années de cours qu'il est obligé de suivre ?

R. Trois ou quatre ans, après avoir été bloqué quatre à cinq fois.

Q. De sorte que même pour les drogues simples vous ne considérez pas le commerçant compétent ?

R. Non, parce que ce n'est pas raisonnable de transporter le commerce de l'un chez l'autre, et ce n'est pas aussi sûr. Mais j'insiste sur les remèdes patentés et je ne voudrais pas que l'épicier en vende, ni le pharmacien sans que le médecin les prescrive : ce serait correct s'il les prescrit.

Q. (Par un membre du Comité.) Si je vous comprends bien, quand vous avez parlé des prescriptions, ce serait quelque chose d'idéal si le contrôle des prescriptions restait aux médecins ?

R. Oui.

Q. Vous voudriez sans doute dans la pratique que la médecine brevetée disparaisse et que les remèdes donnés ne le soient que sur prescription du médecin, sur une prescription préparée par le médecin ?

R. Non, ce n'est pas l'idéal, mais c'est des prescriptions secrètes dont j'ai parlé. Il y en a d'excellentes dont on connaît la formule, il y a d'autres remèdes dont on ne connaît pas la formule, et qui ne sont présentés que sous une forme bien potable. Il y a un grand nombre de remèdes patentés excellents : le Warner, par exemple, je le prescris pour les malades que je soigne, mais je ne veux pas que le pharmacien se sente assez compétent pour prescrire le Warner et dise : prenez cela, c'est excellent.

Q. La formule est sur la bouteille ?

R. Oui.

Q. Quand vous recommandez un de ces remèdes ne prétendez-vous pas recommander au pharmacien de livrer toute la bouteille ?

R. Oui, et ils ne peuvent pas faire autrement.

Q. Est-il à votre connaissance que les pharmaciens soignent comme cela, qu'ils prennent sur eux d'usurper les fonctions du médecin ?

Il est objecté à cette question. Le Président du Comité permet la question.

R. Ça arrive quelques fois, trop souvent, même.

Q. Quand quelqu'un va chez le pharmacien acheter un remède breveté, vous savez ce qui se passe, on demande tel remède breveté, l'acheteur donne son argent et s'en va avec la bouteille ?

R. C'est cela.

Q. Vous savez comme question de faits que les pharmaciens bien qu'ils subissent des examens, comme vous avez dit, et qu'ils bloquent trois ou quatre fois, sont aussi des marchands, qu'ils vendent toutes sortes de choses ?

R. Oui.

Q. Dans les campagnes vous savez qu'il y a rarement des pharmaciens ?

R. Il n'y a pas de pharmaciens, la plupart du temps.

Q. Dans les villes, les pharmaciens se centralisent au centre du commerce ?

R. Oui, c'est plus avantageux.

Q. Dans les campagnes, il n'y a que des épiciers ?

R. Oui, la plupart du temps.

Q. Est-ce bien facile pour un campagnard d'avoir des médecines brevetées, ailleurs que chez l'épicier ?

R. Non ; mais voici une suggestion qui m'a été faite, hier, par un de mes collègues, c'est le docteur Brochu, et comme je l'endosse, je vais en faire part. Je voudrais que les épiciers, dans les campagnes, aient le droit de vendre ces remèdes patentés, seulement avec la grande restriction que ce soit sous la prescription du médecin de campagne ; je ne veux pas que ces gens-là boulangent ça à leur goût.

Q. Comme question de faits, nous sommes plus ou moins intéressés au côté pécuniaire en ce bas monde, quand un médecin prescrit comme cela, il y a un échange de bons procédés entre le médecin et le pharmacien, il y a un pourcentage ?

R. Je doute fort qu'il y ait un pourcentage, parce qu'un médecin qui se respecte n'a pas de pourcentage.

Q. Vous dites qu'aucun médecin ne retire de pourcentage ?

R. Aucun médecin qui se respecte, mais comme il y a des avocats qui ne se respectent pas, il peut y avoir des médecins qui font la même chose.

Q. Les principes toxiques qu'il peut y avoir dans une médecine patentée sont-ils dans une proportion qu'on ne trouvera pas si vous donnez une prescription : en un mot n'est-il pas vrai, qu'ils sont au-dessous des prescriptions de la pharmacopée ?

R. Il y a des sirops pour le rhume où elles sont au-dessous, mais la morphine entre dans ces préparations comme dans le sirop de Gray.

Q. Quelle dose approximative, par cuillerée à thé qui représente à peu près soixante gouttes ?

R. J'ai fait l'analyse qualitative, non pas quantitative, il y a seize grains ; je sais qu'il y a de la morphine à dose suffisante pour calmer, e

que, quand on prend une cuillerée à soupe ça calme beaucoup plus que si on se contente d'une cuillerée à thé.

Q. Quelle est la dose prescrite dans la pharmacopée ?

R. Il y a des enfants qui ne supportent pas la morphine.

Q. Quelle est la dose générale de la pharmacopée pour la morphine ?

R. Pour un adulte il peut prendre un quart de grain, pour un enfant un seizième de grain ; mais ma réponse ne s'applique pas à tous parce qu'il y a des médicaments plus dangereux pour certaines personnes que pour d'autres ; une dose qui n'est pas dangereuse pour un enfant peut être mortelle pour un autre.

Q. Ceci confirme ce que vous disiez par rapport aux prescriptions qui devraient être sous le contrôle exclusif du médecin ?

R. Certainement.

Q. Vous avez dit tantôt, monsieur le docteur, que, par exemple, la glycérine ou l'huile de castor pouvait rester trop longtemps chez l'épicier, sur les tablettes, je comprends que le même cas peut se présenter chez le pharmacien ?

R. Avec cette différence que le pharmacien, de qui on exige un certificat de compétence, lorsqu'on prescrirait chez lui de l'huile de castor, n'en donnerait pas de la rance qu'on ne pourrait employer que pour graisser des essieux, j'entends un pharmacien qui se respecte.

Q. L'épicier tient à débarrasser ses tablettes comme le pharmacien ?

R. Le pharmacien qui donne de la mauvaise marchandise se ruine.

Q. (Par M. Dixon, repré-entant les épiciers,) Vous avez dit tout à l'heure dans votre déposition, que si on enlève toutes les médecines brevetées au pharmacien, et si on ne leur laisse que les prescriptions des docteurs et la vente des poisons, ils auraient de la misère à vivre, mais on ne veut pas enlever toutes les médecines patentées aux droguistes ?

R.

Q. J'ai compris que dans sa déposition, il a été dit qu'on veut enlever les médecines patentées aux pharmaciens et ne leur laisser que la vente des remèdes prescrits par les docteurs ?

R. Je ne crois pas que ce soit dans mes réponses.

Q. (Par un autre membre du Comité.) Vous nous dites que l'idéal ce serait d'empêcher la vente de toutes ces médecines brevetées, d'en prohiber la vente non seulement aux épiciers, mais même aux pharmaciens ?

R. Oui, sans prescriptions.

Q. Vous avez dit que le bureau des médecins avait préparé ou prépare un projet de loi de la manière que vous avez proposée qu'il doit présenter à la Législature fédérale pour modifier la loi dans ce sens ?

R. Oui, pour forcer à mettre la formule sur la bouteille, comme cela se fait en France et ailleurs.

Q. Y a-t-il longtemps que vous avez préparé ce projet de loi ?

R. C'est l'an dernier, et une copie devait être présentée aussi à la Législature ici.

Q. Y a-t-il longtemps que vous avez songé à ce projet de loi ?

R. Il y a longtemps.

Q. Pourquoi ne l'avez-vous pas présenté avant ?

R. Cela dépend de l'apathie.

Q. N'est-il pas vrai que vous redoutez beaucoup que le projet de loi ne passe pas à Ottawa ?

R. Je ne sais pas.

Q. Vous vous attendez à une forte opposition de la part de ceux qui vendent ces médecines patentées ?

R. C'est possible, mais j'ai cru que la Législature d'Ottawa comme celle de Québec se rendrait à la justice d'une cause.

Q. Est-ce que vous ne vous attendez pas de rencontrer des objections que vous ne pourriez pas contrôler ?

R. Lorsqu'il s'agit de l'avenir d'un peuple, qu'un médecin vient vous dire : voilà un danger.—les législateurs doivent l'écouter, ou on n'a pas beaucoup de confiance dans ses remarques.

Q. Vous dites qu'il y a un certain nombre de poisons mentionnés dans la cédule A, dont la vente est prohibée par les épiciers, supposons un remède patenté qui présenterait certains inconvénients, il serait facile de le faire insérer dans la cédule A ?

R. C'est impossible, parce qu'il y a au delà de cinq mille remèdes patentés, ils contiennent tous un principe actif qu'il devient dangereux d'employer régulièrement. Exemple, vous avez la Salsepareille de Bristol qui est excellente, il y a de l'iode de potassium, c'est un bon remède on peut en user et en abuser sans que ce soit trop grave, mais si on l'emploie longtemps, ça devient dangereux. J'ai soigné une jeune fille, elle prenait de la Salsepareille de Bristol, j'ai dit : prenez-en, mais que ce ne soit pas sans que le médecin le prescrive, ça présente un danger.

Q. Le même danger se présente tous les jours si les pharmaciens ont le contrôle des remèdes ?

R. Oui.

Q. (Par un autre membre du comité). Cela parce que les épiciers et les pharmaciens vendent sans prescription du médecin ?

R. Oui. Il y a aussi le fait que le public croit que ça n'offre aucun inconvénient : comme le sirop du Dr Coderre, si un enfant prend toute la bouteille, et il n'y en a pas beaucoup à prendre, il s'empoisonne.

Q. Les pharmaciens ne prennent pas toujours le soin d'avertir ?

R. Non.

Q. Il y a des accidents qui arrivent : ainsi un médecin prescrit de la morphine à une femme malade, un bébé prend le contenu de la botte, l'avale et meurt, ce n'est pas la faute du médecin ni du pharmacien ?

R. Certainement, non.

Q. Ce danger provient de la négligence de la mère ?

R. Oui, il y a aussi de la négligence à laisser croire qu'il n'y a pas de danger. Faites en sorte que le public le sache, et, s'il ne le sait pas, il est bon qu'il soit renseigné, nous sommes obligés de dire : faites attention, nous, comme médecins.

Q. (Par un autre membre du comité). Quel est l'effet général des remèdes patentés sur les enfants ?

R. C'est de les faire dormir ; c'est la morphine qui est la base de ces remèdes et il y a des mères qui élèvent leurs enfants qu'à cette morphine.

Q. Est-ce qu'il y a des enfants pour lesquels c'est plus dommageable qu'à d'autres ?

R. C'est dommageable pour tout le monde, l'usage est d'aller trop loin.

Q. (Par un autre membre du comité). Si la loi défendait aux pharmaciens de vendre aucune drogue sans prescription médicale, est-ce que vous n'atteindriez pas le degré de perfection que vous désirez pour le public ?

R. Non, nous demandons aux pharmaciens une étude sérieuse de ces drogues. Il y a aussi la qualité : je viens de parler de l'huile de foie de morue, de l'huile de castor, de la glycérine, un épicier qui n'est pas en état de juger de la valeur et de la qualité de la substance, je trouve que ça ne donne pas de garantie. Il y a même certains pharmaciens où je ne voudrais pas qu'on irait faire remplir mes prescriptions, parce que les substances prescrites n'auraient pas le degré de pureté voulue.

Q. Si le pharmacien n'a pas l'honnêteté et la compétence voulues vous n'avez pas plus de sécurité que chez l'épicier ?

R. Non, s'il nous trompe.

Je, soussigné, sténographe assermenté, certifie que la déposition ci-haut est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ARTHUR LÉGARÉ,
Sténographe officiel.

C.-S. PARKE, de la cité de Québec, médecin, étant dûment assermenté, dépose et dit :

(Par M. Brosseau). Q. Vous pratiquez dans la cité de Québec depuis longtemps ?

R. Oui, depuis 1874.

Q. Vous avez pratiqué, avant, ailleurs ?

R. Oui, depuis 1866.

Q. D'après votre expérience, voyez-vous des inconvénients à laisser le commerce des drogues entre d'autres mains que celles des pharmaciens ?

R. Beaucoup.

Q. Voulez-vous donner vos raisons, docteur ?

R. Parce qu'on abuse trop des remèdes et que les remèdes deviennent une médecine de famille par l'usage constant.

Q. Avez-vous quelque cas à nous citer d'après votre expérience qui prouve que vos assertions sont fondées ?

R. Oui, j'ai plusieurs cas, mais un en particulier dans lequel un remède a été acheté en grande quantité.

Q. Où avait été pris ce remède ?

R. Je crois qu'il avait été acheté chez M. Livernois, d'après ce que j'ai entendu dire par la dame elle-même et son mari, je n'en sais rien personnellement.

Q. Quel remède était-ce ?

R. Du sulphonale.

Q. Savez-vous s'il y avait une prescription pour ce remède ?

R. Elle avait une prescription pour deux poudres de vingt grains chacune, et elle a été chez M. Livernois, il n'était pas capable de la remplir. Elle a été en dehors et elle a vu le nom de la drogue, elle a retourné pour acheter une brosse à dents et elle a demandé un once de la drogue qu'elle a eue. Elle l'a prise et elle a été sept jours endormie. On était là quatre médecins et on a été surpris qu'elle en revienne. C'est une grande difficulté que M. Livernois ne puisse pas vendre sur prescription, car la personne qui se présente lit le nom de la drogue sur la prescription et comme il ne peut vendre que par once, elle en achète un once. C'est ce que je considère une vente en gros à un patient. Cette personne avait une prescription, je ne sais pas si elle l'a présentée, il est probable que oui.

Q. Vous avez écrit au coroner à ce sujet ?

R. Oui, il y a quelques années de cela.

Q. Voulez-vous prendre communication de la lettre datée "Québec 25 septembre 1894," et dire si c'est la lettre que vous avez écrite vous-même ?

R. Oui, c'est moi qui l'ai écrite.

Cette lettre est produite comme exhibit D 1.

Q. Dites-nous donc en peu de mots le contenu de cette lettre ?

La lettre est lue par le témoin au comité.

Q. (Par un membre du comité). Supposez qu'il y ait un licencié en pharmacie chez M. Livernois, s'il avait été permis à M. Livernois par la

loi de remplir cette prescription, indiquant deux poudres de sulphonale, la chose aurait été faite à la pharmacie chez M. Livernois ?

R. Oui, certainement, s'il avait eu le droit de les vendre.

Q. Combien y a-t-il de grains de sulphonale dans un once ?

R. 480.

Q. Quelle est la plus forte dose qu'une personne peut prendre ?

R. C'est une question de constitution : je ne donne jamais plus de 25 grains, et dans le cas dont j'ai parlé, si c'était 20 grains, c'est peut-être le plus qui pouvait être donné.

Q. Comme question de fait, n'est-il pas vrai que tous les pharmaciens vendent le sulphonale sans prescriptions ?

R. Je ne connais aucun cas où cela a eu lieu.

Q. (Par un autre membre du comité). Est-ce que vous n'avez pas été appelé pour un cas d'empoisonnement et je pense que je peux vous nommer la personne (après la déposition que vous venez de faire je crois qu'il est important de vous faire cette question) est-ce que vous n'avez pas été appelé pour un cas d'empoisonnement par l'antypérine, il y a quelques années ?

R. Non.

Q. Un cas d'empoisonnement par l'antypérine achetée chez un pharmacien et donnée sans prescription de médecin ?

R. Non.

Q. Si je vous donnais la date ?

R. Je ne me rappelle pas.

Q. Vous ne vous rappelez pas ?

R. Non.

Q. Si je rappelais le cas à votre mémoire vous seriez peut-être en état de le dire aussi ?

R. Peut-être que oui.

Je, soussigné, sténographe assermenté, certifie que la déposition ci-haut est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ARTHUR LÉGARÉ,
Sténographe officiel.

ARTHUR VALLÉE, de la cité de Québec, médecin, étant dûment assermenté, dépose et dit :

Q. (Par M. Brosseau). Vous êtes médecin pratiquant à Québec depuis grand nombre d'années ?

R. Depuis vingt-six ans.

Q. Vous êtes aussi professeur à l'Université Laval, à Québec ?

R. Oui.

Q. Et vous êtes surintendant médical de l'Asile de Beauport ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous nous dire, si dans votre opinion, les remèdes brevetés ou patentés, comme on les appelle, devraient être vendus par les commerçants en général ou si la vente devrait en être restreinte aux pharmaciens seulement ?

R. Sous ce rapport, je crois qu'il y a une distinction à faire entre les remèdes patentés : ceux dans lesquels il n'entre que des substances anodines, je ne vois aucune objection à ce que les marchands les vendent, mais je trouve extraordinaire qu'on mette sous cette dénomination tous les remèdes patentés, qui contiennent, certains d'entre eux, des toxiques. Il y a les sirops d'hypophosphite qui contiennent de la strichnine, or il ne vient à la pensée de personne de faire vendre les sirops d'hypophosphite par les marchands. Ainsi dernièrement j'ai eu une analyse à faire d'un sirop calmant, le sirop du Dr. Morin, qui contenait un demi grain de morphine par once, ce sirop ce n'est pas le plus mauvais des sirops de ce genre-là, mais il y en a un très grand nombre de ce sirop qui se débitent comme si c'était la première chose venue. Ceux qui sont au courant des accidents qui arrivent, savent, non seulement qu'il meurt des centaines d'enfants par année, par l'administration de ces sirops, mais encore qu'ils sont très gravement affectés dans leur santé par ces remèdes ; et tous les médecins peuvent dire ce que je dis là. Les accidents ne se produisent pas toujours de manière à attirer l'attention du public mais les médecins savent qu'un grand nombre d'enfants sont rendus malades par ces causes bien avant que le médecin soit appelé, quand il est appelé, il apprend que l'enfant prend des sirops, soit pour la dentition ou autre chose. En Angleterre il meurt un très grand nombre d'enfants par ces sirops. Ceux qui sont adonnés à la morphine ou à l'opium quand ils ne peuvent pas s'en procurer autrement achètent des sirops et je ne vois pas de différence entre la quantité contenue dans une poudre ou la même quantité contenue dans un sirop. Il y a dans la cédule A, en regardant cette cédule, je trouve trente-trois substances mentionnées, or il n'y a pas un médecin qui prétendra que toutes les substances dangereuses se trouvent dans cette formule : il y a l'antypérine, le sulphonale, la duboisine qui sont dangereux et qui ne sont pas entrés, c'est donc à dire que les épiciers pourraient en vendre sous prétexte qu'elles ne sont pas entrées dans la cédule A. L'huile de castor, la glycérine, on peut avoir ces substances plus ou moins pures chez les pharmaciens et chez les épiciers, et, règle générale, rien n'empêche que les épiciers aient ces substances aussi pures que le pharmacien, et il n'y a aucun inconvénient à ce que ces choses-là se vendent n'importe où ; il n'en est pas ainsi pour les médecines brevetées qui présentent de sérieux dangers, parce que l'épicier qui ne peut pas vendre de la strychnine, de la digitale, à l'état simple, pourquoi pourra-t-il en vendre quand elles sont édul-

corées d'un peu de sirop ? N'importe qui peut bien prendre un peu de morphine, de strychnine, les mêler avec quoi que ce soit et dire : voulez-vous prendre cela ? En général ceux qui vont chez l'épicier y vont avec l'arrière-pensée qu'ils ne trouveront pas là quelque chose pour s'empoisonner, tandis que quand ils vont chez le pharmacien ils s'y font peut-être écorcher, mais ils y prennent garde. Il y a ici une question qui intéresse la santé publique et je donne ma manière de voir sans que cela m'intéresse aucunement ni d'un côté ni de l'autre.

Q. Pour les drogues dans lesquelles il n'entre pas de poison, êtes-vous d'opinion que c'est le commerce en général qui devrait les débiter ?

R. Il y a cette question de la liberté du commerce qui est de premier ordre et qui mérite considération, il faut mettre cette question dans le plateau de la balance en regard des autres considérations qui pourraient entraîner peut-être l'autre plateau de la balance. Pourvu que les gens ne se rendent pas malades, je serais d'opinion de laisser faire un petit peu. Il y a un philosophe qui a dit que l'homme ne meurt que de bêtises : c'est du moins une manière de mourir.

Q. Mais si on permettait cette vente à tous les commerçants, est-ce que ce ne serait pas de nature à empêcher le développement de la pharmacie ?

R. C'est une question fort discutable et ce n'est pas d'un intérêt qui m'empoigne. Ce que je vois dans le moment c'est la santé publique, et je présume que j'ai été appelé ici parce que j'ai fait un rapport au procureur-général il n'y a pas longtemps.

Q. Mais les prescriptions que vous donnez, vous tenez à ce qu'elles soient remplies par les pharmaciens ?

R. Jamais il ne sera question de faire remplir les prescriptions par les épiciers ; en pratique ça se fait comme ça et il ne peut être question de changer l'état de chose établie.

Q. Si tout le monde a le droit de débiter des drogues dans le commerce à quoi serviraient les études que font les pharmaciens ? Croyez-vous qu'ils sont en état de subsister si tout le monde pouvait en vendre ? Les pharmaciens sont des hommes qui font des études professionnelles et ils ont besoin de vendre pour subsister ?

R. J'ai répondu à cela tout-à-l'heure en disant que cette question ne m'intéresse pas beaucoup ; je ne crois pas qu'une classe soit sacrifiée, s'ils sont sacrifiés tant pis pour eux.

Q. Pouvez-vous dire si les pharmaciens pourraient subsister, oui ou non ?

R. Je n'en sais rien. Quand même ils ne subsisteraient pas, ils se réduiraient en nombre et on y gagnerait en qualité.

Q. S'ils se réduisent en nombre croyez-vous que les médecines que vous prescrirez se vendront meilleur marché qu'aujourd'hui ?

R. La question de prix n'est pas secondaire.

Q. Ce n'est pas une réponse à ma question : je vous demande si les pharmaciens étaient réduits en nombre, si les prix baisseraient ou resteraient tels qu'ils sont aujourd'hui ?

R. Probablement que non : c'est ce que la concurrence nous a obtenu, faire baisser les prix sur bien des choses, mais les prix ne se trouveraient à monter que relativement à un petit nombre de substances.

Q. Comme question de faits, savez-vous si, depuis que l'acte de pharmacie de 1890 est en force, les prix sont plus ou moins élevés qu'avant ?

R. Je sais que depuis quelques années les prix ont sensiblement baissé.

Q. Vous admettez que les drogues ne peuvent être vendues que par les pharmaciens ?

R. Oui.

Q. (Par un membre du comité). Croyez-vous qu'il est prudent de laisser vendre aux épiciers l'antypérine et l'antypébrine ?

R. Non, parce que l'épicier n'a pas les connaissances voulues, il en trouverait peut-être l'étude un peu longue, moi je ne la trouve pas trop longue. L'antypérine occasionne des dangers, le sulphonol est un médicament que j'emploie beaucoup, je dis qu'il est extrêmement dangereux et je ne voudrais pas le voir vendu par tout le monde.

Q. L'épicier connaît-il la différence entre le bi-carbonate de soude et le soda à pâte ?

R. Un épiciers bien doué.

Q. Est-ce qu'il faut avoir fait un cours de chimie pour connaître la différence entre ces deux substances ?

R. Je ne pense pas.

Q. Dites-nous donc de quoi est composé le bi-carbonate de soude ?

R. De soude, de sodium, d'oxygène, d'acide carbonique.

Q. Vous pensez que les épiciers peuvent connaître cela ?

R. Décomposer la formule ? Non, mais je ne pense pas qu'on songe à en faire un poison.

Q. Vous aimeriez autant que le bi-carbonate de soude soit vendu par un épiciers que par un pharmacien ?

R. Si j'écris une prescription, j'entends qu'elle soit remplie chez le pharmacien, mais le bi-carbonate de soude peut-être employé pour autre chose, on l'emploie dans le ménage et si on veut en faire l'emploi dans la cuisine, je ne vois pas pourquoi il ne serait pas vendu par l'épicier.

Q. Tous les remèdes ne devraient être vendus que par le pharmacien s'ils présentent le moindre danger ?

R. Ils ne devraient être vendus que par le pharmacien, tous ceux qui présentent un danger pour la santé publique et on devrait en connaître

la formule. Les remèdes secrets absolument ne devraient pas être admis. Je suis de l'opinion du docteur Fafard, ceux qui contiennent de la strychnine ou autre substance de même ordre ne devraient être vendus que sur prescription du médecin.

Q. La poudre de réglisse composée, pensez-vous que ça peut-être vendu par l'épicier ?

R. Je ne verrais pas d'objection à cela.

Q. Est-ce que ça ne se donne pas à doses ?

R. Ça se donne à doses, mais ce n'est pas un médicament qui peut occasionner des accidents graves.

Q. Quand ça ne cause pas d'accidents graves, l'épicier peut agir.

R. Il s'agit de la liberté du commerce, je suis pour qu'on donne toute la latitude possible.

Q. Le bromure de potasse, l'iode de potasse, pensez-vous que l'épicier peut en vendre ?

R. Non.

Q. Ce n'est pas facile de faire une liste de tous ces médicaments et d'en faire la distinction quand il s'agit de faire une loi ?

R. On peut la faire, mais ce n'est pas facile. Mettre de côté la graine de lin, la moutarde, si on partait de cette base on peut énumérer dans une formule tous les médicaments qui ne pourraient pas être vendus.

Q. (Par un autre membre du comité). Vous avez examiné le projet de loi qui est soumis à la Législature ?

R. Oui.

Q. Avez-vous examiné l'article 4933 des Statuts refondus que nous visons ?

R. Oui.

Q. Avez-vous fait la comparaison de la loi telle que nous voulons l'amender et telle qu'elle est maintenant ?

R. Oui.

Q. Vous voyez la loi de 1890 ?

R. Oui, bien ?

Q. Vous voyez que par la loi avant 1890, les pharmaciens pouvaient faire un règlement, lequel devait être soumis à l'approbation du collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, déclarant que telle substance était poison ?

R. Oui.

Q. Maintenant voulez-vous référer à la loi de 1890, et vous allez constater qu'on se dispense de l'approbation du collège des médecins et chirurgiens, section 12, chap. 46 de 53 Victoria ?

R. Oui.

Q. Ainsi en 1890, les pharmaciens, pour déclarer qu'une substance était poison, devait avoir l'approbation du collège des médecins et chirurgiens ?

R. Oui.

Q. Aujourd'hui ils sont dispensés d'avoir cette approbation ?

R. Oui.

Q. Eux seuls dans leur discrétion peuvent déclarer que telle substance est un poison ?

R. Oui.

Q. Si vous référez à la loi qui nous est présentée, vous allez constater qu'il est dit que ce règlement fait par l'association pharmaceutique devrait avoir l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, et que, s'il est approuvé, il entre en vigueur un mois après sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec*, et que les substances y mentionnées sont considérées des poisons au sens de la loi. Le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut, avant de donner son approbation, faire constater aux frais de l'association pharmaceutique de la Province de Québec, par un expert, si les substances mentionnées en ce règlement sont ou non des poisons au sens de cette loi ; est-ce que ce n'est pas une sûreté pour le public ceci ?

R. J'aimerais encore mieux revenir à la première section de la loi qui référerait la chose au bureau des médecins, parce que le bureau des médecins est plus expert que le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Q. Mais on dit dans la présente loi que le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut faire faire l'analyse par un expert ?

R. Je crois que l'expérience du corps médical serait préférable, il y a là l'expérience de chacun qui peut éclairer d'une manière plus satisfaisante.

Q. Vous admettez que ça devrait être soumis à une certaine approbation ?

R. Certainement.

Q. Voulez-vous dire pourquoi l'association pharmaceutique a fait sauter par-dessus bord le collège des médecins et chirurgiens ?

R. Je l'apprends.

Q. Il se réunit combien de fois par année le collège des médecins ?

R. Deux fois par année.

Q. Vous avez un règlement qui est passé par l'association pharmaceutique, il est soumis au Lieutenant-Gouverneur en conseil, qui réfère la question à un chimiste, est-ce que ce n'est pas un moyen de découvrir si cette substance du règlement est un poison aux termes de la loi ?

R. Je ne crois pas que ce soit un progrès, ça peut présenter des dangers, parce qu'enfin même un expert chimique peut envisager la chose à un point de vue restreint ; même parmi les experts chimistes que vous

avez entendus on ne s'entend pas, il y en a qui restreignent tout, d'autres qui sont plus larges.

Q. Vous ne voyez aucune objection à soumettre le règlement de l'association pharmaceutique à l'approbation de quelqu'un de compétent ?

R. Je crois que ce serait une bonne chose.

Q. L'article 4030 des Statuts refondus est amendé en y ajoutant après le mot poison les mots : les médecines brevetées et toutes substances ou drogues autres que celles mentionnées dans la cédule A. Vous devez comprendre cette section comme réglementant les médecines patentées, si elles contiennent des substances mentionnées dans la cédule A, elles tombent sous le contrôle de la pharmacie et si elles ne sont pas mentionnées dans la cédule A, elles peuvent y être ajoutées ?

R. Les médecines brevetées sont mises à part, qu'elles contiennent ou ne contiennent pas de ces substances mentionnées dans la cédule A, l'épicier aurait le droit de les vendre du moment qu'elles n'entrent pas dans la cédule A.

Q. Du moment que cette médecine brevetée serait réglementée par la cédule A, elle entrerait dans la pharmacie, le pharmacien pourrait la vendre exclusivement, si c'est la loi proposée elle est bonne ?

R. Oui, mais je ne peux pas venir à bout de comprendre la chose comme ça.

Q. Vous avez parlé du sirop du Dr Morin tantôt, vous savez qu'il y a eu enquête sur le cadavre de l'enfant Marois, à ce sujet ?

R. Oui.

Q. Il y a eu une enquête du coroner ?

R. Oui.

Q. Avez-vous été le médecin qui a été appelé pour cette enquête.

R. Non.

Q. Qui a été appelé ?

R. C'est le Dr Marois.

Q. Il a fait les constatations requises pour découvrir les causes de la mort ?

R. Oui.

Q. Il y a eu un verdict rendu par le jury ?

R. Oui.

Q. Quel est le verdict qui a été rendu ?

R. Mort par asphyxie.

Q. Ce n'est pas le remède du Dr Morin, par le sirop calmant que l'enfant serait mort ?

R. J'ai lu toute l'enquête et après l'avoir lue soigneusement, je suis sous l'impression que l'enfant est mort par ce sirop-là, c'est mon impression

Q. Mais le verdict rendu par le jury serait que cet enfant est mort par asphyxie ?

R. C'est un verdict qui n'est pas beaucoup concluant ; si on avait dit qu'il est mort de la courte haleine, ce serait à peu près la même chose, parce qu'on meurt presque toujours par asphyxie.

Q. Vous avez dit que les prix avaient baissé dans la pharmacie à Québec depuis quelque temps ?

R. Oui.

Q. Vous savez que les pharmaciens ne font pas seulement le commerce des drogues, qu'ils vendent mille autres articles de commerce ?

R. Oui.

Q. Ils vendent des cigares qui contiennent de la nicotine, ce n'est pas une raison pour leur faire vendre exclusivement les cigares ?

R. Non.

Q. Vous savez qu'ils sont exposés à la concurrence commerciale ?

R. Oui.

Q. Vous nous avez dit que les prix avaient baissé à Québec, vous en savez quelque chose ?

R. Oui,

Q. Voulez-vous nous dire pourquoi les prix ont baissé à Québec ?

R. C'est probablement parce qu'un marchand en achetant en gros ne paye pas aussi cher que les pharmaciens payent.

Q. Ce marchand existe à Québec ?

R. Oui.

Q. C'est M. Livernois ?

R. Oui.

Q. Il y a un licencié en pharmacie chez M. Livernois ?

R. Oui.

Q. S'il était autorisé à remplir les prescriptions avec ce licencié en pharmacie il n'y aurait pas de danger ?

R. Il n'y en aurait pas plus là que chez les autres pharmaciens.

Q. (Par M. Brosseau). Savez-vous qu'en France, en Angleterre, en Allemagne, on a étudié la question que M. Robitaille vient de vous poser à propos des licenciés et que dans la loi anglaise et en Allemagne on a refusé aux commerçants le droit de se servir d'un licencié ?

R. Ce n'est pas le même cas, M. Livernois n'est pas un commerçant.

Q. Vous ne considerez pas qu'un photographe soit un commerçant ?

R. Non, je ne crois pas que ce soit un commerçant.

Q. Dites-vous qu'il n'est pas commerçant à Québec ?

R. Il n'est pas commerçant, je le prends pour un photographe.

Q. Savez-vous ce qu'il vend ?

R. Je lui ai vu vendre dans son établissement tout ce qui se vend chez les pharmaciens. J'ai souvent acheté là, ce sont des articles de première classe. Il peut bien se commettre des abus. J'ai entendu tout à l'heure le Dr. Parke citer un cas. Il peut se faire des choses très abusives, qu'on vende du sulphonale, sans prescription, c'est un abus ; dans ces conditions il aurait mieux valu que le pharmacien que M. Livernois emploie fut intervenu, et ce cas ne se serait pas présenté.

Q. Savez-vous si, en Angleterre, en France, en Allemagne, on permet qu'un commerçant, ou un photographe, ou un épicier, ou un marchand de fer, qui aurait un licencié chez lui, vende des drogues comme un pharmacien ?

R. Oui, je le sais.

Q. Vous savez qu'on ne le permet pas ?

R. Oui.

Q. On y a trouvé des inconvénients ?

R. Probablement.

Q. Est-ce que la défense qui existe en Angleterre ne s'applique pas au cas où le commerce se fait dans la pièce que le marchand occupe pour son commerce ordinaire ?

R. Je crois que oui.

Q. Est-ce que ce n'est pas le cas pour M. Livernois.

R. Oui, jusqu'à un certain point. Ceci n'empêche pas de croire que M. Livernois pourrait même faire plus : qu'il pourrait remplir les prescriptions puisqu'il a un pharmacien licencié.

Q. Chez M. Livernois la pharmacie est en bas et l'atelier de photographie en haut ?

R. Oui, la pharmacie est en bas, en arrière.

Q. Est-ce que la plupart des remèdes ne sont pas vendus par des jeunes filles chez M. Livernois ?

R. Pas à ma connaissance personnelle, j'ai toujours été servi par le pharmacien.

Q. Y allez-vous de temps en temps ?

R. De temps en temps parceque les remèdes y sont meilleur marché qu'ailleurs.

Q. Pour vous, c'est dans un but d'intérêt personnel ?

R. Comme je l'ai dit tout à l'heure, il y a l'intérêt public, sous prétexte d'intérêt public les pharmaciens voudraient empêcher cela.

Q. Avez-vous acheté des remèdes patentés chez Livernois ?

R. Dans le moment, je ne me rappelle pas, je n'aurais aucune objection à en acheter si j'en avais besoin, c'est possible que j'en aie achetés.

Q. (Par un autre membre du comité.) Il est plus court d'énumérer les drogues qui contiennent des poisons que d'énumérer celles qui n'en contiennent pas ?

R. Oui.

Q. Il serait facile de compléter la cédule A ?

R. Oui, je crois, avec du temps et de l'étude.

Q. C'est plus facile de dire ce qui est poison que ce qui ne l'est pas ?

R. Oui, mais si vous comprenez les remèdes brevetés il y en a beaucoup.

Q. Avec de la bonne volonté on pourrait compléter la cédule A de façon à bien limiter le terrain des pharmaciens ?

R. Oui, parce qu'on peut toujours arriver à un point et dire si ça appartient à la pharmacie ou si ça ne lui appartient pas.

Q. (Par M. Brosseau.) Combien ça prendrait-il de temps pour faire la distinction entre les remèdes brevetés qui contiennent du poison et ceux qui n'en contiennent pas ?

R. Je ne le sais pas.

Q. Combien ça prendrait-il de temps à-peu-près : y en a-t-il beaucoup ?

R. Il y en a des légions.

Q. Vous dites que ça prendrait peu de temps pour compléter la cédule A ?

R. Du moment qu'il s'agirait de remèdes brevetés, où il peut entrer de la strychnine, ça appartient à la pharmacie, et ça formerait partie de la cédule A, de même pour la morphine et d'autres substances ; mais qu'on mette sur le marché une émulsion de graines de lin ou un peu de carbonate de soude mêlé avec autres choses d'innoffensif, je ne vois pas quel intérêt on peut avoir à empêcher que ce soit acheté chez l'un plutôt que chez l'autre.

Q. (Par un membre du comité.) Vous avez parlé du sulphonale, n'est-il pas vrai qu'on peut avoir le sulphonale ailleurs, à l'once, chez le pharmacien, en gros ?

R. Si ça se fait, ça ne devrait pas se faire.

Q. (Par un autre membre du comité.) Tous les remèdes dans lesquels il entre un poison, la vente devrait en être limitée aux pharmaciens, est-ce là votre idée ?

R. Oui.

Q. Ayant posé ces bases, tous les remèdes qui contiennent ces éléments toxiques, s'ils étaient vendus par un épiciers, il ne le vendrait qu'à ses risques et périls ?

R. Oui, certainement.

Q. Et vous dites que ce n'est pas facile d'avoir une catégorie, une liste des remèdes patentés dans lesquels ces éléments entrent, que c'est presque impossible ?

R. Si la formule était connue, ce serait plus facile.

Q. Mais comme cette liste n'existe pas dans l'état de choses actuelles, votre idée est que les pharmaciens seuls devraient vendre tous les remèdes dans lesquels il entre des poisons, un élément quelconque de matières toxiques ?

R. Je trouve que la vente des substances qui offrent un danger devrait être limitée aux pharmaciens, toutes les substances qui offrent un danger pour la santé publique ; s'il n'y a pas de danger, il n'y a aucune objection à ce que la vente soit faite par tout autre.

Q. Nous voulons avoir la lumière sur ce sujet. Vu l'état de choses actuelles, est-ce votre idée qu'il serait préférable de déclarer, par une loi, que les pharmaciens seuls devraient vendre les substances dans lesquelles il entre une matière toxique ?

R. Certainement que les pharmaciens devraient être les seuls à vendre ces substances.

Q. C'est presque une impossibilité d'énumérer les médecines patentées qui contiennent un poison ?

R. Oui. Comme je le disais tout à l'heure il y en a un grand nombre dont nous ne connaissons pas la formule et on peut avoir un grand nombre de médecines brevetées qui comprennent la même substance toxique.

Q. Si les pharmaciens avaient le privilège exclusif de vendre ces remèdes, si on leur donnait ce privilège en vertu de la loi, si l'épicier les vend, c'est à lui de prendre les risques de la vente ?

R. Oui, certainement.

Q. (Par un autre membre du comité.) Croyez-vous qu'il soit possible à l'épicier de distinguer deux remèdes qui contiennent des éléments toxiques ou qui n'en contiennent pas ?

R. Si l'épicier vend des substances comme celles-là, il doit en courir le risque parce que tout le monde est sensé connaître la loi.

Q. Il est possible que l'épicier ne le sache pas si ce n'est pas déclaré dans une liste ou si quelques personnes autorisées ne le lui disaient pas ?

R. Sans doute, il faudrait une liste comportant les remèdes brevetés contenant ces substances ; comme le sirop de Fellow, il est connu qu'il y entre de la strychnine, ça ne devrait pas être vendu par l'épicier.

Q. Trouvez-vous dans la clause 4033 de cette loi un moyen de protéger la société contre la vente des poisons ou pourriez-vous proposer quelque amendement à cette loi qui ferait que cette clause serait une protection suffisante pour la société ?

R. Je crois que ce qui vaudrait le mieux ce serait de revenir à la première clause qu'on m'a montrée par laquelle les pharmaciens devraient soumettre leurs règlements au corps médical.

Q. Vous croyez qu'en remplaçant le Lieutenant-Gouverneur en conseil par le bureau de médecine, cela offrirait toute la garantie possible ?

R. Justement.

Q. (Par un autre membre du comité). D'après vous, l'ancienne loi des statuts refondus était une garantie suffisante pour l'intérêt public ?

R. Oui.

Q. La loi telle qu'elle existait avant 1890 ?

R. Oui.

Q. Vous trouveriez que la section 433 du bill actuel offrirait plus de protection si la référence des règlements était faite, non pas au Lieutenant-Gouverneur en conseil, mais au bureau des médecins et chirurgiens de la Province ?

R. Je crois que oui.

Q. Et qu'elle serait ainsi une protection suffisante pour la société ?

R. Oui.

Q. (Par un autre membre du comité). Vous connaissez comment les médecines brevetées se vendent par le pharmacien ?

R. Oui, à peu près.

Q. L'acheteur arrive, il demande une médecine brevetée, il reçoit le paquet enveloppé, il le paye et s'en va ?

R. Oui ; je suppose.

Q. Chez l'épicier la même chose doit se passer ?

R. Oui, seulement on ne peut pas s'attendre que chez l'épicier on donnera les explications nécessaires. L'acheteur se dit : il n'y a rien de dangereux ici, et il s'administrera le remède sans connaître que ça peut être dangereux.

Q. Est-ce que le pharmacien tient toute une conversation avec celui qui vient acheter une médecine brevetée ?

R. Non, mais c'est déjà une protection en faveur de l'acheteur de savoir qu'il ne peut pas acheter cette médecine partout, qu'il doit y prendre garde, mon opinion serait que la loi devrait exiger que le pharmacien ne donne ces remèdes que sur ordonnance du médecin. Supposez qu'on divise de la morphine en paquet d'un seizième de grain par paquet et qu'on vous dise : vous prendrez une de ces poudres toutes les deux ou trois heures ; quelle différence y a-t-il à délayer cette poudre dans un peu de sirop et à dire : vous en prendrez une cuillerée toutes les deux ou trois heures ?

Q. (Par un membre du comité). Croyez-vous qu'il est facile, vu le grand nombre de ces médecines, d'en faire l'analyse pour les classer ?

R. Non, ce serait plus facile d'obliger l'inventeur à en donner la formule ; en France une telle loi existe.

Q. Il n'y a jamais eu de loi qui exigeait cela, ici ?

R. Non, en France je sais que cette loi existe, ceux qui inventent un remède doivent en déposer la formule, et l'autorité publique peut intervenir.

Q. Comme question de faits, le pharmacien, pas plus que l'épicier, ne connaissent ce qui entre dans les remèdes patentés ?

R. Je crois que les pharmaciens connaissent ce qui entre dans les hypophosphites, quand cela présente des dangers, je crois qu'ils le savent.

Q. Si la prescription n'est pas sur la bouteille et s'il n'a pas le droit d'ouvrir la bouteille comment peut-il connaître ce qu'elle contient ?

R. On pourrait bien briser la bouteille, l'ouvrir de n'importe quelle manière, mais quand même il l'ouvrirait, il faudrait qu'il en feroit l'analyse pour savoir ce qu'elle contient.

Q. A-t-il le droit d'en faire l'analyse ?

R. Oui ; je crois que dans la plupart des remèdes brevetés, on sait ce qui y entre, le pharmacien le sait, tandis que l'épicier ne le sait pas.

Q. Je croyais que le pharmacien n'avait pas le droit de faire l'analyse de ces remèdes-là ?

R. Non, je le répète, dans la plupart des remèdes brevetés, je crois qu'on sait ce qui y entre, c'est pourquoi il y a cette différence que j'indiquais tout à l'heure et que j'ai expliqué une couple de fois, quand on est obligé d'aller chez le pharmacien plutôt que chez l'épicier, ça met l'homme en garde..... Pourquoi la loi relègue-t-elle certains remèdes chez le pharmacien au lieu de les laisser débiter par l'épicier, c'est parce que ça offre un danger.

Je soussigné, sténographe assermenté, certifie que la déposition ci-haut est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ARTHUR LÉGARÉ,

Sténographe officiel.

ARTHUR SIMARD, de la cité de Québec, médecin, étant dûment assermenté, dépose et dit :

Q. (Par M. Brosseau). Vous êtes médecin pratiquant à Québec, depuis quand ?

R. Je suis reçu médecin depuis 1890 et je pratique à Québec depuis 1893.

Q. Vous êtes professeur à l'Université Laval ?

R. Oui, depuis cinq ans, j'ai été professeur d'hygiène et maintenant je suis professeur d'anatomie pratique et de médecine opératoire.

Q. Je crois que vous avez examiné cette loi qu'on désire faire passer maintenant à l'encontre de la loi de pharmacie de 1890 ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous nous donner votre opinion sur la vente des drogues par les commerçants, en général et la vente des médecines brevetées par les commerçants, en général ?

R. Voici mon opinion : J'ai toujours compris que, dans la cédule A, il y a certains poisons qui sont énumérés et que, dans les drogues et les médecines brevetées, la plupart de ces poisons y entrent. Or, du moment qu'on permettrait aux épiciers de vendre des drogues et des médecines brevetées ou patentées, on mettrait de côté cette cédule A en leur permettant cette vente. La plupart de ces drogues contiennent les poisons qui sont exceptés dans la cédule A, c'est pour cela que je ne voudrais pas que les épiciers vendraient les médecines patentées qui pourraient contenir un poison soit prompt ou de longue durée. En Europe, quand un monsieur veut se lancer dans le commerce des remèdes brevetés, il doit aller trouver le bureau de médecine et exposer sa formule et si le bureau de médecine voit que sa formule est acceptable, qu'elle n'offre aucun danger, on permet l'usage de ce remède, mais il faut que la formule soit sur la bouteille, vous avez alors une garantie du gouvernement. Ici, n'importe qui a le droit de vendre ce qui lui plaît, on peut mettre sur l'étiquette une formule quelconque et personne ne peut y mettre le nez. Il y a à-peu-près cinq à six mille de ces médecines brevetées et il y a des remèdes dangereux parmi ces médecines. Du moment qu'on permettra la vente de ces remèdes, on permettra la vente des poisons qui sont mentionnés dans la cédule A, et cela tant qu'on n'emploiera pas le moyen qui est employé en Europe. Je suis d'opinion qu'on ne devrait donner cette permission qu'aux pharmaciens.

Q. Serait-il possible de faire une liste qui contiendrait tous les remèdes contenant des poisons ?

R. Il faudrait annexer à la cédule A une liste de cinq à six mille remèdes brevetés.

Q. Quand aux drogues en général, vous êtes d'opinion que ça doit être laissé exclusivement aux pharmaciens ?

R. Certainement.

Q. Voulez-vous donner les raisons pour lesquelles les épiciers ne devraient pas vendre de drogues celles dans lesquelles il n'y a pas de poisons comme celles qui contiennent des principes toxiques ?

R. Je vais vous donner les raisons qui me sont personnelles. Malgré que ma clientèle ne date pas de longtemps, j'ai dans ma clientèle des cas où des épiciers ont vendu des remèdes dangereux. J'ai eu deux ou trois

cas où des enfants ont été rendus à la dernière période de l'anémie parce qu'on avait acheté et on leur avait fait prendre des sirops calmants et c'était dû à cette cause s'ils étaient devenus anémiques. J'ai eu un autre cas d'une jeune fille qui voulait se faire avorter, elle m'a avoué avoir acheté sans prescriptions médicale de la pyoline. J'avais été tellement surpris de cet aveu que je lui avais demandé si c'était un médecin qui lui avait prescrit cela, elle m'a dit que non. Elle m'a avoué en avoir pris deux boîtes. Si elle a pu acheter cela si facilement sans prescription du médecin, c'est qu'elle pouvait en acheter partout, chez l'épicier. C'est une médecine brevetée et l'épicier aurait le droit d'en vendre comme qui que ce soit. N'importe qui peut donc se présenter pour en acheter et une femme pourra se faire avorter quand elle voudra.

Q. Voulez-vous nous dire si l'aloès est une drogue simple ou s'il y entre un poison ?

R. Dans l'aloès, il y a l'aloïne qui est un principe actif et dangereux.

Q. C'est considéré comme une drogue simple ?

R. Oui.

Q. Le jalap ?

R. C'est encore dangereux.

Q. C'est une drogue simple ?

R. Oui. C'est comme le bromure, l'iodure de potassium, ça doit être contrôlé par le médecin et le pharmacien. Car les pharmaciens peuvent nous rendre bien des services ; le médecin peut se tromper et le pharmacien peut lui téléphoner et lui demander s'il ne s'est pas trompé dans sa prescription. Quand il s'agit de drogues dangereuses, il peut dire : prenez-y garde, il y a du poison là-dedans ! tandis que l'épicier ne dira pas la même chose. L'acheteur ira le trouver d'année en année, il y aura empoisonnement chronique et cela parce que la Chambre aura permis à l'épicier de vendre des drogues dangereuses en elles-mêmes. Je suis opposé à ce que l'épicier vende des drogues.

Q. (Par un autre membre du comité). Je vous entends parler de drogues, voulez-vous dire ce que c'est : ce que vous entendez par drogues ?

R. Je ne suis pas trop fort en pharmacie, j'appelle drogues les choses qui contiennent un principe actif.

Q. Et qu'est-ce que vous appelez un principe actif ?

R. C'est un poison.

Q. (Par un autre membre du comité). Vous avez parlé de prescriptions qui arrivent chez le pharmacien, vous avez dit qu'il pouvait y avoir erreur de la part du médecin, que le pharmacien qui s'en apercevrait, passerait dans une arrière-boutique et téléphonerait au médecin pour savoir s'il n'y a pas erreur, est-ce que cela regarde la prescription d'une médecine brevetée ?

R. Je ne parle pas de cela, je n'en prescris jamais.

Q. Si le pharmacien a le contrôle exclusif de la vente des remèdes brevetés, pourquoi ne lui donnez-vous pas aussi le contrôle de la vente des cigares qui contiennent de la nicotine ?

R. Ce n'est pas du tout la même chose ; j'ai parlé tantôt par analogie ; de même que le pharmacien emploie de bons procédés à mon égard, il peut employer les mêmes procédés pour le client qui va chez lui. Ainsi il peut dire : voici un sirop que vous demandez, savez-vous vous en servir ? c'est le devoir du pharmacien d'agir ainsi.

Q. Vous ne savez pas s'il le fait ?

R. Il doit le faire.

Q. Vous savez comment ces ventes de médecines brevetées sont faites ; elles sont toutes emballées, le pharmacien n'ouvre pas l'enveloppe de la bouteille avant de la livrer au client ?

R. Je n'en sais rien, je n'ai jamais assisté à une vente de médecines brevetées.

Q. Vous êtes entré dans les pharmacies ?

R. Oui.

Q. Y a-t-il autre chose que des drogues et des médecines à vendre ?

R. Oui, il y a des brosses, etc.

Q. Les pharmaciens font un commerce général ?

R. De certaines choses.

Q. Avez-vous vu un pharmacien, à votre connaissance, en vendant une médecine brevetée, dire au client : faites attention, ceci contient telle ou telle chose ?

R. Je vous l'ai dit, je n'ai jamais assisté à aucune vente de médecine brevetées.

Q. Comme question de faits, êtes-vous d'opinion que les médecines brevetées restent dans le commerce ?

R. Qu'elles y restent si on emploie pour les médecines brevetées les mêmes moyens qu'en France, mais comme c'est là, qu'elles disparaissent.

Q. Dans votre opinion l'intérêt public exigerait qu'il n'y ait que les médecins qui prescrivent et que les pharmaciens remplissent leurs prescriptions ?

R. Oui, j'ai toujours fait cela. Je suis favorable à l'opinion émise par l'honorable M. Robidoux de mettre dans la cédula A toutes les préparations dangereuses, il y en a cinq ou six mille et il faudra peut-être attendre cinq à six mois.

Q. Ce serait un moyen de mettre hors de commerce toutes les médecines brevetées ?

R. Je suis contre les médecines brevetées, mais ce n'est pas mon opinion qui changera la chose. Le bureau de médecine pourrait dire telle médecine brevetée contient un principe dangereux et les pharmaciens euls auront le contrôle de cette vente.

Q. Au sujet de la pyoline, déclarez-vous que ça été acheté chez un épicier ?

R. Je n'en sais absolument rien. Je dis que ça été acheté en dehors d'une prescription médicale et je dis que du moment qu'on peut l'acheter ainsi à Québec et que si on permettait à l'épicier d'en vendre, il n'y aurait pas de contrôle.

Q. Avez-vous entendu dire qu'il y a des épiciers qui ont vendu de la pyoline ?

R. Non, mais ils en vendraient avec la nouvelle loi.

Q. Lorsque vous dites que la plupart des médecines brevetées contiennent des poisons, en avez-vous fait l'analyse ?

R. Non.

Q. Pourquoi dites-vous cela ?

R. Parcequ'il y a cinq à six mille préparations qui ont été examinées et analysées, ceci se trouve contenu dans un livre et ce livre se trouve chez les pharmaciens.

Q. S'il en est ainsi, ce serait facile d'en faire une liste complète ?

R. Mais il en arrive de nouvelles tous les jours.

Q. Combien les pharmaciens ont-ils payé pour faire analyser le contenu du livre dont vous parlez ?

R. Je ne le sais pas.

Q. Savez-vous si les pharmaciens ont payé quelque chose pour cela ?

R. Non.

Q. (Par un autre membre du comité.) Vous savez qu'avant 1890, avant la passation de la loi de 1890, dont le public se plaint, les épiciers comme les pharmaciens avaient le droit de vendre des médecines brevetées ?

R. Je n'étais pas reçu dans ce temps-là.

Q. Avant 1890, avez-vous entendu dire s'il y avait des plaintes à ce sujet-là ?

R. Quand j'étais étudiant en médecine, je m'occupais de mes études et non de la vente des médecines brevetées.

Q. (Par M. Brosseau.) S'il était permis de vendre par d'autres que les pharmaciens, les drogues et les médecines brevetées, qu'elle serait la situation des pharmaciens ?

R. Quand un individu fait quatre années d'études, une année de stage, il est juste qu'il soit protégé. Si on permettait la vente de toutes les choses contenues en dehors de la formule A, je crois que les pharmaciens en souffriraient beaucoup.

Q. (Par un membre du comité.) Il y aurait concurrence ?

R. C'est-à-dire qu'on vendrait des médicaments sans contrôle.

Q. (Par M. Brosseau.) N'est-il pas vrai que certains magasins se sont emparés de ce commerce et vendent meilleur marché que les épiciers ?

R. Je ne le sais pas.

Je soussigné, sténographe assermenté, certifie que la déposition ci-haut est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ARTHUR LÉGARE,
Sténographe officiel.

DEUXIÈME SÉANCE

Québec, 9 février 1899,

SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX

PREUVE DE LA PART DES ADVERSAIRES AU BILL

A.-G. BELLEAU, de la cité de Québec, médecin, étant dûment assermenté, dépose et dit :

Q. (Par M. Brosseau). Vous êtes coroner pour la cité de Québec ?

R. Oui, et pour le district de Québec.

Q. Vous êtes médecin aussi, n'est-ce pas ?

R. Oui

Q. Voulez-vous dire si, d'après votre expérience, les drogues simples peuvent être laissées entre les mains de tout commerçant pour les vendre n'importe comment ; et ce, au point de vue de l'intérêt public et de la santé publique ?

R. Elles ne doivent pas être laissées entre les mains des commerçants.

Q. Voulez-vous donner quelques raisons à l'appui de votre opinion ?

R. Les pharmaciens qui ont fait un cours ont la science voulue pour cela et ils doivent avoir le contrôle de ces ventes, le marchand épicier n'a pas la science voulue généralement.

Q. Alors, je comprends que même les drogues dans lesquelles il n'entre pas de poison, il faut de la science pour pouvoir les distribuer et ce, pour la sûreté publique ?

R. Oui.

Q. Pour les manipuler ?

R. Les manipuler, les préparer.

Q. Est-ce que ces drogues se vendent à la dose, quand on distribue une drogue est-ce qu'il faut mentionner une dose ?

R. Oui, généralement.

Q. Est-ce que ça nécessite un cours d'études quelconque ?

R. Oui.

Q. Est-ce qu'il est nécessaire d'en connaître les proportions ?

R. Oui.

Q. Ainsi l'aloès, il n'y a pas de poison dans l'aloès même ?

R. Non, mais en en donnant une trop grande quantité c'est préjudiciable.

Q. Et l'iodure de potassium ?

R. Oui, ça demande des connaissances scientifiques pour le vendre et le préparer.

Q. Même les drogues dans lesquelles il n'y a pas de poison peuvent être préjudiciables si elles sont distribuées sans connaissance de cause ?

R. Oui.

Q. Et cela ne peut être fait que par un homme de science ?

R. Oui.

Q. Au collège de pharmacie est-ce que cela s'apprend ?

R. Je pense qu'ils ont des cours pour cela, à Montréal, je pense qu'ils ont un collège de pharmacie.

Q. Est-ce que les drogues qui ne contiennent pas de poison sont en petit nombre ou innombrables.

R. Elles sont innombrables.

Q. Une liste de ces drogues qui ne contiennent pas de poison serait impraticable ?

R. Oui.

Q. (Par un membre du comité). Les médecines brevetées sont toutes enveloppées dans un paquet, elles sont cachetées ?

R. Oui, du moins je le crois.

Q. Celles que vous connaissez ?

R. Oui, généralement.

Q. Lorsque vous allez chez un pharmacien et que vous demandez une médecine brevetée le pharmacien n'ouvre pas le paquet, il vous le donne tout enveloppé ?

R. Généralement, oui.

Q. L'aloès est une drogue quelconque ?

R. Oui.

Q. C'est vendu depuis un grand nombre d'années par tout le monde ?

R. Par tout le monde, pharmaciens et commerçants.

Q. Ça n'a pas causé beaucoup d'empoisonnements ?

R. Je n'en connais pas.

Q. On pourrait s'empoisonner en en mangeant trop, comme avec du vert de Paris ?

R. Oui.

Q. Il en est de même au sujet de la moutarde, du gingembre ?

R. Oui, qui sont des drogues irritantes.

Q. Même l'huile de castor prise en trop grande quantité ?

R. Oui, l'eau aussi.

Q. Les médecines brevetées, d'une manière générale ne contiennent pas une qualité très considérable de poison, c'est-à-dire que prises suivant la prescription qui se trouve à l'extérieur de la bouteille, elles n'empoisonnent pas ?

R. Elles peuvent empoisonner.

Q. Le Pain-Killer ?

R. Il peut empoisonner.

Q. Si c'est pris à dose raisonnable, comme c'est marqué sur la bouteille ?

R. Le Pain-Killer peut brûler la membrane intérieure de l'estomac.

Q. Mais les médecines prises suivant la quantité contenue sur la prescription de la bouteille ne causent pas la mort ?

R. Non.

Q. S'il arrivait que des médecines brevetées contiendraient une dose dangereuse il serait possible d'en faire faire l'analyse par un expert ?

R. Oui.

Q. Cet expert pourrait trouver la quantité de poison qui pourrait être dangereuse et ça pourrait être connu du public ?

R. Oui.

Q. (Par un autre membre du comité.) Mais le fait que ces médecines patentées et ces drogues sont vendues par tous les commerçants, n'est-il pas de nature à faire croire au public que ce n'est pas dangereux ; en d'autres termes ne serait-il pas mieux que la vente en soit limitée aux pharmaciens seuls ?

R. Oui.

Q. (Par un autre membre du comité.) L'iodure de potassium, ça n'est pas patenté, ça n'entre pas dans les remèdes patentés ?

R. Il peut y en avoir.

Q. Vous avez dit que les pharmaciens n'ouvraient pas les bouteilles, savez-vous que, s'ils le faisaient, ils commettraient une infraction à la loi des patentes et qu'ils s'exposeraient à une amende de cinq cents piastres ?

R. Oui.

Q. Vous avez dit que le fait de vendre des remèdes patentés par les pharmaciens était de nature à mettre le public sur ses gardes bien plus que s'ils étaient vendus par les épiciers, comme question de faits, le vert de Paris est vendu par les épiciers, est-ce que cela est de nature à mettre le public sous l'impression que le vert de Paris n'est pas un poison.

R. Le public connaît généralement que c'est un poison, généralement les gens considèrent que c'est un poison très violent.

Q. Vous pratiquez depuis un grand nombre d'années ?

R. Oui, mais j'ai abandonné de pratiquer depuis quinze ans ; je suis médecin pratiquant depuis trente-sept ans.

Q. Vous savez qu'avant 1890 la vente des médecines brevetées n'était pas défendue par aucune loi ?

R. Je ne le sais pas.

Q. Avant 1890 y a-t-il jamais eu des plaintes devant le bureau des médecins, dont vous avez fait partie depuis longtemps, au sujet d'empoisonnements par les médecines brevetées ; remarquez, avant 1890 ?

R. Il y a eu une plainte de portée par le docteur Parke.

Q. Avant 1890, y a-t-il eu d'autres plaintes ? Les gens n'étaient pas empoisonnés à la douzaine, s'ils avaient été empoisonnés à la douzaine vous l'auriez su comme coroner ?

R. Oui.

Q. (Par un autre membre du comité.) Si les gens emploient une médecine brevetée pour soulager un mal quelconque et si en prenant cette médecine brevetée ils ne suivent pas la prescription sur la bouteille, s'ils dépassent cette prescription, ils en souffrent des inconvénients ?

R. Oui.

Q. C'est comme les prescriptions du médecin, si on dépasse la quantité on en souffre les conséquences ?

R. Oui.

Q. N'est-il pas vrai que la quantité de médecines brevetées vendues par les épiciers ou autres est limitée aux médicaments usuels, aux simples dans les familles ?

R. Oui.

Q. (Par M. Brosseau). Voulez-vous expliquer le cas du docteur Parke.

R. La lettre a été produite ici, je l'ai référée au collège des médecins et le collège des médecins me l'a fait remettre à l'association pharmaceu-

tique. Dans le temps, j'ai écrit à M. Muir, le secrétaire ; elle a été référée par ordre du collège des médecins.

Q. (Par un membre du comité). Est-il à votre connaissance que d'autres cas d'empoisonnement provenant de drogues ou de médecines vendues chez les pharmaciens aient eu lieu dans quelques circonstances ?

R. Oui.

Q. C'est arrivé chez des pharmaciens, ces accidents ?

R. Oui.

Q. (Par un autre membre du comité). Considérez-vous le parégoric comme un poison.

R. Oui, je parle à haute dose, c'est un poison.

Q. Je trouve ici, dans la loi préparée par les médecins : sont déclarés poisons, l'opium, etc., à l'exclusion du parégoric ?

R. Je le considère comme très dangereux.

Q. (Par M. Brosseau). Dites pourquoi, docteur ?

R. Parce qu'il contient de l'opium et doit être vendu sous le contrôle du pharmacien ou du médecin.

Q. (Par un membre du comité). La proportion d'opium est-elle considérable, n'est-il pas vrai qu'il faudrait en boire, au gallon, pour s'empoisonner ?

R. Ah ! pas autant que cela.

Q. Par (M. Cardinal). Vous connaissez le cas de madame Goulet qui a été empoisonnée par un pharmacien, à Montréal ?

R. Non

Q. Avez-vous jamais entendu parler du cas de Couillard qui a été empoisonné aussi par un pharmacien ?

R. Non, je ne le connais pas ; je peux avoir lu la chose dans les journaux, mais je ne m'en rappelle pas.

Je soussigné, sténographe assermenté, certifie que la déposition ci-haut est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ARTHUR LÉGARE,
Sténographe officiel.

WILLIAM-S. KERRY, droguiste en gros, de Montréal, est examiné par M. Brosseau :

Q. Vous êtes associé de la maison Kerry et Watson, droguistes en gros, de Montréal ?

R. Oui.

Q. Depuis combien d'années ?

R. Environ six ou sept ans.

Q. Depuis combien de temps êtes-vous dans le commerce des drogues ?

R. Depuis 1875.

Q. Êtes-vous, ou avez vous été professeur du Collège de Pharmacie ?

R. Non, je ne suis pas professeur.

Q. Non, mais vous êtes licencié en pharmacie et vous avez votre diplôme de licence ?

R. Oui.

Q. Avez-vous été examinateur de l'Association des Pharmaciens ?

R. Oui.

Q. M. Kerry, voulez-vous nous dire si vous croyez que le public serait mieux protégé, si l'on adoptait cette loi, qu'il ne l'est à présent ?

R. Vous voulez dire, si la vente des drogues était libre ? Je ne le crois pas.

Q. Voulez-vous nous donner vos raisons ?

R. Les drogues ne sont pas des marchandises ordinaires. Un individu peut acheter une pièce d'étoffe et la conserver, sans qu'elle se détériore, parce qu'elle n'y est pas exposée comme certaines espèces de drogues qui doivent être conservées et maniées avec soin pour ne pas se gâter et se détériorer, et un commerçant ordinaire ne pourrait reconnaître qu'elles sont gâtées ou détériorées attendu qu'un homme qui n'est pas pharmacien n'a pas les connaissances voulues pour savoir si elle sont bonnes ou non.

Q. Et un commerçant ?

R. Un commerçant ne le peut pas, non plus, à moins d'avoir reçu une instruction spéciale.

Q. C'est-à-dire, parcequ'il n'a pas l'habitude de manier les drogues.

R. Oui.

Q. Est-ce que les prix des drogues ordinaires, comme le sel d'epsom et la glycérine, varient dans une certaine mesure ?

R. Les prix varient suivant la demande et l'approvisionnement du marché, ainsi que la qualité. Ils varient beaucoup suivant la qualité ; vous pouvez acheter des sels à 80 cents les cent livres et vous pouvez en avoir à 3 cents la livre ou 3 dollars les cent livres.

Q. Cela dépend de la qualité ?

R. Oui, et le prix varie suivant la force de telle drogue et suivant l'état de la demande et du stock, question qui est souvent considérable.

Q. Croyez vous qu'un commerçant ordinaire pourrait reconnaître les différentes qualités d'une même espèce de drogues ?

R. Je crois qu'il faudrait avoir des connaissances pratiques complètes pour le faire.

Q. Le commerçant doit absolument savoir comment s'en servir—connaître les doses convenables de drogues ?

R. Oui, cela est absolument nécessaire si l'on prend en considération l'intérêt public. C'est absolument nécessaire en ce qui regarde le public.

Q. Si le commerce des drogues était libre, qu'en résulterait-il pour les droguistes et les drogues ?

R. En ce qui regards la qualité des drogues, je crois que le résultat serait mauvais, parce que le choix deviendrait la question principale, comme pour les autres marchandises ; nous ne sommes pas ici pour étudier la position financière qui serait faite aux pharmaciens, cependant, comme il ne s'agit pas de nous, mais du public, je crois qu'au bout d'un certain temps, il n'y aurait plus de pharmaciens. Aucun père de famille ne voudrait envoyer son fils au collège pour y faire un cours, s'il n'en devait résulter pour lui que le droit de vendre quelques poisons. D'après moi, nous perdriions le service de la classe instruite.

Transquestionné par M. Cardinal. C. R.

Q. Vous êtes marchand en gros, de Montréal ?

R. Je suis droguiste.

Q. Voulez-vous nous dire quelle est la partie la plus principale de votre commerce ?

R. En examinant nos livres, je crois que nous constaterions que nous faisons surtout des affaires avec les pharmaciens, mais nous vendons aux épiciers, aux fabricants et à quiconque a besoin de nos articles.

Q. Quel genre de commerce faites-vous avec les épiciers ? Quelle espèce de remèdes leur vendez-vous ?

R. Les épiciers nous achètent de la crème de tartre, des épices, des essences, etc.

Q. Des essences pour la cuisine ?

R. Oui, ainsi que pour les sucreries et certaines médecines brevetées.

Q. Fabriquez-vous vos propres médecines brevetées ou vendez-vous celle des autres ?

R. Nous en fabriquons et nous vendons celles fabriquées par d'autres.

Q. Comment recevez-vous ces médecines ?

R. Comme elles nous sont envoyées par les fabricants.

Q. Vous n'ouvrez pas les bouteilles parceque vous n'avez pas le droit de le faire ?

R. Nous avons le droit de les ouvrir si nous le voulons, mais en le faisant nous en compromettrions la vente.

Q. Vous détaillez ces médecines dans l'état où vous les recevez ?

R. Oui.

Q. Aux épiciers ou aux pharmaciens ?

R. A tout le monde.

Q. Alors, il n'y a pas plus de danger pour le public d'acheter ces médecines de l'épiciers que du pharmacien, puisque le mode de vente, le vendeur en gros et le consommateur sont les mêmes ?

R. La manière de vendre au consommateur par le pharmacien est différente.

Q. Mais, vous vendez ces remèdes dans l'état où ils vous arrivent ?

R. Oui.

Q. Il ne vous est jamais venu à l'esprit que vous agissiez contre l'intérêt public, en grand. Vous avez dit qu'on ne devrait pas permettre de vendre de drogues ou de médecines à quiconque n'est pas pharmacien ?

R. Je crois que cela vaudrait mieux.

Q. Vous parlez ainsi parceque vous êtes pharmacien. Savez-vous que la plus grande partie du commerce de M. Lamy et M. Cantin consiste en ce que nous appelons des drogues ?

R. Je ne crois pas que ni l'un ni l'autre ne vendent ce que nous nommons ordinairement drogue.

Q. N'est-il pas vrai que les épiciers ne vendent que les remèdes ordinaires et les médecines qui ne sont pas dangereuses ?

R. L'épiciers vendrait les remèdes qui se vendent le mieux et laisserait au pharmacien la vente de ceux qui ne se vendent pas.

Q. La maison Kerry & Watson, dont vous êtes l'associé, est une maison de drogues, en gros ?

R. Nous vendons des drogues et d'autres articles, en gros.

Q. C'est la maison qui a vendu la drogue qui a causé la mort de Mme England et pour laquelle jugement a été rendu contre vous ?

R. Il n'a pas été prouvé que nous ayons vendu la drogue.

Q. N'est-il pas vrai qu'un jugement a été rendu contre vous pour mille piastres ?

Par M. Champagne, M. P. P.

Q. D'après votre expérience croyez-vous qu'il est plus dangereux de vendre des drogues sur prescriptions que sans prescription ?

R. Je crois qu'il serait préférable de les vendre sur prescription de médecin. Il faut établir une barrière et, de plus, cela vaudrait mieux pour la protection du public.

Q. Pourquoi ?

R. Voici en quoi consiste la différence. Beaucoup de drogues sont dangereuses et d'autres ne le sont pas. Le pharmacien, en vendant les médecines brevetées peut dire à l'acheteur si elles sont bonnes pour lui

ou non. Il y a une foule de médecines brevetées qui ne sont pas bonnes et le pharmacien est généralement en état de le dire.

Q. Et comment établirez vous une barrière pour la sureté du public ?

R. La sureté du public reposerait dans l'honnêteté du pharmacien,— en supposant tous les pharmaciens honnêtes.

Par M. Roy.

Q. N'est-il pas nécessaire pour un pharmacien, en vendant une médecine, de connaître l'état de santé du consommateur pour savoir si la médecine ne sera pas dangereuse ?

R. Vous soulevez une question qui est du ressort du médecin, quand vous parlez de l'état de santé de l'acheteur, mais le pharmacien peut lui dire quelque chose au sujet de la médecine.

Par M. Roy.

Q. N'est-il pas vrai que généralement il demande tout simplement la médecine qu'il veut avoir ?

R. Je ne le crois pas ; d'après mon expérience l'acheteur demande généralement au pharmacien s'il connaît l'article, s'il est bon pour lui, et c'est là où apparait la sauvegarde du public.

Par un membre du comité.

Q. Vous avez parlé de la qualité des drogues, ne varie-t-elle pas suivant le prix ?

R. La qualité des drogues varie suivant la force et beaucoup de la manière dont elles sont conservées, du soin dont on en prend. Le pharmacien connaît la nature de chaque drogue et peut prendre ses précautions. Prenez le café, par exemple : vous achetez d'un bon épiciier du café grillé et moulu et vous pouvez tomber sur un lot qui aura complètement perdu sa saveur. Il en est de même pour les drogues, et c'est au pharmacien à y faire attention.

Par M. Roy :

Q. Mais le café n'est pas une drogue.

R. Non, mais je vous ai donné cet exemple pour répondre à votre question.

Q. Les drogues ne sont pas toutes semblables, sous ce rapport ?

R. Non.

Par M. Champagne :

Q. Quelle était la qualité des drogues avant 1890 ?

R. Je ne pourrai vous le dire.

Q. Vous avez dit que vous étiez licencié en pharmacie. Avez-vous passé l'examen préliminaire ?

R. J'ai passé tous les examens et suivi tous les cours.

Par M. Roy :

Q. Vous avez pris grand intérêt au commerce des pharmaciens depuis de nombreuses années. Ne savez-vous pas qu'avant 1890 la vente des drogues n'était interdite par aucune loi ?

R. Je n'en sais rien.

Q. Vous n'avez jamais entendu dire que les pharmaciens avaient passé une loi en 1890 ?

R. Depuis que je suis dans cette salle, j'ai entendu dire qu'avant cette époque tout le monde pouvait vendre des médecines brevetées.

Par M. Champagne :

Q. D'après votre expérience n'est-il pas vrai que les pharmaciens achètent beaucoup de médecines brevetées et très peu de drogues.

R. Je suppose que ce que vous dites peut être exact, mais il y a une grande différence dans la qualité et le prix des drogues.

Q. Ne sont-elle pas de même qualité ?

R. Cela peut dépendre entièrement de l'honnêteté du vendeur en détail et de la pureté de la médecine brevetée.

Q. Cela dépend de l'honnêteté des fabricants de médecines brevetées et de drogues en gros. D'après votre expérience, M. Kerry, avez vous eu connaissance de décès survenu pour avoir pris des médecines brevetées suivant les instructions imprimées sur la bouteille ou le paquet ?

R. Pas personnellement, mais j'ai vu souvent des plaintes dans les journaux contre l'emploi irraisonné de médecines brevetées, ayant causé des accidents. J'ai eu connaissance de la plainte faite par un médecin de l'usage immodéré de poudres contre le mal de tête.

Q. M. Kerry, pouvez-vous dire si un grand nombre de médecines brevetées ne sont pas vendues à cause des annonces publiées dans les journaux et si les clients ne viennent dans les pharmacies pour les demander pour les propriétés curatives supposées qu'elles ont d'après les journaux.

R. Sans aucun doute.

Q. Avant 1890, savez-vous que les épiciers pouvaient vendre des médecines brevetées.

R. Je ne puis répondre à cela.

Q. N'est-il pas vrai qu'en 1890 il a été passé une loi au sujet de la vente des médecines brevetées ?

R. Je n'en sais rien.

Q. Y a-t-il des préparations en bouteilles qui sont susceptibles de se détériorer ?

R. Oui, pour les unes ; non, pour d'autres.

Q. Peut-on reconnaître facilement cette détérioration ?

R. Parfois oui, d'autres fois non. Il est évident que cela devient difficile quand les bouteilles sont entièrement couvertes.

Q. Savez-vous que la loi qui existait avant 1890 était basée sur la loi anglaise ?

R. Je dois plaider ignorance. Je n'ai pas étudié la loi anglaise, et je n'en sais rien.

Je soussigné, sténographe assermenté, certifie que la déposition ci-haut est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ARTHUR-G. DOUGHTY,
Sténographe.

Professeur J. MORRISON, de Montréal, examiné par M. Brosseau, C. R., étant dûment assermenté, déclare :

Q. Quelle est votre profession, M. Morrison ?

R. Je suis chimiste et surintendant du laboratoire de Lyman et fils, droguistes, de Montréal, je suis membre de la société d'industrie chimique, d'Angleterre, ex-président de l'*American Pharmaceutical Association* et rédacteur du *Canadian Pharmaceutical Journal*.

Q. Etes-vous professeur du Collège de Pharmacie de Montréal ?

R. Oui.

Q. Est-ce la même corporation que l'Association pharmaceutique de Québec ?

R. Non.

Q. Combien d'années d'expérience avez-vous ?

R. Je suis dans la pharmacie depuis 1877, et chimiste du laboratoire de Lyman & Sons.

Q. Quelles sont vos fonctions ?

R. Je surveille la fabrication de toutes les préparations, j'analyse les drogues brutes et les préparations terminées.

Q. Vous avez alors beaucoup d'expérience ?

R. J'ai acquis assez d'expérience.

Q. Les drogues diffèrent-elles beaucoup de qualité ?

R. Oui, beaucoup, souvent jusqu'à trois et quatre cent pour cent dans le prix et parfois dans la force.

Q. Une personne sans études spéciales peut-elle reconnaître la différence de drogues du même genre ?

R. Non, monsieur, il faut avoir l'habitude des drogues pour reconnaître la différence.

Prenez l'huile de castor, par exemple. Un jour on m'en apporte un échantillon à examiner et j'ai trouvé qu'il ne contenait pas du tout d'huile de castor et que ce n'était que du pétrole brut distillé. On l'offrait en vente comme huile de castor.

Q. Quel aurait été le résultat probable si quelqu'un avait absorbé cette huile ?

R. Je n'aimerais pas à parler des résultats.

Q. Un commerçant peut-il reconnaître généralement ces différences ?

R. Non, monsieur, parce que cette huile était offerte par un marchand, à bas prix, et qu'elle aurait été achetée si je ne l'avais pas analysée.

Q. On l'aurait achetée à cause de son bas prix ?

R. Oui, on l'offrait à 7 cents la livre. Avec les amendements proposés, les drogues et les médecines pourraient être vendues par n'importe qui.

Q. Croyez-vous que si cette loi passait, la santé publique en bénéficierait.

R. Non, parcequ'elle permettrait de vendre en quantités telles qu'il en résulterait de mauvais effets sur le système et qu'il existe beaucoup de drogues généralement regardées comme n'étant pas des poisons, mais qui pourraient le devenir, étant prises quand elles sont contraires à la constitution. Si les drogues étaient vendues par le premier ignorant venu, il en résulterait un grand danger pour le public.

Q. Ceci s'applique-t-il aux drogues qui ne contiennent pas de poison ?

R. A toutes les drogues.

Q. Voulez-vous nommer quelques drogues qui ne sont regardées généralement comme étant des poisons, mais qui peuvent devenir dangereuses entre les mains d'une personne ignorante ?

R. Prenez la Pharmacopée.

Q. Inutile, j'en citerai quelques unes. L'aloès, qui est généralement regardé comme contenant du poison, devrait-il être vendu par les marchands ordinaires ?

R. Pour le public, le danger de vendre l'aloès de cette manière consiste dans l'achat et l'usage que l'on en fait sans discernement. L'aloès est bon dans certains cas, quand il est employé en proportions convenables, mais si un client s'adresse à un commerçant ordinaire, celui-ci est incapable de lui dire comment l'employer. L'épicier ne connaissant pas la drogue en vendrait n'importe quelle quantité. De plus, l'aloès est dangereux puisqu'on l'emploie pour provoquer l'avortement. Une personne qui en prend une trop forte dose peut avoir une forte diarrhée ou une irritation des intestins et dans le cas des femmes enceintes, il peut en résulter un avortement. En réalité on ne peut dire quels maux peuvent en résulter, si les commerçants ordinaires peuvent le vendre et si le premier venu peut en avoir n'importe quelle quantité.

Q. Peut-on facilement confondre un remède de ce genre avec un autre produit ?

R. Oui, certaines drogues sont extrêmement difficiles à distinguer d'autres substances. On peut facilement confondre dans un magasin l'aloès avec la farine brulée. Je puis citer un cas : un petit échantillon de poudre qui avait été acheté dans la province de Québec, chez un épicier en gros, comme poudre d'aloès, me fut apporté un jour pour savoir ce qu'il contenait, attendu que plusieurs clients en avaient été malades, après en avoir absorbé. J'ai reconnu que c'était de l'hellebore. Si l'hellebore avait été de bonne qualité, toute personne qui en aurait pris aurait été empoisonnée.

Q. Et le sulfate de zinc ?

R. Le sulfate de zinc est un sel dangereux s'il n'est pas employé exactement selon la formule. Le sulfate de zinc est reconnu comme bon pour les bains d'yeux. Si quelqu'un va en acheter chez un commerçant ignorant, il est probable que celui-ci lui en donnera une once. Si l'acheteur met cette quantité dans l'eau et qu'il se lave les yeux, il est probable qu'il se les brûlera, tandis que s'il va chez un pharmacien, et qu'il lui demande du sulfate de zinc, celui-ci lui demandera pour quel usage, ne lui en donnera que dix à quinze grains, ce qui serait suffisant, et le résultat en sera tout différent.

Q. Peut-on le confondre avec une autre substance ?

R. Oui. J'ai 22 ans d'expérience et je ne voudrais pas essayer de reconnaître le sel d'epsom à la vue ou au goût, mais en faisant une expérience je serai certain, comme tout autre pharmacien, de constater sa nature d'une manière certaine, en deux minutes.

Q. Et l'ipécacuanah ? C'est un remède énergique ?

R. Il serait dangereux de confier la vente de l'ipécacuanah aux commerçants ordinaires, car on peut le confondre avec le poivre dans un magasin contenant beaucoup d'autres marchandises. Si on le donnait à une personne ayant une faiblesse de cœur, les conséquences en seraient sérieuses.

Q. Prenons une drogue très employée et très connue, le bismuth. Serait-il dangereux de le laisser vendre par les commerçants ordinaires ?

R. Oui, car il y a danger à en donner trop, et une trop forte dose peut rendre malades la plupart des gens pendant plusieurs jours et peut-être les faire mourir.

Q. On n'a parlé que de quelques drogues. Je voudrais savoir si on peut en déduire un principe général s'appliquant à toutes les drogues en général ?

R. J'ai répondu, en commençant, à cette question, quand j'ai dit que toutes les drogues prises en excès ou quand elles sont contraires à la constitution, peuvent agir comme des poisons.

Q. Si toutes les drogues dangereuses étaient contenues dans la liste A, y aurait-il beaucoup de drogues qui n'y seraient pas ?

R. Si toutes les drogues dangereuse non contenues dans la liste A, y étaient insérées, il n'en resterait pas une douzaine. Si l'on retranchait de la liste toutes les drogues dangereuses dans les conditions que j'ai mentionnées, il serait plus simple de n'y faire figurer que les drogues tout à fait inoffensives.

Q. Y a-t-il danger pour la santé publique de laisser vendre, indistinctement, les remèdes brevetés.

R. Sans aucun doute.

C'est dangereux parceque cela encourage les gens vraiment malades à se servir de ces remèdes et les empêche de consulter un médecin jusqu'au moment où la maladie a fait de tels progrès, qu'il est souvent trop tard, pour y remédier.

Un autre danger de la vente libre des remèdes brevetés que j'aimerais à signaler est celui-ci : c'est qu'en permettant aux commerçants ordinaires de vendre les médecines brevetées, il n'y a plus de limites à leur emploi, tandis qu'il peut être réglé en grande partie quand c'est le pharmacien qui le vend. Un client qui demande une préparation à un pharmacien lui demande généralement son opinion. Elle peut être bonne ou dangereuse. Si elle est bonne, il la recommandera. Il y a beaucoup de préparations inutiles qui ne se vendent plus par suite de l'influence du pharmacien.

Il y a quelque temps une préparation pour la guérison de la morphinomanie a été rendue invendable par l'influence des pharmaciens et des journaux de pharmacie qui l'ont signalée.

Q. Pouvez-vous nommer quelques-unes de ces préparations qui ont été rendues invendables par l'influence des pharmaciens et des journaux de pharmacie ?

R. Il y a quelques années, en 1884, je crois, on mit sur le marché une préparation appelée : "Scotch Oats Essence," qui était très annoncée et avait une grande vogue pour la guérison de la morphinomanie, le Dr R. G. Eccles, de Brooklyn, pharmacien, l'analysa et trouva qu'elle était composée de morphine et d'alcool. Voilà ce que l'on vendait comme remède contre la morphine.

Quelque temps après, parut à New-York une préparation appelée : "R. Adams Microbe Killer," qui a été reconnue comme étant un mélange d'acides sulphurique et muriatique, et de vin d'Oporto et d'eau. Il en est résulté une action en dommages qui a été renvoyée.

Une autre préparation la "Paskola" n'était que de la glucose commune à 4 ou 5 c. la livre. On la mettait en bouteilles de huit onces et on le vendait une piastre.

Cette préparation a été rendue invendable par le journal des pharmaciens et je ne crois pas qu'on puisse en trouver une demi-douzaine d'onces à Montréal.

Par M. Champagne, M. P. P.

On a vendu ces préparations jusqu'au moment de l'opposition faite par les journaux.

Q. Si je comprends bien, vous êtes rédacteur du *Pharmaceutical Journal* et je suppose que vous suivez les journaux des autres pays ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous nous dire si vous avez lu le récit de beaucoup d'accidents résultant de l'emploi de sirops, comme le "Mrs. Winslow's Soothing Syrup," le "Fellow's Syrup of Hypophosphites" ou autres aussi bien connus ?

R. Il y a peu de numéros où nous ne trouvions de cas de ce genre. Aux États-Unis, les cas sont évidemment plus nombreux qu'au Canada. Je me rappelle un cas arrivé en 1890, alors qu'un individu prit un verre à vin plein de sirop d'hypophosphites de Fellow. Il est vrai qu'on l'a sauvé, mais le médecin a dû employer tous les moyens.

Q. Il y a donc beaucoup de cas d'empoisonnement par les sirops ?

R. Oui.

Q. Par M. Roy.—Tous ces cas sont arrivés en pays étrangers.

R. Quelques-uns, mais le cas du verre à vin plein d'hypophosphites de Fellow est arrivé ici à Québec. Dans bien des cas où l'on donne à l'enfant du Winslow's Soothing Syrup pendant des mois et des mois, cet enfant, s'il, vit devient prédisposé à prendre de la morphine, par suite de l'habitude de cette préparation.

Q. Quel serait, d'après vous, le résultat de l'adoption du projet de loi actuellement proposé à la Législature ?

R. Depuis la loi de Québec de 1890, les pharmaciens ont eu le contrôle de la vente des drogues et des médecines. Si l'amendement passe, tout le monde pouvant vendre des drogues, la génération actuelle des pharmaciens ne s'en ressentira pas trop, mais aucun père de famille ne fera étudier la pharmacie à son fils ni encourir les frais de collège, si, à la fin il ne doit pas en retirer de bénéfices, si la loi ne lui accorde pas plus de privilèges qu'à l'épicier qui n'a fait aucune étude spéciale.

Le résultat en sera que la pharmacie disparaîtra et que la médecine en souffrira. La pharmacie de la province de Québec deviendra une chose ridicule.

Q. Vous venez de parler du danger de vendre du sulfate de zinc et du bismuth ? Que dites-vous des remèdes brevetés et des remèdes ordinaires ?

R. Ils sont dangereux.

Par M. Cardinal.

Q. Vous savez, M. Morrison, comment on brevète les remèdes ?

R. Oui. Si vous desirez obtenir un brevet de remède, vous envoyez un échantillon ainsi qu'une description du remède au chef du bureau des brevets à Ottawa et on l'y enregistre.

Q. Est-ce que les remèdes brevetés ne sont enregistrés que quand leur formule est connue ?

R. D'après mon expérience, il n'y a pas la moitié des formules des remèdes appelés brevetés qui soit connue quand on les brevète.

Q. N'est-il pas vrai que toutes les médecines, avant d'être brevetées doivent être soumises à l'analyste public et que ce n'est que sur son rapport constatant qu'elles ne sont pas dangereuses quand on les emploie selon la direction, qu'elles sont brevetées ?

R. Non, Monsieur, pas que je sache et je crois connaître quelque chose en fait de brevets.

Q. Vous avez parlé de drogues différant de qualité ainsi que de drogues gâtées. Que faites vous des drogues quand elles sont gâtées ?

R. Le pharmacien les conserve de manière à ce qu'elles ne se gâtent pas souvent. Quand il m'arrive d'en avoir de mauvaises, je les brûle.

Q. Je voudrais savoir s'il y a différentes qualités de drogues, à qui sont vendus les seconde et troisième qualités ?

R. Que voulez-vous dire ?

Q. Qui achète les drogues de qualité inférieure ?

R. Voulez vous parler des drogues avariées. On a souvent remarqué aux États que les drogues avariées sont achetées par les fabricants de remèdes brevetés.

Q. Les pharmaciens achètent-ils ces drogues avariées ?

R. Non.

Q. Connaissez-vous la liste employée en Angleterre ?

R. Oui.

Q. Contient-elle la même liste de poisons que la nôtre ?

R. Il y a peu de différence.

Par M. Champagne :

Q. La moyenne de mortalité est-elle plus élevée ici qu'en Angleterre ?

R. Je ne puis le dire, mais la moyenne des cas d'empoisonnement est plus élevée en Angleterre qu'en Canada.

Q. De 1870 à 1890, le nombre des pharmaciens a-t-il augmenté ou diminué ?

R. Il a augmenté.

Par M. Roy :

Vous avez parlé du grand nombre d'empoisonnements en pays étrangers ; étaient-ce des suicides ou des accidents.

R. Les deux.

Par M. Champagne :

Q. A quoi ont-ils été attribués ?

R. L'année dernière, il y a eu 200 décès par emploi d'acide carbonique en Angleterre, dont 160 suicides.

Q. Y a-t-il des cas dûs aux pharmaciens ?

R. Des accidents peuvent arriver, mais pas souvent. Le pharmacien prend trop de précautions, et s'il arrive des accidents de la part d'hommes d'expérience, combien plus arriveraient avec des gens sans expérience. Il y a eu des cas dûs à des infirmières dans les hôpitaux et des cas dûs à la personne qui avait fait la prescription. En Angleterre, le cuisinier ou le cocher d'un médecin peut faire ses prescriptions, et c'est pourquoi il y a tant de cas d'empoisonnement.

Par M. Champagne :

Q. Si vous mettez tous les poisons sur la liste, que feriez-vous du vert de Paris. C'est un poison qui est vendu par les épiciers ?

R. Cela vaudrait mieux.

Q. Vous ne voudriez pas qu'un homme fut obligé d'avoir une prescription pour avoir du vert de Paris pour peindre ses fenêtres ?

R. Il peut l'avoir préparé avec l'huile.

Q. Voudriez-vous qu'un cultivateur ait une prescription pour avoir du vert de Paris pour ses mouches à patates.

Je, soussigné, sténographe dûment assermenté, certifie que la déposition ci-dessus est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ARTHUR-G. DOUGHTY,

Sténographe.

S. LACHANCE, de la cité de Montréal, pharmacien, étant dûment assermenté, dépose et dit :

Q. (Par un membre du comité.) Vous êtes pharmacien à Montréal, n'est-ce pas ?

R. Oui.

Q. Depuis grand nombre d'années ?

R. Depuis vingt-cinq ans.

Q. Voulez-vous nous dire quelle différence il y a, entre la vente des remèdes patentés ou supposés patentés, faite par des pharmaciens et cette même vente par des commerçants en général ?

R. A mon avis, il y a une différence énorme : le pharmacien comprend la responsabilité de la vente qu'il va faire à son client et pourra le

mettre en garde contre les dangers qui pourraient survenir par l'abus de ce remède qu'on lui demandera.

Q. Se présente-t-il des cas où on demande des informations, ou qu'est-ce qui arrive lorsqu'une personne se présente chez le pharmacien pour acheter ces remèdes ?

R. Mon expérience personnelle, au moins dans la moitié des ventes que je fais, c'est toujours sur la demande du client si ce qu'il demande lui rendra service. La plupart du temps, la personne a vu la chose annoncée et elle demande : est-ce que ça peut me faire du bien ? Je réponds : allez voir le médecin avant de prendre la préparation, c'est lui qui vous dira ce qu'il faut faire. Elle répond : le médecin, ça coûte cher. On se trouve dans une position délicate, nous préférons insister pour lui dire d'aller voir le médecin, et si la personne insiste pour avoir la drogue, nous la lui vendons en la mettant sur ses gardes.

Q. Comme question de faits, en pratique, est-ce que les personnes qui se présentent chez le pharmacien pour acheter des remèdes patentés ou des drogues en général, posent des questions au pharmacien et qu'elles sont ces questions ?

R. Dans la plupart des cas, le client pose des questions ; c'est pour savoir si le remède est efficace, s'il est bon, s'il peut produire un bon effet.

Q. Expose-t-il la raison pour laquelle il demande ce remède ?

R. C'est pour se renseigner s'ils peuvent le prendre avec avantage pour telle ou telle maladie, ils énumèrent les maladies.

Q. Vous dites que ça se présente dans la moitié des cas ?

R. Au moins, c'est mon expérience.

Q. Avez-vous eu connaissance que des ennuis aient été évités à raison de ces demandes qui sont faites au pharmacien sur ces remèdes ?

R. Bien souvent.

Q. Quel serait l'effet sur la pharmacie, en général, si la loi que l'on propose en amendement était passée ?

R. A mon avis, ce serait la destruction complète de la pharmacie. Si vous limitez le pharmacien à la vente des quelques poisons de la cédule A et des ordonnances des médecins, vous lui enlevez absolument le moyen de gagner sa vie.

Q. Avez-vous entendu les témoignages de M. Morrison, M. Kerry et du docteur Fafard ?

R. Oui, et je corrobore ce qu'ils ont dit, j'ai vu la même chose moi-même.

Q. Vous dites que vous avez entendu les témoignages du docteur Fafard, de M. Kerry et de M. Morrison, corroborez-vous en entier ces témoignages-là, M. Lachance ?

R. Je ferai quelques réserves pour le docteur Fafard, mais je corrobore le témoignage de M. Morrison et celui de M. Kerry. Je fais les mêmes réserves pour le témoignage du docteur Vallée.

Q. (Par M. Brosseau.) Vous avez entendu les témoignages de ces médecins, voulez-vous dire pourquoi vous faites ces réserves ?

R. Quand le docteur Vallée dit que les médecines brevetées ne devraient se vendre que sur prescription du médecin, je ne puis pas corroborer cela.

Q. (Par un membre du comité.) Avant 1890, est-ce que les pharmaciens de Montréal et ailleurs trouvaient moyen de vivre ?

R. Sans doute que oui.

Q. Ils vivaient bien ?

R. Oui.

Q. Vous savez qu'il existait une loi dans le temps permettant la vente des médecines brevetées à tout le monde ?

R. Il ne s'en vendait pas beaucoup.

Q. S'en vend-il plus maintenant qu'en 1890 ?

R. Je ne crois pas.

Q. Vous avez parlé des services considérables que le pharmacien était appelé à rendre au sujet de ces remèdes brevetés en renseignant les clients, vous parlez de ce qui se passe chez vous ?

R. Sans doute.

Q. Vous ne savez pas ce qui se passe chez les autres pharmaciens, vous ne savez pas s'ils sont aussi soigneux que vous ?

R. Non, mais je le suppose.

Q. Vous êtes un fabricant de médecines patentées ?

R. Un peu.

Q. C'est pour cela que vous n'êtes pas de l'opinion du docteur Vallée ?

R. Je suis parfaitement désintéressé.

Q. L'intérêt qu'on peut avoir dans la fabrication peut porter à exagérer, quand on a intérêt à une chose ou à une autre, ça peut influencer l'opinion ?

R. Je n'en sais rien.

Q. (Par M. Brosseau.) Vous êtes président de l'association pharmaceutique ?

R. Je suis premier vice-président.

Q. Bien que n'étant pas dans les autres pharmacies, connaissez-vous comment s'exerce la pharmacie à Montréal ?

R. Je sais comment elle doit s'exercer, et, d'après mon expérience, la pharmacie s'exerce d'une manière régulière.

Q. Et quant aux questions posées par le public qui va acheter dans les pharmacies, n'est-ce pas un fait notoire que ça se fait partout à Montréal ?

R. Ça se fait partout.

Q. (Par un membre du comité.) Vous n'avez pas fait d'enquête régulière pour voir si la pharmacie s'exerçait régulièrement partout ?

R. Non.

Q. De quelle manière y voyez-vous, si vous ne faites pas d'enquête ?

R. Nous sommes tous intéressés à voir à ce que les choses se fassent régulièrement.

Q. (Par M. Cardinal.) C'est vous qui avez conduit cette campagne de la part des pharmaciens ?

R. Noblesse oblige, ma position m'obligeait à travailler dans l'intérêt de notre communauté.

Q. (Par un membre du comité.) Les épiciers de détail qui vendent des drogues s'approvisionnent chez le marchand de gros ?

R. Je présume qu'il les achète là.

Q. Le marchand de gros ne les achète pas du pharmacien ?

R. Il les achète du manufacturier.

Q. Si l'épicier au détail ne vendait pas de médecines patentées, il n'en achèterait pas chez le marchand de gros, le marchand de gros n'en achèterait pas chez le manufacturier, et tout irait chez le pharmacien ?

R. Je crois que c'est concluant.

Q. Quand vous avez parlé des renseignements que vous donnez sur les médicaments patentés vous n'avez donné ces renseignements que sur ce que vous connaissiez par ce qui est sur les bouteilles ?

R. J'en connais davantage.

Q. Vous connaissez la composition de ces médicaments ?

R. Oui.

Q. Vous en faites l'analyse ?

R. Quelques fois, mais aussi nous avons des journaux qui nous renseignent, qui disent telle préparation contient telle et telle chose.

Q. (Par un autre membre du comité.) Ces renseignements que vous avez sur des journaux, le public peut s'y renseigner aussi ?

R. Le public n'est pas à même de se renseigner au moyen de ces journaux, ce sont des journaux spéciaux, des journaux de pharmacie.

Q. (Par un autre membre du comité.) Est-ce que n'importe quel épicier pourrait comprendre les expressions de ces journaux ?

R. Non.

Q. (Par M. Cardinal). Tout le monde sait que le sulfate de cuivre et la couperose, c'est la même chose ?

R. Non, je ne pense pas que vous pourriez en dire la composition vous-même.

Q. (Par un membre du comité). Quand vous dites que vous connaissez la préparation de ces médecines patentées, est-ce que vous prétendez dire que sans analyse vous pouvez dire la quantité des substances qui entrent dans ces médecines patentées ?

R. Je ne peux pas dire la proportion, si j'ai besoin de la savoir je peux en faire l'analyse.

Q. Mais les pharmaciens ne prennent pas toujours la peine d'en faire l'analyse ?

R. Ça arrive que nous en fassions l'analyse ; généralement nous savons que tel remède patenté contient tant de grains de principe actif.

Q. Combien faites-vous d'analyses par année ?

R. Comme question de faits, nous en faisons très peu.

Q. (Par un autre membre du comité). Quand bien même l'épicier vendrait des médicaments patentés ça n'empêcherait pas le client d'aller demander des renseignements au pharmacien.

R. Je ne m'imagine pas qu'il irait acheter chez l'épicier et qu'il irait ensuite consulter le pharmacien.

Q. Si le client sait qu'il y a un danger à prendre ce remède, il ira de préférence l'acheter chez celui qui peut le renseigner ?

R. Je peux vous citer un cas tout récent. La semaine dernière, une dame entre à mon magasin et demande de l'antypérine, elle me demande : l'antypérine à l'once, combien la vendez-vous ? J'ai dit : Madame, pour qui voulez-vous cela ? J'ai supposé que c'était pour un médecin. Elle dit : c'est pour moi. J'ai dit : si c'est pour vous, vous n'en avez pas besoin d'un once, elle dit : on a l'habitude d'en prendre dans la famille. J'ai dit : vous ne devriez pas en prendre sans consulter votre médecin. J'ai discuté la chose avec elle et comme elle était intelligente elle a compris. Elle dit : seulement donnez m'en quelques doses. J'ai dit : je vais vous donner des doses de dix grains, une couple. J'ai vendu deux doses d'antypérine de dix grains à cette dame.

Q. Si elle avait pris les deux doses à la fois, aurait-elle pu s'empoisonner ?

R. Pas avec vingt grains.

Q. (Par M. Cardinal). Ce n'est pas en vertu de la loi de pharmacie que vous donnez des consultations dans ce genre-là ?

R. Je considère qu'il est de mon intérêt, et de l'intérêt public de donner des consultations dans ce genre-là.

Q. (Par un membre du comité). Le projet de loi que nous avons devant nous, en ce moment, est-il plus dangereux que la loi avant 1890 ?

R. Vous ne laissez au pharmacien que la vente de quelques poisons et des prescriptions des médecins, conséquemment. c'est un danger immense pour la santé publique.

Je soussigné, sténographe assermenté, certifie que la déposition ci-haut est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ARTHUR LÉGARÉ,
Sténographe officiel.

JOHN-PATRICK DICKSON, de la cité de Montréal, épicier, étant dûment assermenté, dépose et dit :

Q. (Par M. Brosseau.) Vous êtes épicier, monsieur Dickson, n'est-ce pas ?

R. Oui.

Q. Vous êtes épicier à Montréal, je crois ?

R. Oui.

Q. Vous vous intéressez beaucoup à la passation de la loi qu'on propose en amendement à la loi de pharmacie.

R. Certainement.

Q. Je crois que vous êtes à la tête du mouvement qui vient ici pour faire passer cette loi ?

R. Je suis un des officiers de l'Association des épiciers de Montréal, je ne suis pas à la tête du mouvement, mais comme membre de l'association j'y prends part.

Q. Voulez-vous nous dire, comme épicier, ce que vous connaissez de la composition des drogues, de l'emploi et de la dose des drogues, en général, que vous pourriez vendre en vertu de la loi que vous voulez faire passer maintenant ?

R. Je ne connais que la dose qu'il y a de marquée sur les bouteilles de médecines patentées, je ne connais pas la formule.

Q. Cette réponse s'applique aux drogues brevetées, quant aux drogues ordinaires ? D'abord savez-vous ce que c'est qu'une drogue ordinaire, simple ?

R. De l'eau, c'est une drogue ordinaire et simple.

Q. C'est la meilleure réponse que vous pouvez donner ?

R. Je la donne d'après mon expérience, c'est une drogue ordinaire et simple.

Q. Connaissez-vous quelque chose des drogues ? Savez-vous ce que c'est que l'alcool éthilique ?

R. Je sais que l'alcool à 65 degrés est plus fort que celui que les épiciers vendent à 40 degrés.

Q. Pourriez-vous dire la différence entre l'alcool éthylique ou amylique ?

R. Je ne peux pas vous le dire autrement que par ce que je viens de répondre.

Q. (Par un membre du comité). Pour quel montant de drogues les épiciers vendent-ils par année ?

R. Pour ma part, je n'en vends pas beaucoup, mais parmi mes confrères il y en a qui en vendent beaucoup.

Q. Avez-vous objection à dire pour combien vous en vendez ?

R. Je puis faire un commerce de trois à quatre cents piastres de médecines brevetées, malgré que les drogues, comme la graine de lin, ne soient pas comprises.

Q. (Par M. Cardinal). Vous savez qu'il y a des épiciers qui ont été poursuivis pour vente de remèdes mentionnés dans la cédule A ?

R. Les pharmaciens nous ont laissés faire jusqu'en 1897, alors ils ont commencé à nous faire la guerre, parce que certains épiciers vendaient meilleur marché qu'eux, c'est pour cette raison qu'ils ont commencé à nous faire la guerre, nous avons résolu de nous défendre et c'est pour cette raison que je suis venu ici.

Q. Ce n'est pas dans l'intérêt public qu'on fait cela, c'est parce que M. Boisvert vendait meilleur marché le sirop de madame Winslow ?

R. Je le suppose.

Q. (Par un membre du comité). Avant 1890 est-ce qu'on se plaignait ?

R. Pas plus que maintenant, mais il faut dire que les choses allaient mieux parce que maintenant ça ne va pas bien.

Q. Avant 1890, il existait des pharmaciens et ils trouvaient moyen de vivre ?

R. Ah ! oui. On veut laisser le commerce libre, nous voulons vivre sous les mêmes droits, qu'ils vendent leurs poisons, on n'en veut pas du tout. Que MM. les pharmaciens vendent leurs poisons, qu'ils remplissent les prescriptions des médecins, qu'ils vendent leurs brosses, leurs savons, leurs objets de toilette, qu'ils vendent tel ou tel article, on n'y fait pas d'objections, mais qu'on nous laisse vendre les médecines patentées.

Q. (Par un membre du comité.) Vous achetez les médecines patentées chez les épiciers de gros ?

R. J'en achète des pharmaciens de gros aussi.

Q. Si vous n'achetiez pas des épiciers de gros, le commerce passerait exclusivement entre les mains des pharmaciens de gros et de détail ?

R. Oui, si nous n'avons pas le droit d'en vendre, tout le commerce leur restera. Si la loi qui existe aujourd'hui n'était pas changée, nous

ne pourrons pas en vendre. J'ai ici un de mes confrères, dans l'année 1897, il a été obligé de subir son procès pour avoir vendu du sirop du docteur Coderre, du sirop Winslow, des Carter's liver pills, Ayer's Cherry Pectoral.

Q. Voulez-vous nous dire quelles sont les médecines patentées que vous avez l'habitude de vendre ?

R. Je vends le Pain Killer, le Sirop de gomme d'épinette, le Sirop de Gray, le Sirop de Térébentine du docteur Laviolette, le Baume Rhumal, le Sirop des Sœurs de la Providence.

Q. Vous ne vendez pas de remèdes préparés sur prescriptions, seulement des médecines patentées ?

R. Oui.

Q. C'est ce qui se vend généralement chez l'épicier ce que vous venez d'énumérer ?

R. Oui.

Q. (Par un autre membre du comité.) Est-il à votre connaissance qu'un certain nombre de personnes qui voudraient la liberté du commerce vendent des principes actifs, même ceux mentionnés dans la cédule A ?

R. Non, ce n'est pas à ma connaissance.

Je soussigné, sténographe assermenté, certifie que la déposition ci-haut est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ARTHUR LÉGARE,

Sténographe officiel.

EBENEZER MUIR, de la cité de Montréal, pharmacien et secrétaire de l'Association pharmaceutique de la province et secrétaire du Collège de Pharmacie de Montréal.

Q. Voulez-vous produire le programme des études qu'on fait suivre aux élèves pour leur permettre de pouvoir pratiquer la profession de pharmacien ?

R. Oui, je le produis comme exhibit D2 à cette enquête. Ce livre contient aussi les règlements du bureau d'examineurs de l'Association pharmaceutique.

Je soussigné, sténographe assermenté, certifie que la déposition ci-haut est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ARTHUR LÉGARE,

Sténographe officiel.

TEMOIGNAGES PRODUITS DE LA PART DES PROMOTEURS DU BILL

GÉDÉON BOISVERT, de la cité de Montréal, épicier, étant dûment assermenté dépose et dit :

Q. (Par M. Gouin.) Vous êtes épicier à Montréal ?

R. Oui.

Q. Depuis combien de temps ?

R. Depuis sept ans.

Q. Avez-vous été poursuivi par l'Association pharmaceutique ?

R. En mars 1897, j'ai été poursuivi par l'Association de pharmacie pour avoir vendu le sirop du docteur Coderre, le sirop de madame Winslow, toutes des médecines brevetées.

Q. Vous a-t-on dit pourquoi on vous poursuivait ?

R. Pour avoir enfreint la loi de 1890, qui m'enlève le droit de vendre toutes les médecines brevetées, simples ou composées, en détail, mais on ne m'enlève pas le droit de vendre une douzaine de ces médecines patentées. Par conséquent, j'ai été poursuivi ni plus ni moins, parce que je ne vendais pas assez de ces médecines brevetées.

Q. Est-ce que c'est parce que vous vendiez trop bon marché ?

R. Oui, M. le Vice-Président de l'Association me l'a formellement dit.

Q. M. le Vice-Président, quel est son nom ?

R. M. Lachance, qui a été entendu comme témoin ce matin.

Q. Quel profit faisiez-vous ?

R. Au prix que je vendais mes médecines brevetées, j'avais 25 à 30 pour cent de bénéfices légitimes.

Q. C'est cela qu'on vous disait trop bon marché ?

R. Oui. Maintenant j'ai quelque chose à ajouter. Messieurs les pharmaciens prétendent qu'ils ont besoin de la protection des législateurs parce qu'ils ont besoin de faire un cours de quatre ans, nous, les épiciers, nous avons besoin d'aller aussi au collège. Vous voulez être protégés à cause du collège des pharmaciens, moi, je prétends être protégé la même chose. J'ai fait mon cours commercial à l'Académie Catholique de Montréal, j'ai obtenu un diplôme et j'ai droit à une protection comme la profession médicale. C'est logique, n'est-ce pas ?

Q. Vous vous êtes instruit pour faire un commerçant ?

R. Oui, et je prétends avoir droit de faire, en liberté, le commerce, excepté les poisons.

Q. (Par un membre du comité.) Pourquoi n'auriez-vous pas la liberté de vendre les poisons, pareillement ?

R. Non, parce que je n'ai pas étudié la médecine. Par la loi tel qu'on la demande aujourd'hui, on demande la liberté du commerce excepté les poisons et on dit : mettez dans la cédule A tout ce que vous voudrez.

Q. (Par un autre membre du comité.) Si je comprends bien, vous avez dit tantôt qu'il ne vous était pas défendu de vendre à la douzaine ?

R. Certainement, le danger est enlevé quand je vends douze fois la quantité.

Q. La santé publique n'est affectée que quand vous vendez au détail ?

R. Oui.

Q. Est-ce que vous voudriez que la défense soit faite pour la douzaine comme pour la bouteille ?

R. Non, je veux le commerce libre.

Q. (Par M. Brosseau.) Avez-vous votre conviction en vertu de laquelle vous avez été condamné : je vous vois un papier à la main ?

R. Oui, je l'ai, la sommation.

Q. Produisez-là donc cette sommation ?

R. Je la produis comme exhibit D3 à cette enquête.

Q. Et vous avez été condamné par le magistrat sur cette sommation ?

R. Oui.

Q. C'est la même que celle à laquelle M. Dickson a référé dans son témoignage.

R. Oui, c'est à celle-là qu'il faisait allusion.

Q. (Par un membre du comité.) Vous ont-ils fait payer l'amende et les frais ?

R. Vingt-cinq piastres d'amende et les frais ; même j'ai le reçu ; le voulez-vous ?

Je soussigné, sténographe assermenté, certifie que la déposition ci-haut est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ARTHUR LÉGARÉ,

Sténographe officiel.

TROISIÈME SÉANCE.

Québec, 10 février 1899.

SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE L'HONORABLE J.-E. ROBIDOUX.

PREUVE DE LA PART DES PROMOTEURS DU BILL.

EDOUARD MORIN, de la cité de Québec, médecin, étant dûment assermenté, dépose et dit :

Q. (Par un membre du comité). Vous êtes un médecin pratiquant à Québec ?

R. Oui.

Q. Vous êtes aussi un marchand de drogues en gros ?

R. Je suis pharmacien, j'exerce la profession de pharmacien.

Q. Vous êtes médecin depuis combien d'années ?

R. Depuis vingt ans.

Q. Vous avez pratiqué à Québec ?

R. Je pratique à Québec depuis ce temps.

Q. Vous faites le commerce de pharmacie depuis combien de temps ?

R. Depuis dix-huit ans.

Q. Êtes-vous propriétaires de médecines brevetées ?

R. Oui, j'ai plusieurs médecines brevetées dans le marché.

Q. Voulez-vous dire par qui sont vendues ces médecines brevetées ?

R. Ces médecines sont vendues par des pharmaciens, des épiciers, indifféremment.

Q. Le débit de ces médecines se fait-il plus rapidement par les épiciers que par les pharmaciens ?

R. D'après mon expérience, il se vend plus de médecines brevetées aux épiciers qu'aux pharmaciens, je crois que la consommation est plus considérable par les épiciers que par les pharmaciens.

Q. Croyez-vous qu'il existe quelque danger en laissant les épiciers vendre ces médecines brevetées ?

R. Pour moi, je considère que la vente ne peut constituer aucun danger pour le public, pas plus par l'épicier que par le pharmacien. Je considère que les médecines brevetées ne sont ni plus ni moins qu'une prescription bien faite. Sur la bouteille doit être étiquetée la direction à être suivie par l'acheteur. Je ne vois pas qu'il soit nécessaire d'être professionnel pour débiter cette bouteille. Dans la généralité des cas, l'acheteur vient acheter à la pharmacie ou chez l'épicier cette médecine

soit sur le conseil d'un parent ou d'un ami ou d'une annonce dans les journaux. J'ai constaté moi-même que les gens qui viennent pour acheter une bouteille de médecine brevetée viennent avec l'intention de l'avoir et nulle autre que celle-là. Si on veut les détourner ils ne veulent pas en prendre une autre. Je me base là-dessus pour dire que je ne vois pas qu'il soit nécessaire d'être pharmacien pour vendre au comptoir des bouteilles de médecines brevetées.

Q. En pratique, est-ce qu'il y a une différence entre la vente faite par le pharmacien ou l'épicier, dans la manière de la faire ?

R. D'une manière générale, non ; peut-être qu'un pharmacien peut donner un conseil. Je ne crois pas dans la généralité des cas que ça se fasse.

Q. Je comprends que les réclames faites par les journaux donnent une impulsion pour faire acheter telle médecine brevetée, plutôt que telle autre ?

R. Pour moi c'est tout, c'est mon expérience, c'est ce que je constate tous les jours.

Q. Dans les campagnes il n'y a pas de pharmacie ?

R. Assez rarement, dans les villages importants.

Q. Dans les villes, vous savez que la pharmacie se centralise dans les parties commerciales et que la population ouvrière se répand aux extrémités généralement ?

R. Oui.

Q. Considérez-vous que le fait de laisser exclusivement aux pharmaciens la vente des médecines brevetées pourrait produire pour cette raison un inconvénient, au point de vue de l'intérêt public ?

R. Si on envisage l'intérêt public, je crois que c'est son intérêt que ces médecines soient débitées chez l'épicier, surtout pour le pauvre, c'est lui qui est le plus grand consommateur. Vous prenez les sirops pour la toux pour les enfants, il y en a plusieurs qui sont en usage chez les pauvres, ce sont eux qui en font une grande consommation, en en permettant la vente par l'épicier ça permet au pauvre de se le procurer plus facilement. La plupart des ouvriers vivent à crédit et payent à la semaine, sans le sou, si le père, la mère ou l'enfant est malade pendant la semaine, on pourra avoir ce remède à crédit chez l'épicier. S'ils n'ont pas cette facilité je considère qu'ils sont dans l'impossibilité de se le procurer parce qu'ils ne peuvent pas l'avoir chez le pharmacien où ils n'ont pas de compte ouvert. Je parle au point de vue de l'intérêt public, surtout du pauvre peuple qui consomme ces produits.

Q. Voici une médecine brevetée que je vous présente, voulez-vous me dire quel est le mode qu'il faut adopter pour constater quelles sont les substances vénéneuses qui se trouvent dans cette médecine ?

R. Le seul moyen c'est d'en faire l'analyse, il n'y a pas d'autre moyen. On peut bien se faire une idée, quand vient une médecine nouvelle, par

certaines observations se faire une idée approximative, mais on ne peut jamais s'en faire une idée réelle sans en faire l'analyse.

Q. Dans le projet de loi qui est maintenant soumis à la Législature nous désirons que le règlement fait par l'Association pharmaceutique déclarant qu'une substance est vénéneuse et doit être inscrite dans la cédule A, que tel règlement soit soumis à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, qui pourrait faire analyser la substance par un expert chimiste ; d'un autre côté on paraît vouloir suggérer de soumettre ce règlement à l'approbation du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, tel que ça existait avant la loi de 1890 ; considérez-vous que par le projet actuel, soumettant l'analyse des remèdes brevetés, à un analyste expert il y aurait une sécurité suffisante donnée à la santé publique ?

R. Pour moi, je crois que c'est le moyen le plus sûr et je préférerais par conséquent la proposition qui tend à donner cette analyse à un expert compétent. Quant à la sécurité publique,—je comprends que cette enquête qui se poursuit, c'est au point de vue de la sécurité publique et que ce n'est pas en privant l'un de la vente et en l'accordant à l'autre qu'on peut arriver à donner cette garantie de sécurité publique,—je dis donc que je serais d'opinion qu'il devrait y avoir une commission chargée de faire ces analyses pour connaître la formule de la médecine brevetée qui est mise sur le marché, c'est la seule sûreté qu'on pourrait donner au public, c'est le seul moyen d'avoir la dose donnée par la pharmacopée.

Q. Il faut avoir les instruments requis pour faire ces analyses ?

R. Certainement, il faut être bien outillé.

Q. Le Collège des médecins et chirurgiens a-t-il ces instruments ?

R. Je ne crois pas qu'il les ait.

Q. Ces analyses sont faites par des chimistes ?

R. Oui.

Q. Est-il plus facile de dresser une liste des médecines ou médicaments qui seraient dangereux pour la santé publique que de dresser une liste des substances simples qui sont employées comme médicament ?

R. Si j'avais une suggestion à faire, je suggérerais de faire une liste des substances qui sont dangereuses plutôt que de celles qui n'offrent aucun danger, ce serait plus court.

Q. Vous avez dit que vous étiez fabricant de certaines médecines brevetées ?

R. Oui.

Q. Il a été question d'un sirop du docteur Morin ?

R. C'est une préparation.

Q. Avez-vous entendu parler de cette mort d'un enfant du nom de Marois ?

R. Oui, j'étais à l'enquête.

Q. Quel a été le verdict ?

R. Le verdict a été : mort par asphyxie. J'étais à l'enquête, j'ai entendu les témoignages avec le médecin qui faisait l'enquête.

Q. Quel était ce médecin ?

R. Le médecin de la famille était le docteur Jolicœur, et le médecin d'enquête était le docteur Marois. L'enfant était malade depuis sa naissance, il était âgé d'à peu près quatre mois, et on l'avait traité avec différents sirops, un soir on lui a donné le sirop Morin, suivant la direction, dix gouttes, et le lendemain on a trouvé l'enfant mort. D'après les symptômes donnés par la mère, nous sommes restés sous la conviction que l'enfant était mort de convulsions, il avait de la broue à la bouche et le rapport d'enquête a été fait en conséquence. L'enfant avait l'habitude de prendre des sirops, la mère l'a dit, et je me demandais pourquoi il serait mort, parce qu'il aurait pris dix gouttes de ce sirop-là ? Et à l'appui de ma conviction qu'il serait mort de convulsions, je citerai un cas. A peu près dans le même temps, j'ai été appelé auprès d'un enfant, je lui donne mes soins et après mon départ on le couche, il n'était pas plus mal, quelques minutes après la servante le trouve la figure tournée sur l'oreiller, il était en convulsions, si l'enfant avait été dix minutes de plus dans cette position, on l'aurait trouvé mort, il aurait étouffé. Il y en a qui meurent pour d'autres causes que cela.

Q. Dans les médecines brevetées, la dose approximative des substances médicamenteuses est-elle plus considérable ou moins considérable que celle indiquée par la pharmacopée ?

R. Beaucoup plus minime. La dose d'aucun des médicaments qui entrent dans les médecines brevetées est infiniment plus minime. Nous sommes obligés d'agir ainsi afin d'éviter les accidents, parce que les gens sont plus portés à forcer la dose. Ce sirop calmant qui est sur le tapis, il contient un demi grain de morphine à l'once, un once représente huit cuillerées à thé ; la dose de la pharmacopée est d'un treizième de grain pour un enfant de un à deux mois, et dix à quinze gouttes du sirop dont il est question, ça porterait la dose à un quatre-vingt-seizième de grain comparativement à la dose donnée par la pharmacopée d'un seizième de grain.

Q. (Par M. Cardinal). Vous faites votre commerce avec les marchands de la campagne qui achètent de vous ?

R. Je fais mon commerce avec les pharmaciens, les épiciers.

Q. Vous savez que dans les campagnes, il n'y a pas de pharmaciens ?

R. Généralement, non.

Q. Si les épiciers étaient privés de cette vente, la population serait privée des remèdes les plus usuels ?

R. Serait privée....relativement, oui.

Q. Avez-vous fait breveter aucun remède à Ottawa ?

R. J'ai fait enregistrer là mes marques de commerce, nous ne faisons pas patenter.

Q. Est-ce que vous n'êtes pas obligé d'envoyer les ingrédients qui entrent dans ces médecines ?

R. Non ; nous ne sommes pas obligés à cela.

Q. Etiez-vous ici quand M. Garneau a donné son opinion sur le bill ?

R. Oui, j'étais ici.

Q. Avez-vous entendu dire, par M. Garneau, dans ses remarques que les pharmaciens payaient un pourcentage aux médecins et êtes-vous en état de donner des éclaircissements aux membres du comité à ce sujet.

Il est objecté à cette preuve.

L'objection est maintenue par le président du comité, vu que les promoteurs du bill n'ont pas jugé à propos de faire cette preuve lorsque l'enquête a été faite de la part des pharmaciens.

Q. (Par M. Brosseau). Je comprends que si les épiciers continuent à vendre des remèdes brevetés, le débit sera plus considérable que si cette vente est laissée exclusivement aux pharmaciens ?

R. Ce n'est pas ce que je prétends : je désire que le commerce soit libre pour procurer au public plus de facilité de se procurer ces médecines.

Q. La question que je vous pose est celle-ci ; le débit sera-t-il plus considérable ou moins considérable si le commerce des remèdes brevetés est permis aux commerçants en général, ou s'il est restreint aux pharmaciens seulement ?

R. Au point de vue de la vente, dans les villes, je ne peux pas donner d'opinion, au point de vue de la vente dans les campagnes cela aurait un effet.

Q. Vous avez parlé d'analyse tout à l'heure, ai-je bien compris que vous avez dit que les pharmaciens n'avaient pas les moyens de faire ces analyses ?

R. Du moment qu'ils ont l'outillage nécessaire, ils peuvent les faire.

Q. Vous avez dit aussi que vous étiez d'opinion qu'une commission soit nommée pour examiner les remèdes brevetés avant qu'ils soient lancés sur le marché ?

R. Oui.

Q. Savez-vous que le Collège des médecins et chirurgiens est à faire des démarches à ce sujet ?

R. Oui, ce serait désirable aussi.

Q. Savez-vous qu'une requête signée par quatre cents médecins est produite demandant que le projet de loi actuel reste en suspens jusqu'à ce que la question soit décidée ?

R. Je ne connais pas cela.

Q. Je suppose que vous ne differez pas d'opinion avec le Collège des médecins et chirurgiens ?

R. Quant à la généralité des médecines qui peuvent être vendues soit par les épiciers ou les pharmaciens.

Q. Vous ne répondez pas à la question : s'il est vrai qu'il y ait quatre cents médecins qui ont signé une requête demandant que ce projet de loi maintenant mis devant la Chambre pour amender la loi de pharmacie reste en suspens jusqu'à ce que ce projet de loi ait été examiné par le Collège des médecins, je suppose que vous ne différez pas d'opinion avec eux ?

R. Je ne connais pas, s'il y a une requête et je ne connais pas le sens de la requête.

Q. Oui, c'est pour cela que je vous pose la question d'une manière hypothétique : si tel est le cas, je suppose que votre opinion serait la même que la leur, jusqu'à ce que les médecins et chirurgiens aient établi cette commission et examiné ces remèdes brevetés ?

R. Je ne sais pas si je dirais comme eux pour les remèdes brevetés. Ces médecines se sont vendues telles qu'elles sont sans produire d'accidents très nombreux et quand même on continuerait à en vendre pendant six mois, je ne vois pas que ce serait un danger.

Q. Vous considérez que cette commission est inutile ?

R. Au contraire, je dis que j'appuie beaucoup cette commission, pour moi ce serait une nécessité que toutes les médecines brevetées devraient être soumises à une commission, que la formule en serait donnée de manière à exercer une surveillance sur le fabricant, et ce, avant que la médecine soit livrée au public.

Q. Savez-vous combien il y a de médecines supposées patentées ou qu'on appelle patentées qui sont examinées ?

R. Je n'ai aucune idée.

Q. Pouvez-vous nous donner le nombre des drogues qui se débitent en médecine ?

R. Il me faudrait pour cela une pharmacopée. Toutes drogues se débitent plus ou moins.

Q. Je vous demande si vous le savez le nombre de drogues qui se débitent, dans le public comme médecines ?

R. Je ne m'en suis jamais rendu compte, je n'ai jamais compté le nombre.

Q. Sur quoi vous basez-vous pour dire qu'il serait plus facile de faire une liste des substances qui ne doivent pas se vendre, plutôt que de celles qui doivent se vendre si vous ne connaissez pas plus les unes que les autres ?

R. Ce serait facile de prendre une pharmacopée et de faire une liste des médecines qui contiennent des poisons dangereux, des substances vénéneuses, c'est comme cela que je ferais si j'en étais chargé.

Q. Vous considérez que ce serait facile ?

R. C'est comme cela que je procéderaï si on m'en chargeait avec d'autres.

Q. Combien de pages a la pharmacopée ?

R. Ceci est une question.....

Q. Vous ne pouvez pas me dire cela ?

R. Non. Naturellement, quand je prends un livre pour m'en servir, ce n'est pas pour compter le nombre de pages qu'il y a.

Q. Avez-vous analysé ces remèdes supposés patentés ou que vous appelez patentés ?

R. Jamais, je n'en ai pas éprouvé le besoin.

Q. Sur quoi vous appuyez-vous pour dire que la dose est plus minime que dans la pharmacopée ?

R. J'ai une longue liste de remèdes patentés que je crois basés sur la formule et nous avons des journaux qui nous fournissent des listes de remèdes patentés en donnant la formule ; ce sont des journaux médicaux, et ce qu'ils disent doit être vrai, car ce ne sont pas des journaux politiques.

Q. Faites-vous un commerce considérable dans les campagnes ?

R. Oui, j'y fais une bonne partie de mon commerce.

Q. Est-ce que votre commerce, à vous, consiste surtout en remèdes communément appelés remèdes patentés ?

R. En drogues et remèdes patentés ; je crois vendre, proportion gardée, dans mon commerce autant de drogues que les autres pharmaciens peuvent en vendre et de remèdes patentés également. Enfin, il paraîtra peut-être étrange aux pharmaciens ici présents que je rende le témoignage que je rends, mais je donne mon opinion. Je suis pharmacien moi-même, on m'a appelé ici et on m'a forcé de venir, je donne mon opinion personnelle et je suis sincèrement convaincu que ces médecines brevetées avec l'étiquette portant la dose, que ça ne constitue pas un danger public ; si le législateur voulait empêcher cette vente, ce serait au détriment du public et contre l'intérêt du pauvre.

Q. (Par un membre du comité). Au point de vue pécuniaire ?

R. Oui, et de la facilité de se le procurer.

Q. (Par M. Larue, pharmacien). Considérez vous que les granules de Granier-Lamoureux soient des médecines patentées telles qu'on les considère ici ?

R. C'est plutôt donné comme une pilule.

Q. Auriez-vous le droit de vous servir du nom de Granier-Lamoureux sans une marque de commerce ?

R. Je ne pourrais pas me servir du nom de Granier-Lamoureux, je pourrais prendre la même pilule et la vendre : c'est du proto-iodure de mercure.

Q. Si elles sont brevetées, elles pourraient être vendues par tout le monde et croyez vous qu'il n'y aurait aucun danger pour le public de faire usage de cette préparation ?

R. Si la dose est donnée sur la bouteille, le consommateur devra la prendre en suivant la dose, s'il veut en abuser, il en subira les conséquences ; de même s'il veut abuser de toute autre chose, il sera parfaitement libre, mais il en subira les conséquences.

Q. (Par un membre du comité.) Si une personne veut abuser du vert de Paris, c'est la même chose ?

R. S'il veut abuser de tout ce qu'il prendra chez le pharmacien, c'est la même chose.

Q. (Par M. Larue.) Voici un syphilitique qui a entendu dire que les granules de Granier-Lamoureux sont excellents, il va chez le pharmacien pour en acheter, celui-ci lui dit qu'il peut en faire usage tout en gardant la quantité marquée sur la bouteille, est-ce que ça pourrait être aussi dangereux ?

R. Ceux qui veulent en faire usage et en abuser peuvent aller chez un pharmacien, un jour, le lendemain, ils iront chez un autre, ils peuvent ainsi aller chez tous les pharmaciens ; tous les poisons sont dangereux et une personne peut toujours en abuser, quand elle veut.

Q. Mais celui qui voudrait savoir à quel degré arrêter, où s'informerait-il ?

R. Chez le médecin.

Q. Par conséquent, il faudrait une personne pour dire à cet homme : vous devez arrêter à cette époque, à cette période ?

R. C'est ce que j'entends ; les gens qui ont le moyen de payer devraient aller chez le médecin. Quand je parle de faciliter la vente, c'est pour le pauvre qui n'a pas le moyen de payer.

Q. Il y a les capsules de pyoline, est-ce un remède breveté ?

R. Oui, comme c'est présenté.

Q. Est-ce qu'il y a du danger dans l'emploi de ces capsules ?

R. Ça peut produire l'avortement.

Q. (Par un membre du comité.) On a parlé tantôt de ces pilules de proto-iodure de mercure, tous les pharmaciens auraient-ils la science nécessaire pour avertir un consommateur de ne pas s'en servir trop souvent ?

R. Oui, le pharmacien qui s'y connaît.

Q. Comme question de faits, si son attention n'est pas appelée quelle sera la conséquence ?

R. Si le client ne lui en parle pas, je ne vois pas quelle affaire il a de lui en parler.

Q. On vous a parlé d'un projet des médecins de vérifier toutes les médecines patentées, est-ce un projet ancien ou si on en a parlé que tout dernièrement ?

R. Je ne le connais que depuis peu de temps.

Q. Ce serait un projet qui n'aurait été mis sur le tapis que dernièrement ?

R. Oui.

Q. Considérez-vous ce projet des médecins comme sérieux ?

R. Important, oui.

Q. Est-ce qu'on a réellement l'idée de le mettre à effet ?

R. Je ne le sais pas.

Q. Vous ne savez pas si réellement on pourra le mettre en pratique ?

R. Il serait désirable que ce soit fait.

Q. (Par M. Cardinal.) Vous ne savez pas sous quelles circonstances cette requête a été signée ?

R. Aucunement.

Q. Vous voudriez que chaque remède patenté contiendrait la formule ?

R. Non, je ne voudrais pas que chaque remède breveté contienne la formule, c'est-à-dire que chaque paquet la contienne, mais je voudrais que la formule soit connue. Autrement, si la formule était sur le paquet, la personne qui achète le remède breveté, en la voyant, pourrait aller acheter les mêmes substances et préparer le remède elle-même

Q. La plupart des remèdes patentés contiennent la direction ?

R. Oui, c'est une prescription de médecin sur laquelle on donne la direction pour la prendre.

Q. (Par un membre du comité.) Mais le médecin n'a pas concouru là-dedans ?

R. Il y a plusieurs médecines brevetées préparées par des médecins.

Q. Souvent ça n'a pas été contrôlé par le médecin ?

R. Non.

Q. Vous avez dit que pour ceux qui ont les moyens, ce qu'ils devraient faire, ce serait de s'adresser au médecin, vous trouvez que pour le pauvre il n'y a pas de soin ?

R. Pour le pauvre, pour ceux qui n'ont pas le moyen de payer le médecin, c'est toujours un soulagement et une facilité qui leur sont offerts.

Q. Vous croyez alors qu'ils doivent courir le danger, qu'il est mieux pour eux de courir le danger ?

R. Pour moi, ils ne courent aucun danger avec les médecines patentées ; il y en a qui valent mieux quelquefois qu'une prescription du médecin.

Q. Mais s'ils courent un risque, si vous nous dites qu'il y a danger, car vous avez dit que c'était mieux d'aller chez le médecin : n'avez-vous pas dit que c'était préférable d'aller chez le médecin ?

R. Pour toute personne qui est malade, qui a les moyens d'aller chez le médecin, le consulter, c'est mieux pour elle d'y aller.

Q. Il y a moins de danger ?

R. Le danger, on peut plus ou moins en douter, ça dépend du cas de la maladie.

Q. Celui qui peut juger le cas c'est le médecin ?

R. Les remèdes patentés dont on se sert c'est pour la toux ou comme tonique, ces médecines peuvent se prendre sans danger en général.

Q. Vous savez que les parents de l'enfant Marois se sont plaints que leur enfant avait été empoisonné par une de vos drogues ?

R. Ce n'est pas à eux d'en juger.

Q. Vous avez dit tantôt qu'ils s'étaient plaints de ça ?

R. J'ai dit que la mère avait administré la veille une dose de dix gouttes à l'enfant, j'en tire la conclusion que ça ne pouvait pas occasionner la mort de l'enfant.

Q. On a fait faire une analyse par le docteur Vallée ?

R. C'est le jury qui a demandé cela.

Q. On a constaté qu'il y avait de la morphine dans ce sirop, ce qui est un poison violent ?

R. La généralité des médecines brevetées contient des poisons.

Q. Si cette loi passe, vendrez-vous plus ou moins de remèdes brevetés ?

R. Je crois qu'en en vendra plus, parce que tous les épiciers en vendent, à ma connaissance, maintenant.

Q. Vous prétendez que tous les épiciers violent la loi ?

R. Je le crois.

Q. Vous n'aimeriez pas que les épiciers soient empêchés de vendre ces remèdes, parce que ça restreindrait votre commerce, si la loi actuelle ne passe pas et si les épiciers sont empêchés de vendre les remèdes ça restreint votre commerce ?

R. Il se vendrait moins de médecines patentées.

Q. Votre commerce en souffrirait ?

R. Le mien comme celui des autres fabricants.

Q. Vous avez dit que suivant vous, il devrait y avoir une surveillance pour la fabrication de ces médecines patentées.

R. Oui.

Q. Donc il y a danger ?

R. C'est au point de vue de fournir au public une médecine qui contiendrait la dose précise et qui ne serait pas une cause de danger pour le public.

Q. C'est pour qu'il y ait moins de danger pour le public que vous désirez qu'il y ait une surveillance qui soit exercée, vous voulez cela pour diminuer le danger ?

R. Oui.

Q. Vous avez dit que les gens sont plutôt portés à augmenter la dose qu'à la diminuer ?

R. Oui.

Q. Vous pensez que c'est important que les gens soient mis sur leurs gardes parce qu'ils sont portés à cela ?

R. Les fabricants prévoient les excès qui sont faits par les consommateurs, c'est pour cela qu'ils mettent la dose la plus minime.

Q. Puisque vous avez dit que les gens sont portés à augmenter la dose, n'en concluez-vous pas qu'il serait important que les gens soient avertis de ne pas augmenter la dose ?

R. Dès qu'ils ont la dose indiquée, je ne vois pas qu'elle serait l'importance d'un avertissement donné.

Q. Un bon conseil, pensez-vous que ce serait nuisible ?

R. Je considère que ce n'est pas praticable, que ce n'est pas possible.

Q. Vous considérez que ce n'est pas possible que quelqu'un qui vend une médecine patentée dise un bon mot, donne un bon conseil ?

R. Ça ne se pratique pas.

Q. C'est impossible qu'un pharmacien dise, en vendant une bouteille ; prenez-là de telle manière ?

R. Ce n'est pas toujours praticable. Voici un pharmacien qui a un ou deux commis, il ne peut pas toujours être au comptoir, ordinairement ce sont ses commis qui vendent, ils les renseigne, mais pour donner un conseil, lorsqu'il y a trois ou quatre personnes dans le magasin, pourra-t-il donner un conseil à tout le monde.

Q. Nous dites-vous qu'il est impossible que le pharmacien donne un bon conseil à celui qui achète une médecine patentée ?

R. Je dis que ce n'est pas praticable.

Q. Ça devrait se faire ?

R. Oui, ça devrait se faire ?

Q. Êtes-vous de l'opinion du docteur Fafard sur ce point que l'emploi continu, l'usage de drogues peut être une cause de mort, de débilité, de crétinisme chez un enfant et diminuer son intelligence ?

R. Ceci peut arriver quelquefois, mais je crois que les cas sont bien rares et je considère que c'est loin d'être une raison, comparé à l'avantage

qu'a le pauvre de se procurer ces médecines pour soulager ses enfants malades.

Q. Vous subordonnez tout à l'avantage que peut avoir le pauvre de se procurer ces médecines, vous subordonnez la santé à l'intérêt pécuniaire ?

R. Ces cas arrivent si rarement : supposez qu'il en mourrait un par mille, il y en a neuf cent quatre-vingt-dix-neuf qui auront bénéficié pour avoir eu cette médecine au besoin.

Q. Mais si cet un sur mille était votre enfant ?

R. J'en serais la victime.

Q. Vous y passeriez pareillement ?

R. Il y a bien des choses dans les lois qu'on est obligé de subir.

Q. Pensez-vous que la facilité qu'on donne pour la vente de ces médecines est de nature à augmenter le débit ?

R. Oui.

Q. Dans la liste que vous donneriez, excluriez-vous les médecines qui contiennent un toxique violent ?

R. Pourvu qu'on laisse la direction sur la bouteille, tant pis pour celui qui veut en abuser.

Q. Vous êtes prêt à laisser la vente des poisons pourvu que la direction soit sur la bouteille en ne vous occupant pas de la quantité ?

R. On ne paquette pas une bouteille ou une médecine s'il y a du poison qu'à doses très minimes ; je ne permettrais pas qu'on paquette de la strychnine dans une bouteille et qu'on dise, vous ne pouvez en prendre qu'un centième de grain.

Q. Les petites doses répétées finissent par faire une grosse dose ?

R. Celui qui veut en finir, emploiera aussi bien le revolver, il faudrait donc aussi défendre la vente des revolvers, si vous vouliez être aussi sévère que vous l'êtes pour les médecines patentées.

Q. (Par M. Cardinal). Vous avez parlé des poisons qui entrent dans la préparation des remèdes patentés, vous ne voulez pas dire qu'administrer dans les proportions où ils s'y trouvent ils soient dangereux, à moins qu'on en fasse un abus ?

R. Dans ces proportions, il n'y a pas de danger immédiat.

Q. Même avec une prescription de médecins, n'est-il pas vrai qu'un homme peut se suicider ?

R. Certainement, ceux qui veulent abuser. Encore dernièrement quelqu'un m'a dit qu'il avait une cuillerée à thé comme prescription, qu'il avait trouvé que cela ne lui suffisait pas et qu'il en avait pris deux et même trois.

Q. Ces choses dangereuses comme les revolvers et la poudre, ce serait mieux de les inclure dans la cédule A ? Vous savez comme question

de faits que le port d'armes est restreint dans un but d'intérêt public, la même règle devrait s'appliquer aux poisons ?

R. Aux poisons, mais pas aux remèdes patentés.

Q. (Par M. Morrison, pharmacien). Vous avez dit que ce serait pour le bénéfice des pauvres si la vente des remèdes patentés était libre pour tout le monde ?

R. Oui.

Q. Dans le cas de ce sirop, dont on a parlé, c'était donné à une dose de dix minime ?

R. A un quatre-vingt-seizième de grain.

Q. Vous avez dit aussi que la dose de morphine dans la pharmacopée britannique est d'un seizième de demi grain ?

R. Oui.

Q. C'est-à-dire, est-ce une dose d'un seizième de demi grain pour un adulte ou pour un enfant ?

R. Pour un adulte, au besoin pour moi je ne craindrais pas de donner un seizième, un vingtième à un enfant.

Q. Est-ce que les enfants sont plus sensibles aux effets de l'opium que les adultes ?

R. Ça dépend des sujets, de l'idiosyncrasie, il y en a qui sont réfractaires, c'est le médecin qui juge.

Q. Est-ce que ce n'est pas un fait reconnu par les médecins, et que vous trouvez dans tous les ouvrages de médecin qu'on ne peut donner la morphine qu'en plus petite proportion que les autres médicaments ?

R. Oui.

Q. Est-ce qu'en donnant une dose d'un quatre-vingt-seizième de grain c'était pas trop fort pour l'enfant ?

R. Je me suis basé en disant ce que j'ai dit sur ce qu'avait dit la mère, que l'enfant n'avait pris que dix gouttes et qu'on l'a trouvé mort le lendemain. Les symptômes donnés prouvaient que l'enfant était mort de convulsions.

Q. Quels sont les symptômes de l'empoisonnement par la morphine ?

On objecte à cette question.

L'objection est maintenue par le président du comité.

Q. (Par un membre du comité). Vous avez dit que ce serait une bonne chose pour le pauvre si la vente des remèdes brevetés était un commerce libre à tout le monde, ainsi dans ce cas-ci, le cas de Marois, les gens étaient des gens pauvres ; si ces gens avaient été riches, s'ils avaient employé un médecin à la place d'un épicier et au lieu d'acheter ce remède, pensez-vous qu'il y aurait eu le même résultat ?

R. C'est bien difficile de vous donner une réponse là-dedans.

Q. Quelle aurait été la prescription du médecin, qu'est-ce qu'il aurait ordonné dans ce cas ?

R. C'est ce que nous ignorons. Dans le cas de péritonite, nous donnons de la morphine, nous donnons du chloral ou du bromure.

Q. Vous en donnez suivant la constitution de l'enfant ?

R. Je crois qu'aucun médecin n'aurait donné une dose aussi faible que celle contenue dans mon sirop.

Q. (Par un autre membre du comité.) D'après votre expérience, et ce que vous avez dit des avantages de la vente libre des médicaments brevetés pour les pauvres gens, doit-on comprendre qu'il y a plus d'avantages avec cette vente que de ne pas en avoir du tout ?

R. Pour moi, il est plus avantageux d'avoir à sa portée les médecines dont la famille aurait besoin à un moment donné. Si je donne mon témoignage en ce sens, ce n'est pas par ce que je suis fabricant de médecines. Je suis heureux de vendre mes médecines aux pharmaciens comme aux épiciers. Lorsque je vais offrir mes médecines au marchand, si ça lui fait plaisir il en achète, mais je veux être conséquent, je connais des pharmaciens ici qui fabriquent des médecines, qui vont les offrir aux épiciers et qui sont venus ici pour passer une loi pour poursuivre ces gens-là.

Q. Le danger pour la société n'existerait que quand c'est le voisin qui vend le médicament et non pas le pharmacien ?

R. Oui.

Q. (Par le président du comité). La médecine brevetée, si je vous comprends bien, n'offre pas de dangers ?

R. D'une manière générale, si la médecine est prise suivant la dose si elle est bien faite, elle n'offre aucun danger immédiat, parce que les proportions sont plus minimales que les formules de la pharmacopée.

Q. L'abus, c'est dans le défaut de diagnostique de celui qui prend le remède breveté ?

R. Oui.

R. En un mot, ce sont les médecins qui devraient soigner et prescrire ?

R. Parfaitement.

Je soussigné, sténographe assermenté, certifie que la déposition ci-haut est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ARTHUR LÉGARE,
Sténographe officiel.

M. ALFRED-E. McINTYRE, examiné par M. Hector Champagne,
M. P. P.

Q. Quels sont vos noms et occupations ?

R. Alfred-E. McIntyre, je suis professeur de physique et de chimie au Collège Morrin, chimiste et analyste consultant et bactériologiste.

Q. Avez-vous d'autres titres ?

R. J'ai étudié à Jeno, en Allemagne, j'ai été analyste provincial du Nouveau-Brunswick ; j'ai été expert du gouvernement de la Nouvelle-Ecosse dans des causes d'empoisonnement ; j'ai été conférencier de la Pharmaceutical Society du Nouveau-Brunswick, je suis membre de sociétés de chimie de Londres et d'Allemagne, et, depuis, j'ai suivi un cours à Jeno. J'ai 36 ans, et j'ai étudié 20 ans.

Q. Avez-vous vécu en Angleterre ?

R. Oui et j'y ai étudié.

Q. Quelle est votre opinion au sujet des pharmaciens de Londres ?

R. En les comparant aux pharmaciens de la province de Québec, je les trouve très supérieurs ; leurs études sont bien plus fortes.

Je fais une distinction entre un droguiste et un pharmacien. Un pharmacien est un homme qui a les qualités requises pour être pharmacien, un droguiste qui a les capacités voulues pour en remplir les fonctions mais qui n'est pas reçu pharmacien.

Q. La loi anglaise offre-t-elle plus de garanties que la nôtre.

R. L'acide prussique ne figure pas dans la liste de la loi anglaise, mais on prend de grandes précautions pour qu'on ne l'emploie pas pour se suicider. Mais, en supposant même quelle devrait y figurer, alors il faudrait y inclure les ciseaux, les couteaux, les cordes et à peu près tout, il est donc évident qu'au point de vue de la garantie absolue, il ne peut en être question.

En la comparant avec ce que j'ai vu de la loi que l'on discute et de celle du Nouveau-Brunswick je suis en faveur de la loi anglaise, comme elle est suivie.

Comme elle est suivie, notez le bien. J'ai vu les deux en opération et je préfère la loi anglaise.

Q. En chimie, sont-ils plus forts ?

R. D'après mon expérience, les pharmaciens de la province de Québec ne peuvent pas analyser les substances, parce qu'ils n'ont pas les connaissances, les appareils, ni le temps nécessaires.

J'ai été dans des pharmacies et je les ai vu prendre directement les drogues des paquets. Je les ai vu ouvrir les paquets tels que reçus et se servir des substances sans en constater les propriétés, et je puis dire, par expérience, qu'ils n'ont pas les connaissances voulues.

J'ai acheté moi-même des poisons sans prescription.

J'ai acheté des poisons sans qu'il y ait d'étiquette sur la bouteille indiquant que c'étaient des poisons.

Q. Croyez-vous que cela soit bien.

R. Je ne le crois pas, mais c'est comme cela que l'on fait dans votre pharmacie.

J'ai vu vendre aussi des poisons ne figurant pas sur la liste, sans prescription. Je suis allé moi-même dans un magasin, j'ai demandé de l'acide prussique et on m'en a donné sans dire un mot. Il en a été de même pour du Collis Brown's Chlorodyne.

Q. Avez-vous jamais acheté des remèdes brevetés ?

R. Voici ce qui m'est arrivé. Je suis allé un jour chez un pharmacien, alors que je souffrais de la gorge, et je lui ai demandé un remède spécial. Voici ce qu'il m'a dit : Je vous recommande beaucoup ce mélange pour la toux.—Je lui demandai ce qu'il contenait.—Oh ! un tas de choses, mais c'est excellent pour la gorge.—Je n'en doute pas, répliquai-je, mais vous ne m'avez dit ce qu'il contenait.—Je dis que je n'en avais pas besoin.

Q. Croyez-vous qu'il est plus dangereux de laisser vendre ces drogues par un épicier que par un pharmacien ?

R. Je n'y vois aucune différence. Le pharmacien vend ses articles et prend l'argent, l'épicier prend la drogue de ses rayons, vous la remet, vous donne votre monnaie et vous vous en allez.

Q. Etes-vous d'avis que les épiciers devraient vendre des substances telles que le bi-carbonate de soude, l'huile de castor, la poudre de gingembre, la graine de lin, le borax ?

R. Quant au soda à boulanger, l'huile de castor, la graine de lin et les substances que vous mentionnez, l'épicier pourrait les vendre tout aussi bien que n'importe quel pharmacien qualifié.

Je crois que si un homme essayait de s'empoisonner avec cela, il aurait du mal à y arriver.

Q. D'après vous, y a-t-il, en Angleterre, beaucoup de morts causées par la négligence des pharmaciens ?

R. En ce qui regarde la négligence, je ne crois pas qu'il y en ait plus qu'ici. Je crois qu'il y en a moins. La différence c'est qu'ici on se sert de l'influence. Là-bas, si un pharmacien commet une erreur, il est puni. Ici, il peut se servir de son influence et il s'en sert ; là bas, l'influence ne compte pas.

Par M. Pelletier.—Q. Vous n'avez pas grande opinion de notre influence politique ?

R. L'influence n'a pas autant de poids qu'ici.

Q. Ces substances sont-elles vendues par les épiciers ?

R. Par les épiciers et autres. On a adopté une nouvelle loi, et un remède breveté, contenant du poison, est marqué en conséquence. Les hypophosphites de Fellow sont marqués poison, et je crois qu'il en est de même pour le Collis Brown's Chlorodyne, et ces substances sont vendues par les épiciers et les pharmaciens.

Q. Avez-vous trouvé que la population de la Grande-Bretagne souffre du rachitisme. Avez-vous remarqué que l'on y est scrofuleux par suite de l'usage de médecines brevetées ?

R. Je ne sache pas que telle soit la constitution de la population, mais je n'ai remarqué aucune dégénération résultant de l'usage de remèdes brevetés. En ce qui concerne ma famille, je suis aussi fort que l'était mon père et je crois pas que ma famille ait souffert de l'usage de remèdes brevetés.

Q. Avez-vous remarqué des différences dans la valeur des drogues à Québec ?

R. J'ai acheté les produits chimiques les plus purs et les meilleurs à Québec et j'en ai acheté que l'on ne pouvait pas employer. Ceux que j'ai eus chez M. Livernois étaient supérieurs et beaucoup meilleur marché.

Q. Vous croyez que M. Livernois est mieux qualifié que qui que ce soit pour vendre des produits ?

R. Je ne dis pas cela,

Q. Mais c'est la conclusion ?

R. Je ne tire aucune conclusion de ce que vous dites. J'ai trouvé les produits chimiques de M. Livernois meilleurs et plus purs qu'ailleurs, et j'irai chez lui pour en avoir de bons.

Q. Par l'honorable M. Pelletier.—Alors vous ne croyez pas qu'il soit nécessaire de suivre un cours spécial comme un pharmacien ?

R. Ceci est entièrement différent. Je ne porterai pas une prescription à remplir à M. Livernois, j'irais chez M. Rogers, M. Dubé, M. Roy ou M. Willis, ou l'un des quatre.

Par M. Pelletier.

Q. Combien de temps avez-vous vécu en Angleterre ?

R. Huit ans, en 1870, en 1886 et j'y suis retourné en 1889. Ce fut mon dernier séjour permanent. J'ai étudié d'abord à l'université de Glasgow.

Par M. Champagne.

Q. Voulez-vous dire si les pharmaciens devraient être autorisés à ne vendre les poisons mentionnés dans la liste A, que sur prescriptions de médecins ?

R. Je n'ai pas vu la liste A, et je ne sais ce qu'elle contient.

Je crois qu'il ne faudrait pas tout mettre dans la liste. Si j'avais besoin d'émétique de tartre, je devrais être obligé de m'adresser à un homme qualifié.

Q. Croyez-vous que les pharmaciens et les droguistes peuvent mieux juger des préparations qui sont mises en vente ?

R. Que dois-je comprendre par juger, juger quoi.

Q. Juger de la pureté ?

R. Quand à la composition des remèdes brevetés, je crois qu'un épicier peut en juger tout aussi bien que n'importe qui en tant qu'il s'agit de sa composition.

Q. Vous savez qu'il existe un livre des formules de ces remèdes ? Vous savez qu'il y a des journaux spéciaux, des journaux de pharmacie qui donnent ces formules ?

R. Je les ai aussi, mais j'ignore si les pharmaciens et les épiciers ordinaires les reçoivent. Nous en avons justement un ici. C'est le *Montreal Pharmaceutical Journal*, je ne sais ce qu'il contient.

Quelle est la composition du Eno's fruit salt ?

Quelle est la composition du Collis Brown's Chlorodyne ?

Voici une autre Anti-Kammia.

Voici les formules, mais comment le pharmacien peut-il savoir si elles sont exactes. Un journal dit qu'il contient une chose et l'autre dit le contraire.

Q. Alors vous ne croyez pas qu'il faut se fier aux journaux ?

R. Comment puis-je dire qu'on peut s'y fier.

Prenez les préparations d'Ayer. J'ai vu trois différentes formules, entièrement différentes, et je pourrai vous montrer bien d'autres exemples.

Q. Mais on donne le principe du poison de chacune ?

R. Je n'ai fait que citer un exemple.

Q. Mais il y a du poison dans toutes ?

R. C'est justement la question de savoir s'il y a du poison. Ces analyses sont faites par des pharmaciens et non par des chimistes. Dans ce livre de médecines brevetées, les trois quarts des formules sont faites par des pharmaciens. Hagram, qui en a fait un grand nombre, est un pharmacien. Powers, F. B., aussi. Hoffman également, et je pourrais en citer bien d'autres qui se sont occupés spécialement de ce genre de choses.

Q. Connaissez-vous leurs capacités ?

Je ne connais pas leurs capacités, je disais que ce ne sont pas des chimistes.

Q. Savez-vous que les pharmaciens doivent passer un examen de chimie ?

R. Je viens justement d'ouvrir un journal contenant les questions d'examen. C'est très intéressant. C'est l'examen du mois d'octobre 1898. Je les ai toutes lues et je crois que le mieux à faire est d'en parler le moins possible. Je ne parle que des questions.

Q. (Par l'honorable H. T. Duffy.) Ce sont les questions d'examen de l'association pharmaceutique de la province de Québec que vous avez en mains. Croyez-vous que les questions relatives à la chimie sont de nature à constater que l'étudiant a des connaissances complètes ou au moins suffisantes ?

R. Non, parce que cela est impossible à constater en un seul examen.

(M. McIntyre lit les questions.)

Q. Vous avez dit que les médecines brevetées peuvent être vendues par les épiciers en Angleterre ?

R. Les articles—propriété sont vendues par les épiciers.

Q. Qu'est-ce qu'une médecine brevetée.

R. C'est une médecine enregistrée comme telle.

Q. Je désire être bien compris, M. McIntyre. En Angleterre, est-il nécessaire de déclarer la composition d'une médecine avant d'obtenir un brevet du gouvernement ?

R. Vous voulez dire en donner la formule. Certainement.

Q. Qu'est-ce qu'une médecine brevetée en Angleterre ?

R. C'est, par exemple, le Eno's Fruit Salt.

Q. Je voudrais savoir ce que vous entendez par médecines brevetées et articles-propriétés.

R. Un article-propriété est exactement ce que nous entendons ici par des articles qui appartiennent à quelqu'un mais dont on ne connaît pas la composition. Pour avoir un brevet, pour l'anti-pyrine, par exemple, il faut en déclarer la composition au gouvernement.

Q. N'avez-vous pas dit, M. McIntyre, que les médecines brevetées dans lesquelles il entrait du poison, comme l'opium, par exemple, pourraient être vendues par les épiciers.

R. Je n'ai pas dit cela.

Q. N'est-il pas vrai qu'en Angleterre, aucune médecine brevetée contenant de l'opium ou d'autres poisons semblables, ne peut être vendue que par les pharmaciens ?

R. Pour l'opium, on peut répondre oui et non.

Q. Oui et non. Alors, vous n'en savez rien. Quand une personne dit oui et non, c'est qu'elle n'en sait rien.

N'est-il pas vrai qu'en Angleterre les chimistes et les pharmaciens seuls peuvent vendre des médecines brevetées contenant des poisons figurant dans la cédule de la loi de pharmacie ?

R. Oui, en détail.

Q. (Par M. Cardinal). Quelle est la différence entre une médecine brevetée et un article-propriété ?

R. Une médecine brevetée est brevetée en vertu de la loi des brevets. Un article-propriété est une médecine qui peut être la propriété de Pierre, Paul ou Jacques.

Q. Que veut dire le mot détail. Quelle en est la signification ordinaire ?

R. Voici, je veux acheter du sirop d'hypophosphites de Fellow, en détail ; on ouvre la bouteille et on m'en donne une certaine quantité,

c'est une vente en détail, autrement j'en achèterais une bouteille. Les médecins eux-mêmes prescrivent les hypophosphites de Fellow et cependant ils en ignorent la composition.

Règle générale, on comprend par vente en gros, la vente à la douzaine.

Je soussigné, sténographe, dûment assermenté, certifie que la déposition ci-dessus est la transcription exacte de mes notes sténographiques.

ARTHUR-G. DOUGHTY,

Sténographe.

JOHN-PATRICK DICKSON, de la cité de Montréal, épicier, étant dûment assermenté, dépose et dit :

Q. Vous êtes épicier à Montréal, et un des officiers de l'association des épiciers ?

R. Oui.

Q. Voulez-vous nous dire où les épiciers, généralement, s'approvisionnent de remèdes patentés ?

R. Chez les marchands pharmaciens en gros et les épiciers en gros.

Q. Connaissez-vous les pharmaciens qui s'occupent d'approvisionner les épiciers de détail ?

R. Oui.

Q. L'un est officier de l'Association pharmaceutique ?

R. Je pense que oui.

Q. Ce que vous achetez comme épicier, quelle quantité achetez-vous ?

R. Pour ma part, je n'en fais pas un grand débit, deux ou trois douzaines à la fois, comme l'huile de castor.

Q. Vous achetez en petite quantité ?

R. Si vous appelez une demi grosse une petite quantité, j'appelle une petite quantité une demi douzaine de bouteilles.

Q. Vous renouvelez souvent ?

R. Oui, j'achète tous les mois

Q. Vous-êtes en état d'avoir des remèdes frais ?

R. Oui.

Q. Dans votre opinion est-il dans l'intérêt public que les épiciers vendent des remèdes patentés, pour l'utilité publique est-ce mieux ?

R. C'est mieux. Je vais vous dire pourquoi. La plupart des épiciers de Montréal demeurent au-dessus de leurs magasins et si des fois un individu est malade et s'il a un compte chez son épicier, il n'en a pas toujours chez le pharmacien, il songe à aller où il peut avoir sa marchandise, et à la fin de la semaine, il paye.

Q. Quels sont les remèdes patentés qui se vendent chez les épiciers ?

R. Presque tous les remèdes patentés.

Q. Vendez-vous des vins ?

R. Oui, le vin Mariani, St-Raphaël, St-Michel ; j'ai un permis de vendre avec une licence et les pharmaciens n'en ont pas.

Q. (Par M. Larue). D'après l'amendement qui est proposé à l'acte de pharmacie, il y a deux choses distinctes, les épiciers veulent avoir la vente des remèdes brevetés et de certaines drogues, et ils n'exceptent que les substances de la cédule A ?

R. C'est mon opinion qu'on peut vendre cela dans l'intérêt public, et si dans la loi telle que passée, le bureau des médecins trouve, après en avoir fait faire une analyse, qu'il y a des objets dangereux pour la santé qu'il n'y a pas sur cette cédule, il pourra les faire mettre.

Q. Etes-vous capable de nous dire si vous seriez en état de distinguer le canboodge de la moutarde ?

Il est objecté à cette question.

Objection maintenue par le président du comité

Je, soussigné, sténographe assermenté, certifie que la déposition ci-haut est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ARTHUR LÉGARÉ,

Sténographe officiel.

LOUIS LÉTOURNEAU, de la cité de Québec, épicier, étant dûment assermenté, dépose et dit :

Q. Vous avez entendu le témoignage que M. Dickson vient de rendre ?

R. Oui.

Q. Etes-vous prêt à corroborer tout ce qu'il a dit ?

R. Oui.

Je, soussigné, sténographe assermenté, certifie que la déposition ci-haut est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ARTHUR LÉGARÉ,

Sténographe officiel.

JOHN CANLAN, de Montréal, épicier, étant dûment assermenté, dépose et dit :

Q. Vous êtes président de l'Association des épiciers de Montréal ?

R. Oui.

Q. N'est-il pas vrai que c'est l'opinion générale de tous les épiciers de votre association, au nombre de six cents, que la loi actuelle soit adoptée, et que vous êtes porteur d'une résolution à ce sujet des épiciers de Montréal qui demandent que la loi actuelle soit passée ?

R. Oui.

Q. Vous avez entendu le témoignage de M. Dickson ?

R. Oui.

Q. Le corroborez-vous en entier ?

R. Oui.

Q. (Par un membre du comité). Qu'est-ce qu'a dit M. Dickson ?

R. Je corrobore ce que j'ai entendu, posez-moi des questions et je répondrai. Je ne peux pas répéter tout ce qu'il a dit, j'ai entendu ce qu'il a dit et je le corrobore.

Je, soussigné, sténographe assermenté, certifie que la déposition ci-haut est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ARTHUR LÉGARE,
Sténographe officiel.

CONTRE PREUVE DES ADVERSAIRES AU BILL

S. LACHANCE, de la cité de Montréal, pharmacien, étant dûment assermenté dépose et dit :

Q. (Par M. Brosseau). Vous avez entendu M. Boisvert hier faire une déclaration au sujet d'une conversation qu'il aurait eue avec vous, voulez-vous nous dire si ce qu'il a dit est exact, au sujet de cette conversation ?

R. Je nie emphatiquement ce que M. Boisvert a allégué qu'une poursuite avait été intentée contre lui, parce qu'il vendait des médecines brevetées à prix réduits.

Q. (Par M. Cardinal.) Aviez-vous eu une conversation avec lui, le matin ?

R. J'avais eu une conversation avec lui, M. Boisvert dit que l'Association l'avait poursuivi, j'ai dit que M. Boisvert s'était affiché comme vendant des médecines brevetées, j'ai dit qu'on l'avait poursuivi pour cela, mais je n'ai jamais dit que c'était parce qu'il les vendait à prix réduits.

Je, soussigné, sténographe assermenté, certifie que la déposition ci-haut est la transcription fidèle de mes notes sténographiques.

ARTHUR LÉGARE,
Sténographe officiel.

APPENDICE C

TABLEAU COMPARATIF DES TRAVAUX DE CHAQUE SESSION DEPUIS LA CONFÉDÉRATION (1867)

ANNÉES	OUVERTURE DE LA SESSION	AUTEURS DES ADRESSES	SECONDEURS DES ADRESSES	Budget mis devant la Chambre	Prorogations	Nombre de jours de séances	Nombre de pétitions présentées	BILLS		BILLS DU CONSEIL			Adresses et ordres de la Chambre votés	Réponses aux Adresses et Ordres, et Docu- ments mis devant la Chambre	Nombre de votes	COMITÉS GÉNÉRAUX			COMITÉS SPÉCIAUX	NOMBRE DE RAPPORTS DES COMITES PERMANENTS											AVIS DE MOTIONS AYANT RAPPORT AUX				
								Présentés y com- pris ceux du Conseil	Sanctionnés	Ayant originé au Conseil	Envoyés à la Chambre	Sanctionnés				Sur résolutions	Sur bills	Sur subsides		Privileges et Elections	Législation et lois expirantes	Chemins de fer, etc.	Ordres perma- nents	Bills privés	Comptes publics	Agriculture, Im- migration et Colonisation	Industries	Impressions	Bibliothèque	Bills	Adresses et Ordres	Interpellations	Comités	Divers	TOTAL
1867-68	27 Décembre	'67 Jos.-Adolphe Chapleau.....	Clarence Hamilton.....	14 Février	1868	24 Février	'68 39	309	91	59	7	1	1	23	17	4	6	73	4	6	1	7	20	18	1	2	.....	3	.....	59	27	43	18	21	168
1869	20 Janvier	'69 Sévère Dumoulin.....	James Ross.....	8 Mars	1869	5 Avril	'69 43	453	128	96	12	7	7	29	31	11	8	119	9	15	.....	8	17	23	.....	4	.....	75	18	27	8	18	146		
1869-70	23 Novembre	'69 L. R. Church.....	Le-Jos. Moll.....	14 Décembre	1869	1 Février	'69 38	210	78	63	11	6	6	14	22	15	7	72	2	10	.....	2	9	17	2	.....	5	.....	47	17	20	7	24	115	
1870	3 Novembre	'70 C. F. Roy.....	W. Cantwell.....	29 Novembre	1870	24 Décembre	'70 33	335	83	68	8	7	7	14	24	15	5	88	6	10	1	5	16	18	2	2	4	1	40	15	35	11	35	136	
1871	7 Novembre	'71 H. Gd. Mailhot.....	W.-W. Lynch.....	24 Novembre	1871	24 Décembre	'71 35	363	77	52	10	3	3	21	25	14	7	76	8	5	2	8	13	12	2	.....	1	.....	42	22	18	14	23	119	
1872	7 Novembre	'72 Alex. Chauveau.....	Wm. Sawyer.....	15 Novembre	1872	24 Décembre	'72 35	270	106	83	18	14	11	28	42	25	11	81	7	8	1	14	15	2	2	.....	5	.....	51	30	38	19	25	163	
1873-74	4 Décembre	'73 Pierre Garneau.....	J.-W. McGauvran.....	13 Janvier	1874	23 Janvier	'74 29	280	92	59	3	1	1	26	32	10	4	85	7	7	.....	6	13	15	1	.....	2	.....	44	41	26	6	6	133	
1874-75	3 Décembre	'74 Gd. Larocque.....	Alex. Cameron.....	2 Février	1875	23 Février	'75 42	214	128	101	10	6	4	40	41	16	8	102	6	9	.....	5	17	19	3	.....	2	.....	57	40	38	11	59	205	
1875	4 Novembre	'75 Philippe Landry.....	A.-W. Ogilvie.....	6 Décembre	1875	24 Décembre	'75 38	192	112	83	3	1	0	39	36	19	12	97	6	10	.....	7	17	16	1	.....	3	.....	54	41	41	7	24	167	
1876	10 Novembre	'76 Flavien Dupont.....	And. Kennedy.....	1 Décembre	1876	28 Décembre	'76 35	205	116	82	5	3	2	55	46	6	9	95	7	9	.....	5	16	12	1	.....	4	.....	55	57	33	4	10	164	
1877-78	19 Décembre	'77 J.-Is. Tarte.....	John Thornton.....	31 Janvier	1878	9 Mars	'78 42	234	115	61	7	3	3	32	43	28	5	98	7	5	.....	6	16	15	1	.....	1	.....	57	56	27	5	25	183	
1878	4 Juin	'78 Chs.-A.-Ern. Gagnon.....	H.-A. Nelson.....	18 Juin	1878	20 Juillet	'78 36	57	35	15	0	0	0	76	54	23	3	32	8	5	.....	3	2	3	.....	2	.....	54	72	62	6	18	192		
1879	19 Juin	'79 Ernest Racicot.....	Robert-J. Melke.....	22 Juillet	1879	31 Octobre	'79 56	225	175	87	6	3	3	147	129	62	5	121	8	11	.....	8	13	22	1	.....	1	.....	112	146	103	17	32	420	
1880	28 Mai	'80 Chs.-L. Champagne.....	J.-S.-C. Wurtels.....	16 Juin	1880	24 Juillet	'80 39	241	162	195	8	3	3	93	78	49	12	134	9	13	.....	1	13	18	2	.....	1	.....	94	99	100	6	39	338	
1881	23 Avril	'81 Onésime Gauthier.....	Wm. Sawyer.....	30 Mai	1881	31 Juin	'81 42	842	156	93	0	4	4	63	94	39	4	127	11	10	.....	2	10	13	3	.....	1	.....	80	91	69	11	40	282	
1882	8 Mars	'82 Jean Blanchet.....	Wm. Owens.....	15 Mai	1882	27 Mai	'82 53	394	159	108	10	6	6	79	86	49	14	139	7	11	.....	12	14	16	25	1	.....	4	.....	111	132	73	8	16	340
1883	18 Janvier	'83 P.-E. LeBlanc.....	Félix Carbray.....	16 Février	1883	31 Mars	'83 52	186	133	101	10	4	4	114	87	50	12	143	16	6	.....	1	15	21	25	3	.....	1	.....	72	124	79	9	79	363
1884	27 Mars	'84 N.-H.-E. Faucher de St-Maurice.....	W.-J. Poupore.....	2 Mai	1884	10 Juin	'84 53	89	155	97	4	3	3	101	122	77	11	125	19	12	.....	5	9	13	20	2	.....	3	.....	111	132	73	8	16	340
1885	5 Mars	'85 G.-A. Nantel.....	Wm. Sawyer.....	4 Mars	1885	9 Mai	'85 44	95	127	86	4	3	3	106	108	45	9	107	15	9	.....	5	9	13	20	7	.....	4	.....	85	110	71	7	12	285
1886	8 Avril	'86 J.-N.-A. McConville.....	Elie St-Hilaire.....	7 Mai	1886	21 Juin	'86 51	127	164	101	8	5	5	107	93	82	10	137	19	8	.....	3	9	13	20	7	.....	4	.....	119	128	136	10	18	411
1887	27 Janvier	'87 F.-G.-M. Déchène.....	Owen Murphy.....	12 Avril	1887	18 Mai	'87 41	175	80	13	11	10	10	119	118	30	6	111	11	7	.....	7	9	11	19	1	.....	4	.....	119	128	136	10	18	411
1888	15 Mai	'88 A. Rochon.....	Jos.-H. Legris.....	15 Juin	1888	12 Juillet	'88 41	353	197	132	15	12	12	133	115	38	15	160	13	7	.....	8	13	10	7	.....	1	.....	135	144	151	9	33	472	
1889	9 Janvier	'89 Arthur Boyer.....	T.-B. de Grosbois.....	15 Février	1889	21 Mars	'89 53	429	204	116	23	14	9	195	182	64	12	154	12	4	.....	13	8	10	21	4	.....	6	.....	118	212	252	7	76	655
1890	7 Janvier	'90 Auguste Tessier.....	Joseph Pilon.....	29 Janvier	1890	2 Avril	'90 62	390	199	126	8	7	6	228	237	71	23	170	25	5	.....	6	12	10	19	3	.....	1	.....	101	238	253	25	60	704
1890	4 Novembre	'90 Odilon Desmarais.....	Charles Fitzpatrick.....	23 Novembre	1890	30 Décembre	'90 41	100	184	103	12	8	5	126	125	31	20	122	10	5	.....	10	7	11	16	2	.....	1	.....	109	120	67	8	63	367
1892	26 Avril	'92 Joseph-Mathias Tellier.....	Peter Joseph Cooke.....	3 Mai	1892	24 Juin	'92 42	94	192	115	8	4	4	74	74	29	15	161	16	5	.....	5	10	15	18	1	.....	4	.....	82	80	148	16	55	383
1893	12 Janvier	'93 Joseph-Adelard Descarrie.....	M. F. Hackett.....	26 Janvier	1893	27 Février	'93 35	97	179	101	3	2	0	77	62	36	15	133	18	4	.....	8	9	17	19	2	.....	1	.....	88	82	102	14	78	364
1893-94	9 Novembre	'93 Jérôme-Adolphe Chicoyne.....	James King.....	15 Novembre	1893	8 Janvier	'94 44	86	156	105	7	5	2	115	91	80	21	120	16	5	.....	7	7	12	19	3	.....	2	.....	77	123	84	15	74	373
1894-95	20 Novembre	'94 Félix Carbray.....	Victor Allard.....	28 Novembre	1894	12 Janvier	'95 38	189	158	108	10	8	8	109	72	35	14	125	24	4	.....	9	11	17	2	.....	2	.....	78	112	118	23	70	401	
1895	30 Octobre	'95 Joseph Girard.....	William Greig.....	7 Novembre	1895	21 Décembre	'95 39	78	134	97	4	2	2	114	105	50	11	104	20	.....	7	9	11	17	.....	2	.....	77	123	84	15	74	373		
1896-97	17 Novembre	'96 Edouard Bouffard.....	William J. Simpson.....	13 Novembre	1896	9 Janvier	'97 36	57	150	105	7	4	2	110	96	51	22	107	34	4	.....	6	7	11	18	1	.....	4	.....	75	118	139	19	41	383
1897-98	23 Novembre	'97 Henri-S. Béland.....	C.-J.-S. McCorkill.....	7 Décembre	1897	15 Janvier	'98 37	108	190	109	22	18	17	109	131	41	12	156	24	2	.....	9	9	14	2	.....	1	.....	71	115	213	34	60	483	
1899	12 Janvier	'99 A. Robitaille.....	C. L. Cotton.....	2 Février	1899	10 Mars	'99 45	86	172	109	15	14	12	84	68	50	9	195	17	.....	1	5	13	20	1	.....	3	.....	82	113	94	12	97	398	
																																			404

E.-R. ALLEYN,

Greffier du Journal anglais de l'Assemblée législative,

Québec.

INDEX

DU

TRENTE-TROISIÈME VOLUME

62 VICTORIA, 1899

ABATTOIRS :—

1. Motion de M. Langelier pour correspondance au sujet de l'aide à donner pour l'établissement d'abattoirs dans cette Province, 116.

• ABATTOIRS ET RÉFRIGÉRATEURS :—Rapport du comité d'agriculture au sujet des—, 59.

2. Motion de M. Langelier pour correspondance au sujet d'un octroi pour l'établissement d'abattoirs et de réfrigérateurs, etc., 346.

ABEILLES :—

1. Bill de M. Stephens assurant une plus efficace protection des abeilles, 26. Voir *Bills*, 17.
2. Voir aussi *Votes pris en Chambre*, 1.

ABITTIBI :—Bill de M. Parent concernant le territoire d'Abittibi, de Mistassini et d'Ashuanipi, 25. Voir *Bills*, 3.

ACTE ÉLECTORAL :—

1. Bill de M. Dechêne amendant la loi électorale de Québec, 1895, 86. Voir *Bills*, 19.

ACTE ÉLECTORAL :—*Suite.*

2. Bill de M. Robidoux amendant la loi électorale de 1895, 281.
Voir *Bills*, 27.
3. Bill de M. Marion amendant la loi électorale de Québec, 1895, 86.
Voir *Bills*, 106.

Adresses :

1. Motion de M. Robitaille proposant de présenter une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en réponse au discours du Trône ; son adoption et sa présentation, 19.
2. Message du Lieutenant-Gouverneur concernant l'adresse en réponse au discours du Trône, 60.

AGRICULTURE :—M. Dechêne met devant la Chambre le rapport du Commissaire de l'—de la province de Québec pour 1898, 18.
(*Imprimé*). (*Document No. 3*). Voir *Documents*, *item 3*.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité permanent nommé, 16, 23, 27 ; Premier rapport—nommant M. Garneau, président et demandant que le quorum soit réduit à sept membres,—adopté, 33 ; second, 54 ; troisième (recommandant le sujet des abattoirs et réfrigérateurs), 59 ; Bill renvoyé à ce comité, 47 ; membres ajoutés à ce comité, 39, 45 ; quatrième rapport, 115 ; cinquième, 133 ; sixième, 150.

AJOURNEMENT DE LA CHAMBRE :—Voir *Assemblée législative*.

ALIÉNÉS :—Bill de M. Robidoux concernant l'hôpital protestant pour les aliénés, 166. Voir *Bills*, 20.

ALLEYN :—Petition demandant une loi concernant la vente de certains droits de mine appartenant aux enfants mineurs Alleyn, 32 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 54. Voir *Bills*, 46.

ANGERS, LOUIS :—Motion de M. Roy pour copie de tous documents se rapportant à la cause de Louis Angers, contre les commissaires d'écoles de Saint-Ubalde, 346.

ANGUS :—Voir *East Angus* ; aussi *Bills*, 113.

ANNONCES JUDICIAIRES :—Motion de M. Pelletier pour une liste des journaux dans lesquels ont été publiées les annonces judiciaires, et copie des instructions données à ce sujet, 52 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 112. (*Document No. 38*). Voir *Documents*, *item 5*.

ANSE-DU-CAP :—Copie des rôles de paie des conducteurs de travaux de routes et de ponts de colonisation dans les municipalités de l'Anse-du-Cap de la Malbaie No. 1 et de la Malbaie No. 2, dans le comté de Gaspé, depuis le vingt-cinq de mai 1898 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 349. (*Document No. 83*). Voir *Documents*, item 6.

ANTICOSTI :—Motion de M. Tellier pour tous documents au sujet de l'envoi de la police provinciale à l'Île d'Anticosti, durant l'année 1898, 146 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 206 (*Document No. 55*). Voir *Documents*, item 87.

ARCHITECTES :—

1. Bill amendant la loi constituant en corporation l'Association des—, de la province de Québec. Voir *Bills*, 88.
2. Bill de M. Cardin amendant le Code civil, relativement aux privilèges des architectes, etc. Voir *Bills*, 96.

ARGENTEUIL :—

1. Motion de M. Weir pour tous documents relatifs à un octroi d'argent pour la construction de bâtisses permanentes pour expositions dans le comté d'Argenteuil, 129 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 322. (*Document No. 79*). Voir *Documents*, item 7.
2. Bill du Conseil législatif, légalisant certains enregistrements dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement d'Argenteuil, 91 ; présenté par M. Weir, 91. Voir *Bills*, D.

ARGENTS DE COLONISATION :—Distribution des—, 56.

ARPENTAGES :—Interpellation au sujet des contrats d'—, 98.

ARTHABASKA :—Bill de M. Watts divisant le district judiciaire d'— Voir *Bills*, 128.

ARTHABASKAVILLE :—Hôtel-Dieu de Saint-Joseph :—Etat d'affaires, 29. Voir *Documents*, item 17.

ARTISANS CANADIENS-FRANÇAIS :—Voir *Société des*— 48, 52 : aussi, *Bills*, 52.

ASHUANIPI :—Voir *Abittibi* ; aussi *Bills*, 3.

ASILES D'ALIÉNÉS :—

1. Bill de M. Bourbonnais concernant les—, 34. Voir *Bills*, 81.
2. Bill de M. Robidoux concernant les—, 233. Voir *Bills*, 24.
3. Voir aussi *Votes pris en Chambre*, 2 et 3.

ASILES DE LA PROVINCE :—Nombre des malades dans les—, 199.

ASILE DE LA LONGUE-POINTE :—Voir *Longue-Pointe* ; aussi *Bills*, 26.

Assemblée législative :

1. La Chambre se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur, à la barre du Conseil, à l'ouverture de la session, 1 ; pour la sanction des bills, pendant la session, 259 ; à la clôture de la session, 361.

Réunions et ajournements de la Chambre :

2. Continue à siéger après minuit, 216, 236, 275. En comité, 150.
3. Devant avoir deux séances le même jour, 229. Trois séances, 262
4. Devant siéger le samedi, 151 ; siège le samedi, 305.
5. Séance suspendue pour permettre à un comité spécial de siéger, 108, 136, 218.
6. Ajourne sans que la question soit mise aux voix, 233, 246, 260, 263, 269, 273, 283, 285, 291, 295, 310, etc.
7. Ajourne par respect pour la mémoire du Président de la République française, M. Felix Faure, décédé le 17 février 1899, 186.

ASSISTANT GREFFIER DU CONSEIL LÉGISLATIF :—Bill du Conseil législatif amendant la loi concernant l'—, présenté par M. Marchand, 318. Voir *Bills*. O.

ASSOCIATION DES ARCHITECTES :—Voir *Architectes*.

ASSOCIATION DES BARBIERS :—Pétition demandant une loi la constituant en corporation, 64 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 68. Voir *Bills*, 125.

ASSOCIATION SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTRÉAL :—Pétition demandant des amendements à sa chartre, 32 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 37. Voir *Bills*, 69.

ATLANTIQUE ET LAC SUPÉRIEUR :—Motion de M. Flynn pour documents et correspondances, depuis la dernière session, au sujet du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, 44 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 52. (*Document No. 19*). Voir *Documents item*, 8.

AUDET, M. JOSEPH :—Interpellation relative à—, 228.

AUGER, M. :—Interpellation au sujet de—, 168.

BAIE-SAINT-PAUL :—*Hospice Sainte-Anne* :—Etat d'affaires, 28. Voir *Documents, item 17.*

BANQUE DE MONTRÉAL :—Emprunt temporaire à la—, 45.

BARBIERS :—Voir *Association des—*, aussi *Bills*, 125.

BEATTIE, HARVEY :—Motion de M. Hackett pour copie de tous documents concernant la destitution de Harvey Beattie, etc., 318 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 358. (*Document No. 85*). Voir *Documents, item 9.*

BEAUHARNOIS, PRISON DE :—Interpellation au sujet de la—, 351.

BEULAC DE SAINT-OLIVIER DE GARTHY :—Voir *Wolfe* ; aussi *Bills*, 41.

BEAUMIER, PROSPER-CYPRIEN :—Pétition demandant un bill l'admettant à exercer la profession de chirurgien dentiste, 24 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 32. Voir *Bills*, 50.

BEAUPRÉ VS DESNOYERS ET AL :—Motion de M. Pelletier pour balance du dossier dans la cause No. 2637 de la Cour Supérieure de Montréal (1898) de—, 136 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 218. (*Document No. 62*.) Voir *Documents, item 10.*

BÉDARD, J.-E. :—Interpellation au sujet du Code municipal de—, 129.

BEDFORD, PRISON DE :—Interpellation relative à la—, 345.

BEEMER, ROSS & SCOTT :—Voir *Ross, & Cie.*

BELLECHASSE :—

1. Motion de M. Pelletier pour un état indiquant le nombre de causes entendues devant la Cour de Circuit du comté de Bellechasse depuis 1895, 65 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 103. (*Document No. 33*). Voir *Documents, item 11.*

2. Poursuites intentées à la Cour de Circuit de—, 197.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE :—

1. Comité conjoint de la—; membres nommés par le Conseil, 56 ; membres nommés par l'Assemblée, 45.

2. Rapport du conservateur de la—, 24. (*Imprimé*, 24). Voir *Documents, item 12.*

Bills :

B. Bill (du Conseil législatif)—Loi concernant la police provinciale ; sur motion de l'hon. M. Robidoux, lu la 1^{ère} fois, 91 ; lu la 2^e fois, renvoyé au comité général, considéré, rapporté, lu la 3^e fois et passé, 121 ; sanctionné, 361. (62 Vict., ch. 31).

C. Bill (du Conseil législatif)—Loi amendant l'article 79a des Statuts refondus, 248 ; sur motion de l'hon. M. Robidoux, lu la 1^{ère} fois, 248 ; lu la 2^e fois et renvoyé au comité général, 317 ; considéré en comité général ; le comité se lève sans faire de rapport, 321.

D. Bill (du Conseil législatif)—Loi légalisant certains enregistrements dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement d'Argenteuil ; sur motion de M. Weir, lu la 1^{ère} fois, 91 ; lu la 2^e fois et renvoyé au comité de législation, 99 ; considéré, rapporté, lu la 3^e fois et passé, 105 ; sanctionné, 361. (62 Vict., ch. 10).

E. Bill (du Conseil législatif)—Loi amendant l'article 599 du Code de procédure civile, 90 ; sur motion de M. Robitaille, lu la 1^{ère} fois, 91 ; lu la 2^e fois sur division et renvoyé au comité de législation, 99 ; rapporté amendé, 133 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3^e fois et passé, 142 ; sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 53).

F. Bill (du Conseil législatif) modifiant de nouveau la loi concernant la cour de circuit du district de Montréal ; sur motion de l'hon. M. Robidoux, lu la 1^{ère} fois, 91 ; lu la 2^e fois et renvoyé au comité général ; considéré, amendé, rapporté 102 ; lu la 3^e fois sur division et passé, 121 ; amendement agréé par le Conseil législatif, 203 ; sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 30).

G. Bill (du Conseil législatif)—Loi amendant le Code civil relativement au remplacement des registres de l'état civil perdus ou détruits, 96 ; sur motion de l'hon. M. Robidoux, lu la 1^{ère} fois, 97 ; lu la 2^e fois et renvoyé au comité général, 105 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3^e fois, passé, 114 ; sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 48).

H. Bill amendant la loi relative aux sociétés de prêts et placements, 90 ; sur motion de l'hon. M. Robidoux, lu la 1^{ère} fois, 91 ; lu la 2^e fois et renvoyé au comité général ; considéré, rapporté, 102 ; lu la 3^e fois et passé, 104 ; sanctionné, 259. (62 Vict., ch. 46).

I. Bill (du Conseil législatif)—Loi amendant le Code du notariat, 148 ; sur motion de l'hon. M. Marchand, lu la 1^{ère} et la 2^e fois et renvoyé au comité de législation, 148 ; rapporté, 151 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3^e fois, passé, 196 ; sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 34).

BILLS:—Suite.

J. Bill (du Conseil législatif)—Loi amendant la loi concernant la constitution de la cour supérieure, 200 ; sur motion de l'hon. M. Robidoux, lu la 1ère fois, 200 ; lu la 2e fois sur division et renvoyé au comité général, amendé, rapporté, amendements adoptés, 253 ; bill lu la 3e fois et passé, 279 ; amendements adoptés par le Conseil législatif, 237 ; sanctionné, 261. (62 Vict., ch. 2).

K. Bill (du Conseil législatif)—Loi amendant le Code de procédure civile ; sur motion de l'hon. M. Langelier, lu la 1e fois, 318 ; lu la 2e fois sur division et renvoyé au comité général, 323 ; considéré, rapporté, passé, 328 ; sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 52).

M. Bill (du Conseil législatif)—Loi amendant l'article 26 des Statuts refondus, 260 ; sur motion de M. Robitaille, lu la 1ère fois, 260 ; lu la 2e fois et renvoyé au comité général ; considéré en comité général, rapporté, passé, 297 ; sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 13).

N. Bill (du Conseil législatif)—Loi rendant authentiques les copies notariées de certains documents, 318 ; sur motion de l'hon. M. Marchand, lu la 1ère et la 2e fois, renvoyé au comité général, considéré, rapporté, lu la 3e fois, passé, 318 ; sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 49).

O. Bill (du Conseil législatif)—Loi amendant la loi concernant l'assistant-greffier du Conseil législatif, 318 ; sur motion de l'hon. M. Marchand, lu la 1ère et la 2e fois et renvoyé au comité général, considéré, rapporté, lu la 3e fois et passé, 319 ; sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 14).

P. Bill (du Conseil législatif)—Loi amendant la loi relative à l'amélioration des cours d'eau par les propriétaires riverains, 310 ; sur motion de l'hon. M. Robidoux, lu la 1ère fois, 310 ; motion pour 2e lecture ; amendement pour renvoyer la 2e lecture à 6 mois adopté sur division, 329.

1. Bill relatif à la prestation des serments d'office, (l'hon. M. Marchand)—présenté et lu la 1ère fois *pro forma*, 12.

2. Bill concernant les limites nord-est, nord et nord ouest de certains comtés de la province, (l'hon. M. Parent)—1ère lecture, 25 ; 2ème lecture et renvoyé au comité général, 30 ; considéré, 35 ; rapporté, passé, 38 ; passé par le Conseil législatif, 63 ; sanctionné, 259. (62 Vict., ch. 6).

3. Bill concernant le territoire d'Abittibi, de Mistassini et d'Ashuanipi, (l'hon. M. Parent)—1ère lecture, 25 ; 2ème lecture et renvoyé au comité général, 30 ; considéré, rapporté, passé, 35 ; passé par le Conseil législatif, 58 ; sanctionné, 259. (62 Vict., ch. 5).

BILLS :—*Suite.*

4. Bill concernant la pêche et les pêcheries, (l'hon. M. Parent)—1ère lecture, 132 ; 2ème lecture et renvoyé au comité général, amendé, rapporté, 151 ; amendements adoptés, — ; bill lu la 3ème fois et passé, 188 ; passé par le Conseil législatif, 223 ; bill sanctionné, 259. (62 Vict., ch. 23).

5. Bill amendant la loi concernant la protection des forêts contre les incendies, (l'hon. M. Parent)—1ère lecture, 25 ; 2ème lecture et renvoyé au comité général, 39 ; considéré, rapporté, passé, 41 ; passé par le Conseil législatif, 63 ; sanctionné, 259. (62 Vict., ch. 22).

6. Bill amendant la loi concernant les terres publiques, (l'hon. M. Parent) — 1ère lecture, 25 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité général, 30 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois sur division et passé, 35 ; passé par le Conseil législatif, 58 ; sanctionné, 259. (62 Vict., ch. 20).

7. Bill.—Loi de la chasse de Québec, (l'hon. M. Parent)—1ère lecture, 62 ; 2ème lecture et renvoyé au comité général, 71 ; considéré en comité général, amendé, rapporté ; amendements adoptés, 88 ; bill lu la 3ème fois et passé, 92 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 119 ; amendements lus la 1ère fois, 120 ; lus la 2ème fois et adoptés, 133 ; bill sanctionné, 259. (62 Vict., ch. 24).

8. Bill concernant les enfants immigrants, (l'hon. M. Turgeon)—1ère lecture, 61 ; 2ème lecture et renvoyé au comité général, 71 ; considéré, rapporté, passé, 82 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 127 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 127 ; bill sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 47).

9. Bill.—Loi de l'instruction publique, (l'hon. M. Robidoux)—1ère lecture, 25 ; motion pour 2ème lecture, débat, 35 ; débat repris et ajourné de nouveau, 39 ; débat repris, motion adoptée sur division pour 2ème lecture et bill renvoyé au comité général, 43 ; considéré, et rapporté progrès, 47 ; considéré de nouveau, 49, 53, 57, 59, 63, 67, 82, 133, 166 ; amendé, rapporté, 166 ; motion pour renvoyer de nouveau le bill au comité général, négative, 206 ; autre motion adoptée ; renvoyé au comité général, amendé ; amendements lus la 1ère fois et la seconde fois, 208, bill lu la 3ème fois sur division et passé, 211 ; passé par le Conseil législatif, 304 ; sanctionné 362. (62 Vict., ch. 28).

10. Bill amendant la loi concernant l'inspection des compagnies d'assurance et autres compagnies, (l'hon. M. Robidoux)—1ère lecture, 253 ; 2ème lecture sur division, 280 ; lu la 3ème fois sur division et passé, 284 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 343 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 343 ; bill sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 44).

BILLS :—*Sui'e.*

11. Bill amendant la loi concernant les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables, (l'hon. M. Robidoux)—1ère lecture, 228 ; 2ème lecture et renvoyé au comité général, 254 ; considéré en comité général, amendé, rapporté ; amendements adoptés, 280 ; bill lu la 3ème fois et passé, 284 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 350 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 350 ; bill sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 32).

12. Bill validant certains actes de transport d'immeubles, sujets aux droits imposés par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements, (l'hon. M. Marchand)—1ère lecture, 61 ; 2ème lecture et renvoyé au comité général, considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 66 ; passé par le Conseil législatif, 90 ; sanctionné. 362 (62 Vict., ch. 12).

13. Bill concernant le secrétaire du registraire, (l'hon. M. Robidoux)—1ère lecture, 61 ; 2ème lecture et renvoyé au comité général, considéré, rapporté progrès, 66 ; considéré de nouveau, rapporté, passé, 71 ; passé par le Conseil législatif, 90 ; bill sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 17).

14. Bill relatif au délai prescrit pour compléter les travaux sur certains chemins de fer, ainsi qu'à certaines subventions aux chemins de fer, (l'hon. M. Duffy)—1ère lecture, 291 ; 2ème et 3ème lecture et passé, 309 ; passé par le Conseil législatif, 342 ; bill sanctionné. 362. (62 Vict., ch. 4).

15. Bill amendant l'article 874 du Code de procédure civile, concernant le cautionnement des curateurs aux cessions de biens, (l'hon. M. Stephens)—1ère lecture, 26 ; 2ème lecture et renvoyé au comité de législation, 47 ; rapport, bill rejeté par le comité, 212.

17. Bill assurant une plus efficace protection aux abeilles, (l'hon. M. Stephens)—1ère lecture, 26 ; ordre pour 2ème lecture rescindé, bill renvoyé au comité d'agriculture, 47 ; rapporté, amendé, 133 ; lu la 2ème fois sur division, 232 ; considéré en comité général ; rapporté ; motion pour la réception du rapport, amendement pour renvoyer la réception du rapport à six mois négativé ; rapport reçu, 232 ; motion pour 3ème lecture adoptée après vote ; bill lu la 3ème fois et passé, 289.

18. Bill refondant le Code municipal, (l'hon. M. Stephens)—1ère lecture, 26 ; le comité du Code municipal recommande que ce bill soit traduit et imprimé en français, 240 ; rapport adopté, 351.

19. Bill amendant la loi électorale de Québec, 1895, (l'hon. M. Dechêne)—1ère lecture, 86 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité général, 101 ; considéré, amendé, rapporté ; amendements lus la 1ère fois, 120 ; lus la 2ème fois et bill lu la 3ème fois et passé, 132 ; passé

BILLS:—*Suite.*

par le Conseil législatif avec amendements, 256 ; amendements lus la 1ère fois, 156 ; motion que la Chambre ne concoure pas dans l'amendement, adoptée, 278 ; le Conseil n'insiste pas sur son amendement, 287 ; bill sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 16).

20. Bill concernant l'hôpital protestant pour les aliénés, (l'hon. M. Robidoux)—1ère lecture, 166 ; 2ème lecture, 3ème lecture et passé, 196 ; passé par le Conseil législatif, 223 ; bill sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 3).

21. Bill amendant la loi concernant les compagnies d'assurance, (l'hon. M. Marchand)—1ère lecture, 228 ; 2ème lecture et renvoyé au comité général, 308 ; considéré, rapporté, passé, 310 ; passé par le Conseil législatif, 350 ; bill sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 45).

22. Bill amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture, (l'hon. M. Dechène)—1ère lecture, 2ème lecture et renvoyé au comité général ; considéré, rapporté, passé, 150 ; passé par le Conseil législatif, 223 ; bill sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 55).

23. Bill amendant le Code municipal, (l'hon. M. Dechène)—1ère lecture, 116 ; 2ème lecture et renvoyé au comité général ; considéré, rapporté, passé, 120 ; passé par le Conseil législatif, 223 ; bill sanctionné, 362. (62 Vict., c. 26).

24. Bill amendant la loi concernant les asiles d'aliénés, (l'hon. M. Robidoux)—1ère lecture, 233 ; 2ème lecture sur division, 279 ; ordre pour 2ème lecture rescindé, bill renvoyé au comité général, considéré, rapporté, 284 ; amendement à la motion pour 3ème lecture, bill lu la 3ème fois et passé, 292 ; passé par le Conseil législatif, 342 ; bill sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 33).

25. Bill amendant la loi des licences de Québec, (l'hon. M. Marchand) 1ère lecture, 326 ; 2ème lecture et renvoyé au comité général, considéré, rapporté, passé, 337 ; passé par le Conseil législatif, 350 ; bill sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 19).

26. Bill concernant l'asile de la Longue-Pointe, (l'hon. M. Robidoux). —1ère lecture, 243 ; 2ème lecture et 3ème lecture et passé, 254 ; passé par le Conseil législatif, 277 ; sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 2).

27. Bill amendant la loi électorale de 1895 (l'hon. M. Robidoux)—1ère lecture, 281 ; 2ème lecture et renvoyé au comité général, considéré en comité général, rapporté, 311 ; lu la 3ème fois sur division et passé, 321 ; passé par le Conseil législatif, 341 ; sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 15).

BILLS :—*Suite.*

28. Bill modifiant la loi concernant les chemins de fer, relativement au paiement de certaines dettes de construction et à la vente de ces chemins, en certains cas, (l'hon. M. Duffy)—1^{ère} lecture, 319 ; 2^{ème} lecture sur division et renvoyé au comité général, 321 ; considéré, amendé, rapporté ; amendements adoptés,—bill lu la 3^{ème} fois sur division et passé, 327. Passé par le Conseil législatif, 343 ; bill sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 43).

29. Bill validant certains transports de biens des successions sujettes aux droits imposés par l'article 1119*b* des Statuts refondus ; (l'hon. M. Marchand) — 1^{ère} lecture, 116 ; 2^{ème} lecture et renvoyé au comité général ; considéré, rapporté et passé, 308 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 343 ; amendements lus la 1^{ère} et la 2^{ème} fois et adoptés, 343 ; bill sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 11).

30. Bill amendant la loi concernant les terres publiques ; (l'hon. M. Parent) — 1^{ère} lecture, 284 ; 2^{ème} lecture, 284 et renvoyé au comité général ; considéré en comité général, rapporté, passé, 302 ; passé par le Conseil législatif, 343 ; sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 21).

31. Bill constituant en corporation la Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Cœur de Jésus, dans le diocèse de Chicoutimi, (M. Petit)—1^{ère} lecture, 85 ; 2^{ème} lecture et renvoyé au comité des bills privés, 94 ; rapporté amendé, 134 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 144 ; passé par le Conseil législatif, 236 ; honoraire remis, 239 ; bill sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 95).

32. Bill érigeant la paroisse de St-Elie d'Orford dans le comté de Sherbrooke, en une municipalité distincte et séparée, (M. Panneton)—1^{ère} lecture, 49 ; 2^{ème} lecture et renvoyé au comité des bills privés, 53 ; rapporté amendé, 72 ; considéré en comité général, rapporté ; lu la 3^{ème} fois et passé, 97 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 167 ; amendements lus la 1^{ère} et la 2^{ème} fois et adoptés, 167 ; bill sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 9).

33. Bill amendant les lois concernant la corporation de la cité de Québec, (M. Robitaille)—1^{ère} lecture, 34 ; 2^{ème} lecture et renvoyé au comité des bills privés, 43 ; rapporté amendé, 54 ; considéré en comité général, amendé, rapporté ; lu la 3^{ème} fois et passé, 62 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 119 ; amendements lus la 1^{ère} fois, 120 ; lus la 2^{ème} fois et adoptés, 128 ; bill sanctionné, 363. (62 Vict., ch. 57).

34. Bill constituant en corporation l'Union des mouleurs, de Montréal, (M. Gouin)—1^{ère} lecture, 37 ; 2^{ème} lecture et renvoyé au comité des bills privés, 62 ; rapporté amendé, 72 ; considéré en comité général, rapporté ; lu la 3^{ème} fois et passé, 88 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 223 ; amendements lus la 1^{ère} et la 2^{ème} fois et adoptés, 224 ; bill sanctionné, 363. (62 Vict., ch. 89).

BILLS:—Suite.

35. Bill amendant la charte de la *Stadacona Water, Light and Power Company*, (M. de Grosbois)—1ère lecture, 38 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 43 ; rapporté amendé, 85 ; bill retiré, 94.

36. Bill modifiant la charte de la cité de St-Henri, (M. Décarie)—1ère lecture, 37 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 62 ; rapporté amendé, 95 ; motion LeBlanc pour renvoyer de nouveau le bill au comité des bills privés ; objecté par M. Duplessis, M. l'Orateur réserve sa décision, 96 ; renvoie la question d'ordre, 107 ; motion LeBlanc négativée, 111 ; bill considéré en comité général ; rapporté progrès, 135 ; considéré de nouveau ; rapporté, passé, 148 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 245 ; amendements lus la 1ère fois et la 2ème fois et adoptés, 248 ; bill sanctionné, 363. (62 Vict., ch. 61).

37. Bill modifiant la charte de la cité de Sherbrooke (55-56 Vict., ch. 51)—(M. Panneton)—1ère lecture, 38 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 62 ; rapporté amendé, 95 ; ordre pour comité général, rescindé ; bill renvoyé denouveau au comité des bills privés, 133 ; rapporté amendé, 218 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 235 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 304 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 305 ; bill sanctionné, 363. (62 Vict., ch. 62).

38. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Henri Laurier au nombre de ses membres, après examen, (M. Gouin)—1ère lecture, 34 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 53 ; rapporté amendé, 67 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 88 ; passé par le Conseil législatif ; honoraire remis, 315 ; bill sanctionné, 363. (62 Vict., ch. 108).

39. Bill autorisant et ratifiant le règlement No 136 des règlements de la ville de Salaberry de Valleyfield, accordant une commutation de taxes à la compagnie dite *The Montreal Cotton Co*, (M. Plante)—1ère lecture, 60 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 89 ; rapporté, 218 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 235 ; passé par le Conseil législatif, 304 ; sanctionné, 363. (62 Vict., ch. 69).

40. Bill autorisant la chambre des notaires de la province de Québec à admettre Léon Trudeau, à la pratique du notariat, après examen, (l'hon. M. Hackett)—1ère lecture, 39 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 111 ; rapporté amendé, 137 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 168 ; passé par le Conseil législatif, 236 ; sanctionné, 363. (62 Vict., ch. 109).

BILLS:—Suite.

41. Bill transférant de Saint-Joseph de Ham-Sud au village de Beaulac de Saint-Olivier de Garthby, le chef lieu du comté de Wolfe, (M. Smith)—1ère lecture, 61 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 83 ; rapporté amendé, 144 ; considéré en comité général, rapporté progrès, 202 ; considéré de nouveau, question d'ordre, décision du président du comité soutenue par vote de la chambre, 214 ; amendé, rapporté, 215 ; amendements lus la 1ère fois, 226 ; lus la 2ème fois et adoptés, 236 ; motion pour 3ème lecture, amendement pour renvoyer de nouveau le bill au comité général négativé ; bill lu la 3ème fois et passé, 236 ; honoraire remis, vu que ce bill a été rejeté par par le Conseil législatif, 350.

42. Bill concernant la reconstruction de l'église de la paroisse de St-Jean-Baptiste de Montréal et le paiement de la dite reconstruction, (M. Décarie)—1ère lecture, 61 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 65 ; rapporté, 112 ; motion pour comité général ; amendement LeBlanc, perdu sur division ; considéré en comité, amendé, rapporté, 149 ; lu la 3ème fois et passé, 200 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 277 ; amendements lus la 1ère fois, 278 ; lus la 2ème fois et adoptés, 302 ; bill sanctionné, 363. (62 Vict., ch. 92).

43. Bill définissant et amplifiant les pouvoirs de la *Montréal Loan and Investment Company*, (M. Bickerdike)—1ère lecture, 69 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 83 ; rapporté, 103 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 110 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 237 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 237 ; bill sanctionné, 363. (62 Vict., ch. 84).

44. Bill déclarant définitive la possession par Antoine-Philippe-Eugène Panet des immeubles légués à Joseph-Félix Panet par f u Félix Lussier et Angélique Deschamps, (M. Robitaille)—1ère lecture, 44 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 65 ; rapporté amendé, 95 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 106 ; passé par le Conseil législatif, 167 ; sanctionné, 363. (62 Vict., ch. 104).

45. Bill constituant en corporation la ville de Windsorville, (M. de Grosbois)—1ère lecture, 37 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 83 ; rapporté amendé, 115 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 123 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 237 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 237 ; bill sanctionné, 363. (62 Vict., ch. 68).

46. Bill concernant la vente de certains droits de mine appartenant aux enfants mineurs Alleyn, (M. Béland)—1ère lecture, 55 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 62 ; rapporté amendé, 95 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 118 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 223 ; amendements lus la 1ère fois, 224 ; lus la 2ème fois et adoptés, 234 ; bill sanctionné, 363. (62 Vict., ch. 99).

BILLS:—Suite.

47. Bill amendant la loi 56 Victoria, chapitre 78, constituant en corporation la *Lake Megantic Pulp Company*, (M. Béland)—1ère lecture, 73; le nom de M. Chauret est substitué à celui de M. Béland, 89; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 89; rapporté amendé, 108, considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements adoptés; bill lu la 3ème fois et passé, 128; passé par le Conseil législatif avec amendements, 248; amendements lus la 1ère et lus la 2ème fois et adoptés, 248; bill sanctionné, 363. (62 Vict., ch. 82).

48. Bill amendant la loi constituant en corporation la ville de Victoriaville, (M. Watts)—1ère lecture, 73; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 94, rapporté amendé, 134; considéré en comité général, rapporté, bill lu la 3ème fois et passé, 141; passé par le Conseil législatif avec amendements, 263; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 263; bill sanctionné, 363. (62 Vict., ch. 66).

49. Bill relatif au village de Verdun, (M. Gouin)—1ère lecture, 41; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 62; rapporté amendé, 134; considéré en comité général, rapporté progrès, 149; considéré de nouveau, amendé, rapporté, amendements lus la 1ère fois, 234; lus la seconde fois et adoptés; bill renvoyé de nouveau à un comité général, considéré, amendé, rapporté; amendements adoptés, 246; bill lu la 3ème fois et passé, 270; passé par le Conseil législatif avec amendements, 341; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 341; bill sanctionné, 363. (62 Vict., ch. 71).

50. Bill autorisant Prosper-Cyprien Beaumier à exercer la profession de chirurgien-dentiste, dans la province de Québec, après examen, (M. Robitaille)—1ère lecture, 34; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 45; rapporté, 60; considéré en comité général, amendé, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 65; passé par le Conseil législatif avec amendements, 119; amendements lus la 1ère fois, 120; lus la 2ème fois et adoptés, 128; honoraire remis, 346; bill sanctionné, 363. (62 Vict., ch. 110).

51. Bill constituant en corporation la ville de Viauville, (M. Décarie)—1ère lecture, 40; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 62; permission est demandée de retirer ce bill, 95; retiré du consentement de la Chambre, 103; honoraire remis; pétition en faveur de ce bill, 59.

52. Bill amendant et refondant la charte de la Société des artisans canadiens-français de la cité de Montréal, (M. Gouin)—1ère lecture, 60; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 71; rapporté amendé, 112; considéré en comité général, rapporté progrès, 128; considéré de nouveau, amendé, rapporté; amendements adoptés; bill lu la 3ème fois et passé, 141; passé par le Conseil législatif avec amendements, 248; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 248; honoraire remis, 286; bill sanctionné, 259. (62 Vict., ch. 94.)

BILLS :—*Suite.*

53. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Léopold Guérin au nombre de ses membres, après examen. (M. Lacombe)—1ère lecture, 41 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 53 ; rapporté amendé, 72 ; considéré en comité général, rapporté ; lu la 3ème fois et passé, 89 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 167 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 167 ; honoraire remis, 345 ; bill sanctionné, 363. (62 Vict., ch. 106).

54. Bill refondant la loi constituant en corporation la Fraternité du tiers ordre de Saint-François d'Assise de Montréal, (M. Gouin)—1ère lecture, 68 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 83 ; rapporté, 103 ; considéré en comité général, rapporté ; lu la 3ème fois et passé, 109 ; passé par le Conseil législatif, 223 ; honoraire remis, 221 ; bill sanctionné, 363. (62 Vict., ch. 96).

55. Bill amendant la loi constituant en corporation les Syndics Apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance, (M. Gouin)—1ère lecture, 68 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 83 ; rapporté, 103 ; considéré en comité général, rapporté et passé, 109 ; passé par le Conseil législatif, 223 ; honoraire remis, 221 ; bill sanctionné, 363. (62 Vict., ch. 97).

56. Bill amendant la loi concernant les Commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de Westmount et les taxes scolaires dans la dite ville, (M. Décarie)—1ère lecture, 43 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 65 ; rapporté amendé, 151 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 202 ; passé par le Conseil législatif, 277 ; sanctionné, 362. (62 Vict., ch. 72).

57. Bill autorisant les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Henri dans le comté d'Hochelaga, à émettre des obligations, (M. Gouin)—1ère lecture, 34 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 58 ; rapporté, 67 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 83 ; passé par le Conseil législatif, 127 ; honoraire remis, 342 ; sanctionné, 363. (62 Vict., ch. 73).

58. Bill amendant la loi 58 Vict., ch. 64, constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Chateauguay et Nord, (M. Gouin)—1ère lecture, 51 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 58 ; rapporté, 102 ; considéré en comité général, amendé, rapporté ; amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 109 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 237 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 237 ; bill sanctionné, 363. (62 Vict., ch. 75).

BILLS:—Suite.

59. Bill revisant et refondant la charte de la cité de Montréal, (M. Rainville)—1ère lecture, 51 ; 2e lecture et renvoyé à un comité spécial, 62 ; premier rapport, 72 ; membres ajoutés à ce comité, 115 ; bills renvoyés à ce comité, 115 ; séance suspendue pour permettre au comité de siéger, 136 ; permission de siéger, 144, 211 ; rapporté amendé, 277 ; considéré en comité général, rapporté progrès, 260, 261 ; amendé, rapporté, amendements adoptés ; divers amendements pour renvoyer de nouveau le bill au comité général, négatifs, 264 ; autre amendement pour le même objet adopté ; bill renvoyé au comité général, amendé, rapporté ; bill lu la 3ème fois et passé, 268 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 354 ; amendements lus la 1ère fois, 354 ; amendés et lus la 2ème fois 355 ; amendements adoptés par le Conseil législatif, 358 ; bill sanctionné, 363. (62 Vict., ch. 58).

60. Bill constituant en corporation le *Loyola College*, (l'hon. M. Guerin)—1ère lecture, 85 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 94 ; rapporté amendé, 151 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 199 ; passé par le Conseil législatif, 237 ; honoraire remis, 331 ; bill sanctionné, 364. (62 Vict., ch. 78).

61. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Jean-Alfred-Siméon Lapointe au nombre de ses membrs, après examen, (M. Robitaille)—1ère lecture, 44 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 50 ; rapporté, 212 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 226 ; passé par le Conseil législatif, 277 ; honoraire remis, 346 ; bill sanctionné, 364. (62 Vict., ch. 107).

62. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1899 et le 30 juin 1900 et pour d'autres fins du service public, (l'hon. M. Marchand)—1ère lecture, 349 ; 2ème et 3ème lectures et passé, 353 ; passé par le Conseil législatif, 358 ; sanctionné, 365. (62 Victoria, ch. 1).

63. Bill constituant en corporation la *Provincial Trust and Agency Company*, (M. Carbray)—1ère lecture, 49 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 71 ; rapporté amendé, 134 ; considéré en comité général, rapporté progrès ; renvoyé au comité de législation, 141 ; rapporté amendé, 220 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 235 ; passé par le Conseil législatif, 304 ; sanctionné, 363. (62 Vict., ch. 85).

64. Bill amendant la loi 60 Victoria, chapitre 95, concernant la succession de feu Amable Prévost, (M. Gouin)—1ère lecture, 86 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 94 ; rapporté amendé, 134 ; motion pour comité général ; amendement pour renvoyer de nouveau le bill au comité des bills privés, amendement adopté, 202 ; rapporté, préambule non prouvé, 219 ; motion Gouin pour renvoyer de nouveau ce bill au

BILLS :—*Suite.*

comité des bills privés, négativee, 219 ; motion pour comité général, 247 ; amendement Langelier pour renvoyer le comité général à six mois, adopté, 247 ; honoraire remis, 286.

65. Bill refondant les lois organiques de la corporation de la ville de Farnham, (M. Cotton)—1ère lecture, 73 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 94 ; rapporté amendé, 100 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 214 ; passe par le Conseil législatif avec amendements, 343 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 343 ; bill sanctionné, 364. (62 Vict., ch. 65).

66. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Henri Bourassa au nombre de ses membres, (M. Major)—1ère lecture, 34 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 53 ; rapporté, 67 ; considéré en comité général, rapporté progrès, 97 ; considéré de nouveau, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 106 ; passé par le Conseil législatif, 167 ; honoraire remis, 351 ; bill sanctionné, 364. (62 Vict., ch. 105).

67. Bill concernant la division d'enregistrement du comté de Labelle, (M. Major)—1ère lecture, 34 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 71 ; rapporté, 102 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 121 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 224 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 224 ; honoraire remis, 352 ; bill sanctionné, 364. (62 Vict., ch. 7).

68. Bill concernant l'émission d'obligations par la *Merchant's Cotton Company*, (M. Bickerdike)—1ère lecture, 69 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 83 ; rapporté, 103 ; considéré en comité général, rapporté passé, 110 ; passé par le Conseil législatif, 223 ; sanctionné, 364 (62 Vict., ch. 83).

69. Bill amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, (M. Gouin)—1ère lecture, 60 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 94 ; rapporté, 103 ; considéré en comité général, rapporté ; lu la 3ème fois et passé, 110 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 237 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 237 ; honoraire remis, 286 ; bill sanctionné, 364. (62 Vict., ch. 93).

70. Bill concernant la succession de Noël Leduc, (M. Gouin)—1ère lecture, 64 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 71 ; rapporté amendé, 112 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois sur division et passé, 135 ; passé par le Conseil législatif, 343 ; sanctionné, 364. (62 Vict., ch., 102).

BILLS :—*Suite.*

71. Bill modifiant les lois relatives à la *Montreal Street Railway Company*, (M. Rainville)—1ère lecture, 41 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 89 ; rapporté amendé, et réimpression ordonnée, 246 ; considérée en comité général, rapporté progrès, 275 ; de nouveau considéré, amendé, rapporté, amendements lus la 2ème fois, 356 ; divers amendements pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négatifs, 311 à 318 ; bill lu la 3ème fois et passé, 327 ; passé par le Conseil législatif avec amendement, 352 ; amendements lus la 1ère fois, 352 ; lus la 2ème fois et adoptés, 352 ; bill sanctionné, 364. (62 Vict., ch. 77).

72. Bill refondant les lois relatives à la compagnie de l'Hôtel Windsor, de Montréal. (M. Bickerdike)—1ère lecture, 41 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 53 ; rapporté amendé, 67 ; considéré en comité général, rapporté progrès, 83 ; considéré de nouveau, rapporté, bill lu la 3ème fois et passé, 83 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 121 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 121 ; bill sanctionné, 364. (62 Vict., ch., 87).

73. Bill amendant la loi constituant en corporation la *Montreal protestant House of industry and refuge*, (l'hon M. Atwater)—1ère lecture, 55 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 94 ; rapporté 95, considéré en comité général, rapporté ; lu la 3ème fois et passé, 109 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 223 ; amendements lus la 1ère fois, 224 ; lus la 2ème fois et adoptés, 234 ; honoraire remis, 286 ; bill sanctionné, 364. (62 Vict., ch. 98).

74. Bill amendant les lois concernant la ville de Lachine, (M. Chauret)—1ère lecture, 70 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 94 ; rapporté amendé, 137 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 201 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 277 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 278 ; bill sanctionné, 364. (62 Vict., ch. 64).

75. Bill constituant en corporation le *Builders' Exchange*, (M. Bickerdike)—1ère lecture, 48 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 53 ; rapporté, 108 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 110 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 223 ; amendements lus la 1ère fois, 224 ; lus la 2ème fois et adoptés, 234 ; bill sanctionné, 364. (62 Vict., ch. 88).

76. Bill amendant la charte de la cité de Montréal, en particulier la loi 59 Victoria, chapitre 49, (M. Decarie)—1ère lecture, 60 ; 2ème lecture et renvoyé au comité spécial du bill de la cité de Montréal, 89 ; rapporté amendé, 228 ; considéré en comité général, rapporté, préambule rejeté, par le comité général, 272 ; motion pour réinscription sur l'ordre

BILLS :—*Suite.*

du jour adoptée, 303 ; considéré en comité général ; rapporté, 306 ; motion pour 3ème lecture ; amendement pour renvoyer la 3ème lecture à six mois, négativé 322 ; bill lu la 3ème fois et passé, 323 ; honoraire remis, 353.

77. Bill concernant la succession de Dame Anne Kelly, (M. Cardin)—1ère lecture, 50 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 58 ; rapporté amendé, 137 ; considéré en comité général, rapporté ; lu la 3ème fois et passé, 147 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 353 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 353 ; honoraire remis, 355 ; bill sanctionné, 364. (62 Vict., ch. 100).

78. Bill détachant certaines parties de la municipalité de la corporation du village de Verdun pour l'annexer à la municipalité de la paroisse de la Côte-Saint-Paul, (M. Décarie)—1ère lecture, 69 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 83 ; rapport que le préambule n'est pas prouvé, 151 ; honoraire remis, 342.

79. Bill ratifiant et confirmant un certain règlement de la ville de Magog, (M. Hackett)—1ère lecture, 70 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 83 ; rapporté, 116 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 123 ; passé par le Conseil législatif, 223 ; sanctionné, 364. (62 Vict., ch. 70).

80. Bill concernant la succession de Jean Guillet dit Tourangeau, (M. Robitaille)—1ère lecture, 61 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 58 ; rapporté, 48 ; considéré en comité général, rapporté, bill lu la 3ème fois et passé, 235 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 304 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 305 ; bill sanctionné, 364. (62 Vict., ch. 103).

81. Bill concernant les asiles d'aliénés, (M. Bourbonnais)—1ère lecture, 34 ; 2ème lecture, et renvoyé au comité de législation, 88 ; rapport, bill rejeté par le comité, 137 ; motion pour remettre ce bill sur l'ordre du jour pour comité général, adoptée, 303 ; motion pour comité général rejetée sur division, 307.

82. Bill amendant le Code municipal, (M. de Grosbois)—1ère lecture, 38 ; 2ème lecture, et renvoyé au comité spécial du code municipal, 66.

83. Bill amendant la loi de pharmacie de Québec, (M. Gouin)—présenté et lu la 1ère fois, 38 ; lu la 2ème fois sur division ; motion pour renvoyer ce bill à un comité spécial ; question d'ordre, 57 ; décision de M. l'Orateur ; nouvelle motion pour renvoyer le bill au comité de législation, débat ; débat ajourné, 58 ; débat repris et ajourné, 59 ; débat repris, bill renvoyé au comité de législation, 81 ; ordre pour que la preuve devant ce

BILLS :—*Suite*

comité soit imprimée de jour en jour, 115 ; rapporté avec preuve faite à l'enquête, 137 ; considéré en comité général, 147, 150, 203 ; motion pour la réception du rapport ; amendements Langelier et Pelletier ; question d'ordre ; rapport reçu ; amendements lus la 1^{ère} fois ; question d'ordre Pelletier *re* seconde lecture des amendements, 205 ; amendements lus la 2^{ème} fois, 213 ; motion pour concours dans les amendements ; amendement Langelier pour renvoyer de nouveau le bill au comité général, négativé ; amendements adoptés, 221 ; motion pour 3^{ème} lecture du bill ; amendement pour le renvoi à 6 mois, négativé ; bill lu la 3^{ème} fois et passé, 229 ; passé par le Conseil législatif, 277 ; sanctionné, 354. (62 Vict., ch. 35). Pétitions contre ce bill, 84, 106.

84. Bill amendant le Code municipal, (M. Cotton)—1^{ère} lecture, 38 ; 2^{ème} lecture et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 66 ; rapporté amendé, 150 ; renvoyé de nouveau au comité du Code municipal, 213.

85. Bill amendant l'article 59 du Code de procédure civile, relativement à la juridiction de la cour des commissaires, (M. de Grosbois)—1^{ère} lecture, 38 ; 2^{ème} lecture et renvoyé au comité de législation, 81, rapporté, rejeté par le comité, 134.

86. Bill amendant la loi des dentistes de la province de Québec, (M. Gouin)—1^{ère} lecture, 49 ; 2^{ème} lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 105 ; rapporté amendé, considéré en comité général, rapporté ; lu la 3^{ème} fois et passé, 147 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 237 ; amendements lus la 1^{ère} et la 2^{ème} fois et adoptés, 237 ; Bill sanctionné, 364. (62 Vict., ch. 36.)

87. Bill relatif aux subventions accordées aux manufactures par les corporations municipales, (M. Chicoyne)—1^{ère} lecture, 44 ; 2^{ème} lecture et renvoyé au comité des industries, 66 ; rapporté amendé, 239 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 296 ; passé par le Conseil législatif, 353 ; sanctionné, 364. (62 Vict., chap. 41.)

88. Bill amendant la loi constituant en corporation l'Association des architectes de la province de Québec (M. Gouin)—1^{ère} lecture, 49 ; 2^{ème} lecture et renvoyé au comité de législation, 71 ; rapporté amendé, 126 ; considéré en comité général, rapporté progrès, 135 ; considéré de nouveau, rapporté, passé, 142 ; passé par le Conseil législatif, 167 ; sanctionné, 364. (62 Vict., ch. 38.)

89. Bill amendant la loi des corporations de ville, (M. Chênevert)—1^{ère} lecture, 49 ; 2^{ème} lecture, et renvoyé au comité de législation, 81 ; rapporté, rejeté par le comité, 144.

BILLS :—*Suite.*

90. Bill amendant l'article 249 du Code civil, (M. Panneton)—1ère lecture, 55 ; 2ème lecture, et renvoyé au comité de législation, 71 ; rapporté amendé, 137 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 146.

91. Bill amendant l'article 599 du Code de procédure civile, (M. LeBlanc)—1ère lecture, 70 ; 2ème lecture, et renvoyé au comité de législation, 99 ; rapporté, rejeté par le comité, 134 ; motion pour remettre ce bill sur l'ordre du jour, négative, 146.

92. Bill validant les donations faites par un futur époux à une future épouse par leur contrat de mariage des meubles qui garniraient leur domicile commun, (M. LeBlanc)—1ère lecture, 70 ; 2ème lecture, et renvoyé au comité de législation, 99 ; rapporté, rejeté par le comité, 144.

93. Bill détachant la paroisse de Lavaltrie du comté de Berthier et l'annexant au comté de l'Assomption, (M. Marion)—1ère lecture, 61 ; 2ème lecture, et renvoyé au comité de législation, 99 ; rapporté, rejeté par le comité, 137.

94. Bill amendant le Code municipal, (M. Cardin)—1ère lecture, 86 ; 2ème lecture et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 105.

95. Bill divisant le comté de Pontiac en deux divisions pour les fins municipales et d'enregistrement, (M. Gillies)—1ère lecture, 61 ; ordre pour 2ème lecture rescindé et bill renvoyé au comité de législation, 130 ; rapporté amendé, 144 ; règles suspendues, bill lu la 2ème fois et renvoyé au comité général, considéré en comité, rapporté, passé, 213 ; passé par le Conseil législatif, 248 ; sanctionné, 364. (62 Vict, ch. 8).

96. Bill amendant le Code civil relativement aux privilèges des architectes, constructeurs, journaliers et fournisseurs de matériaux, (M. Cardin)—1ère lecture, 70.

97. Bill amendant le Code de procédure civile relativement aux procès par jury en matière de diffamation écrite, (l'hon. M. Langelier)—1ère lecture, 95 ; motion pour 2ème lecture ; amendement Panneton pour le renvoi à 6 mois, négative, bill lu la 2ème fois et renvoyé au comité de législation, 130 ; rapporté amendé, 220 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 231.

98. Bill amendant le Code municipal afin de permettre l'imposition des hypothèques, (M. Cotton)—1ère lecture, 64 ; motion pour 2ème lecture, débat, 167 ; débat repris ; amendement Panneton pour le renvoi à 6 mois, adopté, 328.

BILLS :—*Suite.*

99. Bill amendant le paragraphe 2 de l'article 480 du Code municipal, (M. de Grosbois)—1ère lecture, 64 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité du Code municipal, 118 ; rapporté amendé, 150 ; considéré en comité général, rapporté progrès et sur rapport du comité renvoyé de nouveau au comité spécial du Code municipal, 205 ; rapporté amendé, 240 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 296.

100. Bill amendant l'article 1618 des Statuts refondus de la province de Québec, (M. Bouffard)—1ère lecture, 64 ; 2ème lecture et renvoyé au comité d'agriculture, 88 ; rapporté, 115 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 122 ; passé par le Conseil législatif, 203 ; sanctionné, 364 ; (62 Vict., ch. 25.)

101. Bill à l'effet d'assurer une meilleure assistance aux écoles publiques, (M. de Grosbois)—1ère lecture, 95 ; motion pour 2ème lecture ; amendement à l'effet de renvoyer la seconde lecture à six mois, adopté après vote, 231.

102. Bill abrogeant l'article 744 du Code de procédure civile, (M. d'Auteuil)—1ère lecture, 73 ; 2ème lecture, et renvoyé au comité de législation, 99 ; rapporté, rejeté par le comité, 134.

103. Bill amendant les articles 2250 et 2265 du Code civil, (M. d'Auteuil)—1ère lecture, 73 ; 2ème lecture et renvoyé au comité de législation, 93 ; rapporté amendé, 133 ; ordre de la Chambre pour comité général rescindé, bill renvoyé de nouveau au comité de législation, 199 ; rapporté amendé, 227 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 238 ; passé par le Conseil législatif, 322 ; sanctionné, 364 ; (62 Vict., ch. 51.)

104. Bill amendant les articles 1352 et 1361 du Code de procédure civile, (M. Chauret)—1ère lecture, 73 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 105 ; rapporté, rejeté par le comité, 144.

105. Bill amendant les articles 1688, 1696 et 2259 du Code civil, (M. Gouin)—1ère lecture, 86 ; 2ème lecture et renvoyé au comité de législation, 105 ; rapporté amendé, 240 ; motion pour comité général, adoptée sur division ; bill considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois sur division et passé, 291.

106. Bill amendant la loi électorale de Québec, 1895, (M. Marion)—1ère lecture, 86 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 130 ; rapporté, rejeté par le comité, 212.

107. Bill amendant le Code civil, relativement aux degrés de substitution, (M. Chauret)—1ère lecture, 86 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 130 ; rapporté, rejeté par le comité, 144.

BILLS :—*Suite.*

108. Bill amendant certains articles du Code de procédure civile, (M. Tellier)—1^{ère} lecture, 86 ; 2^{ème} lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 238 ; rapporté, 270 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3^{ème} fois et passé, 276.

109. Bill amendant le Code municipal, (M. Chauret)—1^{ère} lecture, 86 ; 2^{ème} lecture et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 105.

110. Bill amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de la Vallée de la Chaudière, (l'hon. M. Langelier)—1^{ère} lecture, 51 ; 2^{ème} lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 58 ; rapporté, 68 ; considéré en comité général, rapporté ; bill lu la 3^{ème} fois et passé, 82 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 237 ; amendements lus la 1^{ère} et la 2^{ème} fois et adoptés, 238 ; bill sanctionné, 364. (62 Vict., ch. 76).

111. Bill amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer du Québec-Central, (M. Bickerdike)—1^{ère} lecture, 34 ; 2^{ème} lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 58 ; rapporté, 68 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3^{ème} fois et passé, 82 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 127 ; amendements lus la 1^{ère} et la 2^{ème} fois et adoptés, 127 ; bill sanctionné, 364. (62 Vict., ch. 74).

112. Bill concernant la paroisse du Saint-Enfant-Jésus de Montréal, (M. Decarie)—1^{ère} lecture, 69 ; 2^{ème} lecture et renvoyé au comité des bills privés, 83 ; rapporté amendé, 134 ; considéré en comité général, amendé, rapporté ; amendements adoptés, bill lu la 3^{ème} fois et passé, 149 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 278 ; amendements lus la 1^{ère} et 2^{ème} fois et adoptés, 278 ; bill sanctionné, 364. (62 Vict., ch. 91).

113. Bill constituant en corporation la ville de East-Angus et pourvoyant à une meilleure administration de l'éducation dans ses limites, (M. Panneton)—1^{ère} lecture, 69 ; 2^{ème} lecture et renvoyé au comité des bills privés, 94 ; rapport, promoteur désire retirer ce bill, 219 ; bill retiré, honoraire remis, 303.

114. Bill amendant la loi constituant en corporation la cité de Sorel, (M. Cardin)—1^{ère} lecture, 73 ; 2^{ème} lecture et renvoyé au comité des bills privés, 89 ; rapporté amendé, 150 ; considéré en comité général, rapporté ; lu la 3^{ème} fois et passé, 202 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 287 ; amendements lus la 1^{ère} et la 2^{ème} fois et adoptés, 287 ; honoraire remis, 303 ; bill sanctionné, 364. (62 Vict., ch. 60).

BILLS:—Suite.

115.—Bill amendant la loi constituant en corporation la *Shawinigan Water and Power Company*, (M. Duplessis)—1ère lecture, 85 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 94 ; rapporté 102 ; considéré en comité général, rapporté progrès, 135 ; considéré de nouveau, amendé, rapporté ; amendements adoptés, 148 ; bill renvoyé de nouveau au comité général, considéré, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 200 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 287 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 287 ; bill sanctionné, 334. (62 Vict., ch. 80).

116. Bill concernant la cité de Montréal et la compagnie du chemin de fer " le Grand-Tronc du Canada ", (l'hon. M. Atwater)—1ère lecture, 51 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 58 ; rapporté, consentement de la Couronne devant être obtenu avant passation de ce bill, 95 ; assentiment de la Couronne, 123 ; bill considéré en comité général, rapporté, 108 ; lu la 3ème fois et passé, 123 ; passé par le Conseil législatif, 248 ; sanctionné, 259. (62 Vict., ch. 59).

117. Bill constituant en corporation la *Laurentian Water and Power Company*, (l'hon. M. Nantel)—1ère lecture, 70 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des chemins de fer, 94 ; rapporté, 108 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 215 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 304 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 305 ; bill sanctionné, 364. (62 Vict., ch. 81).

118. Bill constituant en corporation *The Civic Investment Company*, (M. Bedard)—1ère lecture, 69 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 83 ; rapporté, 134 ; considéré en comité général, rapporté ; lu la 3ème fois et passé, 142 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 277 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 278 ; bill sanctionné, 364. (62 Vict., ch. 86).

119. Bill amendant la charte de la cité de Montréal, (M. Bourbonnais)—1ère lecture, 70 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 89 ; rapporté, référé au comité spécial du " bill de Montréal ", 112 ; rapporté, amendé, 228 ; considéré en comité général, rapporté progrès, 272 ; considéré de nouveau, amendé, 275 ; rapporté, 275 ; amendements lus la 1ère fois, 301 ; lus la 2ème fois et adoptés, 306 ; motion pour rescinder l'ordre pour 3ème lecture et pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, adoptée ; bill considéré, amendé, rapporté, amendements adoptés, 306 ; motion pour 3ème lecture, amendement pour le renvoi à 6 mois, 322 ; motion pour remettre bill sur l'ordre du jour pour 3ème lecture adoptée, 328 ; motion pour 3ème lecture ; divers amendements et votes, motion principale adoptée, 335 ; bill lu la 3ème fois et passé, 337 ; honoraire remis, 353.

BILLS :—*Suite*.

120. Bill amendant la loi concernant la ville de Longueuil, (M. Rocheleau)—1ère lecture, 41 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 89 ; rapporté amendé, 144 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 169 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 287 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 287 ; bill sanctionné, 365. (62 Vict., ch. 63). Pétition contre certaine partie de ce bill, 44 ; pétition contre ce bill, 72.

121. Bill pour mieux définir les pouvoirs donnés aux héritiers fiduciaires par le testament de feu Alexis Brunet et pour pourvoir à leur rémunération, (M. Rainville)—1ère lecture, 84 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 94 ; rapporté préambule non prouvé, 144 ; motion pour renvoyer de nouveau ce bill au comité des bills privés, adoptée, 147 ; rapporté, préambule déclaré de nouveau non prouvé, 227 ; honoraire remis, 286.

122. Bill amendant la loi constituant en corporation la ville de Summerlea, (M. Chauret)—1ère lecture, 85 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 94 ; rapporté, 103 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 111 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 237 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 238 ; bill sanctionné, 365. (62 Vict., ch. 57).

123. Bill relatif à la succession de feu Charles Lamothe, (M. Cardin)—1ère lecture, 69 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 94 ; rapporté, préambule non prouvé, 261 ; renvoyé de nouveau au comité des bills privés, 261 ; rapporté, préambule amendé, 270 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus la 1ère fois, 302 ; lus la deuxième fois, 306 ; adoptés, 317 ; bill lu la 3ème fois et passé, 330 ; par le Conseil législatif avec amendements, 353 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 353 ; bill sanctionné, 365. (62 Vict., ch. 101).

124. Bill autorisant les syndics de *The North Shore Turnpike Trust* à émettre des obligations pour renouveler certaines autres débetures actuelles et pour autres fins, (M. Robitaille)—1ère lecture, 85 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 94 ; rapporté amendé, 227 ; bill retiré, 275 ; honoraire remis, 303.

125. Bill constituant en corporation l'association des barbiers de la province de Québec, (M. Roy)—1ère lecture, 85 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 111 ; rapport, préambule non prouvé, 151 ; sur motion, bill renvoyé de nouveau au comité des bills privés, 200 ; préambule déclaré prouvé et bill rapporté amendé, 212 ; considéré en comité général, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 226 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 304 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois et adoptés, 305 ; bill sanctionné, 365 (62 Vict. ch. 90).

BILLS :—*Suite.*

126. Bill constituant en corporation la *Catholic High School of Montreal*, (l'hon. M. Guerin)—1ère lecture, 85 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 111 ; rapporté amendé, 131 ; considéré en comité général, amendé, rapporté ; amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 234 ; passé par le Conseil législatif, 287 ; bill sanctionné, 365. (62 Vict., ch. 79).

128. Bill divisant le district judiciaire d'Arthabaska, (M. Watts)—1ère lecture, 281 ; motion pour 2ème lecture, objecté que ce bill est un bill privé, M. l'Orateur réserve sa décision, 307 ; décide contre l'objection, 319 ; lu la 2ème fois sur division et renvoyé au comité général, 321 ; motion pour comité général et déclaration de l'assentiment de la Couronne à la passation de ce bill, 324 ; considéré, rapporté, lu la 3ème fois sur division et passé, 325.

129.—Bill amendant l'article 972 du Code civil, (M. Roy),—1ère lecture, 281 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité général, considéré, rapporté progrès, 307 ; considéré de nouveau, rapporté, lu la 3ème fois et passé, 328.

130.—Bill amendant l'article 694 du Code de procédure civile, (M. Weir)—1ère lecture, 260 ; motion pour réinscription sur l'ordre du jour pour 2ème lecture, adoptée, 304 ; lu la 2ème fois sur division et renvoyé au comité de législation, 308 ; rapporté, rejeté par le comité, 344.

131.—Bill amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture, (M. Cardin)—1ère lecture, 260 ; motion pour 2ème lecture, question d'ordre soulevée, M. l'Orateur maintient l'objection et déclare le bill hors d'ordre, 307.

132.—Bill amendant l'article 548 du Code municipal, (M. Robitaille)—1ère lecture, 253 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité général, 307 ; considéré, rapporté, passé, 308 ; sanctionné, 365. (62 Vict., ch. 53).

133.—Bill amendant l'article 939 du Code de procédure civile, (M. Panneton)—1ère lecture, 233.

134.—Bill abrogeant et remplaçant l'article 444 des statuts refondus de la province de Québec, (M. Weir)—1ère lecture, 221.

135.—Bill amendant le Code municipal, concernant les élections municipales, (M. Lalonde)—1ère lecture, 260.

BILLS:—*Suite.*

136. Bill amendant le Code civil concernant les privilèges des voyageurs, bucherons et autres, (M. Allard)—1ère lecture, 228 ; 2ème lecture et renvoyé au comité de législation, 252 ; rapporté amendé, considéré en comité général, rapporté, passé, 277 ; passé par le Conseil législatif, 343 ; sanctionné, 365. (62 Vict., ch. 50).

137.—Bill amendant la loi concernant les ingénieurs civils, (M. Smith)—1ère lecture, 228 ; 2ème lecture et renvoyé au comité de législation, 252 ; rapporté, 262 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 296 ; passé par le Conseil législatif, 343 ; sanctionné, 365. (62 Vict., ch. 37).

138.—Bill amendant le paragraphe 10 de l'article 599 du Code de procédure civile, (M. Panneton)—1ère lecture, 200 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 251 ; rapporté, 262 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 276.

139. Bill amendant le paragraphe 9 de l'article 599 du Code de procédure civile, (M. Champagne)—1ère lecture, 200 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 214 ; rapporté amendé, 227 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 238.

140. Bill amendant l'article 4762 des Statuts refondus de la province de Québec, (l'hon. M. Flynn)—1ère lecture, 200 ; 2ème lecture et renvoyé au comité général, considéré, rapporté, passé, 251 ; passé par le Conseil législatif, 287 ; sanctionné, 365. (62 Vict., ch. 42).

141. Bill amendant l'article 760 du Code de procédure civile, (M. D'Auteuil)—1ère lecture, 220 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 252 ; rapporté, 262 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 276.

142. Bill amendant le Code civil, relativement aux privilèges sur les immeubles, (M. Bourbonnais)—1ère lecture, 212 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 225.

143. Bill amendant l'article 4404 des Statuts refondus de la province de Québec, (M. Caron)—1ère lecture, 199 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 251 ; rapporté, 262 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 296 ; passé par le Conseil législatif, 351 ; sanctionné, 365. (62 Vict., ch. 39).

144. Bill amendant l'acte 61 Vict., ch. 39, (M. Weir)—1ère lecture, 137 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 198 ; rapporté, rejeté par le comité, 212.

BILLS :—*Suite.*

145. Bill amendant l'article 5375 des Statuts refondus de la province de Québec, (M. Weir)—1ère lecture, 137 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 198 ; rapporté, rejeté par le comité, 212.

146. Bill amendant la loi concernant les corporations de ville, (M. Ball)—1ère lecture, 128 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 142 ; rapporté amendé, 211 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 225.

147. Bill amendant l'ordonnance, 3 Vict, ch. 31, intitulé : " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant et pour établir un fonds pour cet objet," et les divers actes et ordonnances qui l'amendent, (M. Chauret)—1ère lecture, 103 ; motion pour 2ème lecture, amendement pour renvoyer la 2ème lecture à 6 mois, négative ; bill lu la 2ème fois sur division et renvoyé au comité de législation, 225.

148. Bill concernant la conciliation, (M. Chicoyne)—1ère lecture, 26 ; 2ème lecture et renvoyé à un comité spécial, 52 ; rapporté amendé, 68 ; considéré en comité général, rapporté progrès, 80 ; sur recommandation du comité général renvoyé de nouveau au comité spécial, 146 ; membres ajoutés à ce comité, 247 ; rapporté amendé, 221 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements adoptés, bill lu la 3ème fois et passé, 230 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 327 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois, 327, adoptés, 328 ; bill sanctionné, 365. (62 Vict., ch., 54).

149. Bill amendant l'article 1651 des Statuts refondus de la province de Québec, (M. Chauret)—1ère lecture, 86 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 142 ; rapporté, 150 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 199 ; passé par le Conseil législatif, 223 ; sanctionné, 365. (62 Vict., ch. 27).

150. Bill modifiant la loi concernant les corporations de ville, (M. Chauret)—1ère lecture, 87 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité général, rapporté, lu la 2ème fois et passé, 167 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 327 ; amendements lus la 1ère et la 2ème fois, 327 ; adoptés, 350 ; bill sanctionné, 365. (62 Vict., ch. 40).

151. Bill amendant les articles 5043 et 5103 des Statuts refondus de la province de Québec, (M. Chauret)—1ère lecture, 87 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité de législation, 130.

152. Bill amendant l'article 807 du Code municipal, (M. Cherrier)—1ère lecture, 87 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 119.

BILLS :—*Suite.*

153. Bill amendant l'article 1031 du Code municipal, (M. Cherrier)—1ère lecture, 90 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité spécial du Code municipal, 119.

154. Bill amendant l'article 1301 du Code civil, (l'hon. M. Pelletier)—1ère lecture, 90 ; 2ème lecture et renvoyé au comité général, rapporté, passé, 197.

155. Bill amendant le Code municipal, (l'hon. M. Langelier)—1ère lecture, 128 ; 2ème lecture sur division et renvoyé au comité special du Code municipal.

156. Bill amendant la loi concernant les corporations de ville, (M. Décarie)—1ère lecture, 116 ; 2ème lecture et renvoyé au comité de législation, 130 ; rapporté amendé, 211 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 225.

157. Bill amendant la loi concernant le département du Trésor, (l'hon. M. Robidoux) — 1ère lecture, et 2ème lecture et renvoyé au comité général, considéré, rapporté, passé, 344 ; passé par le Conseil législatif, 351 ; sanctionné, 365. (62 Vict., ch. 18).

Bills (DIVERSES PROCÉDURES SUR—) :—

1. La 3ème section de la 58e règle est amendée, 261.

2. Rapport que le préambule d'un bill n'est pas prouvé, 144, 151, 261.

3. Présentés, lus la 1ère et la 2ème fois et renvoyés à un comité, 148 ; considérés, rapportés, passés, 318, 319, 344.

4. Motion pour renvoyer la seconde lecture d'un bill à six mois, négative, 130 ; adoptée, 231, 329.

5. Bills remis sur l'ordre du jour, 220, 303, 304, 328.

6. Lus la 2ème fois sur division et renvoyés au comité général, 30, 43, 101, 213.

7. Lus la 2ème fois sur division et renvoyés au comité du code municipal, 119, 143.

8. Lus la 2ème fois sur division et renvoyés au comité de législation, 91, 94, 130, 142, 198, 226, 251, 252.

9. Lu la 2ème et la 3ème fois et passé, 309.

BILLS (Diverses procédures sur--) :--*Suite.*

10. Lus la 2ème fois, renvoyés au comité général, considérés, rapportés, passés, 120, 251, 297, 302.

11. Lus la 2ème fois, renvoyés au comité général, considérés, amendés, amendements adoptés, lus la 3ème fois et passés, 101.

12. Motion pour renvoyer à six mois le comité général sur un bill, adoptée, 247.

13. Considérés en comité, amendés, rapportés, amendements lus la 1ère fois, 120, 226, 234 ; lus la seconde fois et adoptés, 236.

14. Considérés en comité, amendés, rapportés, amendements lus la 1ère fois, 120, 234 ; lus la 2ème fois, concours dans les amendements remis à plus tard, 151, 166, 213, 306 ; considérés et adoptés, 188, 223, 246, 317 ; bills lus la 3ème fois et passés, 204, 373.

15. Motion pour renvoyer à 6 mois la 3ème lecture d'un bill, négative, 229.

16. Bills renvoyés à un comité spécial, 52, 112, 146.

17. Bills retirés, 94, 95, 275.

18. Bills rejetés par un comité, 137, 144, 212, 344.

19. Bills renvoyés de nouveau à un comité, 146, 147, 200, 202.

20. Bill ré-imprimé, 246.

21. Bills du Conseil législatif, 91, 96, 148, 200, 248, 261, 310, 318.

22. Bills du Conseil amendés par la Chambre 121, 201 ; amendements adoptés par le Conseil, 203.

23. Bills sanctionnés, 259, 362 à 365.

Bills privés ;

1. Paragraphe 3 de la 58ème règle de la Chambre amendé, au sujet du dépôt des bills avant l'ouverture de la session, 261.

2. Officiers en loi devant faire rapport sur le mérite de chaque bill, 261.

3. L'heure pour la considération des bills privés étant expirée, les autres ordres du jour sont appelés, 135, 148, 214, 16, 23, 26.

BILLS PRIVÉS :—*Suite.*

4. Comité permanent des divers bills privés, nommé 23, 29, 32. Premier rapport, nommant M. A. Tessier, président, et recommandant une réduction du quorum, quorum devant être de sept, 32.

5. Rapports de ce comité sur divers bills, 54, 60, 67, 72, 95, 162, 112, 115, 134, 137, 144, 150, 212, 218, 227, 246, 253, 261.

6. Bills renvoyés à ce comité, 43, 45, 53, 58, 62, 65, 94, etc.

7. Bills renvoyés de nouveau à ce comité, 261.

8. Honoraires sur bills remboursés, 129, 221, 236, 303, 330, 342, 345, 346, 350, 351, 353, 355.

9. Honoraire sur bill de la session précédente remis, 303.

10. Délai prolongé pour la présentation des rapports sur bills privés, 166, 227, 239, 253.

BLANCHARD, ETIENNE :—Certificat de son élection ; prête serment et prend son siège, 12.

BOÎTES DE SCRUTIN :—Motion de M. Chênevert, pour copie de la correspondance entre le gouvernement et M. F.-A. Têtu, au sujet d'un nouveau modèle de boîte de scrutin pour les élections provinciales, 93.

BOURASSA, HENRI :—Pétition demandant son admission au Barreau, 24 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 32. Voir *Bills*, 66.

BOUTIN, M. JOSEPH :—Interpellation au sujet de—, 145.

BRASSARD, CHEMIN :—Interpellation, 55.

BRUNET, ALEXIS :—Pétition demandant une loi concernant le testamen de feu—, 24 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 84. Voir *Bills*, 121.

BUSSIÈRE, JEAN :—Au sujet d'un pont, interpellation, 46.

BUILDERS' EXCHANGE :—Pétition demandant l'incorporation de *The*—, 43 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 48. Voir *Bills*, 75.

CACOUNA :—Ecole du soir à—; Interpellation, 287.

CAMPBELL, SHEARER & CIE :—Voir *Abattoirs*.

CAP-CHAT :—Pont sur la rivière—, 79, 103. (*Document No. 35*). Voir *Documents, item 85*.

CASTONGUAY & GAUVREAU :—Motion de M. d'Auteuil pour copie des rapports de MM.—de 1895-96 concernant les travaux de colonisation dans le comté de Charlevoix, 330; réponse à l'ordre de la Chambre, 351. (*Document No. 84*). Voir *Documents, item 14*.

CATHOLIC HIGH SCHOOL, MONTRÉAL :—Pétition du Rév. John Quinlivan *et al.*, de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 59; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 84. Voir *Bills*, 126.

CAUTIONNEMENTS :—M. Marchand présente à la Chambre un état des cautionnements des officiers publics du gouvernement de la province de Québec depuis le 7 décembre 1897 jusqu'au 20 janvier 1899 inclusivement, 44. (*Document No. 11*). Voir *Documents, item 15*.

CHAMPAGNE, CHS.-L. vs. LA REINE :—Motion de M. LeBlanc pour le dossier complet dans la cause de—, 101; réponse à l'ordre de la Chambre, 126. (*Document No. 43*). Voir *Documents, item 16*.

CHASSE :—Bill de M. Parent—Loi de la chasse de Québec, 62. Voir *Bills*, 7.

CHATEAUGUAY ET NORD :—Pétition de la compagnie du chemin de fer—demandant des amendements à sa charte, 31; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bills*, 58.

CHAUDIÈRE, Cie du Chemin de fer de la Vallée de la—: Voir *Vallée de la Chaudière*; aussi *Bills*, 119.

CHEMINS :—Bill de M. Chauret amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre XXXI, intitulé : "Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet" et les divers actes et ordonnances qui l'amendent, 103. Voir *Bills*, 147.

CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE NORD :—Pétition demandant que le bill concernant la commission des—, ne devienne pas loi, 84. Voir aussi *North Shore Turnpike Trust*; aussi *Bills*, 124.

CHEMINS A BARRIÈRES DE MONTRÉAL :—Interpellation au sujet du rapport des syndics des—97.

CHEMINS DE FER :—

1. Résolutions de M. Duffy concernant le délai dans lequel les travaux sur certains chemins de fer doivent être faits et concernant certains subsides de chemins de fer, 260 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 273 ; résolutions rapportées, 274 ; motion pour seconde lecture ; amendement et sous-amendement proposés ; débat, ajourné, 285 ; débat repris, amendement et sous-amendement adoptés ; résolutions lues la seconde fois, 291 ; adoptées, 291 ; bill basé sur ces résolutions, 291. Voir *Bills*, 14.
2. Motion de M. Flynn pour copie des ordres en conseil, et de la correspondance, en rapport avec l'octroi de subsides aux chemins de fer, 44 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 205. (*Document No.* 49). Voir *Documents*, *item* 18.
3. Bill de M. Duffy, relatif au délai prescrit pour compléter les travaux sur certains chemins de fer, 291. Voir *Bills*, 14.
4. Bill de M. Duffy, concernant les chemins de fer, 310. Voir *Bills* 28.
5. L'honorable M. Duffy dépose sur le bureau de la Chambre, les états, rapports et statistiques, pour l'année 1897-98 de quelques compagnies de chemins de fer, 53. (*Document No.* 23). Voir *Documents*, *item* 16.
6. Comité permanent des—nommé, 6, 23, 28. Premier rapport annonçant la nomination de M. de Grosbois comme président, et recommandant que le *quorum* soit réduit à sept, 33. Autres rapports, 68, 85, 102, 108. Bills renvoyés à ce comité, 43, 58, 94. Membres ajoutés à ce comité, 45.

CHEMINS DE COLONISATION :—Motion de M. Tellier pour un état du montant dépensé, depuis le 30 juin 1898, jusqu'à ce jour, à même l'argent voté pour les chemins de colonisation, 56 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 70. (*Document No.* 28). Voir *Documents*, *item* 19.

CHÈVREFILS, M. :—Motion de M. Delaney pour copie de toutes plaintes contre le député-shérif des îles-de-la-Madeleine ; copie de l'enquête faite par l'inspecteur Chèvrefils, au sujet d'une partie des dites plaintes, 98 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 147. (*Document No.* 48). Voir *Documents*, *item* 53.

CHICOUTIMI :—

1. Hôtel-Dieu Saint-Valier ; — Etat d'affaires, 29. Voir *Documents* *item* 17.

CHICOUTIMI :—*Suite.*

2. Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Cœur de Jésus : Pétition de la—demandant à être constituée en corporation, 40 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 84. Voir *Bills*, 31.

CHRISTIN, T.-A. :—Interpellations, 276, 304.

CHOUINARD, AMBROISE :—Motion de M. Flynn pour copie de toutes instructions adressées à Ambroise Chouinard, pour faire faire des travaux à la route des Trois-Ruisseaux, 79.

CIVIC INVESTMENT COMPANY :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de—, 36 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 68. Voir *Bills*, 118.

CODE CIVIL :—

1. Bill, de M. d'Auteuil, amendant les articles 2250 et 2265 du Code civil, 73. Voir *Bills*, 103.
2. Bill, de M. Gouin, amendant les articles 1683, 1693 et 2257 du Code civil, 86. Voir *Bills*, 105.
3. Bill, de M. Chauret, amendant le Code civil, relativement aux degrés de substitution, 86. Voir *Bills*, 107.
4. Bill, de M. Panneton, amendant l'article 249 du Code civil, 55. Voir *Bills*, 90.
5. Bill, de M. Pelletier, amendant l'article 1301 du Code civil, 90. Voir *Bills*, 154.
6. Bill, de M. Cardin, amendant le Code civil relativement aux architectes, constructeurs, etc, 70. Voir *Bills*, 96.
7. Bill, du Conseil législatif, amendant le Code civil relativement au remplacement des registres de l'état civil perdus ou détruits, 96 ; présenté par l'hon. M. Robidoux, 96. Voir *Bills*, G.
8. Bill, de M. Bourbonnais, amendant le Code civil, relativement aux privilèges sur les immeubles, 212. Voir *Bills*, 142.
9. Bill, de M. Allard, amendant le Code civil, concernant les privilèges des voyageurs, bucherons et autres, 228. Voir *Bills*, 136.
10. Bill, de M. Roy, amendant l'article 972 du Code civil, 281. Voir *Bills*, 129.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—

1. Bill, de M. Stephens, amendant l'acte 874 du Code de procédure civile concernant le cautionnement des curateurs aux cessions de biens, 26. Voir *Bills*, 15.
2. Bill, de M. deGrosbois, amendant l'article 59 du Code de procédure civile, relativement à la juridiction de la cour des commissaires, 38. Voir *Bills*, 85.
3. Bill, de M. LeBlanc, amendant l'article 599 du Code de procédure civile, 70. Voir *Bills*, 91.
4. Bill, de M. Langelier, amendant le Code de procédure civile, relativement aux procès par jury en matière de diffamation écrite, 95. Voir *Bills*, 97.
5. Bill, de M. d'Auteuil, abrogeant l'article 744 du Code de procédure civile, 73. Voir *Bills*, 102.
6. Bill, du Conseil législatif, amendant l'article 599 du—; présenté par M. Robitaille, 91. Voir *Bills*, E.
7. Bill, de M. Chauret, amendant les articles 1352 et 1361 du Code de procédure civile, 104. Voir *Bills*, 104.
8. Bill, de M. Tellier, amendant certains articles du Code de procédure civile, 86. Voir *Bills*, 108.
9. Bill, de M. Panneton, amendant le paragraphe 10 de l'article 599 du Code de procédure civile, 200. Voir *Bills*, 138.
10. Bill, de M. Panneton, amendant le paragraphe 9 de l'article 599 du Code de procédure civile, 200. Voir *Bills*, 139.
11. Bill, de M. d'Auteuil, amendant l'article 760 du Code de procédure civile, 220. Voir *Bills* 141.
12. Bill, de M. Weir, amendant l'article 694 du Code de procédure civile, 260. Voir *Bills*, 130.
13. Bill, de M. Panneton, amendant l'article 939 du Code de procédure civile, 233. Voir *Bills*, 133.
14. Bill, du Conseil législatif, amendant le Code de procédure civile, présenté par M. Robidoux, 318. Voir *Bills*, K.
15. Interpellation au sujet de la refonte du—, 114.

CODE DU NOTARIAT :—Bill, du Conseil législatif, amendant le Code du Notariat, présenté par M. Marchand, 148. Voir *Bills*, I.

CODE MUNICIPAL :—

1. Bill, de M. Stephens, refondant le Code municipal, 26. Voir *Bills*, 18.
2. Bill, de M. Dechène, amendant le Code municipal, 116. Voir *Bills*, 23.
3. Bill, de M. deGrosbois, amendant le Code municipal, 38. Voir *Bills*, 82.
4. Bill, de M. Cotton, amendant le Code municipal, 38. Voir *Bills*, 84.
5. Bill, de M. Cardin, amendant le Code municipal, 86. Voir *Bills*, 94.
6. Bill, de M. Cotton, amendant le Code municipal afin de permettre l'imposition des hypothèques, 64. Voir *Bills*, 98.
7. Bill, de M. deGrosbois, amendant le paragraphe 489 du Code municipal, 64. Voir *Bills*, 99.
8. Bill, de M. Chauret, amendant le Code municipal, 86. Voir *Bills*, 109.
9. Bill, de M. Robitaille, amendant l'article 548 du Code municipal, 132. Voir *Bills*, 132.
10. Bill, de M. Lalonde, amendant de nouveau le Code municipal, concernant les élections municipales, 260. Voir *Bills*, 135.
11. Bill, de M. Cherrier, amendant l'article 807 du Code municipal, 152. Voir *Bills*, 152.
12. Bill, de M. Cherrier, amendant l'article 1061 du Code municipal, 90. Voir *Bills*, 153.
13. Bill, de M. Langelier, amendant le Code municipal, 128. Voir *Bills*, 155.
14. Comité spécial pour étudier les divers projets de loi proposés pour amender le Code municipal, 66; premier rapport, nommant M. Chauret président et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq membres; adopté, 72; second rapport, 150; troisième rapport, bills renvoyés au comité, refondus en un seul bill, 240. Voir *Bills*, 99. Bills renvoyés à ce comité, 66, 119.
15. Interpellation au sujet du—de J.-E. Bédard, 129.
16. Voir aussi *Votes pris en Chambre*, 4.

COLONISATION :—

1. Motion de M. Girard pour le montant dépensé pour colonisation, depuis le 1er juillet, dans le comté du Lac-Saint-Jean, 122 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 262. (*Document No. 67*). Voir *Documents, item 66*.
2. Réponse à un ordre de la Chambre du 3 décembre 1897 pour liste de toutes les demandes de secours, octrois, subventions, etc., pour aider à la colonisation pour 1896-97, 285. (*Document No. 75*). Voir *Documents, item 22*.
3. Réponse à une motion de la dernière session pour un état montrant l'emploi des deniers la colonisation votés par cette Chambre pour 1897-98, employés et non distribués, par ordre en conseil, 63. (*Document No. 25*). Voir *Document, item 21*.

COLONISATION ET MINES :—M. Turgeon met devant la Chambre le rapport du Commissaire de la colonisation et des mines de la province de Québec pour 1898, 18. *Imprimé. (Document No. 21)*. Voir *Documents, item 23*.

Comités :

1. Résolutions pour la nomination de divers comités permanents pour la présente session, 36. Comité spécial pour préparer les listes des membres devant composer ces comités, 23. Rapport, 27. Voir *Agriculture, Bills privés, Chemins de fer, Comptes publics, Industries, Législation, Ordres permanents, Privilèges et Elections*, pour comités, etc., se rapportant à ces matières.
2. Comités conjoints :—Voir *Bibliothèque*, 45, 56 ; *Impressions*, 45.
3. Comités spéciaux :—Voir *Code municipal*, 66 ; *Conciliation*, 32 ; *Débats*, 303 ; *Montréal*, 62 ; *Règles de procédures*, 351.
4. Membres ajoutés à des comités, 29, 43, 115, 118.
5. Motions pour comités généraux, 89, 99, 133, 229, 233, 260.
6. Comités généraux, 114, 143, 152, 240, 243, 325.
7. Un comité général sur un bill se lève sans faire de rapport, 321.
8. Un comité reçoit la permission de siéger, durant la séance de la Chambre, 136, 211. Tous les jours pendant les séances de la Chambre, 144.

COMITÉS :—*Suite.*

- 8½. Un comité (règles de procédures) reçoit la permission de siéger pendant la vacance, 344.
9. Un comité renverse la décision de son président, 96.
10. Appel est fait à la Chambre de la décision du président d'un comité, 214.

COMITÉS PERMANENTS ET SPÉCIAUX, RAPPORTS DES DIVERS—SAVOIR :—

11. *Agriculture, Immigration et Colonisation* :—Premier rapport, 33 ; second, 54 ; troisième, 59 ; quatrième, 115 ; cinquième, 133 ; sixième, 150.
12. *Bibliothèque de la Législature* :—Comité conjoint de la—: Membres nommés par le Conseil législatif, 56. Membres nommés par l'Assemblée législative, 45.
13. *Bills privés* :—Premier rapport, 32 ; second, 54 ; troisième, 60 ; quatrième, 67 ; cinquième, 72 ; sixième, 95 ; septième, 102 ; huitième, 112 ; neuvième, 115 ; dixième, 134 ; onzième, 137 ; douzième, 144 ; treizième, 150 ; quatorzième, 212 ; quinzième, 218 ; seizième, 227 ; dix-septième, 246 ; dix-huitième, 253 ; dix-neuvième, 261 ; vingtième, 270.
14. *Chemins de fer* :—Premier rapport, 32 ; second, 68 ; troisième, 85 ; quatrième, 102 ; cinquième, 108.
15. *Code municipal* :—Comité spécial nommé, 66 ; premier rapport, 72 ; second, 150 ; troisième, 240.
16. *Comptes publics* :—Premier rapport, 33.
17. *Conciliation* :—Comité spécial nommé, 52 ; premier rapport, 68 ; second, 221.
18. “ *Débats* ” :—Comité spécial nommé, 302 ; premier rapport, 331.
19. *Impressions* :—Comité conjoint des—membres nommés par l'Assemblée, 45 ; premier rapport, 259 ; second, 289 ; troisième, 355.
20. *Industries* :—Premier rapport, 33 ; second, 239.
21. *Législation et lois expirantes* :—Premier rapport, 33 ; second, 115 ; troisième, 126 ; quatrième, 133 ; cinquième, 136 ; sixième, 144 ; septième, 151 ; huitième, 211 ; neuvième, 220 ; dixième, 227 ; onzième, 240 ; douzième, 302 ; treizième, 344.

COMITÉS :—*Suite.*

22. *Listes des députés devant faire partie des comités permanents* :—Rapport, 27, 28.
23. *Montréal, Bill de* :—Comité spécial nommé, 62 ; premier rapport, 72 ; second, 227.
24. *Ordres permanents* :—Premier rapport, 29 ; second, 32 ; troisième, 37 ; quatrième, 40 ; cinquième, 48 ; sixième, 50 ; septième, 54 ; huitième, 59 ; neuvième, 68 ; dixième, 84 ; onzième, 115 ; douzième, 227 ; treizième, 353.
25. *Pharmacie* :—Renvoyé au comité de législation, 81 ; rapport, 115.
26. *Privilèges et élections* :—Premier rapport, 33.
27. *Règles de procédures* :—Comité spécial nommé, 283 ; premier rapport, 343.

COMITÉS GÉNÉRAUX AUXQUELS ONT ÉTÉ RENVOYÉES CERTAINES RÉ-
SOLUTIONS RELATIVES A— :—

(*Pour détails, voir les entrées suivantes dans le corps de cet index.*)

1. Asile de la Longue-Pointe, 233, 240.
2. Chemins de fer, 260, 273.
3. Fonds de pension des instituteurs, 131, 143.
4. Hôpital protestant pour les aliénés, 131, 152.
5. Licences, 229, 325.
6. Pêche et pêcheries, 89, 114.
7. Sociétés de secours mutuels, 233, 243.

COMPAGNIES D'ASSURANCE :—Bill de M. Marchand amendant la loi concernant les—, 228. Voir *Bills*, 21.

COMPAGNIE D'EXPOSITION, MONTRÉAL :—Motion de M. Ball pour copie de tous documents concernant la Compagnie d'exposition de Montréal, 94.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CHATEAUGUAY ET NORD :—Voir *Chateauguay et Nord* ; aussi *Bills*, 58.

COMPAGNIE DE L'HÔTEL WINDSOR :—Voir *Windsor* ; aussi, *Bills*, 72.

COMPAGNIE DE PULPE DU LAK MÉGANTIC :—Voir *Lake Megantic Pulp Co.* ; aussi *Bills*, 47.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LA VALLÉE DE LA CHAUDIÈRE :—Voir *Vallée de la Chaudière* ; aussi, *Bills*, 110.

COMPTES PUBLICS :—

1. M. Marchand met devant la Chambre l'état des comptes publics de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1898, 16 ; (*Imprimé*). (*Document No 2*). Voir *Documents*, *item 24*.

2. Comité permanent nommé, 16, 23, 27. Premier rapport, nommant M. Watts président, et demandant que le *quorum* soit réduit à sept ; adopté 33 ; membres ajoutés à ce comité, 45.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE. RÉCEPTION AUX MEMBRES DE LA— ; Interpellation, 252.

CONFÉRENCIERS AGRICOLES :—Motion de M. Nantel pour un état donnant la liste des conférenciers agricoles employés par le gouvernement actuel depuis le premier juin 1897, 229 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 345. (*Document No 80*). Voir *Documents*, *item 25*.

CONGRÈS DE COLONISATION :—Motion de M. Nantel pour tous rapports et projets de loi suggérés se rapportant au dernier congrès de colonisation tenu à Montréal, 229 ; réponse à l'ordre de la chambre, 262. (*Document No 69*). Voir *Documents*, *item 26*.

CONCILIATION :—Bill de M. Chicoyne concernant la—, 52. Voir *Bills*, 148.

CONSEIL D'HYGIÈNE :—Motion de M. Bourbonnais, pour documents relatifs aux dépenses du Conseil d'hygiène, 26.

Conseil législatif :

Messages envoyés au Conseil :

1. Désignant ceux des députés qui doivent faire partie du comité collectif au sujet des Impressions, 45 ; au sujet de la Bibliothèque, 45.

CONSEIL LÉGISLATIF :—*Suite.**Messages du Conseil :*

2. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité conjoint de la Bibliothèque, 56.
3. Communiquant ses bills et demandant le concours de la Chambre, 91, 116, 148, 200, 248, 261, 310, 318, etc.
4. Adoptant les bills de la Chambre sans amendements, 58, 62, 90, 167, 223, 236, 277, etc.
5. Avec amendements, 119, 121, 127, 148, 167, 223, 237, 277, etc.
6. Amendements du Conseil considérés de suite, 121, 127, 167, 224, 237.
7. Seconde lecture remise à plus tard, 119, 120, 256, 278.
8. Amendements lus la seconde fois et adoptés, 128, 133, 234, 277.
9. Amendements du Conseil amendés par la Chambre, 256, 357. Le Conseil retire son amendement, 287.
10. Bills du Conseil amendés par la Chambre, 121. Amendements adoptés par le Conseil, 203.

CONSTANTIN, DOCTEUR :—Interpellations relatives au—, 198, 341.

CONTRACTEURS :—Voir *Architectes* ; aussi, *Bills*, 96.

CORPORATIONS DE VILLES :—

1. Bill de M. Chênevert modifiant la loi des—, 49. Voir *Bills*, 89.
2. Bill de M. Chauret modifiant la loi concernant les corporations de villes, 87. Voir *Bills*, 50.
3. Bill de M. Decarie amendant la loi relative aux—, 116. Voir *Bills*, 156.
4. Bill de M. Ball amendant la loi concernant les corporations de villes, 128. Voir *Bills*, 146.

CÔTE-SAINT-PAUL :—Pétition demandant une loi annexant à la municipalité de la—certaine partie du terrain compris dans les limites du village de Verdun,—32 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 68. Voir *Bills*, 78.

COTTON, CEDRIC LEMOINE :—Certificat de son élection, 11 ; prête serment et prend son siège, 12.

COULOMBE, ETIENNE :—Interpellation relative à—, 229.

COUR DE CIRCUIT :—Bill, du Conseil législatif, modifiant de nouveau la loi concernant la Cour de circuit du district de Montréal ; présenté par M. Robidoux, 91. Voir *Bills*, F.

COUR DES COMMISSAIRES :—Bill, de M. de Grosbois, amendant l'article 59 du Code de procédure civile, relativement à la juridiction de la—, 38. Voir *Bills*, 85.

COUR SUPÉRIEURE :—Bill, du Conseil législatif, amendant la loi concernant la constitution de la Cour supérieure ; présenté par M. Robidoux, 200. Voir *Bills*, J.

COURS D'EAU :—Bill, du Conseil législatif, amendant la loi relative à l'amélioration des cours d'eau par les propriétaires riverains ; présenté par M. Robidoux, 310. Voir *Bills*, P.

CRÉDIT AGRICOLE :—Motion de M. Plante pour correspondance avec le gouvernement, au sujet de l'établissement d'un système de crédit agricole dans la Province, 324.

CURATEURS AUX SUCCESSIONS :—Bill, de M. Stephens, concernant le cautionnement des—, 26. Voir *Bills*, 15.

DÉBATS :—Comité spécial nommé pour étudier la question de la publication des—, 303 ; premier rapport, 331 ; motion pour l'adoption du rapport, débat ; débat ajourné, 332 ; débat repris, motion pour l'adoption du rapport retirée, 349.

DE CAZES, PAUL :—Motion de M. Dufrésne pour un état détaillé de la somme de \$1,150 payée à M. Paul de Cazes pour codification des lois scolaires, et documents au sujet de ce paiement, 79 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 103. (Document No 34). Voir *Documents*, item 39.

DE LERY, CHAUSSEGROS :—Voir *Alleyne* ; aussi *Bills*, 46.

Députés :

1. Prêtent serment et prennent leurs sièges, 12, 31.

2. Certificats d'élection des députés pour Beauharnois, 10 ; Lévis, 14 ; Missisquoi, 11 ; Verchères, 12 ; Matane, 30.

DÉPUTÉS :—*Suite.*

3. Aucune déduction ne sera faite pour cause d'absence par maladie pour cette session, 331.

DENTISTES :—Bill, de M. Gouin, amendant la loi des dentistes de la province de Québec, 49. Voir *Bills*, 86.

DETTE CONSOLIDÉE DE LA PROVINCE, interpellation, 93.

DETTE DE LA PROVINCE :—Motion de M. Carbray pour documents et correspondance depuis la dernière session au sujet de la conversion de la dette de la Province, 44; réponse à l'ordre de la Chambre, 52. (*Document No. 22*). Voir *Documents*, item 30.

DISCOURS DU TRÔNE :

1. A l'ouverture de la session, prononcé par le Lieutenant-Gouverneur, au Conseil législatif et lu en Chambre par M. l'Orateur, 13; devant être pris en considération, 15; adresse en réponse, 19.
2. Message du Lieutenant-Gouverneur transmettant ses remerciements pour l'adresse adoptée en réponse au discours du Trône, 60.
3. Discours de prorogation par le Lieutenant-Gouverneur, 365.

Documents, par ordre alphabétique :

MIS DEVANT LA CHAMBRE :—Relatifs à—

(REMARQUE—Le chiffre à gauche du document n'est pas le Numéro de ce document, mais est mis comme Numéro de référence)

1. *Abattoirs* :—Correspondance échangée entre le gouvernement et Campbell, Shearer & Cie., de Londres, au sujet de l'aide à donner pour l'établissement d'abattoirs dans cette Province.

Par ordre
116

2. *Abattoirs* :—Correspondance au sujet d'un octroi pour l'établissement d'abattoirs et de réfrigérateurs, etc.

Par ordre
346

3. *Agriculture* :—Rapport du Commissaire de l—de la province de Québec pour 1898 *Document No. 3.*)

Par ordre du
Lt-Gouv.

PRÉ-
SENTÉS.

18

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
4. <i>Angers, Louis</i> :—Documents se rapportant à la cause de Louis Angers, contre les commissaires d'écoles de St-Ubalde.	Par ordre 346	
5. <i>Annonces judiciaires</i> :—Liste des journaux dans lesquels ont été publiées, depuis la dernière session, les annonces judiciaires dans les différents districts de la Province. (<i>Document No. 38.</i>)	Par ordre 52	112
6. <i>Anse-du-Cap</i> :—Copie des rôles de paie des conducteurs de travaux dans les municipalités de l'Anse-du-Cap de la Malbaie No. 2, dans le comté de Gaspé, depuis le vingt-cinq de mai 1898. (<i>Document No. 83.</i>)	Par ordre du 29 déc. 1897 Vol XXXII 223	349
7. <i>Argenteuil</i> :—Documents relatifs à un octroi d'argent pour la construction de bâtisses permanentes pour expositions dans le comté d'Argenteuil. (<i>Document No. 79.</i>)	Par ordre 129	322
8. <i>Atlantique et Lac Supérieur</i> :—Rapports et correspondance, depuis la dernière session, au sujet du chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur. (<i>Impression ordonnée, 289.</i>) .(<i>Document No. 19.</i>)	Adresse 44	52
9. <i>Beattie, Harvey</i> :—Documents concernant la destitution de Harvey Beattie, etc. (<i>Document No. 85.</i>)	Adresse 318	358
10. <i>Beaupré vs. Desnoyers, et al.</i> :—Balance du dossier dans la cause No. 2637 de la Cour Supérieure de Montréal(1898)de— (<i>Impression ordonnée, 289.</i>) .(<i>Document No. 62.</i>)	Adresse 136	218
11. <i>Bellechasse</i> :—Etat indiquant le nombre de causes entendues devant la Cour de Circuit du comté de Bellechasse, depuis 1895.....(<i>Document No. 86.</i>)	Par ordre 65	103

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
12. <i>Bibliothèque de la Législature</i> :—Rapport du bibliothécaire pour 1898.	111e règle	24
13. <i>Boîtes de scrutin</i> : — Correspondance échangée entre le gouvernement et M. F.-A. Têtu, au sujet d'un nouveau modèle de boîte de scrutin pour les élections provinciales.	Par ordre 93	
14. <i>Castonguay & Gauvreau</i> : — Copie des rapports de—en 1895-96 concernant les travaux de colonisation dans le comté de Charlevoix. (<i>Document No. 84.</i>)	Par ordre 330	351
15. <i>Cautionnements</i> :—Etat des—donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 7 décembre 1897 jusqu'au 20 janvier 1899, inclusivement. (<i>Document No. 11.</i>)	Par acte	44
16. <i>Champagne, Charles-L.</i> : — Dossier complet dans la cause de Charles-L. Champagne vs. La Reine. (<i>Document No. 43.</i>)	Par ordre 101	126
17. <i>Chemins de fer</i> :—Etats, rapports et statistiques pour 1897-98 de quelques compagnies de chemins de fer, conformément à l'article 5176 et suivants des S. R. P. Q.....(<i>Document No. 23.</i>)	Par acte	53
18. <i>Chemins de fer</i> : — Copie des ordres en conseil, et de la correspondance, en rapport avec l'octroi de subsides aux chemins de fer.....(<i>Document No. 49.</i>)	Adresse 44	205
19. <i>Chemins de colonisation</i> :—Etat du montant dépensé, depuis le 30 juin 1898, jusqu'à ce jour, à même l'argent voté pour les chemins de colonisation. (<i>Impression ordonnée, 289.</i>) (<i>Document No. 28.</i>)	Par ordre 56	70

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
20. <i>Chouinard, Ambroise</i> :—Copie de toutes instructions adressées à Ambroise Chouinard, pour faire faire des travaux à la route des Trois-Ruisseaux, ainsi que copie de tous documents s'y rattachant.	Par ordre 79	
21. <i>Colonisation</i> :—Etat établissant l'emploi des deniers de colonisation votés par cette Chambre pour 1897-98, employés à quelque objet que ce soit et non distribués par ordre en conseil. (<i>Document No. 25.</i>)	Par ordre de la dernière session Vol. XXXII 71	63
22. <i>Colonisation</i> :—Liste de toutes les demandes de secours, octrois, subventions, pour aider à la colonisation dans cette Province, pour les années 1896-1897 et pour l'année courante. (<i>Document No. 75.</i>)	Ordre du 3 dé- cembre 1897 Vol. XXXII 70	285
23. <i>Colonisation et des mines</i> :—Rapport du Commissaire de la—de la province de Québec pour 1898...(<i>Document No. 21.</i>)	Par ordre du Lieut-Gouv.	18
24. <i>Comptes publics</i> :—Etat des—de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1898...(<i>Document No. 2.</i>)	Par ordre du Lieut-Gouv.	16
25. <i>Conférenciers agricoles</i> :—Etat donnant la liste des conférenciers agricoles employés par le gouvernement actuel depuis le premier juin 1897. (<i>Document No. 80</i>)	Par ordre 229	345
26. <i>Congrès de colonisation</i> :—Rapports et projets de loi suggérés se rapportant au dernier congrès de colonisation tenu à Montréal...(<i>Document No. 69.</i>)	Par ordre 229	262
27. <i>Conseil d'hygiène</i> :—Copie des documents relatifs aux dépenses du —.	Par ordre 26	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
28. <i>Crédit agricole</i> :—Correspondance avec le gouvernement, au sujet de l'établissement d'un système de crédit agricole dans la Province.	Par ordre 324	
29. <i>DeCazes, Paul</i> :—Etat détaillé de la somme de \$1,150 payée à M. Paul de Cazes pour codification des lois scolaires.....(<i>Document No. 34.</i>)	Adresse 79	103
30. <i>Dette de la Province</i> :—Documents et correspondance depuis la dernière session au sujet de la conversion de la dette de la Province. (<i>Impression ordonnée, 289.</i>) (<i>Document No. 22.</i>)	Adresse 44	52
31. <i>Douglastown</i> :—Correspondance échangée, et rapport fait depuis le mois de décembre 1897 relativement aux travaux exécutés au pont jeté sur la rivière Saint-Jean, à Douglastown, Gaspé.....(<i>Document No. 68</i>)	Par ordre 229	262
32. <i>Dupuis, Auguste</i> :—Etat indiquant combien d'arbres fruitiers etc.. M—, de Saint-Roch-des-Aulnaies a fournis au département de l'agriculture. (<i>Document No. 52.</i>)	Par ordre 145	206
33. <i>Ecoles d'agriculture</i> :—Documents relatifs aux écoles d'agriculture subventionnées par la Province.	Par ordre 309	
34. <i>Ecoles élémentaires</i> :—Etat détaillé de la somme de \$53,000 mentionnée dans les comptes publics pour 1898, pour écoles élémentaires. (<i>Document No 20.</i>)	Par ordre 43	52
35. <i>Economie interne</i> :—Rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, du 25 juin 1897, et approuvé par lui le 26 juin 1897, concernant la Commission de l—de l'Assemblée législative.	Par message	26

DOCUMENTS:— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
36. <i>Elections</i> :—Etat de la votation dans les différents districts électoraux de la Province où des élections ont été tenues depuis le premier octobre 1897.....(<i>Document No. 61.</i>)	Par ordre 79	213
37. <i>Employés permanents et surnuméraires</i> : Liste de tous les employés, permanents et surnuméraires, pendant l'exercice financier 1897-98.	Par ordre 221	
38. <i>Estimés</i> :—Budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1899, et Budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1900 transmis à la Chambre et renvoyé au comité des subsides. (<i>Imprimé</i>).....(<i>Document No. 1.</i>)	Par message	87
39. <i>Exposition de Paris</i> :—Ordres en conseil et correspondance au sujet de la représentation de la Province à l'exposition de Paris en 1900.	Adresse 342	
40. <i>Fraser, A., & Co.</i> :—Documents relatifs à aucune remise faite à MM. A. Fraser & Co., pour droits de coupe, rentes foncières, etc., en rapport avec leurs limites dans le district du Lac Saint-Jean.....(<i>Document No. 16</i>)	Par ordre de la dernière session Vol. XXXII 369	47
41. <i>Fonds en fidéi-commis</i> :—Correspondance au sujet des intérêts sur les—retenus par le gouvernement du Canada. (<i>Document No 82.</i>)	Adresse 122	349
42. <i>Gagné, Cyrille</i> :—Documents relatifs à la destitution de Cyrille Gagné, messenger de l'Orateur.	Par ordre 168	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
43. <i>Gagnon & Frère</i> :—Documents se rapportant à aucune remise faite à MM. Gagnon & Frère, pour droit de coupe, rantes foncières, etc., relativement à leurs limites dans la division du Saguenay..... (<i>Document No. 31.</i>)	Par ordre de la dernière session Vol. XXXII 369	87
44. <i>Gaspé, arpentages et cadastres</i> :—Copie de toute correspondance ainsi que de toutes instructions, depuis le 25 mai dernier, le tout relativement à des travaux d'arpentages et de cadastres dans le comté de Gaspé. (<i>Document No. 57.</i>)	Ordre du 5 janvier 1898 250	206
45. <i>Gaspé, chemin maritime</i> :—Liste de paie des ouvriers employés à l'entretien du chemin maritime de la rive sud, Gaspe, en 1896.....(<i>Document No. 27.</i>)	Par ordre 47	64
46. <i>Gazette Officielle</i> :—Rapport du comité du Conseil Exécutif concernant la distribution de la—(<i>Document No. 14.</i>)	Par message	18
47. <i>Grignon, Dr W.</i> —Documents, correspondance se rapportant à la démission du Dr W. Grignon, de Sainte-Adèle, comme conférencier agricole.	Par ordre 229	
48. <i>Guay, Monseigneur Charles</i> :—Etat détaillé de la somme de \$921.11 payée à monseigneur Charles Guay, et copie de tous arrêtés en conseil et documents au sujet de ce paiement. (<i>Document No. 44.</i>)	Adresse 79	127
49. <i>Guillemain, Jean-Baptiste</i> :—Etat des sommes payées par le gouvernement en rapport avec le procès de Jean Baptiste Guillemain.....(<i>Document No. 58.</i>)	Par ordre 116	212

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
50. <i>Herbe à Bernache</i> : — Correspondance entre le gouvernement et des tiers, au sujet du droit de propriété et de l'exploitation de "l'herbe à Bernache," (Zostère.).....(<i>Document No. 72</i>)	Par ordre 145	269
51. <i>Iles-de-la-Madeleine</i> : — Etat indiquant les noms des personnes à qui ont été délivrées les vivres envoyées par le gouvernement aux Iles-de-la-Madeleine.....(<i>Document No. 30.</i>)	Par ordre 63	82
52. <i>Iles-de-la-Madeleine</i> :—Concernant la dépense des argents de colonisation dans les—.....(<i>Document No. 33.</i>)	Par ordre 63	96
53. <i>Iles-de-la-Madeleine</i> : — Copie de toutes plaintes contre le député shérif des Iles-de-la-Madeleine; copie de l'enquête faite par l'inspecteur Chèvrefils, au sujet d'une partie des dites plaintes (<i>Document No. 48.</i>)	Par ordre 98	147
54. <i>Ile-Jésus</i> :—Rapport de la Commission des chemins à barrières de l—pour l'année finissant le 31 décembre 1898. (<i>Document No. 24.</i>)	Par acte	54
55. <i>Imprimeur de la Reine</i> :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués et le nombre qui lui reste en mains, avec le coût détaillé des frais encourus pour l'impression et la distribution des dits Statuts.....[<i>Document No. 12.</i>)	Par message	17
56. <i>Instituteurs et institutrices</i> : — Copie de tous ordres en conseil. depuis le 1er juin 1897, au sujet du salaire des instituteurs et institutrices. (<i>Document No. 45.</i>)	Adresse 47	127

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
57. <i>Institutions littéraires, de charité et hôpitaux:</i> —Rapports annuels, etc., des—ci-des- sous mentionnés :		
Hôtel-Dieu St-Joseph, Arthabaskaville		29
Hôtel-Dieu St-Valier, Chicoutimi.		29
Hôpital de.....Fraserville		29
Hospice Ste-Anne, Baie-St-Paul		29
Hospice St-Joseph de la Délivrance, Lévis.		29
Asile des Dames Bienveillantes, Montréal.		259 352
Asile des Orphelins Protestants, do		28
Asile de St-Vincent de Paul, do		28
Asile Ste-Marguerite, do		28
Hôpital Général (Sœurs Grises), do		28
Hôpital Général, do		29
Hôpital Notre-Dame, do		29
Hospice de la maternité, do		29
Hôpital protestant pour les aliénés, do		28 119
Hôpital St-Patrice, do		29
Ladies Hebrew Benevolent Society, do		28
Monastère de N.-D. de Charité, du Bon-Pasteur, do		43
Orphelinat Catholique Romain, do		28
Salle d'Asile Ste-Cunégonde, do		54
Salle d'Asile St-Joseph, do		28
Sœurs de la Providence, do		28
The Church Home, do		28
Young Men's Hebrew Benevolent Society, do		28
Hôtel-Dieu, .....Nicolet.		28
Asile du Bon-Pasteur, Québec.		34
Asile des Orphelines de l'église d'Angleterre, do		24
Asile Ste-Brigitte, do		43
Hospice de la Miséricorde, do		43
Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, do		23
Ladies' Protestant Home, do		50

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Institutions littéraires, de charité et hôpitaux :— Suite.</i>		
Orphelinat des Sœurs de la Charité, Québec.....	.....	64
Œuvre du Patronage, do.....	.....	29
Women's Christian Association, do.....	.....	43
Hospice des Sœurs de la Charité, Rimouski.....	.....	64
Sœurs de la Charité.....	.....	64
.....Ste-Anne de la Pocatière.....	.....	64
Asile de.....St-Ferdinand d'Halifax.....	.....	29
Hôtel-Dieu de.....St-Hyacinthe.....	.....	29
Hôpital,.....St-Jean d'Iberville.....	.....	29
Salle d'Asile,.....do.....	.....	29
Hôpital de.....St-Jérôme.....	.....	29
Hospice de St-Thomas, Montmagny.....	.....	64
Hôpital protestant, Sherbrooke.....	.....	29
Hospice du Sacré-Cœur, do.....	.....	29
Hôpital Général, Sorel.....	.....	29
Orphelinat et Hôpital de Valleyfield.....	.....	28
(Documents No 17.)		
58. <i>Instruction publique</i> :—Rapport du surin- tendant de l'—pour l'année 1897-98. (Imprimé).....(Document No. 65.)	Par ordre du Lt-Gouv.	252
59. <i>Journal d'Agriculture</i> : — Document au sujet de la publication et de l'impres- sion du—.....(Document No. 51)	Adresse Vol. XXXII 92	206
60. <i>Kildare</i> :—Documents se rapportant à la concession ou vente de l'arrière rue qui existe entre les 8e et 9e rangs du canton Kildare, comté de Joliette.	Par ordre 56	
61. <i>King, Bros</i> :—Correspondance et toutes décisions du Commissaire des Terres relativement à aucune remise de droits de coupe, rentes foncières, etc., en faveur de King Bros., pour leurs limites dans le district de Gaspé. (Document No. 40.)	Adresse de la dernière session, Vol. XXXII, page 265	112

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
62. <i>King, Bros</i> :—Correspondance et toutes décisions du Commissaire des Terres, depuis le 21 décembre 1891, à venir au 25 mai dernier, relativement à aucune remise de droits de coupe, de rentes foncières, etc., en faveur de King, Bros, pour leurs limites, dans le district de Gaspé. (<i>Document No. 39</i>)	Adresse de la dernière session, Vol. XXXII, page 266	112
63. <i>Laberge et Roy</i> :—Copie de tous documents en rapport avec : 1o. la destitution de Philéas Laberge, comme député régistrateur de Québec; 2o. la nomination de Jos.-P. Roy, comme son successeur.....(<i>Document No. 15.</i>)	Adresse Vol. XXXII page 33	35
64. <i>Lac-St-Jean</i> :—Correspondance au sujet de la destitution des juges de paix du Lac-St-Jean, et de la nomination de leurs successeurs....(<i>Document No. 50.</i>)	Par ordre 197	205
65. <i>Lac-St-Jean</i> :—Correspondance au sujet de l'établissement d'une manufacture de pulpe au Lac-St-Jean. (<i>Document No. 53.</i>)	Par ordre 122	206
66. <i>Lac-St-Jean</i> : — Montant dépensé pour colonisation, depuis le 1er juillet, dans le comté du Lac-St-Jean. (<i>Document No. 67.</i>)	Par ordre 122	262
67. <i>Lac-St-Jean</i> :—Correspondance au sujet du renouvellement de la garantie des intérêts sur les bons de la Cie du chemin de fer du Lac-St-Jean. (<i>Document No 81.</i>)	Par ordre 275	345
68. <i>Lallier, Charles</i> :—Documents et copie de jugement relatifs à la licence d'hôtel de Chs. Lallier.	Par ordre 324	

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
69. <i>Lauzon, Seigneurie</i> :—Copie du rapport de J.-C. Langelier au sujet de la réduction de certaines rentes dans la seigneurie de Lauzon.	Par ordre 342	
70. <i>Licences</i> :—Etat du nombre de licences pour vente de boissons, émanées durant la dernière année fiscale.	Adresse 80	
71. <i>Limites à bois</i> :—Etat indiquant les limites à bois vendues, ou sous licence, les noms des acquéreurs primitifs et des possesseurs actuels, la date de leur acquisition et le prix d'achat. (<i>Impression ordonnée</i> , 289) (<i>Document No 47.</i>)	Par ordre 93	134
72. <i>Mandats spéciaux</i> :—Etat des rapports du conseil et mandats spéciaux émis durant la vacance. (<i>Imprimé</i> , 20.)	.....	19
73. <i>Marieville</i> :—Copie de toutes requêtes demandant de l'aide en faveur de l'Hôpital de Marieville.	Par ordre 99	
74. <i>Marois, Félix-Emile</i> :—Copie du rapport de l'analyse faite par le Dr Vallée et de l'enquête du coroner au sujet de la mort de l'enfant Félix-Emile Marois, et de tous documents s'y rapportant. (<i>Document No 42.</i>)	Par ordre 79	126
75. <i>Montreal, Compagnie d'exposition</i> :—Documents concernant la Compagnie d'exposition de Montréal.	Adresse 94	
76. <i>Prison de Montréal</i> :—Rapports des enquêtes faites sur l'administration de la prison de Montréal, depuis le 30 juin, 1897.....(<i>Document No. 64.</i>)	Par ordre 197	239

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
77. <i>Prison des femmes, Montréal</i> :—Correspondance etc., en rapport avec la prison des femmes protestantes de Montréal.....(<i>Document No. 74.</i>)	Par ordre 239	285
78. <i>Municipalités</i> :—Etat tabulaire des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des— ....(<i>Document No. 65.</i>)	En vertu de la loi	240
79. <i>Montréal et Ouest</i> :—Correspondance se rapportant à l'octroi d'un subside pour l'extension du chemin de fer "Montréal et Ouest", de son terminus actuel au Nomingue et à la Lièvre. (<i>Document No. 76.</i>)	Par ordre 275	317
80. <i>Mussen vs. La Reine</i> :—Documents survenus en une cause de la Reine vs. Mussen .....(<i>Document No. 70.</i>)	Par ordre 221	262
81. <i>Pacaud, Ernest</i> :—Copie du dossier imprimé dans la cause en appel de Ernest Pacaud vs. Sa Majesté, et documents s'y rattachant.....(<i>Document No. 63.</i>)	Par ordre 146	239
82. <i>Pêche</i> :—Correspondance au sujet de l'application et de l'exécution du jugement des Lords du comité judiciaire du Conseil Privé, rendu le 26 mai 1898, relativement aux droits de pêche.	Adresse 93	
83. <i>Pêche et pêcheries</i> :—Etat indiquant les locations du domaine public, en vertu de baux de pêche, consenties par le Commissaire des Terres.	Par ordre 168	
84. <i>Petite-Rivière-Est</i> :—Correspondance, en 1897, au sujet des travaux de colonisation à faire à la Petite-Rivière-Est, sous la direction de M. Nazaire Lelièvre.....(<i>Document No. 60.</i>)	Par ordre 145	213

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
85. <i>Petit-Pabos et Cap-Chat</i> :—Documents au sujet de la construction de ponts sur la rivière du Petit-Pabos et sur celle du Cap-Chat...(Document No. 35.)	Adresse 79	103
86. <i>Plourde, Dr.</i> :—Correspondance entre le docteur Plourde et le gouvernement, au sujet d'une remise d'honoraire. (Document No. 56.)	Par ordre 197	206
87. <i>Police provinciale</i> :—Documents au sujet de la police provinciale à l'Île d'Anticosti, durant l'année 1898.	Par ordre 146	206
88. <i>Ponts</i> :—Copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance au sujet de l'emploi et de la dépense au sujet de l'item 74, aide pour travaux à d'autres ponts \$5,000.00 du budget pour l'année 1897-98, 60 Victoria, chap. 1. (Document No. 26)	Adresse de la dernière session, Vol. XXXII 223	63
89. <i>Poulin, E.</i> :—Correspondance et documents se rapportant à la destitution de M. E Poulin.....(Document No. 5..)	Par ordre 129	207
90. <i>Prisons, asiles, etc.</i> :—Vingt-huitième rapport des inspecteurs des—et bureaux publics de la province de Québec pour 1897.....(Document No. 4.)	Par ordre du Lt-Gouv.	17
91. <i>Québec et Lac Saint-Jean</i> :—Documents se rapportant au prolongement du chemin de fer Québec et Lac St-Jean, de Chicoutimi à St-Alphonse. (Document No. 77.)	Par ordre 286	322
92. <i>Québec, Montmorency et Charlevoix</i> :—Correspondance et documents au sujet d'une demande de subside pour le chemin de fer " Québec, Montmorency et Charlevoix.....(Document No. 78.)	Par ordre 286	322

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
93. <i>Rapports du Conseil Exécutif</i> :—Etat des —et mandats spéciaux émis en vertu de l'article 785 des S. R. de Québec, préparé par l'auditeur de la Province. (<i>Imprimé</i>).....(<i>Document No. 20.</i>)	En vertu de la loi.	19
94. <i>Recettes et paiements</i> :—Etat des recettes et paiements de toutes sources de la province de Québec, depuis le 1er juillet dernier jusqu'à cette date. (<i>Document No. 29.</i>)	Par ordre 35	82
95. <i>Réviseurs, Montréal</i> : — Documents au sujet des réviseurs pour les listes élec- torales dans la cité de Montréal. (<i>Impression ordonnée, 289.</i>) (<i>Document No. 46.</i>)	Adresse 123	134
96. <i>Ross, Beemer et Scott</i> :—Documents rela- tifs à aucune remise de droits de coupe à MM. Ross, Beemer et Scott, sur leurs limites dans la division du Lac-St-Jean.....(<i>Document No. 18</i>)	Par ordre de la dernière session, Vol. XXXII. 351	47
97. <i>Saint-Hilaire</i> :—Copie des pétitions des habitants de—, comté de Rouville, demandant de l'aide à l'occasion des dommages causés par la grêle. (<i>Document No. 41.</i>)	Adresse du 22 déc. 1897	117
98. <i>Saint-Jérôme</i> : — Documents et corres- pondance, au sujet de difficultés sur- venues dans l'établissement des limi- tes du village de St-Jérôme, depuis mai, 1898.....(<i>Document No. 59.</i>)	Par ordre 197	212
99. <i>Secrétaire et Registraire de la Province</i> :— Rapport du—pour l'exercice au 1er juillet 1898.....(<i>Document No. 6.</i>)	En vertu de la loi.	16
100. <i>Service civil</i> :—Copie d'un rapport du comité du Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le— (<i>Document No. 13.</i>)	Par message	17

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
101. <i>Société de Numismatique et d'Archéologie</i> : —Rapport annuel de la— (<i>Document No. 17.</i>)	En vertu de la loi.	29
102. <i>Statistiques judiciaires</i> :—Extrait des rap- ports—pour 1897....(<i>Document No 16</i>) .....	.....	17
103. <i>Statistiques judiciaires</i> :—Extrait des rap- ports—pour 1898....(<i>Document No 71</i>) .....	.....	269
104. <i>Statistiques municipales</i> : — Statistiques municipales ou Rapports municipaux pour l'année expirée le 31 décembre 1897.....(<i>Document No 9</i>).	Par acte	17
105. <i>Sténographes</i> :—Copie des instructions envoyées aux protonotaires de Mont- réal et de Québec, au sujet de la nomination des sténographes à la cour d'enquêtes et mérite. (<i>Document No 32</i>).	Par ordre 65	96
106. <i>Stenson, M.</i> :—Etat des sommes payées à M. Stenson, M. P., pour conférences agricoles.....(<i>Document No 73</i>).	Par ordre 258	269
107. <i>Terrebonne</i> :—Etat des affaires de la Cie des chemins à barrières de Terrebonne, pour 1898.....(<i>Document No 24</i>).	En vertu de la loi.	72
103. <i>Terres, Forêts et Pêcheries</i> :—Rapport du Commissaire des—de la province de Québec pour 1898. (<i>Imprimé</i>) .....(<i>Document No 8</i>).	En vertu de la loi.	18
109. <i>Travaux publics</i> :—Rapport général du Commissaire des—de la province de Québec pour 1898 ....(<i>Document No 7</i>).	En vertu de la loi.	18

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
110. <i>Vermette, Joseph</i> :—Documents relatifs à aucune remise faite à M. Joseph Vermette, jr., de Québec, représentant les créanciers de T.-J. Lamontagne pour droits de coupe, rentes foncières, etc., pour certaines limites dans la division du Saguenay.	Ordre de la dernière session Vol. XXXII, page 369	104

DONATIONS :—Bill de M. LeBlanc validant certaines donations faites par contrat de mariage, 70. Voir *Bills*, 92.

DOUGLASTOWN :—Motion de M. Flynn, pour copie de correspondance échangée, et de tout rapport fait, depuis le mois de décembre 1897, relativement aux travaux exécutés, au pont jeté sur la rivière Saint-Jean, à Douglastown, Gaspé, 229 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 262. (*Document No. 68*). Voir *Documents*, item 31.

DROITS DE PÊCHE :—Voir *Pêche*.

DUPUIS, AUGUSTE :—Motion de M. Grenier, pour un état indiquant combien d'arbres fruitiers etc., M.—a fournis au département de l'agriculture, 156 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 206. (*Document No. 52*). Voir *Documents*, item 32.

EAST-ANGUS :—Pétition demandant l'incorporation de la ville de—, 31 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bills*, 113.

ECOLES D'AGRICULTURE :—Motion de M. Chicoyne pour documents relatif, aux écoles d'agriculture subventionnées par la Province avec copie de toutes demandes de subventions, etc., etc., 309.

ECOLES ÉLÉMENTAIRES :—Motion de M. Duplessis pour un état détaillé de la somme de \$55.000 dépensée pour écoles élémentaires, 43 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 52. (*Document No. 20*). Voir *Documents*, item 34.

ECOLES PUBLIQUES :—Bill à l'effet d'assurer une meilleure assistance aux—, 95. Voir *Bills*, 101 ; voir aussi *Votes pris en Chambre*, 5.

ECONOMIE INTERNE :—Le Lieutenant-Gouverneur transmet copie d'un rapport de l'honorable Conseil exécutif, en date du 25 juin 1897, concernant la Commission de l'—de l'Assemblée législative, 26.
Voir *Documents*, item 35.

EDUCATION :—Pétition demandant des amendements aux lois de l'—, 84.

Elections :

1. CERTIFICATS D'ÉLECTIONS :

Beauharnois.—Arthur Plante, écr., 10.

Lévis.—L'hon. Charles Langelier, 11.

Matane.—Donat Caron, écr., 30.

Missisquoi.—Cedric Lemoine-Cotton, écr., 11.

Verchères.—Etienne Blanchard, écr., 12.

2. Motion de M. Chénvert pour un état de la votation dans les différents districts électoraux de la Province où des élections ont été tenues depuis le premier octobre 1897, 79 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 213. (*Document No 61*). Voir *Documents*, item 31.

3. Bill de M. Dechêne amendant la loi électorale de Québec, 1895, 86. Voir *Bills*, 19.

4. Bill de M. Robidoux amendant la loi électorale de 1895, 281. Voir *Bills*, 27.

5. Bill de M. Marion amendant la loi électorale de 1895, 86. Voir *Bills*, 106.

ELECTIONS CONTESTÉES :—

Documents mis devant la Chambre relatifs aux districts électoraux suivants :

1. *Iles-de-la-Madeleine* :—Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 257.

2. *Missisquoi* :—Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 2.

3. *Montmorency* :—Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 4.

4. *Verchères* :—Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre, 5.

2.—MANDATS ÉMIS DURANT LA VACANCE :

DISTRICT ÉLECTORAL	EN REMPLACEMENT DE	POURQUOI.
Beauharnois.....	E.-H. Bisson	Nommé registrateur, 10.
Lévis	N.-N. Ollivier	Décédé, 11
Matane	L.-F. Pinault	Démissionnaire, 8.
Missisquoi	J.-C.-J.-S. McCorkill.....	Démissionnaire, 11.
Verchères.....	Etienne Blanchard.....	Election annulée, 12.

EMPLOYÉS PERMANENTS :—Résolution de M. Bourbonnais ordonnant la production, chaque année, d'une liste de tous les employés permanents de la province de Québec ; adoptée, 303.

EMPLOYÉS PERMANENTS ET SURNUMÉRAIRES :—Motion de M. Bourbonnais pour une liste de tous les employés, permanents et surnuméraires, pendant l'exercice financier 1897-98, 221.

EMPRUNTS TEMPORAIRES :—Remboursements des— ; interpellation 46.

ENFANTS IMMIGRANTS :—Bill de M. Turgeon, concernant les—, 61. Voir *Bills*, 8.

ESTIMÉS :—Message du Lieutenant-Gouverneur transmettant le budget supplémentaire pour l'année expirée le 30 juin 1899, et le budget pour l'année expirant le 30 juin 1900 ; renvoyé au comité des subsides, 87. (*Imprimé.*) (*Document No. 1.*) Voir *Documents*, item 38 ; aussi *Subsides*.

EXPOSITION DE PARIS :—1. Motion de M. Plante pour copie des arrêtés en conseil et de la correspondance au sujet de la représentation de la Province à l'exposition de Paris en 1900, 342.

2. Interpellation au sujet de l'—, 282.

FARNHAM :—Pétition demandant une loi refondant les lois organiques de la corporation de la ville de—, 36 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 40. Voir *Bills*, 65.

FAURE, M. FÉLIX :—Résolution de sympathies à l'occasion du décès soudain de— ; réception des dépêches en réponse à cette résolution ; documents devant être entrés dans les Procès-Verbaux et les Journaux de cette Chambre, 186.

FONDS DE PENSION :—Résolution relative au—des fonctionnaires de l'enseignement primaire, 131, 143 ; adoptée et renvoyée au comité général du bill de l'Instruction publique, 143.

FONDS EN FIDÉI-COMMIS :—Correspondance au sujet des intérêts sur les—retenus par le gouvernement du Canada, 122 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 349. (*Document No. 82.*) Voir *Documents*, item 41.

FORÊTS :—Bill de M. Parent, amendant la loi concernant la protection des forêts contre les incendies, 25. Voir *Bills*, 5.

FOURNISSEURS DE MATÉRIAUX :—Voir *Architectes*, aussi *Bills*, 96.

FOY, DAME SUSANNAH :—Pétition demandant une loi permettant de vendre certaines actions de la Banque Molson, 24 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bills*, 77.

FRANCISCAINS, PÈRES :—Voir *Pères Franciscains* ; aussi *Bills*, 55.

FRASER, A. & Co. :—Réponse à un ordre de la dernière session pour copie de tous documents relatifs à aucune remise à MM. A. Fraser & Co., etc, pour droits de coupe de bois, 47. (*Document No. 16.*) Voir *Documents*, *item*, 47.

FRASERVILLE :—Hôpital de—Etat d'affaires, 29 Voir *Documents*, *item*, 57

FRATERNITÉ DU TIERS ORDRE DE SAINT-FRANÇOIS D'ASSISE : — Petition de la—, et autres, demandant des amendements à leur acte d'incorporation, 31 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 68. Voir *Bills*, 54.

FRONTIÈRES DE LA PROVINCE :—Bill de M. Parent concernant les limites des frontières nord-est, nord et nord-ouest de certains comtés de la Province, 25. Voir *Bills*, 2.

GAGNÉ CYRILLE :—Motion de M. Pelletier pour copie des documents relatifs à la destitution de Cyrille Gagné, messenger de l'Orateur, 168.

GAGNON ET FRÈRE :—Réponse à un ordre de la dernière session pour copie de tous documents se rapportant à aucune remise faite à MM. Gagnon et frère, etc, pour remise de droits de coupe, 87. (*Document No 31.*) Voir *Documents*, *item* 43.

GAMACHE, WILLIAM :—Interpellation, 323.

GASPÉ :—Réponse à un ordre de la Chambre du 5 janvier 1898 pour copie de toute correspondance, ainsi que de toutes instructions, depuis le 25 mai dernier, relativement à des travaux d'arpentages et de cadastres dans le comté de Gaspé, 206. (*Document No 57.*) Voir *Documents*, *item* 44.

GASPÉ, CHEMIN MARITIME :—Motion de M. Flynn pour copie de la liste de paie, du 28 mai au 7 août 1897, des ouvriers employés à l'entretien du chemin maritime, rive sud, Gaspé, 47 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 64. (*Document No 27.*) Voir *Documents*, *item* 45.

GAUTHIER, M. THOMAS :—Interpellation relative à—, 228.

GAZETTE OFFICIELLE :—Le Lieutenant-Gouverneur transmet copie d'un rapport de l'honorable Conseil exécutif concernant la distribution de la—, 18. *Non imprimé.* (*Document No 14.*) Voir *Documents*, *item* 46.

GUILLET DIT TOURANGEAU :—Voir *Tourangeau* ; aussi *Bills*, 80.

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE :—

1. Certificats d'élection de MM. Plante, 10 ; Langelier et Lemoine-Cotton, 11 ; Blanchard, 12 ; Caron, 30.

GRIGNON, DR. W. :—Motion de M. Nantel pour tous documents se rapportant à la démission du Dr. W. Grignon, de Sainte-Adèle, comme conférencier agricole, 229.

GUAY, MONSEIGNEUR GUAY :—Motion de M. Bédard pour un état détaillé de la somme de \$921.11 payée à monseigneur Charles Guay, et documents au sujet de ce paiement, 79 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 127. (*Document No. 44*). Voir *Documents, item*, 48

GUERIN, LEOPOLD :—Pétition demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, 37 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 40. Voir *Bills*, 53.

GUILLEMAIN, JEAN-BAPTISTE :—Motion de M. Dufresne pour un état des sommes payées par le gouvernement en rapport avec le procès de Jean-Baptiste Guillemain, 116 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 212. (*Document No. 58*). Voir *Documents, item*, 49.

HERBE A BERNACHE :—Motion de M. Flynn pour copie de toute correspondance, au sujet du droit de propriété et de l'exploitation de "l'herbe à Bernache", (Zostère), 145 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 269. (*Document No. 72*.) Voir *Documents, item*, 50.

HOGAN, HENRY—ET AL. :—Petition demandant une loi concernant l'expropriation de la rue Notre-Dame, 54 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 59. Voir *Bills*, 76.

HÔPITAL PROTESTANT :—1. Résolution concernant l'—pour les aliénés, 131, 152 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 152 ; résolution rapportée, 159 ; lue la seconde fois et adoptée ; bill basé sur cette résolution, 166. Voir *Bills*, 20.

2. Bill de M. Robidoux, concernant l'—pour les aliénés, 166. Voir *Bills*, 20.

ILE D'ANTICOSTI :—Voir *Anticosti*.

ILES-DE-LA-MADELEINE :—

1. Motion de M. Delaney pour copie de toutes plaintes contre le député-shérif des Iles-de-la-Madeleine ; copie de l'enquête faite par l'inspecteur Chèvrefils, au sujet d'une partie des dites plaintes, 98 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 147. (*Document No 48*). Voir *Documents*, item 53.
2. Motion de M. Delaney pour un état indiquant les noms des personnes à qui ont été délivrées les vivres envoyées par le gouvernement aux Iles-de-la-Madeleine, 63 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 82. (*Document No 30*). Voir *Documents*, item 51.
3. Motion de M. Delaney pour copie de la correspondance, échangée entre le gouvernement et toutes personnes dans les Iles-de-la-Madeleine, concernant la dépense des argents de la colonisation, 63 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 96. (*Document No 33*). Voir *Documents*, item 52.

ILE-JÉSUS :—Etat des affaires de la Commission des chemins à barrières de l'—, pour l'année finissant le 31 décembre 1898, 54. (*Document No 24*). Voir *Documents*, item 54.

IMPRESSIONS :—

1. Comité conjoint des impressions ; membres nommés par la Chambre, 45 ; premier rapport, 289 ; second rapport, 289 ; troisième, 345.
2. *Documents imprimés par ordre de la Chambre* :—
 Bill (18), refonte du Code municipal, 240.
 Bill (71) amendant les lois concernant la Cie des chars urbains de Montréal, 246.
3. *Documents dont l'impression est recommandée par le comité* :—
 No 19—Le chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur, 289.
 No 22—La conversion de la dette provinciale, 289.
 No 28—Chemins de colonisation, état des montants dépensés dans chaque comté, en dehors des montants votés, 289.
 No 46—Les réviseurs des listes électorales de Montréal, 289.
 No 47—Limites à bois vendues ou sous licence dans la province de Québec, 289.
 No 49—Subsides accordés aux chemins de fer, 289.

IMPRESSIONS :—*Suite.*

No 61—Etat de la votation dans les districts électoraux où ont eu lieu des élections depuis le 1er octobre 1897, 289.

Et No 62—Cause No 2637 (1897), *Beaupré vs Desnoyers et al.*, balance du dossier, 289.

Rapport supplémentaire de l'inspecteur des mines, 345.

IMPRIMEUR DE LA REINE :—Rapport de l'—transmis à la Chambre au sujet de l'impression et de la distribution des Statuts de la dernière session, 17. (*Document No. 12.*) Voir *Documents, item, 55.*

INDEMNITÉ DES DÉPUTÉS :—Voir *Députés.*

INDUSTRIES : Comité permanent nommé 16, 23, 28. Premier rapport nommant M. Weir, président et recommandant que le *quorum* soit réduit à cinq, 33; second rapport, 239; bill renvoyé à ce comité, 66.

INGÉNIEURS CIVILS :—Bill de M. Smith, concernant les ingénieurs civils, 228. Voir *Bills, 137.*

INSPECTION DES COMPAGNIES D'ASSURANCE, ETC. :—Bill de M. Robidoux, amendant la loi concernant l'—et autres compagnies, 253. Voir *Bills, 10.* Voir aussi *Votes pris en Chambre, 6.*

INSPECTEURS DES PRISONS, ASILES, ETC. :—M. Robidoux dépose le 28ième rapport des — et bureaux publics pour 1897, 17. (*Imprimé.*) (*Document No. 4.*) Voir *Documents, item, 90.*

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES :—

1. Motion de M. Pelletier pour copie de tous documents depuis le 1er juin 1897, au sujet du salaire des—, 47; réponse à l'ordre de la Chambre, 127. (*Document No. 45.*) Voir *Documents, item 56.*

2. Résolution relative au fonds de pension et de retraite des instituteurs et des institutrices, 131, 143; adoptée et renvoyée au comité général du bill de l'instruction publique, 143.

3. Salaire des instituteurs et institutrices; interpellation, 46.

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, DE CHARITÉ, HÔPITAUX :—Voir *Documents, item, 57.*

INSTRUCTION PUBLIQUE :

1. M. Robidoux dépose le rapport annuel du Surintendant de l'Instruction publique pour l'année 1897-98, 252. (*Imprimé*). (*Document No. 65*). Voir *Documents, item*, 58.
2. Bill, de M. Robidoux,—Loi de l'instruction publique, 25. Voir *Bills*, 9.
3. Voir aussi *Votes pris en Chambre* 7 et 8.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Faites par MM. :

Atwater, 93.

Ball, 52.

Bedard, 145.

Béland, 282.

Bissonnette, 65.

Bouffard, 73, 78.

Bourbonnais, 252.

Cardin, 113, 841.

Champagne, 330.

Chauret, 97, 116.

Chicoyne, 42.

D'Auteuil, 281.

Dufresne, 56, 76, 144.

Girard, 198, 228, 281, 341.

Gouin, 359.

Grenier, 46, 98, 113.

Lalonde, 168.

Langelier, 129.

LeBlanc, 45, 46, 203, 324.

Lislois, 42.

Panneton, 38.

Pelletier, 46, 51, 197, 281, 323.

Plante, 63, 81, 282, 324, 345, 351.

Smith, 97.

Tellier, 42, 51, 55, 56.

Weir, 77, 98.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Ayant rapport à :

- Argent de Colonisation, 56.
Arpentages, au sujet des contrats d'—, 98.
Asiles de la Province :—Nombre de malades dans les—198.
Audet, M. Joseph, 228.
Auger, M., registrateur, 168.
- Banque de Montréal, emprunt à la—45.
Beauharnois, prison de—, 351.
Bédard J. E., au sujet du Code municipal, 129.
Bedford, Prison de—, 345.
Bellechasse, Poursuites intentées à la Cour de Circuit de—197.
Boutin, M. Joseph, 145.
Brassard, chemin, 55.
Bussière, Jean, de St-Henri, Lévis, 46.
- Cacouna, école du soir, 281.
Chemins à barrières de Montréal :—rapport des syndics des—, 97.
Christin, T.-A., de St-Jovite, 276, 304.
Code de procédure ; au sujet de la refonte du—, 114.
Code municipal de J.-E. Bédard, 129.
Conférence internationale, réception aux membres de la—, 252.
Constantin, Docteur, du Lac-Saint-Jean, 198, 341.
Coulombe, M. Etienne, 229.
- Délégué apostolique, 42.
Dette consolidée de la Province, 93.
- Education élémentaire, 42.
Emprunt autorisé en 1898, 46.
Emprunts temporaires, 46.
Emprunt temporaire à la Banque de Montréal, 45.
Exposition de Paris, 282.
- Gamache, William, 323.
Gauthier, M. Thomas, 228.
- Instituteurs, salaires des—, 46.
- Lachute à Saint-André, chemin de fer de—, 77, 93.
Laiterie, station expérimentale de—, 129.
Lamothe M. Ovide, 203, 324.
Langelier Charles :—lettre de l'honorable—, 63.
Louisiane, Mexique, Canada, 324.
- Marchand, M.—au sujet du délégué apostolique, 42.
Merry Del Val, monseigneur, 42.
Morin, M. Joseph, 51.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Passes migratoires sur la rivière Ottawa, 330.
 Plourde, Docteur, 281.
 Plourde, Docteur, du Lac-Saint-Jean, 228.
 Ponts en fer, 65.

Rampolla, Cardinal, 42.

Sainte-Emilie de l'Energie, chemin dans—, 56.

Saint Michel, compagnie du chemin—, 97.
 Saint Siméon, Pont sur la rivière Noire—, 281.
 Sénat, réforme du—, 359.
 Sherbrooke, Palais de Justice, 38.
 Sociétés de crédit agricole, 116.
 Sociétés de secours mutuels, 42.
 Sténographes, sommes payées aux—, 144.

Talbot, Aimé, 52, 113, 114.
 Taxe sur les corporations commerciales, 73.
 Taxe sur les successions, 76.
 Thetford, billets de location, 97.
 Tremblay, Johnny, 228.
 Trépanier, M. Théophile, 98.
 Trois-Pistoles, Cour de Magistrats à—, 324.
 Trois-Rivières, Association agricole des—, 344.
 Valleyfield, école des arts à—, 281.
 Ventes judiciaires, annonces des—, 51.

JOURNAL D'AGRICULTURE :—Documents au sujet de la publication du—, 206. (*Document No. 51.*) Voir *Documents, item 57.*

JOURNAUX DE LA CHAMBRE :—

1. Entrée dans les—, au sujet de la 3e lecture d'un bill, rescindée, 303.
2. Documents relatifs aux élections contestées, entrés dans les— ; Missisquoi, 2 ; Montmorency, 4 ; Verchères, 5.
3. Documents relatifs à la résolution et aux réponses télégraphiques au sujet de la mort de M. Felix Faure devant être entrés dans les Journaux de la Chambre, 186.
4. Mémoire de M. l'Orateur au sujet des meilleures règles de procédure sur les bills privés, devant être publié comme *Appendice A* dans les Journaux de cette Chambre, 283.
5. Etat des travaux de la session entré dans les—comme *Appendice C*, 361.

KELLY, ANNE :—Pétition demandant une loi concernant la succession de Dame—, 24 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bills*, 77.

KILDARE :—Motion de M. Tellier pour copie de tous documents se rapportant à la concession ou vente de l'arrière rue qui existe entre les 8e et 9e rangs du canton Kildare, comté de Joliette, 56.

KING BROS :—

1. Réponse à une adresse de la dernière session pour copie de toute correspondance relativement à aucune remise de droits de coupe, rentes foncières, etc., en faveur de M. W. King Bros., pour leurs limites dans le district de Gaspé, 112. (*Document No. 39.*) Voir *Documents*, item 62.
2. Réponse à une adresse de la dernière session pour copie de toute correspondance, relativement à aucune remise de droits de coupe, rentes foncières, etc., en faveur de MM. King Bros., pour leurs limites dans le district de Gaspé, 112. (*Document No. 40.*) Voir *Documents*, item 61.

LABELLE, COMTÉ DE :—Pétition demandant une loi concernant la division d'enregistrement du comté de Labelle, 24 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 32. Voir *Bills*, 67.

LABERGE, PHILÉAS :—Réponse à une adresse de la dernière session pour copie de tous ordres, documents quelconques, concernant et en rapport avec : 1o. La destitution de Philéas Laberge, comme député registrateur de Québec ; 2o. La nomination de Jos.-P. Roy, comme son successeur, 32. (*Document No. 15.*) Voir *Documents*, item, 63.

LACHINE :—Pétition du Conseil de ville de la ville de—demandant des amendements à sa charte, 54 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 70. Voir *Bills*, 74.

LACHUTE ET SAINT-ANDRÉ :—Interpellation au sujet du chemin de fer de—, 98.

LAC-SAINT-JEAN :—

1. Motion de M. Girard pour correspondance au sujet de la destitution des juges de paix au Lac-Saint-Jean, et de la nomination de leurs successeurs, 197 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 205. (*Document No. 5^{re}.*) Voir *Documents*, item 64.

LAC-SAINT-JEAN :—*Suite.*

2. Motion de M. Bouffard pour correspondance au sujet de l'établissement d'une manufacture de pulpe au Lac-Saint-Jean, 122 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 206. (*Document No. 83.*) Voir *Documents, item 65.*
3. Motion de M. Girard pour montant dépensé pour colonisation, depuis le 1er juillet, dans le comté du Lac-Saint-Jean, 122 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 262. (*Document No. 67.*) *Documents, item 66.*
4. Motion de M. Girard pour copie de toute correspondance au sujet du renouvellement de la garantie des intérêts sur les bons de la Cie du chemin de fer du Lac-Saint-Jean, 275 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 345. (*Document No. 81.*) *Documents, item 67.*

LAKE MEGANTIC PULP COMPANY :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 31 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bills, 47.*

LALLIER, CHARLES :—Motion de M. Nantel pour documents et copie de jugement relatifs à la licence d'hôtel de Charles Lallier, 324.

LAMOTHE, CHARLES :—Pétition demandant une loi relative à la succession de feu—, 44 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 55. Voir *Bills, 123.*

LAMOTHE, M. OVIDE :—Interpellations relatives à—, 203, 204.

LANGELIER, J.-C. :—Motion de M. Langelier pour copie du rapport de J.-C. Langelier au sujet de la réduction de certaines rentes dans la seigneurie de Lauzon, 342.

LANGELIER, L'HON. CHARLES :—

1. Certificat de son élection, 11 ; prête serment et prend son siège, 12.
2. Interpellation au sujet d'une lettre de—, 63.

LAPLANTE, J.-BTE :—Voir *Guillemain.*

LAPOINTE, JEAN-ALFRED-SIMON :—Pétition demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examen, 37 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 40. Voir *Bills, 61.*

LA REINE vs. MUSSEN :—Motion de M. Weir pour copie de tous documents survenus en une cause de la Reine contre Mussen, 221 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 262. (*Document No. 70.*) Voir *Documents, item, 80.*

LAURENTIAN WATER AND POWER COMPANY :—Pétition demandant l'incorporation de la—, 59 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 68 Voir *Bills, 1.7.*

LAURIER, HENRI :—Pétition demandant son admission au Barreau, 24 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 32. Voir *Bills, 38.*

LAUZON, SEIGNEURIE :—Motion de M. Langelier pour copie du rapport de J.-C. Langelier, au sujet de la réduction de certaines rentes dans la seigneurie de Lauzon, 342.

LAVALTRIE :—Bill détachant du comté de Berthier, la paroisse de Lavaltrie et l'annexant au comté de l'Assomption, 61. Voir *Bills, 93.*

LEDUC, ZOËL :—Pétition demandant une loi concernant la succession de —, 44 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bills, 70.*

LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :—

1. Comité permanent nommé, 16, 23, 21 ; premier rapport nommant M. Gouin, président, et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq ; adopté, 33 ; second rapport, 115 ; autres rapports. 126, 130, 136, 144, 151, 211, 220, 227, 240, 302, 344.

2. Bills renvoyés à ce comité, 47, 81, etc.

LELIÈVRE, NAZAIRE :—Motion de M. Flynn pour correspondance, en 1897, au sujet des travaux de colonisation à faire à la Petite-Rivière Est, sous la direction de M. Nazaire Lelièvre, 145 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 213 (*Document No. 60.*) Voir *Document, item 85.*

LÉVIS :—Hospice Saint-Joseph de la Délivrance :—Etat d'affaires, 29. Voir *Documents, item 57.*

LIBELLE :—Voir *Votes pris en Chambre, 9.*

LICENCES :—1. Motion de M. Langelier pour un état du nombre de licences, pour vente de boissons, émanées pendant la dernière année fiscale, 80.

LICENCES :—*Suite.*

2. Résolutions concernant les—, 229, 325 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 325 ; résolutions rapportées et adoptées ; bill basé sur ces résolutions, 326. Voir *Bills*, 25.
3. Bill de M. Marchand amendant la loi des—de Québec, 326. Voir *Bills*, 25.

Lieutenant-Gouverneur :

1. Son discours, à l'ouverture de la session, 13 ; jour fixé pour la prise en considération, 16 ; motion pour une adresse à Son Honneur, 19. Voir *Adresse*, 1.
2. Donne son assentiment par l'intermédiaire d'un ministre à certaines mesures, 114, 143, 152, 240, 243, 273, 325.
3. Sanctionne les bills, 259, 361 à 365.
4. Son discours, à la clôture de la session, 365.

Messages de Son Honneur :

5. Invite la Chambre à se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif.—à l'ouverture de la session, 1 ; pour la sanction des bills pendant la session, 259 ; à la clôture de la session, 361.
6. Accusant réception de l'adresse en réponse au discours du Trône, 60.
7. Transmettant le rapport de l'imprimeur de la Reine, 17. Voir *Documents item 55.*
8. Transmettant un rapport du Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil, 17. Voir *Documents, item 100.*
9. Transmettant les estimés, 87. Voir *Documents, item 38.*
10. Transmettant un rapport concernant la *Gazette Officielle*, 18. Voir *Documents, item 46.*
11. Transmettant la nomination des membres de la commission de l'économie interne de la Chambre, 26. Voir *Documents, item 35.*

LIMITES A BOIS :—Motion de M. Chênevert, pour un état indiquant les limites à bois vendues, ou sous licence, les noms des acquéreurs, primitifs et des possesseurs actuels, la date de leur acquisition et le prix d'achat, 93 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 134. (*Document No. 47.*) Voir *Documents*, item, 71.

LONGUE-POINTE :—

1. Résolution concernant l'asile de la—, 233, 240 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 240 ; résolution rapportée, 241 ; lue la seconde fois et adoptée ; bill basé sur cette résolution, 243. Voir *Bills*, 26.
2. Bill de M. Robidoux, concernant l'asile de la Longue-Pointe, 243. Voir *Bills*, 26.

LONGUEUIL :—

1. Pétition demandant une loi amendant les lois concernant la ville de—, rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 32. Voir *Bills*, 120.
2. Pétitions demandant que certaine partie du bill demandé par la corporation de la ville de Longueuil ne devienne pas loi, 44, 106.
3. Pétitions demandant que le bill amendant la charte de la ville de Longueuil ne devienne pas loi, 72, 90.

“ *Louisiane, Mexique et Canada* ” :—Interpellation, 324.

LOYOLA COLLEGE :—Pétition du Révd. G. O'Bryan *et al.*, demandant un acte les incorporant sous le nom de—, 23 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 84. Voir *Bills*, 60.

LUSSIER, FÉLIX :—Voir *Panet, A.-P.-E* ; aussi *Bills*, 44.

MAGOG : Pétition demandant une loi ratifiant et confirmant un certain règlement de la ville de—, 37 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 63. Voir *Bills*, 79.

MANDATS SPÉCIAUX :—

1. M. Marchand dépose l'état des rapports du Conseil et des mandats spéciaux émis durant la vacance, 19. (*Imprimé*, 20). Voir *Documents*, item 72.
2. Voir aussi *Votes pris en Chambre*, 10.

MANUFACTURES :—

1. Pétition demandant des amendements à l'acte des—, 310.
2. Bill de M. Chicoyne, relatif aux subventions accordées aux—par les corporations municipales, 44. Voir *Bills*, 87.

MARIEVILLE :—Motion de M. Dufresne pour copie de toutes requêtes demandant de l'aide en faveur de l'Hôpital de Marieville, 99.

MAROIS, FÉLIX-EMILE :—Motion de M. Pelletier pour copie du rapport de l'analyse faite par le Dr Vallée et de l'enquête du coroner au sujet de la mort de l'enfant Félix-Emile Marois, 79 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 126. (*Document No 42*). Voir *Documents*, *item* 74.

MERCHANTS' COTTON COMPANY :—Pétition demandant une loi l'autorisant à émettre des débentures, 40 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 68. Voir *Bills*, 68.

MERRY DEL VAL, MONSEIGNEUR :—Interpellation, 42.

MINISTRES :—Voir *Votes pris en Chambre*, 11.

MISTASSINI :—Voir *Abittibi* ; aussi *Bills*, 3.

MONTREAL (CITÉ DE—) :

1. Pétition de la corporation demandant une loi à l'effet de reviser et refondre sa charte, 23 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 48. Voir *Bills*, 59 ; aussi *Votes pris en Chambre*, 13 et 14.
2. Pétition demandant une loi amendant la charte de la cité de Montréal et en particulier la loi 59 Vic., ch. 49, 54 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 59. Voir *Bills*, 76.
3. *Rue Saint-Antoine* :—Petition demandant une loi relative à l'expropriation de la—, 44 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 68. Voir *Bills*, 59.
4. *Rue Notre-Dame* :—Pétition demandant une loi concernant l'expropriation de la—54 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 59. Voir *Bills*, 76.
5. Bill de M. Bourbonnais, amendant la charte de la cité de Montréal, 70. Voir *Bills*, 119.
6. *Asiles des Dames bienveillantes* :—Etat d'affaires, 259, 382. Voir *Documents*, *item* 57.

MONTREAL (CITÉ DE—):—*Suite.*

7. *Asile de St-Vincent de Paul*:—Etat d'affaires, 28. Voir *Documents*, item, 57.
8. *Asile Ste-Marguerite*:—Etat d'affaires, 28. Voir *Documents*, item, 57.
9. *Hôpital Général*:—Etat d'affaires, 28. Voir *Documents*, item, 57.
10. *Hôpital Général (Sœurs Grises)*:—Etat d'affaires, 28. Voir *Documents*, item, 57.
11. *Hôpital Notre-Dame*:—Etat d'affaires, 29. Voir *Documents*, item, 57.
12. *Hôpital protestant des aliénés*:—Etat d'affaires, 28, 119. Voir *Documents*, item, 57.
13. *Hôpital Saint-Patrice*:—Etat d'affaires, 29. Voir *Documents*, item, 57.
14. *Hospice de la Maternité*:—Etat d'affaires, 29. Voir *Documents*, item, 57.
15. *Monastère Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur*:—Etat d'affaires, 48. Voir *Documents*, item, 57.
16. *Orphelinat Catholique Romain*:—Etat d'affaires, 28. Voir *Documents*, item, 57.
17. *Prison de Montréal*:—Motion de M. LeBlanc pour copie des rapports des enquêtes faites sur l'administration de la prison de Montréal, depuis le 30 juin 1897, 64; réponse à l'ordre de la Chambre, 289. (*Document No 64*). Voir *Documents*, item 76.
18. *Prison des femmes, Montréal*:—Motion de M. Bickerdike pour correspondance etc., en rapport avec la prison des femmes protestantes de Montréal, 289; réponse à l'ordre de la Chambre, 285. (*Document No 74*). Voir *Documents*, item 77.
19. *Salle d'asile Ste-Cunégonde*:—Etat d'affaires, 54. Voir *Documents*, item 57.
20. *Salle d'Asile St-Joseph*:—Etat d'affaires, 28. Voir *Documents*, item 57.
21. *Sœurs de la Providence*:—Etat d'affaires, 28. Voir *Documents*, item 57.
22. *The Church Home*:—Etat d'affaires, 28. Voir *Documents*, item 57.
23. *Young Men's Hebrew Benevolent Society*:—Etat d'affaires, 28. Voir *Documents*, item 57.

MONTREAL LOAN AND INVESTMENT COMPANY :—Pétition demandant une loi définissant et amplifiant ses pouvoirs, 59 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 68. Voir *Bills*, 43.

MONTREAL STREET RAILWAY COMPANY : — Pétition demandant des amendements à sa charte, 36 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 40. Voir *Bills*, 71 ; aussi *Votes pris en Chambre*, 15 et 16.

MONTREAL COTTON COMPANY : — Voir *Salaberry de Valleyfield* ; aussi *Bills*, 39.

MONTREAL ET GRAND-TRONC :—Pétition demandant une loi autorisant la vente d'un terrain par la ville à la Cie du—, 24 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 48. Voir *Bills*, 116.

MONTREAL ET OUEST :—Motion de M. Nantel pour correspondance se rapportant à l'octroi d'un subside pour l'extension du chemin de fer " Montréal et Ouest ", de son terminus actuel au Nominigüe et à la Lièvre, 275 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 317. (*Document No. 76.*) Voir *Documents*, item 79

MONTREAL PROTESTANT HOUSE OF INDUSTRY AND REFUGE :—Pétition de—, demandant à modifier sa charte, 43 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 54. Voir *Bills*, 73.

MORIN, M. JOSEPH :—Interpellation, 51.

MOULEURS, UNION DES— : —. Voir *Union des Mouleurs* ; aussi *Bills*, 34.

MUNICIPALITÉS :—Etat tabulaire des rapports transmis par les secrétaires trésoriers des—, 240. (*Document No. 65.*) Voir *Documents*, item 78.

NORTH SHORE TURNPIKE TRUST :—Pétition demandant un acte l'autorisant à émettre de nouvelles obligations etc., 44 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 84. Voir *Bills*, 124.

NOTARIAT :—

- 1 Bill, du Conseil législatif, amendant le Code du notariat ; présenté par M. Marchand, 143. Voir *Bills*, I.
2. Bill, du Conseil législatif, rendant authentiques les copies notariées de certains documents, 318 ; présenté par M. Marchand, 318. Voir *Bills*, N.

NUMISMATIQUE ET D'ARCHÉOLOGIE :—Rapport annuel pour 1893 de la Société de—, 29. (*Document No. 17.*) Voir *Documents*, item 101.

O'BRYAN, REV. GREGORY ET AL :—Voir *Loyola College* ; aussi *Bills*, 60.

OFFICIERS EN LOI :—Devant faire rapport sur le mérite de chaque bill, 261.

Orateur :

1. Il se rend, avec la Chambre, auprès de Son Honneur, dans la salle du Conseil législatif, à l'ouverture de la session, 1. Pour la sanction des bills [durant la session, 259 ; à la clôture de la session, 361.
2. Il fait rapport du discours du trône à l'ouverture de la session, 12.
3. Communique à la Chambre le Rapport du Bibliothécaire, 24.
4. Communique à la Chambre divers rapports, 23, 43, 50, 54, 64, 72, 119, 258, 352.
5. Met devant la Chambre les jugements et rapports dans les élections contestées de Missisquoi, Montmorency et Verchères, 2 ; Iles de-la-Madeleine, 257.
6. Informe la Chambre qu'il a été reçu, durant la vacance, l'avis d'une vacance dans les districts électoraux de Beauharnois, Lévis, Matane et Missisquoi, 8.
7. Informe la Chambre qu'il a reçu les certificats des députés de Bellechasse, 10 ; Lévis, 11 ; Missisquoi, 11 ; Verchères, 12 ; Matane, 30.
8. Donne lecture d'un mémoire sur règles de procédure sur les bills privés, 283 ; mémoire renvoyé à un comité spécial, 283.
9. *Décide sur des questions de formes et d'ordre*, 57, 75, 107, 205, 231, 303, 319, 359 ; pour ces décisions, voir *Questions*.
10. Remet sa décision à plus tard, 96, 205, 307.
11. Appel étant fait de la décision de M. l'Orateur ; sa décision est confirmée par la Chambre, 75, 76.
12. Donne sa voix prépondérante sur une question, 357.
13. Ajourne la Chambre à l'heure fixée, sans que la question ait été préalablement posée, 233, 246, 260, 263, 269, 273, 283, 285, 291, 291, 295, etc.
14. Présente le bill des subsides, 365.

Ordres du jour :

1. Ordre pour 2^e lecture d'un bill rescindé, 47. 94, 130, 275.
2. Motion pour remettre un bill sur l'ordre du jour, négative, 146.
3. Ordre pour comité général sur un bill, rescindé, 101, 133, 199, 213, 306.
4. Ordre pour 3^e lecture d'un bill, rescindé, 284.
5. Bill remis sur l'ordre du jour, 229, 228, 803, 303, 328.
6. Ordres concernant les bills privés appelés en vertu de la règle 19, 106, 108, 135, 148, etc.
7. Ordres du gouvernement devant avoir la priorité à chaque séance, 262.

Ordres permanents :

1. Comité permanent nommé, 16, 23, 27 ; premier rapport, nommant M. Laliberté, président, et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq membres, 20 ; second rapport, 32 ; autres rapports sur différentes pétitions, 37, 40, 48, 50, 54, 59, 68, 84, 115, 227, 253 ; membres ajoutés à ce comité, 39.
2. Rapporte que les avis sont suffisants, 84.
3. Recommande la suspension de la 51^e règle, 84.
4. Rapport du comité recommandant que les délais soient prolongés pour la réception des rapports sur les bills privés, 115, 227, 253.

Ordres sessionnels :

1. Motion pour qu'il y ait deux séances le même jour ; adoptée, 229 ; trois séances, 262.
2. La Chambre devant siéger le samedi, 151.
3. Ordonnant que certains documents soient mis devant la Chambre :
— Voir *Documents*.

PACAUD, ERNEST :—Motion de M. Pelletier pour copie du dossier imprimé dans la cause en appel de Ernest Pacaud *vs.* Sa Majesté, et documents s'y rattachant, 146 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 239. (*Document, No. 63.*) Voir *Documents, item 81.*

PANET, ANTOINE-PHILIPPE-EUGÈNE :—Pétition demandant une loi concernant certaines propriétés, 37 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 40. Voir *Bills, 44.*

PASSES MIGRATOIRES SUR LA RIVIÈRE OTTAWA :—Interpellations, 330.

PÊCHE :—Motion de M. Flynn, pour correspondance au sujet de l'application et de l'exécution du jugement des Lords du comité judiciaire du Conseil Privé, rendu le 26 mai 1898, relativement aux droits de pêche, 93.

PÊCHE ET PÊCHERIES :

1. Motion de M. Flynn, pour un état indiquant les locations du domaine public, en vertu de baux de pêche, consenties par le Commissaire des Terres, 168.
2. Résolutions concernant la pêche et les pêcheries, 89, 114 ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère ; rapporte progrès, 114 ; considérées de nouveau, 124 ; résolutions rapportées, 125 ; motion pour seconde lecture ; amendement négatif ; résolutions lues la seconde fois et adoptées ; bill basé sur ces résolutions, 132. Voir *Bills, 4.*
3. Bill de M. Parent, concernant la pêche et les pêcheries, 132. Voir *Bills, 4.*

PÈRES FRANCISCAINS DE L'OBSERVANCE :—Pétition demandant des amendements à leur charte, 31 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 68. Voir *Bills, 55.*

PETITE-RIVIÈRE EST :—Motion de M. Flynn pour correspondance, en 1897, au sujet des travaux de colonisation à faire à la Petite-Rivière Est, sous la direction de M. Nazaire Lelièvre, 145 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 213. (*Document No. 60*) *Documents, item, 84.*

PÉTITION :—Pétition lue et reçue le même jour, 139.

PETIT-PABOS ET CAP-CHAT :—Motion de M. Flynn pour documents au sujet de la construction de ponts sur la rivière du Petit-Pabos et sur celle du Cap-Chat, 79 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 103. (*Document No. 35.*) Voir *Documents, item 85.*

PHARMACIE :—Bill de M. Gouin amendant la loi de pharmacie de Québec, 38 ; Voir *Bills*, 83 ; Voir aussi *Votes pris en Chambre*, 17, 18, 19 et 20.

PLANTE, ARTHUR :—Certificat de son élection, 10 ; prête serment et prend son siège, 12.

PLOURDE, DR. :—

1. Motion de M. Girard pour copie de toute correspondance entre le Dr Plourde et le gouvernement, au sujet d'une remise d'honoraire, 197 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 206. (*Document No 56.*) Voir *Documents*, item 86.
2. Interpellations relatives au—, 228, 282.

POLICE PROVINCIALE :—

1. Motion de M. Pelletier pour tous documents au sujet de l'envoi de la police provinciale à l'Île d'Anticosti, durant l'année 1898, 146 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 206. (*Document No. 55.*) Voir *Documents*, item 87.
2. Bill du Conseil législatif, concernant la police provinciale ; présenté par M. Robidoux, 91. Voir *Bills*, B.

PONTS :—

1. Réponse à une motion de la dernière session pour copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance au sujet de l'emploi et de la dépense au sujet de l'item 74, (aide pour travaux à d'autres ponts \$5,000.00), du budget pour l'année 1897-98, 60 Vict., chap. 1, 63. (*Document No. 26.*) *Document*, item 88.
2. Ponts sur la rivière Noire, 281.
3. Pont sur la rivière Chaudière, 282, 283.
4. Pont sur la rivière Petit-Pabos et sur celle du Cap-Chat, 79, 103. (*Document No. 35*) Voir *Documents*, item 85.

PONTS EN FER :—Interpellation au sujet des—, 65.

PONTIAC :—Bill de M. Gillies divisant le comté de Pontiac en deux divisions d'enregistrement, 61. Voir *Bills*, 95.

POULIN, M. E. :—Motion de M. Gosselin pour correspondance et documents se rapportant à la destitution de M. E. Poulin, 129 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 206. (*Document No 54.*) Voir *Documents*, item 89.

PRÉVOST, AMABLE —:—Pétition demandant une loi amendant la loi 60 Vict., chap 95, concernant la succession de feu—, 35 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 84. Voir *Bills*, 64 ; aussi *Votes pris en Chambre*, 22.

PRISONS, ASILES, ETC., INSPECTEURS DES—:—Voir *Inspecteurs des—, etc.* ; aussi *Documents*, item 90.

PRISON DE MONTRÉAL :—Voir *Montréal*, 75.

PRISON DES FEMMES, MONTRÉAL :—Motion de M. Bickerdike pour correspondance etc., en rapport avec la prison des femmes protestantes de Montréal, 239 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 285. (*Document No 74*). Voir *Documents*, item 77.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS :—Comité permanent nommé, 16, 23, 28. Premier rapport nommant M. Dechêne président et recommandant que le *quorum* soit réduit à cinq, 33.

PROGRAMME D'ÉCONOMIE :—Voir *Votes pris en Chambre*, 21.

PROVINCIAL TRUST AND AGENCY COMPANY :—Pétition demandant un acte constituant en corporation *The Provincial Trust and Agency Company*, 40 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 48. Voir *Bills*, 63.

QUEBEC-CENTRAL :—Pétition de la Compagnie du chemin de fer—demandant des amendements à son acte d'incorporation, 24 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 32. Voir *Bills*, 111.

QUÉBEC, CITÉ DE—:—

1. Pétition de la Corporation demandant des amendements à sa chartre. 23 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 32. Voir *Bills*, 33.
2. *Asile du Bon-Pasteur* :—Etat d'affaires, 64. Voir *Documents*, item 57.
3. *Asile des Orphelins de l'église d'Angleterre* :—Etat d'affaires, 43. Voir *Documents*, item 57.
4. *Asile Sainte-Brigitte* :—Etat d'affaires, 28. Voir *Documents*, item 57.
5. *Hospice de la Miséricorde* :—Etat d'affaires, 43. Voir *Documents*, item 57.

QUÉBEC, CITÉ DE :—*Suite.*

6. *Orphelinat des Sœurs de la Charité* :—Etat d'affaires, 64. Voir *Documents, item 57.*
7. *Oeuvre du Patronage* :—Etat d'affaires, 29. Voir *Document, item 57.*
8. *Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus* :—Etat d'affaires, 28. Voir *Dncuments, item 57.*
9. *Ladies Protestant Home* :—Etat d'affaires. 50. Voir *Documents, item 57.*
10. *Women's Christian Association* :—Etat d'affaires, 43. Voir *Documents, item 57.*

QUÉBEC ET LAC-SAINT-JEAN :—Motion de M. Girard pour documents se rapportant au prolongement du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean, de Chicoutimi à Saint-Alphonse, 256 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 322. (*Document No. 77.*) *Documents, item 91.*

QUEBEC, MONTMORENCY ET CHARLEVOIX :—Motion de M. d'Auteuil pour correspondance et documents au sujet d'une demande de subsides pour le chemin de fer "Québec, Montmorency et Charlevoix", 286 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 322. (*Document No. 78.*) Voir *Documents, item 92.*

Questions :

1. Débats sur une question ajournés, 35, 59, 107, 118, 136, 167, 285 ; parce que M. l'Orateur quitte le fauteuil à six heures, 39 ; débats repris, 39, 43, 111, 134, 135, 289
2. Motion remplacée par un amendement, 203.
3. Sous-amendements, 207, 290.
4. Motion retirée, 225.
5. Objection est faite à la motion pour renvoyer à un comité spécial le bill amendant la loi de pharmacie, qu'aucun avis n'en a été donné ; motion retirée du consentement unanime de la Chambre, 57.
6. Objection est faite à la motion pour renvoyer au comité de législation le bill amendant la loi de pharmacie, parcequ'un bill ne peut subir qu'une phase par jour ; M. l'Orateur réserve sa décision, 57 ; M. l'Orateur renvoie l'objection, 57.

QUESTIONS :—*Suite.*

7. Objecté à la réception du rapport du comité général sur le bill amendant la loi de pharmacie de Québec ; M. l'Orateur renvoie l'objection, 62 ; autre objection ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 205.
8. Objection étant faite que la réponse de l'honorable premier ministre à une interpellation faite par M. Bédard n'est pas dans l'ordre, M. l'Orateur renvoie l'objection, et appel est fait à la Chambre de sa décision ; sa décision est confirmée par la Chambre, 75. Autre objection rejetée par M. l'Orateur et sa décision est maintenue par la Chambre, 76.
9. Objection est faite à une motion pour renvoyer de nouveau un bill au comité permanent des bills privés, parceque le rapport du comité n'a pas encore été adopté ; M. l'Orateur remet sa décision à une date ultérieure, 93 ; sa décision, 107.
10. Question d'ordre soulevée contre la décision du président d'un comité ; sa décision est renversée par le comité, 96.
11. Appel étant fait de la décision du président d'un comité général ; M. l'Orateur décide que l'appel doit être fait à la Chambre, 214 ; la décision du président est maintenue par la Chambre, 214.
12. A la motion pour seconde lecture du bill divisant le district judiciaire d'Arthabaska, objection est faite, par M. Pelletier, que ce bill est un bill privé et ne peut être considéré comme bill public ; M. l'Orateur déclare à la Chambre qu'il donnera sa décision à une date ultérieure, 307 ; renvoie la question d'ordre, 319.
13. A la motion pour la seconde lecture du bill amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture, objection est faite par M. Dechène que ce bill n'est pas dans l'ordre, parce qu'il décréterait une dépense publique telle législation ne pouvant être proposée que de l'initiative des ministres de la Couronne et par des résolutions approuvées et recommandées par Son Honneur le Lieutenant-gouverneur ; M. l'Orateur maintient l'objection, et déclare le bill hors d'ordre, 307.
14. A une interpellation faite par M. Gouin, au sujet de la réforme de Sénat ; objection est faite par M. LeBlanc ; M. l'Orateur décide que l'avis de cette interpellation n'a pas été régulièrement donné, 359.

RAMPOLLA, CARDINAL :—Interpellation, 42.

RAPPORTS DU CONSEIL :—M. Marchand dépose l'état des rapports du Conseil et des mandats émis durant la vacance. 19. *Imprimé*, 20. Voir *Documents*, item 93.

RAPPORTS MUNICIPAUX :—M. Robidoux met devant la Chambre,—les statistiques municipales ou—pour 1897, 17. (*Document No. 9.*) *Documents*, item 104.

RECETTES ET PAIEMENTS :—Motion de M. Flynn, pour un état des recettes et paiements de toutes sources de la province de Québec, depuis le 1er juillet dernier jusqu'à cette date, 35 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 82. (*Document No. 29.*) Voir *Documents*, item 94.

REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL :—Bill, du Conseil législatif, amendaut le Code civil, relativement au remplacement des— perdus ou détruits ; présenté par l'honorable M. Robidoux, 96. Voir *Bills*, G

RÈGLES DE LA CHAMBRE :—

1. Règles suspendues en autant qu'elles s'appliquent au bill concernant la division du comté de Pontiac, 213.

2. Paragraphe 3 de la 58e règle, devant être amendé, 261.

RÈGLES DE PROCÉDURE :—Mémoire de M. l'Orateur sur la question des meilleures—, au sujet des bills privés ; lu et inséré comme *Appendice A*, dans les journaux de la Chambre et renvoyé à un comité spécial, 283.

REVISEURS. MONTREAL :—Motion de M. Pelletier pour copie de tous documents au sujet des réviseurs pour les listes électorales dans la cité de Montréal. 123 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 134. (*Document No 46*). Voir *Documents*, item 95 ; voir aussi *Votes pris en Chambre*, 23.

RIMOUSKI :—Hospice des Sœurs de la Charité :—Etat d'affaires, 64. Voir *Documents*, item 81.

RIVE SUD ET BAIE-DES-CHALEURS :—Voir *Votes pris en Chambre*, 24.

ROSS, BEEMER ET SCOTT :—Réponse à ordre de la dernière session pour copie de tous documents relatifs à aucune remise de droits de coupe à MM—, sur leurs limites dans la division Nantel, du Lac-Saint-Jear, 47. (*Document No. 13.*) Voir *Documents* item 96.

ROY, J.-P. :—Réponse à une adresse de la dernière session, pour copie de tous documents quelconques, concernant la destitution de Philéas Laberge, comme député régistrateur de Québec et la nomination de Jos.-P. Roy, comme son successeur, 35. (*Document No. 15.*) Voir *Documents*, item 63.

SAINT-ELIE D'ORFORD :—Pétition demandant une loi érigeant la paroisse de—en municipalité séparée, 32 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 48. Voir *Bills*, 32.

SAINTE-EMILIE DE L'ENERGIE :—Chemin dans—, 56.

SAINT-ENFANT-JÉSUS DE MONTRÉAL :—Pétition demandant une répartition sur les francs tenanciers catholiques de la paroisse du—, 37 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 68. Voir *Bills*, 112.

SAINT-FERDINAND D'HALIFAX :—Asile de— ; Etat d'affaires, 64. Voir *Documents*, item 57.

SAINT-FRANÇOIS, BEAUCE :—Pont sur la rivière Chaudière, 282, 283.

SAINT-HENRI :—

1. Pétition de la cité de—, demandant des amendements à sa charte, 31 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 37. Voir *Bills*, 36.
2. Pétition demandant une loi autorisant les commissaires d'écoles de—à émettre des obligations, 24 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 32. Voir *Bills*, 57.

SAINT HILAIRE :—Réponse à une adresse du 22 décembre 1897, pour copie de requête des habitants de—comté de Rouville, demandant de l'aide à l'occasion des dommages causés par la grêle, 117. (*Document No. 111.*) Voir *Documents*, item, 97.

SAINT-HYACINTHE :—Hôtel-Dieu de :—Etat d'affaires, 29. Voir *Documents*, item, 57.

SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTRÉAL :—Pétition demandant une loi au sujet de la reconstruction de l'église, 32 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 36. Voir *Bills*, 42.

SAINT-JEAN-BAPTISTE :—Reconstruction de l'église de—, 32, 36. Voir *Bills*, 42.

SAINT-JEAN-BAPTISTE :—Voir *Association Saint-Jean-Baptiste* ; aussi *Bills*, 69.

ST-JEAN D'IBERVILLE :—

1. *Hôpital de*—: Etat d'affaires, 29. Voir *Documents, item, 57.*
2. *Salle d'Asile*—: Etat d'affaires, 29. Voir *Documents, item, 57.*

SAINT-JÉRÔME :—

1. Motion de M. Girard pour documents et correspondance, au sujet de difficultés survenues dans l'établissement des limites du village de Saint-Jérôme, depuis mai, 1898, 197; réponse à l'ordre de la Chambre, 212. (*Document No. 59.*) Voir *Documents, item, 98.*
2. *Hôpital de*—: Etat d'affaires, 29. Voir *Documents, item, 57.*

SAINT-JOSEPH DE HAM-SUD :—Voir *Wolfe*; aussi *Bills, 41.***SAINT-MICHEL, COMPAGNIE DU CHEMIN—**au sujet de son rapport, 97.**SAINT-SIMÉON :—**Pont sur la rivière Noire, 281.**SAINT-UBALDE :—**Copie de tous documents se rapportant à la cause de Louis Auger contre les commissaires d'écoles de St-Ubalde, 346.**SALABERRY DE VALLEYFIELD :—**Pétition demandant une loi retifiant un règlement accordant une commutation de taxes à la compagnie dite "Montreal Cotton Company," 40; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 48. Voir *Bills, 39.***SCOTT, ROSS & BEEMER :—**Voir *Ross, &c.***SECRÉTAIRE ET RÉGISTRARE DE LA PROVINCE :—**

1. M. Robidoux dépose le rapport annuel du—pour l'année expirée le 30 juin 1898, 16, (*Imprimé*). *Document No. 6.* Voir *Documents, item, 99.*
2. Bill de M. Robidoux, concernant le secrétaire du registraire—, 61. Voir *Bills, 13.*

SÉNAT :—Réforme du—Interpellation, 359.**SERMENTS D'OFFICE :—**Bill de M. Marchand relatif à la prestation des—12. Voir *Bills, 1.***SERVICE CIVIL :—**Le Lieutenant-Gouverneur transmet copie d'un rapport de l'honorable Conseil exécutif, concernant certaines nominations dans le service civil, 17. (*Non imprimé*) (*Document No. 13.*) Voir *Documents, item 100.*

SHAWINIGAN WATER AND POWER COMPANY :—Pétition de la,—demandant à modifier sa charte, 43 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 84. Voir *Bill No.* 115.

SHERBROOKE :—1. Pétition demandant des amendements à la charte de la ville de—, 31 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 37. Voir *Bills*, 37.

2. Hôpital-Général de—: Etat d'affaires, 29. Voir *Documents*, *item* 57.

3. Hospice du Sacré-Cœur :—Etat d'affaires, 29. Voir *Documents*, *item* 57.

4. Construction du palais de justice de—, 38.

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE :—

1. Bill de M. Déchêne amendant la loi concernant les—, 120. Voir *Bills*, 22.

2. Bill de M. Cardin, concernant les sociétés d'agriculture, 260. Voir *Bills*, 131.

SOCIÉTÉ DES ARTISANS CANADIENS - FRANCAIS : — Pétition de la—, Montréal, demandant une loi amendant et refondant sa charte, 52 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 31. Voir *Bills*, 52.

SOCIÉTÉS DE CRÉDIT AGRICOLE :—Interpellation au sujet des—, 116.

SOCIÉTÉ DE NUMISMATIQUE ET D'ARCHÉOLOGIE :—Rapport annuel de la —, 29. (*Document No.* 17.) Voir *Documents*, *item* 101.

SOCIÉTÉS DE PRÊTS ET PLACEMENTS :—Bill du Conseil législatif, amendant la loi relatives aux—, présenté par M. Robidoux, 91. Voir *Bills*, H.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS :—

1. Résolutions concernant l'inspection des—, 233, 243 ; le comité délibère, résolutions rapportées, 243 ; lues la seconde fois et adoptées ; bill basé sur ces résolutions, 254. Voir *Bills*, 11.

2. Bill de M. Robidoux amendant la loi concernant les—et les sociétés charitables, 228. Voir *Bills*, 11.

3. Bill amendant l'acte 61 Victoria, chapitre, 39, 137. Voir *Bills*, 144.

4. Interpellation au sujet des—, 42.

SOCIÉTÉ ECCLÉSIASTIQUE DE SECOURS MUTUEL DE CHICOUTIMI —Voir *Chicoutimi* ; Aussi *Bills*, 31.

SOREL :—

1. Pétition demandant des amendements à la loi constituant en corporation la ville de—, 23 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 32. Voir *Bills*, 114.

2. *Hôpital-Général* :—Etat d'affaires, 29. Voir *Documents*, *item*, 57.

STADACONA WATER, LIGHT AND POWER COMPANY :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 31 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 37. Voir *Bills*, 35.

STATISTIQUES JUDICIAIRES :—

1. M. Robidoux, met devant la Chambre les extraits des rapports et statistiques judiciaires pour 1897, 17. (*Document No. 10.*) Voir *Documents*, *item* 102.
2. Extraits des rapports—pour 1898, 269. (*Document No. 71.*) Voir *Documents*, *item* 103.

STATISTIQUES MUNICIPALES :—M. Robidoux met devant la Chambre, les —ou rapports municipaux pour 1897, 17. (*Document No. 9.*) Voir *Documents*, *item* 104.

STATUTS REFONDUS :—

1. Bill de M. Bouffard amendant l'article 1618 des Statuts refondus de la province de Québec, 64. Voir *Bills*, 100.
2. Bill de M. Chauret amendant l'article 1651 des Statuts refondus de la province de Québec, 86. Voir *Bills*, 149.
3. Bill du Conseil législatif, amendant l'article 26 des Statuts refondus présenté par M. Robidoux, 260. Voir *Bills*, M.
4. Bill du Conseil législatif, amendant l'article 79a des— ; présenté par M. Robidoux, 248. Voir *Bills*, C.
5. Bill de M. Caron amendant l'article 4404 des Statuts refondus, 199. Voir *Bills*, 143.
6. Bill de M. Weir abrogeant et remplaçant l'article 4444 des Statuts refondus de la province de Québec, 222. Voir *Bills*, 134.

SUBSIDES :—*Suite.*

10. Amendement de M. Atwater—à la motion pour comité des subsides—protestant contre le système des mandats spéciaux ; débat ajourné, 118, 136 ; débat repris 134, 135, 137 ; amendement rejeté par 35 contre 16, 139.
11. Amendement de M. LeBlanc—à la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides—blâmant le gouvernement d'avoir augmenté le nombre des ministres—rejeté par 44 votes contre 19, 216.
12. Amendement de M. Ball—à la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides—blâmant le gouvernement de ne pas continuer la construction du chemin de fer de la Rive Sud et de celui de la Baie-des-Chaleurs ; amendement rejeté par 41 voix contre 19, 294.
13. Amendement de M. Flynn—à la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides—blâmant le gouvernement d'avoir donné MM. Desnoyers et Crankshaw comme réviseurs de la cité de Montréal ; négativé par 38 voix contre 19, 299.
14. Amendement de M. McDonald—à la motion pour comité des subsides—violation du programme d'économie—rejeté par 41 voix contre 16, 338.

SUBSIDES A CERTAINS CHEMINS DE FER—Bill de M. Duffy relatif aux—, 291. Voir *Bills*, 14.

SUBSIDES AUX CHEMINS DE FER :—Motion de M. Flynn pour documents, depuis la dernière session, en rapport avec l'octroi de subsides aux chemins de fer et au paiement des subsides actuellement votés, 44 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 205. (*Document No 49*). Voir *Documents*, item 18.

SUBVENTIONS AUX MANUFACTURES :—Bill de M. Chicoyne, relatif aux— par les corporations municipales, 49. Voir *Bills*, 87.

SUMMERLEA :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 40 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 84. Voir *Bills*, 122.

TALBOT, AIMÉ :—Interpellations, 52, 113, 114.

TAXES :—Amendement de M. Dufresne à la motion pour comité des subsides—blâmant le gouvernement d'avoir conservé les taxes,—rejeté par 42 voix contre 16, 332. Voir *Votes pris en Chambre*, 25.

STATUTS REFONDUS :—*Suite.*

7. Bill de M. Flynn amendant l'article 4762 des Statuts refondus de la province de Québec, 200. Voir *Bills*, 140.
8. Bill de M. Chauret amendant les articles 5043 et 5103 des Statuts refondus de la province de Québec, 130. Voir *Bills*, 151.
9. Bill de M. Weir amendant l'article 5375c des Statuts refondus de la province de Québec, 137. Voir *Bills*, 145.

STÉNOGRAPHES :—

1. Motion de M. Pelletier pour copie des instructions envoyées aux protonotaires des districts de Montréal et de Québec, au sujet de la nomination des sténographes à la cour d'enquêtes et mérite, 65 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 96. (*Document No. 32*). Voir *Documents, item*, 105.
2. Au sujet des sommes payées aux—144.

STENSON, M. :—Motion de M. Pelletier, pour un état des sommes payées à M. Stenson, M. P., pour conférences agricoles, 258 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 269. Voir *Documents, item*, 106.

Subsides :

1. Estimés supplémentaires pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1899, 87 ; renvoyés au comité des subsides, 87. Voir *Documents, item*, 38.
2. Estimés pour l'année finissant le 30 juin 1900, 87 ; renvoyés au comité des subsides, 87. (*Document No. 1*). Voir *Documents, item* 38.
3. La Chambre devant se former en comité des subsides, 19.
4. La Chambre en comité, 91, 100, 113, 117, 139, 169, 217, 244, 295, 299, 333, 338, 346.
5. Résolutions rapportées, 92, 140, 178, 217, 245, 248, 250, 295, 299, 334, 339.
6. Seconde lecture remise à plus tard, 246.
7. Lues la seconde fois et adoptées, 113, 335, 340, 346.
8. Concours sur résolutions remis à plus tard, 92, 101, 140, 186, 217, 295, 301.
9. Adoptées, 100, 151, 189, 196, 254, 255, 296, 309.

TAXES SUR LES CORPORATIONS COMMERCIALES :—Interpellation, 73.

TAXE SUR LES SUCCESSIONS :—Interpellation, 76.

TERRES, FORÊTS ET PÊCHERIES :—M. Parent dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries pour 1898, 18. (*Document No. 8.*) Voir *Documents*, item 108.

TERRES PUBLIQUES :—

1. Bill de M. Parent amendant la loi concernant les—, 25. Voir *Bills*, 6.

2. Bill de M. Parent amendant la loi concernant les—, 284. Voir *Bills*, 30.

TERREBONNE :—Etat des recettes et des dépenses de la Compagnie des chemins à barrières de—pour 1898, 172. (*Document No. 24.*) Voir *Documents*, item 107.

TÊTU, F.-A. :—Motion de M. Chênevert pour correspondance entre le gouvernement et M. F.-A. Têtu, au sujet d'un nouveau modèle de botte de scrutin pour les élections provinciales, 93.

THETFORD :—Interpellation au sujet des lots cancellés, 97.

TIERS-ORDRE DE SAINT-FRANÇOIS D'ASSISE :—Voir *Fraternité du—* ; aussi *Bills*, 54.

TOURANGEAU, JEAN GUILLET DIT :—Pétition demandant une loi concernant la succession de feu—, 44 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bills*, 80.

TRANSPORTS DE BIENS DE SUCCESSION :—Bill de M. Marchand validant certains—, 166. Voir *Bills*, 29.

TRANSPORTS D'IMMEUBLES :—Bill de M. Marchand, validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendement, 61. Voir *Bills*, 12.

TRAVAUX DE LA SESSION :—M. Dechêne met devant la Chambre un état des— ; devant être inséré dans les Journaux de la Chambre comme *Appendice C*, 361. Voir *Appendice C*.

TRAVAUX PUBLICS :—M. Duffy met devant la Chambre le rapport général du Commissaire des Travaux publics de la province de Québec, pour 1898, 18. (*Imprimé.*) *Document No. 7.* Voir *Documents*, item 109.

TREMBLAY, JOHNNY :—Interpellation relative à—, 228.

TRÉPANIÉ, M. THÉOPHILE :—Interpellation au sujet de—, 98.

TRÉSOR, DÉPARTEMENT DU— :—Bill de M. Robidoux amendant la loi concernant le—, 344. Voir *Bills*, 158.

TROIS-RIVIÈRES :—Association agricole, 341.

TROIS-PISTOLES :—Cour de Magistrats à,—324.

TRUDEAU, LÉON :—Pétition demandant une loi admettant—à la pratique du notariat, rapport du comité des ordres permanent sur l'avis, 48. Voir *Bills*, 40.

UNION DES MOULEURS, MONTREAL :—Pétition de l—demandant à être constituée en corporation, 31 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 37. Voir *Bills*, 34.

VALLÉE DE LA CHAUDIÈRE :—Pétition de la Compagnie du chemin de fer de la—, demandant des amendements à son acte d'incorporation, 43 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bills*, 110.

VALLÉE, DR :—Motion de M. Pelletier pour copie du rapport de l'analyse faite par le—, et de l'enquête du coroner au sujet de la mort de l'enfant Félix-Émile Marois, 79 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 126. (*Document No. 42*). Voir *Documents*, item 109.

VALLEYFIELD :—

1. Ecole des arts à— ; Interpellation, 281.
2. Orphelinat et Hôpital de— :—Etat d'affaires, 28. Voir *Documents*, item 57.

VENTES JUDICIAIRES :—Annonces des—51.

VERDUN :—

1. Pétition demandant une loi détachant certaines parties de la municipalité de la paroisse de la Côte-Saint-Paul, 32 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 68. Voir *Bills*, 78.
2. Pétition de la corporation du village de—, demandant des amendements à sa charte, 36 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 40. Voir *Bills*, 49.

VERMETTE, JOSEPH, JR. :—Réponse à un ordre de la dernière session pour copie de tous documents relatifs à aucune remise faite à M. Joseph Vermette, jr., de Québec, etc., pour droits de coupe, 104, (*Document No 37*). Voir *Documents*, item 110.

VIAUVILLE :—Petition demandant une loi constituant en corporation—, 31 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 37. Voir *Bill No 51*.

VICTORIAVILLE :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 44 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 48. Voir *Bills*, 48.

VICTORIA 3, CHAPITRE XXXI :—Bill de M. Chauret amendant l'ordonnance 3 Victoria, chapitre XXXI, intitulé : " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet," et les divers actes et ordonnances qui l'amendent, 103. Voir *Bills*, 147.

VICTORIA 61, CHAPITRE 39 :—Bill de M. Weir amendant la loi—, 137. Voir *Bills*, 144.

Votes pris en Chambre :

1. *Abeilles* :—Amendement de M. Girard pour renvoyer à six mois la réception du rapport du comité général sur le bill concernant les abeilles, négativé par 34 voix contre 21, 232.

Abeilles :—Motion de M. Stephens pour la troisième lecture du bill relatif aux abeilles, adoptée par 30 voix contre 29, 288.

2. *Asiles d'aliénés* :—Motion de M. Robidoux pour la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les—, adoptée par 39 voix contre 16, 279. Voir *Bills*, 24.

3. *Asiles d'aliénés* : Motion pour 3e lecture du bill amendant la loi concernant les—adoptée par 39 contre, 18, 292.

4. *Code municipal* :—Amendement de M. Panneton pour renvoyé à six mois la seconde lecture du bill amendant le—, 167, adopté par 47 voix contre 6, 329.

5. *Ecoles publiques* :—Motion de M. Pelletier pour renvoyer à six mois la seconde lecture du bill à l'effet d'assurer une meilleure assistance aux écoles publiques, adoptée par 49 votes contre 15, 232.

6. *Inspection des compagnies d'assurance* :—Seconde lecture du bill amendant la loi concernant l'—adoptée par 42 votes contre 16, 280.

7. *Instruction publique* :—Motion pour concours dans les amendements faits en comité général au bill loi de l'instruction publique ; amendement de M. Gouin pour renvoyer de nouveau le Bill à un comité général, 207 ;

VOTES PRIS EN CHAMBRE :— Suite.

sous-amendement de M. LeBlanc proposé et rejeté par 40 contre 13 ; sous-amendement de M. Pelletier proposé et rejeté par 38 voix contre 16, 203 ; amendement de M. Gouin adopté par 38 voix contre 16, 208.

8. Autre motion pour le même objet, amendement de M. Tellier pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, rejeté par 39 voix contre 13, 209 ; autre amendement de M. Panneton rejeté par 37 voix contre 15, 211.

9. *Libelle* :—Motion pour renvoyer à 6 mois la seconde lecture du bill amendant le Code de procédure civile, relativement aux procès par jury en matière de diffamation écrite, 130 ; rejetée par 27 contre 10, 131.

10. *Manda's spéciaux* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau, en comité des subsides—M. Atwater propose comme amendement, que cette Chambre proteste contre le système de mandats spéciaux ; débat ajourné, 118 ; débat repris, 134, 135, ajourné de nouveau, 136 ; débat repris, 137 ; amendement rejeté par 35 contre 16, 139.

11. *Ministres* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides,—M. LeBlanc propose un amendement blâmant le gouvernement d'avoir augmenté le nombre des ministres,—négativé par 44 votes contre 19, 216.

12. *Montréal* :—Amendement de M. Bickerdike pour renvoyer à six mois la seconde lecture du bill amendant la charte de la cité de Montréal ; négativé par 30 voix contre 10, 323.

13. *Montréal* :—Amendement de M. Bickerdike pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill amendant la charte de la cité de Montréal, rejeté par 26 voix contre 15 ; autre amendement semblable rejeté par 25 voix contre 18, 336.

14. *Montréal* :—Amendement de M. Rainville (à la motion pour seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill revisant et consolidant la charte de la cité de Montréal), adopté par 23 voix contre 10, 356. Autre amendement semblable de M. de Grosbois, adopté par 25 voix contre 7 ; autre amendement de M. Lalonde rejeté par le vote prépondérant de M. l'Orateur ; motion amendée, adoptée par 27 voix contre 7, 357.

15. *Moutréal, chemin de fer urbain* :—Amendement de M. LeBlanc pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill amendant les lois concernant la compagnie du—, rejeté par 30 voix contre 16, 301.

VOTES PRIS EN CHAMBRE :—*Suite.*

16. *Montréal* :—Amendement (à la motion pour 3e lecture du bill concernant la Compagnie des chars urbains de Montréal) pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négativé par 13 contre 7, 311; autres amendements pour le même objet, rejetés par les mêmes votes 311 à 317.

17. *Pharmacie* :—Motion pour renvoyer de nouveau à un comité général, avec instruction de l'amender, le bill amendant la loi de—, de Québec, 203 et 204.

18. Amendement de M. Langelier pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill amendant la loi de pharmacie de Québec, rejeté par 37 voix contre 17, 204.

19. Amendement de M. Pelletier pour renvoyer à six mois la seconde lecture de ce bill, négativé par 39 contre 15, 229.

20. *Programme d'économie* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, M. McDonald propose en amendement que cette Chambre constate qu'en dépit de l'opinion solennellement exprimée par celui qui est maintenant le premier-ministre, rien n'a été fait par le gouvernement pour racheter les engagements que comporte cette motion, tous les articles de ce programme ayant été méconnus et foulés aux pieds; amendement rejeté par 41 voix contre 16, 338.

21. *Prévost. Amable* :—Motion de M. Gouin pour renvoyer de nouveau au comité des bills privés le bill concernant la succession de feu—; rejetée par 28 votes contre 25, 219.

22. Autre motion de M. Gouin pour faire remettre ce bill sur l'ordre du jour, adoptée par 31 votes contre 25, 220.

23. *Reviseurs de la cité de Montréal* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides—M. Flynn propose un amendement blâmant le gouvernement d'avoir démis MM. Desnoyers et Crankshaw; amendement négativé par 38 voix contre 19, 299.

24. *Rive Sud et Baie-des-Chaleurs* :—A la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, M. Ball propose un amendement—exprimant le regret que le gouvernement actuel n'ait pas donné suite à la politique de l'administration qui l'a précédé, touchant la construction du chemin de fer de la rive Sud, ainsi que de celui de la Baie-des-Chaleurs jusqu'au Bassin de Gaspé; amendement rejeté par 41 voix contre 19, 294.

25. *Taxes* :—A la motion pour que la Chambre se forme, de nouveau, en comité des subsides—M. Dufresne propose comme amendement, que

VOTES PRIS EN CHAMBRE:—*Suite.*

cette Chambre regrette de constater que le gouvernement, malgré les protestations des membres qui le composent et celles de ses amis politiques, contre les taxes, ait conservé et sanctionné toutes celles qui existaient lors de son avènement au pouvoir, y compris les taxes sur les corporations commerciales, les successions et les contributions pour l'entretien des aliénés dans les asiles," amendement rejeté par 42 voix contre 12, 332.

26. *Wolfe* :—Appel étant fait de la décision du président d'un comité général, sa décision est maintenue par 43 voix contre 0, 215.

WESMOUNT :—Pétition des commissaires d'écoles de—, demandant une loi relative aux taxes scolaires de la ville de—, 44 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 48. Voir *Bills*, 56.

WINDSORVILLE :—Pétition demandant incorporation sous ce nom, 31 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 37. Voir *Bills*, 45.

WINDSOR HOTEL COMPANY :—Pétition demandant une loi refondant les lois relatives à la—, 36 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 40. Voir *Bills*, 72.

WOLFE :—Pétition demandant une loi transférant le chef-lieu du comté de—, rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 48. Voir *Bills*, 41. Voir aussi *Votes pris en Chambre*, 26.

ZOSTÈRE :—Motion de M. Flynn pour copie de toute correspondance au sujet du droit de propriété et de l'exploitation de "l'herbe à Bernache," (Zostère), 145 ; réponse à l'ordre de la Chambre, 269. (*Document No. 72*). Voir *Documents*, item 50.